



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries juin 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin 2016

CAUSERIE

Plus le temps de causer, je dois cuisiner. Eh oui, l'homme au foyer à des contraintes que les femmes ignorent parfois !

Organisez-vous

On peut observer que, bien qu'ils n'ont jamais réellement changé, des gens découvrent encore ou soudainement que les médias sont totalement corrompus, que le PS n'était pas de gauche, que le capitalisme était monstueux.

S'ils n'ont pas de mémoire ou s'ils ont une mémoire relativement sélective, cette reconnaissance est de nature occasionnelle ou temporaire, elle ne correspond pas à la conclusion d'une analyse, tout au plus elle est le produit d'expériences individuelles et ponctuelles qu'ils auront aussi vite fait d'oublier lorsque leur situation s'améliorera ou dès qu'ils auront une autre préoccupation en tête ou l'occasion de passer à autre chose.

Ils n'en tireront donc aucun enseignement et ils ne progresseront pas, puisque demeurant inorganisés, sachant que seule l'organisation permet de réaliser en pratique le lien entre la théorie et leurs propres expériences pour se forger une conscience ou des convictions profondément enracinées dans leur cerveau au point qu'ils n'interpréteraient plus jamais la société comme avant.

Les médias seraient plus pourris qu'autrefois. Vraiment ?

Avant-hier soir, j'ai regardé Quai De Grenelle, un film de 1950, où un jeune homme, costaud, fraîchement débarqué de province, tout ce qu'il y avait de plus d'honnête homme, se retrouvait accusé à tort d'avoir participé à un hold-up, et qui traqué par un journaliste l'ayant présenté comme un assassin, un monstre abominable, finit par commettre deux crimes, dont un accidentellement et le second par vengeance, avant d'être abattu à la fin du film par un policier.

L'histoire avait commencé par un incident banal, quand traversant en dehors des passages cloutés pour rejoindre sa fiancée, il fut interpellé par un policier zélé. Un peu naïf et croyant qu'il plaisantait ou qu'il avait bu, il résista, mais voyant que l'agent de police prenait l'affaire très au sérieux et voulait l'emmené au commissariat, il prit la fuite. Sur ce, parmi les badauds que l'esclandre avait attiré, deux personnes signifièrent au policier qu'elles l'avaient reconnu pour être un des gangsters qui avaient attaqué une banque quelques jours plus tôt, ce qui était impossible puisqu'il n'était pas à Paris à ce moment-là.

Ce film étant inspiré de la réalité, il fallait en déduire que la presse écrite était déjà aussi pourri qu'aujourd'hui il y a belle lurette (ou toujours), et que passer son temps à s'en émouvoir comme le font certains, relève du lieu commun sans intérêt dès lors qu'ils n'en tirent aucun enseignement politique.

Le Net regorge de portails ou blogs de ce type, parfaitement inutiles, qui finalement ne servent qu'à détourner l'attention des travailleurs de l'essentiel, des questions qu'ils devraient se poser suite à une expérience personnelle ou un événement en les reliant à l'ensemble de la situation. Car on ne peut les comprendre ou en tirer profit pour la suite qu'en tenant compte des facteurs qui composent la situation, en remontant à leur origine et en examinant les transformations qu'ils ont subies.

Sinon on en reste au stade de l'abstraction, des apparences, du superficiel, qui ne sont pas vraiment aptes pour se forger de solides convictions, d'où la tendance à les oublier au fur et à mesure que de nouvelles expériences se présentent à nous ou de nouveaux événements se produisent qui pour ainsi dire chassent les précédents au fin fond des oubliettes de notre mémoire. En poussant plus loin, on pourrait dire que c'est ainsi que la plupart des gens passent malheureusement à côté de leur propre existence sans y avoir jamais rien compris ou si peu, ce qui explique pourquoi on est appelé malgré nous à devoir répéter les mêmes discours, et non parce qu'on serait sclérosé ou obnubilé par je ne sais quoi.

Les médias ont toujours été à l'image du régime.

La rhétorique qui consiste à cristalliser l'antifascisme sur l'extrême droite ou le FN relève tout autant de la supercherie, dans la mesure où aujourd'hui la véritable extrême droite est incarnée par Hollande, Valls, Macron, BHL, Draghi, Joffrin, Le Point, Le Monde, BFMTV, TF1, l'AFP, Slate, Atlantico, bref, pratiquement l'ensemble des médias de la presse écrite, de la télévision et de la radio, les think-tanks acquis au néolibéralisme et à l'ultra sionisme.

Toutes ces ordures se sont égossés hypocritement à l'idée que l'extrême droite aurait pu se hisser à la présidence en Autriche, mais ils ne s'émeuvent pas quand elle est au pouvoir en Ukraine ou en Israël, aux Etats-Unis notamment.

Cela donne une idée assez précise du régime abominable sous lequel nous vivons en France.

Le cadre étant dressé, on se demandera comment est-il possible que tant de monde se bouscule au portillon pour participer à la mauvaise farce de l'élection présidentielle de 2017, finalement comme si de rien n'était. On aurait déjà pu dresser le même constat sans appel en 2012, depuis de nombreuses années, des décennies.

Quand on observe en prenant suffisamment de recul à quel point la société était déjà pourrie dès les années 60-70, lorsque ceux qui nous gouvernaient justifiaient la guerre d'Algérie, du Vietnam, l'apartheid en Afrique du Sud et en Israël, les dictatures en Afrique et en Amérique latine, etc. on se dit que non seulement rien n'a changé depuis cette époque, mais on n'en a tiré aucun enseignement, ce qui est le plus dramatique et le plus tragique pour les générations à venir.

Hormis les intellectuels nostalgiques de la terreur stalinienne depuis la disparition de l'URSS et ses satellites, qui se sont recyclés dans le social-patriotisme ou chauvinisme, le nationalisme ou le souverainisme, à ma connaissance aucun parmi ceux les plus en vue en France n'a rejoint le camp du socialisme, privilégiant leur statut ou leur carrière, leur petit confort, au détriment d'un idéal humaniste, qui lorsqu'ils l'évoquent, ne sert plus que la cause de la plus honteuse et plate démagogie, au service de l'ordre établi devant lequel ils se prosternent misérablement tout en feignant d'avoir encore une conscience, ce qui leur permet de se prétendre progressistes et d'être présentés comme tels, car il en faut au régime pour ne pas être caractérisé de dictature, tout comme des bouffons, des histrions, des aventuriers, des idiots utiles qu'il instrumentalise avec leur complicité de préférence, voyez Mélenchon par exemple. Ne reculant devant aucun artifice, il en est même venu à s'assurer les services d'un fakir pour faire bonne impression sur les esprits crédules ou naïfs, qui semble-t-il n'attendaient qu'une occasion pour étaler leur crétinisme à la face du monde.

Recourant au chaos et en sémant la terreur, il croyait venir à bout de la lutte des classes en jouant le pourrissement, et bien c'est raté !

Les esprits s'échauffent, les consciences sont soumises à une telle pression, qu'elles sont condamnées à mûrir lentement mais sûrement ou périr au grand dam de ceux qui rêvaient de les contenir, elles bouillonnent d'idées, cherchent encore maladroitement la voie de l'affrontement avec un régime de plus en plus honni par la plèbe, la résistance peine à s'organiser, mais elle ne s'avère pas vaincue pour autant, car répétons-le, c'est une question de survie ou dans quelle société nous voulons vivre qui est posée à chacun d'entre nous.

Voilà le formidable défi que le régime nous contraint d'affronter. Saurons-nous capable de le relever et d'en sortir vainqueur, en trouverons-nous la force, en aurons-nous le courage, la volonté, et nous en donnerons-nous les moyens, ou nous défilerons-nous pour en sortir brisé ?

Parfois on a l'impression de prêcher dans le désert, alors qu'on n'a jamais été animé par une autre intention que servir notre cause, porté par notre idéal, le plus humaniste et le plus élevé qui soit, éradiquer de la surface de notre planète la guerre,

l'exploitation de l'homme par l'homme, mettre un terme au règne de la nécessité pour enfin atteindre celui de la liberté, si chère au cœur de tous les socialistes, communistes, trotskystes, anarchistes, de tous les travailleurs qui n'osent pas y penser à haute voix, mais qui secrètement sommeille en eux parce que cette aspiration de tous les peuples est légitime ou se passe de toute justification.

Nous vivons sous un régime qui justifie les pires inégalités et injustices, la tyrannie, un tel régime ne mérite pas d'exister un instant de plus et doit être aboli de gré ou de force, renversé par une révolution s'il refuse d'abdiquer, ses représentants doivent être jugés et impitoyablement châtiés jusqu'aux derniers comme ils le méritent pour tous les crimes qu'ils ont ordonnés ou commis ou dont ils ont été complices.

Notre unique objectif demeure le renversement du régime et la prise du pouvoir politique par le prolétariat pour instaurer une République sociale, qui sur les cendres de l'Etat bourgeois abolira le capitalisme et l'ensemble de ses institutions. République sociale qui s'inscrira dans la perspective de la Fédération des Républiques sociales d'Europe, de la République sociale universelle. Pour atteindre ces objectifs politiques ou vaincre notre ennemi, il faut une détermination sans faille qui soit en permanence tendue vers ces objectifs, un caractère trempé aussi résistant que l'acier, des convictions inébranlables, maîtriser les éléments de base du matérialisme dialectique

Nous devons construire le parti ouvrier qui servira de pôle de regroupement à ses éléments les plus avancés ou conscients, mais le parti seul ne pourra jamais venir à bout du régime, de même que le prolétariat ne trouvera jamais seul ou sans guide la voie pour abattre le régime, c'est ensemble qu'ils viendront à bout de tous les obstacles afin de réaliser les tâches historiques qu'ils leur reviennent d'accomplir. Sinon, il ne faut espérer aucun changement de politique ou de société.

[Au bon dieu et à ses saints, priez pour eux, amen.](#)

Le Grand Soir.

- A Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon.

- Lettre à Obama pour Ana Belen.

GMI.

- "Martinez, Mailly, appelez à la grève générale !"

Sans blague !

Hollande, Valls et Cazeneuve seraient des "serviteurs du capital". Vraiment, ne seraient-ils pas plutôt des agents du capital, ce qui n'est pas du tout pareil, parce que cela implique tout à fait autre chose, de caractériser le PS comme, non pas un parti ouvrier bourgeois, mais un parti bourgeois ou du capital tout court.

En conséquence de quoi en fonction de la caractérisation sociale qu'on aura retenue, on n'entretiendra pas les mêmes rapports avec le PS, les appareils des syndicats contrôlés par le PS. Cela se traduirait sur le plan pratique par la nécessité de réviser notre conception de la lutte de classe et donc de rompre avec la conception conciliatrice qu'on avait adoptée jusque là envers ce parti.

Mais là c'est beaucoup trop demander, car ce serait 70 ans d'opportunisme qu'il faudrait passer au peigne fin afin de : soit le justifier, soit le remettre en question, les deux exercices s'avérant pour le moins plutôt périlleux de nos jours au risque de s'empêtrer dans des contradictions inextricables et révélatrices ou d'entraîner leurs auteurs beaucoup trop loin, pour arriver au constat qu'il ne leur restait plus que s'enfoncer un peu plus dans le déni ou l'aveu de leurs erreurs qu'ils n'ont eu de cesse de reproduire, ce qui demeure toujours impensable puisque cela nécessiterait de leur part des qualités que manifestement ils n'ont jamais possédées, en somme une épreuve à la fois accablante et cruelle.

- "Hollande et Valls comptent sur la énième capitulation de la majorité des députés PS".

On ne voit pas comment des affairistes qui adoptent des lois conformes à la nature de leur parti, aux besoins de la classe dont il incarne les intérêts, au camp dans lequel ils combattent, pourraient "capituler", sauf à se renier, autant demander à un banquier de vous remettre la clé de son coffre-fort ou de cesser d'être un capitaliste.

Pour que les députés du PS capitulent, un grand mot, il faudrait qu'ils adoptent des mesures incompatibles avec l'existence du capitalisme et pas seulement avec ses besoins ponctuels, c'est grotesque ou complètement farfelu, car cela n'a jamais eu lieu depuis 1914.

Une telle formulation ne sert qu'à entretenir l'illusion que ce serait possible et à masquer la véritable nature du PS.

- "Pour gagner, il ne faut pas des grèves, il faut la grève !"

La grève générale clament-ils.

Question : Entre les grèves et la grève générale, n'existerait-il rien d'autres ?

J'ai été délégué syndical autrefois, et lorsque la question de la grève s'est posée pour faire aboutir notre revendication salariale, j'ai été très clair. J'ai consulté l'ensemble du personnel, car c'était à lui de se prononcer et non à moi de décider à sa place quel type d'action à adopter. Selon ma conception démocratique du militantisme, le délégué syndical informe, explique, propose, organise, mais ne décrète rien, n'impose rien aux travailleurs.

Mitterrand venait d'adopter un plan de rigueur aboutissant au blocage des salaires.

J'ai demandé aux salariés s'ils étaient prêts à se mettre en grève, ensuite je leur ai demandé s'ils étaient prêts ou non à aller jusqu'au bout pour obtenir satisfaction, auquel cas il faudrait que cette grève soit dès le départ illimitée, car dans le cas contraire elle risquerait de ne servir à rien, sauf à leur faire perdre des jours de salaire. Je leur ai demandé de choisir entre deux types d'action, la grève limitée ou la grève illimitée aussi longtemps que le personnel réuni en assemblée générale déciderait de la poursuivre, car là encore ce n'était pas à moi de leur imposer.

La différence entre la grève dite reconductible et l'adoption dès le départ du principe de la grève illimitée, c'est que la détermination affichée par les travailleurs face à la direction (ou au gouvernement) n'est pas exactement la même.

Dans le cas de la grève reconductible on laisse entrevoir que la grève pourrait cesser à tout moment sans même avoir obtenu satisfaction, ce qui laisse encore un espoir à la direction, elle témoigne donc d'emblée une faiblesse dans le dispositif adopté par les salariés et leurs syndicats et potentiellement dans leur détermination, ce dont profitera la direction.

Alors que dans le cas de la grève illimitée jusqu'à satisfaction, la reconduction de la grève lors des assemblées générales du personnel quotidienne ne sera qu'une pure formalité, puisqu'il a décidé qu'elle serait illimitée, ce n'est pas obligatoire évidemment, il peut y avoir des défections, mais disons que le cadre dans lequel le personnel a décidé souverainement de se mobiliser l'a uni, soudé plus solidement et favorise la poursuite de la grève. Notre grève se solda par un succès total, obtenant même le paiement des 4 jours de grève pendant laquelle l'entreprise était totalement à l'arrêt, la quasi totalité du personnel ayant cessé le travail, y compris l'encadrement.

S'agissant de la situation actuelle, il faudrait savoir combien d'entreprises sont concernées par des grèves dans le pays, quel type d'entreprises, de quelle taille, qui y participent, quelles couches de travailleurs, sur quelles revendications, comment ces grèves sont organisées, par qui, qui les soutiennent, sinon on parle à tort et à travers ou dans l'impossibilité de se faire une idée suffisamment précise de la situation pour déterminer quelles tâches et objectifs les travailleurs peuvent se fixer et quels moyens ils doivent adopter pour les réaliser et les atteindre, qu'est-ce qu'on peut leur proposer en fonction de ces facteurs.

Puisque personnellement je n'en sais rien, je n'irai pas plus loin que ce qui a été évoqué plus haut, à savoir que seule une grève illimitée valait le coup d'être adoptée dans tous les cas de figure, encore faut-il qu'elle le soit par la majorité des travailleurs des entreprises ou des administrations et non par des syndicats.

Pourquoi ces précisions ou rappels ?

Parce qu'il semblerait que certaines grèves et certains blocages ont un contenu corporatiste pour lequel la mobilisation pour le retrait de la loi Travail n'est qu'un prétexte, et il y a fort à parier que ces grèves et blocages cesseront dès que les directions des grandes entreprises ou des multinationales ou encore le gouvernement aura lâché quelque chose sur leurs revendications catégorielles, laissant ainsi passer la loi Travail qui ne frappe pas directement l'aristocratie ouvrière.

Les esprits malintentionnés nous accuseront sans doute de se référer à un argument avancé par la réaction, voire de soutenir la réaction... Ce genre de procédé détestable qui relève de l'amalgame et de la calomnie nous laisse indifférent pour y être habitué, car ce n'est pas parce que la réaction en a fait usage dans un but déterminé, qu'on devrait se passer de l'évoquer dans notre analyse de la situation puisqu'il en fait partie, sauf à raconter des histoires aux travailleurs et aux militants ou à déformer la réalité.

Quand on lit les discours des uns et des autres, on ne peut pas dire que la rigueur soit leur point fort, on a plutôt la désagréable impression d'avoir à faire à des gens qui se contentent comme toujours de généralités et de formules, de mots d'ordre plaqués sur la réalité, qu'ils présentent comme cela les arrange et non telle qu'elle est vraiment, ce qui ne peut qu'induire en erreur, soulever un enthousiasme inconsidéré chez les militants qui sera rapidement suivi de désillusions dévastatrices pour leur moral et la suite de leur combat, procédé que nous réprouvons pour nous avoir mené là où nous en sommes.

Comme quoi il y a des illusions qui durent moins longtemps qu'il n'en faut pour lire un tract.

- Martinez (CGT) salue la reprise du dialogue avec le gouvernement - AFP

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a salué mardi la reprise " du dialogue avec le gouvernement sur le projet de loi travail, jugeant que "quand on se parle, c'est quand même mieux", lors d'un déplacement à Fougères (Ille-et-Vilaine). AFP 31.05

Entre nous, c'est à ceux qui appellent Martinez et Mailly à rompre avec le gouvernement qui feraient bien de commencer par rompre avec eux, cela ne concerne pas seulement les lambertistes.

[La nuit porte conseil ou le monde appartient à ceux qui se lèvent tôt.](#)

- Le mouvement Nuit Debout s'est-il couché? - Huffington Post 31.05

[Quand la vérité sort de la bouche des idéologues acquis au capitalisme.](#)

- Trop de fainéants ou pas assez d'emplois en France ? - Atlantico.fr

Eric Heyer directeur du Département analyse et prévision depuis 2015 à l'OFCE, et Nicolas Goetzmann est responsable du pôle Economie pour Atlantico.

- Aujourd'hui, c'est la faiblesse de la demande qui empêche les embauches.

LVOG - Le chômage de masse, la précarité et la pauvreté, les salaires ou retraites misérables qui concernent des millions de travailleurs et leurs familles.

- Aujourd'hui, c'est bien le manque de travail qui caractérise l'économie française, et non la fainéantise supposée de sa population.

LVOG - S'ils le disent, pour une fois on peut les croire.

- Aujourd'hui, les entreprises n'embauchent pas parce qu'elles sont contraintes par leurs carnets de commandes et le chômage est essentiellement un chômage involontaire.

LVOG - Cela ne s'invente pas effectivement.

- Le discours anti-assistanat trouve son écho le plus fort chez les retraités, comme le révélait un sondage IFOP sur la réforme de l'indemnisation du chômage, où seuls les plus de 65 ans étaient majoritairement favorables (53%) à une baisse des allocations et à raccourcir la durée d'indemnisation. Le fait est que les plus de 65 ans n'ont jamais véritablement connu une crise de cette nature.

LVOG - Il en a toujours été ainsi. Dans les années 70, quand il n'y avait pas de chômage de masse, je refusais d'accepter n'importe quel emploi et un salaire misérable, bien que je sois finalement contraint de les accepter, mon père me traitait déjà de fainéant.

- Il existe donc bel et bien une incompréhension générationnelle, où des grands parents sont confrontés à des enfants, ou à des petits enfants qui ne trouvent pas d'emploi, et qui ne peuvent pas s'imaginer qu'il n'y a pas d'emploi à trouver. atlantico.fr 31.05

LVOG - C'est faux ou plutôt, ils instrumentalisent un rapport qui n'est pas nouveau pour dresser les générations les unes contre les autres, diviser pour mieux régner.

[Derniers développements de l'actualité liée à la loi Travail.](#)

- Pierre Gattaz accuse les syndicalistes d'agir en "terroristes"

Le président du Medef, Pierre Gattaz, se livre dans le Monde de mardi à une nouvelle charge contre les syndicalistes opposés au projet de loi Travail, CGT en tête, qu'il accuse de pratiquer la "terreur" et de se comporter comme des "terroristes".

Le patron du Medef parle même de "dictature stalinienne" pour qualifier la décision du syndicat du livre-CGT de bloquer la parution de la plupart des quotidiens jeudi dernier, lors d'une huitième journée de mobilisation.

Selon le Syndicat de la presse nationale, la CGT a agi ainsi en guise de représailles au refus de ces journaux de publier une tribune du numéro un du syndicat, Philippe Martinez.

Mené par la CGT mais aussi Force ouvrière (FO), le front des opposants au projet de loi porté par Myriam El Khomri a durci ces dernières semaines le mouvement, en multipliant les appels à la grève dans des secteurs stratégiques comme l'énergie, et dans les transports.

"Il faut tout faire pour ne pas céder au chantage, aux violences, à l'intimidation, à la terreur. Ce n'est pas ma conception du dialogue social mais c'est visiblement celle de la CGT", juge Pierre Gattaz dans le Monde.

"Faire respecter l'Etat de droit, c'est faire en sorte que les minorités qui se comportent un peu comme des voyous, comme des terroristes, ne bloquent pas tout le pays", ajoute-t-il.

D'après le président du Medef, "ces blocages, qui sont la plupart du temps illégaux, vont créer du chômage. C'est pourquoi nous demandons le retour de l'Etat de droit."

Pierre Gattaz avait déjà évoqué vendredi dernier des "méthodes de voyous", sans aller aussi loin dans la condamnation des actions menées par la CGT.

Dans le Monde, il exhorte à nouveau le gouvernement à ne "surtout pas toucher à cet article 2", lequel contient la disposition consacrant la primauté des accords d'entreprise, la plus controversée du projet de loi.

"Si (l'article 2) disparaissait, nous demanderions le retrait du projet de loi", prévient Pierre Gattaz.

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a qualifié lundi de "scandaleux" les propos du patron du Medef et a même évoqué sur RTL une éventuelle plainte pour diffamation. Reuters

- Le Medef invite les entreprises à porter plainte - Reuters

Le Medef a invité mardi les entreprises victimes de blocages dans le cadre du mouvement contre le projet de loi Travail à porter plainte pour délit d'entrave à la liberté de travail.

Dans un communiqué intitulé "halte aux blocages et aux méthodes de voyous", l'organisation patronale précise qu'elle a mis en place une cellule de crise pour accompagner les entreprises souhaitant s'engager dans cette démarche.

"On ne peut plus accepter les actions qui conduisent à bloquer l'économie", déclare le président du Medef, Pierre Gattaz, dans ce communiqué.

"Je regrette que le Medef n'ait pas la capacité à agir directement contre ces actions scandaleuses", ajoute-t-il. "J'incite néanmoins les entreprises à se mobiliser juridiquement dans le respect de la loi."

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a annoncé mardi qu'il avait porté plainte pour diffamation contre Pierre Gattaz, qui avait estimé la veille que le syndicat avait des méthodes de "terroristes". Reuters 31.05

- Hollande sur la loi Travail: "Le projet de loi ne sera pas retiré" - AFP

L'article 2, qui consacre la primauté de l'accord d'entreprise sur la convention de branche en matière d'aménagement du temps de travail, "prévoit que l'accord d'entreprise, pour être valide, devra être approuvé par les syndicats qui représentent une majorité de salariés. C'est un verrou très sérieux", estime le chef de l'Etat dans un entretien à paraître mardi dans le quotidien Sud Ouest.

Quant au projet de loi, "ce texte assure de meilleures performances pour les entreprises et offre des droits nouveaux aux salariés. C'est parce que c'est une loi de progrès utile à notre pays que je considère qu'il est nécessaire de le mener jusqu'à son terme", souligne-t-il.

- Blocages : le plan de sortie de crise du gouvernement - Francetv info

François Hollande et le gouvernement ont un scénario en tête pour sortir du blocage : ne rien céder sur la loi El Khomri mais lâcher de lest sur les conflits annexes. Francetv info

- Loi Travail: en coulisses, les cadeaux du gouvernement aux syndicats - L'Express.fr

SNCF, RATP, aviation civile... Une nouvelle semaine de contestation contre le projet de loi Travail débute ce lundi. Pour le moment, l'exécutif promet de ne pas céder sur le contenu du texte, en particulier sur l'article 2. Et mise sur les négociations sectorielles.

Démener, étape par étape, chacune des négociations sectorielles à l'origine de la crise sociale qui secoue le pays depuis des semaines. Tel est, aujourd'hui, le défi du gouvernement pour tenter d'en finir avec les manifestations et autres opérations de blocage contre la loi El Khomri. Il ne pouvait sans doute en être autrement, depuis que François Hollande et Manuel Valls ont tous deux exclu toute réécriture de l'article 2 du projet de loi, malgré les appels du pied de Bruno Le Roux ou encore de Michel Sapin. L'Express.fr

- Intermittents : l'Etat met la main à la poche pour calmer la fronde - Liberation.fr

L'accord trouvé au sein de la profession du spectacle ne produirait pas assez d'économies, selon le Medef et la CFDT. Le Premier ministre assure que le gouvernement comblera le trou. Liberation.fr

- Grève à la SNCF : le gouvernement plie face aux syndicats - Francetv info

Face aux mouvements sociaux qui font rage dans plusieurs secteurs, le gouvernement a reculé sur l'essentiel des conditions de travail des cheminots.

Guillaume Pépy négocie cette réforme depuis plusieurs mois et comptait dessus pour "redonner de la compétitivité à l'entreprise". Mais le gouvernement a fait le choix d'éteindre cette contestation et a repris la main pour tenter de négocier un accord avec certains syndicats.

Ces négociations suffisent "pour que la CFDT, très bien représentée chez les conducteurs, renonce à cette grève" selon la journaliste, et un autre syndicat pourrait peut-être suivre. Restent la CGT, premier syndicat de la SNCF, et Force ouvrière, qui sont aussi mobilisées contre la loi El Komri, qui ne concerne pas les cheminots. Difficile de savoir si elles pourront emmener leurs troupes sur ces thèmes. Francetv info

- Manuel Valls veut prévenir une nouvelle crise des intermittents - Reuters

François Hollande renonce à amputer le budget de la recherche de 134 millions d'euros

Des prix Nobel avaient dénoncé dans une tribune ces coupes budgétaires qui "s'apparentent à un suicide scientifique et industriel". Francetv info

- Pilotes d'Air France : «On en est réduits à faire grève» - Liberation.fr

A quelques jours de l'Euro, alors que les préavis de grève persistent dans les transports publics, le principal syndicat de pilotes d'Air France a voté à une très large majorité le principe d'arrêts de travail de longue durée pouvant excéder six jours. Liberation.fr

- Loi travail : blocage de la plus grosse usine de traitement des déchets de la région parisienne - Liberation.fr

Une centaine d'éboueurs et égoutiers, agents territoriaux de la ville de Paris, bloquent depuis lundi matin le centre de traitement de déchets d'Ile-de-France à Ivry-sur-Seine/Paris 13, (Val-de-Marne) «face au jusqueboutisme du gouvernement» dans sa volonté d'imposer le projet de loi El Khomri, a-t-on appris de sources concordantes. «Rien ne rentre et rien ne sort», a déclaré à l'AFP Baptiste Talbot, de la CGT services publics. Liberation.fr

- Education : les salaires de tous les enseignants vont être augmentés - Francetv info

Les enseignants vont bénéficier d'un milliard d'euros par an de revalorisations salariales et les salaires vont augmenter à tous les niveaux.

Tous les enseignants vont être augmentés progressivement d'ici à 2020, avec un bonus spécial pour ceux qui exercent en zone d'éducation prioritaire. Un moyen de revaloriser le métier et de susciter de nouvelles vocations. Cette augmentation mensuelle brute représentera 86 euros pour un professeur de collège en début de carrière, 123 euros après 20 ans d'ancienneté et 912 euros par mois en fin de carrière dans un établissement difficile. Francetv info

Ils savent ce qu'ils font, à qui ils s'adressent et comment il faut s'adresser à eux... Après qu'on ne vienne pas m'accuser de l'inventer, cela ne s'invente pas, cela se passe sous nos yeux, il suffit de les ouvrir pour saisir le sens de la manoeuvre. On en recausera dans quelques jours.

En famille au chevet des institutions.

- Elections: de nouvelles règles d'inscription, outil anti-abstention? - AFP

Pour tenter de réduire l'abstention mais aussi s'adapter à des Français plus mobiles, l'Assemblée nationale a voté mardi trois propositions de loi PS-LR consensuelles réformant les règles d'inscription sur les listes électorales, mais seulement après 2017.

Les propositions de loi, dont deux organiques, devraient être débattues en juin au Sénat, dans l'espoir d'une adoption définitive en juillet, lors de la session extraordinaire du Parlement.

"Alerte pour la vitalité de notre démocratie", près de 6,5 millions d'électeurs sont "mal-inscrits", dans un bureau ne correspondant plus à leur lieu de résidence effective, et 3 millions sont "non-inscrits" sur les listes, selon les auteurs des textes, une députée socialiste, Elisabeth Pochon, et un LR, Jean-Luc Warsmann.

La France compte quelque 45 millions d'inscrits sur les listes électorales.

Mesure phare des propositions applicables entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018, il sera possible de s'inscrire jusqu'à 30 jours avant un scrutin, quelle que soit sa date. La première année d'application, ce délai pourrait être de 45 jours en cas de difficultés.

Dans un hémicycle dégarni, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a exprimé le "soutien sans réserve" du gouvernement mais aussi du président de la République à une "réforme structurelle" et d'esprit "bipartisan" pour "lutter contre l'abstention, qui mine notre démocratie".

S'il est positif de "favoriser la participation aux élections", l'orateur du Front de Gauche, Marc Dolez, a prévenu que cela ne suffira pas à contrer "la crise démocratique" détournant une importante proportion de Français des urnes.

En France, la réforme n'aura pas d'influence sur la présidentielle et les législatives de 2017.

L'application de la panoplie de mesures est prévue au plus tard le 31 décembre 2018.

La liste électorale sera gérée nationalement, avec un répertoire unique tenu par l'Insee.

Les mairies n'auront qu'à faire une extraction pour avoir leur liste électorale communale, mais les maires continueront à gérer les inscriptions, compétents pour les inscriptions et radiations.

La révision annuelle de la liste électorale communale sera supprimée, au profit d'une révision permanente, "au fil de l'eau", selon la formule de M. Warsmann.

Et la condition d'attache à la commune sera réduite de 5 à 2 ans.

Entre autres modifications, les personnes ayant acquis la nationalité française seront inscrites d'office, comme aujourd'hui les jeunes atteignant 18 ans.

Les jeunes devenant majeurs entre les deux tours d'une élection pourront participer au second tour.

Dans les retouches faites dans l'hémicycle, il a été permis, sur initiative du LR Sébastien Huyghe, aux moins de 26 ans de rester inscrits dans la commune de leurs parents. AFP 31.05

Donc, si on ajoute aux plus de 20 millions d'électeurs qui se sont abstenus ou qui ont voté blanc lors des derniers scrutins, les 6,5 millions d'électeurs "mal-inscrits" et les 3 millions qui sont "non-inscrits" sur les listes électorales, on atteint ou dépasse les 30 ou 33 millions d'électeurs sur un total de 54,5 millions qui rejettent les partis institutionnels. Du coup la question sommes-nous en démocratie ne se pose même plus.

Des sans-dents aux sans-jambes.

- Les voitures d'avant 1997, interdites de circulation dans Paris à partir du 1er juillet - LeMonde.fr

Le nouveau classement des véhicules par vignettes va finalement être publié. Les véhicules les plus polluants seront bien mis à l'index. [LeMonde.fr](#)

Qui peut encore rouler avec une aussi vieille bagnole, sinon les plus pauvres...

Bienvenue en oligarchie.

Attention, rubrique à déconseiller aux esprits faibles, déséquilibrés ou déjà très perturbés.

- Alain de Botton, thérapeute du bonheur

Cet auteur anglo-suisse, qui se définit comme « philosophe du quotidien », a fait de la recherche de l'épanouissement personnel un business florissant. [LeMonde.fr](#)

Le malheur des uns, fait le bonheur des autres, c'est bien connu... À moins que ceux qui regorgent de fric soient si blasés que même le bonheur leur est refusé, c'est peut-être la seule chose qui n'a pas de prix ou qu'ils ne peuvent pas se payer, c'est dommage, leur cynisme se retourne contre eux, ce qui est le juste retour des choses. Un vrai bonheur, n'est-ce pas !

- Qui a dit ces phrases sexistes: un journaliste ou un coach en séduction?

Les éditorialistes font régulièrement des sorties qui désespèrent les défenseurs des droits des femmes. Jusqu'à ce que l'on confonde leurs déclarations avec celles de coachs en séduction? Testez par vous-même. Pour aller directement au quiz, cliquez ici. [Slate.fr](#)

La milice de l'inquisition veille jour et nuit sur vos pensées...

Sans rire, ils ont développé exactement le même état d'esprit que les inquisiteurs ou plus près de nous que les fascistes, qui se livraient à des pogroms et des autodafés, des assassinats d'intellectuels, d'artistes, etc. sur la base de dénonciations ou de vengeances basses ou aveugles... Mais Slate ne risque pas la censure sur le Net...

- Retour en grâce de la MDMA, la « drogue de l'amour »

Plus connue quand elle se trouve sous la forme d'ecstasy, cette drogue ne détrône pas le cannabis en termes de consommation en Europe, mais elle talonne la cocaïne. [LeMonde.fr](#)

Vite, jetez-vous dessus !

- Le vocabulaire de la présomption d'innocence peut aussi se retourner contre les femmes

Les termes «victime présumée» semblent insinuer que les femmes ne sont pas vraiment victimes, s'inscrivant ainsi dans une longue histoire des violences faites aux femmes où elles étaient systématiquement considérées comme des menteuses. [Slate.fr](#)

Inimaginable, seuls les hommes mentent! Eux, ils sont présumés coupables et c'est normal. Question : Voudraient-ils nous dégoûter des femmes ? C'est raté !

- Cette sociologue sait pourquoi vous swipez à droite ou à gauche sur Tinder

Jessica Carbino travaille chez Tinder et doit comprendre pourquoi telle ou telle personne vous plaît ou non. Sur Tinder, tout se joue en quelques secondes. Le profil d'un autre membre apparaît sur votre écran et vous devez décider si cette personne vous plaît ou non. [Slate.fr](#)

Ils parlent en quelle langue ici ?

- Le gouvernement chinois appelle à un changement de régime... alimentaire

Selon Pékin, les Chinois consomment beaucoup trop de viandes. À Pékin, le gouvernement vient de lancer un appel pour que les 1,3 milliard de Chinois limitent leur consommation de viande, raconte Quartz. [Slate.fr](#)

Pourquoi, il ne vous plaît pas le régime chinois, c'est pourtant lui qui finance la dette abyssale américaine et son économie de guerre...

- Non, Hillary Clinton ne va pas planter sa campagne - Slate.fr

Un voeu à haute voix de la pire réaction...

- Ne prenons pas nos désirs de vaincre l'État islamique pour la réalité - Slate.fr

Le livre de Scott Atran «L'État islamique est une révolution» et le film de Bernard-Henry Lévy «Peshmerga» nous rappellent opportunément que, pour vaincre une idéologie comme celle de Daech, la volonté de combattre est essentielle. Nous avons la mémoire courte, très courte. Les manifestations et les grèves, les violences urbaines et la lutte des classes ont effacé de notre quotidien la menace terroriste, la guerre que nous menons, soi-disant, depuis plus de six mois contre l'État islamique (EI).

Mais c'est une illusion que de croire que «nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts», pour paraphraser la phrase tristement célèbre prononcée en septembre 1939 par Paul Reynaud. (...) Nous rappeler cette réalité, c'est tout le mérite d'un petit livre de l'universitaire franco-américain Scott Atran titré L'État islamique est une révolution et du film Peshmerga, très réussi, de Bernard-Henry Lévy. (Qui en douterait franchement, les Peshmerga sont encadrés par les sionistes et oeuvrent à la dislocation de la Syrie. - LVOG)

Le livre de Scott Atran nous montre la nature réellement révolutionnaire de l'EI: la volonté de combattre et de se sacrifier des hommes et des femmes qu'il recrute portés par des «valeurs sacrées». Le documentaire de BHL renforce cette analyse en prouvant que, pour faire front, dans tous les sens du terme, et vaincre les djihadistes, la volonté de se battre est la première arme. Les seuls à la posséder aujourd'hui avec au moins autant de force que les fanatiques de l'État islamique sont les peshmergas kurdes. (Traduire, Israël. Lire à ce sujet les articles qui ont été publiés par le Réseau Voltaire. - LVOG)

L'islamisme radical n'est pas un simple nihilisme (...), c'est une vision des choses réconfortante, mais qui ne correspond pas à la réalité. Bien sûr, il y a des marginaux et des délinquants qui rejoignent l'EI, tout comme il y en avait dans les rangs des SA et des bolchéviques, mais sa dynamique et son succès reposent sur un projet profondément séduisant car il est le seul aujourd'hui qui se propose de changer le monde. (...)

L'EI est au djihadisme ce que le bolchevisme était au communisme. En construisant un État central attaqué de toutes parts mais qui résiste, il a mangé al-Qaida de la même façon que les bolcheviques ont absorbé et annihilé les anarchistes et les mencheviks. Slate.fr 30.05

L'amalgame ordurier SA et bolchéviques, al-Qaida et bolchéviques, laisse à penser que le bolchevisme leur inspire toujours la même terreur, alors pour ne pas les contredire ou leur être agréable, nous avouons qu'ils ont raison, car en cas de révolution on ne donnerait pas cher de leurs peaux.

- 9 mois après Aylan, une nouvelle photo de bébé migrant noyé choque le monde

Une photo comme une tragique piqûre de rappel. Quasiment neuf mois après celle d'Aylan Kurdi, cet enfant syrien retrouvé mort sur une plage turque dont les images avaient ému le monde, c'est la photo d'un bébé noyé qui suscite la tristesse et la consternation. Le Huffington Post

Et c'est bien sûr une saloperie d'ONG qui en est à l'origine.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Otan

- L'Otan appelle les alliés à se préparer face à "la menace potentielle" de la Russie - Francetv info

C'est une déclaration qui va relancer le débat sur un éventuel retour de la guerre froide avec la crise en Ukraine.

L'assemblée parlementaire de l'Otan a appelé, lundi 30 mai, les alliés à se tenir prêts à répondre à "la menace potentielle" de la Russie contre l'un d'entre eux.

"Le défi en provenance de la Russie est réel et sérieux", a déclaré l'Américain Michael Turner, président de l'assemblée qui a réuni quelque 250 parlementaires des 28 pays membres de l'Alliance, à l'issue d'une session de trois jours à Tirana.

La déclaration adoptée à l'unanimité déplore "l'usage de la force par la Russie contre ses voisins et les tentatives d'intimidation des alliés" de l'Otan. Dans ces circonstances, l'Otan "n'a pas d'autre choix que de considérer l'éventualité d'une action agressive de la Russie contre un membre de l'Alliance comme une menace potentielle, et d'adopter des réponses adaptées et proportionnées", ajoute la déclaration.

La déclaration appelle également les alliés à "fournir des garanties" aux pays membres, situés notamment à l'est de la zone Otan, qui estiment que leur sécurité est menacée. Francetv info 31.05

Commentaire d'un internaute.

- "Otan "n'a pas d'autre choix que de considérer l'éventualité d'une action agressive de la Russie contre un membre de l'Alliance comme une menace potentielle, et d'adopter des réponses adaptées et proportionnées"..... trop fort de la part du va-t-en guerre US.

Tout est dit ! Belle démonstration de la technique du retournement qui consiste à accuser celui que l'on vise des forfaitures que l'on commet."

2- Brésil

2.1- Le gouvernement brésilien à nouveau ébranlé par un scandale - Reuters

Le ministre chargé de la lutte contre la corruption du nouveau gouvernement brésilien a dû se défendre à son tour lundi d'implication dans un scandale de corruption qui ébranle le pays depuis des mois.

Fabiano Silveira, ministre de la Transparence, est le deuxième membre de l'administration du président intérimaire Michel Temer à faire l'objet de soupçons. Plusieurs centaines d'employés de son ministère lui ont interdit lundi l'accès au bâtiment puis ont défilé en direction du palais présidentiel pour réclamer son départ.

La semaine dernière, Romero Juca, sénateur nommé ministre de la Planification dans le gouvernement intérimaire, avait déjà été contraint à la démission.

Michel Temer s'en défend. Mais les révélations accablant son ministre de la Transparence, une semaine après la démission de son ministre de la Planification, noircissent le tableau et donnent des arguments aux pro-Rousseff, pour lesquels l'administration intérimaire n'a pas de légitimité.

Les accusations portées contre le ministre de la Transparence découlent de conversations enregistrées à son insu il y a plus de trois mois et révélées dimanche soir par la chaîne de télévision Globo.

On y entend Fabiano Silveira critiquer les procureurs chargés de l'enquête sur l'existence de ce vaste réseau de surfacturations et de corruption autour de Petrobras et expliquer au président du Sénat, Renan Calheiros, comment se défendre au mieux.

D'après Globo TV, d'autres enregistrements suggèrent que le ministre a tenté à plusieurs reprises d'obtenir des procureurs des informations sur le déroulement de leur enquête et en aurait fait part à Calheiros. Silveira était alors conseiller du Conseil de justice nationale, chargé de superviser le fonctionnement de la justice brésilienne.

Un porte-parole du ministre a confirmé la réalité de ces conversations mais a assuré que les extraits avaient été sortis de leur contexte. De source gouvernementale, on indique que Silveira restera en fonction.

2.2- Le patron de Petrobras présente sa démission - Reuters

Aldemir Bendine, le directeur général de Petroleo Brasileiro SA (Petrobras), a présenté lundi sa démission au conseil d'administration de la compagnie pétrolière publique brésilienne, au coeur d'un scandale de corruption, et il devrait être remplacé par Pedro Parente, a déclaré lundi à Reuters une source proche du dossier.

Agé de 63 ans, Pedro Parente, ingénieur de formation, a été ministre du Plan et chef du cabinet présidentiel pendant la présidence de Fernando Henrique Cardoso.

Il a dirigé la filiale brésilienne du géant américain du négoce de matières premières Bunge et préside actuellement le groupe BM&F Bovespa, le premier opérateur boursier du Brésil.

Il a déjà siégé au conseil d'administration de Petrobras lorsque Fernando Henrique Cardoso présidait le pays. Reuters 31.05

3- Venezuela

- Latam, la plus importante compagnie aérienne d'Amérique latine, suspend ses vols vers le Venezuela - AFP

Après l'allemande Lufthansa, Latam, la plus importante compagnie aérienne d'Amérique latine, a annoncé lundi qu'elle suspendait jusqu'à nouvel ordre ses vols à destination du Venezuela, en raison de la crise économique qui frappe ce pays.

Invoquant le "scénario macroéconomique complexe que traverse la région", Latam "suspend pour une durée non définie ses opérations à l'aéroport international Simon Bolivar de Caracas", indique le communiqué de la compagnie, née de la fusion de la chilienne LAN et de la brésilienne TAM. AFP

ECONOMIE

OCDE

L'OCDE au chevet de la productivité en berne des pays du G20 - Libération.fr

Cet enjeu est le thème central des deux jours du forum de l'Organisation de coopération et de développement économiques qui a ouvert ses portes ce mardi, à Paris.

Au menu des discussions : la faible croissance de la productivité des économies du G20. Le dernier exemple vient des Etats-Unis. La première puissance économique mondiale a beau multiplier les embauches à tour de bras, frôler le plein-emploi avec un taux de chômage d'à peine 5%... Rien n'y fait, sa productivité enchaîne les records de baisse. Elle n'a augmenté que d'un petit 0,3 % en 2015, soit un niveau cinq fois inférieur à la normale. «C'est un rythme absolument misérable», a commenté la présidente de la banque centrale américaine (Fed), Janet Yellen, vendredi à Harvard.

Les autres pays du G20 ne sont pas en reste. Selon les données de l'OCDE, la hausse annuelle de la productivité des économies les plus riches (pays émergents compris) est passée de 2 % en moyenne entre 1990 et 2000 à 0,9 % entre 2007 et 2014. Et la chute se poursuit en 2016 avec une petite hausse de 0,7%. La faute à la crise, «dont les séquelles sont toujours visibles», estime Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE. «Croissance atone, chômage obstinément élevé dans plusieurs pays, échanges et investissement en berne, et perte de confiance profonde de la part des citoyens. Toute perspective de voir les économies avancées ou émergentes renouer résolument avec la croissance s'éloigne depuis un an», ajoute-t-il.

«L'énigme de la croissance»

Or, la faiblesse de la demande dans la plupart des pays de l'OCDE freine l'investissement. Et c'est ce dernier, estime l'organisation, qui est source de hausse de la productivité... et donc de croissance et de richesse des économies. «Il faut donc entamer des réformes», suggère le secrétaire général de l'OCDE qui pointe des économies dont la croissance économique est freinée aussi par un creusement durable des inégalités de chances, de patrimoine, de revenus et de bien-être. «Tandis que les riches sont devenus plus riches, les classes moyennes, presque partout en diminution, n'ont enregistré au mieux qu'une faible amélioration de leurs revenus, et de nombreux bas salaires ont sombré dans la pauvreté. Depuis trente ans, jamais la croissance de la productivité n'a été aussi faible et les inégalités salariales aussi importantes», a-t-il déclaré. «Le poids croissant de la finance dans l'économie mondiale pourrait avoir détourné l'investissement des activités productives et provoqué une plus forte concentration de la richesse au sommet de la distribution des revenus», s'interrogent les experts du château de la Muette.

Le ralentissement de la croissance de la productivité aurait affecté tous les secteurs de l'économie. «Il est particulièrement marqué dans les industries où les dernières innovations technologiques et numériques devaient procurer le plus de bénéfices tels que les secteurs de l'information, de la communication, de la finance et de l'assurance», précise Angel Gurría.

«Stagnation séculaire» ou difficultés à quantifier

Aujourd'hui, deux écoles s'opposent pour expliquer cette baisse de la productivité. La première est plutôt du côté des tenants de la «stagnation séculaire». Dans le sillage de deux économistes américains (encore) Robert Gordon ou Larry Summers, ces derniers estiment que le progrès technique engendré par la révolution numérique n'a pas le même pouvoir de transformation que

les précédentes révolutions industrielles, celles qui furent engendrées pendant les Trente glorieuses. Pendant ce régime de croissance qualifié de «fordiste», la combinaison du travail et du capital débouchait sur une production de masse, une consommation de masse... Le tout sur fond de progrès technique, de transformations des organisations du travail et de partage (plus équitable) de la valeur ajoutée entre d'un côté les actionnaires et de l'autre les salariés.

A la fin des années 70, ce régime fordiste entre en crise et sera vite remplacé par celui où finance et dérégulation donnent le «la» dans la plupart des économies. Et c'est justement ce nouveau modèle qui va rencontrer les fameuses TIC (technologies de l'information et de la communication). Bien sûr, ces technologies créent elles aussi une rupture, mais pas aussi forte que celle engendrée par le fordisme... La productivité augmente, mais par palier seulement. Tandis que celle du fordisme était en constante augmentation.

La seconde école suggère une autre explication. Et si la productivité était simplement moins facile à mesurer aujourd'hui qu'hier ? Et de mettre en avant un monde où les économies sont (de plus en plus) dominées par les services dont la productivité ne peut se mesurer par une production horaire. Sans vraiment prendre part pour l'une ou l'autre des deux thèses, l'OCDE préfère s'en remettre à des vieilles recettes : investir toujours plus. Dans l'espoir qu'un jour peut-être... Libération.fr 31.05

Je n'ai plus le temps de commenter cet article, on verra cela demain. Ils augmentent la productivité en créant sans cesse de nouveaux besoins, c'est un élément de réflexion.

[Haut de page ↗](#)

Le 3 juin 2016

CAUSERIE

A lire dans la rubrique *Articles d'actualité* : ATTAC et ses relations avec les puissances globalistes. (29.05)

[Courriel adressé à Arrêt sur Info le 3 juin 2016.](#)

Bonjour,

Vous n'êtes pas à la fin de vos "découvertes" !

Silvia Cattori : Nous découvrons coup sur coup – ce qui nous avait échappé à l'époque, en 2010 – qu'il y a une caste de vrais racistes qui peuvent tout se permettre. Que la haine qu'ils peuvent distiller, les calomnies les plus violentes pour diffamer des peuples ou des individus, ne sont pas un obstacle à leur ascension. (« La Suisse, cette pute » : la dernière pitrerie de Yann Moix) Il se trouve que l'article Qui sont les faiseurs d'opinion en France ? par Youssef Hindi, publié le 31 mai 2016 par Arrêt sur Info, participe comme beaucoup d'autres publiés par votre portail à la désinformation que vous dénoncer par ailleurs.

Comment ? De par la crasse ignorance dont a fait preuve son auteur ou son anticommunisme primaire, hystérique qui l'aveugle ou dont il fait commerce, qui à l'instar de Porochenko par exemple ou bien des dirigeants occidentaux acquis au néolibéralisme, consiste à réaliser un amalgame ordurier entre communisme et stalinisme dans ses différentes versions (russe, chinoise, albanaise, cubaine, etc.), en présentant Benny Levy et Louis Althusser, l'Union des étudiants communistes, l'Union des jeunes communistes marxistes-léninistes, la Gauche prolétarienne, comme des "marxo-trotskistes", alors qu'ils ont toujours été les pires ennemis du marxisme et du trotskysme, du socialisme ou du communisme.

On pourrait faire un parallèle avec le procédé employé par les médias mainstream qui diabolisent Poutine en le présentant comme un descendant des bolcheviks sanguinaires ayant inspiré Daesh ; je viens de lire un article de Slate.fr sur ce thème (Ne prenons pas nos désirs de vaincre l'État islamique pour la réalité publié le 30 mai), ou encore, Le Point ayant assimilé la CGT à ces barbares fabriqués par les Etats-Unis (Editorial de Franz-Olivier Giesbert publié le 1er juin). A qui profite le crime, sinon à l'impérialisme américain, aux tenants du capitalisme. Puisque le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme, et que manifestement la quasi-totalité des médias dits alternatifs ou anti-impérialistes ne veulent pas en entendre parler ou haïssent le socialisme par ignorance, pour ne pas avoir pris la peine de l'étudier, ils en viennent à adopter eux-mêmes ou à reproduire cet amalgame qui relève de la falsification de l'histoire de la lutte des classes, considérant que le capitalisme est indépassable comme s'il existait de toute éternité, impasse, impuissance ou inanité politique à laquelle conduisent fatalement la totalité de leurs analyses quand ils ne s'en remettent pas à l'ONU inféodée aux Etats-Unis, trahissant au passage la confusion extrême dans laquelle se trouvent ces journalistes ou intellectuels pour être consciemment ou non sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante, appelant de leurs vœux le retour à un capitalisme plus présentable ou tel qu'il existait il y a quatre ou cinq décennies en arrière, alors que tous les peuples étaient soumis à la même exploitation et oppression qu'aujourd'hui ou que des guerres sévissaient un peu partout dans le monde, mais dont l'écho semble-t-il était moins bruyant que de nos jours et les

rendant plus supportables à ceux qui n'en étaient pas directement les victimes ou pire, qui en profitaient car vivant confortablement ou sans que cela dérange plus que cela leur bonne conscience, en tout cas pas au point de chercher une issue politique à la crise du capitalisme ou en arriver à la conclusion qu'il fallait absolument l'abolir.

Ce qui est dommage, car outre que ce procédé porte atteinte à l'image ou à la crédibilité de ces médias alternatifs, les lecteurs seront portés à douter de la véracité des informations qu'ils publient ou ils hésiteront à deux fois avant d'en faire usage ou de les partager avec le plus grand nombre, pour ne pas dire qu'ils ne leur seront d'aucune utilité pour comprendre la situation.

Précision, il n'existe par d'autre alternative au capitalisme que le socialisme, parce qu'entre la propriété privée des moyens de production et la propriété collective des moyens de production, il n'existe pas d'autre type de propriété ou de mode de production et de répartition des richesses possible. Cela fait plus de deux siècles qu'il y en a qui s'acharnent à en trouver ou à en inventer un autre, en vain.

C'est là le nœud du problème que la civilisation humaine a à résoudre de toute urgence. Et si elle en était incapable, l'humanité serait vouée indéfiniment au chaos et à la guerre, à la barbarie ou jusqu'à ce qu'elle disparaisse.

Le non-droit social : Promis, c'est le bonheur.

Le triste sort réservé au trois quart des travailleurs indiens qui sont employés dans l'économie dite informelle et l'agriculture plébiscité ou un miracle signé Ipsos.

Sans aucun droit, sans code du travail, sans contrat de travail, sans feuilles de paie, sans certificat de travail, sans agence pour l'emploi, sans allocation chômage, sans congés payés, avec un seul jour de repos par semaine, sans aucune protection sociale. Retenez bien cela avant de lire la suite.

Selon une enquête sur le bien-être au travail réalisée par Edenred-Ipsos en janvier 2016, sur 14 pays sélectionnés sur tous les continents dont les Etats-Unis et plusieurs pays de l'UE, ce serait les travailleurs indiens qui s'estimeraient bénéficier des meilleures conditions de travail.

No comment !

Ou si, un tout frais, il date d'avant-hier. Selvi (ma compagne) a été prise d'une violente douleur à l'estomac hier après-midi. Elle s'est rendue chez un médecin. Elle a pris un comprimé et elle est retournée travailler. Et comme elle s'était absentée près de deux heures, elle les a rattrapées sur le champ et je suis allé la chercher en scooter à 19h30 au lieu de 17h30. J'enrageais !

On a envie de les buter, pas vous ?

Une piste de réflexion

- En Afrique, la dangereuse tentation des gouvernements parallèles - lemonde.fr

Pour louable qu'il paraisse dans des pays privés d'alternance politique, le projet de gouvernement parallèle n'en comporte pas moins des limites et des risques politiques.

En effet, rien n'indique, à ce stade, que les opposants pourront, au Tchad, au Congo ou à Djibouti, susciter le ralliement d'institutions régaliennes (armée, police, justice) et avoir le contrôle des régies financières (fisc, trésor, douanes). En clair, avoir la mainmise sur le nerf de la guerre. lemonde.fr 02.06

En France et dans tous les pays d'ailleurs, le mouvement ouvrier est bien trop corrompu pour envisager de former une sorte de gouvernement parallèle qui serait composé de délégués élus à partir d'assemblées populaires qui se réuniraient dans chaque grand ville, chaque département et fédérées à l'échelon nationale, créant une situation de double pouvoir posant la question : qui est légitime pour gouverner, quelle classe, de quel Etat avons-nous besoin pour réorienter la société en fonction des besoins des travailleurs...

De qui s'agit-il ?

Selon Emmanuel Dang Tran, membre du Conseil national du PCF présent à son 37ème congrès.

- "Il s'est raillé à François Hollande dès 20H02, le soir du premier tour de la présidentielle de 2012, alors qu'il connaissait parfaitement son programme"

Réponse : Mélenchon "en visite" au Congrès du PCF.

[Une vidéo.](#)

- Le monde selon Gates - Envoyé Spécial - France 2 - William Henry Gates III et Monsanto - l'Arnaque de la Fondation Bill et Melinda Gates.

http://www.dailymotion.com/video/xpho8g_le-monde-selon-gates-envoye-special-france-2-william-henry-gates-iii-et-monsanto-l-arnaque-de-la-fon_news

Le monde selon Gates. Documentaire de Jérémie Drieu et Jean-François Monier diffusé sur Envoyé Spécial. Sur l'alliance Gates et Monsanto à 21'. Sur les liens entre la Fondation et l'industrie de l'armement aller à 14'30. <http://arretsurlinfo.ch> 26.05

[Un aveu ou une confirmation. Quand l'impérialisme français soutient les barbares de Daesh et d'Al-Qaïda.](#)

- Pour Ayrault, l'opposition modérée en Syrie commence à poser problème - Par Sputnik News - Arrêt sur Info

Gérard Bapt, député PS et président du groupe d'amitié France-Syrie, s'est entretenu ce matin avec Jean-Marc Ayrault au sujet d'Ahrar Al-Sham et Jaysh al-Islam, deux groupes impliqués dans le récent massacre de Zara'a, mais bizarrement absents de la liste des groupes terroristes. Le député livre les résultats de cet entretien à Sputnik.

Gérard Bapt a adressé une lettre qui n'est pas encore ouverte au ministère des Affaires étrangères concernant le massacre du 12 mai de Zara'a, indiquant que les « groupes responsables n'étaient ni Daech ni Al-Nosra, mais un conglomérat parmi lesquels on trouve surtout Ahrar Al-Sham et Jaysh al-Islam, que les Occidentaux ont refusé d'inscrire lors d'une récente réunion au Conseil de sécurité de l'Onu sur la liste des organisations terroristes.

Lors d'une réunion du groupe socialiste qui a eu lieu ce matin, le président du groupe d'amitié France-Syrie a interpellé à ce sujet le ministre des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault.

« Il m'a répondu très honnêtement que ces groupes posaient certainement problème et que le ministre des Affaires étrangères en avait déjà parlé avec ses alliés occidentaux », a confié M. Bapt dans un entretien à Sputnik.

Lors du massacre qui a eu lieu dans la nuit du 12 mai dernier dans le village alaouite syrien d'Al-Zara, au centre du pays, les terroristes ont enlevé des femmes et tué, selon diverses informations, entre 70 et 100 civils.

Parmi les organisateurs de l'attaque figurent deux groupes armés que le Conseil de sécurité de l'Onu a récemment refusé de porter sur la liste noire des organisations terroristes. Ces groupes, Ahrar al-Sham et Jaysh al-Islam, sont connus pour leurs liens avec les terroristes du groupe Etat islamique (Daech ou EI) et Al-Qaïda. Arrêt sur Info 31.05

Des armes et des vivres destinées aux barbares.

- Washington demande au Pam des largages aériens d'aide en Syrie - Reuters

- Syrie : la France demande à l'ONU des largages humanitaires sur les villes assiégées - Francetv info

Erreur de Washington et de Moscou - Réseau Voltaire 01.06

Washington et Moscou collaborent pour développer la force militaire des Kurdes de Syrie prétendument contre Daesh, en réalité contre le président Erdogan dont les deux Grands veulent se débarrasser. Mais l'apprenti dictateur d'Ankara se prépare à renverser la table : il a commencé à changer la population à la frontière syrienne de sorte de prendre les Kurdes turcs en tenaille, et s'apprête à utiliser son espion kurde syrien, Salih Muslim —armé par les États-Unis et la Russie—, pour créer un Kurdistan en Syrie et y expulser les Kurdes turcs.

par Thierry Meyssan

es États-Unis et la Russie se sont entendus, en décembre 2015, pour faire tomber le président Erdogan. Côté russe, c'est le soutien des amis d'Erdogan —les fondations IHH et Imkander— aux jihadistes du Caucase de 1995 à la fin des années 2000, puis aujourd'hui le soutien de Recep Tayyip Erdogan en personne à Daesh, et enfin la destruction programmée d'un Soukhoï au-dessus de la Syrie en novembre dernier qui ont déclenché la colère. Sachant que les empires turco-mongols ont été des ennemis historiques de la Russie, Moscou ne se préoccupe pas de l'avenir du pays, uniquement d'en faire tomber le chef quel

qu'en soit le prix. Côté états-unien, on distingue au contraire la Turquie, État allié membre de l'Otan, du président Erdogan, un autocrate qui cède à la folie des grandeurs et foule aux pieds les idéaux occidentaux. Le renverser est une nécessité à la fois pour pouvoir continuer à présenter l'Otan comme le défenseur des démocraties, et parce qu'aucun leader ne doit défier Washington sans être sanctionné. La CIA lui a déjà fait perdre les élections de juin en créant de toutes pièces le HDP, mais a été dépassée par le trucage massif des élections de septembre. Barack Obama et Vladimir Poutine se sont donc accordés pour soutenir les Kurdes syriens contre Daesh, en pensant qu'à terme ils pourraient représenter une puissance militaire capable de perturber le jeu de l'apprenti dictateur d'Ankara. De fait, Recep Tayyip Erdogan a condamné avec véhémence le soutien du Pentagone au YPG et les voyages en Syrie du commandant de la Coalition anti-Daesh, Brett McGurk, et du patron du CentCom, le général Joseph Votel. De fait, les services secrets turcs (le MIT) ont augmenté leur aide à Daesh pour qu'il résiste à cette offensive.

Mais il semble que la Maison-Blanche et le Kremlin se soient trompés sur leur adversaire. Loin d'estimer dangereux le développement du YPG, le président Erdogan l'a intégré à sa stratégie.

Les États-Uniens et les Russes considèrent à tort que les Kurdes de Syrie forment un groupe soudé. En réalité, le YPG est la branche armée du PYD qui a deux co-présidents : une femme, Asya Abdullah, et un homme, Salih Muslim. La première est fidèle aux principes d'Abudllah Öcalan —le fondateur du PKK— et entend créer un Kurdistan sur le territoire turc. Le second est un traître qui a négocié, lors d'une réunion secrète le 31 octobre 2014 à l'Élysée, un accord avec les présidents Hollande et Erdogan.

Dans ces conditions, Recep Tayyip Erdogan entend tourner à son avantage le piège que les États-Uniens et les Russes lui tendent.

Sur ses instructions, la police et l'armée turque mènent actuellement des opérations contre les Kurdes du PKK. Ces forces de répression ont déjà détruit plusieurs villages et terrorisé la population de plusieurs autres, les forçant à fuir. Au cours des dernières semaines, cette campagne de terreur a ainsi provoqué le déplacement des populations kurdes de plusieurs villages turcs situés à la frontière syrienne. Le Palais blanc a alors offert ces habitations à des réfugiés sunnites syriens qu'il pense favorables aux jihadistes. Ainsi a débuté un changement de population le long de la frontière turco-syrienne.

Pour comprendre ce que le président Erdogan est en train de faire, on doit se rappeler qu'à la fin du XIXe siècle, le sultan Abdülhamid II —qui voulait lui aussi homogénéiser la population turque— encouragea les Kurdes à expulser les chrétiens, voire à les massacrer. Ce programme continua et prit de l'ampleur avec les Jeunes Turcs qui massacrèrent un million et demi de Grecs pontiques et d'Arméniens. La fin de ce programme suppose que l'on expulse les Kurdes cette fois, pour les remplacer enfin par des Turcs, ou à défaut par des arabes sunnites.

C'est ce programme que la France s'était engagée, en 2011, à conduire avec la Turquie, en limitant les massacres. Selon un Traité secret signé par les ministres des Affaires étrangères de l'époque, Alain Juppé et Ahmet Davutoglu, Paris et Ankara devaient créer un nouvel État en Syrie pour y expulser les Kurdes du PKK. C'est cet accord que François Hollande s'était engagé à appliquer en organisant à l'Élysée la rencontre Erdogan-Muslim. Et c'est cet accord que, sans le savoir, Washington et Moscou sont en train de réaliser.

- L'UE prolonge d'un an ses sanctions contre le gouvernement syrien - Arrêt sur Info

Alors qu'il eut fallu lever les sanctions qui étranglent l'économie depuis 2011 – contraignant des millions de Syriens à fuir vers l'Europe – les pays de l'Union européenne les prolongent ! Ceci en sachant que cette mesure pénalise la population, aggrave leur quotidien déjà très précaire. Ce qui laisse penser que la priorité des pays de l'UE est de faire tomber l'Etat syrien, le seul Etat laïc de la région. Au prix d'un exode aggravé. Curieusement les zones sous le contrôle des groupes armés, en violation des lois internationales, ne sont pas soumises aux sanctions. Tout cela est d'un cynisme révoltant.

L'Union européenne (UE) a annoncé vendredi la prolongation de ses mesures restrictives contre le gouvernement syrien jusqu'au 1er juin 2017.

Selon un communiqué publié par le Conseil de l'UE, la décision est en conformité avec les conclusions du Conseil atteintes en décembre 2014, qui affirment que l'UE continuera d'imposer et de faire respecter les sanctions contre le gouvernement syrien et ses soutiens « tant que la répression continuera ».

L'UE a indiqué qu'elle reste engagée à trouver une solution durable au conflit syrien et qu'elle soutiendra davantage les efforts du Groupe de soutien international à la Syrie (ISSG) pour renforcer la mise en oeuvre de la cessation des hostilités en Syrie. Arrêt sur Info 29.05

A la manière des groupes, Arhar al-Sham et Jaysh al-Islam soutenus par la France notamment...

[Quand la vérité émerge petit à petit à la surface.](#)

- Un ex-diplomate français suggère que Washington pourrait être à l'origine de la crise ukrainienne - Arrêt sur Info

Ambassadeur de France à Moscou jusqu'en 2013, Jean de Gliniasty estime que les Européens auraient dû «donner» Sébastopol à la Crimée et juge que la Crimée a «toujours été russe».

«On s'est mis dans la main des Américains», regrette le diplomate qui voit la main de Washington dans la rupture épisodique des cessez-le-feu, constatée dans le Donbass. Ce fut notamment le cas il y a deux semaines, l'Union européenne décidant dans la foulée de prolonger les sanctions contre la Russie jusqu'au mois de janvier 2016.

Selon l'ex ambassadeur, qui dénonce ces mesures de représailles, l'Ukraine resterait donc l'un des terrains de jeu favori de la diplomatie américaine, permettant de bloquer dans l'ancien espace soviétique, toute velléité d'impérialisme russe: c'est la fameuse doctrine Brzezinski qui inspirerait depuis trente ans la diplomatie américaine, y compris celle d'Obama, selon Jean de Gliniasty. Arrêt sur Info 29.05

Hollande-Valls, plus minoritaire et illégitime que jamais pour faire passer la loi Travail : Dehors !

- Pluie de mauvais sondages pour le tandem Hollande-Valls - AFP

Longtemps préservé de l'impopularité qui frappait le chef de l'État, le Premier ministre voit à son tour sa cote plonger à des niveaux inédits pour lui.

Dans un sondage YouGov pour le Huffington Post et iTELE diffusé jeudi, le chef de l'État n'est ainsi plus crédité que de 11% d'opinions favorables (-5 points) et le Premier ministre de 14% (-8) - un "record" pour l'un comme pour l'autre.

Le recul de Manuel Valls est de la même ampleur dans le baromètre TNS Sofres-OnePoint pour le Figaro Magazine: si la cote de confiance de François Hollande y est stable à un bas niveau en mai (13%), le Premier ministre y chute de 8 points. Il atteint son plus bas niveau dans ce baromètre depuis sa nomination à Matignon fin mars 2014.

Records d'impopularité également pour le couple exécutif dans un sondage Elabe publié jeudi pour Radio Classique et Les Échos: la cote de confiance de François Hollande y atteint 15% (-1% par rapport au mois précédent) et celle de Manuel Valls 18% (-2%). Un niveau inférieur de quatre points au plus bas enregistré par Jean-Marc Ayrault quand il était Premier ministre.

"L'exécutif paye cher la contestation de la loi travail", note Yves-Marie Cann, directeur des études politiques chez Elabe. "Dans les différents sondages, la méthode voire le jusqu'au-boutisme du gouvernement est aujourd'hui mal perçue, pour un projet de loi contesté. On en retrouve des traces très fortes en terme d'impopularité, d'autant plus préoccupantes qu'elles viennent des rangs de la gauche."

A moins d'un an de la présidentielle, la qualification du président de la République au second tour de l'élection semble mission impossible, comme en témoigne l'enquête Ipsos-Sopra Steria-Cevipof publiée dans Le Monde mercredi: le chef de l'État - pas encore candidat - n'y est crédité que de 14% des intentions de vote, loin du candidat de la droite et de la présidente du Front national -et seulement un point devant François Bayrou (MoDem) et deux devant Jean-Luc Mélenchon (PG).

"Il est à un niveau tellement bas qu'on voit mal comment il pourrait envisager sereinement l'élection présidentielle", juge M. Cann.

Comment remonter la pente? Pour le sondeur, il faut "trouver une porte de sortie honorable" à la loi travail, espérer que l'amélioration du contexte économique se confirme, et trouver pour le futur candidat "le moyen de rassembler les différentes composantes de la gauche".

Soucieux d'afficher la cohésion de la majorité dans cette passe difficile, le Premier ministre, le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis, le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll et la ministre du Travail Myriam El Khomri devraient tenir une réunion publique à Paris mercredi prochain, selon des proches du Premier ministre.

Solidarité de façade? Pour un député proche de Manuel Valls, François Hollande est "plus abîmé" que lui, et il "aura du mal à se représenter". "Pour François Hollande, c'est plus compliqué", note aussi un membre du gouvernement.

Des affirmations qui vont à l'encontre des observations des sondeurs: "On est sur la fin d'une anomalie", où François Hollande enregistrerait des scores très inférieurs à son Premier ministre, observe auprès de l'AFP Emmanuel Rivière, de TNS-Sofres. Manuel Valls est "sanctionné pour son obstination sur une loi qui est rejetée, et pour le désordre que cela génère", note-t-il. AFP 02.06

Pourvu que ce sondage convienne au lambertiste Coquéma.

Une insulte au genre humain

- Le fait politique du jour : Hollande - Hanouna, même combat - Figaro.fr

Sur l'océan d'impopularité où navigue le président de la République, vient d'apparaître un petit îlot de réconfort. Une prédiction sur l'élection présidentielle de 2017 formulée dans Le Point par Cyril Hanouna. Lequel a «une petite idée sur celui qui va gagner : Hollande». Figaro.fr 02.06

Dossier loi Travail

Loi Travail : nouvelle journée de mobilisation contre le projet de loi - Francetv info

Après deux mois de contestation contre le projet de loi Travail, ce jeudi 2 juin était une nouvelle journée de mobilisation dans les rues de Lyon, Marseille ou Rennes. Francetv info 02.06

SNCF: la grève est reconduite pour vendredi - La Tribune

Air France: grève unitaire des syndicats de pilotes du 11 au 14 juin - AFP

- Grèves, blocages, casseurs : Valls célèbre Israël aux Folies Bergère.

Lundi 30 mai, le Premier ministre a secrètement participé à "la fête d'indépendance d'Israël". La preuve en images. 02.06

Incroyable mais vrai : six jours seulement après son retour calamiteux d'Israël et en pleine crise politique suscitée par la Loi Travail, le Premier ministre Manuel Valls a cru judicieux de se joindre à une célébration parisienne du régime colonial et ségrégationniste de Tel Aviv.

Lundi 30 mai, l'ambassade israélienne a organisé "l'anniversaire de l'indépendance" d'Israël dans un lieu inattendu : la salle de spectacle des Folies Bergère.

L'information est vérifiable sur le site de la Chambre de Commerce France-Israël. (<http://www.israelvalley.com/news/2016/05/31/50143/a-paris-anniversaire-de-l-independance-d-israel-oyster-un-ballet-magnifique>)

Le tweet d'un internaute informé avait d'ailleurs fait état -en direct- de la présence de Manuel Valls dans ce prestigieux théâtre géré par Jérôme Langlet du groupe Lagardère (également détenteur du Bataclan depuis son rachat -en septembre 2015- à la famille israélienne Touitou).

Détail accablant pour le Premier ministre : dans l'agenda officiel de Matignon, aucune mention n'est faite de ce déplacement idéologiquement connoté. (http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/ministre/agenda-pdf/agenda_previsionnel_de_manuel_valls_premier_ministre_du_samedi_28_mai_au_samedi_4_juin_2016.pdf)

Panamza s'est procuré deux photographies capturées par deux participants de la soirée (parmi lesquels figuraient notamment Hassen Chalghoumi et Pierre Dassas) : on y distingue Valls debout sur l'estrade et -presque visible- le sigle "ambassade d'Israël" apposé en français et en hébreu sur le pupitre.

Détail accablant pour la corporation journalistique traditionnelle : Aucun média hexagonal de la presse écrite et audiovisuelle n'a rapporté la présence incongrue de Valls -a fortiori durant une crise sociale majeure- à la cérémonie patriotique d'une nation étrangère en infraction permanente avec le droit international.

Rappel en guise de conclusion : le 14 mai 2014, Panamza avait révélé une innovation singulière de Matignon.

Pour la première fois sous la Vème République, un Premier ministre -en l'occurrence, Manuel Valls- s'était rendu à une cérémonie organisée par l'ambassade israélienne en vue de célébrer... la fête nationale d'Israël. panamza.com

- La CFE-CGC élit un président qui appelle l'exécutif à reculer sur la loi travail - AFP

- La CFE-CGC veut l'arrêt du débat sur le projet de la loi Travail - Reuters

Le nouveau président de la CFE-CGC a demandé mercredi, au soir de son élection à la tête du syndicat de l'encadrement, la suspension du débat parlementaire sur le projet de loi Travail, qui risque selon lui d'ouvrir la porte au "dumping social".

La CFE-CGC, traditionnellement classée parmi les syndicats "réformistes" comme la CFDT et la CFTC, qui soutiennent le texte porté par la ministre du Travail, Myriam El Khomri, tient son congrès à Lyon mercredi et jeudi.

"Le gouvernement serait bien inspiré et sage de suspendre le débat parlementaire sur la loi El Khomri et de donner un espace à la nécessaire concertation sociale sur certains sujets particulièrement critiques", a déclaré à Reuters François Hommeril, 54 ans, tout juste élu à la place de Carole Couvert.

Il assure que la CFE-CGC, malgré son étiquette réformiste, "est contre la loi El Khomri depuis le début", tout en prenant part "autant que faire se peut à tous les dispositifs mis en place pour essayer de faire évoluer les choses".

Mais "le gouvernement considère que tant qu'on a pas poussé un coup de gueule, on sera de bons toutous. Eh bien non."

Contrairement à la CGT et Force ouvrière, à la pointe des manifestations et des grèves contre le texte, la CFE-CGC ne réclame pas son retrait et ne s'est pas mêlée à ces mouvements. [nL8N18T2BN]

Mais comme la CGT et FO, elle estime que ce projet de loi n'aura aucun impact sur l'emploi et dénonce notamment l'article 2, qui instaure la primauté des accords d'entreprise sur les conventions de branche ou interprofessionnelles.

"L'inversion de la hiérarchie des normes n'est ni plus ni moins que la porte ouverte au dumping social", explique François Hommeril, selon qui aucune "modification à la marge" ne pourra concilier la diversité des points de vue sur ces dispositions.

Il dit redouter une "surenchère politique" lors du passage du texte au Sénat, où la majorité de droite compte le réécrire complètement dans un sens plus libéral.

"Un dispositif totalement brouillé sur le plan social va devenir totalement instrumentalisé sur le plan politique", souligne le nouveau président de la CFE-CGC.

"Plus personne ne va rien reconnaître", ajoute-t-il. "Cette loi est devenue un peu un magasin de farce et attrapes."

Il estime que le Premier ministre, Manuel Valls, et son gouvernement "ne devraient pas trop répéter qu'ils veulent aller jusqu'au bout".

"Répéter aujourd'hui 'on ira jusqu'au bout quoiqu'il arrive', pour moi, ce n'est pas sérieux", explique-t-il.

"On va jusqu'au bout de quoi ? De l'incompréhension, du mécontentement, du désordre social ? Pour un dispositif qui n'est pas abouti et qui n'apporte rien en termes d'impact sur l'emploi, je ne vois pas l'intérêt", conclut-il. Reuters 01.06

- Philippe Martinez : « La porte est ouverte mais on ne peut pas entrer » - lemonde.fr

Philippe Martinez a accusé, mercredi 1er juin, le gouvernement de refuser le dialogue sur le projet de loi El Khomri. « Le gouvernement dit : "le dialogue est possible, ma porte est ouverte..." Pour l'instant, elle est ouverte, mais on ne peut pas rentrer, c'est ça la réalité », a contre-attaqué le leader de la CGT, invité de l'émission « Questions d'info » sur LCP en partenariat avec Le Monde, France Info et l'AFP.

Mardi, la ministre du travail, Myriam El Khomri, avait dénoncé « la politique de la chaise vide » de la CGT, l'exhortant à faire « des propositions ». Le leader cégétiste a rappelé qu'il avait récemment cosigné, notamment avec FO, un courrier au président de la République, pour lui demander audience. « Je sais que François Hollande est très occupé, il fait beaucoup de déplacements, mais nous n'avons pas de réponse », a-t-il déploré, tout en assurant qu'il était « toujours temps de discuter ».

Depuis lundi soir, une évolution notable s'est produite à la CGT : Philippe Martinez ne fait plus du retrait du projet de loi un préalable mais, mardi, le premier ministre, Manuel Valls, s'est montré très ferme, en rappelant qu'il n'était pas question pour le gouvernement de reculer sur l'article 2 qui porte sur la négociation en entreprise et cristallise les tensions.

A neuf jours de l'Euro de football, une grève illimitée a été votée à la SNCF. Philippe Martinez s'est défendu de vouloir perturber la compétition. « Il n'est pas question de bloquer l'Euro », a-t-il assuré, en prenant de nouveau à partie Manuel Valls : « Si le gouvernement, demain, dit : "on discute", il n'y a plus de grève. Que chacun prenne ses responsabilités. »

Le responsable syndical a une nouvelle fois fortement réagi aux propos de Pierre Gattaz, le patron du Medef, qui avait qualifié de « terroristes » les militants CGT. « Terroriste, dans ce pays, dans le climat actuel, l'année que nous venons de vivre, c'est une insulte », s'est-il insurgé. Dans la matinée, Pierre Gattaz est revenu sur l'utilisation de ce terme, condamné à la fois par

le gouvernement et la CFDT. « Ce mot a été mal compris et peut choquer, notamment les personnes qui ont été touchées par les événements récents qui ont endeuillé notre pays », a déclaré le président du Medef dans un communiqué, tout en ajoutant : « Les méthodes de voyous employées par la CGT doivent cesser. »

Aux socialistes qui reprochent à la CGT de favoriser la droite en menant la bataille contre le projet de loi, Philippe Martinez a riposté : « C'est toujours facile de renvoyer la balle dans la cour du voisin », et raillé la « vieille rengaine » du « au secours, la droite revient ». Il a précisé que la CGT serait présente ce week-end au congrès du PCF, à l'invitation de ce dernier.

Faire barrage au FN comme seule consigne de vote

Se défendant d'être entré en guerre contre François Hollande, Philippe Martinez a indiqué qu'« à titre personnel », la seule consigne de vote qu'il donnerait en 2017 serait « de faire barrage au Front national ». « Il faut qu'on en discute dans l'organisation, mais moi, à titre personnel, je serais favorable à ce qu'on le fasse. »

Le leader de la CGT a salué l'initiative d'Anne Hidalgo, la maire de Paris, d'ouvrir dans le nord de la capitale un camp d'accueil pour les migrants. « L'immigration a toujours été une richesse pour notre pays. Donc il faut continuer dans cette logique-là, dans cette démarche-là », a-t-il déclaré.

Il a en revanche ironisé à propos du ministre de l'économie, Emmanuel Macron, qui, selon Le Canard enchaîné et Médiapart, serait contraint de payer rétroactivement l'ISF après une réévaluation de son patrimoine. « Si les informations sont avérées, c'est grave, parce que c'est quelqu'un qui fait la leçon à tout le monde. Quand on est ministre, il faut être humble et s'intéresser à la vraie vie », a-t-il ajouté. lemonde.fr 01.06

- Un jeune syndicaliste CGT en préventive - Liberation.fr

Le militant lillois est en prison depuis deux semaines pour un coup de poing à un policier qu'il nie avoir donné.

Un militant CGT est en prison depuis deux semaines et pourrait y rester jusqu'à son jugement, le 9 juin à Lille. La justice reproche à Antoine C. 28 ans, brancardier à Lille, un coup de poing sur un policier à la manifestation lilloise du 17 mai contre la loi El Khomri. Ce qu'il nie. A la cour d'appel de Douai, le parquet a requis son maintien en détention provisoire au motif que le jeune homme pourrait réitérer dans les prochaines manifestations, et au motif qu'il pourrait ne pas se présenter à l'audience.

Que s'est-il passé ? Le 17 mai, en début de manif, trois costauds se ruent sur cet homme de petite taille. Il se débat, il est maîtrisé, à terre, un genou sur sa tête. Ce sont des policiers en civil. Selon eux, ils se sont approchés d'Antoine pour contrôler son identité, et le militant CGT a répondu par un coup de poing au visage de l'un des fonctionnaires, Anthony S. Le militant nie. Il dit qu'il s'est débattu parce que des gens dont rien ne dit qu'ils étaient policiers lui ont sauté dessus. De fait, sur une vidéo qui circule sur Facebook (mais qui ne montre pas le début de la bagarre), ceux qui tapent sont en jean et Tee-shirt et ne portent aucun brassard. Ce que confirment dans le dossier les policiers qui ont analysé la vidéo image par image, selon l'avocat d'Antoine C., Florian Régley. Pourquoi ont-ils ciblé Antoine ? Il avait un casque sur la tête, et des lunettes de ski, ce qu'il ne nie pas. Sur les images, on ne voit pas le casque, mais on aperçoit le drapeau CGT qu'il a gardé à la main. Et on voit le jeune homme frappé à coups de matraque, recevoir au moins un coup de pied dans le dos quand il est à terre, par des grands costauds qui finissent par s'asseoir sur lui.

L'audience a eu lieu par visioconférence, dans une petite salle de la cour d'appel. Ses parents sont là, silencieux et tendus. Une quinzaine de militants CGT de toute la région attendent dehors. A l'écran, le jeune homme semble minuscule dans une pièce vide de la maison d'arrêt de Sequedin, près de Lille, avec une table et quelques chaises. Dans son dossier, censé justifier sa détention provisoire : un tatouage sur la poitrine avec les lettres «ACAB», l'acronyme de all cops are bastards («tous les flics sont des salauds»), qu'il a fait faire à 19 ans, et qu'il dit regretter, et une condamnation avec sursis à la même date pour «outrage», qu'il qualifie d'«erreur de jeunesse». Casier «peu fourni», de l'avis du président. Lequel ajoute quand même : «Si on vous remet en liberté, il y a un risque que vous recommenciez.» Antoine : «Je ne comprends pas qu'on puisse me faire passer pour un casseur, je défends un syndicalisme classique. A la manifestation, je portais le drapeau de mon union locale.»

En marge de l'audience, le père d'Antoine, Lionel, délégué syndical à Roubaix, raconte qu'il communique par lettre avec son fils. «Ce ne sont pas des brûlots, il nous dit qu'il nous aime, et que sa mère, moi et ses frère et sœur, on lui manque.» Le père insiste : «S'il avait eu une barre de fer ou un couteau, j'aurais été le premier à le blâmer.» Il l'a revu le 19 mai à l'audience de comparution immédiate – laquelle a été reportée au 9 juin. «Le voir les mains dans le dos avec des menottes, comme s'il avait commis un braquage, c'est dur. Macron, il ne paie pas ses impôts, Cahuzac, il n'est toujours pas jugé, mais mon fils, il passe en comparution immédiate.» Décision jeudi à 14 heures. Liberation.fr 01.06

- Des enfants hospitalisés après une intervention policière - Reuters

Huit enfants ont été légèrement blessés et trois autres hospitalisés jeudi à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) à la suite d'une

intervention policière visant à déloger des parents d'élèves de l'entrée d'un collège, a-t-on appris auprès de syndicats d'enseignants.

Une centaine d'élèves et leurs parents s'étaient rassemblés dans la matinée devant les grilles du collège Surcouf pour protester contre la fermeture de l'établissement, prévue en 2017, lorsque des forces de police sont intervenues.

"L'un des enfants hospitalisés souffre d'une fracture de la jambe et un autre d'une fracture au poignet. Et une troisième élève a un genou abîmé", a déclaré à Reuters Gwenaël Lepaih, secrétaire régional du SNES, qui a également parlé de "blessures psychologiques" et d'élèves "très choqués".

Plusieurs enfants sont tombés à terre lors de la bousculade survenue pendant l'intervention de la police.

"Il y a un traumatisme face à une réponse démesurée à une expression de colère qui se déroulait dans une ambiance bon enfant. Nous sommes également très surpris par la rapidité de cette intervention qui s'est produite sans la moindre recherche de dialogue", a ajouté Gwénaël Lepaih.

Les pompiers, cités par différents médias locaux, ont confirmé le nombre de blessés et d'enfants hospitalisés, faisant état de "blessures superficielles".

La fermeture du collège Surcouf, situé dans une zone d'éducation prioritaire, avait été annoncée en début de semaine par le Conseil départemental de l'éducation d'Ille-et-Vilaine.

Lors d'une conférence de presse organisée jeudi après-midi devant le collège Surcouf, des parents d'élèves ont dit vouloir porter plainte pour les blessures subies par leurs enfants. Reuters 02.06

Saint-Malo: des enfants hospitalisés après l'évacuation d'un collège par la police - LeFigaro.fr

Trois collégiens blessés lors d'une intervention de la police à Saint-Malo - LeMonde.fr

- A Rennes, la police charge les manifestants en voiture - Liberation.fr

Les forces de l'ordre sont intervenues avec des véhicules roulant à «vive allure» pour stopper des manifestants cherchant à bloquer la rocade. Plusieurs journalistes ont également été frappés.

Stupeur et émotions lors de la mobilisation contre la loi travail, ce jeudi, à Rennes. La manifestation s'est déroulée dans le calme, jusqu'à ce que 300 à 400 personnes se dirigent vers la rocade, afin de bloquer la circulation.

Plusieurs témoins font état d'une charge particulièrement rapide et brutale des forces de police, qui sont intervenues avec des véhicules, puis à pied, pour empêcher les manifestants d'atteindre la rocade. «C'est la première fois qu'on voit le corps départemental d'intervention de la police nationale charger en voiture», s'insurge avec étonnement Serge Bourgin, porte-parole de Solidaires. Ces véhicules seraient intervenus «à vive allure» pour chasser les manifestants, avant que les policiers en civil ne se lancent à leur poursuite. Trois personnes auraient été hospitalisées à la suite des heurts.

«C'est la quatrième fois que je reçois des coups en un mois !»

Coups de matraque, appareils photo ou caméras endommagés, plusieurs journalistes se sont également plaints d'avoir été la cible de violences policières délibérées. «Quatre journalistes ont été pris pour cible et ont reçu des coups de matraque alors qu'ils suivaient la manif, témoigne Vincent Feuray, photographe indépendant et collaborateur de Libération. Personnellement, c'est la quatrième fois que je reçois des coups en un mois ! Les violences contre les médias indépendants comme les médias mainstream se font de plus en plus systématiques.»

Des journalistes de France 3 Bretagne, de M6 et du quotidien Ouest-France auraient notamment pris des coups. «Les relations se sont tendues ces derniers temps entre forces de l'ordre et journalistes, poursuit Vincent Feuray. On a pourtant eu des réunions avec le préfet à ce sujet, mais cela n'a rien changé au problème.» Liberation.fr 02.06

- Des "casseurs" sèment la panique dans le XVIe, à Paris - Reuters

Une centaine de casseurs qui s'étaient infiltrés dans une manifestation de cheminots ont provoqué d'importants dégâts jeudi après-midi rue de Vaugirard, dans le XVIe arrondissement de Paris, a-t-on appris auprès de la préfecture de police.

Les jeunes, cagoulés et armés de barres de fer, ont brisé des vitrines de commerces et tagué les devantures de magasins.

Le groupe a créé un véritable mouvement de panique chez les riverains et les commerçants, selon Le Parisien, qui a révélé l'information.

Les manifestants poursuivis par des CRS se sont acharnés à coups de hache sur plusieurs fenêtres et portes à la hauteur de la mairie de l'arrondissement, précise le quotidien.

Ces manifestants avaient infiltré un cortège de cheminots anti-loi El Khomri, qui défilaient devant le parc des expositions de la Porte de Versailles, où se tient le congrès des maires de France qui accueillait François Hollande, a-t-on précisé de source policière. Reuters 02.06

[Ils sont obligés de reconnaître que les mouvements sociaux sont légitimes.](#)

- « Les mouvements sociaux sont toujours faits par des minorités » - lemonde.fr

Comment qualifier les stratégies des syndicats face à la loi travail ? Quelle est la représentativité des différents acteurs ? Quels sont les traits marquants de la contestation ? Alors que le Sénat a entamé l'examen du projet de loi de réforme du code du travail et que la mobilisation contre ce texte se poursuit, la sociologue Irène Pereira, coprésidente de l'Institut de recherche, d'étude et de formation sur le syndicalisme et les mouvements sociaux (Iresmo) et auteure de Travailler et lutter (L'Harmattan, 2016), a répondu aux questions des internautes du Monde.fr.

So6 : Dans un pays où seuls 10 % des actifs sont syndiqués, peut-on encore parler de représentativité des organisations syndicales pour négocier et discuter d'un projet de loi ?

On distingue en général trois choses : le taux de syndicalisation, la participation aux élections professionnelles et la confiance que la population accorde aux syndicats pour défendre ses intérêts. Donc le taux de syndicalisation ne reflète pas l'adhésion des salariés aux syndicats.

Il faut en outre tenir compte de deux autres variables : dans certains pays européens, le taux de syndicalisation peut être plus important, mais les syndicats n'ont pas la même fonction qu'en France (ils peuvent gérer des services comme les mutuelles, des services sociaux...) ; et il y a des secteurs où il est très difficile de se syndiquer, comme dans les petites entreprises, par exemple. La précarité et la crainte, dans certains secteurs, de la répression syndicale, peuvent également limiter la syndicalisation.

Jose Oliver : Près d'un jeune sur trois n'a pas de travail en France. Pourquoi les syndicats, et en particulier la CGT, ne reconnaissent pas le droit des chômeurs et des jeunes à travailler et ne les incluent jamais dans leurs revendications ?

Le syndicalisme tel qu'il s'est construit en France est fondé sur l'activité professionnelle. Être chômeur, ce n'est pas une activité professionnelle : un chômeur est rattaché au syndicat de la profession qu'il exerçait avant. Pourquoi ? Parce qu'autrement, ça reviendrait à reconnaître qu'être chômeur, c'est un statut social légitime. Pour les jeunes, c'est pareil : on ne se syndique pas par catégories d'âge, les jeunes d'un côté, les seniors de l'autre et les actifs « employables » au milieu. A partir de là, le but du syndicat, c'est plutôt de défendre le droit au travail et de créer des solidarités entre les travailleurs, sur la base de leur activité, de leur secteur professionnel, de leur condition de travailleur.

Patrique : Il y a plus d'adhérents à la CGT que dans n'importe quel parti politique. Pourquoi ne le dit-on jamais ?

Les partis politiques français ne sont pas des partis de masse. Moins de 1 % de la population est adhérente d'un parti, ce qui est plus faible que le taux de syndicalisation. Au contraire, une organisation syndicale a vocation à être une organisation de masse, réunissant l'ensemble des travailleurs. L'idée d'un syndicat, c'est que l'union fait la force, donc le nombre d'adhérents et son pouvoir de mobilisation sont une dimension plus importante que pour un parti politique. Le parti, lui, va fédérer davantage sur des enjeux électoraux (sans être adhérent, on va voter pour le parti au moment des élections). Ce ne sont pas les mêmes logiques : un parti attend qu'on vote pour lui alors qu'un syndicat peut aussi avoir comme objectif de mobiliser dans des grèves et des manifestations, au-delà des élections professionnelles.

Arthk : Comment expliquer le fait que la mobilisation semble s'amplifier chez les travailleurs alors que le nombre de manifestants dans les rues tend à baisser ?

C'est un conflit qui a une temporalité assez étonnante. On a, dans un premier temps, une forte implication des lycéens et des étudiants ; puis un gouvernement qui revoit sa copie ; ensuite, les syndicats se divisent sur cette deuxième proposition (soutenue par la CFDT) ; en parallèle, il y a l'émergence du mouvement Nuit debout et des tensions dans les manifestations ; pour finir, une loi qui est votée au 49.3. Tous ces éléments ne sont déjà pas habituels, avec en plus un conflit qui se radicalise après l'adoption de la loi. C'était différent en 2003 et 2010 contre les réformes des retraites : lorsque les lois ont été votées, les mobilisations ont cessé.

Globalement, la radicalisation du conflit doit être comprise dans un contexte plus large de désaveu du gouvernement et de sa politique, qui ne correspondait pas aux attentes de son électorat. Donc la mobilisation syndicale actuelle cristallise ce mécontentement. Elle permet aux syndicats les plus contestataires, comme la CGT ou Solidaires, de renforcer leur légitimité dans la défense des travailleurs. De fait, la mobilisation des travailleurs et la grève des secteurs stratégiques (nucléaire, transports, etc.) peuvent rencontrer un soutien plus large de la population.

Il ne faut pas lire ce conflit uniquement en termes de cuisine syndicale, de positionnement de la CGT vis-à-vis de la CFDT en vue des élections professionnelles. Il faut tenir compte du contexte social plus général.

Dranemjj : La CGT, en durcissant sa ligne, se sert-elle malgré tout de la loi travail comme alibi pour retrouver de la légitimité, alors qu'elle risque de se retrouver derrière la CFDT aux prochaines élections professionnelles ?

A mon avis, il n'est pas pertinent de réduire un mouvement social comme celui-ci à un seul facteur, relativement superficiel au vu de ce que nous apprennent l'histoire et la sociologie sur l'analyse des faits sociaux. Depuis un siècle, les chercheurs replacent les mouvements sociaux dans un contexte social plus profond. Aujourd'hui, le travail reste une question centrale qui mobilise une société entière, qui dit des choses sur ce qu'est cette société. Ainsi, les mouvements sociaux sont des révélateurs des rapports sociaux.

M. Simon : Quelles sont, selon vous, les raisons du recul des voix exprimées en faveur de la CGT lors des récentes élections professionnelles ? Pensez-vous que l'engagement de la CGT dans le mouvement contre le projet de loi travail va lui permettre de gagner de nouveaux soutiens lors des prochaines élections ?

En général, la conflictualité peut bénéficier à un syndicat lors des élections professionnelles. Mais pour moi, cela reste une dimension assez superficielle des mouvements sociaux.

Lors de son dernier congrès, la CGT a adopté un positionnement qui va vers plus de radicalité. Cependant, il ne faut pas interpréter cela uniquement en termes de stratégie syndicale. Cette affirmation de radicalité peut être aussi lue comme l'expression d'un désaveu de la classe politique. Les syndicats vont se sentir d'autant plus légitimes à porter les revendications du monde du travail en raison de l'effondrement de la gauche radicale politique. A travers les syndicats, les travailleurs retrouvent un moyen d'expression, sur les questions sociales, qu'ils ne trouvaient plus dans les partis politiques. Avec le conflit actuel, les syndicats monopolisent la question sociale, qui avait été captée par l'extrême droite ces derniers temps.

Rnst Via : La grève se manifeste-t-elle toujours par un blocage des entreprises ou institutions ? Pourquoi la contestation n'entraîne-t-elle pas une gratuité du service ? Ce serait un levier plus fort qui ne pénaliserait pas la France entière, mobiliserait autant les manifestants et donnerait une image bien plus positive et constructive de la protestation...

L'avantage des blocages, c'est qu'ils paralysent des nœuds stratégiques. Ce que l'on peut remarquer depuis au moins décembre 1995, lors de la mobilisation contre la loi Juppé sur la réforme de la Sécurité sociale, c'est l'importance de paralyser les voies de communication, les voies de transmission de l'approvisionnement énergétique... Cela correspond à l'organisation de notre société industrielle, qui est très vulnérable lorsque l'on atteint ces points stratégiques de communication et d'approvisionnement.

Dans une grève, il faut distinguer les grévistes et ceux qui les soutiennent. Le blocage est minoritaire, mais il peut bénéficier d'un plus large soutien de la population. De même lorsqu'il y a une grève, celle-ci n'est jamais votée au pourcentage du nombre de salariés, mais au nombre de présents à l'assemblée générale. La vision de la démocratie dans l'histoire du syndicalisme, c'est une démocratie directe des minorités actives. Les mouvements sociaux sont toujours faits, dans l'histoire, par des minorités. Ensuite, la question est de savoir si ces minorités ont le soutien de la population. Aujourd'hui, par exemple, les syndicats se sentent légitimes car la majorité de la population était opposée au passage de la loi par le recours à l'article 49.3.

La gratuité peut être pratiquée, c'est par exemple une pratique courante dans le secteur des musées ; elle s'organise souvent avec des caisses de soutien de la part des visiteurs. Mais il faut prendre en compte dans les conflits la question de l'efficacité : la gratuité peut avoir une vertu positive symbolique, mais le blocage impacte plus profondément l'économie. Il introduit un rapport de force plus important, plus large. Il y a dans les conflits sociaux la crainte des organisations syndicales que les équipes de grévistes s'épuisent si la mobilisation n'est pas efficace et doit se prolonger.

Stopyra : Le militantisme syndical est-il influencé par les nouvelles pratiques sociales : individualisation, réseaux sociaux, etc. ?

On met parfois en avant les nouvelles formes de militantisme et d'actions (pétitions, blocages de sites institutionnels, etc.) qui tendraient à faire disparaître les anciennes formes. Pour les sociologues, c'est une lecture superficielle. Les outils technologiques sont des instruments, mais ils ne modifient pas en profondeur, pour l'instant, les répertoires d'action. On voit que l'essentiel de la mobilisation continue à se jouer dans les grèves et les manifestations. Les réseaux sociaux jouent un rôle dans la communication, mais Internet ne constitue pas l'espace où se jouent les rapports de force. lemonde.fr 02.06

Les médias institutionnels et les réseaux "sociaux" ne peuvent remplacer les grèves et les manifestations au grand dam des tenants du régime qui ne peuvent pas les manipuler.

[La loi travail vue par les économistes de l'oligarchie.](#)

Grille de lecture.

- La régression sociale, c'est pour votre bien, vous devriez vous en convaincre au lieu qu'on soit obligé de vous l'imposer.

- Cette rhétorique peut facilement être démontée. Sur quoi repose-t-elle ? Un déni, celui des droits ou aspirations indépendant des travailleurs. Leur discours bien rodé consiste à les faire passer à la trappe, dans la mesure où le seul droit qu'ils leur concèdent consiste à adopter les mesures préconisées par le patronat jugées indispensables et progressistes en guise de justification, estimant que ceux qui s'y refusent sont des faibles d'esprit ou des ignorants incapables de faire la part des choses, et par conséquent de justifier leur position jugée conservatrice, égoïste, intransigeante, extrémiste, excentrique, farfelue.

En d'autres termes, les droits des capitalistes sont légitimes, les vôtres non. Donc à quoi bon les exprimer, autant ne pas les citer. D'ailleurs cela ne se discute pas. La question n'est pas de savoir si vous allez ou non vous adapter aux besoins des capitalistes puisque la chose est entendue d'avance, vous n'avez pas d'autre choix que de vous y soumettre, un point c'est tout.

Là où le mouvement ouvrier a un grave problème à résoudre, c'est qu'il est incapable de faire preuve de la même fermeté, de s'en tenir strictement aux droits ou aux besoins des travailleurs qui seuls devraient guider son action, de se situer sur un terrain de classe indépendant du capitalisme et son Etat.

- Ces deux articles sont longs mais très instructifs, ils devraient être lus attentivement et faire l'objet d'une étude de la part des militants, car un fil conducteur traverse ces articles, qui assure leur cohésion et indique l'objectif poursuivie par l'oligarchie, comment la loi Travail s'insère dans leur disposition pour nous soumettre à leur idéologie ou leur conception du monde ou du nouvel ordre mondial qu'ils mettent en place pas à pas.

- Porte-parole de l'oligarchie, de quels arguments dispose-t-il pour tenter de rallier la population à leur politique ultra réactionnaire ? Il leur faut présenter l'économie néolibérale animée des meilleurs intentions du monde. C'est ainsi que :

- "L'économie est au service du bien commun; elle a pour objet de rendre le monde meilleur." On en a la preuve tous les jours en semant le chaos et la guerre...

- "Le problème ne vient pas de la tyrannie de l'économie." L'expression est encore trop faible pour décrire l'effet dévastateur de la survie du capitalisme ou du néolibéralisme à l'échelle planétaire...

- "... il paraîtrait normal que ceux qui prétendent réformer expliquent en quoi les mesures qu'ils veulent faire passer sont inspirées par le souci du bien commun." Ce qui nécessiterait qu'ils fassent disparaître les conséquences catastrophiques de leurs réformes sur les conditions de travail et d'existence des travailleurs ou la formidable régression sociale qui en est le corollaire. Le contrat de travail "zéro" en Grande-Bretagne, le salaire à 1 euro de l'heure en Allemagne, etc. ont été institutés dans "le souci du bien commun".

- "l'article (2 de la loi Travail doit demeurer) tel quel parce qu'il offre une vraie démocratie dans l'entreprise en poussant les salariés à se syndiquer pour obtenir des avancées sociales."

- A bas la réforme, vive la révolution !

- Retirer la loi, ou presque - Slate.fr

Par J. Attali (Banquier PS et néolibéral ultra sioniste assumé, cofondateur du portail Slate.fr.)

Rien ne serait plus désastreux pour le gouvernement que de retirer le projet de loi sur la réforme du Code du travail. Il serait vu comme cédant aux pressions de syndicalistes minoritaires, comme incapable de réussir une réforme, et surtout une réforme à laquelle il tient particulièrement. Et, comme l'a dit le Premier ministre, c'est l'idée même de réforme qui mourrait alors.

À l'inverse, il y a aussi d'excellentes raisons de retirer ce texte. D'abord, il est très mal parti, depuis sa conception: sa première version, qui ne visait en fait qu'à faciliter le licenciement, pouvait difficilement convaincre qu'elle allait permettre de créer des emplois; les innombrables versions suivantes, issues de négociations tous azimuts, ne pouvaient aboutir qu'à des résultats totalement contradictoires. À la CGT, on accordait le maintien du tarif des heures supplémentaires pour les transporteurs et l'extension du Code du travail aux franchises, à la CFDT l'inversion (dans l'article 2, qui occupe plus du quart de l'ensemble

du texte) de la hiérarchie des normes, donnant pouvoir aux syndicats majoritaires de négocier avec le patronat des accords d'entreprise dérogeant aux accords de branche, au grand soulagement des patrons.

La nouvelle version de la loi, qui vise ainsi à contenter tout le monde, ne satisfait plus personne, au point qu'aujourd'hui, si chacun veut publiquement qu'on la modifie, nul ne serait mécontent qu'on la retire, à condition de ne pas en porter la responsabilité.

Loi au forceps

Ce texte convient encore moins aux chômeurs, puisqu'on n'y débat plus de leur formation. Et si le projet contient une avancée, avec le principe du droit à la formation attaché à la personne, il n'est pas garanti dans ce texte obscur et pas plus financé.

Le gouvernement doit choisir: garder le texte et passer en force, en ne faisant que des mécontents, ou retirer le texte et perdre la face

Enfin, pourquoi faudrait-il garder un texte qui sera évidemment, s'il devient loi au forceps, remis en cause par le prochain président de la République et la prochaine majorité? Il ne fait malheureusement pas partie de ces progrès sociaux si évidents que, une fois votés, ils sont irréversibles.

Ce désastre s'explique aisément: le projet initial n'était pas clairement pensé, ne s'inscrivait pas dans une vision du monde, dans une conception claire de l'évolution du marché du travail et des conditions du salariat: il en est resté à la pathétique bataille des soi-disant «partenaires sociaux», qui ne pensent qu'à préserver leurs privilèges et leur influence, même au détriment de l'intérêt général, dont ils ne sont pas comptables.

Trop tard et trop tôt à la fois

Aujourd'hui, il est trop tard et trop tôt à la fois pour remettre en chantier un projet de loi qui échangerait flexibilité contre sécurité, et qui assurerait une vraie formation diplômante et qualifiante à ceux qui voudraient ou devraient changer de métier. Le gouvernement doit choisir: garder le texte et passer en force, en ne faisant que des mécontents, ou retirer le texte et perdre la face.

Pour ma part, quand un tel choix binaire m'est proposé, je cherche toujours à lui échapper. C'est ici possible: alors que le débat va se concentrer sur les amendements à apporter à l'article 2, pour le vider de son contenu, je propose de faire l'inverse. Garder l'article tel quel parce qu'il offre une vraie démocratie dans l'entreprise en poussant les salariés à se syndiquer pour obtenir des avancées sociales. Et renoncer au reste du texte, pour rédiger une loi sur la formation professionnelle des chômeurs, dont le pays a tant besoin et dont les syndicats n'ont que faire.

Cette solution serait la moins favorable aux intérêts tactiques des divers groupes de pression, et la plus favorable aux intérêts à long terme du pays. C'est sans doute pour cela qu'elle ne sera pas retenue. Slate.fr

- Les économistes ont de bonnes idées pour réformer le droit du travail - Slate.fr

Quel que soit le sort réservé à la loi El Khomri, il devra y en avoir d'autres, beaucoup d'autres et bien plus profondes. Les économistes nous donnent quelques pistes; aux politiques de prendre les décisions appropriées.

L'opposition à la loi El Khomri est plus profonde qu'on ne pourrait le croire. Il y a certes celle d'une organisation syndicale sur le déclin qui cherche à se sauver et à sauver ses permanents, quitte à entraîner les salariés qu'elle est censée défendre dans une aventure qui ne peut que se terminer mal: si ce n'est pas François Hollande qui fait cette réforme, ce sera un autre qui agira, sans doute beaucoup plus brutalement; et, sans réforme, les emplois seront créés ailleurs.

La position de la CGT conduit le pays dans une impasse. Le prétexte d'une réforme qui aurait été imposée sans concertation ne tient pas: il est exact que le pouvoir exécutif s'y est très mal pris, en mettant dans la première version de son projet des dispositions qui n'étaient pas prévues, mais les syndicats qui ont joué le jeu de la négociation, comme la CFDT, ont obtenu des modifications substantielles.

Et réclamer aujourd'hui une nouvelle négociation en disant que de toute façon on ne veut rien d'autre que le retrait complet du texte, c'est une façon bien curieuse d'ouvrir le dialogue. FO semble avoir compris que le front du refus va dans le mur et suggère maintenant qu'un accord pourrait être trouvé moyennant quelques aménagements, mais il est un peu tard.

Résistances au changement

Ces jeux tactiques ne sont qu'un aspect du conflit. La réalité profonde est que, selon certains sondages, environ sept Français sur dix refusent la loi El Khomri. Comme il est hautement probable que moins d'un Français sur dix a lu le texte de la réforme (la réalité est certainement plus proche de moins d'un sur cent), cela signifie qu'il y a une opposition de principe au changement, quel qu'il soit.

Cela peut se comprendre. Notre droit social est le résultat d'une longue série de luttes: toute remise en cause peut être considérée comme un retour en arrière si elle n'est pas expliquée de façon approfondie et si les salariés ou les demandeurs d'emploi n'y voient pas un intérêt.

Il n'y a pas d'un côté une petite minorité de gens intelligents ouverts sur le monde et l'avenir et d'un autre côté des masses peu éduquées et passivistes qui ne comprennent rien

D'une façon plus générale, en dehors des problèmes soulevés par la réforme du droit social, on sent en France une certaine inquiétude face à l'avenir. Un gouffre sépare l'univers des start-ups de celui de la plupart de nos compatriotes, qui ne semblent guère fascinés par l'univers des robots, de l'homme «augmenté» auquel on réfléchit en Californie, des objets connectés et du big data.

Ces résistances au changement, ces hésitations face à des lendemains qui n'ont pas l'air de beaucoup chanter, cette méfiance face à un «progrès» qui bouleverse trop vite et trop profondément les modes de vie doivent être prise en compte. Il n'y a pas d'un côté une petite minorité de gens intelligents ouverts sur le monde et l'avenir et d'un autre côté des masses peu éduquées et passivistes qui ne comprennent rien. L'avenir n'est pas écrit par quelques-uns, il résultera de l'action collective.

Cela dit, les pages sur lesquelles on va écrire demain ne sont pas complètement vierges. Des mouvements de grande ampleur lancés au cours des dernières années se poursuivent et vont encore faire sentir leurs effets: la montée en puissance des grands pays émergents, la numérisation de l'économie, pour ne citer que ces deux phénomènes majeurs, ont des conséquences que l'on peut déjà constater et d'autres que l'on peut d'ores et déjà tenter de prévoir, pour les accompagner ou les éviter, selon les cas. Si on ne veut pas avoir à subir l'avenir, il faut le préparer.

Trouvez-moi un économiste manchot!

Là, les économistes ont un rôle à jouer. Chacun a en tête la fameuse phrase de Churchill: «Si vous mettez deux économistes dans une pièce, vous aurez deux avis différents. À moins que l'un d'entre eux ne soit Lord Keynes. Dans ce cas, vous aurez trois avis différents.» Dans son dernier ouvrage, Économie du bien commun, Jean Tirole rappelle aussi cette exclamation du président américain Harry S. Truman, «Trouvez-moi un économiste manchot!», à un moment où il était particulièrement excédé par des conseillers qui n'arrêtaient pas de lui dire «on one hand.... on the other hand», c'est-à-dire «d'un côté.... de l'autre».

Mais ces plaisanteries, à la fois faciles et justifiées, ne sauraient faire oublier l'essentiel: il y a des faits et des tendances que l'on ne peut ignorer et des problèmes dont on sait pertinemment qu'ils vont se poser. Et les économistes sont là à la fois pour poser les problèmes et pour proposer des solutions.

En deux ans, Jean Tirole a pu mesurer tous les avantages et les inconvénients de la notoriété. Quand vous avez un prix Nobel, votre voix porte davantage, mais on vous demande de vous exprimer sur tout et n'importe quoi. Il y a des gens que cela ne dérange pas: tous les journalistes, surtout ceux de la radio et de la télévision, connaissent des économistes qui ne sont pas manchots et ont toujours une main posée sur leur téléphone, prêts à décrocher à la première sonnerie. Ce n'est pas précisément dans les habitudes de Jean Tirole, qui se fait une plus haute idée de la science et de ses responsabilités.

Vous voulez mon point de vue? Lisez ces 600 pages. Et si vous ne trouvez rien sur tel ou tel sujet, ce n'est pas la peine de venir m'importuner: si je n'ai rien dit sur ce sujet, c'est que je ne l'ai pas particulièrement étudié et donc que je n'ai rien de pertinent à déclarer. Dans ces 600 pages, Jean Tirole nous en dit beaucoup sur son métier, sur quelques grands problèmes qui se posent aujourd'hui et sa façon de les aborder.

Rendre le monde meilleur

Quand on lit certains propos sur la loi El Khomri, on ne peut s'empêcher de penser à ce qu'il écrit sur la façon dont nous formons nos jugements: «Nous interprétons les faits au prisme de nos croyances, nous lisons les journaux et recherchons la compagnie des personnes qui nous confortent dans nos croyances, et donc nous nous entêtons dans ces croyances, justes ou erronées.»

Ce refus de voir les choses en face, sans parti-pris, s'explique en partie par le besoin de se rassurer. Par exemple, «nous ne voulons pas entendre que la lutte contre le réchauffement climatique sera coûteuse. D'où la popularité dans le discours politique de la notion de croissance verte, qui suggère dans son intitulé qu'une politique environnementale serait "tout bénéfique"». Il y a ce que l'on ne voit pas et ce que l'on ne veut pas voir.

Sans culture économique du grand public, faire les bons choix peut requérir beaucoup de courage politique

Jean Tirole, dans Économie du bien commun

Jean Tirole croit à l'économie. «Elle récuse le tout-marché comme le tout-État. L'économie est au service du bien commun; elle a pour objet de rendre le monde meilleur.» L'économiste est celui qui aide à faire les bons choix. Mais, comme l'actualité nous le rappelle, ces choix peuvent être vivement discutés s'ils ne sont pas compris. «On a les politiques économiques que l'on mérite et [...], sans culture économique du grand public, faire les bons choix peut requérir beaucoup de courage politique.» Il est donc impératif que les informations et les connaissances circulent

C'est d'autant plus important, selon Jean Tirole, que certaines propositions des économistes ne sont pas toujours facilement comprises. Ainsi, «l'idée selon laquelle flexibiliser les licenciements faciliterait la résorption du chômage est contre-intuitive». Pourtant, il en est persuadé et explique pourquoi, avant de conclure qu'il faudrait «un minimum de consensus politique sur la nécessité de changer le contrat de travail». Apparemment, ce consensus n'existe pas encore.

Le vrai sujet: les inégalités

Pierre-Noël Giraud est aussi peu désireux que Jean Tirole d'intervenir à tout propos dans le débat public, mais tout aussi soucieux que lui de contribuer à un «bon usage de l'économie», ainsi que le manifeste son dernier et remarquable ouvrage L'Homme inutile (si vous ne lisez qu'un livre d'économie par année, voire par décennie, c'est celui-là qu'il faut lire). Cet auteur singulier ne cultive pas le dogme de la «sacro-sainte» croissance. D'ailleurs, il croit (et il explique pourquoi) que l'objet central de l'économie ne doit pas être la croissance, mais l'inégalité des revenus et plus généralement l'inégalité «d'accès aux biens de ce monde».

Selon lui, l'injection des idées économiques dans le débat politique se fait en quatre temps. D'abord l'analyse et la prospective; on formule des conjectures sur ce qui va se passer si les politiques des États restent inchangées ou évoluent peu. Dans un deuxième temps, à partir de ces projections, le pouvoir politique décide, si besoin est, de nouvelles orientations. Les économistes reviennent au troisième temps pour élaborer les politiques économiques qui peuvent permettre d'atteindre ces objectifs et le quatrième temps est de nouveau politique: c'est celui de la mise en œuvre.

Le bon usage de l'économie implique donc cet aller-retour permanent entre l'économie et le politique, sachant que le plus difficile n'est pas d'élaborer des politiques mais de les mettre en œuvre. Dans un monde où la finance est instable, où la population mondiale va encore croître de 2,4 milliards d'ici à 2050, où le risque est grand, avec les changements climatiques, que localement des hommes ne puissent plus trouver le «capital naturel leur permettant de mettre en œuvre leur capital humain», il est impératif que les politiques menées au niveau mondial changent de façon radicale.

L'auteur ne craint pas de préconiser des mesures qui ne sont pas (pas encore?) dans l'air du temps: «Il faut limiter la liberté de mise en circulation des biens-services et des capitaux par les firmes globales, sans aller, loin de là, jusqu'à l'autarcie des grands blocs, et il faut que les politiques économiques restent suffisamment indépendantes tout en étant en partie coordonnées.»

Au passage, on notera que cet économiste, si soucieux d'éviter qu'il n'y ait «de plus en plus d'hommes inemployés, piégés dans les trappes du travail précaire, dans l'extrême pauvreté, réduits à l'inutilité à soi et aux autres», penche lui aussi, comme Jean Tirole, pour l'existence d'un contrat de travail unique avec des droits progressifs pour le salarié et se montre également favorable à la possibilité de négociations à l'allemande: «flexibilité du temps de travail et du salaire versus maintien de l'emploi pour passer les caps difficiles».

Bref, il serait bon que les opposants par principe aux réformes commencent à se demander si le maintien toujours et partout du statu quo est la meilleure protection contre les risques futurs. Dans le même temps, il paraîtrait normal que ceux qui prétendent réformer expliquent en quoi les mesures qu'ils veulent faire passer sont inspirées par le souci du bien commun. Le problème ne vient pas de la tyrannie de l'économie –au final, ce sont toujours les politiques qui ont et doivent avoir le dernier mot–, mais peut-être d'une insuffisante qualité du débat économique. Slate.fr 01.06

Que recouvre la formulation "opposants par principe aux réformes", sinon que nous ne devrions pas avoir de principes, pas de droits, pas de besoins, pas d'aspirations en dehors de ceux de l'oligarchie et nous soumettre silencieusement au sort abominable que ces tyrans nous préparent. Désolé, place à la lutte de classe.

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Somalie: un attentat contre un hôtel de Mogadiscio fait plus de 10 morts - AFP

L'attaque d'un hôtel de Mogadiscio revendiquée par les islamistes somaliens shebab a fait plus de dix morts, dont deux députés, en plus des assaillants, tués dans un face à face de plus de douze heures avec les forces de sécurité qui s'est achevé jeudi matin. AFP 02.06

- Attentat suicide meurtrier près d'une mosquée de Lattaquié - Reuters

Un attentat suicide a frappé jeudi la ville de Lattaquié, sur la côte méditerranéenne de la Syrie, sous le contrôle des

forces gouvernementales, rapporte la télévision publique syrienne et la chaîne du Hezbollah, Al Manar. Reuters 02.06

- Nigeria : six morts dans l'attaque d'un navire d'une compagnie pétrolière - LeMonde.fr Les attaques contre les infrastructures pétrolières du pays se multiplient depuis plusieurs semaines. LeMonde.fr 02.06

- Etats-Unis : le meurtrier de UCLA avait une "liste de personnes à tuer" - euronews.com L'homme qui a tué un professeur de l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) avait une liste de "personnes à tuer" dont une femme qui a été retrouvée morte dans le Minnesota. Le meurtrier était un homme de 38 ans et s'appelait Mainak Sarkar. euronews.com 02.06

- Les corps de 85 migrants rejetés sur la côte libyenne - Reuters Les corps de 85 migrants morts noyés en mer Méditerranée ont été rejetés sur la côte libyenne, près de la ville de Zouara, non loin de la frontière avec la Tunisie, a annoncé jeudi un responsable du Croissant-Rouge. La plupart semblent venir d'Afrique subsaharienne... Reuters 02.06

- Colombie: Des maisons de tortures découvertes dans un quartier dangereux de Bogota - 20minutes.fr Les forces de l'ordre ont également porté secours à plus de 200 mineurs victimes d'exploitation sexuelle et quelque 1.500 sans-abri réduits en esclavage... 20minutes.fr 02.06

Bienvenue en oligarchie.

- Crise d'ado et discours populo: le débrief du dernier épisode de «Game of Thrones»

Chaque semaine, notre analyse du dernier épisode en date avec la chronique «After Show». «After Show», la chronique qui débriefe sur YouTube et Slate.fr le dernier épisode de la saison 6 de Game of Thrones, avec Nora Bouazzouni (Slate.fr, Libération) et Léonard Desbrières (GQ, Technikart)... Slate.fr

- En Australie, un café «déstructuré» devient viral

Le café, servi dans trois petits récipients, a provoqué l'indignation. Cette boisson proposée dans un café australien pourrait «signaler le déclin irréversible» de nos sociétés, selon Mashable. De quoi s'agit-il? Rien de bien méchant: un café «déstructuré». Slate.fr

- Pour lutter (un peu) contre l'obésité, une assiette-éponge qui absorbe l'huile

La Thaïlande lance ce plat percé de petits trous, qui permet de récupérer un peu de la matière grasse, très présente dans la cuisine locale. La cuisine thaïlandaise est délicieuse mais aussi très grasse. Entre le pad thai, le laap ou le yam, ce n'est pas l'huile qui manque. Slate.fr

- Non, la femelle panda ne «simule» pas sa grossesse (c'est plus compliqué)

Certaines femelles, trompées par leurs hormones, adoptent inconsciemment un comportement de future mère, même si aucun bébé ne naîtra au final. Huan Huan accouchera-t-elle d'un bébé panda ou pas? Ces jours-ci, la femelle du zoo de Beauval (Loir-et-Cher) cristallise les attentions. Slate.fr

- Les toilettes n'ont pas toujours été séparées (puis est venu le sexisme)

La séparation des toilettes a été imposée aux entreprises au début du XXe siècle, dans la foulée d'une idéologie de séparation des sexes qui voulait empêcher les femmes de sortir et de travailler. Outre-atlantique, le débat fait rage... Slate.fr

- «Ils violent tellement de filles par jour qu'ils sont obligés d'utiliser des médicaments»

Parmi les armes à feu, les bombes et les machettes retrouvées dans les repaires de Boko Haram par l'armée nigériane, les militaires découvrent aussi des réserves d'une toute autre utilité, selon The Daily Beast: des bibelots, des amulettes magiques mais surtout, d'importantes quantités de Viagra et de toutes sortes de comprimés similaires. Slate.fr

- Sur Facebook, la façon de s'exprimer des hommes et des femmes diffère

Des chercheurs se sont penchés sur la façon dont les hommes et les femmes s'expriment sur Facebook, ainsi que sur les sujets dont ils parlent. LeMonde.fr

- Quand l'attractivité de la France décroche, c'est l'emploi qui trinque

Même si la courbe du chômage s'inverse, le recul de l'attractivité de la France pénalise la création d'emplois. Dommage. C'est lorsque l'Insee fait état de statistiques plutôt encourageantes pour l'économie française que les mouvements sociaux risquent de porter un coup d'arrêt au mouvement ainsi amorcé. Slate.fr

- Le premier article de quenelles studies vient de paraître

Signé d'une chercheuse de l'université de Bologne, l'article revient sur la «nébuleuse sémantique» qu'est devenu ce «geste-discours» du polémiste. Il fallait bien que ça arrive un jour. Les universitaires se penchent sur «la quenelle»... Slate.fr

- Réquisitoire de Clinton contre Trump, candidat "dangereux"

La candidate démocrate à la Maison Blanche Hillary Clinton a prononcé jeudi un virulent réquisitoire contre son rival républicain Donald Trump, dénonçant ses positions "dangereusement incohérentes" en matière de sécurité et politique étrangère. AFP

[En famille. Bienvenue chez les ultra sionistes.](#)

Avertissement.

Je rappelle pour la énième fois, que ce portail est également destiné à diffuser les informations autocensurées par les médias aux ordres. En lisant les articles plus loin, vous comprendrez immédiatement pourquoi il leur arrive d'être fort discrets ou de censurer certaines informations trop compromettantes pour le gouvernement.

Je publie ces articles parce qu'ils ne comportent aucun propos prêtant à confusion, et parce que toutes les infos qu'ils contiennent sont vérifiables.

On évoque souvent les think-tanks, les fondations ou instituts néoconservateurs ou néolibéraux auxquels sont liés les dirigeants de LR et du PS notamment, l'influence du puissant lobby ultra sioniste ou d'extrême droite sur le gouvernement français, comment il influence sa politique intérieure et étrangère, on en a chaque semaine la preuve.

Ce n'est pas une obsession, c'est un simple constat. On peut ajouter qu'il n'aurait pas acquis le même pouvoir au sein de l'UE et de la totalité des institutions internationales s'il n'était pas lié organiquement à l'oligarchie financière anglo-saxonne, car en dernier lieu, c'est elle qui dicte sa politique, quel moyen mettre en oeuvre pour parvenir à l'appliquer, quel homme ou quelle femme à placer à tel ou tel poste, qui soutenir ou qui diffamer, et tire les ficelles.

Pourquoi insiste-t-on si lourdement ? Parce que la plupart des militants ne comprennent pas quel est l'enjeu de toutes ces manigances, tout comme ils ne comprennent pas la place et le rôle d'Israël dans le dispositif ou la stratégie politique néolibérale. Il n'est pas du tout question de religion, de race ou de peuple, terrain sur lequel ils entraînent les esprits faibles ou naïfs, les ignorants qui peuvent sombrer dans l'antisémitisme, mais uniquement de pouvoir, économique et politique.

On part du principe qu'on ne peut pas combattre efficacement un ennemi, si on n'est pas capable de le démasquer et de caractériser politiquement les rouages de sa stratégie. On n'a pas à se justifier davantage, et s'il y en avait pour interpréter autrement notre démarche qui est parfaitement claire, c'est que leur esprit soumis à la pression de l'idéologie de la classe dominante serait devenu particulièrement malsain ou tordu. Au regard de la confusion générale qui règne en France, gageons qu'il s'en trouvera, ce qui est inévitable et nous laisse indifférent.

Pour terminer cette présentation, alors que Hollande et ses ministres ne cessent de clamer sur tous les tons qu'ils sont les champions de la lutte contre l'extrême droite, qu'elle représente un véritable danger, etc. les lecteurs pourront constater eux-mêmes qu'ils s'en accommodent très bien quand l'extrême droite est israélienne ou sioniste, mieux, qu'ils lui vouent un véritable culte et la soutiennent à fond.

- FRANÇOIS HOLLANDE, DÉSIGNÉ "HOMME D'ÉTAT MONDIAL" 2016 PAR UN RABBIN PRO-ISRAÉLIEN ET VA-T-EN-GUERRE.

Jeudi 26 mai, la presse française rapporte qu'une "fondation américaine" a décerné le prix de "l'homme d'État mondial" de l'année à François Hollande en raison de "son leadership dans la sauvegarde de la démocratie et de la liberté dans un moment d'attaques terroristes et pour sa contribution à la stabilité et la sécurité mondiales".

Un élément d'information est totalement ignoré ou passé sous silence par l'ensemble des médias traditionnels ayant rapporté cette information : depuis 1965, le président-fondateur de cette "fondation" est Arthur Schneier, un proche du criminel de guerre Henry Kissinger et un rabbin orthodoxe de la synagogue new-yorkaise de Park East qui cultive une étroite proximité avec l'oligarchie américano-sioniste et l'appareil d'État israélien.

Le 14 avril, il avait ainsi convié dans sa synagogue John Bolton, ex-ambassadeur américain et néoconservateur emblématique de la guerre en Irak, ainsi que le général israélien Yaron Rosen pour une conférence organisée par l'armée de l'air israélienne et relative -selon son titre digne de Benyamin Netanyahu- à la "lutte antiterroriste, depuis l'Iran jusqu'à Daech".

Le rabbin Schneier avait annoncé sur le programme sa "prière spéciale pour Israël". panamza.com

- Hollande "homme d'Etat de l'année" pour une fondation US, pas pour les Français - sputniknews.com

L'homme d'Etat de l'année 2016 est donc François Hollande, cet homme dont les trois quarts des sondés en France pensaient, au mois de mars dernier, qu'il ferait un mauvais président pour 2017.

La fondation interconfessionnelle new-yorkaise Appeal of Conscience (Fondation faisant appel à la conscience) vient de désigner le président français François Hollande "Homme d'Etat mondial" 2016 pour "son leadership dans la sauvegarde de la démocratie et de la liberté", rapporte la presse internationale.

"Ce prix honore les dirigeants qui soutiennent la paix et la liberté, par la promotion de la tolérance, de la dignité humaine et des droits de l'Homme, en défendant ces causes dans leur pays et en travaillant avec d'autres dirigeants mondiaux pour bâtir un avenir meilleur pour tous", lit-on dans le communiqué de la fondation.

Oubliées les journées de mobilisation en France, oubliée l'impopularité chronique du président de la République. François Hollande est "l'homme d'Etat mondial" de l'année 2016.

Quoi qu'il en soit, François Hollande n'est pas le premier président français à recevoir cette distinction. En 2008, Nicolas Sarkozy l'avait mérité. Il avait fait pour l'occasion un discours promouvant la paix interconfessionnelle.

La fondation Appeal of Conscience a été fondée en 1965 par le rabbin Arthur Schneier, survivant de la Shoah devenu, en 1962, rabbin de la Park East Synagogue de New York. sputniknews.com 27.05

- C'EST OFFICIEL : LA FRANCE CÉLÉBRERA ISRAËL "TOUTE L'ANNÉE 2018".

Vendredi 20 mai, le site de France Info rapporte qu'Audrey Azoulay, ministre de la Culture et de la Communication, accompagnera demain Manuel Valls en Israël -en présence du président du Crif ainsi que des réalisateurs ultra-sionistes Alexandre Arcady et Yvan Attal.

Détail à souligner : selon la radio publique, Azoulay "s'attelle aux préparatifs de l'année France-Israël. Ces échanges culturels croisés entre les deux pays s'étaleront sur toute l'année en 2018.

Destiné à "valoriser et renouveler l'image de notre pays comme celle du pays invité" ainsi qu'à "favoriser la connaissance et la compréhension mutuelles" selon le Quai d'Orsay, cet évènement (qui se tiendra à l'occasion des 70 ans du régime colonial et ségrégationniste de Tel Aviv) a été acté lors de la visite de François Hollande en Israël, fin 2013, au cours de laquelle le chef de l'État s'était déclaré prêt -comme l'avait révélé Panamza- à "entonner un chant d'amour pour Israël et pour ses dirigeants" panamza.com 20.05

- "JE SUIS LIÉ DE MANIÈRE ÉTERNELLE À LA COMMUNAUTÉ JUIVE ET À ISRAËL" : CETTE PHRASE DE VALLS VOUS CHOQUE ? VOUS FAITES PARTIE DE LA "FACHOSPHÈRE" SELON LE MONDE.

Samedi 21 mai, le site du quotidien Le Monde a publié un article intitulé "Manuel Valls, l'ami d'Israël, en visite à Tel-Aviv" et rédigé par le "journaliste politique" Bastien Bonnefous.

Extrait :

"En 2011, quelques mois après son mariage avec Anne Gravoin, Manuel Valls se déclare « par [sa] femme, lié de manière éternelle à la communauté juive et à Israël », lors d'une rencontre organisée par Radio Judaïca à Strasbourg. Une phrase qui depuis ne cesse d'alimenter les sites Internet complotistes et antisémites de la « fachosphère »".

Vous avez bien lu.

S'intéresser ou faire connaître autour de vous cette stupéfiante déclaration -révélée en septembre 2011 par l'auteur de ces lignes- vous assimile, selon le quotidien emblématique de la presse française, à un "complotiste antisémite" de la "fachosphère".

Rappel : Le Monde, dont la réaction est co-dirigée par Luc Bronner (un fervent défenseur de Charlie Hebdo) et Christophe Ayad (un journaliste pétrifié devant BHL), est financé par Pierre Bergé, mécène de la mouvance sioniste proche de BHL, et piloté par Louis Dreyfus (fils de Tony Dreyfus, un ex-député du groupe France-Israël et intime de Valls).

Détail à souligner : depuis 2015, les 8 sites du Groupe Le Monde (Le Monde, Télérama, Le Huffington Post, Courrier International, La Vie, L'Obs, Le Plus et Rue89) utilisent les services d'Outbrain, compagnie dirigée par Yaron Galai -un membre actif du complexe militaro-technologique israélien (via le Centre interdisciplinaire d'Herzliya, antenne du Mossad). panamza.com 25.05

- ALLAUD-BELKACEM «EXPRIME SON DÉSIR DE VISITER ISRAËL» AUPRÈS D'UN MINISTRE D'EXTRÊME DROITE.

Mercredi 1er juin, l'ambassade d'Israël en France a publié -via Twitter- une photographie représentant Ofir Akunis, ministre israélien des Sciences de passage à Paris, en compagnie de Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale -tout sourire.

Selon l'ambassade, Vallaud-Belkacem lui a fait connaître «son désir de visiter Israël».

Précision : membre du gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël, Akunis -issu lui-même de la frange droitiste du parti nationaliste Likoud- s'était vanté à la Knesset d'être, si besoin, le «dernier homme sur Terre» à s'opposer totalement à la création d'un État palestinien {<https://youtu.be/kkGMWU0V3II>}.

Akunis s'est également distingué en prenant la défense d'Elor Azria, ce Franco-Israélien engagé dans l'armée israélienne qui avait froidement exécuté un assaillant palestinien blessé et gisant au sol..

Rappel : le 16 mars 2015, à la veille des élections départementales, Vallaud-Belkacem, ministre chouchoutée par Valls et récemment décorée par la franc-maçonnerie, avait présenté le Front national, incarnation emblématique de l'extrême droite française, comme "le parti de la haine" {<https://youtu.be/zi8VmNi8LCM>}.

À souligner : contrairement à l'ambassade israélienne, Vallaud-Belkacem n'a fait aucun communiqué sur son compte Twitter ou sur le site du ministère à propos de sa rencontre visiblement chaleureuse avec un ministre israélien d'extrême droite. panamza.com

- SPONSORISÉ PAR VALLAUD-BELKACEM, THOMAS HUCHON VEUT REMPLACER LES "THÉORIES DU COMLOT" PAR DES "CONTENUS VERTUEUX".

Vendredi 20 mai, la chaîne Public Sénat a diffusé un débat (sans contradicteur) à propos de "la haine sur le net".

Invités : Sacha Reingewirtz, président de l'Union (ultra-sioniste) des étudiants juifs de France + Thomas Huchon, porte-parole médiatique de Spicée, "fils de" (Jean-Paul Huchon, ex-président PS du Conseil régional d'Île-de-France) et lauréat d'un prix bidon remis par Caroline Fourest.

Invité (pour la 2ème fois en 3 mois) et interrogé de manière complaisante par l'animatrice Caroline Deschamps, Huchon a "lancé un appel" aux "géants du net" (Google, Facebook, Twitter) afin qu'ils remplacent -dans leurs choix aléatoires proposés aux internautes- les "théories du complot" par des "contenus vertueux" {<https://youtu.be/RAJQx19Cz1Y>}.

Précision : salarié d'un site promu par la ministre de l'Éducation nationale et financé par le milliardaire (et ex-gérant de peep-show) Xavier Niel, Huchon s'est vanté au cours de l'émission d'avoir pu se rendre dans "21 lycées depuis janvier" afin d'y effectuer des ateliers "pédagogiques" contre le "conspirationnisme sur internet". panamza.com

- DÎNER AU CRIF ET INTERVIEWER TENDREMENT SON PRÉSIDENT : LE CAS WENDY BOUCHARD, JOURNALISTE-FAN D'ISRAËL.

Samedi 21 mai, la radio Europe 1 a diffusé un entretien particulièrement mielleux et déférent de Roger Cukierman, président ultra-sioniste et islamophobe du Conseil représentatif des institutions juives de France qui accompagne dès aujourd'hui Manuel Valls en Israël.

L'intervieweuse : Wendy Bouchard, 35 ans, présentatrice vedette de Zone Interdite (M6), future animatrice d'une émission culturelle sur la chaîne publique France 3, conférencière de l'association "Les Amis du Crif", participante du dernier dîner du Crif, fan du comploteur d'État Shimon Peres et chantre d'Israël- ce "pays magnifique".

Rappel : Europe 1 a été co-fondé par le Franco-Israélien Jean Frydman, ami du criminel de guerre Ehud Barak. Son directeur général est le pro-israélien Fabien Namias. panamza.com21.05

- "ILS SONT PARTOUT" : VALLS, CAZENEUVE, LANG ET CHALGHOUMI ONT DÉJÀ VU LE FILM D'YVAN ATTAL.

Jeudi 19 mai, au cinéma Gaumont Opéra de Paris, le réalisateur ultra-sioniste Yvan Attal a projeté en avant-première (13 jours avant sa sortie nationale) son film intitulé "Ils sont partout", produit par Thomas Langmann, soutenu par Canal + et consacré à "l'antisémitisme" en France.

Étaient présents dans les premières rangées : le Premier ministre et son épouse Anne Gravoin, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve et son épouse Véronique Cazeneuve, le président de l'Institut du monde arabe Jack Lang et "l'imam" Hassen Chalghoumi.

À la droite de Manuel Valls étaient assis Karen Taïeb, élue PS, et son mari Gil Taïeb, vice-président du Crif et fondateur d'une association dénommée "Pour le bien-être du soldat israélien".

Précision : lors d'un entretien diffusé en juin 2015 par la chaîne israélienne i24news, Yvan Attal a fait savoir qu'il avait été "encouragé" par Manuel Valls pour faire son film {<https://youtu.be/SuWqIB-o0uo?t=9m36s>}.

Le Premier ministre sera d'ailleurs accompagné par Attal -un natif de Tel Aviv- lors de sa visite en Israël, du 21 au 24 mai.

À souligner :

- le 4 avril, Le Monde a publié une tribune de personnalités qui ont soutenu la tenue d'un colloque islamophobe dénommé "Le Sursaut" et organisé à Paris par la nébuleuse du sionisme international. Parmi les signataires : Yvan Attal .

- ce vendredi 20 mai, Attal a déclaré au micro d'Europe 1 qu'il avait été traité de "sale juif" durant le tournage "en banlieue". Il a également tenu à préciser qu'il s'agissait d'un individu s'exprimant "en arabe" panamza.com 20.05

- LA FARCE CONTINUE : HASSEN CHALGHOUMI REÇOIT LA "MÉDAILLE DU COURAGE" À BEVERLY HILLS.

Lundi 18 avril, The Hollywood Reporter rapportait la tenue du "principal rassemblement annuel de la communauté juive de Los Angeles" au Beverly Hilton, hôtel 4 étoiles situé dans la banlieue cossue de Beverly Hills.

Maître de cérémonie : le Centre Simon Wiesenthal, organisation ultra-sioniste californienne qui avait notamment -le 27 septembre 2012- visité et salué Manuel Valls pour sa "défense de la communauté juive française".

À l'honneur de cette soirée qui a réuni le gratin d'Hollywood et des décideurs politiques locaux : Hassen Chalghoumi, président autoproclamé de "la Conférence des imams de France" (coquille vide lancée en 2009 par son ami extrémiste israélien Sammy Ghozlan).

Chalghoumi a ainsi reçu la "médaille du courage" en raison de sa "promotion du dialogue interreligieux". panamza.com 21.05

- EUROVISION : AMIR A COLLABORÉ AVEC LE KKL, ORGANISATION ISRAÉLIENNE ACCUSÉE DE "NETTOYAGE ETHNIQUE".

Le 4 mai, Panamza avait révélé que le chanteur franco-israélien Amir Haddad avait été "validé" par Delphine Ernotte, PDG de France Télévisions, pour représenter la France au concours de l'Eurovision qui se tiendra le samedi 14 mai {<https://youtu.be/boYQovCybYQ>}.

Amir sera d'ailleurs en concurrence avec un autre Israélien, venu représenter officiellement le régime colonial de Tel Aviv et dénommé Hovi Star {<https://youtu.be/SpWKfcjXcp0>}.

Un élément d'information biographique à propos d'Amir n'est jamais rapporté par la presse traditionnelle française : fervent interprète de l'hymne israélien, il avait accepté -en mai 2014- de participer à un concert parisien dédié à la célébration des 66 ans d'Israël et organisé par le KKL {<https://vimeo.com/91936991>; <https://youtu.be/Vr9lsgq4HAc>}.

Partenaire du gouvernement Netanyahu, cette organisation ultra-sioniste est régulièrement accusée -notamment par des associations juives indépendantes des réseaux communautaires- de pratiquer le "nettoyage ethnique" à l'encontre des Palestiniens en leur expropriant des terres dont l'usage ultérieur sera interdit aux non-juifs panamza.com13.05

- LE FESTIVAL DE CANNES DÉROULE LE TAPIS ROUGE À MIRI REGEV, MINISTRE ISRAÉLIENNE

D'EXTRÊME DROITE.

Elle a été porte-parole de l'armée israélienne.

Elle a été chargée de la communication du gouvernement d'Ariel Sharon.

Elle a comparé les immigrants soudanais à un "cancer dans notre corps".

Elle est favorable à la destruction des maisons familiales des "terroristes" palestiniens.

Elle menace de couper les budgets des institutions culturelles qui ne seraient pas "loyales" envers Israël et "respectueuses" de son image.

Miri Regev, ministre de la Culture et membre du Likoud, a monté les marches du Palais de Cannes, dimanche 15 mai, en compagnie du maire LR David Lisnard (à sa droite) et de Pierre Lescure, président du Festival.

Détail complémentaire à souligner : le site Geopolis du groupe France Télévisions rapporte que "le drapeau d'Israël flotte, pour la première fois, au village international du Festival de Cannes". Le motif : l'installation d'un pavillon dédié au cinéma israélien et inauguré par Miri Regev. panamza.com 17.5

- TEL AVIV SUR CANNES : BHL INVITÉ IN EXTREMIS DANS LA SÉLECTION OFFICIELLE.

Lundi 16 mai, à 13h, le Festival de Cannes a publié un communiqué relatif à la "projection de dernière minute" en sélection officielle d'un documentaire qui sortira au cinéma le 8 juin : "Peshmerga", réalisé par Bernard-Henri Lévy, un militant ultra-sioniste qui a récemment participé à une levée de fonds pour l'armée israélienne panamza.com

- COMING OUT : ZEMMOUR ARBORE UNE KIPPA DANS UNE ANTENNE DE L'ARMÉE ISRAÉLIENNE.

Mercredi 1er juin, le polémiste Éric Zemmour a donné une conférence intitulée "Qu'est-ce qu'être Français et juif?".

Le lieu : la Grande synagogue de la Victoire, établissement religieux qui sert -comme l'avait révélé Panamza en mai 2014- de base de recrutement pour l'armée israélienne.

La nouveauté : pour la première fois en public et devant des caméras, Zemmour, âgé de 57 ans, arbore une kippa, couvre-chef qu'il avait pourtant qualifié -le 14 janvier, sur RTL- de "selfie religieux" (<https://youtu.be/TAMAsr9yV9k>).

Rappel : adulé par la droite identitaire française (FN, Fdesouche, etc), Zemmour avait déclaré -le 28 février, sur BFM TV- que les Français musulmans devaient -quant à eux- "se détacher de l'islam" (<https://youtu.be/v0jL8ggksgE?t=10m47s>).

Pour en savoir plus sur le crypto-communautariste Éric Zemmour, consultez l'article de Panamza intitulé "Zemmour, cet admirateur d'Israël pour qui les Français musulmans sont des « colons »".

INFO-BONUS : l'un des fils d'Éric Zemmour, prénommé Thibault, a publié le 24 juillet 2015 sur son compte semi-public Facebook une photographie (à droite de l'image) le représentant avec sa petite amie, habillée en soldate de l'armée israélienne et munie - tout sourire- d'un fusil. panamza.com

- Condamné par la justice pour avoir qualifié Caroline Fourest de « désinformatrice »

Démystifier publiquement le pseudo-travail journalistique de Caroline Fourest peut vous faire sanctionner par un tribunal. Tel est mon cas.

Journaliste indépendant et fondateur du site d'investigation Panamza, j'ai été condamné aujourd'hui par la 17ème chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance de Paris.

Alignée sur la position du ministère public, la magistrate Fabienne Siredey-Garnier m'a déclaré « coupable du délit de diffamation » envers Caroline Fourest, suite à l'audience qui s'est tenue le 22 mars.

Rappel des faits : l'essayiste m'avait poursuivi pour l'avoir notamment qualifié de « désinformatrice » dans un article de février 2013 dans lequel je révélais son altération d'un témoignage relatif à l'arrestation -par la police américaine- d'agents du Mossad le 11 septembre 2001.

En dépit de mon "offre de preuve" (constituée par la lettre de Raphaël Berland, le témoin en question qui certifie que ses propos ont été modifiés et tronqués), la juge a préféré accréditer la version de Fourest : il s'agirait simplement, selon elle, d'une mauvaise retranscription commise par sa monteuse Laure Matthey. Celle-ci, dans sa lettre pourtant jugée irrecevable car remise hors-délai, assure avoir elle-même commis cette « erreur » en raison des propos « confus » et « inaudibles » de Berland.

Cerise sur le gâteau : dans la copie du jugement qui m'a été adressée par mon avocate Isabelle Coutant-Peyre, il est précisé que « les propos poursuivis » et jugés litigieux par Fourest ("désinformatrice, menteuse, fraude journalistique, trucage") ne « reposent pas sur une base factuelle suffisante ».

Vous avez bien lu.

Malgré les nombreuses et flagrantes contre-vérités formulées par Fourest tout au long de sa carrière et citées en audience à titre d'illustration complémentaire, le tribunal a néanmoins estimé que j'avais porté « atteinte à son honneur et à sa considération ». panamza.com 31.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne

- Grande-Bretagne : le Brexit annoncé par les sondages - euronews.com

Les sondages révèlent un tournant marquant, puisque désormais 52% des électeurs disent oui au divorce, contre 48% qui veulent rester dans l'UE.

Si la classe ouvrière est la plus europhobe, les jeunes au contraire sont les plus europhiles : trois quart des moins de 25 ans sont opposés au Brexit...

La participation générale devrait avoisiner les 60%, toujours selon les sondages. euronews.com 02.06

Turquie. Le führer s'emporte.

- Fureur turque après la reconnaissance du génocide arménien par les députés allemands - AFP La Turquie a réagi avec colère jeudi à l'adoption à la quasi-unanimité par les députés allemands d'une résolution qui reconnaît le génocide arménien, rappelant son ambassadeur à Berlin et menaçant d'une riposte en pleine crise migratoire. AFP 02.06

Yémen. Le massacre oublié.

- Guerre au Yémen: l'ONU épingle la coalition arabe pour les morts d'enfants - AFP

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a placé jeudi la coalition arabe menée par l'Arabie saoudite sur sa liste noire des pays violant les droits des enfants, l'accusant de la mort de centaines de mineurs au Yémen. AFP 02.06

Venezuela. Opération déstabilisation-destitution.

- Venezuela : «Nous avons faim» scandent les manifestants devant la présidence

Une réunion cruciale pour l'organisation du référendum révocatoire contre le président a été annulée par les autorités chavistes qui font tout pour retarder son organisation. Les manifestations spontanées pour protester contre les pénuries de nourriture se multiplient à travers le pays. LeFigaro.fr 02.06

ECONOMIE

L'Arabie saoudite. Les féodaux adoptent l'ubérisation.

- L'Arabie saoudite investit 3,5 milliards de dollars dans Uber - AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 7 juin 2016

CAUSERIE

Apparemment le POID ne dit plus dehors Hollande, et la lettre de son organisation de jeunesse adressée à Hollande a été abandonnée. Je me réfère aux maigres documents que j'ai trouvés dernièrement sur le Net, dont la "news letter" de mai de Jeunesse révolution, et l'Appel du POID à une conférence nationale de travailleurs et de jeunes.

Je ne reçois plus Informations ouvrières du POI, le camarade qui me l'envoyait n'est plus abonné.

La confrontation des idées impossible.

Nous sommes une insignifiante minorité parmi l'infime minorité des militants ouvriers qui luttons pour renverser le régime capitaliste, à avoir intégré dans notre analyse de la situation à la fois la crise du capitalisme, la lutte des classes, les enseignements du marxisme ou le socialisme, et le mondialisme ou la stratégie politique néolibérale qui en est la négation, de sorte que chaque événement qu'on aura à interpréter s'intégrera dans l'orientation actuelle de la société ou sera le plus conforme possible à la réalité, ensuite et ensuite seulement en fonction de son importance et des outils théoriques à notre disposition, on évaluera en quoi et dans quelle direction il serait susceptible d'en modifier le cours.

Voilà qui nous vaut bien des inimitiés, calomnies, insultes et j'en passe.

Vous avouerez que cette démarche n'a rien à voir avec je ne sais quel a priori sujet à une déviation d'ordre mégalomane ou aventurière, accusation dont nous faisons souvent l'objet de la part de ceux qui refusent ou sont incapables pour différentes raisons de prendre en compte l'ensemble des facteurs cités plus haut et les rapports qu'ils entretiennent.

Parmi nos procureurs, nous distinguerons les éléments appartenant au mouvement ouvrier et les intellectuels oeuvrant à sa marge.

Les premiers ignorent le mondialisme ou la stratégie politique néolibérale et nous reprochent d'y faire référence, les seconds, la lutte des classes, les enseignements du marxisme ou le socialisme, parce qu'ils dénie à la classe ouvrière la capacité de décider de son propre sort et de l'orientation de la société qui devraient leur revenir au côté de la classe des capitalistes puisqu'ils estiment qu'elle n'aurait pas encore épuisé le rôle historique qu'elle devait remplir au cours du développement de la civilisation humaine.

Partant de là, on se fait pour ainsi dire que des adversaires ou des ennemis et très peu d'amis.

Les uns et les autres refusent obstinément d'examiner nos arguments ou évitent soigneusement toute confrontation d'idées, ils ne cherchent pas à mieux comprendre la situation parce qu'ils estiment l'avoir comprise une fois pour toute un point c'est tout, en y mettant parfois les formes hypocritement, histoire qu'on ne les accuse pas de refuser toute discussion, qui en réalité tourne pratiquement toujours au monologue ou à la confrontation violente d'où rien ne sortira.

J'ai adressé un courriel au portail suisse francophone Arrêt sur Info, il figure intégralement dans la causerie du 3 mai. J'ai reçu une réponse de sa responsable qui a évité soigneusement de reprendre les éléments que j'avais exposés :

Merci de votre feed back

Je crois que lorsqu'il affirme que les mouvements révolutionnaires socialistes, marxistes, trotskistes et autres, ont pour origine le messianisme kabbalistique il se réfère à des sources dont le spécialiste de ces mouvements : Mochaël Lowy

Bien à vous

Silvia Cattori

Journaliste indépendante

Arrêt sur Info

Voilà un exemple qui confirme de manière éclatante ce que nous avançons. Pour éviter de répondre à une question un peu trop précise, il reste le hors sujet.

En lisant ce courriel on pourrait penser que j'aurais fait référence au "messianisme kabbalistique", or nullement, son contenu abordait un tout autre sujet purement politique qui n'apparaît nulle part dans la réponse de madame Cattori, qui visiblement n'a pas souhaité répondre aux questions politiques précises que j'avais soulevées. Notamment celle relative à un article qu'elle a publié dans son portail, et dans lequel son auteur s'était livré à un anticommunisme primaire à l'aide d'un amalgame ordurier entre le communisme et le stalinisme, présentant des staliniens assumés pour des "marxo-trotskistes" adeptes du "marxo-bolchévisme", ensuite quant au refus des intellectuels de rompre avec le régime capitaliste pour l'affronter, ce qui les condamne à l'impuissance ou les conduit fatalement à s'y soumettre. En rédigeant ces lignes, je pensais à haute voix à tous les intellectuels dont Silvia Cattori publie les articles, ainsi que les siens.

Ceci explique sans doute cela.

On se demandera qu'est-ce que vient faire ici le "messianisme kabbalistique", qu'est-ce que viendrait faire une interprétation archaïque, métaphysique et ésotérique de l'univers dans la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire profondément influencée par le marxisme ou le matérialisme dialectique, et pourquoi nous renvoyer à Michaël Lowy, descendant d'immigrés juifs de Vienne (Wikipédia) qui était lié à la LCR, membre d'ATTAC et de la Fondation Copernic, un think-tank du PS auquel le NPA s'est associé lors de différentes campagnes, aux Forums sociaux mondiaux, etc. sinon que cette association est le produit d'une obsession quasi-névrotique, malsaine ou nauséabonde qui tend à ramener tout sujet ou toute discussion aux juifs et à leur histoire, ce qui n'a absolument rien à voir avec le plan sur lequel j'avais situé mon courriel, celui de la lutte des classes.

En fait, Silvia Cattori n'a pas répondu à mon courriel, elle s'est bornée à citer Youssef Hindi, pour lequel il n'y avait *"Rien d'étonnant à voir ces athées marxo-trotskistes passer au messianisme religieux lorsque l'on sait que ces mouvements révolutionnaires des XIXe et XXe siècles trouvent leurs sources dans le messianisme kabbalistique."*, alors que Marx et Engels devaient rompre avec la métaphysique, la religion et la philosophie, dont les théories ou les systèmes reposaient essentiellement sur des spéculations, des révélations, y compris le socialisme utopique ou préscientifique imbibé de ces croyances, pour adopter le matérialisme dialectique reposant uniquement sur des faits matériels ou objectifs pour interpréter la nature, le monde et l'univers.

[En famille à gauche. L'espoir dans le FMI fait vivre.](#)

- « Le néolibéralisme a-t-il été surestimé ? » se demande le FMI. - Coralie Delaume - Le Grand Soir 06.06

Extraits.

- Au lieu de relancer l'activité, certaines politiques néolibérales ont accru les inégalités, compromettant en retour la croissance durable de l'économie. (On aura apprécié "certaines", ce qui signifie que certaines politiques néolibérales ont contribué à réduire les inégalités... dans un pays ou sur un continent pour les renforcer ailleurs, peu importe... - LVOG)

- Il y a certes eu des éléments positifs dans l'explosion néolibérale. (S'ils le disent ! - LVOG) L'expansion du commerce mondial a sorti des millions de personnes d'une pauvreté abjecte. (De pauvres et libres ou sans travailler, ils sont désormais endettés jusqu'au cou et esclaves du marché tout en étant toujours aussi pauvres, puisque ce qu'ils reçoivent d'une main, ils le reversent de l'autre. En vivant en Inde je peux l'observer quotidiennement. - LVOG)

- En somme, les avantages des politiques néolibérales semblent avoir été quelque peu exagérés. (Non, en êtes-vous vraiment certain ? - LVOG)

- Ce qui précède suggère la nécessité de nuancer les bienfaits du néolibéralisme (Crescendo ils vont finir par l'adorer. Ah ces staliniens ! - LVOG). Le FMI, qui supervise le système monétaire international, a été à l'avant-garde de ce réexamen. (Faites-lui confiance. - LVOG)

- L'avis du FMI a également changé sur la libéralisation des capitaux – on est passé d'une hostilité initiale aux contrôles à une meilleure acceptation des contrôles pour faire face à la volatilité des flux de capitaux. (Et qui supervise ces "contrôles" ? Les Américains et leurs alliés pour être sûrs que ces capitaux ne leur feront pas de l'ombre ou en tirer profit. - LVOG)

- Les décideurs politiques et les institutions qui les conseillent comme le FMI, doivent être guidés non par l'idéologie, mais par les preuves tangibles de ce qui fonctionne réellement. (Ben voyons, selon leurs critères. Pour un peu elle voudrait nous faire croire qu'ils pourraient être "guidés" par les besoins des peuples. - LVOG)

Cet article publié par Le Grand Soir cautionne le FMI, abjecte.

L'éclectisme de Slate est un exercice de démagogie.

Charité bien ordonnée commence par soi-même.

A en croire le titre et le contenu de l'article rédigé par Slate.fr, L'esclavage ne recule pas dans le monde... au contraire, on pourrait croire qu'on serait en présence de gens particulièrement généreux, remplis de bonnes intentions envers l'humanité toute entière, particulièrement des déshérités en soutenant le combat contre l'esclavage engagé par des philanthropes totalement désintéressés ou animés par une morale supérieure au point que Slate nous invite à les prendre pour modèle ou à les aimer.

Or, il s'avère que la réalité est tout autre, car ces apparences flatteuses sont uniquement destinées à tromper la population pour qu'elle soutienne ces braves philanthropes qui se livrent par ailleurs à des activités d'une toute autre nature et inavouables, finalement leur entreprise philanthropique leur sert uniquement de caution morale à des activités destinées à accroître leur fortune et leur pouvoir au détriment de tous les peuples en recourant à des méthodes des plus cyniques, mafieuses et criminelles, mais légales puisque ce sont eux aussi qui dictent leurs lois aux gouvernants.

Bref, tandis qu'ils affament une partie de la population ou la maintiennent dans un état de sous-développement, ils prétendent voler à son secours ou oeuvrer à son bien-être.

Pour que l'imposture soit parfaite, il faut que les liens qui existent entre ces deux types d'activités, l'une consistant à amasser une fortune colossale en répandant la misère à travers le monde, et l'autre consistant à venir en aide aux plus déshérités, il faut que ces liens soient les plus dilués possibles, de sorte que le citoyen lambda ne puisse le soupçonner ou remonter à la source de leurs véritables intentions qui sont inavouables.

Ce sont ces liens que nous allons nous attacher à rétablir ici. Une fois que nous en serons venu à bout, nous expliquerons pourquoi nous nous sommes attardés sur cet aspect de la propagande officielle de l'oligarchie.

- L'esclavage ne recule pas dans le monde... au contraire par Slate.fr 04.06

L'esclavage a augmenté dans le monde de près de 30% depuis 2014. C'est la conclusion effrayante de l'étude annuelle sur l'esclavage publiée par l'Association australienne de défense des droits de l'homme, Walk Free Foundation. 04.06

L'ONG Walk Free Foundation a été fondée par Andrew et Nicola Forrest.

Qui est Andrew et Nicola Forrest ?

Ami de Rupert Murdoch, avec une fortune estimée à 2.83 milliards de dollars en 2015, selon le magazine australien BRW, il fait partie des 10 Australiens les plus riches. Précédemment sa fortune dépassait les 9 milliards de dollars. Encouragé par Rockefeller, Warren Buffett, Melinda et Bill Gates, il fonda une ONG dès 2001, l'Australian Children's Trust,

Walk Free Foundation fait partie de la Freedom Fund qui fut fondée en 2013 sous les auspices de Bill Clinton alors Président des Etats-Unis.

Qu'est-ce que la Freedom Fund ?

Basée à Londres, officiellement elle a pour mission de combattre l'esclavage à travers le monde. Son Président est Nick Grono.

Qui est Nick Grono ?

Nick Grono a été président de l'International Crisis Group basée à Bruxelles et de la Walk Free Foundation.

Qu'est ce que l'International Crisis Group ?

Une ONG internationale créée en 1995 dans la foulée d'une réunion qui avait eu lieu en janvier 1993 entre l'ex-secrétaire d'Etat américain sous George H. W. Bush, Morton I. Abramowitz, et le président d'une officine de la CIA, la Carnegie Endowment for International Peace et futur vice-président de la Banque mondiale, Mark Malloch Brown.

Notons que Morton I. Abramowitz qui fut ambassadeur sous Reagan et Carter, est également directeur d'une autre officine de la CIA, la NED (National Endowment for Democracy).

Les pays visés par la Walk Free Foundation.

L'Inde, la Corée du nord, la Chine, le Pakistan, la Syrie, l'Iran, l'Erythrée, la Guinée Equatoriale, l'Irak, le Yémen et les Territoires palestiniens.

Chacun aura compris que l'aspect humanitaire de cette ONG sert de couverture à une entreprise financière et politique destinée : soit à faciliter l'implantation de multinationales américaines dans certains pays (Monsanto et ses OGM par exemple), soit à destabiliser certains Etats ou à influencer leur politique pour le compte de l'oligarchie financière qui a pris le pouvoir aux Etats-Unis.

Bien entendu les médias occidentaux se bornent à présenter ces ONG sous un angle avantageux. Et quand bien même leur prétendue vocation (Santé, hygiène, éducation, agriculture, etc.) s'inscrirait en totale contradiction avec celle des multinationales auxquelles elles sont liées ou qui les financent, par exemple la fondation Gates et Monsanto ou Mcdonnell Douglas (armement), ils s'arrangeront toujours pour qu'au bout du compte les aspects en apparence positifs de leurs actions l'emportent afin que la population y adhère, partant du principe que personne ne souhaiterait qu'un enfant soit victime d'esclavage ou meure de faim quels que soient les moyens employés pour éradiquer ces fléaux et sur lesquels personne ne s'attardera, ce qui contribuera à perpétuer ces fléaux, voire à les étendre à une population encore plus nombreuses, pendant que ces généreux philanthropes augmenteront encore leur fortune et leur pouvoir politique, leur pouvoir de nuisance sur le monde.

C'est ainsi qu'il s'en trouve pour soutenir la culture des OGM car cela permet de lutter contre la faim dans le monde, les campagnes de vaccination en Afrique organisées par la fondation Gates car cela permet de sauver des millions d'enfants, etc. Quant aux conséquences de ces actions qui ne sont jamais désintéressées sur le plan financier ou politique, du moment qu'elles servent à sauver des vies, on ne cherchera pas à savoir, ni dans quelle condition ni à quelle condition, ni encore moins à quoi elles peuvent servir par ailleurs.

En politique, on a assisté au même phénomène (inconscient) depuis l'après-guerre, en réalité depuis bien plus longtemps, se bornant à se satisfaire du présent et des apparences sans chercher plus loin, du moment que le capitalisme était présenté comme à l'origine du progrès social ou que la lutte des classes permettait d'obtenir une amélioration de la condition ouvrière, pourquoi s'en faire, pourquoi envisager l'abolition du capitalisme, pourquoi aurions-nous dû combattre dans cette perspective politique puisque le capitalisme et la lutte des classes pourvoient à nos besoins, il n'y avait aucune raison que cela cesse un jour, et pourtant !

Bill Gates et ses amis milliardaires actionnaires de Monsanto lutte avec leurs fondations philanthropiques contre l'esclavage et la faim... que Monsanto s'emploie à répandre, conduisant des milliers d'agriculteurs au suicide ou à vendre leurs terres pour finir réfugiés dans un bidonville d'une mégalopole.

C'est exactement le même processus décrit au paragraphe précédent avec les mêmes tragédies.

Je sais que parmi nous il y en a qui vantent les vertus des OGM et du réformisme sans se poser davantage de questions, qui croient par ignorance aux vertus du présent parce qu'il est généreux envers eux, car il faut bien dire à un moment donné les choses telles qu'elles sont. On se demandera s'ils ont enfin compris que cela ne durera pas indéfiniment ou quand ils en prendront réellement conscience, disons avant qu'il ne soit trop tard, comme c'est déjà le cas pour des millions et millions de travailleurs en France, davantage encore à travers le monde, ce dont apparemment ils ne se sont jamais vraiment souciés, hormis peut-être en parole, nous leur accordons, mais aujourd'hui cela ne suffit plus, nous leur disons que cela dépasse les bornes de l'indécence et qu'il y a urgence à ce qu'ils revoient leur copie ou balancent leurs vérités dans la première fosse commune venue, avant que l'odeur de charnier qui s'en dégage les emporte également.

Gates le grand seigneur au grand coeur aussi respire la mort à plein nez, il a cela en commun avec ceux qui croient encore au réformisme ou qui refusent obstinément d'envisager l'abolition du capitalisme parce qu'ils y trouvent leurs intérêts.

[Elections présidentielles et législatives. Au fil du temps c'est devenu "un piège à cons". Pourquoi, comment, dans quel but ? Suivez le guide.](#)

Norman Montagu, gouverneur de la Banque d'Angleterre, s'adressant à l'association des Banquiers des États-Unis, à New York en 1924, vous fournit le mode d'emploi qu'ils n'ont cessé depuis d'affiner.

- « Le capital doit se protéger par tous les moyens possibles, à la fois par la combinaison et la législation. Les dettes doivent être collectées, les hypothèques saisies le plus rapidement possible. Lorsque, en vertu de la loi, les gens perdront leurs maisons, ils deviendront plus dociles et plus faciles à gouverner grâce au bras fort du gouvernement mis en œuvre par un pouvoir central de la richesse sous le contrôle de grands financiers. Ces vérités sont bien connues parmi nos principaux hommes qui sont maintenant engagés dans la formation d'un impérialisme pour gouverner le monde. En divisant les électeurs par le système des partis politiques, nous pouvons les amener à dépenser leur énergie en se battant pour des questions sans importance. C'est donc par l'action discrète que nous pouvons obtenir pour nous-mêmes ce qui a été si bien planifié et ainsi accompli avec succès. »

Tous les moyens sont bons, "combinaison" et "action discrète", mais aussi "largesses" destinées à l'aristocratie ouvrière, à l'élite intellectuels au service du régime, pour parvenir à leurs fins ou faire en sorte que ceux qui n'ont aucun intérêt à la survie du régime le soutiennent ou s'abstiennent de le combattre par ignorance, cette précision a été fournie par John Sherman à New York le 25 juin 1863 dans un communiqué aux associés de Rothschild Brothers of London :

- « Les rares personnes qui comprendront le système seront soit intéressé par ses profits, soit si dépendants de ses largesses qu'il n'y aura pas d'opposition à craindre de cette classe-là. La grande masse des gens, mentalement incapables de comprendre l'immense avantage retiré du système par le capital, porteront leur fardeau sans se plaindre et peut-être sans même remarquer que le système ne sert aucunement leurs intérêts. »

Comme quoi notre ennemi ne s'embarrasse pas de fioritures pour dire ce qu'il pense et imposer sa politique, ce qui de notre côté nous vaudra d'être cloué au pilori par ceux qui au lieu de s'en tenir à ce qui pourrait nous rassembler, s'emploient à mettre en avant ce qui nous divise, ce qui a le don de nous réduire à l'impuissance.

On nous rétorquera que mettre en avant des positions radicales divisent plus qu'elles ne rassemblent, et que par conséquent nous serions mal placés pour tenir ce genre de discours. Autrement dit, il vaudrait mieux adopter des positions conciliatrices envers le capitalisme et ses institutions avant d'envisager d'aller plus loin ou la rupture. Sauf qu'on a pu observer que cela ne fonctionnait pas non plus ou que dans ce cas-là, la rupture avec le capitalisme était renvoyée aux calendes grecques, car la conciliation avec le capitalisme aboutissait systématiquement à la soumission ou à la capitulation devant l'ordre établi qu'il n'était plus question de renverser.

Donc cet argument, qui a été démenti par les faits, ne tient pas ou il est malhonnête, par conséquent nous n'avons aucune raison de modifier nos positions ou de changer de stratégie. Par contre on doit se demander pourquoi elles demeurent incomprises ou pourquoi nous ne parvenons pas à les faire partager par un plus grand nombre de militants et de travailleurs.

On peut répondre qu'elles n'ont été reprises par aucun parti ouvrier, puisque tous ont opté à des degrés divers pour la conciliation avec des représentants du régime et ses institutions, et que c'est peut-être là l'origine du problème que nous avons à résoudre.

Il semble évident que plus on adopte des positions tranchées ou radicales, plus il faut les expliquer aux militants et aux travailleurs pour ne pas les effrayer ou passer pour de furieux ou dangereux extrémistes, il ne faut pas seulement justifier pourquoi on les a adoptées, il faut surtout expliquer pourquoi la politique adoptée par les représentants du capitalisme s'inscrit dans le cadre du développement du capitalisme ou elle en est le produit inévitable, signifiant par là que le capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme ne peut plus participer au progrès social, ne peut plus survivre sans s'attaquer brutalement aux droits ou acquis sociaux qu'il avait dû concéder aux travailleurs au cours du siècle précédent sur fond de lutte des classes, qu'il n'existe pour lui aucune autre alternative, aucune autre politique possible, sauf à menacer lui-même sa propre existence ou à disparaître, ce qui n'advientra jamais de lui-même, d'où la nécessité pour les masses laborieuses de s'organiser, de se soulever pour prendre le pouvoir politique afin de le renverser ou l'abolir.

On a dit que le passage au socialisme était une nécessité historique et c'est rigoureusement exact, encore faut-il expliquer en quoi elle consiste, de quel processus dialectique elle est la conclusion ou comment on est parvenu à cette conclusion. Sinon, cela pourrait laisser penser qu'elle serait le produit d'a priori, d'idées préconçues fabriquées, de frustrations mal assumées ou d'intérêts obscurs, etc. qui auraient germé dans la tête de militants conditionnés par une théorie ou une doctrine partisane, dont il serait préférable de se détourner ou à laquelle il serait souhaitable de ne pas prêter attention pour ne pas se retrouver soi-même contaminé, alors qu'elle est la conclusion de travaux scientifiques auxquels se réfèrent encore les représentants du capitalisme, parce que les faits et le cours du capitalisme de la seconde moitié du XIXe siècle à nos jours n'ont cessé d'en confirmer la validité, la cohérence, le sérieux, et qu'il n'existait pas d'autre interprétation pour expliquer comment et pourquoi l'évolution du capitalisme et sa survie devait conduire infailliblement au chaos, à la guerre, à la barbarie... ou au socialisme.

Les capitalistes ne retiennent que le premier scénario et c'est bien naturel, celui qui se déroule sous nos yeux, tandis que le mouvement ouvrier, trahi par la social-démocratie puis par le stalinisme qui en partagent le contrôle, a abandonné le second, le socialisme.

Partant de là, il faut comprendre qu'on ne pourra jamais renouer avec le socialisme sans se réapproprier les enseignements de la lutte de classe que nous ont légué les marxistes, les enseignements du Capital, de la Commune de Paris, de la révolution russe de 1917, en les adaptant au contexte actuel ou en tenant compte des profondes transformations qu'a subi la société et le monde depuis un siècle, sinon ce sera peine perdue et nous serons vaincus, la civilisation humaine qui n'aura plus rien de civilisée ou d'humaine sera condamnée à dépérir lentement ou violemment, mais sûrement.

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, ce ne sont pas les masses exploitées qui ne sont pas aptes à comprendre ce que nous venons d'évoquer, mais bien plutôt nous qui sommes incapables de leur tenir un discours adapté à leur niveau de connaissance ou de conscience que l'on confond avec leur état d'esprit, leur condition et la manière dont elles l'interprètent, pour les amener au socialisme, sachant que dans un premier temps, seuls parmi elles ses éléments les plus avancés ou les

plus conscients sont susceptibles d'y parvenir.

A force de vouloir concilier l'inconciliable, de s'abaisser au niveau du mouvement spontané des masses pour répondre à leurs besoins immédiats quitte à brader l'objectif du combat politique du mouvement ouvrier, on aura tout perdu et rien gagné en échange, on se retrouvera impuissant, anéanti, et vous aurez pu observer pour peu qu'on soit objectif, qu'on en prend bien le chemin.

On peut continuer dans cette voie suicidaire ou rompre avec elle.

[Si Le Monde et Libération offre généreusement une tribune au fakir, c'est qu'il ne présente absolument aucun danger pour le régime.](#)

- La « macronite ? » C'est « le socialisme dans sa phase terminale » par François Ruffin (Journaliste et cinéaste) - Le Monde 04.06

- Réponse à François Ruffin sur les accusations de censure par «Libération» - Liberation.fr

Le cinéaste et responsable du journal «Fakir», dont «Libération» publie une interview ce lundi, reproche au quotidien d'avoir passé à la trappe plusieurs questions.

Deux pleines pages sur ses propositions, son positionnement politique, sa stratégie. Deux pleines pages sur le fond. Enfin. C'était trop beau. Et tellement contraire à ce qu'il dénonce. Qui plus est quand le média qui l'accueille s'appelle Libération, ce journal qui «trahit». Dans une espèce de réflexe pavlovien, il fallait donc redresser la barre. Sauver la petite entreprise de dénonciation. S'ériger en victime. Mais sans aller - il ne faut pas pousser non plus - jusqu'à refuser la tribune, et l'appel en une du journal, que proposait ce média mainstream tant honni. Liberation.fr 06.06

- François Ruffin lance une campagne contre le vote PS - AFP

Le journaliste François Ruffin, à l'origine du mouvement Nuit debout et réalisateur de "Merci patron!", a annoncé à l'AFP le lancement mardi d'une campagne contre le vote PS, en raison de "l'absence de rébellion massive contre la loi travail" des parlementaires socialistes. AFP 06.06

Qu'est-ce que cela signifie ? Les "parlementaires socialistes", ceux qui sont en poste depuis juin 2012 ne seraient pas socialistes... Et alors ? En voilà une découverte ou un scoop. Parce qu'ils auraient dû l'être ? Pourquoi ? Et après ? Non, avant, car on ne peut pas comprendre le présent si on n'a pas compris le passé.

Or, ici le passé du PS passe à la trappe ou sera magnifié, un parti pris faussant toute analyse sérieuse sur son rôle de fossoyeur du socialisme depuis 1914. Analyse, qui, parce qu'elle ne remontera pas à l'origine de l'abandon du socialisme ou n'en tiendra pas compte, ne permettra pas de renouer avec le socialisme assimilé au réformisme. Réformisme qui entre temps a cédé la place au social-néolibéralisme qui demeure seul en lice, et qui, tout comme le réformisme ne peut se justifier qu'en s'en remettant au capitalisme, qui, parce qu'il demeure leur modèle économique et social ou leur horizon indépassable n'a nullement besoin de justification, par ce tour de passe-passe ces opposants au PS, ces réformistes peuvent ainsi se faire passer pour des progressistes et justifier leur soumission au capitalisme ou leur refus de rompre avec lui et la boucle est bouclée.

Le réformisme et ses variantes libérales ou néolibérales qui ont vu le jour plus tard ont les mêmes racines, et leurs représentants sont juste en concurrence pour savoir lesquels d'entre eux sont les mieux placés pour gérer la société pour le compte des capitalistes.

Dans le même registre.

- PCF: Laurent lance "un appel" aux socialistes excluant Hollande pour 2017 - AFP

Le secrétaire national du parti communiste Pierre Laurent, reconduit dimanche à son poste par le Congrès, a lancé un appel aux "électeurs socialistes": "Hollande ne peut pas être votre candidat" en 2017.

"Je lance à nouveau un appel à toutes les femmes et les hommes de gauche de ce pays, à tous les électeurs socialistes, à tous les socialistes, je leur dis: "rendez-vous à l'évidence, François Hollande ne peut pas être votre candidat, il ne peut plus être le nôtre, il ne peut plus être en 2017 le candidat qui fait gagner la gauche", a déclaré M. Laurent en clôture de quatre jours d'un Congrès qu'il a qualifié de "clair et offensif".

Signe d'une évolution du parti, M. Laurent est parvenu lors de son discours à faire applaudir le pape François, citant une de ses déclarations: "un Etat doit être laïque, les Etats confessionnels finissent mal".

Quelques minutes auparavant, M. Laurent, seul candidat, avait été réélu au poste de secrétaire national avec 81% des voix

(8% contre). Le patron du parti communiste depuis 2010 n'a pas fait le plein après les interrogations qui ont divisé le parti dans le choix de la stratégie pour 2017. AFP 06.06

Comme au PS, le PCF est devenu un parti d'affairistes, c'est la seule chose qui les intéresse.

Comment être à la fois de gauche et un "anti-communiste radical" ?

Cela ne s'invente pas. Emmanuel Todd est la caricature poussée à l'extrême de l'imposture qui a consisté à considérer de gauche le PS ou tout parti qui prétendait parler au nom des "classes populaires" ou du socialisme, alors qu'ils y étaient totalement étrangers ou les combattaient en réalité. Il est le produit achevé de cette supercherie, dont manifestement il ne comprend pas ou il ne peut pas comprendre l'origine étant corrompu lui-même par l'idéologie de la classe dominante. Il le fit lui-même quand il déclare "je n'ai pas trouvé la solution" au "blocage du système".

Emmanuel Todd fait partie de ces intellectuels qui doivent leur statut social au régime, qui brassent du vent sur un ton assuré et qui finalement ne comprend pas grand chose à la situation, là également il le dit lui-même quand il affirme que "le parti socialiste, pour des raisons mystérieuses, se comporte comme un parti de droite", alors qu'il n'y a absolument rien de mystérieux dans la mue néolibérale du PS, qui n'a fait que confirmer qu'il était un parti de droite depuis un siècle.

Et si de nos jours aucun part ouvrier n'est crédible aux yeux des travailleurs et tous sont en crise, c'est parce que tous les courants du mouvement ouvrier ont participé à cette innommable infâmie politique. Et s'ils parviennent encore à s'en sortir, c'est uniquement parce que les militants et les travailleurs sont amnésiques ou oublient au fur et à mesure les expériences qu'ils ont vécues pour n'en avoir tiré aucun enseignement politique. C'est ainsi par exemple que les ministres de Chirac ou les partis qui avaient accepté de participer à un gouvernement présidé par le PS (Jospin) et le RPR (devenu par la suite UMP puis LR) peuvent se réclamer de la gauche et se présenter sous cette étiquette à l'élection présidentielle de 2017 (Mélenchon).

Parmi les militants du Front de gauche par exemple, personne n'osera le relever. Pourquoi ? Mais parce que ce Front n'a de gauche que le nom, c'est juste une étiquette électorale, électoraliste, tandis que les prébendes ou les avantages qu'ils comptent en retirer sont de droite ou les dividendes qu'ils sont en droit d'attendre de leur soumission aux institutions ou au régime.

Je voudrais vraiment en parler comme chercheur, c'est-à-dire en avertissant que je n'ai pas trouvé la solution et que je suis réellement conscient du fait que l'on a ici un problème d'interprétation de ce qui se passe (...) il y a longtemps que moi, ou d'autres, ont perçu le blocage du système. (...)

Le Bloc MAZ, constitué des classes moyennes, des personnes âgées, très importantes, et des ex- catholiques, donnaient une sorte de base électorale à une forme de conservatisme politique qui permettait à l'oligarchie supérieure, aux 0.1%, de faire ce qu'ils voulaient. Le résultat est une société bloquée (...) un système social immobile, qui condamne les jeunes et le monde ouvrier à la destruction sociale. Il est donc normal d'assister à la montée d'une certaine violence. (...) Ce qui est spécifique de la France, c'est son état d'immobilité sociale. (...)

...en fait, nous traversons une rupture systémique. Parmi les instruments du droit constitutionnel, on avait la distinction entre le mandat impératif et le mandat représentatif. Tout le monde est aujourd'hui d'accord sur le fait que seul le mandat représentatif permet un fonctionnement normal des démocraties libérales, avec des citoyens qui votent, qui élisent des représentants qui prennent des décisions librement à l'intérieur des lignes générales préférées par les électeurs. Or, les intervenants ne semblaient pas se rendre compte que le comportement actuel de François Hollande et du PS suggère l'existence d'un troisième mandat ; le mandat « jemenfoutiste ». Ici, l'élection devient parodique, les électeurs votent, mais il est entendu dans l'esprit du grand parti politique de gauche que ce que dit l'électeur n'a aucune importance, et qu'il a donc le droit de faire exactement le contraire. Ce qui est tolérable à droite, comme Jacques Chirac en 1995, mais avec Hollande, c'est quand même plus compliqué. C'est une rupture. Parce que s'il y a des lois, il y a aussi l'esprit des lois. Actuellement, le respect des règles constitutionnelles formelles nous aveugle sur le fait que l'esprit des institutions est bafoué. Il y a une évolution des mentalités, dans la Ve République, qui fait que le corps électoral ne compte plus. Quelle évolution des mentalités a permis cette dénaturation ? L'article 4 de la constitution nous indique que les partis politiques concourent à l'expression du suffrage, mais là, en pratique, cet article a été aboli. Le parti socialiste participe à la dénaturation du suffrage, c'est un problème constitutionnel. C'est à partir de ce cadre conceptuel qu'il faut comprendre l'attitude d'action anormale de la CGT. Je crois que François Hollande ou Manuel Valls ne sont pas conscients du fait qu'ils sont en train de détruire le droit constitutionnel français. Mais je ne crois pas non plus que la CGT soit consciente de ce qu'elle représente. (...)

Les gens pensent que je suis super à gauche, ce qui est faux, parce que j'ai été membre du parti communiste pendant deux ans lorsque j'étais gamin. Mais j'ai eu, par la suite, une solide carrière anticommuniste, en prédisant l'effondrement de l'Union soviétique, en écrivant « La chute finale » ou en associant le communisme à une variante de la schizophrénie dans « le fou et le prolétaire ». Mon travail sur les systèmes familiaux ramenait le communisme à la préexistence d'un système familial autoritaire et égalitaire.

Je suis un anti-communiste radical. Donc, si je dis du bien de la CGT, cela ne doit pas être mal compris. C'est la CGT dans sa

fonction actuelle de force, nouvelle et inattendue, qui, par effet de vide et de positionnement aléatoire, se trouve défendre la démocratie libérale en France. (...) Tous ceux qui croyaient qu'on pouvait faire n'importe quoi en désignant un bouc émissaire sont tout d'un coup, par volatilité, passés au radicalisme de la lutte des classes. (...)

Les socialistes ou Pierre Gattaz, c'est pareil. Je commence à avoir la nostalgie de Laurence Parisot, que l'on n'imagine pas sombrer dans cette ineptie. (...) Si le parti socialiste pense que ses électeurs doivent lui obéir, alors on comprend leur concept de pédagogie ; c'est la stratégie du maître qui doit faire comprendre aux enfants, par l'obéissance. Le même problème de crise de représentation se pose à propos du FN. Parce que les cadres du parti sont des gens d'extrême droite, et on l'a senti au moment de la crise. Ils voulaient de l'ordre. Face à un événement réel, les cadres du FN sont justes des gens très à droite, et ils se foutent de leurs électeurs ouvriers. Le PS méprise son électorat, mais le FN aussi. (...) Le PS est probablement plus dangereux pour la liberté d'expression que la droite. Ce n'est pas l'intolérance des gens d'extrême gauche, qui n'en auraient pas les moyens. Les socialistes sont beaucoup plus intolérants, en fait, que les gens de droite. Ce n'est pas un hasard. Si je fais la somme de ce que les socialistes ont fait, en termes de contrôle de la presse, d'inversion des valeurs de la gauche sans tenir compte de leur électorat, le bon concept est un concept violent et doux à la fois ; il s'agit du fascisme rose, le mot rose évoquant la douceur du processus. (...)

J'ai senti une crise d'identité de la droite en voyant ses candidats perturbés par le fait que les socialistes n'avaient pas été élus pour faire ça. La droite est en pilotage automatique lorsqu'il s'agit de critiquer la CGT, ce sont des gens de droite et complètement estimables en tant que tels. Mais on sent que ce que fait le PS est un problème pour eux, cela devrait donc être également un problème pour les chercheurs. Je peux très facilement faire un numéro sur le thème de François Hollande est « méchant » ou « débile » mais ce n'est pas le problème. Le problème est de savoir pourquoi le PS fait une politique tellement à droite, et surtout sur les implications du détraquage du système politique que cela induit. Cela passe, comme je l'ai déjà dit, par le mot « radicalisation ». Il y a quelques mois, nous avions le radicalisme islamique. On le dénonçait et on le combattait. Mais aujourd'hui, selon les socialistes, tout est radicalisé. Tout le monde est en train de prendre conscience du fait que le parti socialiste, pour des raisons mystérieuses, se comporte comme un parti de droite. Mais cela produit une dérive générale de tout le système politique. Cela pose un problème existentiel d'autodéfinition à la droite classique. Tous les candidats de la droite classique font de la surenchère libérale. C'est un effet du glissement à droite du PS. La question est pourquoi ? Quand on voit la gauche allemande, elle a fusionné avec la droite au gouvernement, la question est donc réglée. (...)

Le PS est un parti d'un genre nouveau, organisé comme l'église catholique ancienne. Avec des électeurs qui votent, des députés qui se foutent de ce que votent les électeurs, où les cadres supérieurs du PS se foutent de savoir ce que pensent les députés, et le Président et ceux qui l'entourent se foutent de ce que pense le reste du PS. Il y a, en France, une sorte de détraquage général qui fait que la droite, d'après son implantation territoriale, devrait passer à la gauche du PS. Il y a une erreur de positionnement. Atlantico.fr 02.06 - publié par Arrêt sur Info le 06.06

Ils sont trop solidement enchaîné au capitalisme.

Chut, il ne faut pas le dire, il ne faut pas que cela se sache ! Pourquoi ? Devinez.

- Non massif des Suisses au revenu de base inconditionnel - Reuters

L'initiative en faveur d'un revenu de base inconditionnel (RBI) a été rejetée par près de quatre électeurs sur cinq lors d'une votation ce dimanche en Suisse, selon une projection de l'institut GfS pour la télévision helvétique.

La nette défaite des partisans du RBI n'est pas une surprise, les sondages ayant prévu un rejet de cette ampleur.

Les partisans du RBI estiment que mettre en place un revenu mensuel de 2.500 francs suisses (2.250 euros) par adulte et de 625 francs suisses (560 euros) par enfant serait un progrès pour la dignité humaine et pour les services publics.

Mais aussi généreuse soit-elle, l'idée qu'on puisse recevoir de l'argent sans contrepartie apparaît inconcevable aux yeux d'une grande majorité des Suisses, qui portent aux nues la valeur travail. En 2012 déjà, inquiets de voir leur compétitivité baisser au niveau international, les électeurs suisses avaient refusé de porter leurs congés payés de 4 à 6 semaines.

Lors d'une autre votation, ce dimanche, les électeurs suisses ont rejeté à 67% une initiative populaire fédérale "en faveur du service public", selon une projection de GfS diffusée par la radiotélévision helvétique. Cette initiative demandait à la Confédération de ne pas viser prioritairement les bénéficiaires au sein des sociétés contrôlées majoritairement par l'Etat, comme Swisscom, La Poste suisse ou la société des chemins de fer CFF. Reuters et Le HuffPost 06.06

Contrôle des populations et formatages des consciences.

- Faut-il faire de l'information positive ? - lemonde.fr

Grille de lecture.

- "l'information « sérieuse » forcément négative" parce qu'elle ramène aux fondements du régime...
- "Les « nouvelles positives » seraient centrées sur les solutions plutôt que sur les problèmes", c'est préférable quand on n'a pas l'intention de s'attaquer aux causes des problèmes qu'on a soi-même créés ou contribués à créer.
- "tout type d'histoires susceptibles de célébrer la générosité, le progrès ou l'égalité", bref la crasse ignorance ou l'insouciance, le corporatisme, la collaboration de classes...
- "Les internautes sont invités à proposer leurs idées", à faire leur propre malheur... La preuve par un internaute :

"Nous vivons une époque de grands changements et des initiatives sont prises en grand nombre partout dans le monde pour construire une société plus juste : collaboration, partage, partenariat, mise en réseaux"... pendant que la décomposition de la société s'accélère, le chaos et la barbarie gagnent du terrain tous les jours, on vous appelle à y mettre la main.

Le Monde - La guerre, le terrorisme, la corruption et les crises politiques font bien souvent l'ouverture des journaux télévisés et la « une » des sites d'information. On finirait par penser qu'il ne se passe que des choses atroces dans le monde. Or, il se passe aussi beaucoup de choses positives, dont l'impact est peut-être moins immédiat, moins « transformateur » à court terme qu'une crise géopolitique, mais tout aussi essentiel : on repousse des épidémies, on invente de nouveaux médicaments, on apprend peu à peu à dépenser moins d'énergie... (Alors que ce sont les mêmes qui sont victimes des épidémies, qui manquent de médicaments ou ne peuvent pas se les payer, qui n'ont pas l'électricité ou ne peuvent pas payer leurs factures. - LVOG)

De nombreuses études psychologiques ont montré que les gens préfèrent les actualités négatives. Un vieil adage des rédactions anglo-saxonnes dit d'ailleurs « if it bleeds, it leads », « s'il y a du sang, ça fait la une ». En 2007, le Pew Research Center avait combiné 165 sondages sur les préférences des Américains en termes d'actualité. La guerre et le terrorisme arrivaient en tête, loin devant le sport et le divertissement. Mais l'arrivée des réseaux sociaux a légèrement transformé la donne. En effet, les nouvelles « positives » sont plus partagées en ligne que les contenus négatifs. (Ils façonnent la psychologie des gens et ensuite ils expliquent qu'ils leur servent ce qu'ils réclament dont ils sont en réalité à l'origine, on appelle cela la manipulation ou le formatage des consciences. - LVOG)

Liens entre émotion et viralité

Une étude réalisée par l'université de Pennsylvanie a tenté d'évaluer les liens entre émotion et viralité en analysant trois mois de contenus publiés sur le site du New York Times, soit près de 7 000 articles. Selon les résultats de cette étude, les articles les plus positifs ont plus de chances de se retrouver dans la liste des « contenus les plus partagés par e-mail ». Notons que la même expérience peut être réalisée à peu près n'importe où, en observant les partages sur les réseaux sociaux. Chez Big Browser, par exemple, où il suffit de relayer l'histoire d'une grand-mère qui préfère partir en road trip plutôt que de faire sa chimiothérapie pour se retrouver en tête des articles les plus partagés.

Si l'on choisit d'être cynique un moment, les médias auraient donc aujourd'hui tout intérêt à diffuser plus d'informations positives, tout simplement parce qu'elles génèrent plus d'audience. Beaucoup ont essayé. Le site Upworthy, par exemple, fonctionne sur la base d'une ligne éditoriale axée sur le divertissement et les contenus « socially conscious », c'est-à-dire tout type d'histoires susceptibles de célébrer la générosité, le progrès ou l'égalité. Les internautes sont invités à proposer leurs idées. Ouvert en 2013, Upworthy a été propulsé en quelques mois en tête des sites dont les contenus sont les plus partagés sur Facebook, selon Business Insider.

« Solutions, innovations, réponses » Le problème de l'information positive est que la joie n'est pas en soi un critère pour déterminer la valeur d'une information. Tout comme on ne choisit pas de parler des migrants « parce que c'est triste », on ne peut pas choisir de traiter une actualité « parce qu'elle est positive ». Ce n'est tout simplement pas une raison suffisante (sauf chez Jean-Pierre Pernaut). À ces nouvelles positives, on pourrait donc reprocher leur futilité, leur déconnexion d'avec les problèmes du monde réel. Sur le fil entre information et divertissement, celles-ci n'auraient donc pas leur place dans un média d'information comme le Guardian.

Le quotidien britannique a néanmoins demandé à ses lecteurs s'ils apprécieraient de lire plus de nouvelles positives. « Un nombre significatif d'entre eux nous a répondu que nous voyions constamment le verre à moitié vide », explique le site du Guardian. Les lecteurs sont invités à proposer leurs idées, via un formulaire disponible en bas de l'article, pour alimenter une nouvelle série d'articles intitulée « Half full », « à moitié plein ». Sous-titrée « solutions, innovations, réponses », la série « Half full » propose déjà deux articles : l'un sur les solutions imaginées par des start-up pour nourrir la planète, et l'autre sur le revenu universel.

Le « journalisme constructif » veut donc prendre le contre-pied de l'opposition entre le divertissement pur et l'information « sérieuse » forcément négative, en montrant qu'il est possible de proposer un journalisme positif sans appauvrir l'information. Non, le positif

n'est pas forcément cantonné aux chats qui font du skateboard ou à ces vidéos de soldats américains retrouvant leurs enfants, qui ressurgissent tous les ans des profondeurs de l'internet. Les « nouvelles positives » seraient centrées sur les solutions plutôt que sur les problèmes. Leur sérieux, leur valeur informative et leur importance ne seraient pas entamés pour autant. C'est en tout cas ce que promet le Guardian :

« Ceux qui ont essayé de s'opposer au cours habituel des actualités ont souvent été tournés en dérision. On les accusait de tomber naïvement dans le piège de la futilité et du buzz, ou alors de passer à côté de l'info. Nous croyons qu'il existe un juste milieu. Ce ne sont pas des "bonnes nouvelles", mais un journalisme constructif, centré sur les solutions et les réponses, sans pour autant les approuver. » lemonde.fr 03.6

Dans tous les cas de figure, actualité "positive" ou "négative", on observera qu'il s'agit de privilégier les émotions au détriment de la réflexion pour influencer les choix ou décisions politiques de la population ou obtenir son adhésion, quand ce n'est pas l'abrutir davantage.

[Qui aurait cru que c'était parti de là ? Promotion de "l'homosexualité à des fins politiques ou économiques".](#)

- Accusations de "pinkwashing" autour de la Gay Pride de Tel Aviv - euronews.com

Polémique cette année autour plus grande Gay Pride d'Asie: celle de Tel aviv, qui a réunit selon la ville 200.000 homosexuels, transsexuels, et sympathisants ce vendredi.

Depuis plusieurs années Israël fait son possible pour convaincre les touristes LGBT de faire le voyage, et ça marche: Des dizaines de milliers d'entre eux ont encore fait le déplacement pour l'occasion.

Mais l'événement a failli être annulé cette année, après la découverte par des organisateurs, du coût d'une campagne publicitaire destinés à l'Europe: 2,2 millions d'euros (11 millions de shekels), soit 10 fois plus que les subventions annuelles de l'État aux associations LGBT.

De quoi raviver les accusations de pinkwashing qui visent régulièrement l'État hébreux. Une technique de communication visant à promouvoir – surtout en surface – l'homosexualité à des fins politiques ou économiques.

Face à la menace de la communauté LGBT d'annuler le rassemblement, les autorités ont débloqué de nouvelles aides aux associations, du même montant que la fameuse campagne de communication. Pour le plaisir des fêtards. euronews.com 03.06

[Enfin une bonne nouvelle : L'économie de guerre se porte bien](#)

- Ventes d'armes : en 2015, la France a explosé les compteurs - AFP

La France a enregistré en 2015 des commandes record d'armements. Et l'année en cours sera encore meilleure !

On le sait depuis un moment : la période est faste pour les ventes d'armement français. En 2015, les industriels français ont enregistré 16,9 milliards d'euros de commandes, ce chiffre record étant officialisé par le ministère de la Défense dans son rapport au Parlement 2016 sur les exportations d'armement de la France, publié 1er juin sur le site du ministère de la Défense (bon courage pour le trouver, il est bien caché !). Ce chiffre est d'autant plus spectaculaire qu'il traduit un accroissement exceptionnel. Après un coup de mou en 2012 (4,8 milliards d'euros), les chiffres n'ont cessé de progresser : 6,8 milliards en 2013, 8,2 milliards en 2014, pour faire mieux que doubler en 2015. Quant à 2016, cette année pourrait faire exploser les compteurs avec le gigantesque contrat de sous-marins pour l'Australie, dont la part française devrait être comprise entre 8 et 17 milliards d'euros.

Ce qui manquait le plus à l'industrie d'armement française depuis des années s'est enfin produit : elle a vendu des « plateformes », générant sur la durée des besoins techniques et opérationnels considérables. S'agissant des meilleurs clients de la France sur les neuf dernières années, les clients les plus rentables sont connus : il s'agit en premier de l'Arabie saoudite, suivie du Qatar et de l'Égypte. Viennent ensuite le Brésil et l'Inde (qui ont tous deux passé de grosses commandes de sous-marins Scorpène), puis les Émirats arabes unis et les États-Unis.

Malgré les critiques sévères des défenseurs de droits de l'homme, le soutien politique spectaculaire marqué par la France à ces trois États a joué à plein, ce que l'on reconnaît volontiers chez le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian.

N'oublions pas l'engagement jamais vu dans de telles affaires du ministre de la défense Jean-Yves Le Drian, souligné par tous les acteurs de ce dossier. Sans états d'âme, jouant à la perfection son rôle de marchand de canons en chef, il a surfé avec habileté sur les conditions stratégiques de l'heure et sur la montée des tensions. Dans sa préface au rapport, il écrit que ces succès constituent « un signe tangible et concret de la volonté du gouvernement de doter notre pays d'une industrie performante, au

service de sa défense, mais aussi de son économie, dans le respect des engagements internationaux, dont nous serons toujours les garants vigilants ». AFP 05.06

Dossier loi Travail

Grèves en cours

- Les grèves se multiplient pour l'ouverture de l'Euro - BFM Business

- SNCF: Valls appelle à l'arrêt "le plus vite possible" de la grève, "totalement incompréhensible" - AFP

Manuel Valls a appelé samedi à l'arrêt "le plus vite possible" du mouvement de grève à la SNCF, qu'il a qualifié de "totalement incompréhensible". AFP

- SNCF: après Pepy, Valls appelle à l'arrêt de la grève par "solidarité" avec les Français - AFP

- SNCF: la poursuite de la grève votée malgré l'appel de Pepy AFP

- Euro-2016: Hollande admet une "menace" contre la sécurité et souhaite l'arrêt des grèves - AFP

François Hollande a prévenu dimanche que la menace contre la sécurité de l'Euro-2016 "existe" et "vaut pour un temps qui sera long", lançant également un appel implicite à l'arrêt des grèves à la SNCF ou à Air France pour ne pas gâcher la fête. AFP

- Loi Travail: "Il faut savoir arrêter une grève" lance François Hollande - L'Express.fr

Dans une interview à La Voix du Nord, le chef de l'Etat appelle à la fin de la fronde sociale, estimant que le "gouvernement a montré sa volonté de dialogue". L'Express.fr

- SNCF: 75 élus LR d'IDF appellent à la suspension de la grève - AFP

Soixante-quinze élus Les Républicains d'Ile-de-France, au premier rang desquels la présidente de région Valérie Pécresse, le président du Sénat Gérard Larcher et le député de Paris François Fillon, ont appelé dimanche les grévistes SNCF à suspendre leur mouvement "en raison des inondations"... AFP Recul du mouvement anti-loi Travail dans les transports Reuters

La mobilisation contre le projet de réforme du Code du travail a marqué le pas vendredi dans les transports, notamment à la SNCF où le taux de grévistes répondant à l'appel de la CGT et de Sud-Rail est tombé à 10,5%, selon la direction.

A la RATP, où a débuté jeudi une grève censée être illimitée à l'appel de la CGT, la direction n'a relevé aucune perturbation sur les réseaux de métro, de bus, de tramway ou de RER - lequel était en revanche affecté par les inondations sur un tronçon exploité par la SNCF.

Les contrôleurs aériens ont par ailleurs levé jeudi leur préavis pour ce week-end, mais l'intersyndicale des pilotes d'Air France a appelé le même jour à la grève du 11 au 14 juin pour défendre les rémunérations.

Les hôtesses et stewards d'Air France sont pour leur part appelés à la grève du 27 juillet au 2 août inclus, a annoncé vendredi soir l'intersyndicale PNC.

Dans les raffineries, les salariés de Grandpuits ont voté la fin de la grève vendredi (62% - ndlr), a-t-on appris auprès de Total. Trois autres sites opérés par le groupe pétrolier (Normandie, Donges et Feysin) restaient à l'arrêt et la plateforme de La Mède (Bouches-du-Rhône) tournait à 80% de ses capacités.

A Donges (Loire-Atlantique), les salariés ont reconduit le mouvement vendredi. Selon la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR), des "clous de fabrication artisanale" ont été répandus sur la route permettant d'accéder au dépôt de carburant voisin de cette même raffinerie.

Le mouvement anti-loi Travail touche aussi le secteur du traitement des déchets et des ordures ménagères, en particulier en Ile-de-France où trois des quatre principaux centres sont bloqués - à Ivry-sur-Seine, Saint-Ouen et Issy-les-Moulineaux.

D'après la fédération CGT des services publics, la collecte et le traitement des déchets sont paralysés à Saint-Etienne (Loire), où quatre sites sont bloqués, de même qu'un dépôt de bennes à ordures à Toulouse.

"On est parti pour continuer la semaine prochaine et faire en sorte que ça s'étende", a dit à Reuters Baptiste Talbot, secrétaire général de la CGT-services publics. "Jusqu'au 14 juin, il peut y avoir une montée en puissance, même s'il peut y avoir des variations d'intensité."

- Air France: les hôtesse et stewards appelés à la grève du 27 juillet au 2 août - AFP

- Loi travail: 54% des Français désapprouvent la poursuite des grèves - AFP

Il y a trois semaines, la même enquête avait donné un résultat exactement inverse, avec 54% des Français approuvant les grèves et manifestations, contre 45%.

Les sympathisants des partis à la gauche du PS approuvent à une écrasante majorité (94%) le mouvement social, selon le sondage publié dimanche, ceux d'Europe Ecologie Les Verts aussi (55%). En revanche, ceux du PS ne sont que 36% à l'approuver. (C'est bien un parti de droite. LVOG)

Concernant les suites à donner au projet de loi et parmi trois propositions, les Français optent pour la renégociation. Ils sont quatre sur dix (41%) à estimer que le texte doit être renégocié par le gouvernement et les syndicats.

La même proportion de Français (29%) pense que le gouvernement doit "maintenir en l'état" le projet de loi que le "retirer".

Logiquement, cette dernière solution recueille les suffrages des sympathisants des partis à la gauche du PS (67%), contre seulement 6% de ceux du PS. (C'est bien un parti de droite. LVOG)

Quant à la renégociation, elle remporte les suffrages de 55% des sympathisants PS, comme de ceux du MoDem, et de 40% de ceux des Républicains.

Le maintien en l'état du texte de la ministre du Travail Myriam El Khomri ne recueille une majorité que chez les sympathisants de l'UDI (52%). AFP 05.06

Mailly débloque ou tel qu'il est.

- Mailly (FO): "Personne n'a dit on va bloquer l'Euro" - AFP

"Personne n'a dit on va bloquer l'Euro, on n'est pas stupide", a-t-il déclaré lundi sur LCI. AFP 06.06

Quand l'Etat réprime

- Violences policières contre des journalistes à Rennes : le Défenseur des droits saisi - Liberation.fr

Le ministre de l'Intérieur se dit prêt à recevoir les organisations de journalistes qui ont dénoncé ces violences, tout en défendant le travail des forces de l'ordre. Liberation.fr

- Vives critiques contre les méthodes de maintien de l'ordre en Bretagne - LeMonde.fr Des journalistes matraqués, une « charge » policière motorisée : les forces de l'ordre sont accusées d'employer des moyens disproportionnés pour contenir les manifestants. LeMonde.fr

- Loi travail : 48 enquêtes judiciaires ouvertes par la « police des polices » pour des violences contre des manifestants -

Ces enquêtes ont été ouvertes après des accusations de violences policières, principalement à Rennes et Paris, a indiqué la directrice de l'Inspection générale de la police. LeMonde.fr

- Insultes et menaces de mort : panique au standard de la CGT - LePoint.fr

Depuis une semaine, les standardistes du siège de la CGT à Montreuil sont débordés par les appels douteux. LePoint.fr

- "Chienlit": quand la loi Travail ravive un mot qui "ne sent pas bon" - AFP

C'est un mot qui "ne sent pas bon" et qui revient de façon épisodique dans le discours politique mais avec une insistance accrue

ces dernières semaines autour de la loi travail: "la chienlit", un terme étroitement associé à Mai 1968. AFP

- Un manifestant dans le coma: des images à charge contre les CRS - Liberation.fr

Le 26 mai à Paris, Romain D. s'écroule en fin de mobilisation contre la loi travail. Une nouvelle vidéo montre qu'une grenade de désencerclement venait juste d'exploser.

Romain D., 28 ans, est dans le coma depuis le 26 mai, jour de la dernière mobilisation contre la loi El Khomri. Victime, a priori, d'un jet intempestif de grenade de désencerclement. Une enquête pénale pour «violence volontaire par dépositaire de l'autorité publique» a été ouverte par le parquet.

Ce jour-là, à Paris, après dissolution du cortège syndical, un groupe part vers la Porte de Vincennes. Rue du Général-Niessel, les CRS interpellent un ado, puis se replient dans un jardinet attenant. D'où ce mini-atteupement de plusieurs journalistes et quelques badauds scandant «libérez notre camarade». Le garçon en question sourit quand une caméra le filme. «L'ambiance était bon enfant, témoigne un photographe présent sur place. Un reliquat de manif, des journalistes, des passants, dont une petite vieille.» Et Romain, donc, «pas vraiment manifestant mais observateur», souligne sa famille.

D'autres CRS arrivent rapidement en renfort, et l'un d'entre eux lance, sans plus de formalité, une grenade de désencerclement. Apparemment dans les formes techniques requises, c'est-à-dire dans les jambes, au ras du sol... Mais certainement pas au motif requis par une circulaire de la police, qui prévoit d'y recourir «lorsque les forces de l'ordre se trouvent prises à partie par des groupes violents ou armés».

Selon de premières images diffusées sur Internet, on voit d'abord la grenade jetée, puis, dans un deuxième temps, Romain allongé au sol. Mais sur de nouvelles vidéos, dont l'une doit être diffusée ce lundi dans le Petit Journal de Canal + (et que Libé a pu visionner), l'homme s'écroule dans la foulée de l'explosion de la grenade. Ce qui renforcerait le lien de causalité entre l'acte du CRS et la blessure de Romain. Selon l'avocat de sa famille, Me Hugues Bouget, il pourrait avoir été touché par le bouchon déclencheur de la grenade.

Bitume.

Deuxième acte, quelques instants plus tard. Selon les témoins interrogés par Libération, les CRS lancent derechef une bombe lacrymogène en direction des passants s'étant illico greffés autour du corps de Romain, allongé sur le bitume. Atteupement intempestif, ont manifestement considéré les CRS. Une action contraire, encore une fois, aux règles qui régissent l'utilisation d'une grenade de désencerclement : «Après usage, il convient de s'assurer aussitôt de l'état de santé de la personne et de la garder sous surveillance ; au besoin, un examen médical doit être effectué dans les meilleurs délais.»

Troisième épisode : un camion de pompiers débarque enfin sur les lieux. Romain y est embarqué sur un fauteuil roulant, visage bandé mais manifestement éveillé, voire souriant pour rassurer ses proches. Deux CRS harnachés et casqués montent alors à bord. Un témoin affirme qu'un troisième CRS portant une mallette de survie se serait glissé dans le camion.

Impatience.

La suite nous est racontée par deux autres témoins oculaires, Paul et Marie (1). Peu de temps après avoir démarré, l'estafette des pompiers se gare quelques centaines de mètres plus loin, le temps qu'un autre véhicule, mieux médicalisé, ne prenne en charge Romain. «Le voyant entrer bien portant dans le camion des pompiers, on a trouvé bizarre que deux CRS s'y engouffrent. Du coup, on l'a suivi.» Ils disent ensuite avoir vu, via une vitre latérale, «deux CRS casqués se pencher sur lui», le pompier de service restant «en retrait» de la cabine. Nos témoins n'ont pu observer directement le corps de Romain, seulement les deux CRS. Mais ils affirment que «leurs gestes étaient violents, au point de faire bouger le fourgon». Premier secours, acte d'intimidation ? Dans un appel téléphonique passé à des proches depuis le camion de pompiers (Libération a eu accès à la bande audio), on entend juste Romain crier sa douleur.

Ces faits mériteraient une enquête impartiale. Mais la procédure n'en prend pas, pour l'instant, le chemin. Depuis l'ouverture d'une enquête administrative diligentée par l'IGPN (police des polices), doublée d'une enquête préliminaire ouverte par le parquet de Paris, le CRS ayant lancé la grenade initiale n'a toujours pas été convoqué - il ne sera auditionné que cette semaine. Me Bouget, lui, ne cache pas son impatience de voir désigné un juge d'instruction : «Ce serait un geste fort de le faire rapidement, pour ainsi démontrer que l'enquête va se faire en toute transparence et en toute indépendance, comme les pouvoirs publics s'y sont engagés, au plus haut niveau, envers la famille.»

(1) Les prénoms ont été changés. Liberation.fr 05.06

- Loi travail : après la pétition, la votation - Liberation.fr

Les syndicats opposés au projet législatif organisent un référendum de terrain, dans toute la France, pour «élargir la mobilisation» et répondre «au déni de démocratie». Objectif : récolter deux millions de voix favorables au retrait du texte.

«Prenez la parole avec des bureaux de vote citoyens dans les entreprises, les administrations, les espaces publics, les lieux d'études.» Après la pétition en ligne lancée par des militants, en février, c'est au tour de l'intersyndicale (CGT, FO, Solidaires, FSU, Unef, UNL et FIDL) opposée au projet de loi travail de s'essayer à une forme alternative de mobilisation, en parallèle des manifestations : la «votation travail». «Autoritarisme et répression»

Au menu de ce référendum sur le texte porté par Myriam El Khomri, deux questions : êtes-vous «pour» ou «contre» le «retrait du projet de loi travail» ? Et «faut-il aujourd'hui des droits nouveaux pour les salarié-e-s, jeunes, privé-e-s d'emplois et retraité-e-s» ? Lancée le 29 mai, l'initiative vise à «élargir encore la mobilisation» et «permettre aux salarié-es de s'exprimer et [de] s'engager dans la mobilisation sous toutes ses formes». Mais aussi à répondre au «déni de démocratie avec l'utilisation du 49.3» par le gouvernement et à «l'autoritarisme et la répression», précisent les sept syndicats.

Partant du constat que «70% de la population est opposée à ce projet de loi», les syndicalistes espèrent, au total, récolter quelque deux millions de votes de travailleurs, étudiants et lycéens au cours des prochains jours. Pour ce faire, une plateforme sur Internet, en cours de construction, a été mise en place pour faciliter l'organisation des votations sur le terrain et fournir le «matériel» de vote, c'est-à-dire les bulletins. Des militants peuvent ainsi se porter volontaire, via ce site, pour organiser un référendum. «Remis au Président»

Usine, bourse du travail, lycée, place publique : plusieurs lieux de vote sont déjà référencés aux quatre coins de la France, sur une carte en ligne. Vendredi, le compte Twitter @votationtravail comptabilisait 200 lieux de vote. Comme celui de l'aéroport de Clermont-Ferrand, où la votation a eu lieu mercredi. Ou encore celui du site ERDF de Montpellier, où «une majorité de salariés a pris part au vote», souligne, sur Twitter, Benjamin Ordon, secrétaire général du syndicat CGT-Ufict mines et énergie de l'Hérault. Résultat : «94% sont pour le retrait.»

Et après ? Pour l'heure, aucune date butoir n'est fixée. «Une manifestation nationale a lieu le 14 juin, et les résultats de la votation seront remis au président de la République dans la deuxième quinzaine [du mois]», précisent toutefois les organisateurs. Soit en pleine période d'examen du projet de loi travail par les sénateurs de droite, qui promettent de durcir encore plus le texte. De quoi faire monter la gronde des opposants au projet. Liberation.fr 03.06

[Comme quoi il y a un début à tout. Finlande : "la première fois depuis un siècle un recul des droits des salariés".](#)

- Accord sur la réforme du Code du travail en Finlande - Reuters

Au terme d'une année de négociations jalonnées de grèves, le gouvernement finlandais de centre-droit s'est entendu vendredi avec les partenaires sociaux sur une réforme du Code du travail, qui prévoit pour la première fois depuis un siècle un recul des droits des salariés.

Les principaux syndicats et le patronat ont donné leur aval à cette "dévaluation interne" qui a pour but de relancer les exportations et la compétitivité d'une économie stagnante.

Augmentation du temps de travail, gel des salaires pendant un an, hausse des cotisations retraite pour les salariés et baisse de celles des employeurs sont quelques une des mesures retenues.

"Aujourd'hui, en Finlande, nous écrivons l'histoire. Peu de pays sont capables de prendre une décision si difficile d'un commun accord", se félicite le Premier ministre, Juha Sipilä, sur son blog.

"Avec ces mesures, nous allons réduire considérablement le déficit de compétitivité avec la Suède et l'Allemagne", ajoute-t-il. Reuters 03.06

[Intox. L'art du consentement ou comment vaincre "la défiance voire le rejet de l'opinion" afin de permettre "aux réformes d'être menées".](#)

- La loi "Sapin II" débattue à l'Assemblée veut rassembler la gauche - AFP

Salaires des grands patrons, lutte contre la corruption, encadrement des lobbies: l'Assemblée a entamé lundi les débats sur le projet de loi "Sapin II" qui vise à "combattre une finance débridée", occasion d'un rassemblement d'une gauche déchirée par la loi travail. AFP

- Loi Sapin 2 : « Le lobbying doit œuvrer à faire respirer la vie démocratique » - LeMonde.fr

Les acteurs économiques peuvent aider, au travers du lobbying, à un meilleur processus décisionnel en France, à des lois plus en lien avec les réalités économiques et sociales, aboutissant ainsi à des décisions plus légitimes, moins contestées par les parties prenantes, expliquent Laurent Mazille, président de l'Association professionnelle des responsables des relations avec les pouvoirs publics) et Fabrice Alexandre.

En France, la défiance culturelle de l'opinion vis-à-vis des intérêts particuliers, notamment quand ils sont économiques, a des racines historiques profondes : la Révolution d'inspiration rousseauiste s'est construite contre les particularismes de l'Ancien Régime, au nom d'une volonté générale qu'ils ne pouvaient que menacer.

Or, la légitimité de ces intérêts à dialoguer avec les acteurs publics étant consubstantielle à la démocratie, il n'est dans les faits pas une décision, pas une loi, pas un règlement qui ne soit pris sans qu'ils interviennent. Mais ce dialogue est mal assumé : les pouvoirs publics l'admettent du bout des lèvres, le cachent, voire le dénoncent quand il s'agit de discréditer un adversaire, contribuant ainsi à garder dans l'ombre l'activité de certains représentants d'intérêts et à entretenir la défiance voire le rejet de l'opinion.

C'est pourquoi renouveler la décision publique, installer une culture du dialogue ouvert et de la solution partagée serait plus utile que de créer de nouvelles contraintes administratives. Cela bénéficierait aux acteurs économiques et sociaux, qui évolueraient dans un cadre réglementaire plus adapté, plus lisible et plus stable, et aux pouvoirs publics, dont les décisions seraient mieux fondées, plus représentatives et plus légitimes, permettant ainsi aux réformes d'être menées.

La confiance des citoyens n'en serait que renforcée. LeMonde.fr 06.06

[Mélénchonade d'un ex-ministre de Chirac. La soumission bien ordonnée commence par soi-même.](#)

Il a annoncé que "le temps des programmes minimums est fini".

Diable, aurait-il renoué avec le programme de la révolution socialiste, aurait-il rompu avec la chimérique "révolution par les urnes", et admis que seul un soulèvement révolutionnaire des masses pourrait venir à bout du régime et ses institutions? Pas vraiment.

Prenons le cas de la loi Travail.

Et bien "pour bloquer la loi il ne reste que la censure", autrement dit il compte sur les députés de droite qui voyez-vous se placeraient naturellement au côté de l'immense majorité des travailleurs qui exigent son retrait car ils y seraient également défavorables, en réalité parce qu'elle ne va pas encore assez loin à leur goût.

Bref, vous pouvez en déduire que se mobiliser ne sert à rien, à une autre époque, tenir un tel discours en pleine mobilisation vous valait d'être accusé de trahison.

Se mobiliser ne sert à rien, sauf pour porter la candidature de l'histriion du régime à l'ambition dévorante à la présidentielle de 2017 !

Et le populiste prophétise que " la censure (...) sera votée", y compris par les députés du PCF qui " sont toujours communistes que je sache !", alors qu'ils ne l'ont jamais été, peu importe pour ce fossoyeur du communisme depuis 35 ans, dans un autre document (<http://melenchon.fr/2016/05/30/5-juin-a-lecole-de-lutte>) il va jusqu'à "remerciés (Martinez et la CGT) pour ce qu'ils organisent", une multitude de journées d'action pour briser la résistance des militants mobilisés pour obtenir le retrait de la loi Travail.

Une fabrication électorale des oligo-médias.

Mélénchon, (pas si) seul contre tous - Le Huffington Post

"La force va à la force", répète l'entourage de Jean-Luc Mélénchon. Traduction: vous allez voir ce que vous allez voir. Parti en solitaire dans la course à la présidentielle, le candidat de la "France insoumise" veut se compter ce dimanche en convoquant son premier meeting de campagne place Stalingrad, à Paris. Très à l'aise dans ces rendez-vous en plein air devenus sa marque de fabrique depuis 2012, le tribun y prononcera un discours centré sur 2017 devant plusieurs milliers de partisans.

Objectif de cette "démonstration de force": réaffirmer qu'il est aujourd'hui le seul à gauche capable d'offrir un débouché politique à la contestation contre la loi El Khomri, réforme dont il est l'un des plus farouches opposants. "C'est du contexte que vient l'impulsion la plus forte! Le mouvement social contre la loi El Khomri et les Nuits Debout nourrissent notre mobilisation et nous contribuons à celle du mouvement social", veut croire le candidat sur son blog, qui se rêve en représentant "des insoumissions en cours qui

courent le pays". Le Huffington Post 04.06

- 2017: 27% des Français font confiance à Mélenchon pour vaincre la crise - L'Express.fr

Jean-Luc Mélenchon lance ce dimanche sa campagne en vue de l'élection présidentielle de 2017. Selon un sondage, un petit tiers de l'électorat le croit capable de sortir le pays de la crise s'il était élu. L'Express.fr 05.06

- Mélenchon lance sa campagne avec des insoumis mais sans les partis - lefigaro.fr

Avec son «Défilé des Insoumis» place de Stalingrad dimanche après-midi, Jean-Luc Mélenchon commence sa campagne sans être parvenu à agréger autour de lui les forces qui ont constitué le Front de gauche lors de la présidentielle 2012. Les communistes en particulier, qui se sont agacés de le voir organiser son meeting le jour de la clôture de leur 37e congrès. Non seulement leur secrétaire national Pierre Laurent n'a pas rejoint sa dynamique mais en plus, il a jugé «extrêmement dangereuse» pour la suite, la stratégie de celui - sans citer explicitement Jean-Luc Mélenchon - qui part «seul dans son couloir en surfant sur la crise».

Dans une intervention prononcée samedi devant les délégués du congrès organisé à Aubervilliers, il a martelé l'importance de «construire des alliances avec des courants transformateurs et réformistes qui seraient prêts à agir avec nous». Les réformistes étant les socialistes frondeurs à qui le chef de file du PCF tend encore la main, contrairement à Jean-Luc Mélenchon. Sinon, a prévenu Laurent, «c'est de l'hégémonisme du seul courant révolutionnaire sur la majorité de la population». Ne pas s'engager dans cet hégémonisme serait faire preuve de «lucidité», a encore indiqué à une partie de ses troupes et à Mélenchon celui qui va être largement réélu dimanche matin à la tête du parti.

«C'est le Yalta de la vieille gauche», dénonce Duflot

La priorité des communistes, ce sont les législatives. Certains optimistes, dans les couloirs du congrès, calculent que le parti pourrait même emporter «une trentaine de sièges» avec le possible effondrement socialiste et des alliances à nouer avec des frondeurs du PS et des écologistes, en opposition à la gauche de gouvernement.

Jean-Luc Mélenchon a lui, les yeux rivés sur la présidentielle. Ses opposants disent qu'il veut sa revanche face à François Hollande, voir le battre au premier tour puisque les deux hommes se talonnent dans les sondages, entre 12 et 14%... Et que François Hollande, lui qui rêve au trou de souris vers le deuxième tour, voudrait un espace totalement libre à sa gauche en dehors de l'inévitable candidat de gauche radicale. «Je ne ferai pas campagne contre François Hollande, il m'indiffère», a cru bon de souligner Jean-Luc Mélenchon sur RTL. «C'est le Yalta de la vieille gauche, comme à l'ancienne», a dénoncé Cécile Duflot lors de son rapide passage vendredi au congrès des communistes. La député écologiste se prépare à sa propre possible campagne.

En attendant, Jean-Luc Mélenchon, fort du soutien affiché de figures du PCF comme l'ex secrétaire nationale, ancienne ministre et député Marie-George Buffet, espère au moins 6000 personnes dimanche après-midi sur la place de Stalingrad où il avait déjà lancé - et clôt- la campagne présidentielle du Front de gauche en 2012. Même s'il ne sait pas s'il obtiendra les 500 signatures, il se targue de l'appui de «110 000» personnes et de «1000 groupes de base» répartis en France. Il ne compte pas sur les frondeurs qui, a-t-il dit dans la revue Regards, ont «beaucoup voté et soutenu les gouvernements Hollande-Valls» et qui forment «de nombreux clans concurrents». Pas plus que sur les écologistes «atomisés». «Il est de mon devoir d'avancer sans attendre le bon vouloir de qui que ce soit», juge le candidat. lefigaro.fr 04.06

- Mélenchon réunit des milliers de personnes pour "une campagne victorieuse" - AFP

- Présidentielle : Mélenchon lance sa campagne anti-Hollande - lefigaro.fr

«Les bulletins de vote sont les balles de nos fusils!» Place de Stalingrad, Jean-Luc Mélenchon est reparti en campagne. Non pas comme en 40 mais comme en 2011. La même fleur au fusil qu'il y a cinq ans. Même ton, même radicalité, même passion. «La lutte est notre dignité», a-t-il lancé à une foule bigarrée - familiale, syndicale, associative - de quelques milliers de personnes, 10.000 selon les organisateurs. Même s'ils n'étaient que la moitié, son pari est gagné. Marie-George Buffet, ancienne secrétaire nationale du PCF, avait fait le déplacement.

Ce premier meeting précédé d'un «défilé des insoumis» restait pour lui une incertitude. Le candidat est parti en campagne en début d'année sans attendre les avis de ses camarades communistes, écologistes ou socialistes opposés au gouvernement. Et ces derniers - la direction du PCF en particulier - laissent libre court à leurs critiques contre son «solo». Conséquence: pas de coalition du Front de gauche cette année. «Il faut partir de loin pour convaincre tête par tête et cœur par cœur», s'est justifié le candidat devant une assemblée motivée, malgré le temps gris et les grèves.

Mélenchon juge dépassé le temps des partis. Il veut désormais «fédérer le peuple, sans arrangement ni compromis». Un peuple transformé en «multitude organisée». «Ce n'est pas le temps des programmes minimums», encore moins «celui des candidats champignons», a-t-il lancé, piquant l'écologiste Nicolas Hulot - sans le citer -, ce candidat «passe-muraille qui gêne

le moins». «Il faut du caractère et de la volonté» pour se lancer, a tonné Mélenchon sous les applaudissements.

Intérieurement, Jean-Luc Mélenchon rêve absolument d'en découdre avec son ennemi de 2012, François Hollande, qu'il avait abondamment attaqué, moqué, démonté au point d'en exaspérer ses camarades communistes, qui lui reprochaient de trop taper sur celui qu'ils jugeaient encore être à gauche. Au final, le Front de gauche, malgré ses 4 millions de voix, avait bien été obligé d'appeler à voter au deuxième tour pour le candidat PS face à Nicolas Sarkozy... Son rêve cette année, alors qu'il le talonne dans les sondages - deux points les séparent selon une dernière enquête d'Ipsos - c'est au moins de le dépasser. Mais le ton est plus mesuré. La gauche le regarde et l'écoute. Beaucoup hésitent. Surtout les déçus du gouvernement.

Mélenchon ne veut pas abîmer le bel espace encore libre entre lui et le chef de l'État dont la candidature est de moins en moins incertaine. Inutile de tirer sur l'ambulance. À peine, donc, a-t-il parlé de «ce petit monsieur qui nous dirige et qui nous a tellement menti». En revanche, le danger est à droite. Face à un électorat populaire déçu il prévient: «Si vous ramenez le loup dans la bergerie», ce sera «la dislocation aggravée de la France» et «encore plusieurs milliards offerts au Medef». Le loup, c'est Nicolas Sarkozy, «celui qui attend son heure», jugé «le plus dangereux, car le plus déterminé». Mais Jean-Luc Mélenchon, qui dit former «un bataillon au milieu de la France en lutte contre la loi El Khomry», n'en pense pas moins de François Hollande et des «quarante obstinés du gouvernement». lefigaro.fr 05.06

- Loi Travail : Mélenchon s'en prend à Macron, Hollande et Valls qui «ne comprennent rien» - L'Opinion 06.06

Pourquoi ? Que devrait-il comprendre ? Au contraire, ils ont parfaitement compris les enjeux de la loi Travail et ils y adhèrent en tant que représentants du capital. Où est le problème ? Il n'y en a pas, ils sont parfaitement dans leurs rôles et surtout qu'ils ne changent rien.

Qu'est-ce que cela signifie, sinon qu'en tant que socialistes, que représentants des travailleurs ils n'auraient jamais dû rédiger et soutenir une telle loi, ce qui revient à perpétuer l'illusion qui nous a conduit où nous en sommes et dont Mélenchon partage la responsabilité.

Un non-événement.

- PCF: rassembler à gauche autour d'un "pacte d'engagements communs" - AFP

Le Parti communiste a adopté en Congrès samedi, malgré des divisions internes, sa stratégie d'un "pacte commun" pour 2017, un rassemblement au-delà du Front de gauche et qui accueillerait la partie du PS contestant la politique gouvernementale.

Après le trouble ayant saisi le parti, qui avait envisagé de participer avec le parti socialiste à une primaire des gauches et des écologistes en janvier, le 37e Congrès s'est voulu un "Congrès de clarification", a décrypté le porte-parole du PCF Olivier Dartigolles.

Par 71% des voix, la stratégie politique défendue par le secrétaire national Pierre Laurent pour la présidentielle et les législatives de 2017 a été adoptée, dans un texte très largement amendé depuis le début de sa rédaction en plein débat sur la déchéance de nationalité au début de l'année.

"A partir de lundi, nous avons une feuille de route pour une démarche claire", s'est réjoui M. Dartigolles à l'issue du vote lors de ce 37e Congrès, qui se tient jusqu'à dimanche à Aubervilliers.

Concrètement, le texte prévoit de "s'appuyer sur l'expérience du Front de gauche", qui réunissait le PCF, le Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon et Ensemble de Clémentine Autain, pour construire un "Front populaire et citoyen". Un mouvement "plus large, plus populaire, plus citoyen" que le Front de gauche et "à vocation majoritaire".

Il s'agit, assure le PCF, de "rassembler les forces de gauche et de l'écologie politique, les forces syndicales, le mouvement social, le monde du travail et de la création" afin de rédiger un "pacte d'engagements communs".

Une fois prêt en octobre, ce pacte serait soumis à une "votation citoyenne nationale" pour lui donner "un mandat populaire". A l'issue de quoi viendrait le temps de la désignation d'un candidat, au besoin par le biais d'une primaire.

Mais cette décision n'a pas été facile. Nombre de délégués se sont élevés pendant deux jours de débats contre toute alliance avec des socialistes, quand d'autres ont appelé à rejoindre Jean-Luc Mélenchon qui s'est déjà lancé dans la campagne présidentielle sans le PCF.

Et nombre d'entre eux ont exprimé leur attachement au Front de gauche, créé en 2009, et qui, selon un militant au micro, "reste un repère important pour des milliers de personnes, continue de représenter un espoir pour des politiques anti-libérales et, de plus

en plus, anti-autoritaires".

Ce "Front populaire et citoyen" va donner lieu à "des magouilles politiciennes dans lesquelles les travailleurs seront mis à l'écart", estime Cyril Morlot, secrétaire départemental du PCF de Haute-Saône. Il a voté contre la stratégie pour 2017 car pour lui, c'est une manière de "sauver le PS, une soi-disant refondation de la gauche".

"Mais moi, je ne suis pas de gauche, je suis communiste, les ouvriers, refonder la gauche, ça ne les intéresse pas, ce qu'ils veulent c'est un projet politique", argumente le jeune homme.

A l'inverse Françoise Goissede, militante dans la fédération de l'Essonne, est favorable au texte. "Je suis attachée à une démarche qui consiste à s'ouvrir, bien sûr avec des bases sous lesquelles il ne faut pas descendre", explique-t-elle.

"Je ne me crispe pas sur la question du Parti socialiste", renchérit Jean-Marie Baty, trésorier de la section de Roissy.

"L'électorat socialiste est mécontent. Si on ne veut pas faire de la courte vue, il faut rassembler tous ceux qui veulent transformer la société", poursuit-il.

"Les forces qui sont disponibles pour un rassemblement, ce sont celles qui ont voté François Hollande au premier tour en 2012, qui sont aujourd'hui dans la rue contre la loi Travail ou qui se sont toujours senties proches du PS et ne se résignent pas à abandonner l'idée d'une gauche debout", résume Olivier Dartigolles.

Depuis le début du Congrès jeudi, de nombreuses personnalités politiques se sont succédé dans la salle, de Jean-Luc Mélenchon à l'ancien ministre socialiste Benoît Hamon en passant par l'écologiste Cécile Duflot. Le socialiste proche de Manuel Valls Luc Carvounas est attendu samedi après-midi et le secrétaire national d'Europe Écologie-Les Verts David Cormand dimanche.
AFP 04.06

[Infos diverses](#)

- Une majorité de Français pour une démission d'Emmanuel Macron - Reuters

Les Français sont 52% à souhaiter que le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, démissionne du gouvernement, selon un sondage Odoxa pour CQFD et iTELE publié vendredi. Reuters

Décidément le capital rend fou !

- Les étranges liens entre addiction au travail et troubles psychiatriques - BFM Business

[Quelques infos internationales](#)

- Le camp du Brexit creuse l'écart au Royaume-Uni

Trois nouveaux sondages placent lundi le camp du Brexit devant le camp des partisans du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, avec deux à cinq points d'avance, en vue du référendum du 23 juin. Reuters 06.06

- Mexique: revers électoral historique pour le parti du président Nieto - AFP

- Kenya : la répression des manifestations fait deux nouvelles victimes

L'opposition réclame la dissolution de la commission électorale jugée trop favorable au président Uhuru Kenyatta qui sera à nouveau candidat au scrutin de 2017. LeMonde.fr

- Haïti : le premier tour de la présidentielle annulé, de nouvelles dates annoncées

Le premier tour du scrutin présidentiel, tenu le 25 octobre 2015, a été annulé en raison de fraudes. Les deux tours de l'élection auront lieu le 9 octobre prochain et le 8 janvier 2017. LeMonde.fr

[Dossier Syrie](#)

- Syrie: Les Etats-Unis ont demandé à la Russie de ne pas frapper le Front al-Nosra - arretsurinfo.ch

C'est le genre d'informations qui nous indiquent que les Etats-Unis et ses alliés ne combattent par le terrorisme mais qu'ils s'en servent ici pour contrer la Russie et l'axe de la résistance. La poursuite de la guerre, les souffrances générées et le flot continu des populations qui la fuient, est le dernier de leurs soucis.

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a indiqué vendredi que Washington avait demandé aux Russes de ne pas viser al-Nosra, branche syrienne du groupe terroriste al-Qaïda, par crainte de toucher l'opposition modérée[Il n'y a pas d'opposition modérée, ndlr].

Les Américains « nous disent de ne pas le frapper [le Front al-Nosra] parce qu'il y a une opposition « normale » à côté », a indiqué le ministre dans une intervention télévisée rapportée par l'agence de presse Associated Press. arretsurinfo.ch 04.06

- Washington demande à Moscou de ne pas frapper Al-Qaïda - Réseau Voltaire

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, a déclaré le 4 juin 2016 que les États-Unis avaient demandé à la Russie de ne pas frapper al-Qaïda en Syrie.

Dans la région d'Idleb, les forces qualifiées par Washington de « rebelles modérées » sont mêlées à celles du Front al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda. L'accord de cessation des hostilités du 27 février dernier prévoyait que les Forces soutenues par les États-Unis se sépareraient des groupes listés « terroristes » par l'Onu. Mais cela n'a pas été le cas.

Officiellement, al-Qaïda a conçu et perpétré les attentats du 11 septembre 2001 qui firent 2 977 morts. Les États-Unis sont entrés en guerre contre l'Émirat islamique d'Afghanistan et contre l'Irak notamment au motif du soutien qu'ils auraient apporté à al-Qaïda (même si depuis, Washington a admis que l'Irak n'était en réalité pas impliqué).

Au cours des dernières années, al-Qaïda a financé l'AKP turc, aidé l'Otan à renverser la Jamahiriya arabe libyenne, et fait du « bon boulot » en Syrie selon l'expression de Laurent Fabius.

Depuis la publication du livre de Thierry Meyssan, L'Effroyable imposture, la plupart des États membres de l'Otan qualifient la contestation de la culpabilité d'al-Qaïda dans les attentats du 11-Septembre de « complotiste ». Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, a déclaré le 4 juin 2016 que les États-Unis avaient demandé à la Russie de ne pas frapper al-Qaïda en Syrie.

Dans la région d'Idleb, les forces qualifiées par Washington de « rebelles modérées » sont mêlées à celles du Front al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda. L'accord de cessation des hostilités du 27 février dernier prévoyait que les Forces soutenues par les États-Unis se sépareraient des groupes listés « terroristes » par l'Onu. Mais cela n'a pas été le cas.

Officiellement, al-Qaïda a conçu et perpétré les attentats du 11 septembre 2001 qui firent 2 977 morts. Les États-Unis sont entrés en guerre contre l'Émirat islamique d'Afghanistan et contre l'Irak notamment au motif du soutien qu'ils auraient apporté à al-Qaïda (même si depuis, Washington a admis que l'Irak n'était en réalité pas impliqué).

Au cours des dernières années, al-Qaïda a financé l'AKP turc, aidé l'Otan à renverser la Jamahiriya arabe libyenne, et fait du « bon boulot » en Syrie selon l'expression de Laurent Fabius.

Depuis la publication du livre de Thierry Meyssan, L'Effroyable imposture, la plupart des États membres de l'Otan qualifient la contestation de la culpabilité d'al-Qaïda dans les attentats du 11-Septembre de « complotiste ». 05.06

[Bienvenue en oligarchie](#)

A la lecture de cette rubrique on ne s'étonne plus qu'ils aient produit les barbares de l'Emirat islamique. En fait, ce sont davantage ceux qui sont réceptifs à leur propagande qui sont dégénérés ou qui finiront par le devenir.

- La prochaine étape de notre évolution est de devenir cyborgs

L'implantation croissante de prothèses cybernétiques dans notre cerveau encourage la naissance d'«hommes-machines». Ce n'est pas encore Terminator, mais nous y sommes presque. Le recours fréquent aux prothèses cybernétiques neurologiques redéfinit le rapport entre l'homme et la machine... Slate.fr

- À Hollywood, la mode des «sequels» pourrait ne pas connaître de suite

Face aux échecs à répétition de ce genre de films, l'industrie du cinéma veut éviter les séquelles. Hollywood est en train de vivre des semaines particulièrement éprouvantes. Paramount Pictures, qui a dépensé 235 millions de dollars pour faire et vendre la suite

du film Ninja Turtles... Slate.fr

- Pour affronter la crue, j'ai tenté de devenir un survivaliste grâce à internet

Parce qu'acheter dix packs de bouteilles d'eau pour chez moi ne suffisait pas à me rassurer. Ce vendredi, l'angoisse est palpable. Le niveau de la Seine a dépassé le seuil d'alerte et la crue devrait atteindre son pic dans la capitale parisienne... Slate.fr

- Le célèbre pierre-feuille-ciseaux est tout sauf un jeu de hasard

Anticipations, calculs et même recours à un robot: il existe des techniques pour gagner (presque) à coup sûr au chifoumi. Slate.fr

- Trump, l'idiot du village mondial

Ce n'est pas une coïncidence si deux des dictateurs les plus rusés du monde -le russe Vladimir Poutine et aujourd'hui, semble-t-il, celui de Corée du Nord, Kim Jong-un- se réjouissent à l'idée que Donald Trump puisse remporter les élections présidentielles américaines de cet automne. Slate.fr

- Qui acceptera d'être le numéro 2 de Donald Trump? - Slate.fr

- Arrêtez de vous excuser d'être juif auprès de la gauche comme de la droite

La communauté juive américaine devrait accorder bien plus d'attention à ce qui se dit sur les juifs à l'occasion de la campagne électorale américaine écrit dans Forward Noam Neusner, expert en communication et ancienne plume à la Maison Blanche de George Bush. Forward est un célèbre journal juif... Slate.fr

- L'Iran est-il un pays aussi fragile que l'Irak et la Syrie?

Une des raisons souvent avancées pour expliquer les guerres civiles, ethniques et religieuses qui détruisent l'Irak et la Syrie est le caractère artificiel de ces Etats nations. Leurs frontières ont été établies sans tenir compte des populations et sont le fruit de savants calculs géopolitiques... Slate.fr

- Ces parlementaires français qui reprennent mot pour mot les éléments de langage du Kremlin

Cette enquête décrypte ce qu'est le poutinisme considéré par certains comme un modèle de civilisation, révèle les revirements spectaculaires d'hommes politiques de premier plan, les opérations d'espionnage du Kremlin et sa guerre de propagande. Atlantico.fr

- Sputnik, Russia Today et consorts : ces médias russes en français financés par le Kremlin qui trouvent de plus en plus d'écho dans l'Hexagone

A l'occasion de la parution de son dernier livre "La France russe", Nicolas Hénin revient sur la façon dont la Russie de Vladimir Poutine transcende les clivages français et joue sur les fractures sociétales actuelles pour imposer son modèle civilisationnel. Atlantico.fr

- 27 ans après Tiananmen, Pékin maintient la pression sur les militants et les familles - AFP

- Désavoué par l'État, Pépy peut-il encore mener la réforme de la SNCF?

En contournant le PDG de l'entreprise publique pour négocier une sortie de crise avec les syndicats, le gouvernement torpille son autorité au moment même où il prépare la libéralisation controversée du chemin de fer. Guillaume Pépy peut-il rester à la tête de la SNCF? Slate.fr

- Que font les animaux quand il pleut?

Si c'est la question que vous vous êtes posée, un oeil sur Vigicruces, l'autre sur les cours du parpaing et des sacs de sable, voici quelques éléments de réponse. 1.Les chèvres paniquent. Les chèvres font partie des animaux domestiques les plus sensibles à la pluie... Slate.fr

- Je suis allée manger dans le deuxième meilleur resto du monde: merci Netflix

À l'origine de ce périple, il y a la série «Chef's Table». Son héros, c'est le chef de l'Osteria Franciscana, Massimo Bottura. Et l'addition, le retour à la réalité. Je n'avais plus faim ce jour-là, j'avais déjà dîné, c'était un vendredi soir. Slate.fr

- L'école est-elle raciste?

Et les parents, les enseignants et les élèves le sont-ils, consciemment ou non? La réponse est oui. Un joueur de football s'indigne des choix du sélectionneur de l'équipe de France et l'accuse d'être influencé par la partie «raciste» de l'opinion française. Slate.fr

- Au collège comme au lycée, le mois de juin est synonyme d'oisiveté

La reconquête du mois de juin n'aura pas lieu. C'est officiel: la date des vacances scolaires d'été 2016 est fixée depuis belle lurette au mardi 5 juillet après les cours. Slate.fr

- Dans « Les Sims », vêtements et voix ne seront plus liés au sexe

Maxis, le studio à l'origine du jeu vidéo Les Sims 4, a annoncé jeudi 2 juin que cette simulation de vie sociale ne ferait plus de différence entre les avatars hommes et femmes, concernant les possibilités de personnalisation. Plus de 700 éléments, qui jusqu'ici n'étaient applicables qu'à l'un ou l'autre... LeMonde.fr

- Port du voile au travail : comment la Cour de Justice de l'Union européenne, comme la loi El Khomri, entend protéger la liberté religieuse (mais à quel prix ?) - Atlantico.fr

- Comment trouve-t-on l'amour?

Peut-être en lisant ces deux livres qui explorent l'histoire et l'évolution des rencontres et des relations amoureuses. C'est un sujet qui ne s'épuise jamais: comment trouver une personne que l'on aime avec qui partager sa vie? C'est l'objet de deux livres... Slate.fr

- «S'aimer comme on est» est vraiment une très mauvaise idée

Sur le campus d'Harvard, un philosophe tient un discours détonnant sur le bonheur. Il n'est plus question d'apprécier ses défauts, et d'en jouer. Cela ne sert à rien. Il faut changer et vite. À Harvard, le cours de Michael Puett est le troisième plus prisé de la célèbre université. Slate.fr

- Comment réagissent les gens qui reçoivent des photos de sexes?

Pas seulement en manifestant de l'horreur ou de la fascination, mais des sentiments bien plus nuancés. Voir débarquer le sexe de son interlocuteur sur un écran de téléphone portable ou d'ordinateur semble un élément très courant (si ce n'est une loi) des échanges sexualo-sentimentaux numériques... Slate.fr

- Jouir et faire jouir autrement : comment bien choisir un sextoy ?

Loin d'être un simple accessoire, le sextoy peut peser lourd, très lourd, dans la satisfaction sexuelle. Encore faut-il ne pas se tromper à l'achat. LeMonde.fr

- La deuxième vie des « escort girls virtuelles » du site de rencontres Ashley Madison

Deux artistes suisses font revivre les « bots » du site de rencontres adultères Ashley Madison, victime d'un vaste piratage en 2015. LeMonde.fr

- New York fait campagne pour l'usage des toilettes selon l'identité de genre

La ville a lancé lundi une campagne publicitaire qui promeut l'usage des toilettes publiques selon l'identité de genre et pas nécessairement selon le sexe de naissance, un sujet qui fait débat dans plusieurs Etats américains. LeMonde.fr

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE

Une initiative avortée.

J'avais envisagé de m'adresser aux responsables de certains médias dit alternatifs dans ces termes avant d'y renoncer et j'explique pourquoi plus loin :

- Pourquoi les différents auteurs des articles que vous mettez en ligne ne pourraient-ils pas se rassembler dans un appel aux peuples du monde entier pour exiger un changement de régime aux Etats-Unis qui sème la guerre et le chaos sur tous les continents ?

Pourquoi ne peuvent-ils pas lancer un tel appel ?

Ils ne le peuvent pas parce qu'ils sont anticommunistes ou antisocialistes. Comment cela ? L'un n'empêche pas l'autre ? Si. Pourquoi ? Parce qu'ils se prétendent anti-impérialistes ou se disent opposants à la politique américaine, mais comme tous les gouvernements des pays occidentaux dont ils font partie sont alignés sur la politique de Washington se trouve être néolibérale, impérialiste, ils peuvent condamner cette politique antisociale ou belliciste mais ils ne peuvent pas aller plus loin pour au moins deux raisons.

La première, parce que la politique néolibérale est la seule politique qui soit à la fois conforme aux besoins de l'oligarchie qui trône au sommet du capitalisme mondial, et qui permette d'empêcher par des moyens mafieux les contradictions exacerbées du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant de conduire à une explosion de l'économie mondiale. Le néolibéralisme est la seule politique compatible avec le niveau atteint par le développement du capitalisme pour assurer la survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, et comme elle correspond à l'ultime étape du capitalisme mondialisé pour le sauver, elle prend forcément une tournure ouvertement antidémocratique, violente, guerrière.

La seconde, parce qu'il n'existe pas de relais dans la société pour soutenir une autre politique disons moins réactionnaire, tout simplement parce que la base sociale fait défaut, ce qui nous ramène au point précédent, car entre le néolibéralisme et le socialisme il n'existe aucune autre alternative viable du point de vue des besoins du capitalisme qui n'est pas réformable. Et comme ils y sont subordonnés, il ne leur reste plus qu'à étaler leur impuissance et à se soumettre au néolibéralisme au lieu de l'affronter puisqu'ils exècrent le socialisme, ce que traduisent leurs appels en direction de différents chefs d'Etat, de l'ONU ou d'autres institutions du capital ou leur attachement au droit international.

En conclusion, leur attachement au capitalisme et à leur petit confort personnel est plus fort que leur détestation de l'impérialisme ou du néolibéralisme ou la cause des exploités et des opprimés qu'ils prétendent défendre... en parole, mais jamais en acte.

Cette analyse et cette conclusion valent pour tous les appels lancés dernièrement par des intellectuels, lire plus loin le dernier en date qui le confirme.

Réunion annuelle du groupe Bilderberg. Quand les maîtres du monde orientent le cours de l'humanité vers l'abîme.

- Les plus influents défenseurs du capitalisme vont (enfin) se pencher sur «le précaire» - Slate.fr

Le thème est au programme cette année de la célèbre conférence Bilderberg.

Chaque année depuis 1954, le groupe Bilderberg réunit une centaine de membres parmi les personnages les plus influents du monde occidental. Née après la Seconde Guerre mondiale, l'organisation poursuit l'objectif de promouvoir le système d'économie de marché capitaliste, considéré comme le seul à même de maintenir la paix dans le monde.

Cette année, la réunion des membres du célèbre groupe Bilderberg aura lieu près de la ville allemande de Dresde. 130 personnes venant de 20 pays représenteront les élites politiques, industrielles, financières, académiques et médiatiques.

Les invités du Bilderberg ont pour consigne de garder secrets les propos échangés lors des débats, et aucun journaliste n'est accepté lors des rencontres. Cette atmosphère de secret a installé une réputation sulfureuse autour du Bilderberg, qui culmine avec certaines théories conspirationnistes qui lui attribuent de décider en secret de l'avenir du monde. Le Bilderberg ne serait, à entendre ses organisateurs, qu'un forum de discussions informelles à la bonne franquette entre grands de ce monde. Entre autres «CEO» et responsables politiques de premier plan, l'édition 2016 accueillera sous la présidence du Français Henri de Castries, PDG du groupe d'assurances AXA, un ancien chef des services secrets britanniques, Sir John Sawers et un ancien directeur de la CIA, le général David Petraeus.

A noter que parmi les rares Français présents, on ne compte que deux responsables politiques. L'actuel président du

Conseil constitutionnel Laurent Fabius et le député-maire du Havre Edouard Philippe. L'homme joue également un rôle-clé dans l'équipe de pré-campagne d'Alain Juppé, au titre de porte-parole. De quoi faire tourner à plein régime la machine à complot puisque le Bilderberg a la réputation d'apporter son soutien à un des candidats de chaque élection présidentielle américaine –de préférence le gagnant, et d'apporter un sérieux coup de pouce aux carrières en pleine ascension. Christine Lagarde, Herman Van Rompuy, Manuel Valls ou Emmanuel Macron ont eu le privilège d'être sur la liste des invités des éditions précédentes. Slate. fr 08.06

On aura compris pourquoi les médias institutionnels et les instituts de sondages liés à l'oligarchie font la promotion de Juppé, leur candidat à l'élection présidentielle de 2017.

Quand un sportif ou un comédien insignifiant ou vulgaire éructe trois mots, tous les médias s'en emparent, le commentent, etc. c'est normal, mais quand 120 personnalités parmi les plus influentes ou puissantes de la planète se réunissent, tous les médias détournent le regard et les oreilles ailleurs, s'autocensurent, ce serait normal.

Mieux encore. Et ceux qui le relèvent ou s'en étonnent sont taxés de "conspirationnistes". Par qui ? Pardi, par leur porte-parole! Pire, et dire que parmi les militants ouvriers il y en a qui leur donnent raison. On cherche à comprendre ce que cela signifie, c'est normal. Du coup on comprend mieux pourquoi, en étant ainsi sous leur influence, ils ne peuvent que témoigner une moindre attention à nos analyses ou du mépris.

Les principaux thèmes à l'ordre du jour de cette réunion recourent l'actualité ou la stratégie qu'ils ont adoptée :

- Chine
- Russie
- Moyen-Orient
- Europe: migrations, la croissance, la réforme, la vision, l'unité
- Etats-Unis paysage politique et économique : la croissance, la dette, la réforme
- La cyber-sécurité
- La géopolitique de l'énergie et des matières premières
- L'innovation technologique
- Le précaire et la classe moyenne

Bilderberg: Extrait de la liste des participants à la réunion annuelle 2016 qui aura lieu en Allemagne.

France

- Fabius, Laurent (FRA), President, Constitutional Council
- Barbizet, Patricia (FRA), CEO, Artemis
- Baverez, Nicolas (FRA), Partner, Gibson, Dunn & Crutcher
- Blanchard, Olivier (FRA), Fred Bergsten Senior Fellow, Peterson Institute
- Charpentier, Emmanuelle (FRA), Director, Max Planck Institute for Infection Biology
- Gernelle, Etienne (FRA), Editorial Director, Le Point
- Philippe, Edouard (FRA), Mayor of Le Havre

Institutions internationales

- Lagarde, Christine (INT), Managing Director, International Monetary Fund
- Schwab, Klaus (INT), Executive Chairman, World Economic Forum
- Coeuré, Benoît (INT), Member of the Executive Board, European Central Bank
- Barroso, José M. Durão (PRT), Former President of the European Commission
- Georgieva, Kristalina (INT), Vice President, European Commission
- Goulard, Sylvie (INT), Member of the European Parliament

Institutions américaines

- Rubin, Robert E. (USA), Co-Chair, Council on Foreign Relations
- Burns, William J. (USA), President, Carnegie Endowment for International Peace

Médias

- Noonan, Peggy (USA), Author, Columnist, The Wall Street Journal
- Micklethwait, John (USA), Editor-in-Chief, Bloomberg LP
- McArdle, Megan (USA), Columnist, Bloomberg View

- Applebaum, Anne (USA), Columnist Washington Post;
- Engel, Richard (USA), Chief Foreign Correspondent, NBC News
- Minton Beddoes, Zanny (GBR), Editor-in-Chief, The Economist
- Wolf, Martin H. (GBR), Chief Economics Commentator, Financial Times
- Cebrián, Juan Luis (ESP), Executive Chairman, PRISA and El País
- Gernelle, Etienne (FRA), Editorial Director, Le Point

Les médias font clairement partie de leur dispositif (idéologique et psychologique) en ayant pour mission de diffuser leur propagande (de désinformation) afin de faire adhérer les populations laborieuses à leur politique ou de neutraliser toute velléité de résistance de leur part.

Les autres participants sont des dirigeants de multinationales, des industriels, des hommes d'affaires, des banquiers, des ministres, des parlementaires et même un monarque, l'ensemble représente les différents cercles qui se partagent le pouvoir ou le servent.

Quelques compléments dans le même registre

Que leur monde est "bon" !

- Patrick Drahi : « En fait, le monde de la finance est un bon monde » - Public Sénat

- Toujours plus de millionnaires dans le monde - lemonde.fr

En dépit de la crise, les riches sont toujours plus riches, même si leur fortune a crû un peu moins vite en 2015 que les années précédentes, et le nombre de millionnaires continue de progresser. Telles sont, en substance, les conclusions du rapport 2016 sur la richesse mondiale des ménages, publié mardi 7 juin par le Boston Consulting Group (BCG), un cabinet américain de conseil en stratégie.

Ce rapport révèle que « la richesse mondiale privée », c'est-à-dire les actifs financiers des ménages hors immobilier – épargne bancaire (comptes, livrets, etc.), épargne financière (actions, obligations, etc.) et assurances-vie – s'est établie à 167 800 milliards de dollars (147 720 milliards d'euros) en 2015, en hausse de 5,2 % sur un an. C'est moins que la hausse enregistrée en 2014 (+ 7,5 %).

Dans le détail, et sans surprise, la hausse la plus forte a été enregistrée en Asie-Pacifique (+ 13,4 % en 2015), une zone économique en plein développement. La progression a en revanche ralenti en Amérique du Nord (+ 1,8 % en 2015 après + 6,4 % en 2014) et en Europe de l'Ouest (+ 4,3 % en 2015 après + 6,1 %). « Les incertitudes sur le futur de l'Union européenne et les prix durablement bas des matières premières ont pesé sur les marchés actions en dépit du début d'année prometteur », explique le rapport.

Ces chiffres restent néanmoins très supérieurs à la croissance du produit intérieur brut (PIB) enregistrée sur la même période dans ces régions : 2,4 % en 2015 aux États-Unis et 1,7 % en zone euro. L'Amérique du Nord se classe largement en tête du classement des régions du monde recelant le plus de ménages riches et devrait s'y maintenir à l'horizon 2020. Si l'Amérique du Nord, particulièrement les États-Unis, sort grande gagnante du concours de millionnaires (8 millions), elle est aussi championne des inégalités. Toujours selon le BCG, l'extrême concentration des richesses est particulièrement marquée en Amérique du Nord, où les 60 400 milliards de dollars cumulés de fortunes privées sont détenus à 63% par les millionnaires.

La place de numéro deux, aujourd'hui occupée par l'Europe de l'Ouest, pourrait revenir à la région Asie pacifique à l'horizon 2020.

En outre, non seulement la crise a épargné les millionnaires, mais ceux-ci se portent toujours mieux et sont surtout de plus en plus nombreux : ils sont 6 % de plus en 2015, selon le BCG. Ces millionnaires détiennent aujourd'hui 47 % de la richesse mondiale privée – une part qui devrait dépasser les 50 % en 2020, estime le cabinet.

Les paradis fiscaux toujours bien portants

Dans le détail, c'est la fortune des ménages les plus aisés (plus de 100 millions de dollars) qui a le plus progressé en 2015 (+ 10 %), en particulier dans la région Asie-Pacifique (+ 16 %). Le nombre de multimillionnaires a explosé en Inde et en Chine (2 millions). Mais, sans surprise là aussi, la plus forte concentration de millionnaires est toujours enregistrée... au Liechtenstein et en Suisse. La France compte 445 000 millionnaires, selon le cabinet de conseil.

Le rapport se penche également sur la « richesse offshore » des ménages, c'est-à-dire celle placée hors de leur pays d'origine, soit pour l'essentiel dans des États ou territoires offrant des régimes fiscaux avantageux (Royaume-Uni, Suisse, Singapour, Panama, etc.). Le BCG l'estime à 10 000 milliards de dollars en 2015, en hausse de 3 % sur un an, ce qui montre notamment que

les paradis fiscaux continuent de bien se porter.

Mais, du fait du début de « rapatriement de leurs actifs à l'étranger par les investisseurs des pays développés », la richesse offshore des Nord-Américains, des Européens de l'Ouest et des Japonais a chuté de 3 % l'année dernière. Elle continue en revanche d'augmenter pour les ressortissants des pays émergents... lemonde.fr et liberation.fr 07.06

- Le Canard révèle comment, en 2015, Liliane Bettencourt a échappé à l'ISF - BFM Business

L'hebdomadaire satirique révèle ce mercredi la liste de 50 ultra-riches français, parmi lesquels l'héritière de L'Oréal, ayant "économisé" plusieurs dizaines de millions d'euros grâce au bouclier fiscal. La divulgation de données "couvertes par le secret fiscal" étant interdite, Bercy a décidé de porter plainte.

La première fortune française n'a pas payé l'ISF en 2015, révèle le Canard enchaîné mercredi 8 juin. Le tout grâce à un habile montage rendu possible par le fameux "bouclier fiscal".

Ce dernier, qui rend "confiscatoire" un taux d'imposition global supérieur à 75%, instaure de fait un plafond au-delà duquel il est impossible de se voir taxer. L'héritière du groupe L'Oréal et ses conseillers l'ont bien compris. En clair: la milliardaire, en déclarant 80 millions d'euros de revenus, ne peut pas être taxée au-delà de 61 millions. Une somme atteinte une fois acquittés l'impôt sur le revenu et la CSG. Reste l'ISF, calculé, lui, sur le patrimoine. Et par un heureux hasard, celui-ci s'élevait en 2015, à... 61 millions d'euros. Le plafond ayant déjà été atteint, aucune chance de voir le fisc les réclamer à Liliane Bettencourt.

Tout est parfaitement légal. Pour atteindre le résultat escompté, il suffit en effet de "laisser dormir dans des sociétés financières les dividendes d'action et les revenus d'assurance-vie", explique Le Canard. Et de ne retirer que le strict minimum, de manière à atteindre le plafond le plus rapidement possible.

Hormis Liliane Bettencourt, près de 50 ultra riches français ont bénéficié de ce bouclier fiscal. Parmi eux, on trouve le patron de LVMH Bernard Arnault, qui a "économisé" plus de 5 millions d'euros d'ISF. Mais aussi Hélène Darty (plus de 2 millions, soit presque la totalité), Hélène Leclerc (1,5 million) ou le président du Racing 92 Jacky Lorenzetti (1,5 million).

Quelques heures après ces révélations, Bercy a réagi en annonçant avoir porté plainte contre X. La publication de ces informations, "couvertes par le secret fiscal", est "un fait d'une très grande gravité", ont réagi dans un communiqué Michel Sapin, ministre des Finances, et Christian Eckert, secrétaire d'Etat au Budget, faisant part de leur "indignation". "La divulgation d'informations fiscales nominatives par des personnes qui en sont dépositaires à titre professionnel constitue un délit sanctionné par le code pénal", ont souligné les deux ministres. bfmtv.com 09.06

- Scandales financiers : 15 magistrats pour 358 affaires - Public Sénat

Une dizaine de bureaux répartis sur un étage dans lesquels cohabitent une vingtaine de personnes et c'est tout...Voilà la « task force » française chargée de lutter contre l'évasion fiscale. Le Parquet national financier (PNF) gère des dossiers colossaux : Panama Papers, fraude fiscale chez Google ou corruption à la Fifa pour ne citer que les plus médiatiques. Public Sénat 08.06

- Google a recruté près de 70 fonctionnaires européens en dix ans pour son lobbying - LeMonde.fr

Une étude indépendante met en lumière le recrutement opéré par Google chez les fonctionnaires de l'administration française pour son service de lobbying. LeMonde.fr 08.06

- Des milliers de «dîneurs en blanc» place Vendôme - LeFigaro.f

Des centaines de «dîneurs en blanc» ont investi mercredi soir la très chic place Vendôme, à Paris, à l'occasion d'un flash mob gentiment snob sous les fenêtres du ministère de la Justice et des grands joailliers.

Reposant sur l'art de vivre, le concept est de réunir des «amis» pour un dîner dans les plus beaux endroits de Paris. Ces dernières années, le Dîner en blanc s'est déroulé sur les trottoirs des Champs-Élysées, place de la Concorde, au pied de la Pyramide du Louvre et, l'an dernier, dans les jardins du Palais-Royal, sous les fenêtres du ministère de la Culture et du Conseil d'État. LeFigaro.fr 08.06

Récupération et imposture.

- « La grève et les occupations sont des outils légitimes de lutte face aux abus des pouvoirs » - Le Monde

Collectif

« Bloqueurs », « archaïques », « casseurs » voire « terroristes » : les opposants à la loi travail sont bruyamment stigmatisés dans l'espace médiatique. Il convient pourtant de rappeler quelques faits.

Le projet contesté s'inscrit dans une longue série de « réformes structurelles » prônées par les milieux d'affaires et les institutions européennes. Cette série a affaibli les protections collectives sans déboucher sur les créations d'emplois promises, et accru les inégalités et la peur du lendemain pour celles et ceux qui ne disposent pas d'un confortable patrimoine. D'après des sondages convergents, l'opinion pense très majoritairement que ce projet de loi favorise les entreprises, c'est-à-dire leurs propriétaires, au détriment des salariés de base, et que le gouvernement devrait retirer ce projet inéquitable. D'où la virulence de médias largement contrôlés par les plus grandes fortunes.

Quand les privilégiés s'enrichissent sans limites ni vergogne (dividendes et salaires de patrons outranciers, évasion fiscale organisée par les banques, etc.) avec l'acquiescement de l'État, quand les gens ordinaires n'entrevoient en guise d'avenir, pour eux et leurs enfants, qu'insécurité sociale et nature saccagée, alors l'injustice structurelle débouche sur la violence ouverte. Violence des promesses électorales bafouées, des mots et des projets gouvernementaux écrits par le MEDEF ou empruntés à la droite extrême. Violence et cynisme d'État de ceux qui, comme Manuel Valls, déclarent la « bataille identitaire » prioritaire sur la lutte contre le chômage. Qui jouent avec les préjugés contre les immigrés et les réfugiés, le mépris des musulmans, le ressentiment contre les plus pauvres. Qui profitent du choc des attentats terroristes pour faire passer des réformes impopulaires au nom d'un « état d'urgence économique ». Qui écartent tout débat par le recours au 49.3 et donnent aux forces de l'ordre des consignes « d'extrême fermeté ».

Ce qui surprend alors est la grande patience de la société, la dignité du mouvement social et la rareté des débordements. La grève, l'interruption des flux de marchandises, les occupations sont des outils légitimes de lutte face aux abus des pouvoirs. Dans ces luttes, sur les places, se retissent les liens et les solidarités qui font une société vivante. Non, MM. Hollande et Valls, les protections sociales ne sont pas du luxe. Non, la loi de la compétitivité ne doit pas disloquer la société. Non, l'État n'est pas la propriété des privilégiés. Non, la rhétorique du « choc des civilisations » et la lutte orchestrée des pauvres contre les pauvres, ne sauraient faire oublier une lutte des classes de plus en plus âpre et inégale. La résistance à l'oppression est un droit naturel et imprescriptible inscrit dans la déclaration de 1789. Nuit Debout, l'intersyndicale, les manifestants et les milliers de citoyens qui mettent leur corps en travers de l'injustice sont le cœur de cette résistance populaire. Nous sommes à leur côté, contre la loi Travail et son monde.

Premiers signataires : Christophe Bonneuil (historien), Geneviève Azam (économiste), Dominique Méda (sociologue), Yves Sintomer (politiste), Thomas Coutrot (économiste), Dany-Robert Dufour (philosophe), Antoine Peillon (journaliste), Jean-Claude Guillebaud (écrivain), Emmanuel Dockès (juriste), Pierre Dockès (économiste), Jean Pélissier (juriste), Christian Laval (sociologue), Pierre Dardot (philosophe), Etienne Balibar (philosophe), Sophie Wahnich (historienne), Jérôme Pelisse (sociologue), Jean Gadrey (économiste), Julia Cagé (économiste), Mathilde Larrère (historienne), Dominique Plihon (économiste), Aurélie Trouvé (économiste), Nicolas Bouleau (mathématicien), Susan George (écrivaine), Pierre-Henri Gouyon (biologiste), Giuseppe Longo (mathématicien). Le Monde 08.06

Pourquoi cet appel est inoffensif pour le régime et bénéficie-t-il d'une tribune dans Le Monde ?

Passons sur la personnalité des signataires, on n'a pas le temps de s'y attarder, ce serait leur accorder trop d'importance.

On retiendra :

- "Violence des promesses électorales bafouées". Hollande était le candidat fétiche de l'oligarchie financière, il a donc rempli ou respecté à la lettre le mandat qu'elle lui avait confié. Quant aux promesses destinées aux autres classes, elles n'engageaient que ceux qui voulaient y croire, les nantis des classes moyennes, de l'aristocratie ouvrière ou les intellectuels vendus au régime. Au-delà, qu'est-ce que cela signifie ? On a envie de dire, toujours la même chose, il aurait fallu que Hollande et le PS soient à la hauteur des illusions que colportaient en lui ces intellectuels et qu'en retour ils ne soient pas ingrats envers eux, c'est la seule raison pour laquelle ils leur en veulent.

- "l'État n'est pas la propriété des privilégiés". Désolé, si, et il ne peut pas en être autrement. Là ils en veulent à ses représentants pour la raison qu'on vient d'évoquer, ils auraient pu se montrer plus généreux envers eux, ne participent-ils pas loyalement à la stabilité du régime ? En fait, ils auraient voulu qu'ils leur cèdent un peu de pouvoir ou les associent à la mise en oeuvre de leur politique, sachant que chaque fois cela s'accompagne de prébendes et d'avantages en nature. Ils sont frustrés ces petits-bourgeois, et lorsqu'ils évoquent le mauvais sort que Hollande et le PS devaient réserver à la plèbe, leur rhétorique sert juste à cautionner leurs misérables manoeuvres et camoufler leur soumission au régime, voilà tout.

Mélenchonade. Vous n'avez rien compris, en fait le monarque de Gaulle était profondément républicain.

- Mélenchon fait un carton chez les francs-maçons - lexpress.fr

Jean-Luc Mélenchon a tenu le 30 mai une conférence à huis clos ("tenue blanche fermée") au Grand Orient de France, rue Cadet à Paris (IXe), devant 250 personnes. Thème: refonder la République.

Le grand maître Daniel Keller s'est ensuite dit d'accord avec de nombreux aspects du diagnostic présenté par le cofondateur du Parti de gauche (et franc-maçon assumé): démantèlement de l'Etat, rôle de l'école, inquiétudes sur le prolongement de l'état d'urgence et... critique de l'inversion de la hiérarchie des normes dans la loi El Khomri (l'accord d'entreprise pouvant s'imposer plus facilement sur les accords de branche).

Keller a, en revanche, exprimé des réserves sur les positions du candidat à la présidentielle concernant l'Europe. "On a besoin d'une construction politique, ce que n'est pas, hélas, l'Union européenne, mais pas d'un repli souverainiste."

Pendant son exposé, Mélenchon a tressé les louanges du général de Gaulle, évoquant son sens républicain et sa capacité à s'opposer, comme lors de la sortie de l'Otan, référence qui n'a pas manqué de surprendre les frères présents. lexpress.fr 07.06

La franc-maçonnerie, c'est de nos jours la caution républicaine, laïque, du néolibéralisme sioniste. Une autre imposture, n'en jetez plus la cour est pleine !

Un petit exercice pour s'entraîner.

D'après vous, à qui s'adressait Valls ?

- "Quel est le choix qui se présente devant nous? Les méthodes régressives de la droite (ou) l'immobilisme, le statu quo, c'est à dire le déclin pour la France? Ou bien bâtir ensemble des réformes faites de compromis et de progrès", a lancé le Premier ministre pour défendre sa position de fermeté face à la CGT et aux frondeurs.

"Comme vous, je n'accepte pas tous ces procès en trahison de la gauche, ces anathèmes, ces querelles d'arrière-garde. Ils ne font que nous affaiblir collectivement", a-t-il lancé. AFP 09.06

Qui était "nous" dans la première proposition du premier paragraphe et dans la dernière du second paragraphe ? De quel "choix" parlait-il ?

Nous exprimait la classe dont il représente les intérêts, celle des capitalistes, et qu'il l'ait employé à l'adresse de l'assistance composée de dirigeants du PS était naturel, puisque c'est bien cette classe que sert le PS.

Quant au "choix", il devait servir à cautionner l'imposture qui consiste à faire passer "l'immobilisme" ou le rapport de force entre les classes issu de la lutte des classes des générations passées favorable à la classe ouvrière et qui figure encore dans le droit ou qui a été retranscrit sous forme de lois, pour rétrograde, réactionnaire, dépassé, inadapté à notre époque, tandis que les "réformes" antisociales qu'il appelle de ses vœux incarneraient le progrès.

Son discours relève de la propagande de ses maîtres que ses troupes doivent adopter, sans se soucier des conséquences ou accusations de "trahison de la gauche" puisqu'il n'a de compte à rendre qu'à ses maîtres auxquels il est totalement dévoué, il a donc appelé l'ensemble des dirigeants du PS à l'imiter.

Quel est le niveau de la collaboration de classe des syndicats avec le patronat en France ?

El Khomri : "Oublie-t-on que 40.000 accords d'entreprises se négocient chaque année dans le pays" et que "ces accords sont signés à plus de 80% par la CGT et FO?" AFP 09.06

C'est ainsi qu'ils cadennassent et pourrissent le mouvement ouvrier. Voilà un aspect de la situation qu'étrangement les militants adeptes de la politique dite contractuelle avaient négligé ou soudainement oublié, le Medef en redemandant, normal, non ? C'est là qu'on mesure le degré de dégénérescence du mouvement ouvrier. Cela vous étonne ?

Alors raison de plus : Dehors !

- Valls : «La démocratie, ce n'est pas la rue ! La démocratie c'est le vote !» - Liberation.fr 10,92% des voix des électeurs inscrits à Strasbourg, 1,49% à Nice, lors des deux dernières élections législatives partielles...

Confirmation

- Sondages: Valls dégringole, Hollande continue de descendre - AFP

Manuel Valls est en chute libre en juin, avec une perte de neuf points de confiance et 28% seulement d'opinions positives sur son action, et François Hollande, au plus bas, limite les dégâts (-2) à 16%, selon un sondage Ifop-Fiducial publié mercredi.

A dix mois de l'élection présidentielle, 83% ("2) des Français n'approuvent pas son action à la tête de l'Etat... AFP 08.06

Populisme effréné.

- Manuel Valls cible la droite pour remobiliser le PS - Reuters

Les ténors du PS, Manuel Valls en tête, ont taclé mercredi une droite "destructrice" de "modèle social" lors d'un meeting destiné à remobiliser un camp divisé par le débat sur la loi Travail, source de troubles sociaux depuis des semaines. Reuters 08.06

- Parce qu'il est «un homme de gauche», Moscovici ne suivra pas Macron - 20minutes.fr

Le commissaire européen n'est pas très fan du mouvement « En Marche ! » lancé par le ministre de l'Economie... 20minutes.fr 08.06

La question qui tue.

- Robert Boulin a-t-il été assassiné ?

En 1979, le ministre du Travail est retrouvé mort. Officiellement il s'agit d'un suicide. Mais un témoignage inédit remet en question cette thèse. Francetv info

Loi Travail : faits et déclarations.

- SNCF: grève reconduite par les assemblées générales, selon SUD et FO - AFP

La grève à la SNCF a été reconduite pour mercredi par les assemblées générales de cheminots, selon SUD-rail et FO-cheminots, qui, insatisfaits du projet d'accord sur la table, ont appelé mardi à poursuivre le mouvement entamé il y a une semaine.

Dans un communiqué, SUD-Rail, troisième syndicat, "appelle à poursuivre et à amplifier la grève comme viennent de le faire l'ensemble des assemblées générales". Mercredi sera la huitième journée de grève consécutive.

Selon un nombre significatif de résultats recensés par FO (non représentatif) dans une trentaine de villes, "la tendance est identique à celle des journées précédentes, toutes les AG ont reconduit", a indiqué à l'AFP son porte-parole François Grasa, qui maintient également sa consigne.

La CGT-cheminots, premier syndicat à la SNCF, n'a en revanche pas donné de mot d'ordre. "Il appartient aux cheminots réunis en assemblée générale de déterminer les suites qu'ils entendent donner au mouvement", écrit la fédération dans un communiqué envoyé en milieu d'après-midi.

Sans donner de position définitive sur le projet d'accord sur le temps de travail ouvert depuis mardi matin à la signature après des négociations marathons, le syndicat souligne néanmoins qu'il est "au niveau" de la réglementation actuelle et évoque "des améliorations arrachées par la mobilisation". AFP 07.06

- SCNF : « Ils n'ont aucune raison de faire grève aujourd'hui, ni par rapport à la loi travail, ni pour l'accord d'entreprise », martèle Manuel Valls - Public Sénat

Alors qu'un compromis d'accord a été trouvé cette nuit entre la direction de la SNCF et les syndicats, Manuel Valls a appelé ce mardi les cheminots grévistes « à prendre leur responsabilité ». Pour lui, ils n'ont « aucune raison de faire grève aujourd'hui ni sur la loi travail, ni sur l'accord, et encore moins vis-à-vis de l'Euro 2016 ». Public Sénat

La Grève à la SNCF n'a plus lieu d'être pour Laurent Berger

Invité de l'émission Preuves par 3, le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, est revenu sur les différents conflits sociaux qui impactent la France : loi Travail, SNCF, Air France. « Ce qui se passe dans cette période donne une image du syndicalisme qui n'est pas la réalité ». Public Sénat

Une grève des pilotes d'Air France? "Minable", juge Fillon - AFP

François Fillon, ancien Premier ministre et candidat à la primaire de la droite, a qualifié mardi sur TF1 de "minable" la menace des pilotes d'Air France de faire grève pendant l'Euro de foot en France. AFP

Air France : les syndicats maintiennent le préavis de grève de samedi - LeMonde.fr

Les deux principales organisations représentant les pilotes dénoncent le « flou » de la direction. Le mouvement est prévu du samedi 11 au mardi 14 juin, durant les premiers jours de l'Euro de football. LeMonde.fr

Déchetterie d'Ivry : une grève en soutien au secteur privé - Liberation.fr

Mercredi matin, les conducteurs de bennes à ordures ont rejoint le mouvement de grève au centre de traitement de déchets d'Ivry-sur-Seine-Paris XIII. Ils réclament le retrait de la loi El Khomri qui pourtant ne les concerne pas directement. Liberation.fr

[Déstabilisation des Etats. Harcèlement et offensive de l'Empire du chaos. Les médias oligarques en première ligne.](#)

Venezuela

- Venezuela: les signatures pour un référendum anti-Maduro validées - AFP

Les autorités électorales vénézuéliennes ont validé mardi la majorité des 1,8 million de signatures présentées par l'opposition en faveur d'un référendum pour révoquer le président socialiste Nicolas Maduro, premier pas d'un long processus pouvant mener à de nouvelles élections.

Désormais, les signataires ou une partie d'entre eux devront confirmer leur choix, en personne et avec leur empreinte digitale, selon une procédure qui sera détaillée mercredi par le CNE, a expliqué M. Torrealba. Il faudra ensuite réunir quatre millions de signatures en trois jours pour avoir le droit d'organiser le référendum.

L'opposition de centre-droit est engagée dans un contre-la-montre, car si cette consultation a lieu d'ici le 10 janvier 2017, elle peut provoquer de nouvelles élections. Sinon, M. Maduro serait simplement remplacé par son vice-président.

Ce premier feu vert est survenu au terme d'une nouvelle journée de protestation de l'opposition, où la police a dispersé avec des gaz lacrymogènes une manifestation à Caracas se dirigeant vers les bureaux du CNE pour exiger le référendum. AFP 07.06

- Echauffourées à Caracas pour pénurie de nourriture - AFP

Des échauffourées ont éclaté mercredi 8 juin à Caracas entre les forces de l'ordre vénézuéliennes et un groupe de personnes qui réclamaient de la nourriture devant un supermarché. Durée : 00:34 AFP 08.06

- Venezuela : le tribunal suprême interdit la diffusion d'images de lynchages - LeFigaro.fr

Des vidéos montrant des présumés voleurs frappés par la foule parfois jusqu'à la mort ont été diffusées sur les médias vénézuéliens ces derniers mois. Elles témoignent de l'exaspération des Vénézuéliens face à la violence. LeFigaro.fr

Chine

- Washington et Pékin s'écharpent sur les droits de l'homme et la mer de Chine - AFP

Les Etats-Unis et la Chine se sont écharpés en coulisses mardi sur les droits de l'homme et la mer de Chine tout en vantant leur coopération sur des sujets plus consensuels, au terme de deux jours de Dialogue stratégique et économique à Pékin. AFP 07.06

- Chine : les parias du "miracle" économique - LePoint.fr

Le journaliste Patrick Saint-Paul a fait une plongée dans les sous-sols de la capitale chinoise où vivent des centaines de milliers de travailleurs pauvres. LePoint.fr 07.06

- A Hongkong, Lancôme cède aux pressions de Pékin - Liberation.fr

La marque détenue par l'Oréal a annulé un concert de la chanteuse Denise Ho, engagée dans les grandes manifestations prodémocratiques de 2014. Liberation.fr

- Le ministre des sports russe accusé d'avoir couvert le dopage - LeMonde.fr

Vitali Moutko, proche de Vladimir Poutine, est la cible d'une nouvelle enquête de la télévision allemande, qui l'accuse d'avoir couvert un cas de dopage dans le football russe. LeMonde.fr

- Moscou cherche à "déstabiliser l'UE", assure le président bulgare - AFP

La Russie cherche à "déstabiliser l'UE", a mis en garde mercredi le président bulgare Rossen Plevneliev devant le Parlement européen, estimant que la crise ukrainienne avait marqué l'entrée dans une période de "paix froide". AFP

... et le retour de bâton...

Brésil

Au Brésil, le président du Sénat inquiet par la justice - Reuters

Le procureur général du Brésil a demandé à la Cour suprême d'autoriser l'arrestation du président du Sénat et du président du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), la formation du chef de l'Etat par intérim, pour tentative d'obstruction à la justice, rapporte mardi le quotidien O Globo.

Outre le président du Sénat, Renan Calheiros, et le dirigeant du PMDB Romero Jucá, le magistrat veut obtenir l'autorisation d'arrêter Eduardo Cunha, président suspendu de la Chambre des députés, et José Sarney, ex-président du Brésil (1985-1990) et sénateur jusqu'en 2014.

Le procureur Rodrigo Janot les soupçonne d'avoir tenté de stopper l'enquête en cours depuis deux ans sur un système de corruption autour de la compagnie pétrolière Petrobras.

Leur arrestation pourrait affaiblir encore le gouvernement intérimaire de Michel Temer. L'ex-vice-président a succédé le mois dernier à Dilma Rousseff, écartée du pouvoir le temps que le Sénat instruise son procès en destitution pour avoir manipulé les comptes publics.

Son gouvernement a déjà perdu deux ministres, impliqués dans le scandale, et le ministre du Tourisme est à son tour visé.

Si en plus d'être arrêté, Renan Calheiros était, ainsi que le réclame également le procureur Janot, relevé de la présidence du Sénat, le poste reviendrait à un allié de Dilma Rousseff, le sénateur Jorge Viana. Reuters 07.06

- Brésil: Le flic anti-corruption était lui-même un ripoux - 20minutes.fr

[Ils continuent d'armer les barbares.](#)

- Le Pentagone parachute des armes en Syrie - Réseau Voltaire

Le 3 juin 2016, le Pentagone a parachuté des armes à des groupes armés à Marea (Syrie). Washington espère que ces combattants l'aideront à faire reculer Daesh dans la province de Rakka.

Les groupes armés qui ont bénéficié de cette aide en violation du droit international sont :

- soit affiliés au YPG kurde,

- soit des Turkmènes encadrés par des soldats turcs,

- soit encore des arabes ayant fait partie de l'Armée syrienne libre encadrée par des soldats français.

Ces deux derniers groupes ont combattu préalablement la République arabe syrienne aux côtés du Front al-Nosra (Al-Qaïda) et d'Ahrar el-Sham, deux organisations responsables de crimes contre l'humanité. Réseau Voltaire 04.06

Un ministère du conditionnement et de la désinformation pour mieux soumettre le peuple à l'ordre néolibéral.

- Washington veut créer un "ministère de la Vérité" - sputniknews.com

Les législateurs américains ont introduit discrètement au Congrès un projet de loi controversé, visant à créer un "ministère américain de la Vérité", équivalent du ministère de la propagande de 1984, la célèbre dystopie de George Orwell.

Présenté par les membres du Congrès Adam Kinzinger et Ted Lieu, la Loi sur la lutte contre la propagande et la désinformation étrangère de 2016 (Countering Foreign Propaganda and Disinformation Act of 2016), sous couvert de menace extérieure, cherche une "approche pan-gouvernementale sans restrictions bureaucratiques" pour contrer "la désinformation et la manipulation étrangères", lesquelles, selon les parlementaires américains, menacent "la sécurité et la stabilité" du monde entier, informe le site Zero Hedge.

"De l'Ukraine à la mer de Chine du Sud, des campagnes étrangères de désinformation font plus que répandre des sentiments anti-occidentaux, ils manipulent la perception du public en changeant les faits sur le terrain et en subvertissant la démocratie et les intérêts des Etats-Unis" a déclaré M. Lieu, soulignant l'importance de ces dernières paroles.

Le membre du Congrès ne cache pas quel pays est particulièrement ciblé par cette loi, le qualifiant de "menace la plus importante".

"La Russie continue à cracher sa désinformation et ses mensonges, minant les États-Unis et leurs intérêts dans des endroits comme l'Ukraine, tout en alimentant l'instabilité dans ces pays," a expliqué M. Kinzinger dans un communiqué sur son site officiel.

Ce projet de loi ne propose pas de créer une équipe d'honorables enquêteurs, qui sépareraient la vérité de fausses informations des gouvernements étrangers en vue d'améliorer la vie des Américains et des populations alliées. Non, ce document, loin de l'attention du public, devient un clou de plus dans le cercueil de la liberté de la presse en rendant vains les efforts pour créer un système d'informations objectives.

Le document, néanmoins, prévoit la création d'un organisme spécial qui devrait cerner les sources de désinformation, analyser les données, et, d'une manière vraiment dystopique, "élaborer et diffuser des discours basés sur les faits" pour contrer la propagande mensongère.

Une autre raison qui fait réfléchir sur les vrais motifs du gouvernement américain est le fait que le secrétaire américain d'État à la coordination du secrétaire de la Défense et le directeur du renseignement national sont chargés de créer cet organisme spécial, nommé Centre d'analyse des informations et des réponses.

i on jette un coup d'œil sur la liste des fonctions de ce centre, il est évident que le projet de loi représente un retour spectaculaire à l'époque de la guerre froide.

"Identifier les tendances émergentes et actuelles de la propagande et de la désinformation étrangères, y compris (...) l'utilisation des opérateurs et des agents spéciaux secrets ou clandestins pour influencer les populations et les gouvernements ciblés, afin de coordonner et de façonner le développement des tactiques, des techniques et des procédures pour exposer et réfuter la désinformation étrangère"

Cela signifie que si le projet de loi est adopté, il permettra à la propagande pro-américaine d'infiltrer tous les médias mainstream, aussi bien que les médias sociaux et les services d'information en ligne, autrement dit de s'immiscer partout.

Il est évident que, pour les contribuables américains, le fardeau sera encore très lourd.

"Alors que les dépenses des Etats-Unis pour Voice of America sont assez faibles, le Kremlin alloue d'énormes fonds pour son agence d'information RT (Russia Today)", a expliqué le sénateur Rob Portman, signifiant ainsi que cette nouvelle initiative coûtera cher à Washington. sputniknews.com 07.06

En complément.

- "Les médias, une arme géopolitique dans les mains de l'Occident" - sputniknews.com

Depuis longtemps, l'Occident se sert des médias comme d'une arme et ce dans le but d'atteindre ses objectifs géopolitiques, assure dans un entretien à Sputnik le journaliste vénézuélien et reporter de la chaîne Telesur Rolando Segura.

"Il en existe de nombreuses preuves. Je mentionnerais le rôle joué par la presse occidentale dans le renversement du leader

libyen Mouammar Kadhafi. J'étais correspondant dans ce pays et j'ai tout vu de mes propres yeux. Les journaux et les chaînes répétaient à longueur de temps qu'une +intervention humanitaire+ était indispensable dans ce pays pour protéger les civils contre le dictateur sanglant", a-t-il déclaré lors du forum intitulé "Nouvelle ère du journalisme: adieu aux grands médias internationaux".

Et voilà que cette "mission humanitaire" s'est traduite par des bombardements qui ont fait entre 30.000 et 100.000 victimes, poursuit-il.

"Ces mêmes médias qui accusaient sans répit Kadhafi de tous les maux, n'ont pas prononcé un seul mot sur les bombardements occidentaux sur des hôpitaux, écoles, immeubles résidentiels, installations d'approvisionnement en eau et en électricité", a pointé M. Segura.

Et d'ajouter que les médias libyens officiels avaient été abolis, si bien que la population de ce pays ne pouvait plus être informée sur ce qui se passe dans le pays. "Ainsi, ils ont pris le contrôle même sur l'espace médiatique de ce pays", a-t-il rappelé.

"Une rhétorique similaire résonne aujourd'hui et vise des pays comme la Russie et le Venezuela. Les médias américains peignent quotidiennement en noir la situation dans mon pays, appelant à une intervention extérieure et ce +pour le bien du peuple vénézuélien+", a lancé Rolando Segura.

Selon ce dernier, les médias qui diffusent un point de vue alternatif sur les événements internationaux doivent s'unir pour faire front uni face à "la guerre médiatique occidentale".

"C'est avec tout le sérieux possible qu'il faut prendre les déclarations des leaders occidentaux appelant à torpiller le travail des médias comme RT, Sputnik ou Telesur. Nous devons nous entraider pour leur compliquer la tâche qui n'est autre qu'une attaque à la liberté d'expression", a conclu l'expert.

Le forum "Nouvelle ère du journalisme: adieu aux grands médias internationaux" a démarré à Moscou le lundi 6 juin. Des experts des médias de 30 pays, dont les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Inde, la Chine, l'Egypte, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et les Emirats arabes unis, participent au forum qui se tient dans l'agence Rossiya Segodnya.

L'événement a été inaugurée par une session intitulée "Le journaliste à l'époque de l'après mainstream" où des experts russes et étrangers se sont réunis pour discuter des tendances actuelles dans les médias et des traits caractéristiques de cette époque pour tenter de pénétrer la dynamique de son développement. sputniknews.com 06.06

[Quand l'oligarchie détiendra tous les pouvoirs, plus besoin de partis ou de la politique.](#)

- C'est probablement la fin de la politique telle que nous la connaissons - Slate.fr

Cet article publié par Slate est signé Christian Caryl, journaliste à Foreign Policy ou la voix de l'oligarchie anglo-saxonne, de la Fed et du Pentagone.

Les divisions idéologiques traditionnelles entre droite et gauche sont en train de disparaître. Et cela pose de grandes questions sur l'avenir de la démocratie libérale.

Nous continuons de classer nos politiciens à droite et à gauche, en ignorant généralement que cette distinction date de la Révolution française.

(Ces "divisions idéologiques" disparaissent parce que tous les partis institutionnels assument ouvertement de nos jours leur subordination au capitalisme. Pourquoi ? D'une part, parce que la crise du capitalisme le nécessite, d'autre part parce qu'à la suite de la trahison de la social-démocratie et du stalinisme le mouvement ouvrier international n'a pas été capable de se doter d'une nouvelle direction, il ne s'en est jamais remis et la menace de la révolution socialiste s'est éloignée. On pourrait ajouter la moindre concentration de la classe ouvrière dans les pays occidentaux, son atomisation croissante, son extrême hétérogénéité, son embourgeoisement l'ayant conduite à s'accommoder du capitalisme jusqu'à en perdre toute notion du socialisme assimilé au réformisme bourgeois ou au stalinisme.

Ces "divisions idéologiques" étaient devenues une imposture que les uns et les autres entretenaient minutieusement et cyniquement à l'aide d'artifices démagogiques depuis le premier quart du XXe siècle, de sorte que le jour où elle s'étalerait au grand jour ou prendrait fin les travailleurs ne comprendraient pas ce qui se passerait et se retrouveraient totalement désarmés théoriquement et politiquement pour en tirer les enseignements politiques qui leur auraient permis de renouer avec le socialisme. Et dès lors qu'aucun parti ouvrier ne serait en mesure d'incarner une issue politique à la crise du capitalisme susceptible de rassembler les éléments les plus avancés du prolétariat, la réaction représentée par la droite et la gauche (et l'extrême droite) allait avoir le champ libre pour passer à l'offensive généralisée contre la classe ouvrière pour lui reprendre tous les droits ou acquis sociaux qu'elle avait dû lui concéder lors de la lutte des classes des décennies antérieures, sans qu'elle trouve les moyens de s'y

opposer efficacement tant elle demeurerait divisée, faiblement organisée et empêtrée dans une confusion qui à ce jour demeure inextricable. On a préféré s'en tenir ici à des facteurs objectifs ou matériels auxquels les lecteurs peuvent facilement se référer pour comprendre ce processus, plutôt que d'évoquer des facteurs subjectifs sujets à des polémiques sans fins qui ne mènent nulle part. - LVOG)

Les deux pôles idéologiques de droite et de gauche reflétaient autrefois une vraie réalité sociale, la division fondamentale entre la classe laborieuse industrielle et agricole et ceux qui leur donnaient des ordres. Les sociétés occidentales ne sont plus organisées aussi simplement.

(Sans que fondamentalement les rapports entre les classes n'aient changé, une infime minorité continuant d'exploiter et d'opprimer l'immense majorité qui produit les richesses sous forme de biens ou de services. Qu'il soit plus aisé de saisir ce que signifie l'exploitation quand on travaille sur une chaîne de production ou sur un chantier, plutôt que lorsqu'on travaille dans un bureau, cela a toujours été. Autrefois très souvent les employés se rangeaient au côté de la direction contre les ouvriers, ils étaient assimilés aux cols blancs, aux mains propres, ce qui n'interdisait pas leur fraternisation. De nos jours ce qui les réunit, c'est davantage le mode ou le niveau de vie qu'ils partagent, la pauvreté et la précarité, ainsi que les innombrables difficultés auxquelles ils sont confrontés ou tout simplement pour survivre. Qu'on soit employé, ouvrier, technicien ou cadre dans le privé, qu'on travaille dans une TPE ou une multinationale, on doit toujours affronter un capitaliste, un patron, des actionnaires, et le profit, la productivité, la compétitivité, demeurent les critères que leurs dirigeants privilégient et opposent à leurs revendications. Il en va de même chez les fonctionnaires toutes catégories confondues qui ont pour patron l'Etat placé sous la tutelle des marchés financiers. En revanche, leurs statuts qui diffèrent notamment sur la question de la garantie de l'emploi a pris davantage d'importance avec le chômage de masse, au point que bien des fonctionnaires s'en contentent ou s'estiment heureux comme ils sont, cela vaut également pour les travailleurs des secteurs protégés et privés qui seront portés vers le corporatisme. L'absence de revendications collectives ou communes aux travailleurs du privé et du public, donc politiques, ne contribue pas à leur unité. - LVOG)

Les distinctions de classe existent encore de toute évidence, mais elles sont bien plus compliquées qu'autrefois. (Il suffit de réintégrer les services dans la production des marchandises quand ils en sont une extension ou, de leur rendre la place qu'ils occupent dans le fonctionnement de la société quand ils lui sont indispensables, pour que ce qui semble au premier abord "compliqué" le devienne beaucoup moins, les uns et les autres remplissant une fonction irremplaçable dans la société. - LVOG)

Il est possible que nous soyons en train de vivre un genre de réalignement politique fondamental, un profond déplacement de l'équilibre des forces sociétales, et que nous ne voyions pas encore où tout cela nous mène. (Ils feignent de n'y être pour rien. - LVOG) Mais il y a une autre possibilité, plus radicale: celle que la démocratie libérale occidentale soit témoin de rien moins que de la fin de la politique telle que nous la connaissons –et que les effets en soient potentiellement tumultueux. À en juger par les convulsions qui secouent en ce moment le système politique occidental, je ne suis pas sûr que nous puissions exclure cette possibilité. Slate.fr 07.06

(Qu'en réalité ils appellent de leurs vœux, mais qu'ils ne peuvent qu'esquisser pour le moment. La "fin de la politique" se traduirait simultanément par le contrôle total de la société par l'oligarchie qui concentrerait entre ses mains tout le pouvoir économique et politique. La "fin de la politique" est inscrite dans le projet de traité transatlantique de libre-échange E-U-UE (et le traité transpacifique), qui n'est rien d'autre que le programme politique de l'oligarchie anglo-saxonne destiné à lui transmettre tous les pouvoirs, y compris judiciaire. - LVOG)

La classe ouvrière et la lutte des classes existent encore, il ne manque plus que le socialisme.

- Qui sont les ouvriers d'aujourd'hui ? - lemonde.fr

Lorsque Martin Thibault, sociologue du travail à l'université de Limoges, a entamé son enquête, Ouvriers malgré tout (Raison d'agir éditions, 2013), auprès des agents de maintenance de la RATP, l'entreprise lui a répondu qu'il n'y avait pas d'ouvrier chez elle. Souvent, les agents eux-mêmes ne se disaient pas ouvriers, jusqu'à ce qu'ils soient rattrapés par la réalité de leur métier – physique, répétitif, très encadré et exercé dans des hangars où il fait trop chaud ou trop froid. Dans les entrepôts de la grande distribution, même constat : ni les préparateurs de commandes ni les caristes ne se disent ouvriers. Et chez Amazon, les salariés sont des « associates ».

Mais alors, comment définir les ouvriers d'aujourd'hui si eux-mêmes ne se disent pas ouvriers ? Où est la classe ouvrière qui, au moins en partie, se vivait comme telle, avec ses codes, ses fiertés, ses savoir-faire et ses représentants ? Où sont les bataillons d'ouvriers entrant et sortant en même temps de l'usine ? L'ouvrier est-il une espèce en voie de disparition ? La notion de classe ouvrière a-t-elle encore un sens ?

Un monde ouvrier tertiarié

Maçons, chauffeurs, soudeurs, jardiniers, métalliers, commis de cuisine, dockers, ostréiculteurs... Selon l'Insee, la France compte 6,3 millions d'ouvriers, classés en trois catégories : qualifiés, non qualifiés et agricoles. Un chiffre en net recul par rapport aux

années 1970. Alors qu'ils occupaient 40 % des emplois il y a quarante ans, ils n'en occupent plus que 20,5 % aujourd'hui. Continental, Metaleurop, Goodyear... Ce sont avant tout des postes non qualifiés du secteur industriel qui ont disparu : en moins de quinze ans, l'industrie a perdu près de 1,4 million d'emplois.

Mais si la figure mythique de l'ouvrier en bleu de travail sur une chaîne de production n'est plus centrale, les ouvriers ont investi d'autres secteurs : la moitié d'entre eux travaillent désormais dans le tertiaire, ils sont 15 % dans le bâtiment et, dans certains domaines, comme la logistique, leur nombre augmente.

Au total, un homme français sur trois ayant un emploi est encore un ouvrier. Et s'ils ont vieilli, les ouvriers restent plus jeunes que les « jeunes cadres dynamiques » : un sur quatre a moins de 30 ans, contre un cadre sur huit. « Leur déclin numérique est réel mais relatif, affirme David Gaborieau, sociologue du travail. Les ouvriers représentent encore près du quart (21,5 %) de la population active, c'est important. Ce qui a vraiment décliné, c'est leur visibilité. »

« Avant, il y avait les mines, la sidérurgie, Boulogne-Billancourt, de gros établissements dans de grandes régions industrielles où les ouvriers étaient regroupés, observe Roger Cornu, sociologue et chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Depuis, il y a eu une baisse drastique de la main-d'œuvre dans les grandes unités de production : aujourd'hui, plus de la moitié des ouvriers travaillent dans des établissements de moins de cinquante salariés, souvent situés dans des zones rurales. Tout ce qui était spectaculaire s'est démantelé progressivement. Du coup, les ouvriers disparaissent. »

« On s'intéresse rarement à l'intérieur des usines, comme s'il n'y avait plus que des ouvriers sans emploi. »

Peu visibles dans l'espace public, les ouvriers le sont aussi dans les médias. A la télévision, seules 3 % des personnes interviewées sont des ouvriers, contre 61 % de cadres, selon le baromètre de la diversité du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). « Lorsqu'ils apparaissent dans les médias, les ouvriers sont soit accusés d'être responsables de la montée du Front national, ce qui est en partie faux puisqu'ils sont très largement abstentionnistes, soit interrogés alors qu'ils viennent de perdre leur emploi après une délocalisation, regrette Martin Thibault. Ils apparaissent comme un monde vieux, finissant. On s'intéresse rarement à l'intérieur des usines, comme s'il n'y avait plus que des ouvriers sans emploi. »

Un autre facteur a contribué à la perte de visibilité des ouvriers : l'affaiblissement des organisations syndicales et politiques qui parlaient en leur nom – même si elles n'ont jamais représenté tous les ouvriers, et notamment les immigrés et les femmes. Le Parti communiste français (PCF), en particulier, a considérablement perdu de son influence. Il a aussi cessé, dès les années 1980, d'œuvrer à former et promouvoir des élites ouvrières militantes. Dans le champ de la représentation politique, plus personne, ou presque, n'est issu du monde ouvrier. « Dans certains secteurs d'activité, le groupe [ouvrier] n'a plus les moyens de se représenter en tant que tel », résume David Gaborieau.

Ouvriers et employés, une frontière floue

Autre évolution, la frontière entre le monde des ouvriers et celui des employés n'a jamais été aussi floue. Une caissière qui accomplit une tâche d'exécution répétitive, codifiée et fortement encadrée n'est-elle pas, d'une certaine façon, une ouvrière ? Et un employé d'un centre d'appel ? D'une chaîne de restauration rapide ? Les classifications de l'Insee disent-elles tout du travail ouvrier ?

En décembre, la revue *Savoir/Agir* (éditions du Croquant) titrait : « De la classe ouvrière aux classes populaires ». « La notion de classe populaire, qui rassemble ouvriers et employés, permet de prendre en compte un double mouvement, explique Cédric Lomba, chargé de recherche au CNRS. D'un côté, le travail des employés s'est industrialisé, standardisé. Et à l'inverse, une partie des ouvriers réalise des tâches éloignées du monde manuel. Dans la sidérurgie par exemple, les opérateurs de production interviennent assez peu sur le produit et contrôlent un processus informatique. »

La notion de « classes populaires » traduit aussi une mixité nouvelle. Avec l'arrivée des femmes sur le marché du travail, les familles ouvrières ont été remplacées par des familles « hybrides », avec un père ouvrier – le secteur reste masculin à 80 % – et une mère employée – plus de 75 % des employés sont des femmes. « C'est une évolution importante, insiste Henri Eckert, professeur de sociologie à l'université de Poitiers. Historiquement, ouvriers et employés n'avaient pas les mêmes comportements vis-à-vis de la propriété, de la consommation... Et pendant longtemps, être employé était plus prestigieux. »

Si le monde employé a perdu de son aura, c'est aussi le cas du monde ouvrier. « A l'époque, quand on obtenait un CAP ou que l'on était apprenti, c'était une promotion, indique Roger Cornu. Aujourd'hui, si vous n'avez pas le bac, vous êtes considéré comme un déchet. Devenir ouvrier ne fait plus rêver. »

« Beaucoup d'enfants deviennent ouvriers comme leurs parents – plus d'un ouvrier sur deux est un enfant d'ouvrier, quasiment comme il y a trente ans –, alors qu'ils ont fait des études beaucoup plus longues, ajoute Martin Thibault. Ils ont une autre grille de lecture et sont plus sensibles à la représentation dominante, très dévalorisante. Mais la position ouvrière est souvent la seule à laquelle on peut accéder sans diplôme d'enseignement général. »

Les ouvriers, des précaires

De fait, les ouvriers sont les premiers touchés par la précarisation de la société. Ils sont la catégorie professionnelle la plus frappée par le chômage (14,7 % en 2014) et la plus exposée aux contrats temporaires. Dans les grands groupes, le chômage partiel se multiplie. « Les fermetures d'usine ne sont souvent que l'aboutissement d'une longue série de restructurations partielles, détaille Cédric Lomba. A chaque fois, on diminue le nombre d'intérimaires, on ne reconduit pas un CDD, on licencie une partie des travailleurs stables ou on ne remplace pas des départs à la retraite... Cette condition d'incertitude, cet état de restructuration permanente font partie du quotidien des ouvriers. »

« Beaucoup de jeunes sont précaires avant d'être ouvriers. »

« Des jeunes travaillent six mois dans une usine, puis sont au chômage, puis se retrouvent deux mois dans une société de surveillance, ajoute Henri Eckert. Ils vivent d'emplois ouvriers en emplois non ouvriers. Ce sont des précaires avant d'être des ouvriers. »

Si une partie des emplois se sont qualifiés, par exemple dans l'automobile, l'automatisation n'a pas toujours permis de rendre le travail plus gratifiant, et les possibilités d'ascension sociale se sont tassées. Avec la réduction des effectifs, les postes d'encadrement sont moins nombreux ou réservés aux plus diplômés. « Dans la logistique pharmaceutique par exemple, quand il y a deux chefs d'atelier pour 150 personnes, les ouvrières essaient au fil des années de trouver un poste un peu moins pénible mais ne changent pas de salaire ni de statut, raconte Cédric Lomba.

Ce sont des carrières horizontales. »

Invisibles et souvent précaires, privés d'une représentation forte et valorisante, les ouvriers n'ont pourtant pas disparu. « La notion de classe populaire a un sens, assure Cédric Lomba. La bourgeoisie est la classe la plus mobilisée pour défendre ses intérêts, mais ce n'est pas parce que les autres classes sont moins mobilisées qu'elles n'existent pas. » lemonde.fr 07.06

Bienvenue en oligarchie.

- «Peshmerga», quand le poids des mots plombe la force des images

Aux côtés des combattants kurdes face à Daech en Irak, Bernard-Henri Lévy a recueilli des séquences impressionnantes, mais soumises à un commentaire envahissant et réducteur. Slate.fr

- François Hollande devrait engager Zlatan pour s'occuper de sa com'

«Je peux le rendre populaire si je veux», a déclaré le footballeur mégalo au Monde. Chiche. L'échange est surréaliste. Dans les colonnes du Monde mardi 7 juillet, le footballeur suédois du PSG Zlatan Ibrahimovic a livré une prestation à la hauteur de sa réputation de mégalomane. Slate.fr

- Macron ou la «révolution passive» des élites françaises

La recette politique macronienne repose sur un projet social-libéral, doctrine pourtant aujourd'hui minoritaire dans l'opinion, mais qui répond en revanche à une forme d'urgence idéologique pour les élites au pouvoir: s'adapter et survivre dans une période de décomposition. Slate.fr

- C'est probablement la fin de la politique telle que nous la connaissons

Les divisions idéologiques traditionnelles entre droite et gauche sont en train de disparaître. Et cela pose de grandes questions sur l'avenir de la démocratie libérale. Les élections présidentielles américaines de cette année 2016 sont assez extraordinaires. Qui aurait pu prévoir l'incroyable Slate.fr

- Dans les médias, le ramadan n'est plus «ce corps étranger» qu'il faut traiter

Depuis une petite dizaine d'années, la couverture de la fête musulmane tend à se banaliser. Décryptage d'un traitement qui ressemble de plus en plus à celui d'un marronnier. Slate.fr

- «Game of Thrones» a libéré l'inceste... dans les fanfictions

Les amateurs de «Game of Thrones» multiplient les relations incestueuses façon Jaime et Cersei Lannister. Cet article contient

des spoilers sur le quatrième épisode de la saison 6. Game of Thrones est une série de vicieux devant laquelle on s'attendrit d'une relation entre un frère et sa soeur... Slate.fr

- Les jeux vidéo de Blizzard bientôt diffusés en streaming sur Facebook

Les joueurs de « World of Warcraft », « StarCraft 2 » ou encore « Diablo 3 » pourront sous peu partager leurs parties en direct sur leur fil d'actualité Facebook. LeMonde.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 10 juin 2016

CAUSERIE

Les causeries et info en bref de mai son disponibles au format pdf, 168 pages.

On a actualisé la rubrique "Articles d'actualité."

La suite demain car je croule sous les emmerdements et j'ai un tas de trucs à faire chez moi en urgence.

En attendant, un commentaire intéressant d'un internaute.

- "Voici un extrait du plan menant à la gouvernance mondiale. Ce texte abondant quantités de moyens d'asservissement, est issu du fameux « Protocole de Toronto 6.6.6.".

6.6.6. désignant ceux qui dirigent les 6 plus grandes banques mondiales, les 6 plus grands consortiums énergétiques de la planète (dont le pétrole fait partie), et les 6 plus grands consortiums de l'agroalimentaire (dont fait partie le contrôle des principales routes alimentaires du monde).

Extrait :

« Aujourd'hui, nous devons faire en sorte que cet "Esprit" se traduise par une "Société Mondiale du Loisir" sous toutes ses formes. Ce "Loisir" doit se composer du [Sexe], des [Drogues], du [Sport], des [Voyages/Exotisme], et des [Loisirs] en général, mais accessibles à toutes les couches de la Société. L'Homme doit arriver à croire qu'il est "Moderne", et que sa modernité est composée de sa capacité, et de sa possibilité de pouvoir jouir largement, et maintenant de tout ce qui l'entoure.

Pour parvenir à cet objectif, il est impératif de pouvoir infiltrer les Médias (Radio, Télévision, Journaux), les milieux de la "Mode" et la "Culture" (les milieux de la Nouvelle Musique) par lesquels nous influencerons, à coup sûr, toutes les couches des Sociétés Occidentales. Ainsi en tenant sous la coupe des "Sens" la jeunesse (les adultes de demain), nous aurons par conséquent la voie libre pour infiltrer, et transformer en profondeur, sans être inquiétés, le Politique, le Système Légal et l'Education; ce qui nous permettra de modifier en profondeur le cours, l'orientation future des Sociétés visées par notre "Plan".

Les populations, nous le savons, n'ont pas de mémoire historique. Ils répètent inlassablement les erreurs du passé sans se rendre compte que ces mêmes erreurs avaient conduits leurs pères, avant eux, aux mêmes déchéances qu'ils vivront en pire avant la fin de ce siècle. Voyez, par exemple, ce que leurs grands-pères ont vécu au début de ce siècle grâce au travail acharné de nos prédécesseurs." Fin.

Récemment je me suis fait la réflexion suivante :

Internet et les réseaux dits sociaux flattent l'égo ou l'individualisme inconscient et effréné de la plupart des gens, pendant que leurs droits sont individualisés, donc détruits les uns après les autres, sans que cela ne les fasse réfléchir davantage ou n'influe sur leur comportement qui tend invariablement à se décomposer.

Ils leur donnent l'impression trompeuse d'enfin exister, de sortir de l'anonymat dans lequel frustrés ils végétaient, cela leur donne de l'importance, ils ont la sensation de détenir du pouvoir, ils s'expriment à tort et à travers sur tout et sur rien sans rien n'avoir véritablement étudié sérieusement ou expérimenté, à quoi bon puisqu'à part s'écouter parler ils sont incapables de tirer le moindre enseignement d'une discussion, car dorénavant ils considèrent détenir la vérité et à ce titre ils se permettent de juger ou de mépriser les travaux de ceux qui leur ont consacré de nombreuses années ou la totalité de leur vie.

C'est ainsi que vous pouvez aborder un sujet une multitude de fois étalé sur plusieurs années, sous des angles différents, en développant une argumentation étayée par de nombreux faits, en exposant les différentes étapes de votre réflexion ou le processus intellectuel logique sur lequel repose votre démonstration, rien n'y fait, à peine ont-ils parcouru vos articles qu'ils les critiquent, les descendent en flèche, bref, vous font comprendre que vous êtes un con et qu'eux savent tout mieux que tout le monde.

Internet et les réseaux dits sociaux vous donnent le pouvoir d'étaler votre ignorance élevée au rang de vertu, votre manque de discernement. Ce sont les pires ennemis de la modestie indispensable pour évacuer tout a priori et pouvoir réfléchir sereinement sur un sujet pour réellement progresser, ce qui certes nécessiterait davantage d'efforts et de courage, de volonté et de persévérance, ce qui prendrait également plus de temps, l'ennemi de l'immédiateté dans laquelle on se laisse emporter et qui finit par nous s'abrutir littéralement au point d'en avoir des vertiges, que dans une suprême confusion on prend pour un éclair de conscience.

Internet et les réseaux dits sociaux rendent mégalomanes, schizophrènes, ils participent au conditionnement des masses, au formatage des consciences selon des critères qui échappent à ceux qui les utilisent, à leur insu donc. Ils leur indiquent ce à quoi ils doivent penser pendant qu'ils ne penseront pas à autres choses, donc cela influe sur le choix et l'orientation de leurs préoccupations qui sont dictées par ceux qui les manipulent et s'emploient à déstructurer ou déstabiliser leur personnalité devenue particulièrement vulnérables.

A l'arrivée on se retrouve face à des gens qui semblent tous formater selon le même modèle, et qui ne supportent plus ceux qui ne leur ressemblent pas, ce en quoi ils sont encouragés ou se croient légitimes, du fait que la multitude adopte le même comportement, pour un peu ils y verraient un exemple de démocratie, pas que les médias institutionnels n'ont pas hésité à franchir sans la moindre réaction de leur part puisque dorénavant ils sont conditionnés.

Le plus grand danger et la plus grande réussite que peuvent revendiquer Internet et les réseaux dits sociaux en privilégiant le traitement immédiat de l'information, c'est d'avoir réussi à briser le lien qui existe entre le présent et le passé, le lien logique qui existe entre eux, et donc l'instrument essentiel à toute réflexion ou tout raisonnement pour interpréter le monde dans lequel nous vivons.

La logique est l'instrument que l'on acquiert à l'école ou au cours de nos multiples expériences, qui fait défaut à l'illettré qui agit avant de penser de préférence, j'en ai l'exemple sous les yeux quotidiennement avec ma compagne Selvi et sa soeur Adilakshmi pour en parler, et entre nous je peux vous dire que ce n'est pas de la tarte, même si en compensation elles sont généralement de bonne humeur et m'aide ainsi à garder le moral, ce qui ne sera pas le cas d'une personne plus développée qui ruminera sans cesse des choses désagréables ou noires jusqu'à en avoir la nausée, j'ai connu cela aussi.

Bref, briser cet instrument merveilleux pour peu qu'on le cultive et le développe, est le meilleur moyen pour vous faire perdre tous vos repères, vous conduire à tout confondre, à ne plus savoir quoi penser, et nombreux semble-t-il sont les gens qui de nos jours en sont arrivés à cette conclusion dramatique, ne plus savoir quoi penser ou ne plus oser penser autrement, en être devenu incapable sans savoir pourquoi, sans même se le demander, cela va de soi, se contentant de ce qu'ils sont ou de leur manière de penser qu'ils estiment satisfaisante, alors qu'elle est particulièrement médiocre, aussi médiocre que celle de Selvi et Adilakshmi qui n'y sont pour rien et qui ont des excuses donc qu'il ne faut pas juger.

Quand on parle au nom des travailleurs ou du socialisme, on se doit de ne pas imiter les masses les plus profondément arriérées, fort d'une riche expérience qu'elles n'ont pas eu la chance de connaître, on se doit de développer les facultés et les outils logiques qu'on a eu l'occasion de mettre à l'épreuve au cours de notre passé, afin de parvenir à un niveau de discernement satisfaisant ou à un niveau de conscience supérieur qui nous permettent d'interpréter chacune de nos expériences, sinon nous en sommes indignes. A suivre.

[Haut de page ↗](#)

Le 11 juin 2016

[CAUSERIE](#)

[Une vidéo.](#)

Syrie : un autre éclairage du conflit qui dure depuis 5 ans - juin 2016

https://www.youtube.com/watch?v=_2rf5DcM-t0

Dans cette interview réalisée pour Be Curious TV par une journaliste indépendante, un Syrien chrétien, médecin, évoque le quotidien des Syriens. Il appelle à ouvrir les yeux sur la "malinformation" qui entraîne une compréhension erronée de la réalité syrienne et retarde le retour à la paix.

[Le réformisme ou le « moindre-malisme » : Le pire mal causé au mouvement ouvrier, assurément.](#)

POID - Il n'est pire mal que le « moindre-malisme » - Editorial de la Tribune des travailleurs du 1er juin 2016

Extrait.

- "Du point de vue de la classe ouvrière et de l'indépendance de ses organisations, il n'est pire mal que le moindre-malisme, qui remet en cause l'indépendance et l'unité du mouvement ouvrier forgée sur les revendications, et s'accommode du démantèlement des droits collectifs."

Effectivement c'est au nom du "moindre-malisme" que les lambertistes ont ménagé ou soutenu ouvertement le PS et dans une moindre mesure le PCF, notamment, qui se sont avérés être le "pire mal" causé au mouvement ouvrier.

Oser encore affirmer que les syndicats seraient indépendants (de l'Etat) après n'avoir jamais cessé de démontrer le contraire depuis que la CGT fut stalinisée, c'est démagogique, un pur mensonge et se rendre complice de leurs appareils corrompus.

Nous leur rappelons que ce ne sont pas les revendications qui forgèrent à l'origine la nature et l'unité du mouvement ouvrier, mais l'objectif de son combat, en finir avec le salariat, donc le capitalisme, objectif que les syndicats qui l'avaient un jour adopté ont abandonné depuis des lustres.

L'unité du mouvement ouvrier "forgée sur les revendications" sociales, cela porte un nom, cela s'appelle le réformisme (bourgeois), dès lors qu'elle ne s'inscrit pas dans la perspective du renversement du régime en place ou d'inverser les rapports sociaux en vigueur.

Que des revendications sociales à caractère collectif servent de catalyseur à la mobilisation des masses et à la réalisation de leur unité, personne ne le niera, mais cela n'est qu'un pur constat, un lieu commun qui ne mène nulle part hormis s'accommoder du régime en place.

Les lambertistes réécrivent l'histoire du mouvement ouvrier en effaçant les uns après les autres les épisodes qui justement ne s'insèrent pas dans le « moindre-malisme » qu'ils ont eux-mêmes adopté en guise de théorie sous un vocable à résonance révolutionnaire pour capter l'attention des travailleurs les plus avancés ou conscients, et finalement les conduire dans une impasse politique que traduit la dislocation et la décomposition de l'avant-garde, car cela concerne également les autres courants se réclamant du trotskysme.

Le « moindre-malisme » est à l'origine de la dégénérescence de la social-démocratie, puis de l'avènement du stalinisme

Le « moindre-malisme », c'est aussi le programme du Front populaire, du Conseil nationale de la résistance, qui consistait en un certain nombre de réformes sociales concourant à l'amélioration de la condition ouvrier dans le cadre du régime capitaliste qu'il était hors de question de remettre en cause ou de renverser en 1936 comme en 1945, ce que Thorez résumera dans une formule lapidaire mais ô combien révélatrice de la nature du stalinisme : « il ne doit y avoir qu'un seul Etat, une seule armée, une seule police » (Le 19 novembre 1946, interviewé dans le Time).

Le « moindre-malisme », c'est à l'origine disions-nous le programme antisocialiste des Dühring ou Bernstein opposé à celui d'Engels consistant à abandonner le but de la lutte de classe du prolétariat au profit du mouvement, la lutte, la lutte, rien que la lutte jusqu'à l'épuisement ou le pourrissement si vous préférez, devant conduire pas à pas à réaliser le socialisme après avoir nié la crise qui ronge le capitalisme et nécessite la remise en cause des droits sociaux et politiques acquis ou concédés à la classe ouvrière, révélant la nature contre-révolutionnaire de ce programme destiné à soumettre les travailleurs au capitalisme et à leur faire abandonner toute autre perspective politique.

C'est ce programme « moindre-malisme » ou antisocialiste que le PS et le PCF devaient adopter après être devenus des agents du capital, des ennemis de la classe ouvrière, entraînant dans leur sillage les syndicats qu'ils contrôlaient et qui n'avaient donc rien d'indépendants ou si, de la classe ouvrière.

R. Luxemburg : Réforme sociale ou révolution ?

Extrait de la préface.

La social-démocratie peut-elle donc être contre les réformes sociales ? Ou peut-elle opposer la révolution sociale, le bouleversement de l'ordre établi, qui est son but final, à la réforme sociale ? Assurément non ! Pour la social-démocratie, lutter à l'intérieur même du système existant, jour après jour, pour les réformes, pour l'amélioration de la situation des travailleurs, pour des institutions démocratiques, c'est la seule manière d'engager la lutte de classe prolétarienne et de s'orienter vers le but final, c'est-à-dire de travailler à conquérir le pouvoir politique et à abolir le système du salaire. Entre la réforme sociale et la révolution, la social-démocratie voit un lien indissoluble : la lutte pour la réforme étant le moyen, et la révolution sociale le but.

(On remarquera que de nos jours à part des intellectuels porte-parole du régime qui évoquent la fin du capitalisme, du salariat, etc. plus aucun parti n'ose produire des articles destinés à un large public comportant cet objectif ou y faire référence dans leur propagande. Bien entendu, quand ces intellectuels évoquent cette éventualité, c'est pour mieux nous asservir au nouvel ordre mondial qu'ils appellent de leurs vœux et qui est censé remplacer le modèle économique actuel, et non pour nous proposer de passer au socialisme.

Nous devons préciser que "la réforme" ne peut être un "moyen" pour nous rapprocher de notre "but", la "révolution sociale", que dès lors qu'ils demeurent indissolublement liés et qu'on s'emploie à expliquer patiemment en quoi et pourquoi ils sont liés, au lieu de le passer sous silence, ce qui revient en pratique à briser ce lien, et donc à s'aligner sur le « moindre-malisme ». - LVOG)

Ces deux éléments du mouvement ouvrier, nous les trouvons opposés pour la première fois dans les thèses d'Edouard Bernstein, telles qu'elles sont exposées dans ses articles sur les "Problèmes du socialisme", parus dans la Neue Zeit en 1897-1898, ou encore dans son ouvrage intitulé : Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie. Sa théorie tout entière tend pratiquement à une seule chose : à nous faire abandonner le but final de la social-démocratie, la révolution sociale, et à faire inversement de la réforme sociale, simple moyen de la lutte de classe, son but ultime. Bernstein lui-même a formulé ses opinions de la façon la plus nette et la plus caractéristique, écrivant : "Le but final, quel qu'il soit, n'est rien, le mouvement est tout".

Or, le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement socialiste de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe contre ce régime, pour l'abolition de ce régime ; ceci étant, l'alternative posée par Bernstein : "réforme sociale ou révolution" équivaut pour la social-démocratie à la question : être ou ne pas être.

(En brisant le lien entre les moyens et le but du combat du mouvement ouvrier et du prolétariat, les partis ouvriers de socialistes deviennent démocrates bourgeois. - LVOG)

Dans la controverse avec Bernstein et ses partisans, ce qui est en jeu - et chacun, dans le parti, doit en être conscient - c'est non pas telle ou telle méthode de lutte, non pas l'emploi de telle ou telle tactique, mais l'existence tout entière du mouvement socialiste.

(Pour ne pas l'avoir compris, nos dirigeants ont compromis "l'existence tout entière du mouvement socialiste". - LVOG)

Est-ce un slogan du FN ?

- Euro 2016 : la France s'habille en bleu-blanc-rouge - Francetv info

Le premier match des Bleus est très attendu des supporters tricolores partout en France. Francetv info 10.06

Le droit du travail ou la justice privatisée.

- A Lille, un militant CGT condamné à huit mois de prison avec sursis - libération.fr

Lors de la manif du 17 mai, Antoine C. avait été frappé et maîtrisé par trois policiers sans signes distinctifs. Mais c'est bien lui qui a été condamné jeudi par un tribunal.

Antoine C. est un jeune homme fluet. Le 17 mai, pendant la manifestation contre la loi travail à Lille, il a été frappé et maîtrisé avec violence au sol, genou sur la tête, par trois malabars costauds. Jeudi soir, c'était pourtant lui qui était jugé pour violences, et deux des trois costauds étaient partie civile. Les trois policiers sont membres du Groupe de voie publique, chargé de rechercher des flagrants délits : l'apparente échauffourée était donc une arrestation. Antoine C., lui, affirme qu'il s'est débattu et qu'il ne savait pas que ces hommes étaient de la police.

Sur une vidéo qui a circulé sur les réseaux sociaux militants, rien ne permet de dire qu'ils sont policiers. Pas de brassard visible. Après trois semaines de prison préventive, Antoine C., 28 ans, brancardier intérimaire et militant CGT, a été condamné à huit mois de prison avec sursis pour violences sur policiers, deux mois avec sursis pour refus de prise d'empreinte génétique, et deux ans d'interdiction de manifester dans le Nord. Philippe Martinez, patron de la CGT, le dessinateur Tardi, l'économiste Frédéric Lordon et Clémentine Autain (parti Ensemble) avaient signé une pétition pour demander sa libération, et une centaine de

militants avaient organisé un barbecue avec sono devant le palais de justice de Lille pour le soutenir. Les policiers n'ont pas réclamé de dommages et intérêts.

Coup de pied aux fesses

Le 17 mai, dans la manif lilloise, le cortège vient de démarrer quand il est séparé en deux par les Compagnies départementales d'intervention, des policiers harnachés. Motif : des casseurs se trouveraient dans une portion de la manif, munis de pavés. C'est là que se trouve Antoine. Le policier Anthony S. le voit mettre un casque et chausser ses lunettes par-dessus. Sur la vidéo, on ne voit pas le début de l'interpellation, mais les policiers assurent qu'ils se sont présentés pour contrôle d'identité. Il est maîtrisé. Autour, des manifestants scandent «tout le monde déteste la police». Le policier Anthony S. dit qu'Antoine a cherché à le mordre, lui a donné coups de pied et coups de poing. La procureure, Aline Clérot, explique que le policier n'a pas voulu voir de médecin, parce qu'il ne s'estimait pas «blessé», et que c'est elle qui l'a poussé à le faire. Les médecins ont constaté un «stigmatisme contusionnel à l'œil droit», sans incapacité temporaire de travail.

Alors qu'Antoine se débat à terre, on voit un des policiers, Grégory D., lui donner un coup de pied aux fesses. Juste après, un manifestant, une partie du visage dissimulé par une capuche, donne à son tour un coup de pied aux fesses au policier. Ce manifestant, c'est François D., 45 ans, non syndiqué, prof de tai-chi-chuan au RSA. Arrêté et jugé en même temps qu'Antoine, il a écopé jeudi de six mois de prison avec sursis et, comme Antoine, de deux ans d'interdiction de manifester dans le Nord.

«Eosine»

Antoine finit un genou sur sa tête. Arrestation «pas idéale, mais régulière», estime la procureure. Pourquoi lui ? Parce qu'il «dissimulait son visage», selon les policiers. Il avait un casque intégral de moto sur la tête. Et dans son sac à dos, du sérum physiologique, de l'éosine et un brassard CGT qu'il n'a pas mis. Sur les images, on n'aperçoit que le drapeau CGT accroché à son sac. Le juge le gronde comme un petit garçon : «Est-ce qu'il est normal qu'un manifestant, de surcroît syndiqué, se présente sur les lieux d'une manifestation avec de l'éosine, du sérum physiologique, des gants, un casque intégral, un foulard ? Expliquez-vous monsieur !» Antoine, le visage sombre : «Je vois plein de syndiqués, de journalistes, conscients de la tension qui existe en ce moment, le faire.» Il explique que le 12 mai, cinq jours avant les faits, la manif lilloise n'avait rien eu de bon enfant. Coups, flash-balls, lacrymos. «Il est de mon devoir d'être en capacité de protéger mes camarades plus jeunes et plus vulnérables. On avait fait une trousse de secours.» Le juge : «Il n'y a pas la possibilité de revendiquer les choses calmement ?» Autre problème : Antoine a un tatouage vieux de 10 ans sur le ventre : «ACAB» («Tous les policiers sont des salauds», en anglais). «Erreur de jeunesse», dit Antoine, qui «regrette».

Go pro

Le policier Grégory D. avait une caméra autour du cou, il ne l'a pas mise en route. Il y avait, d'après le dossier, cinq ou six caméras Go pro autour du cou des policiers dans la manif, mais la police n'a rien transmis, au motif qu'il n'y avait rien à en tirer. «On avait grand espoir dans les cinq ou six Go pro, s'étrangle Florian Régley, l'avocat d'Antoine. Elles n'ont pas été saisies par le juge, ni exploitées.» La procureure a estimé qu'Antoine C. n'était «pas un casseur». Elle avait requis huit mois de prison, dont six avec sursis pour les violences, et deux mois ferme pour le refus de prise d'empreintes, le tout aménageable pour éviter une nouvelle détention, parce que «sa place est dehors, pas en prison». libération.fr 10.06

Une justice à charge, de classe, quoi.

La présomption d'innocence n'est plus que virtuel, pour peu qu'elle ait existé un jour. Il faudrait davantage parler de présomption de culpabilité, puisque quels que soient les arguments avancés par la personne accusée d'avoir commis un délit lors de son jugement pour prouver son innocence, aucun ne seront retenus, en revanche tous ceux qui seraient favorables pour établir sa culpabilité seront retenus par le juge ou le parquet, le ministère privé de l'Injustice, c'est ce qui ressort clairement de ce simulacre de procès lorsqu'on lit attentivement cet article.

La loi Travail a été dictée par des intérêts privés, les besoins des capitalistes, donc tous ceux qui la défendent sont forcément innocents ou au-dessus de tout soupçon, leur parole a valeur de référence ou de vérité. Par contre tous ceux qui s'y attaquent, donc qui s'en prennent à ces intérêts privés ou à leurs défenseurs, dont l'appareil répressif de l'Etat, les policiers, sont forcément des menteurs et coupables.

Un autre jour je vous raconterai les démêlés de mon épouse avec la Caf, c'est du même tonneau, à ceci près que ce sont les syndicats qui gèrent les organismes sociaux, principalement FO, ce qui veut dire que je ne peux même pas me tourner vers eux pour défendre mon épouse accusée injustement de fraude. Aux dernières nouvelles, ils lui réclament le remboursement de 21.000 euros et ils ne lui laissent plus pour vivre que 671 euros par mois sur son allocation d'handicapé, ce sont des ordures finies. Depuis avant-hier un avocat se charge de son affaire.

[Nouvelle cuisine pour les riches à la sauce américaine agrémentée d'amendes.](#)

- La «convention judiciaire d'intérêt public», mesure de pragmatisme ou symbole d'une justice à deux vitesses ? - Liberation.fr

Adoptée par l'Assemblée mardi, le texte permet aux entreprises accusées de corruption d'éviter un procès en échange d'une amende. Un système pour plus d'efficacité ou une échappatoire pour les plus riches ? Liberation.fr 10.06

La cocotte minute.

- El Khomri prête à recevoir Martinez "dans la minute" - AFP

La ministre du travail Myriam El Khomri a déclaré vendredi à l'AFP être "prête à recevoir Philippe Martinez dans la minute si cela peut permettre de lever tous les blocages dans le pays", sans attendre un rendez-vous "convenu" avec lui le 17 juin.

"Soyons clair, le gouvernement n'a pas l'intention de retirer ce texte (projet de loi travail), ni même de le détricoter mais je suis à l'écoute des propositions de la CGT comme de celles des organisations syndicales que je reçois", a expliqué encore Mme El Khomri. AFP 10.06

Les ordures sont de sortie.

Le gouvernement offre une porte de sortie à la CGT - Reuters

François Hollande et Manuel Valls n'excluent pas des réquisitions pour acheminer les supporters de football vers les stades qui accueillent l'Euro, notamment ce vendredi, pour le coup d'envoi de la compétition au Stade de France. Reuters 10.06

Pas besoin, message reçu 5/5.

- La CGT encourage ses militants à ne pas bloquer l'accès au Stade de France - BFM Business

Euro-2016 : "Toutes les ordures seront ramassées", promet Hidalgo - AFP

La maire (PS) de Paris Anne Hidalgo a promis que "toutes les ordures ser(aie)nt ramassées" dans la capitale malgré la grève des éboueurs, plusieurs autres villes étant touchées par des perturbations, alors que l'Euro de football débute vendredi.

Jeudi, la Ville de Paris a annoncé "redéployer" son dispositif afin de faire enlever les poubelles par des entreprises privées, qui se chargent déjà en temps normal de la moitié des arrondissements parisiens, les dix autres étant gérés en régie publique.

"Je me félicite qu'Anne Hidalgo ait eu la force de s'opposer à ceux qui voulaient avoir une attitude dangereuse pour l'environnement des Parisiens et l'image du pays", a réagi sur LCP le secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen.

"Il ne faut pas que des grèves qui n'ont plus de raison d'être du point de vue social, qui ont essentiellement un caractère politique, viennent aujourd'hui perturber le bon fonctionnement du pays", a-t-il également déclaré. AFP 10.06

Comment "**articuler le populisme à une culture politique plus riche**" fidèle à "**la gauche historique**".

- Unidos Podemos: la véritable «belle alliance» de la gauche? - Slate.fr

Alors que la «belle alliance populaire» de Jean-Christophe Cambadélis ressemble toujours à une coquille vide en France, un autre rassemblement politique a été négligé en Espagne: celui de Podemos et de la Gauche unie.

Depuis l'échec des forces politiques espagnoles à former un nouveau gouvernement, et dans l'attente des résultats d'un nouveau scrutin, qui se tiendra le 26 juin, l'actualité de la gauche au sud des Pyrénées est largement passée sous les radars médiatiques français. Pourtant, un événement de taille s'est produit: la formation d'une alliance électorale entre d'un côté Podemos, désormais célèbre pour son ascension fulgurante dans le champ politique espagnol; et de l'autre Izquierda Unida (IU, Gauche unie), rassemblement historique de la gauche radicale autour du Parti communiste, largement dépassé dans les urnes par son nouvel allié.

Vu de loin, l'annonce de cette coalition dans les urnes pourrait sembler une péripétie négligeable, surtout si l'on rappelle qu'IU, capable de touter la barre des 10% des suffrages au milieu des années 1990, a réalisé le pire score de son existence en décembre 2015 (3,7% et deux sièges à la chambre des députés). En fait, l'existence de cette nouvelle alliance, «Unidos Podemos» (ce qui se traduit par «Unis, nous pouvons!»), se révèle importante à trois égards: l'enjeu électoral, la question

de l'identité et de la stratégie des forces politiques qui composent l'alliance, et l'espoir que caresse Podemos: dépasser le Parti socialiste (Psoe).

L'enjeu électoral

Le score d'IU au dernier scrutin législatif s'élevait à un niveau certes faible, mais plus élevé tout de même que l'écart qui séparait Podemos du Psoe (1,3 point). Face à des socialistes qui ne se sont pas effondrés de manière aussi brutale qu'en Grèce, l'enjeu pour la gauche alternative consiste donc à unir ses forces dispersées, afin de les devancer pour la première fois dans l'histoire. Si jamais le Psoe, qui est tout de même l'un des deux piliers du bipartisme imparfait ayant prévalu depuis les années 1980, se retrouve relégué au troisième rang des forces politiques espagnoles, alors le choc sera considérable.

Il ne s'agit pas d'un scénario impossible. En plus de l'indication déjà donnée par les résultats du mois de décembre, les sondages effectués depuis plusieurs semaines attribuent de façon récurrente (mais pas systématique) une avance de 1 à 5 points aux listes d'Unidos Podemos. Un autre enjeu réside cependant dans la transformation de ces voix en sièges. De ce point de vue, les projections faites par les instituts sont à la fois plus incertaines et plus contrastées.

Constituer des listes unies permet de limiter en partie les biais défavorables à la gauche alternative

Et pour cause: plusieurs mécanismes limitent la proportionnalité du mode de scrutin et tendent à favoriser les deux grands partis actuels de gouvernement. Le vote pour les législatives se déroule dans une cinquantaine de circonscriptions, ce qui implique un faible nombre de sièges attribués dans chacune d'elle: on dit alors que la magnitude est basse, ce qui avantage les grands partis traditionnellement en tête. De plus, les provinces rurales (avec une population plus âgée, aux loyautés électorales plus solides) se trouvent surreprésentées dans cette répartition des sièges.

Or, constituer des listes unies permet justement de limiter en partie ces biais défavorables à la gauche alternative. Cela maximise ses chances, à comportement équivalent des électeurs, d'arriver dans les listes de tête et de ne pas «gaspiller» des voix à cause de sa fragmentation. L'alliance a aussi pour objectif d'influencer le comportement des électeurs hésitants, en déjouant les calculs de «vote utile» et en jouant sur la symbolique positive de l'union.

Podemos: populiste, mais surtout de gauche...

Au-delà des aspects purement électoraux, l'alliance nouée entre Podemos et IU traduit le fait que ces deux formations appartiennent bien au même espace, sinon à la même famille politique. Il est vrai que la revendication par Podemos d'une «centralité» sur la scène politique espagnole, sa redéfinition des antagonismes sous la forme du «peuple souverain contre la caste corrompue» ainsi que son refus de s'enfermer dans le langage et les postures de la «vieille gauche» ont fait et continuent de faire l'originalité du parti.

Pour autant, Podemos ne s'est pas créé dans le seul souffle des indignados et des «marées» actives dans le secteur social. L'organisation a été largement construite par des cadres ayant fait leurs armes au sein de la gauche radicale, dont ils ont tenté de dépasser les limites plutôt que de liquider l'héritage. Pablo Iglesias, dont la compagne est membre et élue madrilène de la Gauche unie, a lui-même été formé aux Jeunesses communistes. C'est justement après avoir été dépité par l'immobilisme persistant d'IU qu'il s'est résolu à lancer l'initiative Podemos. Celle-ci a ensuite reçu le concours expérimenté des militants d'Izquierda Anticapitalista (IA, Gauche anticapitaliste), un groupe politique (désormais dissous) qui avait fait partie d'IU jusqu'en 2008.

Cette réaffirmation publique de l'incontestable ancrage à gauche de Podemos n'est certes pas du goût du numéro 2 du parti, Iñigo Errejón, pour qui elle entre en contradiction avec la méthode «populiste» de mobilisation de l'électorat, inspirée des écrits des philosophes Ernesto Laclau et Chantal Mouffe (voir sur Slate les analyses de Gaël Brustier à ce sujet, ici ou là). Mais Errejón a contre lui que la configuration électorale actuelle incite plutôt à faire de cette méthode une composante parmi d'autres d'un puzzle stratégique plus vaste, qui exige aujourd'hui de se rapprocher de la gauche traditionnelle.

C'est d'ailleurs ce qu'a exprimé récemment un autre cadre du mouvement aujourd'hui en retrait, Juan Carlos Monedero, ainsi que l'a rapporté le 27 mai l'historien Christophe Barret dans un article éclairant pour Mémoire des luttes. Dans ces débats intenses, le populisme pratiqué par Podemos est cependant loin d'être renié. Un tel choix serait d'ailleurs absurde au regard des succès déjà enregistrés. Cependant, face à la résistance du monde ancien et au risque de placer trop d'espoirs dans la force du discours, le défi actuel semble être d'articuler le populisme à une culture politique plus riche, dont la filiation avec la gauche historique est difficilement contournable.

Une acculturation parallèle avec la Gauche Unie

Cela confirme au passage que le populisme, en tant que valorisation du peuple contre les élites et défense de la souveraineté populaire, n'est qu'une idéologie «fine», qui doit être «branchée» à d'autre corpus d'idées pour embrasser les

problèmes généraux d'une société[1]. Or, Podemos ne se résume pas à une idéologie aussi fruste: les réponses qu'il souhaite apporter (contre l'austérité, pour un nouveau modèle de développement, pour plus d'implication populaire...) s'inscrivent bien dans les combats de la gauche historique, qui trouvent à s'exprimer d'une nouvelle manière dans le contexte de crise structurelle que nous vivons depuis 2008.

Le défi actuel semble être d'articuler le populisme à une culture politique plus riche, dont la filiation avec la gauche historique est difficilement contournable

Ajoutons enfin que, si Podemos opère là un réajustement stratégique crucial, la chose est aussi vraie de la Gauche unie, dont les orientations vis-à-vis des autres forces de gauche ont été fluctuantes et sources de divisions par le passé. On peut d'ailleurs voir dans le soutien et la participation d'IU à des exécutifs locaux dirigés par le Psoe, une des explications à sa faible progression durant la crise, en plus des tensions internes qui ont miné son projet de «relance de la gauche» annoncé en 2009. Le nouveau leader de la Gauche unie, Alberto Garçon, est d'ailleurs conscient des limites de son parti, trop institutionnalisé, tout en critiquant la négligence des classes sociales qu'il a perçue chez les leaders de Podemos.

Sa défense d'une refondation démocratique (et même républicaine) de l'État espagnol, ainsi que sa conviction d'une indispensable «convergence» des forces de transformation sociale, en font au final un partenaire tout à fait compatible avec l'actuel exécutif de Podemos. On semble donc assister à une acculturation parallèle des deux forces nationales de la gauche alternative espagnole: du côté du partenaire le plus fort, un ancrage à gauche plus assumé; du côté du partenaire le plus faible, une ouverture à des stratégies de mobilisation et d'identification politiques moins traditionnelles.

La signification historique d'un «sorpaso»

En tous les cas, si jamais le pari d'un «sorpaso», —terme italien utilisé en Espagne pour désigner l'éventualité du dépassement du score du Psoe par la gauche alternative—, réussit, l'histoire politique espagnole aura connu un sacré retournement. En effet, il faut rappeler que la colonne vertébrale d'IU, le Parti communiste espagnol, a légitimé avec le Psoe une transition démocratique dont l'héritage est aujourd'hui contesté par Podemos. Cette transition a en effet épargné une bonne partie des institutions et du bloc historique de forces sociales qui soutenait le régime franquiste, au détriment des citoyens ordinaires, dont les partis de gauche n'ont pas osé utiliser la capacité de pression sur les élites.

Les communistes emmenés par Carillo sont même apparus comme des partenaires privilégiés du centre droit, comme une sorte de gage pour leur légalisation et la construction ultérieure du socialisme dans un cadre démocratique. Ce cap stratégique hasardeux s'est ajouté à l'autoritarisme de Carillo en interne, pour miner la cohérence du parti et laisser champ libre au Psoe. Ce dernier s'est alors construit un socle électoral large, de la gauche vers le centre, où il a pu se repositionner sans crainte de sanctions de la part d'une concurrence désorientée et émietlée[2]. De là provient sa puissance aujourd'hui remise en cause.

Au-delà du symbole, qu'en sera-t-il concrètement du point de vue de la formation d'un nouveau gouvernement? À lire les sondages publiés, la situation risque d'être peu ou prou la même qu'après le scrutin de décembre, aucun bloc «naturel» ne disposant d'assez de sièges cumulés pour réunir une majorité absolue. Quant à la possibilité pour le bloc de gauche de l'atteindre grâce aux élus nationalistes, elle posera le même problème qu'aujourd'hui, à savoir sa très difficile acceptation pour le Psoe.

En revanche, la gauche alternative se retrouverait dans une situation sans doute plus enviable que jusqu'à présent, c'est-à-dire soit en force principale de l'opposition (éventuellement face à une grande coalition qui lui permettrait de fustiger la défense par le Psoe d'un régime à bout de souffle), soit en position de diriger un gouvernement de coalition (dont le ciment tiendrait alors à la démocratisation des institutions et à la sortie de l'austérité). Slate.fr 10.06

1 — Ben Stanley, «The thin ideology of populism», *Journal of Political Ideologies*, 13 (1), 2008, pp. 95-110. Citons également les travaux d'un autre politiste ayant spécifiquement étudié le contexte latino-américain qui a inspiré les leaders de Podemos : dans «Clarifying a Contested Concept» (*Comparative Politics*, 34(1), 2001, pp. 1-22), Kurt Weyland parle du populisme comme d'un outil de conquête et d'exercice du pouvoir, plutôt que comme un caractère ontologique de telle ou telle force politique. Retourner à l'article

2 — Patrick Camiller, «Spanish Socialism in the Atlantic Order», *New Left Review*, I/156, 1986.

On retiendra : "la situation risque d'être peu ou prou la même qu'après le scrutin de décembre", il ne restera plus à l'Unidos Podemos qu'à imiter Syriza...

En Catalogne la «belle alliance» a fait long feu.

- En Catalogne, l'alliance indépendantiste se déchire - AFP

L'alliance indépendantiste au pouvoir en Catalogne (nord-est de l'Espagne) s'est déchirée mercredi, sa composante la plus radicale,

la CUP, ayant décidé de ne pas voter le budget, au risque de déboucher sur l'organisation de nouvelles élections.

La crise intervient moins d'un an après le scrutin de septembre 2015 qui avait permis aux séparatistes de devenir majoritaires au Parlement catalan, pour la première fois.

L'échec des négociations sur le budget repousse ainsi l'aboutissement de sa feuille de route, sans doute au-delà de 2017.

M. Puigdemont a annoncé qu'il envisageait de se soumettre à une motion de confiance du Parlement, en septembre.

S'il était renversé, le Parlement catalan aurait deux mois pour investir un nouveau gouvernement, faute de quoi de nouvelles élections seraient convoquées. AFP 08.06

En guise de complément. C'est quoi la gauche ? Le parti des milliardaires.

- Présidentielle américaine : comment les Démocrates sont devenus le parti des riches (et pourquoi ça se confirme) - Atlantico.fr

Alors que les 4% des Américains les plus riches avaient voté démocrate lors de l'élection présidentielle américaine (fait rarissime dans l'histoire politique de ce pays), la situation pourrait bien se répéter lors de la présidentielle de 2016 entre Hillary Clinton et Donald Trump. Atlantico.fr 10.06

- Elizabeth Warren, figure de la gauche, soutient Hillary Clinton - Reuters

Hillary Clinton a rencontré vendredi la sénatrice Elizabeth Warren, figure de la gauche américaine, après avoir reçu la veille le soutien de Barack Obama en vue de la présidentielle américaine du 8 novembre. La sénatrice du Massachusetts a annoncé jeudi soir qu'elle appuyait la candidature d'Hillary Clinton... Reuters 10.06

Déjà... barbare.

En résumé, dans le futur vous aurez le choix entre deux modèles de société : l'oligarchie ou le capitalisme consenti.

- Le capitalisme, bientôt une relique barbare - La Tribune

Le capitalisme est dépassé. Mais par quoi sera-t-il remplacé? Les progrès fulgurants de la science et de la technologie seront-ils mis au service de la liberté individuelle et de notre qualité de vie commune ? Par Michel Santi, économiste

«Les grandes luttes du XXème siècle entre la liberté et le totalitarisme se sont terminées par une victoire décisive des forces de la liberté et du seul modèle possible de succès : liberté, démocratie et libre entreprise. Au XXIème siècle, seules les nations qui s'engageront à protéger les droits de l'Homme et à garantir la liberté économique seront capables d'assurer leur prospérité». Écrite en 2002 par le conseil américain de «stratégie de sécurité nationale» sous l'impulsion du Président de l'époque George W Bush, cet auto satisfecit appartient à des temps révolus. En effet, le capitalisme occidental - survivant de justesse à la crise des années 2007 à 2010 l'ayant laissé mortellement blessé- est en phase terminale car ses plaies infectées crachent l'inégalité, le mécontentement social et les endettements colossaux.

Loin du début des années 90

Qu'il est loin aujourd'hui le triomphalisme du début des années 1990 qui avait vu le sacre du standard capitaliste américain érigé en valeur morale suprême ! Tout avait pourtant bien commencé. La démocratie n'était-elle pas supposée être en quelque sorte une sécrétion naturelle dès lors que la Russie et que la Chine embrasseraient le capitalisme ? Milton Friedman -qui affirmait qu'une société qui privilégie l'égalité des revenus à la liberté «finit par n'avoir ni l'égalité ni la liberté»- est aujourd'hui totalement ringardisé car notre liberté n'a plus à nos yeux qu'une valeur instrumentale, tout au plus un levier permettant de parvenir à des objectifs matériels. Notre défense des libertés -de la Liberté- semble bien peu crédible alors même que nous l'abdiquons au profit d'entreprises et de banques à taille de mastodonte qui nous imposent en permanence leurs diktats.

Ce qui remplacera le capitalisme?

Comment pouvons-nous nous prévaloir de ces valeurs humanistes, comment simplement être crédibles pour imposer à d'autres nations le concept des droits de l'Homme, alors que -sous couvert de cette même liberté- une minorité infime concentre chez nous en ses mains richesses et pouvoirs excessifs ? Dans un tel contexte, il est bien plus simple d'imaginer la fin du capitalisme. Après tout, nul système social n'a duré éternellement, à plus forte raison s'il s'agit d'un ordre aussi intrinsèquement instable que celui dicté par le capitalisme. La question n'est donc pas tant si le capitalisme va péricliter et disparaître, que ce qui le remplacera dans un monde -celui de demain !- où le travail humain ne sera plus une nécessité. (C'est déjà

le cas pour les rentiers, les banquiers, les spéculateurs, les gros actionnaires, etc. bref, les parasites qui nous pourrissent l'existence et dont il faut se débarrasser. - LVOG)

Quel modèle de société?

Pourtant, personne -et certainement pas les politiciens- ne s'interroge ni ne se préoccupe du modèle de société que nous voulons organiser pour notre avenir immédiat. Est-ce une société où les individus auront la possibilité (s'ils le souhaitent) de s'affranchir du travail ? Une société offrant à chacun accès aux soins, au logement et à la décence matérielle, même sans labeur ? Ou est-ce un ordre hiérarchisé où une élite dominera la masse tout en exerçant un contrôle strict sur son accès aux ressources et aux biens ?

En d'autres termes, les progrès fulgurants de la science et de la technologie seront-ils mis au service de la liberté individuelle et de notre qualité de vie commune ? Ou la domination économique et financière accentuera-t-elle son emprise et achèvera-t-elle d'asservir le plus grand nombre selon les critères impérieux de la compétitivité et du profit ? L'oligarchisation, ou le capitalisme entre adultes consentants ? La Tribune 10.06

Certains constats sont intéressants, notamment sur la "phase terminale" du capitalisme...

Qui peut croire un instant que le capitalisme pourrait donner naissance à un modèle de société humaniste, philanthropique, meilleur, plus juste ? Personne.

Alors osons le socialisme...

Dossier Syrie

- La Turquie achemine des armes et des munitions vers les jihadistes en Syrie - Réseau Voltaire

Le ministère russe de la Défense a publié, le 3 juin 2016, une vidéo prise depuis un avion de reconnaissance. On y voit de longues files de camions, venant de Turquie et transportant des armes et des munitions aux groupes armés d'Idleb, en Syrie.

Il est actuellement impossible de dire avec précision qui compose ces groupes armés. Tout au plus sait-on que les Occidentaux soutiennent actuellement à la fois des Turkmènes, des Kurdes, et des arabes anciennement membres de l'Armée syrienne libre. Selon les ministères russe et syrien de la Défense, la majorité de ces combattants est membre du Front al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaïda.

Le Pentagone a lui-même parachuté des armes et des munitions, le même jour à Marea. On ignore quel groupe a récupéré cette logistique.

La libération d'Idleb permettrait à la Syrie et à la Russie de libérer Alep, la seconde ville de Syrie, ce qui marquerait un coup d'arrêt définitif aux projets de renversement de la République et d'instauration d'un gouvernement islamiste. Réseau Voltaire 05.06

- Syrie: une nouvelle erreur US fait dix morts parmi les combattants anti-EI - sputniknews.com

Une fois de plus les frappes "erronées" de l'aviation américaine ont visé les forces alliées luttant contre Daech

Le Pentagone a lancé une enquête sur une frappe aérienne qui a visé un groupe allié qui combat Daech en Syrie, annonce le journal The Wall Street Journal se référant au ministère américain de la Défense.

Selon le journal, les 27 et 28 mai, des avions américains ont effectué des frappes près de la localité syrienne d'al-Maara. Le porte-parole du Commandement central de l'Armée de l'air américaine Patrick Rider a confirmé au journal qu'une des frappes avait touché les positions des combattants de la Mutasim Brigade, en lutte contre les djihadistes de Daech.

"Initialement, il a été annoncé que la frappe aurait fait quatre morts", a indiqué le porte-parole. Selon lui, une enquête a été lancée suite à cet incident.

"Nous continuerons à soutenir les forces luttant contre Daech et nous mettrons en pratique toutes les leçons tirées de l'enquête afin d'augmenter à l'avenir l'efficacité de nos opérations", a souligné le porte-parole.

Auparavant, les chefs de la brigade ont annoncé aux médias que la frappe américaine avait fait dix morts parmi ses combattants. Le Pentagone a confirmé les frappes d'al-Maar, déclarant toutefois qu'elles avaient porté sur deux unités séparées de

Daech, détruisant deux véhicules de combat et une auto. sputniknews.com 11.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Grande-Bretagne

- Un sondage donne le camp du Brexit gagnant avec 55% des voix - Reuters

Cinquante-cinq pour cent des Britanniques affirment qu'ils voteront pour une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, contre 45% qui se disent pour un maintien, selon un sondage ORB pour le quotidien The Independent publié vendredi.

Cette avance de dix points du camp du "Leave" à deux semaines du référendum du 23 juin prochain est la plus marquée depuis le début de cette série de sondages il y a un an, précise The Independent. Reuters 10.06

Bienvenu en oligarchie.

- A la tête de l'équivalent d'un continent, mais jamais élu : Mark Zuckerberg est-il un "dictateur", comme l'affirme le fondateur de The Pirate Bay ?

Peter Sunde, co-fondateur du site de partage ThePirateBay a déclaré que "Facebook est la plus grande nation du monde et nous avons un dictateur. Si vous y regardez de plus près et du point de vue de la démocratie, Mark Zuckerberg est un dictateur. Atlantico.fr 10.06

- Pour arrêter de fumer, les femmes ont intérêt à être en phase avec leur cycle menstruel

Chez les fumeuses, les fluctuations hormonales feraient varier les circuits cérébraux impliqués dans la prise de «bonnes» ou de «mauvaises» décisions. Les fumeuses qui voudraient arrêter la clope pourraient mettre toutes les chances de leur côté en phasant leur désintoxication avec leur cycle menstruel... Slate.fr

- A quel moment a-t-on commencé à parler de cyberharcèlement ? - Rue89

- Argentine : le guide ultra-misogyne de Fiat

La marque italienne a été épinglée après avoir proposé des guides d'utilisation sexistes dans ses voitures. Les dépliants ont été retirés. LePoint.fr

- Des GIFs de chèvres pour inciter les Britanniques à voter

Les chats, ce n'était pas assez original. Les Britanniques présents sur Facebook qui ne se sont pas inscrits pour le référendum sur le maintien ou non dans l'Union européenne l'auront vraiment voulu. Slate.fr

- GIFs, histoire d'un business

Depuis que les GIFs existent, des entreprises ont tenté d'en tirer profit. Voici une petite histoire (en vidéo) de cette exploitation économique. Sur les sites d'information, sur les réseaux dans lesquels vous êtes inscrits, dans vos conversations en ligne, dans vos mails... Slate.fr

- Obliger son cerveau à se concentrer, c'est possible

Des scientifiques américains planchent sur une méthode appelée «Smart». Bon nombre de lycéens fans de foot entrent aujourd'hui dans une période sombre. Ils devront trouver un moyen de profiter de l'Euro de football, qui débute ce 10 juin en France tout en préparant les terribles épreuves du baccalauréat... Slate.fr

- Vous ne pourrez bientôt plus mentir après un accident de voiture

Tesla est aujourd'hui à la pointe de cette chasse connectée aux mauvais conducteurs appelée à très vite se démocratiser. Le premier flagrant délit de mensonge a été révélé la semaine dernière, rapporte Electrek. Slate.fr

- La première caricature des Juifs était-elle une satire politique du XIIIe siècle?

Un dossier fiscal anglais représente un stéréotype propre à la communauté juive. La première représentation caricaturale de Juifs trouve-t-elle son origine au XIIIe siècle? Dans un dossier fiscal anglais de 1233, un scribe a dessiné une scène satirique représentant le prélèvement des impôts... Slate.fr

- Pour être heureux, oubliez-vous!

Plusieurs essais récents tentent de détruire la croyance la plus partagée de ce début de siècle: celle selon laquelle la voie vers le bonheur serait introspective et individuelle. De nos états de conscience les plus troubles à la régulation de l'écosystème bactérien de nos intestins, la quête du bien-être... Slate.fr

- Comment les assistants virtuels s'immiscent dans nos vies

Les assistants virtuels intelligents peuvent vous donner les dernières nouvelles, vous commander une pizza et vous raconter des blagues. Il suffit de leur faire confiance. Slate.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Ukraine

- Ukraine : les habitants de Donetsk opposés à une mission armée de l'OSCE - euronews.com

La population de Donetsk a manifesté ce vendredi car elle ne veut pas d'une mission armée de l'OSCE dans l'est du pays. Un rassemblement de 5.000 personnes pourtant pas vraiment spontané, selon plusieurs témoignages sur place.

Ainsi, plusieurs personnes ont affirmé à l'AFP avoir été "fortement incitées" à participer à la manifestation.

Mais certains étaient là, quand-même, par conviction :

"Sous le prétexte d'une mission armée, déclare Konstantin, ils peuvent déployer tous les unités terroristes qu'ils veulent, avec un bon déguisement".

Depuis des mois Kiev demande le déploiement sur place d'une mission armée dans l'est de l'Ukraine, et certains ici sont très méfiants, jusqu'à imaginer des théories du complot :

"Nous comprenons tous clairement que l'armée ukrainienne pourrait facilement prendre pour cibles les moniteurs de l'OSCE et comme d'habitude, nous accuser ensuite".

Donetsk et la région du Donbass sont sous contrôle des séparatistes pro-russes de la République populaire autoproclamée de Donetsk. euronews.com 11.06

Un article très orienté.

- Un rassemblement de 5.000 personnes pourtant pas vraiment spontané...

- ...plusieurs personnes ont affirmé à l'AFP avoir été "fortement incitées" à participer à la manifestation...

Quand on sait à quel point l'incitation à manipuler les faits est fortement ancrée à l'Agence Française de Propagande, pour ainsi sa seconde nature, il est plus que recommandé de ne pas prendre pour argent comptant les informations qu'elle diffuse et qui sont reprises par l'ensemble des médias-oligarques.

ECONOMIE

Grande-Bretagne

- Les 10 principaux dirigeants du FTSE 100 largement augmentés en 2015 - La Tribune

Un bond de 28 millions de livres. Entre 2014 et 2015, le salaire de Sir Martin Sorrell, Pdg du groupe publicitaire WPP, est passé de 42,7 millions de livres à 70,4 millions de livres (89 millions d'euros), représentant à lui seul plus d'un quart des 100 millions d'augmentation des 10 principaux dirigeants du FTSE 100, rapporte vendredi le quotidien The Guardian.

Pêle-mêle suivent Tony Pidgley, à la tête de Berkeley Homes, avec une hausse de 520% sur un an (de 3,8 millions à 23,3 millions de livres), le Pdg du groupe médical Shire, Flemming Ornskov, ainsi que celui de Sky, Jeremy Darroch. Dans le Top 10, sept dirigeants ont vu leur salaire au moins doubler sur la même période.

"Ce sont des augmentations énormes qui viennent s'ajouter à des salaires déjà excessifs", a déploré Paul Nowark, secrétaire général adjoint du syndicat TUC. "Quand les travailleurs voient leur rémunération augmenter de manière modeste (2,9% en moyenne, ndr), c'est exaspérant de voir celle des multimillionnaires exploser."

Autre membre du Top 10 augmenté en 2015, le Pdg de la Royal Bank of Scotland Ross McEwan a vu son salaire doubler à 3,78 millions de livres. Seul hic, la banque, toujours détenue à 72% par l'Etat après son sauvetage de 2009, a enregistré des pertes (2 milliards de livres en 2015) pour la huitième année consécutive... La Tribune 10.06

[Haut de page ↗](#)

Le 14 juin 2016

CAUSERIE

A quoi bon s'exprimer sur le mouvement social en cours en France pour le retrait de la loi Travail, le 14 juin est une énième journée d'action sans lendemain, je crains que mon analyse ne choque les âmes sensibles un peu trop portés à privilégier les apparences, aussi je m'abstiendrai. Les faits parlent d'eux-mêmes pour ceux qui veulent bien les prendre en considération, trop quand on n'est pas prêt à les admettre.

On n'a envie de convaincre personne de quoi que ce soit, tant il semblerait que nous ne vivions décidément pas dans le même monde ou que nous ne disposions pas tout à fait des mêmes instruments ou de la même méthode pour interpréter la situation ou la réalité. Il serait plus profitable de partager avec vous mes expériences dont j'ai tiré quelques enseignements.

J'ai passé ces deux derniers jours à tout autre chose, par hasard j'ai dû encore revenir sur le 11 septembre 2001.

Suite à l'annonce par le ministre des Affaires étrangères, Ayrault, qui par le ton belliqueux employé à l'encontre de la Syrie témoigne qu'il a adopté la position de Fabius, du bombardement de la ville syrienne de Daraya en pleine distribution d'aide humanitaire par l'armée syrienne coupable selon lui de "duplicité" lors d'une conférence de presse à New York vendredi dernier, emboîtant le pas au porte-parole de la diplomatie américaine, Mark Toner, qui au même moment tenait à la virgule près exactement le même discours.

Ayrault en a rajouté une couche en déclarant que "le régime malgré ses déclarations choisit jour après jour de continuer à attaquer son propre peuple", et pour bien montrer qu'il marchait bien dans les pas de son prédécesseur, il a repris à son compte la propagande ou les accusations demeurées sans preuve proférées depuis des années par les porte-parole des terroristes "modérés" (sic!) que l'armée syrienne continuerait à procéder à "des bombardements quotidiens avec des barils de dynamite qui vont directement sur les civils", et pour témoigner sa totale soumission à l'aile la plus réactionnaire du Pentagone ou de l'administration américaine, il a dénoncé "des crimes contre l'humanité dans le cadre d'une politique d'Etat systématique", soulignant que la France "va continuer à pousser pour que les auteurs rendent des comptes" (source : AFP 10.06)

Je sais que la ville de Daraya tombée aux mains des barbares de Daech était encerclée depuis deux ans par l'armée syrienne, sans en savoir davantage sur la situation sur le terrain, donc j'étais spontanément porté à prendre du recul par rapport à ces informations rapportées par l'Agence Française de Propagande du régime en attendant d'en savoir plus.

Du coup, au moyen d'Internet j'ai essayé d'avoir rapidement plus d'infos, en vain. Sachant que le Réseau Voltaire était présent à Damas, j'ai tenté ma chance de ce côté-là, en vain, à moins que j'ai mal cherché, ce qui est possible. Par contre parmi les

articles proposés par Google en première page, je suis tombé sur un titre remettant en cause la version de Thierry Meyssan sur le 11 septembre 2001, particulièrement l'épisode consacré à l'avion qui se serait écrasé sur le Pentagone. N'ayant aucun a priori sur ce sujet et curieux d'en apprendre davantage, j'ai cliqué sur ce lien, et là j'ai découvert un portail réalisé par un Français uniquement dédié à ce point précis du 11 septembre 2001, Jean-Pierre Desmoulin (<http://jpdsm.pagesperso-orange.fr/pentagon/francais.html>)

Voici ce qu'on peut lire dans la présentation de ses travaux :

Jean-pierre Desmoulin a travaillé 15 ans comme ingénieur électricien, dans le domaine des systèmes et de l'informatique industrielle. Il est maintenant professeur, et a créé en 1996 un département multimédia dans son université. Il a aussi une licence de pilote privé. Convaincu, quoique sceptique, que les attaques du 11 septembre pouvaient être une tricherie, il a conduit une recherche personnelle, se focalisant sur le crash du Pentagone.

Son approche est rationnelle. Il examine des faits et tente d'inférer des scénarios, les critiquant avec le pour et le contre. Il a publié ses réflexions sur un site web dès septembre 2002. Ce site, dont les versions successives sont disponibles en ligne, montre le cheminement de sa pensée. Il dit que, comme beaucoup de chercheurs sur ce crash, il a été induit à inférer des théories fausses parce qu'il a pris des images de la scène de crash pour des faits, et a réalisé plus tard que ces théories violaient les lois de la physique, les capacités des avions en vol, ou qu'elles impliquaient des prémisses conspirationnistes trop étendus. Il a ainsi démontré, ab absurdo, que certaines des images les plus connues de ce crash, telles que les images de la "caméra de sécurité du parking" ou encore les images des "débris aux lettres rouges" sont des faux.

Le scénario qu'il propose maintenant comme le plus probable est que le vol 77, un Boeing 757 avec environ 60 personnes à bord, s'est bien écrasé sur l'aile ouest du Pentagone le 11 septembre. Soit l'avion était piloté par le pilote Hani Hanjour, soit il était piloté à distance par une technologie telle que "global hawk" : il n'y a pas de fait disponible pour étayer l'une ou l'autre de ces hypothèses. Il conjecture que certains témoignages précis, les rapports et les photos des dommages dans le bâtiment, ainsi que le fait que des images de ce crash aient été cachées ou falsifiées, rend très probable le fait que cet avion ait embarqué une charge militaire agressive, comme une charge creuse anti-bunker, un "pénétrateur" à uranium appauvri, ou une bombe de type "broach" qui est une combinaison des deux. Fin.

A première vue je me suis dit qu'on était en présence de quelqu'un de sérieux et ayant certaines compétences pour s'exprimer sur ce sujet, quelqu'un de mesurer, sans a priori apparemment, prêt à étudier honnêtement différentes hypothèses avant d'arriver à une conclusion, donc sa démarche semblait suffisamment rationnelle pour y accorder toute l'attention qu'elle méritait.

Cela m'a amené à télécharger la totalité des 39 fichiers qu'il avait réalisés afin de suivre pas à pas son raisonnement. A cette occasion j'ai découvert de graves lacunes remettant en cause sa conclusion.

Il faut que je précise pour qu'on comprenne ma propre démarche, que jusqu'à présent j'en étais resté à la version proposée par Thierry Meyssan et beaucoup d'autres personnes aux Etats-Unis et dans le monde, à savoir qu'aucun avion ne se serait écrasé sur le Pentagone le 11 septembre 2001, du fait qu'on n'en a jamais retrouvé la moindre trace, et que le FBI a saisi la totalité (une centaine) des bandes des caméras vidéos de surveillance qui étaient implantés autour ou à proximité du Pentagone comme si manifestement elles étaient compromettantes ou remettraient en cause la version officielle faisant état d'un Boeing 757-200, alors qu'en principe la diffusion de ces images aurait permis de mettre un terme à ce que le département d'Etat américain et l'ensemble des médias à sa suite ont qualifié de théorie du complot. J'ai donc ouvert ces 39 fichiers et lu attentivement la totalité des articles du portail de monsieur Jean-Pierre Desmoulin, pour finalement arriver à la conclusion que son étude manquait singulièrement de rigueur, or la rigueur la plus absolue est indispensable en la matière, car la moindre faille peut faire capoter l'hypothèse la mieux étayée, mais pas seulement, partant de là j'ai bien été obligé de me rendre à l'évidence que pour parvenir à la conclusion à laquelle il était arrivé, il n'avait pas tenu compte de certaines lacunes ou approximations qu'il avait lui-même mis en évidence ou qui découlaient directement de sa démonstration. Je vais en donner quelques exemples parmi les plus flagrants ou qui ne peuvent pas être contestés tellement ils parlent d'eux-mêmes.

Gardons en mémoire que l'exercice consiste à démontrer qu'un avion s'était bien encastré dans la façade ouest du Pentagone à Washington.

1- Il reconnaît que précédemment il a été victime d'une manipulation.

- "J'ai montré sur les versions précédentes de ce site web une photo montrant un pneu "dans le voisinage du Pentagone", reposant contre ce qui semble être des échafaudages, avec des débris métalliques tout autour. D'après un de mes correspondants, Cécile, cette photo proviendrait de New York, et pourrait même être extraite de la vidéo des frères Naudet. Je confirme qu'en effet il s'agit d'une erreur. Cette photo serait effectivement prise à New York, à deux blocs du World Trade Center. Voir la photo nommé "Jet tire two blocks away" sur le site www.voskuil.org. Toutes mes excuses pour cette erreur et bravo à Cécile !"

2- Il s'attarde sur d'autres photos montrant d'autres débris supposés de l'avion.

- "Les photos ci-dessous montrent d'autres débris très intéressants censés avoir été trouvés dans les décombres du pentagone. "

3- Cela lui suffit pour se forger une certitude. - Il n'y a pas de doute possible, à moins d'imaginer que tous ces débris ont été disposés là en tant que fausses preuves, qu'un avion de grande taille (de la taille d'un appareil commercial) avec un train d'atterrissage fabriqué par Goodrich a frappé le Pentagone le 11 septembre 2001. Les photos présentées ci-dessus laissent penser, avec un certain degré de certitude, qu'il s'agit d'un Boeing 757.

Reprenons point par point.

Il reconnaît son "erreur", mais il en reste là. Il ne lui viendra pas à l'esprit qu'il aurait pu être victime de la même "erreur" avec les autres photos, dont le cadrage était si serré qu'il était impossible de déterminer si elles avaient bien été prises à l'intérieur du Pentagone, or c'est la première question qu'il aurait dû se poser. Cependant, on perçoit qu'inconsciemment, parce qu'il ne s'y arrête pas, qu'il a un doute.

Il écrit que les débris qui figurent sur d'autres photos sont "censées avoir été trouvés dans les décombres du pentagone", il n'en est plus tout à fait sûr, mais il n'en tiendra plus compte par la suite.

Question : Où a-t-il trouvé ces photos, d'où provenaient-elles, qui les avait prises, qui les a diffusées si gracieusement, le Pentagone, le FBI, qui, pourquoi ne donne-t-il sa source ?

J'ai relevé que tout au long de sa démonstration ou dans les commentaires qui accompagnaient chaque photo il avait pris soin d'employer le conditionnel (Il semble que ; Qu'il lui semblait, Il pourrait s'agir ; Elle pourrait tout aussi bien ;) ou de se livrer à des suppositions (Censés ; Sans certitude ; Rien ne permet d'être sûr que ; La jante semble ; Cela n'est qu'une impression ; Laissent penser ; Certain degré de certitude) qui se faisant ni une ni deux allaient se transformer en preuves matériels suffisamment solides pour être incontestables.

C'est ainsi qu'il saute à la conclusion incroyable, selon laquelle "il n'y a pas de doute possible", c'est bien "un avion de grande taille (de la taille d'un appareil commercial) qui s'est écrasé sur le Pentagone.

A ce stade qu'il nous soit encore permis d'en douter à défaut de preuves. Voici ce qu'en disait en 2007 le réalisateur états-unien Michael Moore : 9/11 : Michael Moore veut voir les vidéos du Pentagone - Réseau Voltaire 17.07.2007

- En tant que réalisateur, il est particulièrement sensible au manque d'images de l'attentat au Pentagone. Ce, malgré les centaines de caméras de sécurité filmant en permanence l'une des institutions les plus surveillées au monde : « Laissez moi juste vous dire quelque chose que je me demande depuis longtemps. J'ai filmé le Pentagone avant le 11 septembre. Il y a des centaines de caméras installées sur les bâtiments, les arbres. Ils avaient la possibilité de filmer l'arrivée de cet avion sous cent angles différents. Comment cela se fait-il qu'on ne peut pas voir ce crash du début à la fin ? Je veux voir ces centaines de vidéos qui existent de cet événement. Pourquoi ne peut-on pas voir cet avion arriver sur les bâtiments du Pentagone ? ».

Soit parce qu'il n'a jamais existé, soit parce qu'il s'agissait d'un tout autre avion, ou encore parce que les images auraient peut-être pu montrer qu'un autre avion survolait le Pentagone au même moment.

J'ai passé des heures à lire tous ces articles et à réfléchir, de plus j'ai lu ou relu des tas d'articles publiés par le Réseau Voltaire. Il y a encore un point qui me chiffonne et non des moindres. Passons sur tous les autres débris du soi-disant avion présentés par Jean-pierre Desmoulin, qui sont du même tonneau que ceux qu'on vient d'examiner, d'ailleurs parfois il arrive à la conclusion qu'ils ne collent pas avec la théorie d'un boeing 757-200.

Il reste les supposés témoins qui auraient vu ce boeing s'encastrer dans la façade ouest du Pentagone. Qui a récolté leurs témoignages ? Quand ? Pour le compte de qui ? S'agissait-il de témoignages spontanés ? Qui étaient ces témoins ? Existents-ils vraiment ? Que pouvaient-ils voir d'où ils étaient ? Qui l'a vérifié ?

L'hypothèse d'un avion, d'un boeing 757-200 n'est pas farfelue, qu'il ait embarqué une bombe à uranium appauvri non plus au regard des énormes dégâts causés au bâtiment du Pentagone, à l'explosion qui a suivi le choc, etc. qu'il ait été téléguidé ou commandé de l'extérieur par des militaires du Pentagone non plus et non piloté par un pirate de l'air incapable de poser un petit avion de tourisme ou un jet, on veut bien croire n'importe quelle version, à condition qu'elle soit cohérente, étayée par des preuves matérielles irréfutables, ce qui ne remet pas en cause le fait que le 11 septembre ait été réalisé par une branche du Pentagone pour le compte du complexe financier-militaro-industriel américain pour justifier toutes les guerres (budgets ou dépenses militaires) dans lesquelles l'impérialisme américain allait se lancer par la suite, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie...

Vous penserez peut-être que je perds mon temps, je ne suis pas d'accord, car cela me permet de mettre à l'épreuve la méthode d'analyse que j'ai adoptée pour voir tout d'abord à quel niveau je la maîtrise, et ensuite si je suis capable ou non de traiter

à fond un sujet ou une question sans me laisser aveugler par des a priori, je voulais voir jusqu'à quel profondeur d'analyse je pouvais parvenir.

Et puis, il faut être curieux dans la vie, on ne peut pas se contenter de généralités, de propos rapportés, de conditionnels, d'approximations ou de lieux communs pour se faire une idée sur des événements, il y a un moment où il faut être sérieux.

On a envie de connaître la vérité sous peine de se faire manipuler ou de demeurer dans l'ignorance, qu'il est de notre devoir de combattre quotidiennement, la nôtre aussi, surtout la nôtre, en priorité la nôtre.

On évoque souvent la nécessité de se forger un esprit critique, libre, car cela n'est pas inné, cela ne s'acquiert pas spontanément, il faut en passer par des tests ou des exercices pratiques pour mesurer notre progression, s'assurer qu'on ne se leurre pas soi-même, sinon on en reste au stade de la bonne intention, des paroles qui ne servent qu'à se faire passer pour ce qu'on n'est pas ou tromper les autres, ce qui est détestable.

Tout cela prend du temps bien sûr et nous en manquons tous, il faut faire des choix dans la vie et aller à l'essentiel, cela réclame des efforts d'attention, de concentration, c'est épuisant, mais ô combien gratifiant personnellement à l'arrivée. C'est l'école de la vie, quoi !

Si la même méthode était employée par un parti ouvrier dans sa presse pour analyser la situation sociale et politique, des événements ou déclarations, peut-être que le niveau de conscience des militants et des travailleurs progresserait, vous ne pensez pas ? C'est tellement élémentaire, on en a même oublié que penser ou réfléchir cela s'apprend. A ne pas confondre avec comment penser que les uns et les autres tendent à nous imposer, les donneurs de leçons, etc.

Il y a tellement de gens qui pensent pour nous ou qui en ont fait profession, qu'on se demande comment avec tant de penseurs à notre service on a pu en arriver à la situation actuelle, non ?

[A l'ordre du jour des maîtres du monde.](#)

- Réunion du Bilderberg à Dresde : pendant la crise, le mondialisme continue - Arrêt sur Info

Extraits.

- Le gratin du mondialisme participe à la réunion de Dresde

Parmi les politiciens étrangers, il faut noter une forte participation néerlandaise, avec le roi Willem-Alexander, le premier ministre Mark Rutte et le maire de Rotterdam, Ahmed Aboutaleb. On remarque aussi l'ancien président de la commission européenne Manuel Barroso, le ministre allemand de l'intérieur Thomas de Maizière, le premier ministre belge Charles Michel, un bon paquet de ministres des finances, dont celui de république fédérale, Wolfgang Schäuble, et le vice premier ministre turc, Mehmet Simsek. Il n'est pas rare en outre, et conforme à l'usage du Bilderberg, qu'un ou plusieurs invités dont le nom ne figure pas sur la liste vienne se joindre aux travaux.

- L'élite du mondialisme est à la page, elle sait parfaitement que la maîtrise de la planète passe par le contrôle de l'information (sécurité informatique), de l'énergie (géopolitique de l'énergie) et de la science (évolution technique). Arrêt sur Info 11.06

[Bienvenue chez les manipulateurs de l'information.](#)

Ils méritent bien le titre de médiamensonges, de pressetituées, de médias aux ordres, du régime.

- Retour sur 3 mensonges à « Des paroles et des actes ». - legrandsoir.info

Présentée par David Pujadas comme « agricultrice », Céline Imart avait été directrice financière de Bolloré au Chili. Elle dirige une propriété de 150 hectares et est vice-présidente des jeunes Agriculteurs, organisation liée organiquement et électoralement à la FNSEA, ce qu'elle a nié à deux reprises.

Djibril Bodian, est présenté comme « boulanger ». Il défend la loi El Khomri. Personne n'a dit qu'il a été fournisseur de pain à l'Élysée sous Sarkozy et Hollande.

François Lenglet, l'économiste de l'émission, a flingué le président de la Bolivie : « C'est un corrompu. [...] La petite amie de M. Morales, qui est la mère de son fils, a bénéficié de 500 millions de dollars de commandes publiques... ».

La vérité est qu'Evo Morales a eu une liaison il y a dix ans avec une femme qui s'est révélée plus tard être une aventurière. Grâce à un document falsifié émanant d'une maternité, elle prétendit avoir eu de lui un enfant mort-né, puis elle affirma qu'il vivait. Elle refusa de le soumettre à un test ADN qui fut ordonné par la justice et qui démontra que Morales n'en était pas le père. La Justice bolivienne a démasqué l'affabulatrice. Mais les Français l'ignorent, d'où le mensonge de Lenglet.

Bref, l'agricultrice est liée à l'oligarchie et à la FNSEA, le boulanger fréquente l'Elysée, Lenglet est abonné au mensonge (il y a eu des précédents. Voir <http://www.fakirpresse.info/Les-Voleurs-de-debat-1-Francois.html>) et David Pujadas est le tenancier d'une gargotte coupe-gorge où le client est sûr de recevoir un mauvais coup. legrandsoir.info

[Le PS ou la voix de son maître : Le Medef.](#)

- Cambadélis presse l'exécutif de ne pas céder à la CGT - Reuters

Le gouvernement ne doit "pas céder aux injonctions" de la CGT sur la loi Travail, a déclaré dimanche le dirigeant du Parti socialiste à l'approche d'une nouvelle journée de mobilisation nationale dont Philippe Martinez entend faire une démonstration de force. Reuters 12.06

[Qui est nuisible à qui ?](#)

- Loi Travail : pour Serge Dassault, « la CGT doit être mise hors d'état de nuire » - Public Sénat

Alors que la Haute assemblée a entamé l'examen de la loi Travail, le sénateur LR de l'Essonne, Serge Dassault s'en est pris à la CGT qui, selon lui, « empêche la liberté du travail ». « Le port du Havre est paralysé par ces abrutis » s'est-il emporté. Public Sénat

Marchands de mort

- Défense : 2015, une année record pour la vente d'armes - Francetv info

Avions de combat, missiles, sous-marins... Jamais le monde n'avait acheté autant d'armement : +11% en 2015. C'est désormais un marché à 58 milliards d'euros, soit 6 milliards de plus qu'en 2014. Et le continent où l'on s'arme le plus, c'est l'Asie. L'Inde se classe ainsi deuxième acheteur mondial, l'Australie est troisième et la Corée du Sud est cinquième. Même les pays les moins riches de la région comme le Vietnam, les Philippines ou le Bangladesh rejoignent cette course à l'armement. Francetv info 13.06

[L'heure a sonné : Suicide ou lobotomie.](#)

- Cambadélis au PCF et à EELV: "Réfléchissons ensemble mais surtout réfléchissez" - AFP

"Réfléchissons ensemble mais surtout, réfléchissez", a lancé dimanche le premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis à l'adresse du Parti communiste et d'Europe Ecologie-Les Verts dont les Congrès ont acté la rupture totale avec le PS.

Pour M. Cambadélis, les élections législatives de 2017 vont être un "problème" pour ces deux partis qui ont décidé, le 5 juin pour les communistes, samedi pour les écologistes, de ne pas faire d'alliance avec les socialistes.

"Est-ce qu'ils sont pour une alliance de l'ensemble des forces de gauche, ce qui leur permettrait d'avoir une existence dans la future Assemblée, que nous ayons gagné ou perdu la présidentielle ? Ou est-ce que par haine d'appareil, ils ont décidé de se suicider ?", a interrogé M. Cambadélis invité du Grand Rendez-vous Europe1-iTELE-Le Monde.

"Je fais le pari qu'ils n'ont pas décidé de se suicider et que le congrès passé, on a excité un peu l'ensemble des cadres du parti communiste et des écologistes, on va revenir à une discussion normale", a-t-il assuré, regrettant une "orientation punitive vis-à-vis du PS". AFP 12.06

Quoi qu'ils décident, ils en ressortiront laminés. A moins qu'ils optent pour un scénario à l'espagnole pour tenter de sauver les meubles déjà bien attaqués par la vermine, qui ne leur offrira dans le meilleur des cas qu'un répit de courte durée. Tous ceux qui ont inscrit leur combat politique dans le sillage du PS au cours des 70 dernières années, sont condamnés à connaître le même sort.

[Quelle généreuse attention !](#)

- Priorité à la jeunesse : introduire le droit de vote à 16 ans ! - LePoint.fr

L'école n'étant plus obligatoire après 16 ans et les jeunes étant autonomes de plus en plus tôt, pourquoi ne pas leur accorder le droit de vote plus tôt ? LePoint.fr

Ils sont ultra minoritaires et sont illégitimes pour gouverner.

- L'impopularité de François Hollande atteint un nouveau record -

Le président de la République perd encore 2 points dans le baromètre OpinionWay et tombe à 14% de Français satisfaits, au plus bas depuis son élection.

La courbe de popularité de François Hollande ne s'inverse pas. En juin, le président continue de chuter dans les sondages, selon le baromètre Opinionway pour LCI et Metronews. Seuls 14% de Français se disent satisfaits de l'action du président de la République (en chute de 2 points par rapport à mai), contre 83% de mécontents. C'est le taux le plus faible pour le chef de l'Etat sur ce baromètre depuis son élection en mai 2012.

La popularité Manuel Valls s'écroule

Le président entraîne dans sa chute le Premier ministre. Ils ne sont que 19% de Français à se dire satisfaits de Manuel Valls, en chute de 4 points. C'est également un record d'impopularité pour le chef du gouvernement, qui a vu son taux de satisfaction divisé par deux en seulement une année. Francetv info 12.06

Comment font-ils pour tenir avec un tel niveau de popularité ? Parce qu'ils contrôlent tous les pouvoirs, la Bourse, les médias, la magistrature, la police, l'armée, toutes les institutions, partis politiques institutionnels, ONG et syndicats, hormis les syndicalistes qui sont davantage au côté des travailleurs que de leurs appareils corrompus.

En famille, il assume.

- Hollande à Colombey, une première pour un président socialiste - AFP

François Hollande s'est rendu lundi après-midi à Colombey-les-Deux-Eglises (Haute-Marne), où il s'est recueilli sur la tombe du Général De Gaulle et devant la Croix de Lorraine, une première pour un président socialiste en exercice. AFP 13.06

Vert est mon business

- EELV élit son nouveau patron, espère un nouveau départ - Reuters

David Cormand a été élu samedi secrétaire national d'Europe Ecologie Les Verts (EELV) au cours d'un congrès qui devait offrir un "nouveau départ" à la formation écologiste, d'après son porte-parole, Julien Bayou.

David Cormand, dont la motion a reçu 60,05% des voix, occupait ce poste par intérim depuis le départ d'Emmanuelle Cosse pour le gouvernement, le 11 février dernier.

"C'est un nouveau départ", a déclaré à Reuters Julien Bayou, qui a été confirmé samedi dans son rôle. "C'est un congrès qui acte une clarification sur une rupture très claire avec le gouvernement", a-t-il ajouté.

Divisé entre les "réformistes" pro-gouvernement et les "contestataires" favorables à une rupture claire avec le Parti socialiste, EELV a traversé en 2015 une année noire, marquée par le départ de plusieurs de ses responsables.

L'entrée d'Emmanuelle Cosse au gouvernement, où elle est désormais ministre du Logement, a achevé de plonger le parti dans la crise. Puis EELV a perdu fin mai son groupe à l'Assemblée nationale, après le départ de six de ses membres vers le groupe socialiste.

Dans un entretien au Point samedi, le député François de Rugy, ex-EELV, estime que le parti "s'enfonce dans une dérive gauchiste basée sur l'éthique protestataire".

"On est dans le registre du suicide politique", ajoute-t-il.

Une analyse que rejette Julien Bayou. "On est plutôt phénix que suicidaire", assure-t-il.

Fort de sa nouvelle équipe, EELV entend soutenir une candidature écologiste à l'élection présidentielle de 2017, qui pourrait

émaner de la société civile comme de son mouvement, indique son porte-parole. Reuters 13.06

[Le chômage a dépassé les 15% officiellement.](#)

- Les jeunes plus fréquemment au chômage, les seniors plus longtemps - AFP

Un jeune actif sur quatre était au chômage en 2015, contre seulement un senior sur quinze, mais les aînés restent en moyenne plus longtemps sans emploi, selon une étude publiée lundi par l'Insee.

L'année dernière, le taux de chômage des "15-24 ans" s'élevait à 24,0% et celui des "50 ans ou plus" à 6,8%, rapporte l'Institut national de la statistique dans sa "photographie du marché du travail en 2015".

Mais une fois au chômage, les seniors avaient plus de difficulté à retrouver un emploi: environ 60% des chômeurs seniors cherchaient du travail depuis plus d'un an (37% depuis plus de deux ans), contre 27% des jeunes chômeurs.

Par contre, lorsqu'ils avaient un emploi, les jeunes étaient beaucoup moins en CDI (44,9%) que les seniors (93,2%) et beaucoup plus souvent en sous-emploi (12,5% contre 5,5%). Cette catégorie regroupe des personnes en emploi qui souhaiteraient travailler davantage, essentiellement des personnes en temps partiel subi.

En moyenne, toutes classes d'âges confondues, 85,6% des salariés en emploi étaient en CDI. Quant au sous-emploi, il concernait 6,6% des travailleurs.

Plus globalement, 28,4 millions de personnes de 15 à 64 ans étaient en 2015 sur le marché du travail en métropole, qu'elles aient ou non un emploi, soit 71,5% de la tranche d'âge. Parmi elles, 2,9 millions étaient au chômage, soit un taux de 10,0% (10,4% avec l'outre-mer).

Outre les chômeurs, 1,4 million de personnes faisaient partie du "halo autour du chômage", c'est-à-dire qu'elles souhaitaient travailler mais n'étaient pas comptabilisées comme chômeuses parce qu'elles ne cherchaient pas activement ou n'étaient pas disponibles immédiatement.

Chômeurs et "halo" confondus, 4,3 millions de personnes étaient sans emploi et souhaitaient travailler en 2015. AFP 13.06

Donc officiellement le chômage aurait dépassé les 15%.

[France. L'Etat policier nous soûle.](#)

- La Cour des comptes condamne la « tolérance » de l'Etat sur l'alcool - LeMonde.fr

Les politiques publiques de lutte contre les consommations nocives d'alcool en France sont peu efficaces, estime la Cour dans un rapport. LeMonde.fr 13.06

[Un message aux médias qui en cache un autre.](#)

- La CIA va publier des documents confidentiels sur le 11/9 - Reuters

Le directeur de la CIA a déclaré dimanche matin que les 28 pages confidentielles d'un rapport du Congrès américain sur les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis seraient publiées et qu'elles exonéreraient l'Arabie saoudite de toute responsabilité.

John Brennan s'exprimait dans le cadre d'un entretien accordé à la chaîne de télévision saoudienne Arabiya TV. Le rapport en question date de 2002.

"Ces 28 pages vont, je pense, être rendues publiques et je crois que c'est une bonne chose. Elles ne doivent pas être considérées comme des preuves de complicité saoudienne dans les attentats", a-t-il déclaré, selon une transcription fournie par la chaîne. Reuters 12.06

- Extrémisme: Clinton dénonce Arabie Saoudite, Koweït et Qatar - AFP

La candidate démocrate à la Maison Blanche Hillary Clinton a dénoncé lundi 13 juin le rôle de l'Arabie saoudite, du Qatar et du Koweït dans le financement mondial de l'idéologie extrémiste, au lendemain de l'attentat d'Orlando mené par un tireur qui avait prêté allégeance à l'organisation Etat islamique. Clinton a affirmé qu'il est essentiel de parvenir à "empêcher les terroristes

d'obtenir des armes". AFP 14.06

Bienvenue en oligarchie

Il y aurait selon eux les "bonnes inégalités" et les mauvaises, les «bonnes» et «mauvaises» mères célibataires, comme il y aurait les bons et les mauvais capitalistes, banquiers, patrons... Le monde est tel qu'il est et personne n'y peut rien, il faut s'y faire, et puis il faut de tout pour faire un monde, etc. la démagogie poussée au-delà du grotesque.

- La France a besoin de plus d'inégalités

Il faut de plus fortes et bonnes inégalités, elles permettront la croissance qui donnera les moyens de combattre les mauvaises inégalités. Slate.fr

- Non, l'article 2 de la loi Travail n'est pas un retour au Moyen Âge - Slate.fr

C'est pire encore ?

- La longue et tragique histoire des attentats contre les communautés homosexuelles aux Etats-Unis

Avant le Pulse, il y avait eu UpStairs Lounge, le Backstreet café, l'Otherside Lounge ou le Neighbours. Le massacre dans une boîte de nuit LGBT d'Orlando, le Pulse, qui a fait au moins 50 morts, n'est que le dernier chapitre d'une longue histoire de violences dans des clubs et des bars... Slate.fr

On n'en a strictement rien à foutre. On a d'autres priorités.

Tenez, il se pourrait que ma compagne Selvi perde son boulot, la riche italienne qui l'employait a disparu depuis une semaine, les policiers sont venus à trois reprises à son domicile pour mettre la main dessus, apparemment elle n'avait pas renouvelé son visa depuis 10 ans. En principe elle reçoit sa paie le 15 du mois, donc demain. Si Selvi perd ce boulot notre revenu total va baisser brutalement de 30%, passant de 25 à 18.000 roupies, soit environ 240 euros, sachant qu'on dépense en moyenne entre 12 et 15.000 roupies par mois, on ne pourra plus économiser une roupie pour se soigner, s'habiller, etc. on pourra tout juste survivre et encore.

Les histoires de LGBT, c'est bon pour les nantis, les petits bourgeois décomposés d'extrême gauche.

- Avant Orlando, les LGBT étaient déjà la cible de Daech en Irak et en Syrie - Slate.fr

- Orlando : la classe politique française montre sa carence honteuse

Pour Didier Lestrade, figure de la cause LGBT, les réactions à la tuerie d'Orlando soulignent la non-dits de la société française.

L'universalisme français, de droite ou de gauche, s'est tellement opposé au concept communautaire qu'il a banni les mots qui l'accompagnent.

La classe politique française montre ainsi sa carence honteuse dans la représentation des minorités. On l'a vu avec les musulmans. Aujourd'hui, c'est les pédés.

Nous n'avons pas besoin d'être protégés par la police devant nos clubs.

Orlando marque l'incapacité de la société française à comprendre ce que nous sommes, gays, lesbiennes, bi et trans. Nous ne sommes pas égaux, la droite nous déteste et la gauche ne nous aime pas non plus. Liberation.fr

L'intelligence est décidément une faculté très inégalement répartie sur terre, au point que ce sont ceux qui en manquent singulièrement ou qui sont les plus dégénérés, qui contrairement aux apparences semblent en posséder le plus pour imposer leur orientation à la société.

Contrairement à ce qui est écrit plus haut, les partis institutionnels et particulièrement ceux de gauche et d'extrême gauche n'ont pas banni le "concept communautaire", ils l'ont plutôt cultivé et élevé au rang de vertu suprême pour supplanter la lutte des classes.

- Arrêtons de hiérarchiser les «bonnes» et «mauvaises» mères célibataires

Il est idiot de dénigrer celles qui ont choisi d'élever leurs enfants toutes seules. Slate.fr

C'est le must pour les représentants de cette classe dont les relations ou liaisons sont de l'ordre de la prostitution...

Vous aurez remarqué qu'ils prennent systématiquement le parti des minorités, qui souvent sont les plus mal loties, à les entendre leur statut serait enviable ou elles constitueraient un modèle qu'il oppose à celui de la majorité qu'ils s'emploient systématiquement à détruire...

- Stressez un bon coup, vos neurones vous diront merci

À quelques jours du lancement des épreuves du baccalauréat, cette information ne peut pas faire de mal. Le stress, c'est bon pour la santé. Il suffit simplement de le consommer avec modération. Slate.fr

- Xbox One S, Project Scorpio : Microsoft annonce deux nouvelles consoles dans la gamme Xbox

Disponible dès août 2016, le premier modèle de Xbox One sera plus petit, plus léger et compatible avec la norme d'affichage 4K. Le second sera compatible réalité virtuelle. LeMonde.fr

- Comparé aux animaux, l'homme n'a rien d'exceptionnel

Plusieurs études démontrent que les capacités humaines ne sont pas si extraordinaires. Charles Darwin se retourne dans sa tombe. Malgré tous les efforts consentis ces deux derniers siècles par sa théorie de l'évolution dans le but de placer l'être humain au-dessus de toutes les autres espèces... Slate.fr

Surtout les hommes de votre espèce...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Brésil

Brésil : manifestations réclamant le départ de Michel Temer - euronews.com

Des rassemblements de soutien à Dilma Rousseff ont eu lieu vendredi dans les grandes villes brésiliennes, comme ici à Rio. Les manifestants réclament le départ du président par intérim Michel Temer, soupçonné de corruption, et espèrent un retour de la présidente. Le Sénat devrait se prononcer définitivement mi-août sur la destitution de Dilma Rousseff. euronews.com 12.06

2- Mexique

- Mexique: violences suite à l'arrestation d'un syndicaliste enseignant - euronews.com

Des heurts entre policier et enseignants syndiqués ont éclaté dans la nuit de samedi à dimanche. Les raisons de leur colère: l'arrestation de Ruben Nunez, une figure du syndicalisme enseignant. La justice l'accuse de détournement de fonds et de blanchiment d'argent. Mais au sein des rangs du CNTE, le syndicat de Mr Nunez, il s'agit d'un coup de force politique.

"Je leur dis, au gouvernement, que nous ne sommes pas prêts d'abandonner notre combat. Et notre leader et secrétaire général, le camarade Nunez, où que tu sois sache que les travailleurs de l'éducation te soutiennent fortement", a promis Juan Garcia, un des leaders de l'organisation.

Ruben Nunez a été arrêté dimanche et transféré à la prison de Sonora dans le Nord-Ouest du pays. Un autre syndicaliste enseignant a été arrêté, Francisco Villalobos. Leur syndicat, le CNTE, s'oppose depuis 2013 à une réforme de l'éducation voulue par le gouvernement du Président Pena Nieto. euronews.com 12.06

ECONOMIE

BCE

La BCE entame au pas de charge ses achats de dette d'entreprise - Reuters

La Banque centrale européenne a annoncé lundi avoir acheté pour 348 millions d'euros d'obligations d'entreprise lors de la première journée de mise en oeuvre de son nouveau programme d'assouplissement quantitatif, un montant bien supérieur aux attentes qui illustre sa détermination à agir autant que possible pour soutenir la croissance et l'inflation.

Ces achats équivaleraient à plus de sept milliards d'euros par mois si le rythme du premier jour était maintenu, mais cela ne devrait pas être le cas. Ils indiquent néanmoins que la BCE entend faire taire les interrogations sur sa capacité à acheter pour plus d'un milliard d'euros par mois d'obligations "corporate".

Annoncé en mars pour renforcer le programme d'assouplissement quantitatif (quantitative easing, QE) d'un montant total de 1.740 milliards d'euros d'ici mars 2017, le "programme d'achats de titres du secteur des entreprises" (corporate sector purchase programme, CSPP) a été mis en oeuvre mercredi dernier. Il porte sur des obligations émises par des entreprises privées notées en catégorie d'investissement.

En faisant baisser les coûts de financement des entreprises, ils visent à favoriser l'investissement et la croissance de l'activité du secteur privé.

"Il ne faut pas sur-interpréter les chiffres d'une seule journée car la BCE a sciemment réalisé ces achats dans le but d'adresser un signal le lundi suivant", a commenté Michal Jezek, responsable de stratégie crédit de Deutsche Bank. "Ce signal semble confirmer nos prévisions, à savoir que la BCE a l'intention de procéder à des achats importants d'obligations d'entreprise."

"Je ne pense pas qu'elle maintienne ce rythme-là sur le marché secondaire. Si c'est le cas, avec des achats sur le primaire en plus, ce serait une grosse et bonne surprise", a-t-il ajouté.

Les taux d'intérêt, notamment pour les petites et moyennes entreprises des pays "périphériques" de la zone euro ont fortement baissé, a noté de son côté Erik Nielsen, chef économiste d'UniCredit, les taux pratiqués en Italie pour les prêts allant jusqu'à cinq ans revenant pratiquement au même niveau que ceux en vigueur en Allemagne alors qu'un écart de 130 à 140 points de base les séparait il y a deux ans.

La dette d'entreprise non financière "investment grade" de la zone euro affichait en fin de semaine dernière un rendement de 1,113%, contre 1,6% environ en mars lors de l'annonce du CSPP par la BCE. Reuters 13.06

Quand ils évoquent la Chine, ils parlent de dumping social, mais eux se livrent à un dumping financier. Faites ce que je dis, mais pas ce que je fais...

[Haut de page ↗](#)

Le 15 juin 2016

CAUSERIE

On va ralentir le rythme, histoire d'avoir davantage de temps pour penser.

[Pour croire à la gauche, il faut être de droite.](#)

Comment se faire passer pour quelqu'un de droite, quand on était de droite en se faisant passer pour quelqu'un de gauche.

Comment se faire passer pour quelqu'un de gauche, quand on était de droite en se faisant passer pour quelqu'un de gauche.

Si vous avez compris qu'il s'agissait des mêmes personnes, bravo !

[Suite de l'article d'hier sur le 11/9.](#)

Coïncidence, hier j'ai publié un article sur le 11 septembre 2001, et ce matin je découvre que le blog Les Crises venait de faire de même, mais en soutenant la théorie officielle de l'avion qui se serait écrasé sur le bâtiment du Pentagone.

Tout comme Jean-pierre Desmoulins, Olivier Berruyer du blog Les Crises expose un certain nombre d'arguments pour soutenir sa théorie en refusant d'aborder ceux qui la mettent en pièces.

- Les « théories fumeuses » du 11 Septembre : Le Pentagone - Les crises.

Extraits.

6-1. Les témoins.

...nous avons pu constituer une première liste de témoins oculaires affirmant qu'un Boeing s'est bien précipité contre le Pentagone ce 11 septembre au matin. Nos contacts personnels à Washington, la consultation de la presse locale écrite et télévisée des 11 et 12 septembre ont permis en l'espace de trois jours de répertorier dix-huit personnes, vivant dans la région d'Arlington ou à Washington, et facilement joignables en consultant les annuaires locaux. Il s'agit des personnes suivantes, qui décrivent toutes, avec de nombreuses similitudes, la trajectoire de l'avion avant l'impact contre le Pentagone

Dans le cas présent, interroger de manière détaillée certains témoins présentait une difficulté de principe : puisque le Pentagone abrite près de 23 000 employés du ministère de la Défense, une partie non négligeable des témoins présents dans l'environnement de la bâtisse, le 11 septembre au matin, appartenaient au personnel de cette administration. Nos contacts personnels à Washington, la consultation de la presse locale écrite et télévisée des 11 et 12 septembre ont permis en l'espace de trois jours de répertorier dix-huit personnes, vivant dans la région d'Arlington ou à Washington, et facilement joignables en consultant les annuaires locaux. Il s'agit des personnes suivantes, qui décrivent toutes, avec de nombreuses similitudes, la trajectoire de l'avion avant l'impact contre le Pentagone. Fin.

Outre les copier/copier de certaines portions de phrases (la trajectoire de l'avion avant l'impact contre le Pentagone), rien ne nous dit s'ils ont réellement rencontrés ces personnes ou s'il s'agit de témoignages rapportés dans la presse locale écrite ou à la télévision. On ignore également dans quelles conditions auraient eu lieu ces entretiens. On ignore également si ces témoins ont un lien de près ou de loin avec le Pentagone. Ces témoignages renvoient à des liens qui sont tous en réalité des médias acquis à la thèse officielle du 11 septembre 2001.

Donc rien de nouveau de ce côté-là. Cela va m'inciter à faire des recherches sur ce point précis quand j'en trouverai le temps. A suivre.

Le passage suivant est plus cocasse, mais plus sérieux, car là au moins nous sommes en présence d'un fait établi ou irréfutable, qui hélas ne pêche pas vraiment en faveur de la théorie officielle : le FBI a confisqué les 85 films de caméras de surveillance de la zone couvrant le périmètre du Pentagone !

Pourquoi ?

6-2. Les images

Hélas, aucune caméra n'était tournée correctement à ce moment-là pour filmer clairement l'impact sur le Pentagone.

Le FBI a saisi 85 films de caméras de surveillance de la zone, n'en révélant qu'une partie, sur lesquels rien de totalement probant n'est hélas visible.

Ceci alimentant les rumeurs complotistes, et à la demande officielle d'un citoyen américain, la justice a demandé à un agent assermenté du FBI, Jacqueline Maguire, de lui faire un compte-rendu de ces 85 vidéos.

Résultat : sur les 85 vidéos :

72 ne montraient pas le Pentagone, ou ne montraient pas le site du crash ou l'impact de l'avion

13 montraient le site du crash, mais 12 ne le faisait qu'après l'impact, et une seule montrait le crash, celle du parking.

Cette vidéo était double vidéo, et les deux ont été rendues publiques et filmaient bien l'impact, sauf que, s'agissant de caméras de surveillance d'un parking, leur taux de rafraîchissement n'était que d'une image par seconde ; hélas, les seuls éléments discernables sont des formes indistinctes et de la fumée blanche.

Pourtant, je trouve qu'on y discerne quand même bien l'avion... Fin.

On aura admiré "quand même" avec beaucoup d'imagination "des formes indistinctes" peuvent se transformer en un avion, en guise de certitude ou de preuve vous admettez qu'on peut guère trouver pire.

Le propriétaire de ce blog, Olivier Berruyer, un économiste de formation, en a changé l'orientation qui était dédiée à l'économie pour s'improviser géopoliticien, Géo trouve tout, quoi ! Il paraît que ce blog demeure le plus visité en France pour ses analyses économiques, et qu'il figure parmi les 100.000 blogs ou portails les plus fréquentés de la planète, il a donc acquis une certaine notoriété.

Le portail OJIM rapporte que monsieur Berruyer était il y a peu de temps encore "l'invité régulier de nombreux médias", dont BFM Business, France 3, Radio Ici & Maintenant, France 24, etc. bien qu'il soit connu pour ses positions anti-néolibérales ou qu'il tienne un discours similaire à celui des souverainistes, des nationalistes, des opposants à l'UE, jusqu'au jour où il commis l'erreur fatale ou que ne lui pardonnent pas les médias aux ordres dont Le Monde et Libération notamment, mais aussi Mediapart, d'avoir pris fait et cause pour la Russie contre l'Ukraine, autrement dit de s'attaquer à la propagande de l'Otan, ce qui lui valu du jour au lendemain de violentes attaques et de figurer parmi les "conspirationnistes", ce qu'apparemment il n'a pas supporté.

On pourrait ajouter que pour avoir comme clients en tant qu'actaire (analyste si vous préférez) des banques, des institutions financières et des compagnies d'assurance, qui le font vivre car ce n'est pas avec son blog qu'il aurait le train de vie d'un économiste, il se peut qu'il ait connu quelques difficultés avec ces clients au point de vouloir se racheter ou regagner la confiance des uns et des autres, d'où cette idée d'articles sur le 11 septembre 2001 qu'ils approuveront tous assurément.

En recoupant tous ces éléments et en les rapprochant de ces articles dans lesquels il visait le principal protagoniste de la théorie sur le Pentagone niant l'existence d'un avion dans l'attaque contre le Pentagone et catalogué comme "complotiste", Thierry Meyssan, le fondateur du Réseau Voltaire, qui est lui-même un géopoliticien réputé mondialement, il se pourrait que monsieur Berruyer envisage de revendre son blog ou en bon démagogue qu'il est, il ait décidé de modifier l'image que ses pairs ont de lui pour à nouveau être présentable à leurs yeux et être à nouveau invité sur les plateaux de télévision. On se souvient que le blog Rue89 était étiqueté plutôt à gauche, jusqu'au jour où il fut racheté par le Nouvel Observateur qui était franchement à droite, ce qui révéla aux naïfs qu'ils avaient été manipulés, tout comme Libération.

Nous vivons dans un monde glauque où domine l'imposture et la désinformation, la démagogie et le mensonge, aussi faut-il se méfier ou vaut-il mieux s'y reprendre à deux fois avant de caractériser quelqu'un, avant d'accorder sa confiance à qui que ce soit, avant de s'associer à quoi que ce soit, sinon on prend le risque de se faire manipuler.

Vaut mieux toujours prendre du recul, prendre le temps de réfléchir, s'y reprendre à plusieurs fois si nécessaire, rien ne presse, et dans le doute vaut mieux encore s'abstenir ou avouer son ignorance, ce qui n'est pas un crime, sauf bien sûr quand on a une haute opinion de sa petite personne.

[Brexit. Les dés sont pipés.](#)

Grille de lecture.

- Devinez pourquoi nous n'avons pas utilisé cet argument. C'est le milliardaire Rupert Murdoch qui vous fournit la réponse.

- Je m'étais contenté de dire que si c'était Cameron, le représentant de l'oligarchie au pouvoir, qui avait pris cette initiative d'un référendum, c'était qu'il y avait anguille sous roche et qu'en aucun cas il avait pris cette décision seul, c'était totalement impensable, elle lui avait été forcément dictée par l'oligarchie qui souhaitait que la Grande-Bretagne rompt avec l'UE, reste à savoir exactement pourquoi ou qu'est-ce que cela présage dans un proche avenir, rien de bon au regard de la propagande de guerre incessante de l'OTAN montant l'UE contre la Russie, voyez l'actualité qui le confirme quasi quotidiennement. A moins que cela précède l'effondrement financier de l'UE qui favoriserait ensuite l'adoption du traité transatlantique de libre-échange que la Grande-Bretagne s'empresserait également de ratifier.

Le second scénario peut précéder ou précipiter le premier (une guerre).

Autre explication possible, ce serait pour obliger la pseudo-gauche britannique et les syndicats corrompus à constituer une sorte d'union nationale avec les conservateurs et Cameron, afin de pouvoir appliquer une politique encore plus réactionnaire. Mais le prix semble un peu fort au regard de l'onde de choc incontrôlable que pourrait déclencher la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, encourageant d'autres pays à l'imiter, quoique pratiquement aucun parti suffisamment puissant ou susceptible d'accéder au pouvoir dans aucun pays n'envisage sérieusement de rompre avec l'UE, donc ce risque demeure limité pour ne pas dire insignifiant à l'heure qu'il est.

- Le camp du Brexit, soutenu par le Sun, creuse l'écart - Reuters

A neuf jours du référendum du 23 juin, quatre nouveaux sondages donnent mardi jusqu'à sept points d'avance aux partisans d'un divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne tandis que le Sun, principal titre de la presse tabloïd, appelle ses lecteurs à voter en faveur du Brexit.

"BeLEAVE in Britain", peut-on lire en toutes lettres en une du tabloïd aux 4,5 millions de lecteurs. Un jeu de mots qui phonétiquement signifie "croire en la Grande-Bretagne" tout en comprenant le terme "sortie (de l'UE)".

"Nous sommes sur le point de prendre la plus grande décision politique de nos vies. Le Sun exhorte aujourd'hui tout le monde à voter pour la SORTIE" lors du référendum du 23 juin, écrit le quotidien populaire, propriété de Rupert Murdoch, le magnat australo-américain des médias.

Entravé par "l'expansion sans relâche de l'Etat fédéral allemand", le futur du Royaume-Uni serait "bien plus sombre" au sein du bloc des 28, poursuit le journal, qui voit dans un Brexit l'opportunité de "réaffirmer" une souveraineté compromise par la "dictature de Bruxelles".

"C'est notre chance de rendre la Grande-Bretagne encore meilleure, de reprendre notre démocratie, de préserver les valeurs et la culture dont nous sommes fiers à juste titre", argumente le Sun, premier quotidien national britannique à prendre aussi franchement position en faveur du Brexit.

"The Sun appelle chacun à voter 'Leave'. Nous devons nous libérer de la dictature bruxelloise", écrit le tabloïd de Rupert Murdoch, premier titre de la presse quotidienne britannique avec une diffusion de 1,7 million d'exemplaires.

Pour tenter d'inverser la tendance, les partisans du statu quo s'apprêtaient à lancer une nouvelle offensive mardi avec un rassemblement au siège de la grande confédération syndicale, le Trade Union Congress (TUC).

La réunion devait rassembler plusieurs responsables du Labour, le principal parti d'opposition, dont son président Jeremy Corbyn, régulièrement accusé de ne pas en faire assez pour mobiliser ses troupes.

Dans un communiqué commun publié mardi, de hauts responsables travaillistes ont mis en garde contre les conséquences d'une éventuelle sortie de l'UE, qui pourrait coûter selon eux 525.000 emplois dans le secteur public.

"Si nous quittons (l'UE), le choc ressenti par notre économie pourrait se traduire par un trou noir de 40 milliards de livres dans nos finances publiques", écrivent-ils, alors que la livre sterling était sous pression sur les marchés des changes.

En fin de journée, la campagne référendaire donnera lieu à une nouvelle joute oratoire avec un débat Telegraph-Huffington Post-YouTube opposant le conservateur Boris Johnson, chef de file des partisans du Brexit, et Alex Salmond, député du parti indépendantiste écossais SNP, pro-européen. Reuters 14.06

- Les adversaires du «Brexit» parlent comme si la disparition de leur pays était imminente - Arrêt sur Info

Les adversaires du Brexit ont mobilisé, les dernières semaines, tout le beau monde dans l'univers des «élites». D'abord, le président des Etats-Unis Obama et la directrice du FMI Lagarde déconseillaient de quitter l'UE et prévoyaient pour le Royaume Uni une catastrophe économique. Maintenant, des «scientifiques» ont levé leur voix, comme par exemple Stephen Hawking. Son «argument»: «Les temps sont passés où nous pouvons survivre seuls contre le monde. Nous devons faire partie d'un assez grand groupe de nations, tant pour notre sécurité que pour notre commerce.»

«Historians for Britain in Europe»

Plus de 300 «historiens» du pays se sont adressés au public, avec un bref texte dans «The Guardian». Leur «porte-parole» fut invité quelques jours plus tard au bureau du ministre britannique des Finances, pour y présenter leurs avis. Les 300 «historiens» s'appellent «Historians for Britain in Europe» et font ainsi opposition contre les «Historians for Britain», prônant la sortie de l'UE ou bien d'envisager de nouvelles négociations avec l'UE. Les «historiens» pour la Grande-Bretagne dans l'UE disent qu'en restant membre de l'UE «la cohésion de notre continent dans un monde dangereux» serait renforcée.

La question est de savoir si les allégations de Stephen Hawking ou des «historiens» britanniques ont affaire avec l'UE réellement existante, et si la Grande-Bretagne y a sa place en tant que membre ou non. Ces «scientifiques» ont-ils oublié que l'UE n'est pas l'Europe? Ces «historiens» ont-ils pensé au fait que cette construction intellectuelle d'un appareil bureaucratique de pouvoir supranational, qui s'appelle Union européenne, avec ses intrusions permanentes dans des Etats souverains, contredit tous les enseignements qu'on peut tirer de l'histoire européenne? Telles que l'aspiration inconditionnelle à la liberté, le droit et la démocratie, donc dans des Etats-Nations souverains, libertaires et démocratiques où règne le droit?

(Sautons à la conclusion - LVOG)

L'Europe a besoin d'une nouvelle base. Une base orientée vers le futur. Le retour aux temps avant l'existence de l'UE n'a aucune perspective. Personne ne veut sérieusement retourner avant 1945. Pourquoi ne pas élaborer une «Charte pour l'Europe», inspirée de la Charte des Nations Unies? Un Conseil de l'Europe nouvellement constitué pourrait y fournir le cadre institutionnel. Arrêt sur Info 14.06

En complément.

Dans une récente causerie, j'étais revenu sur la soumission de ces intellectuels au capitalisme et à l'ONU. Ce sont des anti-impérialistes à géométrie variable, dont finalement l'orientation politique est fonction de leurs besoins qu'ils sentent menacés par l'impérialisme américain, et le souci qu'ils affichent du sort du reste du monde ne leur sert qu'à se donner bonne conscience, c'est leur caution humaniste en quelque sorte.

- Après la France et l'Amérique, l'ONU à genoux devant les coupeurs de têtes - Arrêt sur Info

C'est un fait sans précédent qui en dit long sur l'état de déliquescence d'un monde dont les pays et les organisations internationales sont contrôlés par des dirigeants lâches et corrompus. Alors qu'il venait de publier un rapport mettant en cause la coalition menée par l'Arabie Saoudite pour sa responsabilité dans la mort de centaines d'enfants au Yémen, le secrétaire général de l'ONU fait soudainement volte-face et retire l'Arabie Saoudite de la liste.

Dans son rapport annuel sur le sort des enfants dans les conflits armés (1), le secrétaire général des Nations-Unies, Monsieur Ban Ki-Moon écrit: « L'ONU a établi que le nombre d'enfants tués et blessés avait sextuplé par rapport à 2014, avec un total de 1 953 victimes (785 enfants tués et 1 168 blessés). Plus de 70 % étaient des garçons. »

L'ONU et son secrétaire général mettent précisément en cause les responsables: » Soixante pour cent des victimes (510 morts et 667 blessés) ont été imputées à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite et 20 % (142 morts et 247 blessés) aux houthistes. Dans 324 cas, il n'a pas été possible d'identifier la partie responsable. »

On peut difficilement être plus précis. D'ailleurs, dans l'introduction du rapport, il est écrit:« L'Organisation des Nations Unies a vérifié l'exactitude de toutes les informations consignées dans le présent rapport et ses annexes... Le présent rapport et ses annexes sont le fruit de vastes consultations menées au sein du système des Nations Unies, au Siège et sur le terrain, et avec les États Membres concernés. »

En résumé, l'ONU a enquêté, vérifié, recoupé et établi que la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite, ce grand défenseur des droits de l'homme qui coupe les têtes et lapide les femmes, est directement responsable de la mort de 510 enfants au Yémen.

Dans l'annexe I du rapport, figure donc une liste:

« Liste des parties recrutant, utilisant, tuant, mutilant ou enlevant des enfants, les violant ou commettant d'autres formes de violences sexuelles à leur encontre, ou attaquant des écoles ou des hôpitaux dans des situations de conflit armé dont le Conseil de sécurité est saisi. »

Et dans cette liste, à la rubrique « Yémen » figurent: le mouvement houthiste, les forces gouvernementales, Al-Quaïda et... « La coalition dirigée par l'Arabie Saoudite »

Une volte-face inédite et surréaliste:

A peine le rapport de l'ONU sorti, les dirigeants Saoudiens, grands défenseurs des droits de l'homme devant l'Eternel, font chauffer leurs téléphones. Quoi ? Comment ? Nous on ne tue pas les enfants, on les aime, on les adore. Il n'y a qu'à venir voir comment on les traite chez nous. Surtout ceux qui volent et dont on coupe les mains. Alors vous allez enlever immédiatement notre nom de cette liste ou vous allez voir de quel bois on se chauffe.

C'est Ban Ki-Moon lui même qui avoue en pleurnichant avoir agit sous la pression des monarques enturbannés: « La décision de retirer la coalition de la liste noire a été l'une des plus douloureuses et difficiles que je n'aie jamais prises », s'est-il justifié au cours d'une conférence de presse.

Ah bon, mais pourquoi avoir retiré l'Arabie Saoudite de la liste alors ? Et bien tout simplement parce qu'on lui a fait un chantage:

« J'ai aussi dû tenir compte de la perspective très réelle de voir des millions d'autres enfants souffrir gravement si, comme cela m'a

été suggéré, certains pays supprimeraient des financements à plusieurs programmes de l'ONU. Il y a des enfants déjà vulnérables en Palestine, au Soudan du Sud, en Syrie, au Yémen. Il est inacceptable pour des Etats membres d'exercer des pressions injustifiées »

En d'autres termes, les Saoudiens lui ont dit, soit tu retires notre nom, soit on te coupe la tête. Non, on déconne, soit on te coupe les vivres.

On arrive donc à une situation surréaliste où le secrétaire générale de l'ONU vient nous expliquer que pour le bien de certains enfants, il décide de ne pas mentionner le nom du bourreau d'autres enfants, tout simplement parce que ce bourreau est un gros enulé, pardon, un gros financeur. Exactement comme si un état renonçait à juger un terroriste sous prétexte qu'il a placé beaucoup d'argent chez lui.

Quoi ? Comment ? C'est déjà le cas ?

Un chantage à 750 milliards de dollars

Au Etats-Unis, un projet de loi est en préparation qui permettrait aux familles des victimes du 11 septembre de traîner devant les tribunaux les dirigeants de l'Arabie Saoudite afin de d'obtenir des dommages et intérêts. (2)

Pour ceux qui l'ignorent encore, 15 des 19 terroristes impliqués dans les attentats du 11 septembre étaient ressortissants d'Arabie Saoudite. Pour ceux qui l'ignorent encore, l'Arabie Saoudite a largement contribué au financement d'Al-Quaïda. Enfin, pour ceux qui ne savent ni lire, ni écrire et qui n'ont jamais entendu parler du 11 septembre, 28 pages du rapport rédigé par les autorités américaines suite aux attentats sont classées et n'ont jamais été publiées car elle mettent en cause l'Arabie Saoudite dans le financement et l'organisation des attentats.

Dans l'émission « 60 minutes » de CBS (3), Bob Graham, un ex-sénateur ayant pu lire les pages confidentielles confirme toutes ces informations.

A peine ce projet de loi connu, les dirigeants saoudiens ont immédiatement sorti l'artillerie lourde et ils ont dit en substance aux américains: attention, si vous sortez cette loi permettant à votre justice de demander des comptes à nos dirigeants, nous retirons tous nos avoir chez vous, soit environ 750 milliards de dollars...

Immédiatement, Barak Obama s'est déclaré opposé à ce projet de loi.

Finalement le terrorisme arrange tout le monde

Au nom de la lutte anti-terroriste, les Américains sont donc capables d'envahir des pays, de massacrer des centaines de milliers de personnes. Ils sont aussi capables de créer des zones de non-droit pour y enfermer sans jugement des personnes qui n'ont jamais commis un seul attentat. Au nom de la lutte anti-terroriste, la France met sur écoute toute sa population, elle institutionnalise l'état d'urgence, mais elle est aussi capable de bombarder des pays souverains en y tuant, elle aussi des enfants. Au nom de la protection des enfants, l'ONU, sous la signature de son secrétaire général publie un rapport accablant pour ceux qui tuent ou mutilent des enfants.

Mais au nom du réalisme politique, les Américains renoncent à publier un rapport qui met en cause l'Arabie Saoudite dans les attentats du 11 septembre. Mais au nom du réalisme politique, la France offre la légion d'honneur aux dirigeants Saoudiens. Mais au nom du réalisme politique, l'ONU enlève de sa liste noire des pays tueurs d'enfants l'Arabie Saoudite. C'est du vraiment du réalisme ? Ne serait-ce pas plutôt de la lâcheté ou de la corruption ?

Qui finance l'Arabie Saoudite ? Les pays occidentaux qui lui achètent du pétrole.

Qui arme l'Arabie Saoudite ? Les pays occidentaux au premiers rangs desquels l'Amérique et la France qui lui vendent des armes.

Il est clair aujourd'hui que la menace terroriste est entretenue pour maintenir les peuples dans la peur et leur imposer une restriction de leurs libertés sans précédent. Il est clair également que la menace terroriste permet aux puissances coloniales d'envahir des pays souverains, d'y semer la terreur et le chaos afin de s'approprier leurs ressources.

Les pilotes Saoudiens du 11 septembre, les prisonniers de Guantanamo, les Merah, Coulibaly ou Salah, tous ces terroristes en herbe ne sont que la face visible d'une organisation beaucoup plus importante et beaucoup plus puissante qui gère le terrorisme à l'échelle mondiale mais que personne, pas même l'ONU n'ose mettre en cause.

Alors de deux choses l'une. Soit c'est l'Arabie Saoudite et son régime qui compte parmi les plus sanguinaires de la planète

qui gouverne le monde avec ses pétrodollars. Soit la vague terroriste sans précédent que nous connaissons depuis 15 ans arrange bien nos dirigeants et en aucun cas, ils ne veulent punir le vrai coupable qu'ils connaissent parfaitement.

A bien y réfléchir, les deux ne sont pas vraiment incompatibles. Arrêt sur Info 11.06

L'auteur de cet article pourrait ajouter à la liste des complices les intellectuels qui refusent de rompre avec les régimes qui sévissent dans leur pays, qui jusqu'à preuve du contraire leurs permettent de vivre confortablement, car n'étant pas vraiment ou directement frappés par les souffrances ou malheurs qui s'abattent sur tous les peuples.

[Dossier loi Travail](#)

Deux autres journées d'action ont été programmées les 23 et 28 juin...

Le camp naturel des olimédiarques.

Les non-manifestants du 14 juin - Liberation.fr

Bataille de chiffres sur la mobilisation anti-loi Travail - Reuters

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté mardi à Paris à l'appel de la CGT et de Force ouvrière (FO), qui voulaient montrer que l'opposition à la loi Travail ne plie pas, mais la mobilisation donne lieu à une bataille de chiffres.

FO a revendiqué en fin de journée un million de manifestants dans la capitale, tandis que la police dénombrait 75.000 à 80.000 personnes.

La CGT a évalué pour sa part le nombre des manifestants à 1,3 million dans toute la France et le ministère de l'Intérieur à 125.000 à 130.000, dont 50.000 en province.

Les sept organisations syndicales et de jeunesse mobilisées espéraient une participation supérieure à celle du 31 mars, qui avait marqué un pic avec 400.000 manifestants en France selon la police, et 1,2 million selon les syndicats.

Fort de cette nouvelle mobilisation, qui a été émaillée d'incidents provoqués par des "casseurs", "le gouvernement a tort de ne pas vouloir discuter et de faire des a priori à toute discussion", a déclaré Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, à la presse.

"J'espère que vendredi, on enlèvera tous ces a priori et que la discussion permettra d'avancer", a-t-il dit en évoquant sa rencontre prévue avec la ministre du Travail Myriam El Khomri.

Pour la "manifestation nationale" dans la capitale, une foule nombreuse s'est ébranlée de la place d'Italie jusqu'aux Invalides, derrière une pancarte proclamant "Pour le retrait. Pour de nouveaux droits".

Une fois de plus, plusieurs centaines de jeunes cagoulés d'extrême gauche se sont livrés à des débordements en se livrant dès le départ du cortège à des dégradations et en lançant des projectiles sur les forces de l'ordre.

Des heurts se sont poursuivis notamment devant l'hôpital Necker, qui accueille des enfants malades et où des vitres ont été brisées, devant le musée de l'armée, ainsi que sur l'esplanade des Invalides.

Tout au long du défilé, des poubelles ont été brûlées, des vitrines brisées, et les policiers ont répliqué avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau.

Selon la préfecture de police de Paris, 58 personnes ont été interpellées pour jets de projectiles et dégradations, notamment pris sur un chantier, et port d'arme prohibée. Vingt-neuf policiers et ont manifestants ont été également blessés.

Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a dénoncé des "sauvageons" qui ont crié leur haine de la police alors que deux fonctionnaires ont été tués lundi à Magnanville (Yvelines), lors d'une attaque revendiquée par l'Etat islamique (EI).

"Nous avons vu des manifestants crier 'un policier, une balle' (...) après ce qui s'était passé hier. Cela n'a que trop duré !", a-t-il dit sur France 2.

Bernard Cazeneuve leur a également reproché d'avoir brisé des vitres de l'hôpital Necker alors que l'enfant des policiers tués dans les Yvelines y a été admis.

Dans la soirée, 150 à 200 manifestants cagoulés et vêtus de noir ont brisé des panneaux publicitaires et incendié deux véhicules du service Autolib, rue Saint-Maur, dans le XI^e arrondissement de Paris, a-t-on constaté sur place.

L'afflux de manifestants venus de province à Paris n'a pas empêché la tenue de défilés dans quelques autres villes.

Entre 6.000 personnes, selon la police, et 30.000 selon les syndicats, ont ainsi défilé à Toulouse (Haute-Garonne), pour demander le retrait de la loi Travail.

"Nous ne perdons pas espoir de faire plier le gouvernement car on a déjà vu dans le passé des lois votées mais pas mise en application", a déclaré Bernard Dedebean, secrétaire départemental de la FSU.

A Marseille, environ 140.000 personnes ont également manifesté, selon la CGT, et seulement 5.000 selon la police. A Lyon, la police a dénombré 3.800 manifestants et les syndicats 9.000.

Le terme de "baroud d'honneur" a été récusé à la fois par Philippe Martinez et Jean-Claude Mailly, le dirigeant de Force ouvrière, les deux syndicalistes rappelant que deux autres journées de manifestations sont prévues, les 23 et 28 juin.

Des grèves, notamment contre la loi Travail, se sont poursuivies en France, notamment à la SNCF, où la direction comptabilisait 7,3% de grévistes au 14^e jour de grève, contre 4,6% lundi.

Air France prévoyait d'assurer près de 80% de ses vols au dernier jour d'une grève qui mobilisait 27% de pilotes, selon la compagnie.

Les syndicats de pilotes, qui appellent à défendre l'emploi et les conditions de rémunérations, étudient "les suites à donner au mouvement".

La tour Eiffel et le château de Versailles étaient fermés au public en raison de la grève. Reuters 14.06

Etat policier et dictature en marche. La réaction est mobilisée.

Pourquoi une telle audace ou arrogance, qu'est-ce qui donne des ailes à la réaction ?

Hollande et le PS qui en faisant une politique ultra réactionnaire les encouragent, cautionnent leur discours haineux à l'encontre des travailleurs et des syndicats.

On peut ajouter les dirigeants syndicaux vendus, qui en organisant des journées d'action étalées sur plus de deux mois participent sciemment au pourrissement de la situation dont se nourrit la réaction.

Délation.

- Anne Hidalgo dénonce publiquement les injures sexistes d'un maire

L'édile de Paris a publié sa lettre envoyée à Philippe Pemezec, maire du Plessis-Robinson, pour dénoncer les propos insultants qu'il a eus à son égard. LePoint.fr

Identification.

- Policiers tués : émotion à l'Assemblée, les députés marqués.

Émotion intense à l'Assemblée nationale ce mardi. Visages graves, les députés étaient très marqués par l'assassinat des deux policiers lundi soir à Magnanville. L'Opinion

Parole d'un assassin.

- Bernard Cazeneuve appelle les "anti-flics" à "l'humanité"

Le ministre de l'Intérieur a appelé mardi à l'"humanité" envers les forces de l'ordre, au lendemain de l'assassinat d'un couple de policiers, en fustigeant les manifestants qui s'en prennent aux forces de sécurité mais aussi des syndicalistes de la CGT.

"Moi, a-t-il poursuivi, je ne peux plus supporter comme ministre de l'Intérieur, alors que je vois la dignité de ces policiers, que je vois les souffrances accumulées, que je vois les familles déchirées derrière les cercueils (...), je ne peux plus supporter ces postures, ces propos, ces affiches qui mettent en cause ceux qui portent l'uniforme et qui en raison de l'uniforme qu'ils portent incarnent le droit."

Le ministre évoquait notamment un tract publié le 16 avril par la section Info'com (salariés de l'information et de la communication) de la CGT sur lequel on peut voir une matraque et un insigne de CRS près d'une flaque de sang avec ces mots : "La police doit protéger les citoyens, non les frapper".

Des policiers ont été par ailleurs pris pour cibles dernièrement par des "casseurs", à Paris et en province, qui se sont mêlés à des rassemblements contre la loi Travail pour s'en prendre à des fonctionnaires. Des policiers avaient manifesté le 18 mai à Paris contre la "haine anti-flic".

Des incidents ont été signalés mardi lors d'une nouvelle manifestation à Paris sous l'égide de la CGT.

"Au moment où il y a des manifestations à Paris, j'appelle tous ceux qui sont dans la violence, qui s'attaquent aux policiers, qui veulent s'en prendre à eux, à retrouver un peu au fond d'eux-mêmes d'humanité, de tolérance, de respect, simplement en respect de ceux qui sont tombés hier et en respect de ce petit enfant auquel nous nous devons de donner une image digne de la France", a dit Bernard Cazeneuve sous les applaudissements. Reuters

Commentaire d'un internaute

- *"S'il aime tant l'humanité qu'il cesse d'être l'ami des vrais terroristes de ce monde à savoir les USA, l'Arabie Saoudite, le Qatar, Israël.*

Bon nombre de gens ont compris qu'à travers les droits de l'homme l'agression de ces pays dits "civilisés" cherchent tout simplement à s'accaparer les richesses des pays dénommés non démocratiques par eux.

Vivement un vrai tribunal pour juger tous ces criminels."

Amalgame ordurier entre syndicalistes et "casseurs" ou terroristes.

- Le Medef dénonce le "sentiment d'impunité" des syndicalistes

A quelques heures d'une nouvelle démonstration de force des opposants au projet de loi réformant le marché du travail, le président du Medef a dénoncé mardi les "méthodes de la CGT" et le "sentiment d'impunité" que donnerait, selon lui, aux militants syndicaux... Reuters

La grève hors la loi

- Michel Richard - Une grève tellement indécente

Malgré l'Euro et le meurtre sauvage de deux policiers, la CGT ne renonce pas à la grève et les casseurs s'en donnent à coeur joie sur les forces de l'ordre ! LePoint.fr

- Sécurité : droite et extrême droite réclament un nouveau tour de vis

«La riposte doit monter d'un cran, là, maintenant, tout de suite», a réclamé Valérie Pécresse (LR), au diapason de la présidente du FN Marine Le Pen. Liberation.fr

- Policiers tués à Magnanville : la droite demande une lutte antiterroriste plus féroce

Après le meurtre des deux policiers à Magnanville, la droite réclame de nouvelles mesures. Et d'utiliser notamment la loi pour éradiquer de potentielles menaces terroristes. Francetv info

- Magnanville : «au bout du rouleau», les policiers demandent l'extension du port d'armes

Après le double-meurtre dans les Yvelines, les syndicats de police font valoir que les policiers sont désormais visés jusque dans leur vie privée et demandent que les forces de l'ordre soient autorisées à porter une arme en permanence, même en-dehors de l'état d'urgence. LeFigaro.fr 13.06

... et dès le lendemain...

- Les policiers pourront garder leur arme en permanence après l'état d'urgence

L'autorisation pour les policiers d'être armés hors service sera prolongée au-delà de l'état d'urgence, en vigueur jusqu'au 26 juillet. Cette annonce a été faite mardi par les syndicats policiers, à l'issue d'une rencontre avec le ministre de l'Intérieur. LeFigaro. fr 14.06

- Contre les violences policières, le succès de la pétition de Quentin

Plus de 100 000 signatures. Sur change.org, une ou deux pétitions dépassent ce seuil chaque mois. Le succès du moment est un appel à dénoncer « les violences policières ». Il proclame : « Il n'est pas normal que les policiers empêchent les citoyens de s'exprimer. Sans stigmatiser les forces de l'ordre Rue89

En complément.

- Le gouvernement allemand durcit les lois anti-terroristes - Arrêt sur Info

Le gouvernement allemand a approuvé mercredi 1er juin un nouveau durcissement des lois anti-terroristes. Partout en Europe, les attentats terroristes de Bruxelles et Paris servent de prétexte à la mise en place d'Etats policiers, comme ce fut déjà le cas aux Etats-Unis après les attentats du 11 septembre 2001

Dans sa déclaration sur le projet de loi, le ministre allemand de l'Intérieur Thomas de Maizière s'est vanté d'instaurer un véritable Etat de surveillance: « Nous avons introduit la conservation des données des communications électroniques, nous avons renforcé l'effectif de la police fédérale et ceux de l'Office fédéral de la police criminelle (BKA), nous avons adopté en Europe une nouvelle directive sur l'échange de données des passagers aériens et l'échange d'informations entre autorités policières. »

Tout cela est « très bien », a poursuivi de Maizière. Et pourtant, le gouvernement fédéral s'était « demandé après les attentats de Bruxelles, Paris et Istanbul [...], où se trouvent encore des failles dans la sécurité et que faut-il faire pour mieux protéger notre population. » Il a ajouté sur un ton menaçant : « La connaissance c'est le pouvoir. Et nous voulons combattre puissamment les organisations terroristes et pour cela il est nécessaire de se partager les connaissances. »

Le projet de loi, que le ministre de l'Intérieur veut rapidement faire voter au parlement, contient trois points centraux: plus de pouvoirs seront attribués aux services de renseignement et à la police fédérale; les échanges de données avec les services de renseignement étrangers seront élargis; et les communications par téléphones portables prépayés seront soumises à une surveillance et à un contrôle accrus. Le résumé du projet de lois dit aussi que « Les lacunes pénales existant dans le cas de soutien à la poursuite d'organisations interdites » seront comblées ».

Si l'on examine les détails du projet de 39 pages, on peut voir jusqu'où vont ces mesures. Les lois ayant trait entre autres à l'Office fédéral de protection de la constitution (BfV), au Service fédéral de renseignement (BND), à la police fédérale, à l'accès aux données Internet, celles couvrant les associations bénévoles, le BKA, les télécommunications et le code pénal, doivent toutes être modifiées.

De plus, conformément à l'Article 5, « le droit fondamental au secret des communications (Article 10 de la constitution) sera restreint. » Cela signifie qu'« en cas d'urgence, la collecte de données débutera le jour du dépôt de la demande et avant que la mesure de restriction soit approuvée. » En d'autres termes, il sera légal à l'avenir de procéder sans ordre d'un juge à une mise sur écoute.

Les compétences de la police fédérale seront également élargies. L'Article 3 modifié de la loi sur la police déclare: « Avec l'insertion du chiffre 4 dans la section 28 du paragraphe 2, la police fédérale, comme presque toutes les forces de police du pays et de l'Office fédéral de la police criminelle, sont habilitées à recourir à des agents secrets dans les limites de leur juridiction dans le but de protéger la sécurité publique et pas seulement en vue d'assurer l'application de la loi. »

Tout comme le BKA, la police fédérale sera dans certain cas en mesure d'effectuer des enregistrements audio et vidéo dans des logements privés « à l'insu des personnes affectées. »

La version amendée de la loi sur les télécommunications déclare que les acheteurs de téléphones portables prépayés doivent produire leur carte d'identité, leur passeport ou « autre document officiel valide muni d'une photographie du détenteur. »

Parallèlement, les opérateurs téléphoniques seront contraints, en vertu de la section 111 (demandes d'informations auprès des autorités chargées de la sécurité), « de relever et de sauvegarder immédiatement le numéro de téléphone et autres coordonnées du numéro attribué, le nom et l'adresse de l'abonné, sa date de naissance, l'adresse du numéro attribué, le numéro

de l'appareil et la date du début du contrat avant ouverture de la ligne. »

Pour faciliter la mise en liaison des services secrets, le projet de loi dit, « L'Office fédéral de protection de la constitution (BfV) [les services secrets intérieurs] peut établir des données communes, aux fins de coopération avec les autorités étrangères qui sont habilitées à des activités de renseignement (services secrets étrangers) visant la recherche ou les activités portant sur certains événements ou cercles de personnes... » De même, il peut « utiliser les fichiers de données communs qui sont créés par les services secrets étrangers. »

Alors que l'étroite collaboration entre le Service fédéral de renseignement (BND) et l'Agence de sécurité nationale américaine (NSA) avait été considérée il y a quelque temps comme un scandale, elle doit à présent être officiellement autorisée par les services secrets intérieurs.

Compte tenu de ces projets d'accroissement massif des pouvoirs de l'Etat, on a du mal à ne pas avoir l'impression que l'annonce, le lendemain même, du « démantèlement d'une cellule terroriste présumée » à Düsseldorf tombait à pic pour le gouvernement et les médias.

Le directeur du BND, Gerhard Schindler, a averti sur la chaîne publique ARD qu'il fallait enfin s'occuper de régler « ces problèmes ». Ceux-ci ne « résident pas dans l'échange d'information mais dans la procuration des informations. Nous avons besoin d'une plus forte pénétration des réseaux terroristes par des ressources humaines et nous avons besoin d'une meilleure surveillance des communications terroristes. »

En fait, les circonstances entourant l'arrestation jeudi dernier de trois citoyens syriens par les services de sécurité allemands restent floues. Selon la déclaration officielle du bureau de l'avocat général fédéral, les quatre accusés « projetaient un attentat en Allemagne au nom du groupe terroriste étranger 'Etat islamique d'Irak et de Syrie (EI)' ». Mais la même déclaration disait aussi, « Rien ne prouve que les prévenus avaient déjà commencé la mise en œuvre concrète de leur plan d'attaque. »

Alors que politiciens et médias attisent une hystérie terroriste permanente, il est désormais clair que l'état d'urgence proclamé en France et en Belgique ne sert pas à combattre les réseaux terroristes islamistes. Les pouvoirs considérablement accrus de l'Etat visent l'opposition grandissante des travailleurs et des jeunes. Le gouvernement français se sert des pouvoirs d'exception pour disperser des occupations de lieux de travail, interdire des manifestations pacifiques et menacer de longues peines de prison des manifestants qui sont contre les réformes réactionnaires de la loi El Khomri.

Le renforcement des pouvoirs de l'Etat en Allemagne a le même objectif. La première loi anti-terroriste a été introduite en Allemagne par le gouvernement social-démocrate/Vert de l'époque, parallèlement à l'introduction des réformes Hartz sur la protection sociale et le marché du travail. Le durcissement des lois anti-terroristes annonce des attaques encore plus sévères contre la classe ouvrière.

Dans son édition du 1er juin, le quotidien conservateur Die Welt a prévenu que l'économie allemande était en train de perdre « sa compétitivité » et l'Allemagne son « attrait ». La principale raison indiquée par le journal était la faible « performance économique par rapport au capital – une tendance qui est principalement due à la hausse des coûts de la main-d'œuvre. » Arrêt sur Info 14.06

[Les parrains du nouvel ordre mondial barbare.](#)

- L'Otan et Israël peuvent "vaincre l'EI" ensemble: Netanyahu

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a assuré mardi 14 juin après une réunion avec des ambassadeurs de pays de l'Otan que l'Otan et Israël peuvent ensemble "vaincre l'EI". AFP

- Mafia du CO2 : 80% de l'argent volé en France est parti en Israël - Arrêt sur Info

L'essentiel des gigantesques sommes (entre 1,7 et 3 milliards d'euros) volées au contribuable français par une bande d'escrocs franco-israéliens a pris le chemin d'Israël, et l'Etat français n'a guère manifesté à ce jour sa volonté de les récupérer.

Dans un nouvel article consacré à cette « mafia du CO2 » dont une partie des membres sont actuellement jugés à Paris, le correspondant en France du quotidien Haaretz, Dov Alfon, annonce tout de même que la justice française va se montrer un peu plus dynamique à l'avenir.

Un premier procès impliquant les membres de la bande présents en France (les autres sont soit réfugiés en Israël, soit morts des suites de règlements de comptes internes) vient de se terminer devant le tribunal correctionnel de Paris. Le procureur a requis à l'encontre du principal accusé, Arnaud Mimran, une peine de 10 ans de prison et la confiscation de tous les biens sur lesquels il sera possible de mettre la main. Selon Haaretz, à peine 30 millions d'euros de transferts de la fraude hors de France vers

Israël auraient à ce stade été identifiés (ce qui ne veut pas dire récupérés, bien entendu).

Mis en délibéré, le jugement sera rendu le 7 juillet prochain, et on ne sait évidemment pas si Arnaud Mimran et ses comparses auront d'ici là été eux aussi se mettre à l'abri en Israël, des fois que les juges français aient la mauvaise idée de suivre les réquisitions du procureur.

Sitôt le jugement du 7 juillet rendu, écrit Dov Alfon, le parquet financier devra décider de lancer ou pas une « chasse au trésor » qui s'annonce difficile, même avec de la bonne volonté, en raison des innombrables complicités dont ont bénéficié les fraudeurs. Par Haaretz - Arrêt sur Info 14.06

Médiaoligarchie.

- George Soros investit dans les médias (anti-PiS) en Pologne - Arrêt sur Info

LE GROUPE MÉDIATIQUE POLONAIS AGORA, PROPRIÉTAIRE, ENTRE AUTRES DU JOURNAL GAZETA WYBORCZA ET DE LA STATION DE RADIO TOK FM, DEUX MÉDIAS GAUCHO-LIBERTAIRES VIOLEMMENT ANTI-PIS, A ANNONCÉ LUNDI DERNIER DANS SES COMMUNIQUÉS BOURSIERS LE RACHAT PAR MDIF MEDIA HOLDINGS DE 11,2 % DE SES ACTIONS.

MDIF Media Holdings fait partie du fonds d'investissement Media Development Investment Fund (MDIF) alimenté, entre autres, par les Open Society Foundations et le fonds Geosor Corp de George Soros. L'information sur ce rachat a été annoncée par le site polonais d'information sur les médias Wirtualnedia.pl et a été rapidement reprise par d'autres médias polonais.

Ainsi que nous l'indiquions sur le site de l'OJIM le 17 avril dernier dans un article sur la diversité des médias polonais, Gazeta Wyborcza, qui appartient au groupe Agora S.A. à capital polonais, alimente en informations sur la Pologne la plupart des médias internationaux, parmi lesquels les médias français, à commencer par le journal Le Monde dont il est proche par les liens personnels et par les idées. Même un journal comme La Croix, quand il est interrogé sur ses sources, se réfère à Gazeta Wyborcza. Et quand les journalistes de France Culture préparent une émission de propagande sur la situation de l'État de droit en Pologne, c'est aussi vers les médias d'Agora qu'ils se tournent. Adam Michnik, qu'Arielle Thedrel, du Figaro, qualifie péremptoirement de « conscience morale de la Pologne », est le rédacteur en chef de Gazeta Wyborcza depuis maintenant 28 ans. Sans attendre la victoire des conservateurs du PiS, Adam Michnik, dont le journal soutenait la coalition PO-PSL précédente, comparait en 2013 dans une interview pour l'hebdomadaire allemand Der Spiegel le Hongrois Viktor Orbán à Hitler et mettait en garde les Allemands contre un Jaroslaw Kaczynski (le leader du PiS) autoritaire et fascisant.

Mais le groupe Agora a aujourd'hui un double problème : avec l'arrivée au pouvoir des conservateurs à l'automne dernier, il a perdu sa position privilégiée en ce qui concerne les annonces publicitaires publiques et les abonnements des administrations et, par ailleurs, son journal phare Gazeta Wyborcza perd des lecteurs d'année en année, payant ainsi son militantisme politique et son manque d'objectivité et d'honnêteté journalistique.

L'année dernière, le groupe Agora a perdu 5,6 millions de zlotys après avoir enregistré un bénéfice de 1,3 million en 2014. C'est la presse écrite, et donc principalement Gazeta Wyborcza, qui le tire vers le bas. Avec 150 640 exemplaires vendus en moyenne au premier trimestre 2016, le quotidien phare du groupe a connu une chute de 8,79 % d'une année sur l'autre, soit la plus forte baisse enregistrée sur le marché de la presse quotidienne nationale en Pologne.

Depuis la fin 2015, Gazeta Wyborcza soutient activement les manifestations anti-PiS organisées par le « Comité de défense de la démocratie » (KOD). Notons au passage que le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros, qui avait en son temps promis de renverser Viktor Orbán dans son pays d'origine, est soupçonné de financer les manifestations du KOD (voir ici et ici).

MDIF Media Holdings a racheté son paquet d'action d'Agora S.A. entre autres auprès du fonds de pension PTE PSU qui avait lui-même acquis un paquet d'actions d'Agora en janvier dernier. Le ministre du Trésor polonais Dawid Jackiewicz avait alors qualifié l'investissement du fonds PTE S.A. de décision visant à sauver le groupe médiatique plutôt qu'à gagner de l'argent.

Le fonds MDIF se vante d'investir dans les pays où la liberté médiatique est menacée. D'après le journal économique polonais Puls Biznesu, la transaction avec Agora lui aura coûté l'équivalent de 17 millions de dollars américains qui sont à comparer aux 153 millions de dollars investis par MDIF ces deux dernières décennies dans plus de 100 entreprises de 40 pays. Source: Ojim - Arrêt sur Info 13.06

Xénophobie et propagande de guerre

- Euro 2016 : la Russie sanctionnée après les violences de Marseille - euronews.com

Suspension avec sursis de l'équipe russe de l'Euro 2016 et 150 000 euros d'amende : l'UEFA a sanctionné la Russie pour

les violences provoquées par ses supporters à l'issue du match Russie – Angleterre.

Le porte-parole de l'instance européenne du football Pedro Pinto a expliqué la sanction.

“La disqualification est en sursis jusqu'à la fin du tournoi” a-t-il dit. “Le sursis pourrait être levé si des incidents d'une nature similaire, si des désordres au niveau du public avaient lieu à l'intérieur du stade lors d'un match de l'équipe de Russie pendant le tournoi.

Côté russe, l'attaquant du Zénith de Saint-Petersbourg Artem Dziuba estime que la Russie ne devrait pas être la seule sanctionnée et que la responsabilité devrait être partagée.

“Il est impossible qu'il n'y ait qu'un coupable et que les autres ne soient que les victimes” a-t-il dit en conférence de presse. “Je crois que les uns et les autres doivent surveiller leurs supporters et faire passer le message. La Russie ne devrait pas être la seule sanctionnée.”

Six supporters russes font l'objet d'une procédure d'expulsion à la suite des violences qui ont suivi le match Russie – Angleterre. La police française estime qu'ils représentent une menace pour l'ordre public.

De son côté, le ministre des Sports russe Vitali Moutko a indiqué que son pays respectera les sanctions prises par l'UEFA, même si Moscou juge ces sanctions “excessives.” euronews.com 14.06

- Marseille : Pourquoi un "hooligan russe" porte-t-il un tatouage pro-ukrainien ? - gaideclin.blogspot.in

Depuis hier, suite aux incidents de Marseille, nous assistons à un déchainement anti-russe dans les médias qui vont même jusqu'à sous-entendre que les fameux hooligans russes seraient "manipulés par Poutine pour gâcher la fête de l'Euro en France en représailles des sanctions françaises et se venger de l'affaire des navires Mistral". Conspirationnisme de bon aloi entendu au "grand journal" de Canal +... Les éditorialistes rivalisent d'indignation sélective et appellent à retirer la Coupe du Monde 2018 à la Russie (pour la donner à l'Ukraine?).

On peut même lire que "le gouvernement balaie la polémique et vise la Russie" alors que les forces de l'ordre n'ont pas réussi à arrêter un seul hooligan russe sur 116 arrestations! Ce n'est pourtant pas faute d'avoir été jusqu'à organiser des descentes de police dignes de l'anti-terrorisme dans des hôtels où logeaient des supporters russes apparemment sans histoire...

Les seules images indiscutables de hooligans russes violents dont on dispose en réalité sont celles prises dans le stade Vélodrome lors des échauffourées survenues à la fin du match Angleterre - Russie. Bizarrement, un des hooligans que l'on voit sur plusieurs photos arbore un tatouage représentant Tarass Boulba, héros des nationalistes ukrainiens. (voir ci-dessus) Cela ne prouve rien sur sa nationalité bien entendu, l'homme peut très bien être un Néo-Nazi russe pro-ukrainien (si si, cela existe bel et bien) mais pour un "complot organisé par Poutine", vous reconnaîtrez que c'est quand même étrange...

Autres photos où l'on voit le même hooligan russe tatoué.

Par ailleurs, sur la photo suivante et sur beaucoup d'autres, on constate que les "russes" qui tabassaient les anglais dans les rues de Marseille ont généralement le teint très foncé pour des slaves, ou bien bronzent-ils très vite? gaideclin.blogspot.in 13.06

- Russes à l'Euro: qu'allez-vous faire si quelqu'un essaye de vous casser la figure? - sputniknews.com

Alors que l'arrestation des Russes après le match Russie-Angleterre fait écho dans les médias, le comportement des supporters et le déroulement des accrochages restent peu discutés. Un supporter et un témoin russes confient à Sputnik des détails de l'incident, des affrontements des supporters britanniques avec la police et le contexte politique.

"Nous sommes arrivés à Marseille, il y avait un Russe pour dix Anglais dans la ville", raconte un des supporters russe venu à Marseille pour soutenir l'équipe de son pays.

Selon lui, durant toute la journée, il y avait de petits affrontements qui ont finalement abouti à de nombreux incidents où des Britanniques ont commencé à lancer des bouteilles en direction des supporters russes.

"Quand tu es Russe et que tu portes un t-shirt avec des symboles russes, tu risques de recevoir une bouteille ou des pièces de monnaies dans la figure juste en passant", souligne-t-il dans un entretien à Sputnik.

Et de préciser qu'il n'y avait aucun bar à Marseille où il n'avait pas de supporters britanniques.

De surcroît, ce n'était pas que sportif, c'était aussi des provocations politiques. Les supporters britanniques insultaient les Russes dans les rues en criant des grossièretés visant le président russe Vladimir Poutine, contenant des insultes en russe dont ils ne semblaient pas comprendre le sens exact.

"Encouragés par leur supériorité numérique car il n'y avait qu'environ 10.000 supporters russes, le reste étant des supporters britanniques, avec 67.394 places au stade de Marseille, les fans britanniques prenaient plaisir à provoquer les Russes, les insultant même avant le match, dans les rues de Marseille et surtout quand les Russes ont égalisé".

Les Britanniques ne se tardaient pas à se quereller avec des policiers, ces derniers obligés de les calmer en appliquant du gaz lacrymogène.

Les fans russes, ne voulant pas provoquer la police, n'ont pas eu de problèmes à la veille du match, certains d'entre eux pour autant blessés dans les échauffourées, au visage ou sur la tête.

"Complètement bourrés, les supporters britanniques jetaient des bouteilles sur tous ceux qui portaient des symboles russes et insultaient les habitants locaux, presque tous!", a confié à Sputnik un témoin russe ayant également assisté au match.

"Les locaux et la police étaient presque tous de notre côté car ils en avaient assez de ces gens venus des îles (les supporters britanniques, ndr) avec leur comportement de sauvages... Je voudrais voir comment vous, vous allez régler une situation quand on essaye de vous casser la figure avec une bouteille. Allez-vous essayer de les calmer en leur parlant tout simplement?", a souligné le témoin.

Cerise sur le gâteau, nous vous proposons des photos, des vidéos et des tweets montrant des "gentlemans hooligans" britanniques qui parlent d'elles-mêmes. sputniknews.com 14.06

- Suite de l'affaire du bus des supporters russes: tous mis en garde à vue - Arrêt sur Info

Tous les supporters russes se trouvant dans le bus bloqué sur le parking de la gendarmerie de Cannes sont mis en garde à vue sur ordre du Procureur de Marseille, femmes et conducteur compris, dans le cadre de l'affaire pénale concernant les coups et blessures portés sur le supporter anglais entre la vie et la mort.

Ainsi, alors que les gendarmes, après 10h de recherches divers et variées et n'ayant strictement rien trouvé, décident de libérer les supporters russes, le Procureur de Marseille annule cette décision, fait revenir ceux qui avaient été déjà envoyés vers l'aéroport pour être expulsés vers la Russie et tous, avec les femmes et même le chauffeur, sont envoyés comme des criminels en garde à vue jusqu'à demain matin à Marseille.

Dans le système judiciaire français, le procureur dépend directement du Ministère de la Justice.

Le Procureur décide de détenir 50 personnes qui ne sont impliquées en rien, individuellement rien n'a pu leur être reproché – sauf d'être russe et supporter, mais gardés à vue parce que le supporter anglais risque de bientôt décéder de ses blessures. Juridiquement, cette position est particulièrement surprenante. Mais politiquement, c'est clair.

Or, les forces de l'ordre française n'ont rien trouvé contre ce groupe de supporters russes. Mais ils seront tous gardés à vue. Ainsi, il reste encore quelques heures pour trouver, et lorsque l'on cherche bien et que l'on a de l'imagination, on peut trouver n'importe quoi, qui les impliquera dans le cadre de l'enquête pénale concernant le futur décès de ce supporter anglais.

C'est tragique de voir un homme mourir, mais faut-il accuser un peuple de cela? Car, en fait, c'est de cela qu'il s'agit: vous êtes russes, vous êtes coupables. Nous n'avons rien trouvé contre vous, mais nous allons chercher. Interviewé par la chaîne fédérale russe Life News, le président de l'association des supporters russes appelle tous ses concitoyens à quitter le pays. Notre pays. Car ils ne sont plus en sécurité.

Pendant ce temps, la Russie tente de calmer les choses, le Consulat intervient auprès des autorités françaises, tous évitent de mettre d'huile sur le feu. Sa position est délicate et l'attitude compréhensible. Mais si cette attitude persiste alors que demain des accusations pénales sont prononcées contre ces supporters, elle risque d'être prise pour de la faiblesse (et non de la sagesse), avec des conséquences lourdes pour ces supporters, puisqu'alors, tout sera permis. Arrêt sur Info 14.06 (Source: <http://russiepolitics.blogspot.ch/2016/06/suite-de-laffaire-du-bus-des-supporters.html>)

- Des hackers du Kremlin s'attaquent aux données US... mais existent-ils vraiment? sputniknews.com

On n'endort jamais la vigilance des Etats-Unis! Maintenant, ils disent qu'une équipe hautement qualifiée d'"hackers gouvernementaux" russes aurait piraté les servers du parti démocrate et volé le dossier sur le candidat à la présidentielle

américaine Donald Trump, et ça il y a... un an.

Ces hackers méchants avaient accès aux serveurs des démocrates depuis un an, mais tous ont été détectés le week-end dernier dans le cadre d'une campagne majeure de ratissage. Bravo, quelle vitesse! Entre-temps, les personnes "touchées" disent que ni données personnelles, ni financières, ni les renseignements sur les donateurs n'ont été volés. Mais à quoi bon donc pirater le server?

Les hackers "gouvernementaux" ont prétendument eu accès à la correspondance et à la base de données du comité national du parti démocrate, ainsi qu'aux serveurs des candidats à la présidentielle Hillary Clinton et Donald Trump, a affirmé le Washington Post sans préciser les volumes des données piratées. Il s'agit d'espionnage et plus concrètement de s'approprier le dossier sur l'adversaire du parti démocrate, M. Trump. Tout ça pour mieux comprendre les points forts et les faiblesses de l'éventuel président américain, explique-t-on.

En octobre dernier, un groupe de hackers russophones, soi-disant associés au gouvernement russe, aurait également eu accès à des données confidentielles de structures diplomatiques et de défense des Etats-Unis, les criminels russes démontrant un niveau d'ingéniosité à envier. Là, les hackers se sont vus attribuer le nom d'"Ours toxique".

De beaux noms, c'est bien, mais ces habiles hackers existent-ils ailleurs que dans l'imagination des Américains? sputniknews.com 14.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bahreïn

- Bahreïn: le pouvoir suspend les activités du principal groupe d'opposition

Le pouvoir à Bahreïn est resté sur une ligne dure mardi en suspendant les activités du principal mouvement d'opposition chiite, ignorant les inquiétudes exprimées par l'allié américain après l'arrestation d'un célèbre dissident. AFP

2- Venezuela

2.1- Washington irrite le Venezuela en soutenant le référendum anti-Maduro

Le chef de la diplomatie américaine John Kerry a plaidé mardi en faveur d'un "référendum juste et opportun" pour révoquer le président vénézuélien Nicolas Maduro, suscitant la colère de Caracas qui a accusé les Etats-Unis d'ingérence. AFP 14.06

... et l'erreur fatale...

2.2- Maduro annonce la reprise du dialogue entre Venezuela et Etats-Unis

Le président du pays latino-américain a fait cette annonce, mardi 14 juin, après une rencontre entre les chefs de la diplomatie vénézuélienne et américaine à Saint-Domingue. LeMonde.fr 14.06

ECONOMIE

Union européenne

- Accord entre pays de l'UE sur les fonds monétaires - Reuters

Les pays membres de l'Union européenne sont parvenus à un accord sur la régulation des fonds monétaires, a annoncé mardi le commissaire aux Services financiers, Jonathan Hill, un compromis qui pourrait mettre fin à trois ans de blocage sur un dossier qui divise l'UE.

Le marché européen des fonds monétaires, qui représente plusieurs milliers de milliards d'euros, a été mis en cause pour son rôle dans le déclenchement de la crise financière de 2007-2008.

Les autorités européennes ont tenté d'interdire les fonds dits "à valeur liquidative constante" (constant net asset value, CNAV), qui représentent la moitié environ du marché européen et qui ont pour principale caractéristique d'émettre des titres dont la valeur est garantie quelles que soient les fluctuations des marchés, ce qui les expose à un risque accru.

L'accord évoqué mardi par Jonathan Hill lors d'une audition au Parlement européen prévoit de donner aux fonds CNAV la possibilité d'investir dans des produits moins risqués ou de se transformer en fonds à valeur liquidative variable dans un délai de deux ans après l'adoption des nouvelles règles, explique un projet que s'est procuré Reuters.

Rédigé par les Pays-Bas, qui président le Conseil européen jusqu'à la fin du mois, le projet devrait être adopté mercredi par les représentants des Etats membres et avalisé vendredi par les ministres des Finances de l'UE.

L'Allemagne souhaite la disparition totale des fonds CNAV mais certains pays dans lesquels la gestion de fonds représente une activité importante, comme l'Irlande, le Luxembourg ou la Grande-Bretagne, s'y opposent.

L'accord devra être approuvé par un vote du Parlement européen avant de pouvoir être appliqué. Reuters 14.06

L'Irlande, le Luxembourg ou la Grande-Bretagne : des paradis fiscaux !

[Haut de page ↗](#)

Le 16 juin 2016

CAUSERIE

Suite à la manifestation parisienne d'hier et aux violences qui l'ont émaillée, deux remarques et une conclusion.

Il est tout à fait remarquable qu'aucun commentateur ne s'en tient aux faits.

- Hollande, Valls et Cazeneuve, l'ensemble des médias accusent les organisateurs de cette manifestation, or on peut observer que ceux qu'ils appellent les "casseurs" précèdent la banderole qui figure en tête de la manifestation, contrairement aux manifestants qui se tiennent derrière, donc il est inapproprié de ranger ces "casseurs" parmi les manifestants, ils sont venus pour autre chose qu'exiger le retrait de la loi Travail, ils se sont placés eux-mêmes comme chaque fois hors de cette manifestation encadrée par le service d'ordre des syndicats.

Dès lors, il est parfaitement possible de les isoler de la manifestation et de les neutraliser, de les chasser ou de procéder à leur arrestation compte tenu que leur accoutrement témoigne de leur volonté de se livrer à des violences.

On doit donc en déduire que les laisser faire revient à s'en faire les complices.

- S'agissant des dégâts mineurs causés à l'hôpital Necker et qui ont été exagérés, il faut relever que ce n'était pas cet hôpital qui était visé, mais le cordon de CRS qui s'était posté à cet endroit-là, devant ou à proximité d'une facade vitrée potentiellement fragilisée ou susceptible d'être atteinte par des projectiles lancés sur les CRS.

Ce placement a-t-il été délibéré ou était-ce une erreur que l'on ne peut pas imputer aux organisateurs de cette manifestation.

En conclusion, la présence de ces "casseurs" que finalement aussi bien le ministère de l'Intérieur que les syndicats tolèrent lors de ces manifestations arrange les uns et les autres.

Le ministère de l'Intérieur on comprend immédiatement pourquoi. Quant aux syndicats, on ne peut le comprendre qu'en faisant la distinction entre les appareils pourris des syndicats qui ont organisé une dizaine de journées d'action depuis deux mois et demi dans l'unique objectif d'aider le gouvernement à faire passer la loi Travail, et les syndicalistes qui combattent véritablement ou sincèrement pour le retrait de cette loi.

En fait ce sont ces derniers qui sont visés par ce laisser-faire ou cette bienveillance ou cette tolérance affichée par le gouvernement et des appareils syndicaux envers ces "casseurs", ainsi que les travailleurs et jeunes qui envisageraient de manifester mais

s'en dissuadent de crainte des violences qui émaillent chaque manifestation.

Je me suis refusé à publier les déclarations de Martinez et Mailly reproduites par l'ensemble des médias et complaisamment reprises par les partis dits ouvriers pour cette raison, car en dehors d'exonérer leur propre responsabilité dans ces violences ces déclarations ne présentaient aucun intérêt.

Vous comprendrez ou non, peu importe, qu'on ne souhaite pas être les complices de leur duplicité, sinon à quoi bon parler d'indépendance politique, n'est-ce pas ?

Vous aurez pu observer qu'aucun parti ne développe cette argumentation. Vous êtes assez grands pour deviner pourquoi, aussi je vous laisse en déduire ce que vous voudrez, vous savez ce qu'on en pense pour ne pas m'y attarder ici.

On laissera de côté la polémique sur le nombre de manifestants à Paris, un million disent les syndicats, 70 à 85.000 dit le ministère de l'Intérieur, je crois qu'en fonction de son itinéraire et de sa durée, la moyenne doit tourner aux alentours de 250 à 300.000.

Ci-dessous, deux articles qui fournissent quelques indications précieuses, suivis du déchaînement haineux de la réaction contre les syndicats ou plutôt les syndicalistes et les travailleurs qui continuent de manifester pour le retrait de la loi Travail.

Instrumentalisation de la violence dont ils sont les initiateurs et amalgames d'extrême droite.

- L'hôpital Necker a-t-il vraiment été «dévasté» par les «casseurs» ? - liberation.fr

Que s'est-il passé ?

Il est près de 15h30 quand le cortège de tête, constitué notamment de plusieurs centaines de manifestants cagoulés et équipés pour harceler les forces de l'ordre, arrive à l'angle du boulevard du Montparnasse et de la rue de Sèvres, au niveau du métro Duroc.

Les affrontements avec les CRS, qui n'ont pas cessé depuis le départ de la manifestation place d'Italie, reprennent de plus belle. Des militants radicaux, tout de noir vêtus, lancent des projectiles en direction de forces de l'ordre situées sur leur gauche, qui répliquent à coups de grenades lacrymogènes.

L'hôpital Necker, juste à côté du cordon des forces de l'ordre, n'est clairement pas la cible de la majorité des manifestants. S'il est tout à fait probable que des pierres ou des canettes de bière aient pu endommager sa façade, c'est surtout les coups de marteau portés par un ou deux manifestants qui ont causé la majorité des dégâts. On le voit sur cette vidéo tournée par un journaliste du Monde (à partir de 4'20"). A noter, par ailleurs, l'intervention d'un homme qui tente d'arrêter l'individu en lui disant : «Hé, c'est un hôpital de gosses.» (Tout cela pour "un ou deux manifestants" surexités, s'ils s'agissaient vraiment de manifestants... - LVOG)

Les échauffourées au milieu du carrefour durent assez longtemps, peut-être une vingtaine de minutes. Sur cette vidéo, on voit même des «casseurs» détacher des plaques entières de bitume à coups de marteau, pour s'en servir ensuite de projectiles. Il faut l'intervention du canon à eau de la préfecture de police, qui scinde le cortège en deux, pour repousser la tête de manifestation plus en avant, vers le boulevard des Invalides.

Quels sont les dégâts ?

Les principaux dégâts concernent des bris de vitres, au niveau du rez-de-chaussée de l'établissement. Une quinzaine de parois, côté rue, ont ainsi été fracturées, sans par ailleurs céder. Mais «personne n'est entré dans l'hôpital, il n'y a pas de dégâts à l'intérieur», explique le professeur Noël Garabédian, présent sur place mardi.

Aussi gratuits et stupides qu'ils puissent être, ces actes sont donc loin d'avoir laissé derrière eux un bâtiment «dévasté», comme l'a dit Manuel Valls. liberation.fr 15.06

- Loi travail : «Les manifestations ne sont pas plus violentes que par le passé» - lefigaro.fr

Olivier Cahn, chercheur au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales, estime que le niveau de violence des manifestations a baissé malgré quelques débordements individuels.

LE FIGARO. - Les manifestations sont-elles plus violentes aujourd'hui?

Olivier CAHN. - Non, les manifestations ne sont pas plus violentes de nos jours. Le niveau de violence a même eu tendance à

baisser depuis les années 1970-1980. Les débordements que l'on voit aujourd'hui n'ont d'ailleurs rien à voir à ce qui a pu se produire avec le mouvement des sidérurgistes et des marins-pêcheurs des années 1990. Mais cela ne veut pas dire pour autant qu'au cours des trois derniers mois la contestation contre la loi travail n'a pas donné lieu à des débordements individuels, parfois très graves.

Les trois mois de contestation n'ont-ils pas favorisé un certain pourrissement de la situation?

C'est davantage la manière dont le gouvernement a géré le texte qui a nourri une forme d'exaspération avec le recours au 49.3, les déclarations contradictoires du gouvernement... Le contexte est aussi particulier: nous sommes face à un exécutif impopulaire à qui les manifestants reprochent de ne pas avoir répondu aux aspirations populaires de la dernière présidentielle.

La forte présence des forces de l'ordre pour encadrer les manifestations est-elle en cause?

Structurellement, le maintien de l'ordre s'est durci ces dernières années en France alors qu'à l'étranger la tendance est à la désescalade. La tradition française, qui était de maintenir à distance les manifestants pour faire le moins de blessés, a évolué. Elle a progressivement laissé la place à une vision plus legaliste où les autorités vont moins rechercher le dialogue avec les syndicats au cours de la manifestation. De façon plus conjoncturelle, vous avez des fonctionnaires de police qui sont épuisés. D'ailleurs, les cas de violences policières sont ainsi le fait de débordements individuels. Les policiers eux-mêmes ont le sentiment que tout n'est pas fait pour les protéger.

Quelle est la part de responsabilité des syndicats?

Le service d'ordre de la CGT a très clairement essayé d'isoler les autonomes du reste de la manifestation afin de faciliter l'intervention des forces de l'ordre. Ils ont d'ailleurs été pris à partie par certains manifestants. Au final, les syndicats n'ont aucun intérêt dans ces violences. Celle-ci ne sert que deux acteurs: le gouvernement et les autonomes. lefigaro.fr 15.06

Observation et conclusion erronées.

- La CGT en accusation après les violences de Paris - Reuters

Les ambiguïtés de la centrale

La CGT aurait-elle du mal à tenir ses troupes ? Si Manuel Valls a haussé le ton, hier matin, c'est qu'il disposait d'éléments pour le moins troublants. « Apparemment, des manifestants CGT ont participé à certaines violences », glisse-t-on dans l'entourage du Premier ministre. Selon nos informations, un cégétiste a bien été interpellé mardi. Le syndicat confirme. Mais réfute tout lien avec les violences. « Il y a eu une tentative de manifestation spontanée, avant le départ du cortège officiel. C'est à ce moment-là que notre militant a été interpellé », nous assure Fabrice Angei, secrétaire confédéral chargé du projet de loi Travail. Problème, des dockers cégétistes auraient également été vus en train de desceller des pavés place Vauban (VII^e arrondissement). De quoi faciliter la tâche des casseurs... « Cela, on le nie catégoriquement », rétorque Fabrice Angei. Mais ce n'est pas tout. Selon une source policière, certains syndicalistes se trouvaient aux côtés des casseurs à la fin de la manifestation. « Aux Invalides, plusieurs membres de la CGT, présents parmi les casseurs, nous ont pris à partie. Sur les images de vidéosurveillance (voir photo), on voit clairement l'un d'eux un pavé à la main et un autre renvoyer une grenade lacrymogène vers les forces de l'ordre », explique un cadre de la préfecture de police. LeParisien.fr

- Casseurs des manifs : les ambiguïtés de la CGT

La CGT aurait-elle du mal à tenir ses troupes ? - LeParisien.fr

- Hollande veut mettre KO la CGT - LeParisien.fr

« C'est la première fois qu'un hôpital est la cible des casseurs. C'est une attaque vandale contre un lieu de solidarité qui discrédite tous ceux qui en sont à l'origine. » LeParisien.fr

- La CGT ne désarme pas, malgré les menaces de Valls - Reuters

L'intersyndicale opposée à la réforme du Code du travail a décidé de maintenir les journées d'action prévues les 23 et 28 juin malgré les menaces d'interdiction de l'exécutif, a annoncé mercredi soir le secrétaire général de la CGT. Reuters

- Bayrou (MoDem): "Les personnes et les biens sont menacés" - AFP

François Bayrou a jugé mercredi sur BFMTV que François Hollande avait utilisé une "formule incroyable" en évoquant la

possibilité d'interdire les manifestations car les "personnes et les biens sont menacés" depuis "des semaines".

Interrogé sur ce qu'il ferait s'il était à la place de l'exécutif, M. Bayrou a répondu: "j'aurais dit à l'avance que s'il y avait un débordement nouveau la manifestation serait interdite". "Des débordements on en voit depuis des semaines", a-t-il insisté. AFP

- Juppé pour l'interdiction des manifestations si "menace évidente" - AFP

Alain Juppé, candidat à la primaire de la droite pour 2017, s'est prononcé mercredi pour l'interdiction "des manifestations qui constituent une menace évidente à l'ordre public", au lendemain des défilés contre la loi travail, émaillés d'incidents. AFP

- Cambadélis demande à la CGT "une pause dans les manifestations" - AFP

Le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis a demandé mercredi à la CGT de faire une "pause dans les manifestations", estimant qu'elle est "instrumentalisée" par les casseurs, au lendemain d'une nouvelle journée d'action émaillée de violences. AFP

- Daniel Cohn-Bendit s'emporte contre les casseurs, «des frappadingues» - L'Opinion

Dans sa chronique sur Europe 1 ce mercredi, il a été particulièrement virulent contre les casseurs de la manifestation de mardi. Pour lui, « l'idée d'une démocratie ouverte, une démocratie tolérante » est en danger. L'Opinion

- Sarkozy: que soit "engagée la responsabilité civile et financière de la CGT" - AFP

Nicolas Sarkozy, président du parti Les Républicains, a demandé mercredi que "la responsabilité civile" et "financière de la CGT soit engagée", au lendemain d'une nouvelle journée d'action émaillée de violences. AFP

- Loi travail : après « Nuit Debout », « Casseroles Debout » veut faire du bruit -Public Sénat

Les opposants à la loi travail sont appelés à se rassembler devant les mairies vendredi à 20 heures pour « faire un maximum de bruit » à coup de casseroles. Une initiative lancée par la féministe militante Caroline de Haas, opposante de la première heure au projet de loi. Public Sénat

Déliquescence.

- 2017: les universitaires lâchent Hollande - LExpress.fr

François Hollande aura du mal à récolter les voix des universitaires à l'élection présidentielle de 2017. Les résultats du dernier baromètre EducPros révèlent une véritable fracture entre eux et le président. Ainsi, les trois quarts des personnels interrogés estiment que le chef de l'Etat a eu un impact négatif sur l'enseignement supérieur et la recherche.

Pour les deux tiers, même, les conditions de travail se sont dégradées depuis que la gauche est arrivée au pouvoir - alors que, durant le quinquennat, le budget de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a été relativement préservé. Ce verdict est d'autant plus sévère qu'il émane d'une communauté historiquement acquise à la gauche.

Parmi les sondés qui ont rendu compte de leur vote dans cette enquête (soit les trois quarts), plus de 78% avaient voté pour François Hollande en 2012, contre 8% pour Nicolas Sarkozy. LExpress.fr 15.06

- Législative partielle/Ain: la candidate LR élue - Lefigaro.fr

Etienne Blanc, a recueilli 73,32% des voix devant le candidat du Front national, Gaétan Noblet, qui a totalisé 26,68% des suffrages.

Plus encore que dimanche dernier, cette élection a été marquée par un très fort taux d'abstention (78,12%). Lefigaro.fr 12.06

Le candidat du PS arrivé en quatrième position lors du premier tour avait obtenu 13,2% des suffrages et avait été éliminé. Le taux de participation au premier tour avait été de 22,3%. Autrement dit, le candidat du PS avait atteint le score de 2,94% des suffrages exprimés.

Une autre fois : Pourquoi le taux d'abstention est beaucoup plus faible lors des municipales et des présidentielles?

Bienvenue en oligarchie

- La sexualité est-elle bien enseignée ?

Le Haut conseil à l'Egalité remet ce mercredi aux ministres de l'Education et des Familles et droits des femmes un rapport sur l'éducation à la sexualité des jeunes. Liberation.fr

Entre nous, sans exercices pratiques cela ne présente aucun intérêt...

- Les ados youtubeurs sont les nouvelles stars de la récré.

Si elle avait été youtubeuse, l'écrivain Annie Ernaux n'aurait eu aucun mal à retrouver la fille qu'elle était à 17 ans. Son livre de recherches, « Mémoire de fille », n'aurait pas eu lieu d'être : toute la matière aurait été à sa disposition. Elle aurait pu s'entendre parler pendant des heures... Rue89

Pourquoi, elle ferait autre chose ?

- Comment l'hôpital Necker est devenu le symbole de ce qui agite la France

En marge de la manifestation contre la loi Travail, plusieurs casseurs s'en sont pris à cet hôpital pour enfants où est hospitalisé le fils des policiers tués par Larossi Abballa à Magnanville. Slate.fr

Mais dites-le merde, des salopards de syndicalistes visaient ce fils de pute...

- Batailles champêtres, arts martiaux... L'entraînement des hooligans russes

Pour éviter l'intervention des autorités, les supporters les plus violents organisent des combats dans des endroits reculés. Slate.fr

Et les hooligans britanniques ?

- Rien y fera, vous dormirez moins bien la première nuit dans un nouvel endroit

Vous n'y pouvez rien, c'est une question de « survie ». Le film de Sofia Coppola, Lost In Translation, prend désormais un tout autre sens. On comprend mieux pourquoi Bill Murray erre en pleine nuit dans les couloirs de son hôtel tokyoïte. Slate.fr

Même une seule nuit, ce n'est pas votre conscience qui vous empêchera de dormir...

- Face au « harcèlement de rue », les étudiantes messines entre résignation et épuisement

Sur 300 étudiantes de Metz, 87 % ont déclaré avoir été victimes de « petits harcèlements » dans l'espace public. Pauline Pélissier a analysé le phénomène dans un mémoire de sociologie qui vient d'être primé par l'Observatoire de la vie étudiante. LeMonde.fr

Quel enfer dites-vous donc votre société...

- Applis, sites, groupes Facebook : le vigilantisme s'installe en France

C'est un symptôme du malaise social profond que connaît notre pays, et pourtant le vigilantisme reste peu connu du public. Par ce terme, on désigne l'ensemble des initiatives privées, prises en dehors des instances légales et ayant trait à la surveillance et au maintien de l'ordre. Rue89

Les chiens de garde ou la milice de la pensée monte la garde...

ACTUALITÉ DU JOUR

Miracle !

- Rosneft et ExxonMobil découvrent de gigantesques réserves de pétrole - voltairenet.org

Rosneft et ExxonMobil ont découvert des réserves de pétrole comparables à celles dont disposaient l'Arabie saoudite au XXe siècle. Elles sont situées en mer de Kara (c'est-à-dire au Nord de la Sibérie occidentale, donnant sur l'océan Arctique). Le champ de Pobeda a été découvert fin 2014. Les deux sociétés disposent désormais d'une cartographie en trois dimensions.

L'exploration de cette zone est particulièrement difficile car elle est gelée dix mois par an.

Ces réserves s'ajoutent à celles découvertes au cours des trois dernières années au Venezuela, dans le golfe du Mexique et sous la Méditerranée. voltairenet.org 15.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Lavrov qualifie d'« inacceptable » le comportement de la France - voltairenet.org

Répondant aux questions des députés lors de la séance de contrôle du gouvernement à la Douma, le 15 juin, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, a qualifié d'« inacceptable » le comportement des autorités françaises vis-à-vis des supporters russes venus assister à l'Euro 2016.

Le 11 juin, des supporters anglais venus assister au match Angleterre-Russie à Marseille se sont imbibés d'alcool et se sont livrés à diverses provocations, d'abord contre les Marseillais d'origine maghrébine, puis contre les supporters russes. En définitive, les Marseillais d'abord, puis les Russes ont répondu à ces provocations. Les bagarres, d'une rare violence ont fait au moins 35 blessés.

Par la suite, les supporters anglais ont provoqué un vacarme assourdissant durant l'hymne national russe au début du match.

Les autorités françaises —qui n'ont arrêté aucun supporter russe en flagrant délit, mais de nombreux Anglais— ont immédiatement accusé la Russie d'être responsable des affrontements. Des journalistes ont dénoncé « l'organisation paramilitaire » des supporters russes.

L'UEFA, qui gère l'Euro 2016, a menacé l'Angleterre et la Russie de « disqualification » du tournoi « en cas de nouvelles violences » de leurs supporters.

La Fédération de football russe a invité ses adhérents à quitter la France.

Le ministère français de l'Intérieur a établi une interdiction de vente, transport et consommation d'alcool lors des « matchs à risque ». Cependant, pour une raison inconnue, cette interdiction n'avait pas été instituée à Marseille malgré les nombreuses mises en garde.

Le procureur de Marseille —qui reçoit ses instructions du ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas— a fait arrêter par des Forces de police spéciales un autobus affrété par les supporters russes qui quittaient la ville. Tous les occupants, y compris les femmes et les enfants, ont été placés en garde à vue. En violation de la Convention de Vienne, le procureur de Marseille n'a pas prévenu le consulat de Russie et s'est opposé aux contacts entre les ressortissants russes et leur représentation diplomatique. Informés par les réseaux sociaux, ce sont les diplomates russes qui ont dû intervenir pour pouvoir porter assistance à leurs ressortissants.

Depuis le coup d'État de Kiev, la France mène campagne contre la Russie. Elle est ainsi parvenue à imposer à l'Union européenne de lourdes sanctions économique contre Moscou et a rompu unilatéralement un important contrat pour la livraison de deux porte-hélicoptères.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitry Peskov, a appelé la France à conduire les investigations sur les rixes du 11 juin dans la plus totale impartialité.

Le Conseil de sécurité de la Fédération de Russie s'est réuni, sous la présidence du Vladimir Poutine. Le Premier ministre Dmitry Medvedev, le chef de cabinet de la présidence Sergey Ivanov, la présidente du Conseil de la Fédération Valentina

Matviyenko, le secrétaire national de sécurité Nikolai Patrushev et son adjoint Rashid Nurgaliyev, le ministre des Affaires étrangères Sergey Lavorov, le ministre de l'Intérieur Vladimir Kololtsev, le ministre de la Défense Sergey Shoigu, le directeur central du FSB Aleksandr Bortnikov et le directeur du SVR (service de renseignement extérieur) Mikhail Fradkov participaient à la réunion.

À l'issue de cette réunion, le ministre des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de France à Moscou, Jean-Maurice Ripert (ancien camarade de promotion à l'ENA du président François Hollande). voltairenet.org 15.06

Brésil

- Au Brésil, le président par intérim mis en cause dans le scandale Petrobras

Un ex-dirigeant de la compagnie pétrolière accuse Michel Temer d'avoir utilisé des sommes d'argent issues du système de corruption pour financer la campagne de son parti. LeMonde.fr 15.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- Des milliers de Grecs manifestent aux abords du parlement - Reuters

Plusieurs milliers de Grecs ont manifesté mercredi à Athènes contre le gouvernement dominé par le parti de gauche radicale Syriza et contre la dernière série en date de mesures d'austérité exigées par les créanciers internationaux de la Grèce en échange du déblocage d'une aide financière.

Si le rassemblement de mercredi aux abords du parlement était le plus important depuis le mois de février, avec plus de 5.000 participants, il a été bref et s'est déroulé dans le calme.

Les manifestants ont déployé des banderoles avec des slogans comme "Rentrez chez vous !" et ont scandé "Honte à vous !".

"Nous protestons contre les mensonges que (le Premier ministre) Alexis Tsipras a racontés au peuple grec", déclarait un manifestant de 60 ans, Ioannis Papadopoulos, en agitant une pancarte avec ce mot: "Démission !"

"Ils (les membres du gouvernement de coalition) ont détruit la Grèce", estimait-il.

Le rassemblement place Syntagma, théâtre de violents heurts avec les forces de sécurité ces dernières années, s'est déroulé alors que les députés débattaient d'un projet de loi offrant aux gros investisseurs plus de dix années sans hausse d'impôt, cela pour promouvoir l'entrepreneuriat dans un pays qui cherche à renouer avec la croissance après pratiquement sept années de récession.

Aux abords du parlement, les manifestants ont diffusé l'enregistrement de discours prononcés par Alexis Tsipras durant la campagne électorale, dans lesquels il s'engageait à protéger les retraites et à abroger une impopulaire taxe sur la propriété immobilière. Reuters 15.06

[Haut de page ↗](#)

Le 17 juin 2016

CAUSERIE

J'ai rajouté dans la rubrique *Articles d'actualité* : Un mensonge d'État qui nous prend pour des idiots : l'hôpital Necker « dévasté » par des sauvages... (16.06)

Etre de gauche, c'était être de droite, dès lors qu'on ignorait ce que signifiait être de gauche ou que la gauche n'existait plus depuis près d'un siècle. On nous dira que ce n'était pas possible. Qu'est-ce qui n'était pas possible, ignorer ce que signifiait être de gauche, et pourtant c'était bien le cas, il suffit de questionner les militants pour en avoir la preuve ou de constater que des gens de droite

se prétendent de gauche, c'est plus que possible puisque c'est un constat, constat qu'on pouvait déjà faire dans les années 70 pour ne pas remonter plus loin. Des républicains et des démocrates furent assimilés à la gauche sans avoir jamais envisagés d'oeuvrer au renversement du régime en place, c'était donc une erreur d'appréciation politique ou un numéro d'illusionnisme.

La gauche faillit cesser d'exister en août 1914 quand la SFIO ou la social-démocratie trahit le socialisme, puis elle cessa définitivement d'exister quelques années plus tard lorsque le Parti communiste trahit à son tour le socialisme en se ralliant au stalinisme, car à partir de ce moment-là il n'existera plus qu'une infime minorité de militants restés fidèles au socialisme, isolés ou inconnus des travailleurs qui se regrouperont au sein de l'opposition de gauche dirigée par Trotsky, eux seuls devaient désormais incarner la gauche en France.

Qu'un lionceau se nourrisse de lait en tétant sa mère, puis se mette à manger de la chair animal est normal puisque c'est un mammifère carnassier. Cela l'est moins si on l'avait pris pour une chèvre ou un koala! Il suffisait de remonter à l'origine de la fondation de la SFIO et du PC pour constater que l'un n'avait jamais été véritablement socialiste et l'autre n'avait jamais été véritablement communiste, ce n'est pas moi qui l'invente, ce sont Lénine et Trotsky qui l'ont affirmé et les faits n'ont fait que le confirmer. Sauf que voilà, il semblerait que nos dirigeants aient eu en horreur le matérialisme dialectique pour n'avoir jamais tenu compte de ce constat.

Le révisionnisme du socialisme était omniprésent au sein de la SFIO et du PC dès leur fondation en 1905 et en 1920, la révolution socialiste n'ayant pu se développer dans d'autres pays que la Russie à partir de 1917, il devait finir par conquérir la totalité de ces partis ou des sections de la IIe et de la IIIe Internationale au point de constituer jusqu'à nos jours sa véritable nature ou sa marque de fabrique.

Quand le PS adopta officiellement l'économie de marché en 1983, il ne fit que confirmer son attachement au capitalisme, tandis que le PC fit de même pratiquement à la même époque lorsqu'il renoncera officiellement à la dictature du prolétariat. En fait le PS et le PC assumaient publiquement leur renoncement au socialisme, leur soumission au régime capitaliste devenant officiellement des partis de droite, ce qu'ils étaient en réalité depuis belle lurette.

Le PS devait s'adapter jusqu'à nos jours à l'évolution de l'idéologie de la classe dominante au fur et à mesure que la crise du capitalisme mondial se développait, tandis que le PC devait demeurer fidèle au réformisme devenu obsolète, le PS prenant de plus en plus ouvertement en charge les besoins des capitalistes au point de mettre à nu sa nature foncièrement réactionnaire, imité à sa manière par le PC qui fait allégeance aux institutions de la Ve République et à l'UE notamment. Les circonvolutions et autres numéros d'illusionnisme d'un Mélenchon appartiennent au même registre avarié et infâme que ces imposteurs.

En y repensant après coup, on a l'impression d'avoir vécu un cauchemar permanent depuis 1940 dont on peine à sortir. On s'étonne que la situation soit devenue inextricable et nauséabonde.

Entre nous, ce n'est pas la première fois que cela se produit, rappelons-nous qu'à une autre époque ces partis avaient déjà soutenu les guerres coloniales de l'impérialisme français, notamment, avant de les dénoncer quand elles étaient sur le point de s'achever, et comme toujours on s'empressa de louer leur engagement en faveur de la paix ou de la décolonisation, en faisant soigneusement l'impasse sur leur engagement en faveur de la guerre comme s'il n'avait jamais existé, ainsi alla l'opportunisme jusqu'à nos jours.

Après on se demandera naïvement comment on a pu en arriver à une telle confusion, sinon qu'on avait perdu ou lâché le fil du socialisme, je n'ai pas d'autres explications à vous proposer.

Le mouvement ouvrier et le prolétariat ont été les victimes d'une abominable supercherie politique que les opportunistes n'ont cessé de couvrir ou d'entretenir en refusant de caractériser le PS et le PC comme des partis de la réaction, sous des prétextes qui se sont tous avérés fabriqués ou fallacieux, et qui n'auraient pas résisté à un examen critique impartial, qui malheureusement n'existera pas ou sera systématiquement étouffé. C'est ainsi que la voix de l'opposition de gauche s'éteignit à son tour.

Il existait pourtant une autre stratégie politique reposant sur la réalité objective et non sur une théorie foireuse, qui aurait consisté à garder le cap de la révolution socialiste pour recruter les éléments les plus conscients ou les plus déterminés des masses exploitées, tout en réalisant un travail en profondeur en direction des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, donc les plus aptes ou motivés à rompre avec le régime, combinaison qui aurait permis de rassembler dans le même parti le meilleur des couches supérieures et inférieures des masses laborieuses incluant des éléments des classes moyennes, des intellectuels, de sorte qu'auraient été garantis à la fois le fonctionnement démocratique de ce parti et son orientation ou l'objectif de son combat politique, la prise du pouvoir par la classe ouvrière. A suivre.

[Haut de page ↗](#)

Le 18 juin 2016

CAUSERIE

Ils ne peuvent plus cacher leur haine viscérale du prolétariat.

Quand les Américains bombardent un hôpital en Afghanistan, les Israéliens à Gaza, les Saoudiens au Yémen, etc. l'Elysée ne les condamnent pas, tel un vassal impotent il se fend tout juste d'un communiqué pour demander poliment des explications...

Le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, s'est livré à un amalgame ignoble entre les terroristes, les hooligans, et le mouvement social, tandis que Valls et Cazeneuve accusaient ouvertement des syndicalistes de s'en être pris délibérément à la façade vitrée de l'hôpital Necker, parce qu'il abritait le fils des deux policiers de Magnanville assassinés par un barbare de Daesh, le tout pour justifier une éventuelle interdiction de futures manifestations à Paris pour exiger le retrait de la loi Travail.

Ainsi un cran a été franchi dans l'abjection et la réaction par Hollande et son gouvernement digne de l'extrême droite.

Souvenez-vous qu'il y a quelques mois, nous affirmions que le PS était l'antichambre de l'extrême droite, et que loin de figurer parmi ses ennemis l'extrême droite était en réalité le complément naturel du PS, que cette collusion consistait en temps normal à se partager les tâches et les rôles couverts par un discours bien rodé destiné à tromper les naïfs, mais qu'il n'existait pas de frontières idéologiques étanches entre les deux, au point que le PS pouvait non seulement mettre en oeuvre une politique antisociale que l'extrême droite n'aurait pas reniée, allant jusqu'à recourir si nécessaire aux mêmes méthodes pour la faire passer, le recours aux provocations policières suivies de la répression aveugle et violente de manifestants présentés comme des voyoux ou pire encore, et pour finir l'interdiction de manifester ou la remise en cause des libertés individuelles et collectives ou les droits politiques de la classe ouvrière.

Notons au passage que le décryptage de l'actualité ou l'analyse de la situation seront biaisés ou faussés, dès lors que l'on ne caractérise pas la politique néolibérale de réaction sur toute la ligne ou d'extrême droite. Il faut aussi avoir à l'esprit que pour Hollande et le PS, le gouvernement néonazi de Kiev issu d'un coup d'Etat préparé par l'OTAN et réalisé à l'aide de milices fascistes, est démocratique, tout comme celui de Netanyahu en Israël.

Le développement de la situation sociale créée depuis l'annonce de la remise en cause du code du travail il y a un peu plus de deux mois, met en lumière la nature de l'Etat et du PS et les fragilise, au point que les discours de leurs représentants et porte-parole médiatiques prétendant incarner l'intérêt général en défendant cette loi scélérate ne passent plus du tout auprès de la population laborieuse.

Le dernier sondage en date réalisé par Tilder/LCI/OpinionWay et publié hier en témoigne, je cite l'AFP : plus de six Français sur dix (64%) estiment que, "face aux mouvements sociaux", le gouvernement "doit retirer" le projet de loi travail, ce qui signifie que l'opération du gouvernement et du patronat consistant à criminaliser les opposants à cette loi a échoué lamentablement.

Si le PS n'a pas commis d'erreur en sortant cette loi infâme puisqu'elle est fidèle à son engagement au côté des capitalistes, en revanche il ne pouvait pas éviter qu'elle déclenche une résistance farouche parmi les militants ouvriers et au-delà qui en comprendraient immédiatement l'extrême gravité, et seraient plus déterminés que jamais à la combattre jusqu'à son retrait total et définitif, ce qui laissait présager une lutte de longue haleine ou étalée sur plusieurs mois.

Or, c'était le pire scénario que le gouvernement pouvait envisager parce que le temps passant, alors qu'au départ personne ou presque ne connaissait le contenu exact de cette loi, cet affrontement entre partisans et opposants à cette loi allait donner lieu à une multitude de déclarations et articles polémiques, qui allaient petit à petit en révéler la nocivité extrême pour les travailleurs, qui découvriraient la portée des remises en cause des droits acquis qu'elle se destinait de réduire en miettes ou le sort peu enviable qu'elle leur réservait ou à leurs enfants, de sorte que le nombre d'opposants à cette loi ne pouvaient qu'augmenter au fil du temps.

Le gouvernement et le patronat espéraient que les journées d'action programmées par les appareils pourris des syndicats finiraient par avoir raison de la détermination des syndicalistes les plus acharnés à combattre cette loi, c'est râté, ils comptèrent sur les inondations et l'Euro2016 en entonnant le refrain de l'union nationale qui fit un flop tout aussi lamentable, mais surtout ils durent faire le calcul cynique qu'en laissant se développer la violence et la répression aveugle au cours de ces manifestations, cela suffirait à décourager travailleurs et syndicalistes de continuer à manifester, apparemment c'était mal connaître l'état d'exaspération des travailleurs ou leur radicalisation en cours, après que Hollande eut poursuivi et amplifié la politique de régression sociale de son prédécesseur rendant leur existence quotidienne de plus en plus insupportable, de sorte que cette loi apparaisse comme la goutte qui fait déborder le vase, la contre-réforme de trop, alors qu'on sait qu'en réalité, elle n'est que le hors d'oeuvre de leur plan destiné à laminer la totalité de nos droits sociaux.

Ce qui sauve pour le moment Hollande et son gouvernement, et ce qui permettra à terme de faire passer cette loi, c'est

l'absence d'unité entre les syndicalistes et les militants des partis ouvriers, parce qu'elle ne peut se forger qu'à partir d'un seul et unique objectif sur lequel ils sont profondément divisés : le renversement du régime en place et la fondation d'une République sociale débarrassée du capitalisme et des institutions de la Ve République.

Si les syndicalistes et les militants des partis ouvriers se donnaient cet objectif, qui correspond à celui du combat du mouvement ouvrier révolutionnaire tel qu'il avait émergé au cours de la seconde moitié du XIXe siècle et qu'il avait abandonné lors du premier quart du XXe siècle, et qu'ils s'organisaient dans des comités d'action sur cette base, ils pourraient rallier des millions de travailleurs, ce qui précipiterait la crise des institutions et du régime et ouvrirait une issue politique à la crise du capitalisme favorable aux travailleurs ou permettrait d'avancer vers le socialisme.

C'est à ces militants issus de différents syndicats ou formations politiques de prendre l'initiative de constituer dans tous le pays ces comités d'action au-delà de leurs désaccords, de les fédérer, de définir des tâches et des objectifs, etc. afin d'amplifier ce processus révolutionnaire et de se doter d'une direction nationale susceptible de créer une situation de double pouvoir dans le pays en prévision de l'assaut final contre le régime. Nous en sommes très loin, certes, mais le processus peut s'accélérer pour peu qu'il parvienne à s'enclencher, or c'est cette étape qui est la plus difficile à réaliser actuellement.

Il faut se souvenir que rien et encore moins une révolution n'est impossible sans les masses, sans organiser des pans entiers des masses qui entraîneront le moment voulu le gros des bataillons des exploités à l'assaut du régime.

En conclusion, la situation pour inextricable qu'elle paraisse n'est pas sans issue politique, pour peu qu'on en ait réellement la volonté ou qu'on sache ce que l'on veut, et qu'on s'accorde sur les moyens pour atteindre les objectifs qu'on s'est fixé. Or, il semble que malheureusement les militants n'en soient pas encore rendus là. Sauront-ils tirer les enseignements de cette expérience ou parviendront-ils à cette conclusion, c'est le seul souhait que nous pouvons formuler.

Vous aurez constaté que nous n'avons pas évoqué la grève générale qui s'imposera au cours du processus que nous avons décrit sommairement. Nous privilégions le mûrissement politique des militants, qui ne pourra avoir lieu une fois seulement qu'ils auront laissé de côté leurs querelles d'appareil ou leur dogmatisme pour se concentrer sur l'essentiel, à savoir lutter ensemble jusqu'au renversement du régime. Il est évidemment que ce processus ne pourra se développer que si les militants l'imposent aux dirigeants de leurs formations politiques et aux différentes instances de leurs syndicats, ne comptant pas évidemment sur Martinez ou Mailly pour appeler à constituer des soviets ou comités, il faut être sérieux. Il nécessite qu'un parti ouvrier impulse cette stratégie. A suivre.

[Il fallait le courage de le dire](#)

Quelles alternatives à l'Otan? Intervention de Michel Collon au Parlement Européen

<http://www.investigaction.net/suivez-michel-collon-en-direct-au-parlement-europeen-sur-les-alternatives-a-lotan/>

L'intervention de Michel Collon à partir de 1 h 44' 38

Sous-titres disponibles en plusieurs langues (en bas à gauche)

[Qui est le candidat du groupe Bilderberg à l'élection présidentielle française ?](#)

Réponse : Alain Juppé, dont le porte-parole Édouard Philippe vient de participer à la réunion annuelle du groupe Bilderberg.

[Suites de la manifestation à Paris le 14 juin.](#)

- Témoignages et réflexions de militants PCF de Vénissieux montés à Paris le 14 juin. (<http://lepcf.fr>)

- "Les groupes de casseurs ne sont pas intégrés dans la manifestation, mais on ne peut pas dire qu'ils lui soit étrangère. Ils y entrent, en sortent, s'y réfugient."

Je ne suis pas sur place pour identifier ce que les uns et les autres appellent casseurs, je n'ajouterai rien à ce que j'ai dit hier en espérant n'avoir pas dit de bêtises, sinon reprenez-moi.

- "Tant que nous n'arrivons pas à mobiliser autant de précaires que de statutaires, de RSAistes que de fonctionnaires, le peuple reste divisé dans la concurrence et le capital peut s'en sortir... Il n'a donc alors aucune raison de céder... Dans le monde actuel, on ne peut gagner contre le capital dans un "compromis" sur le partage de marges qui n'existent plus. "

Ce militant du PCF confirme ce que j'ai écrit sur la nature de ces manifestants. Sa réflexion est juste et la stratégie que j'ai

proposée répond à la question de savoir comment associer les travailleurs à notre combat au-delà d'une frange de fonctionnaires.

Effectivement le capitalisme en crise ne dispose plus d'aucune marge de manoeuvre sur le "partage". On pourrait faire le même constat de notre côté, et en en tirer la leçon qu'il faut en finir avec le régime, que c'est l'objectif politique qu'il faut adopter et soumettre aux travailleurs.

- "Il faut distinguer la discipline nécessaire des manifestations, le rejet des actes gratuits et improductifs, qui eux sont effectivement gauchistes, et la riposte aux agressions policières qui est parfaitement légitime."

Ce discernement est la moindre des choses.

- "Les faits récents montrent que la fonction première de la police est inchangée : attaque contre les piquets de grève, agression contre les manifestants pacifiques et tolérance envers les casseurs, quand il ne s'agit pas de provocations sciemment organisées et évidemment au plus haut niveau."

Les capitalistes s'accrochent au pouvoir par tous les moyens et c'est normal, alors pourquoi ne devrait-on pas envisager tous les scénarios, y compris un soulèvement révolutionnaire, pour leur retirer le pouvoir politique.

[Pardem. Quand Nikonoff se prend pour de Gaulle ou stalinien for ever.](#)

- Rassemblement pour la démondialisation - Jacques Nikonoff

Candidat à l'élection présidentielle, c'est aujourd'hui, le 18 juin 2016, que j'appelle au Rassemblement pour la démondialisation (RD). Cette date ne doit rien au hasard. Toutes proportions gardées, elle est un hommage à l'Appel du 18 juin 1940 lancé par le général de Gaulle. nikonoff2017.fr 18.06

Récemment c'était Mélenchon qui avait loué de Gaulle devant les franc-maçons, on ne choisit pas ses maîtres à penser.

[Pire qu'une chèvre Filoche, un âne !](#)

- Gérard Filoche : "Même une chèvre gagnerait contre Hollande" - LePoint.fr

Gérard Filoche, membre du bureau national du PS :

- Moi, personne ne me fera céder. J'irai chercher les dividendes. Je ne trahirai jamais une promesse. Vous savez, personne ne croyait à Bernie Sanders aux États-Unis ou à Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne au début...

J'ai été très nuancé avec lui (Hollande - ndlr) pendant les trois premières années de son quinquennat (Pendant lesquelles il a adopté le TSCG, l'ANI, etc. une paille, quelle loque ! - LVOG) . Puis, j'ai eu le projet de la loi El Khomri entre les mains. Je n'aurais jamais imaginé que ce serait aussi scandaleux. C'est le pire texte jamais produit depuis un siècle. Macron et Valls, c'est la faute de Hollande. Tout le monde le sait. LePoint.fr 17.06

Bernie Sanders qui s'apprête à rallier H. Clinton et Corbyn qui se pose en porte-parole de l'UE, après on comprend pourquoi rien ne fera "céder" Filoche puisqu'il a déjà céder sur l'essentiel, quel démagogue !

Tenez, monsieur Filoche, il ne manquait plus que vous sur la photo de famille.

- David Cameron et Jeremy Corbyn côte à côte pour rendre hommage à Jo Cox - L'Express.fr 17.06

[Tout fout le camp...](#)

- Tesson - La Ve République est gangrenée - LePoint.fr

- Macron sur le Brexit: on est "à la fin d'une Europe ultra-libérale" - AFP

Le référendum organisé au Royaume-Uni sur une sortie ou pas de l'Union européenne montre qu'on est à "la fin d'une Europe ultra-libérale qui n'a plus de projet politique", a estimé vendredi le ministre de l'Economie Emmanuel Macron, qui a appelé à sa "refondation". AFP 17.06

Martinez négocie sa capitulation.

- Loi travail: Myriam El Khomri et Philippe Martinez constatent leurs désaccords - AFP

La ministre du Travail et le secrétaire général de la CGT ont fait le constat de leurs désaccords persistants sur la loi travail vendredi à l'issue d'une rencontre très attendue, la première depuis début mars, qui leur a toutefois permis de renouer le dialogue.

"Il y a des points de désaccords entre la CGT et le gouvernement sur des choses de fond, ces désaccords se sont confirmés aujourd'hui", a déclaré Philippe Martinez à sa sortie du ministère du Travail, après un entretien d'environ une heure et demie avec Myriam El Khomri.

Cette dernière a confirmé que le gouvernement et la CGT n'avaient "pas trouvé de consensus". "Nous avons des désaccords qui ne sont pas nouveaux", a-t-elle ajouté, mais "nous avons eu un échange constructif, argumenté, sur cette primauté que nous entendons donner à l'accord d'entreprise" sur l'accord de branche, l'un des points du texte auxquels s'oppose la CGT.

Tout en insistant sur le respect de la hiérarchie des normes, M. Martinez a évoqué pour la première fois de possibles "dérogations" dans les entreprises, dont le bien-fondé serait contrôlé par une "commission de branche".

Parmi les divergences avec le gouvernement, il a cité les questions "des licenciements économiques, de la médecine du travail, du référendum" d'entreprise. "Il faut retirer ou réécrire ces articles", a-t-il insisté.

M. Martinez a fait des propositions en ce sens à Mme El Khomri, qui a assuré qu'elle allait les "regarder attentivement".

Après avoir récemment accusé la CGT de pratiquer "la politique de la chaise vide", la ministre a estimé qu'il était "important" d'avoir "renoué le dialogue" avec la centrale de Montreuil.

L'absence de consensus sur la loi travail "ne veut pas dire que nous ne sommes pas en capacité de mieux travailler ensemble", a-t-elle ajouté.

Toutefois, le gouvernement ne retirera pas les articles qui fâchent la CGT. "Enrichir le texte oui, mais sans en dénaturer la philosophie, c'est très clair de ce point de vue-là, et notamment la primauté de l'accord d'entreprise en matière de temps de travail", a-t-elle déclaré.

Il a l'opinion publique pour lui: plus de six Français sur dix (64%) estiment que, "face aux mouvements sociaux", le gouvernement "doit retirer" le projet de loi travail, selon un sondage Tilder/LCI/OpinionWay.

Parmi ses militants, certains restent sur la ligne dure du retrait, quand d'autres s'interrogent sur la capacité de la CGT à maintenir une mobilisation en perte de vitesse face à un gouvernement inflexible.

La première organisation syndicale doit aussi compter avec les six autres membres de l'intersyndicale (FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL, Fidl), qui se montrent "déterminés".

FO a prévenu: "S'il prenait l'idée au gouvernement de passer en force à l'Assemblée nationale en juillet avec le 49-3, elle ne lâcherait pas, y compris à la rentrée." M. Martinez a lui-même indiqué vendredi qu'il ne voyait "aucune raison" de renoncer aux prochaines journées d'action.

Le 23 juin, l'intersyndicale appelle à des grèves, rassemblements, manifestations. Le 28 juin, jour du vote au Sénat, nouvelles grèves et manifestation. Elle compte aussi remettre les résultats de la votation citoyenne qu'elle a organisée à la Présidence de la République.

L'exécutif a menacé d'interdire les manifestations après les nouvelles violences intervenues lors du défilé parisien mardi contre la loi travail. AFP 17.06

Le parti officiel de l'ordre est encouragé par Hollande-Valls à faire du zèle.

- Loi travail: Bruno Le Roux (PS) n'exclut pas un recours au 49-3 - AFP

Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée nationale a affirmé vendredi ne pas exclure que le gouvernement puisse recourir à l'article 49-3 pour l'adoption en deuxième lecture de la loi travail. AFP 17.06

- Demande d'une commission d'enquête sur les syndicats - Reuters

Une quarantaine de députés de droite demandent la création d'une commission d'enquête sur la représentativité syndicale dans le but de proposer des réformes, en pleine contestation sociale du projet de réforme du Code du travail.

"Il s'agit de réformer le syndicalisme français et son fonctionnement, face à l'absence d'initiatives du gouvernement sur ce sujet urgent", affirment les députés dans un communiqué.

Dans l'exposé des motifs de leur proposition, les élus de droite protestent contre le fait que "depuis plus de trois mois, une minorité syndicale tente de paralyser le pays".

"A l'heure où la réforme de notre Code du Travail est plus que jamais urgente, attendue et cruciale, le gouvernement refuse de s'attaquer à la racine de notre blocage : la représentativité syndicale", affirment-ils.

"Est-il normal qu'une organisation syndicale comme la CGT, qui compte 688.000 adhérents, soit seulement 2,6% des salariés, bloque nos secteurs stratégiques ?", s'interrogent-ils.

Les députés LR soulignent que, d'après l'OCDE, seulement 8 % de la population active française est syndiquée et seulement 5 % dans le secteur privé alors que "la moyenne européenne tourne pourtant autour de 25 % par pays". Reuters 17.06

[La BCE se languit et en remet une couche.](#)

- Benoît Coeuré (BCE) : la France "encore à la traîne" sur ses réformes du marché du travail - Atlantico.fr

La Banque centrale européenne (BCE) a adressé le 17 juin un messages politiques aux gouvernements européens, par la voix d'un de ses membres du directoire, Benoît Coeuré, rapporte le quotidien Les Échos.

Même si plusieurs pays en crise (Espagne, Italie, Portugal et Grèce) ont adopté des plans pour alléger les coûts de leur marché du travail, du côté de la France, M. Coeuré est plus réservé, la voyant "encore à la traîne" sur ce point.

Selon M. Coeuré, il faudrait au préalable libéraliser les marchés des produits et services, mesure que les gouvernements européens ont plutôt écartée, en privilégiant d'abord les grandes réformes pour l'emploi. Atlantico.fr 17.06

[Les fachos sont de sortie.](#)

- Le "Printemps patriotique" de l'extrême droite européenne - Reuters

Portés par leur progression électorale et les perspectives d'un possible Brexit, les partis européens d'extrême droite, réunis vendredi à Vienne, ont annoncé qu'ils allaient travailler à l'émergence d'un "Printemps patriotique" qui fera reculer les pouvoirs de l'Union européenne et stoppera les flux migratoires en provenance du Moyen-Orient. Reuters 17.06

- Loi Travail : le gouvernement est incapable d'assurer la sécurité, selon Philippot - Francetv info

Le vice-président du Front national était l'invité du Grand Soir 3, ce jeudi 16 juin. Il a notamment évoqué les violents incidents qui ont émaillé la dernière manifestation contre la loi El Khomri. Francetv info 17.06

- Gilbert Collard : « Les casseurs appartiennent à la mouvance des islamo-gauchistes » - Public Sénat

Invité de Territoires d'Infos sur Public Sénat et Sud Radio vendredi, le député FN Rassemblement bleu marine Gilbert Collard, a dénoncé les casseurs des dernières manifestations contre la loi travail. Il y voit des « islamo-gauchistes ». Public Sénat 17.06

- Les 4 Vérités - Un "printemps du patriotisme un peu partout en Europe", selon Nicolas Bay - Francetv info

Le secrétaire général du Front national, Nicolas Bay, est l'invité de Roland Sicard sur le plateau des 4 Vérités de France 2 ce vendredi 17 juin. Francetv info 17.06

[Le rejet qui appelle le retrait de la loi Travail](#)

- Sondage : le rejet de Hollande s'amplifie à gauche - LeFigaro.fr

Selon une enquête TNS Sofres OnePoint pour RTL , LCI et Le Figaro , seuls 19 % des sympathisants de gauche estiment que le chef de l'État serait le meilleur candidat pour affronter la droite en 2017.

Un nouveau sondage catastrophique. Pour François Hollande, chaque enquête apparaît comme un couteau remué dans la plaie. Notre enquête TNS Sofres OnePoint pour RTL, LCI et Le Figaro vient en effet doucher encore un peu plus les espoirs de réélection du président de la République, s'il lui prenait l'envie de se représenter.

Mais c'est auprès de l'ensemble des Français que le chef de l'État est jugé le moins bon des candidats de gauche. Il est même relégué, avec 7%, en queue de liste avec ce qui est communément appelé les «petits candidats»... LeFigaro.fr 17.06

[Place à la lutte des classes.](#)

- Sur internet et dans les médias: l'inéxorable épuisement de Nuit Debout - Slate.fr

Le ballon de baudruche se dégonfle lentement mais sûrement. Nuit Debout (...) n'attire plus les curieux ni sur la place où les derniers regroupements ponctuels sont au mieux sporadiques ni sur internet comme le montre le graphique de Google Trends. De même les médias y consacrent moins d'articles avec le temps.

Dès le début du mouvement, on trouve plus d'un demi-millier d'articles par jour sur Nuit Debout par l'intermédiaire de Google Actualités. La thématique atteint même un pic pendant la semaine du 11 avril en fleurissant avec les 1.000 articles consacrés au sujet chaque jour. Puis c'est la perte de vitesse. Si la semaine du 25 avril avoisine les 500 publications quotidiennes, celle du 2 mai, dominée par des mouvements de grève plus généralisés, avale Nuit Debout qui rassemble entre 150 et 200 articles par jour jusqu'à la semaine du 23 mai.

À partir de cette date, la pénurie de carburant dans l'Hexagone domine les débats, tout comme la crue de la Seine quelques jours plus tard. On ne trouve alors guère plus d'une dizaine d'articles accordés à l'action citoyenne débutée deux mois plus tôt. Une tendance que l'on retrouve jusqu'à la semaine du 13 juin. Prouvant une nouvelle fois que sur internet, chez les internautes ou dans les rédactions, Nuit Debout s'est essouffé. Peu à peu depuis la fin avril, ce sont les manifestations et le bras de fer opposant le gouvernement et la CGT qui ont été suivis avec davantage d'intérêt. Slate.fr 17.06

On conçoit que Slate soit dépité. Il faut dire qu'affronter le gouvernement, c'est autre chose que passer son temps à rêvasser à un monde meilleur...

[Calcul d'épicier](#)

- L'Insee confirme la reprise en France en 2016 - Liberation.fr

Avec 1,6% de croissance estimée pour l'ensemble de l'année, l'économie créerait assez d'emplois pour faire baisser le chômage de 0,4 point. Liberation.fr 17.06

[Ils inventent l'augmentation rétroactive.](#)

- Hausse rétroactive des tarifs réglementés de l'électricité « de 1,50 euro par mois sur 18 mois » - lefigaro.fr

Quelque 28 millions de ménages et les plus gros consommateurs d'électricité devront s'acquitter d'une augmentation rétroactive de leur facture. Le Conseil d'Etat a en effet annoncé, mercredi 15 juin, l'annulation d'un arrêté qui limitait à 2,5 % l'augmentation des tarifs de l'électricité survenue en 2014 et qui portait sur la période du 1er novembre 2014 au 31 juillet 2015. Il estime que ces tarifs « avaient été fixés à un niveau manifestement insuffisant pour assurer le rattrapage des écarts tarifaires passés ». La haute juridiction donne trois mois au gouvernement pour publier de nouveaux arrêtés fixant cette hausse rétroactive.

Ce rattrapage sera d'environ « 1,50 euro par mois sur dix-huit mois », soit une trentaine d'euros en moyenne par foyer, a précisé Ségolène Royal, la ministre de l'environnement et de l'énergie, jeudi matin, sur Europe 1. Elle a également indiqué que la hausse prévue au 1er août pour la période 2016-2017 sera « de moins de 1 %, peut-être aux alentours de 0,5 % ». lefigaro.fr 16.06

Aux Etats-Unis cela fait belle lurette qu'ils ont inventé les taxes ou impôts rétroactifs...

[Etat policier. Il fallait l'inventer, c'est fait.](#)

- Les députés font du sexisme une circonstance aggravante des crimes et délits - 20minutes.fr

Un amendement socialiste adopté jeudi soir ajoute à l'article 132-77 du code pénal la mention des crimes et délits perpétrés contre des personnes en raison de « leur sexe » comme motif de circonstances aggravantes.

Selon l'exposé des motifs de l'amendement porté par Maud Olivier, membre de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée, c'est un « enjeu sociétal » et les institutions internationales recommandent de prendre en compte le caractère sexiste.

Sur le même sujet, un amendement du gouvernement également adopté en commission vise à interdire tout agissement sexiste dans la fonction publique, en ajoutant à la loi qu'« aucun fonctionnaire ne doit subir » de tels agissements. 20minutes.fr 17.06

Qui irait tuer une personne en raison de son sexe à part peut-être des députés du PS ou d'EELV ?

Imaginez que vous soyez fonctionnaire et que vous fassiez une blague à une fonctionnaire, il suffirait qu'elle détourne cette blague en lui donnant un contenu sexiste pour que vous soyez sanctionné. Quel bande de salopards !

Messieurs les assassins, si vous ne voulez pas aggraver votre cas, choisissez le sexe de votre victime, un mâle de préférence si vous en êtes un, mais assurez-vous tout de même qu'il ne soit pas homosexuel pour ne pas être accusé d'homophobie, un blanc de préférence si vous êtes blanc pour ne pas être accusé de racisme, un bon Français de préférence pour ne pas être accusé de xénophobie, bref, cela va restreindre considérablement le champ de vos victimes potentiels au point de rendre votre passage à l'acte impossible, entre nous, vous pouvez aussi vous suicider, là personne ne vous reprochera quoi que ce soit, quoique...

Les membres du PS respirent, transpirent, suintent, dégoulinent de haine envers tous ceux qui ont le privilège de ne pas leur ressembler et c'est tout à leur honneur.

Quand cela les arrange ou selon les circonstances, les femmes prétendent être inférieures aux hommes ou recherchent leur protection, pour ensuite les accuser d'être dominateurs ou possessifs ou je ne sais quoi encore, car elles ne savent pas ce qu'elles veulent, ce qu'on ne leur reprochera pas puisque la société ne leur offre pas pas d'autres alternatives que d'être dominées ou dominatrices, de reproduire les rapports sociaux existant entre les classes sans en avoir conscience.

La femme l'égale de l'homme, cela ne peut pas exister sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, y avez-vous déjà pensé ? J'ai cru généreusement et naïvement le contraire autrefois et mal m'en a pris, erreur fatale, j'ai été jeté comme un chien ayant la rage à l'arrivée, une bien cruelle injustice.

Le législateur instrumentalise donc cette situation et leur inconscience pour renforcer son appareil répressif, et les abrutis de féministes (y compris de gauche et d'extrême gauche) d'applaudir à tout rompre, normal elles ou ils n'ont aucune conscience de classe, aussi se rangent-ils au côté du législateur sans qu'il y ait besoin de rappeler les intérêts de quelle classe il représente.

Stratégie du chaos et déstabilisation des Etats.

- Washington fustige Moscou après l'attaque de groupes luttant contre l'Etat islamique - LeMonde.fr

Les frappes russes ont visé certains combattants soutenus par le Pentagone, jeudi, en Syrie. Lors d'une conférence de presse, le secrétaire à la défense des Etats-Unis a estimé qu'il pourrait s'agir d'une erreur. LeMonde.fr 17.06

Combattants soutenus par le Pentagone qui sont en réalité issus du Front Al-Nosra et soutenus par l'Arabie saoudite, mais que les Américains ont refusé de mettre sur la liste des groupes terroristes...

- Venezuela: des détenus sortis de prison pour défendre le président - AFP

Le gouvernement vénézuélien a fait sortir de prison vendredi plusieurs centaines de détenus afin qu'ils manifestent pour dénoncer l'utilisation frauduleuse par l'opposition de leurs signatures en faveur d'un référendum pour révoquer le président Nicolas Maduro. AFP 17.06

Sans doute une pure invention de l'opposition liée aux Américains reprise complaisamment par l'Agence Française de Propagande...

Intox.

- Accord préliminaire à l'UE sur la lutte contre l'évasion fiscale - Reuters

Les pays membres de l'Union européenne ont conclu vendredi un accord provisoire sur de nouvelles règles visant à lutter contre l'évasion fiscale des multinationales mais certaines dispositions ont été édulcorées par rapport à leur version initiale...

Reuters 17.06

Ouf!

- Migrants : Médecins sans frontières refuse les aides financières de l'UE - Atlantico.fr

Ce vendredi, MSF annonce qu'il n'acceptera plus les fonds en provenance de l'Union européenne, en désaccord sur sa politique de gestion de la crise des migrants. Atlantico.fr 17.06

Cette ONG acceptera celles de l'ONU, d'Israël ou des Américains...

Bienvenue en oligarchie

- Aux États-Unis, une personne reconnue pour la première fois «ni homme, ni femme»

Jamie Shupe, né homme, a vécu 50 ans en tant que femme. La justice américaine vient de l'autoriser à ne plus se définir en fonction de son sexe. En France, des associations réclament la mention de «genre» plutôt que «sexe» sur les papiers d'identité. LeFigaro.fr

Même pas un homo sapiens, puisqu'on ne peut pas lui appliquer la définition du dictionnaire : Espèce zoologique formée par l'Homme au sein des Primates ou encore l'homme, en tant qu'espèce capable de pensée abstraite, de connaissance. (Le Grand Robert de la langue française).

- Appel à témoignages : parents gays, comment parler d'Orlando à vos enfants ?

L'attentat, qui a fait 49 morts dans la ville américaine, dimanche, soulève des questions au sein de la communauté LGBT, notamment celle des mots à employer pour s'adresser aux plus jeunes. Racontez-nous votre expérience. Liberation.fr

Quels enfants ?

- Taylor Swift et Calvin Harris: l'amour dure trois Instagram

La chanteuse et le DJ ont raconté leur vie de couple sur les réseaux sociaux, des premiers émois à la rupture douloureuse. Avant de tout effacer. En vain. «TayVin» était le couple le plus parfait au monde. Ou le plus agaçant. Ou le plus flippant. Slate.fr

- Bac de français 2016 : de « mâles louanges » qui relancent les critiques sur le manque d'auteurs

Encore une fois, aucune femme écrivain n'a figuré aux épreuves de français du bac général et technologique. Et le texte empreint de testostérone d'Anatole France n'a rien arrangé. LeMonde.fr

Les chiens de garde de la pensée unique veillent...

Ce sont des obsédés, non ?

- En Chine, des prêtres contre des photos dénudées

Vous connaissez les prêteurs sur gage ? Ces boutiques glauques qu'on voit souvent dans les films américains et dans lesquelles les personnages en rade d'argent déposent un objet pour obtenir du cash ? En Chine, il semblerait que ce métier se renouvelle sur Internet. Rue89

Ah ces Chinois !

- Selon une étude, les femmes diffusent mieux la propagande extrémiste

Disposant d'un rôle plus central sur les réseaux sociaux que les hommes, elles constitueraient le principal vecteur de la parole terroriste. Les apparences sont parfois trompeuses. Alors que notre image des réseaux terroristes est essentiellement masculine... Slate.fr

Voilà de quoi vous faire aimer un peu plus les femmes...

- Brexit: pourquoi les référendums sont plus violents que les élections

Comparé aux autres élections, le résultat est plus définitif. Les référendums sont souvent des moments particulièrement intenses dans l'histoire politique d'un pays. Souvenez-vous de celui du 29 mai 2005 en France, sur le traité établissant une constitution pour l'Europe. Slate.fr

On comprend pourquoi ils détestent les référendums...

- L'État islamique et al-Qaida seront-ils éternellement rivaux?

L'union aurait des avantages, mais les objectifs des deux groupes sont bien différents. - Slate.fr

Un regret, avec les encouragements de Slate...

- La footphobie, ce mal français - Slate.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Brésil : démission d'un troisième ministre dans le cadre de l'affaire Petrobras - LeMonde.fr

Au pouvoir depuis moins d'un mois, le président par intérim Michel Temer a dû essuyer le départ de son ministre de la planification, de celui de la transparence et maintenant du ministre du tourisme. LeMonde.fr 16.06

Venezuela

- Venezuela : la capitale de l'Etat de Sucre en «quasi état de siège» - LeFigaro.fr

Mardi 14 juin, de graves émeutes ont eu lieu à Cumana, capitale de l'Etat de Sucre au Nord-est du pays. Trois personnes ont été tuées par la police qui a procédé à plus de 400 arrestations. Des dizaines de commerces ont été pillés. LeFigaro.fr 16.06

Croatie

- Le gouvernement croate n'aura tenu que cinq mois - euronews.com

Le Parlement croate a adopté une motion de défiance à l'encontre du gouvernement de droite, à 125 voix contre 15 ce jeudi. Le cabinet chute cinq mois seulement après l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Tihomir Oreskovic, un homme d'affaires sans expérience politique.

Cinq mois que ce dernier essuie des critiques, sur le virage à droite entrepris par le pays et la minimisation, par son gouvernement, des crimes du régime oustachi pro-nazi. Les nationalistes du HDZ, principal parti de la coalition, avaient annoncé la veille qu'ils retireraient leur soutien au cabinet, formé avec le Most, de centre-droit. euronews.com 16.06

[Haut de page ↗](#)

Le 19 juin 2016

CAUSERIE

[Le chiffre du jour : 497.](#)

C'est le nombre de clochards (sans-abri) qui sont décédés en France en 2015 selon le Collectif «Les morts de la rue».

[A quoi rêvent les hyper riches. A un Dreamliner !](#)

Voilà un Boeing Business Jet ou Boeing 787-8 disposant d'un espace de 230 m² entièrement conçu comme un appartement de luxe avec profusion d'écrans géants, divans convertibles, lit king-size, marbre dans la salle de bain, douche italienne. Il est destiné à accueillir seulement une quarantaine de passagers. Il a été acquis pour la bagatelle de 315 millions de dollars les luxueuses modifications incluses, par la compagnie chinoise HNA qui le louera à une riche clientèle. Source : bfbusiness.bfmbtv.com 18.06

[Fan zone, c'est quoi ?](#)

Un nouveau camp d'internement ? Pour les humains ou le bétail ?

Un espace de divertissement collectif paraît-il ! Et tout a été prévu, les "fans" sont canalisés vers cet enclos gardé par des vigiles, protégé par des policiers, surveillé par des caméras, un vrai espace de liberté... Ah ben ouais, il vaut mieux s'habituer tout de suite à vivre au quotidien sous protection pour se sentir vraiment bien ou en sécurité dans la société du futur merveilleuse qui prend corps sous nos yeux...

Existe-t-il au monde quelque chose de plus abrutissant que le sport, disons en tant que spectateur, à part les jeux vidéos ?

Je réagis à retardement, en étant à 10.000 kms et en ayant quitté la France depuis 20 ans, je n'y ai pas remis les pieds depuis 2002, je découvre des trucs incensés qui n'existaient pas à cette époque. Je dis cela pour ceux qui découvrent ce portail.

[La faillite du concept de droit international était inscrite dès sa formulation ou dans ses gènes.](#)

Grille de lecture.

C'est ce constat que les intellectuels s'acharnent à refuser d'admettre.

Plus encore qu'à d'autres époques, sous l'impérialisme c'est par le recours à la force, à la violence, à la guerre que se règlent les conflits entre Etats, et cela n'a pas changé depuis le début du XXe siècle, y compris pendant les périodes de pays armés.

La réalité, c'est qu'en fonction de l'intérêt qu'ils portent à certaines causes selon des critères individuels ou sélectifs qui n'ont rien à voir avec une véritable prise de conscience du développement du capitalisme, les intellectuels s'accommodent habituellement du capitalisme et des conséquences de ses méfaits sur les peuples comme si ces derniers pouvaient finalement les imiter, bien que figurant dans une position bien plus inconfortable que la leur.

En gros, ce sont des bavards et rien de plus, qui n'apportent rien de plus.

Le droit international a été dicté par l'impérialisme dominant en fonction de ses besoins et des rapports qu'il tendait à imposer aux autres puissances impérialistes, rapports étendus ensuite aux autres nations plus faibles, dominées ou vassalisées aux différents impérialistes, dont l'indépendance ou la souveraineté n'ont jamais été davantage que le produit d'un statu quo précaire ou de circonstance, que les intellectuels, mais pas seulement, ont pris aux mots en se contentant des apparences qui un jour ou l'autre devaient voler en éclats, c'est cela qui les étonnent ou les scandalisent aujourd'hui après avoir cautionné cette mystification pendant des décennies.

Ils oublient que le droit international est né dans la douleur de guerres impérialistes dont le seul perdant ne pouvait être que le prolétariat, les peuples exploités et opprimés, donc forcément les représentants de l'impérialisme victorieux n'allaient pas édicter un droit favorable à ces peuples qu'il venait juste d'envoyer à la boucherie, un peu de sérieux s'il vous plaît.

Maintenant qu'il ait dû tenir compte du rapport établi entre les classes à un moment donné, ne l'engageait nullement à le respecter dès lors que la classe des capitalistes conservaient le pouvoir économique et politique, elle devait forcément tirer profit de cet avantage pour le pousser plus loin encore dès que les conditions le permettraient, conditions qu'elle n'aurait de cesse de contribuer à réunir pour se lancer dans une nouvelle offensive contre le prolétariat mondial, bazardant par dessus bord les traités qu'elle avait rédigés et signés quelques décennies plus tôt comme s'il s'agissait de vulgaires morceaux de papier sans intérêt.

Sa désinvolture, son audace, son arrogance surprendront ceux qui avaient fait une fixation sur ce principe, pour avoir ignoré le processus historique dans lequel il s'inscrivait et qui allait poursuivre son évolution en fonction de la crise du capitalisme, facteur déterminant qui en réalité en était à l'origine, la guerre n'ayant résolue aucune des contradictions du capitalisme, celles-

ci devaient à terme s'imposer et faire voler (à nouveau) en éclats cette fragile et boîteuse construction qu'ils ont appelé le droit international, au profit de la loi du plus fort, de l'impérialisme le plus puissant, l'impérialisme américain.

- Le droit international et les puissances occidentales : tentatives de liquidation - legrandsoir.info

Extraits.

Aujourd'hui, à l'instigation surtout des États-Unis (EU), qui ont tous les moyens à leur disposition, le droit international fait l'objet de manipulations : il est instrumentalisé pour des causes qui lui sont contraires. Il est même victime d'une tentative de liquidation, du moins dans tous les secteurs qui handicapent la liberté de manoeuvre des grandes puissances, particulièrement les EU.

C'est ainsi, par exemple, que la « non ingérence » dans les affaires intérieures des États et des peuples, disposition centrale de la Charte des Nations unies, devient par la grâce « étasunienne » son contraire avec l'ingérence dite « humanitaire » et le « devoir de protéger » les peuples contre leur propre État. La pratique de quelques Puissances, désireuses de produire à elles seules un « droit coutumier », devient une source fondamentale en lieu et place de l'accord entre États.

Cette pratique présente les caractères les plus arbitraires, les plus discriminatoires et les plus contradictoires : elle ne relève d'aucun principe, quel que soit le discours officiel, mais d'une simple évaluation des rapports de force et des possibilités qu'ils ouvrent. C'est qu'en effet dans tous les États, y compris ceux se réclamant haut et fort de la démocratie, la politique étrangère est entre les seules mains des Chefs d'État et de gouvernement, assistés de leurs services plus ou moins spéciaux, en collaboration avec les ministres de la Défense et des Affaires étrangères. Les peuples et leurs représentants sont réduits à n'être que des sujets : malgré les discours sur la « mondialisation heureuse », l'homme est toujours en exil dans la société internationale. Roland et Monique Weyl ont raison lorsqu'ils constatent une « abdication » citoyenne. Seules, pourtant, les organisations populaires peuvent prendre en charge le Droit international, après avoir pris conscience de l'importance politique de ses principes et de ses normes aptes à limiter tous les pouvoirs publics et privés.

Le droit international devient un ensemble de normes confuses dont on ne connaît avec précision ni les sources réelles ni le contenu. Il perd toute pertinence dans la mesure où même les règles les plus limpides font l'objet d'interprétations obscures mais « utiles » à certains intérêts. Malgré toutes ses faiblesses, cette doctrine dominante peut se contredire sans se discréditer en raison de l'absence de mémoire politique de l'opinion et du caractère opportuniste de ses prises de positions successives.

La plupart des juristes s'inscrivent dans le climat ambiant, adhérant à l'agenda de leur gouvernement, et ne se placent pas à contre courant. Bien que les problèmes sociaux les plus massifs, telle la malnutrition, l'insuffisant accès aux soins, à l'éducation, au logement, au travail et aux ressources vitales, telle que l'eau demeurent irrésolus et n'ont pas de perspectives de solutions à court ou moyen terme, les acteurs du monde occidental, dont les juristes ou les ONG, qui sont en mesure de sensibiliser l'opinion, acceptent la logique du système socio-politique. Le sort des pandas ou des baleines peut, dans certains cas, prendre la place de la misère des bidonvilles du Tiers Monde ; les oppositions raciales ou religieuses, artificiellement gonflées, parce qu'elles opposent les pauvres entre eux, peuvent se substituer avec avantage aux clivages sociaux qui mettent en cause les intérêts dominants ; le spectacle sportif international peut devenir un « opium » des peuples tout comme l'étaient les jeux de cirque durant l'Antiquité. L'ensemble de ces diversions pervertissent tous les combats, y compris juridiques. Par exemple, les luttes en faveur des droits humains se transforment en une bataille pour les seuls droits électoraux ; les luttes anticoloniales (comme celle des Palestiniens) se liquéfient en problème exclusivement humanitaire...

L'« optimisme », qui n'a aucune signification scientifique, est pourtant dominant, quelles que soient les crises multiples et les drames humains qui se produisent (par exemple, la question palestinienne ou la question afghane). Lorsque l'échec des politiques occidentales est patent, constituant des « exemples » peu « exemplaires », les juristes néoconservateurs « passent à autre chose » : rien de plus éclairant que de suivre les travaux successifs d'un même auteur et de constater ses autocorrections ! La sérénité reste de rigueur : « l'ordonnement international sera durablement le résultat d'un équilibre (...) entre les exigences de liberté et celles de la solidarité » (3). Pas question de déséquilibre et d'inégalité flagrante puisque, est-il dit, « l'Humanité est aujourd'hui plus consciente que jamais de son unité »... C'est ainsi, par exemple, que l'échec de la gestion de la « paix » imposée en Irak et de l'occupation est occulté par la chute de la dictature ; même chose pour les interventions en Afghanistan conclues par le renversement du régime taliban, même si le conflit se prolonge sans résultat ; on passe outre le chaos libyen postérieur à l'intervention de l'OTAN et les multiples conséquences dans l'environnement régional de la Libye (en particulier au Mali).

Sur le plan de la doctrine, les ONG occidentales adoptent la même attitude que les médias : le silence s'impose lorsque les initiatives euro-étasuniennes ne sont pas couronnées de succès. L'exemple le plus flagrant est celui des accords d'Oslo en 1993 présentés comme « permettant de faire entrer le Moyen Orient dans une ère nouvelle » sans que, vingt ans après, on ne souligne leur échec total. Quant à l'Union Européenne, opportunément récipiendaire du Prix Nobel de la Paix 2012, succédant au marché commun qui devait aboutir, selon tous les juristes spécialistes, à la prospérité générale, elle reste, malgré ses 25 millions de chômeurs et ses spéculations bancaires, positivement évaluée.

La « lobbycratie » de Bruxelles n'est en rien remise en cause par les juristes européens. Plus généralement, on reste attaché

au monde « globalisé », « unifié » par l'économie de marché et les grandes firmes, on demeure hostile à la souveraineté des États (4). On se désintéresse du sous-développement qui n'a pas reculé. Ce sont le « droit des affaires internationales », avec les règles de l'OMC, la jurisprudence de son organe de règlement des conflits, les instruments juridiques d'ajustement structurel du FMI, les opérations financières du système bancaire international et de la Banque mondiale, qui seuls peuvent permettre la « croissance » pour tous !

Ce sont les médias et l'intense propagande pro-étasunienne et pro-capitaliste qui créent le climat nécessaire (5) à l'acceptation de ce qui doit, selon les EU et leurs alliés, passer pour du droit alors que les normes ne peuvent changer qu'avec l'accord des États (voir les arrêts de la Cour internationale de justice qui le rappellent expressément dans l'affaire « Détroit de Corfou », 1949, et celle concernant le « différend Nicaragua/EU », 1986).

Les violations flagrantes se transforment en interprétations « souples » (6), « justifiées » par des besoins humanitaires auxquels nul État ne saurait se soustraire : c'est ainsi que l'agression devient une opération de protection des personnes civiles. Il en a été ainsi pour les affaires yougoslave, irakienne, libyenne. Le droit cède devant le « devoir » : une Faculté de droit de Paris, assistée du docteur Kouchner et du juriste Mario Bettati, a ainsi, avec l'appui de la plus haute autorité française, réinventé « l'ingérence humanitaire », produit archaïque du XIXe siècle intitulé à l'époque « intervention d'humanité » visant à protéger les chrétiens d'Orient !

Certes, le droit international ne s'est jamais bien porté : tous les États, au prorata de leur force, l'ont violé, bien que contribuant aussi à le façonner. Mais la situation est telle aujourd'hui, y compris dans les milieux juridiques, qu'il est difficile d'aller à contre-courant lorsqu'une thèse a été martelée à tel point qu'évoquer simplement la légalité apparaît comme un « engagement idéologique immoral ».

Le monde est en crise et le droit international est entré dans un coma profond. investigaction.net - legrandsoir.info 18.06

Place à la lutte des classes messieurs les intellectuels. Il ne vous reste plus qu'à assumer votre soumission au capitalisme ou à l'affronter ainsi que ses institutions. On sait, c'est dur à admettre, mais il n'existe pas d'autres alternatives. En vous prosternant devant le droit international vous avez voulu faire dans la demi-mesure, voyez où cela vous a mené, nulle part, soyez honnêtes, admettez-le...

[Nos droits sont légitimes, et il est légitime qu'on impose leur respect par n'importe quels moyens.](#)

- 60% des Français considèrent "justifiée" la mobilisation contre la loi travail - AFP

Une majorité des Français, 60%, considèrent "justifié" le mouvement contre la loi travail et ce malgré les violences lors de la manifestation parisienne du 14 juin, selon un sondage Ifop à paraître dans Dimanche Ouest-France. AFP 18.06

En complément. Ce serait tellement mieux un "vote normal au Parlement" et un "gouvernement plus ouvert".

Pour Mailly (FO), samedi sur France Inter : "le gouvernement est maintenant confronté à un double choix: ou il ne change rien, il reste ferme sur ses positions en n'écouter rien sur un projet de loi dont je rappelle qu'il est multiminoritaire (...) ou le gouvernement bouge et on peut espérer un vote normal au Parlement".

"Ou le gouvernement retrouve la raison face à un projet ultra-minoritaire (...) ou c'est un entêtement de caractère politicien et ils prendront leurs responsabilités. Le meilleur moyen d'arrêter les manifestations c'est d'avoir un gouvernement plus ouvert", a-t-il insisté. AFP 18.06

Vivement les vacances, Hollande, Martinez et Mailly vont pouvoir pousser un ouf de soulagement...

- Fin de la grève aux terminaux pétroliers de Fos et Lavéra - Reuters

La CGT a levé la grève qui paralysait depuis 26 jours les terminaux pétroliers de Fos-sur-Mer et de Lavéra (Bouches-du-Rhône), a-t-on appris auprès de la direction de Fluxel, la société qui gère les deux ports pétroliers. Reuters 18.06

[De la tendance à la dictature à la tentation du dictateur.](#)

- Loi travail : Manuel Valls souhaite l'annulation des manifestations jeudi - LeMonde.fr

Dans un entretien au Journal du dimanche du 19 juin, Manuel Valls estime que les syndicats opposés au projet de loi travail devraient renoncer aux rassemblements prévus lors de leur prochaine journée d'action, jeudi, en raison du contexte de sécurité actuel. Le premier ministre ajoute qu'il y aura des discussions sur le sujet dans les prochains jours entre les parties concernées.

« Le principe de notre droit, c'est la liberté de manifester. La responsabilité du gouvernement, c'est s'assurer que les conditions de sécurité sont remplies. »

« Compte tenu de la situation, des violences qui ont eu lieu, de l'attentat odieux contre le couple de policiers mais aussi de la tenue de l'Euro, les organisateurs devraient annuler eux-mêmes ces rassemblements. C'est du bon sens ! », argue-t-il. Et d'appeler la Confédération générale du travail (CGT) à « sortir de l'impasse ».

« Or, c'est un fait : des syndicalistes peuvent agir avec des casseurs, c'est inadmissible. Les organisateurs ne veulent pas prendre leurs responsabilités, se désolidariser clairement des violences, si nous constatons que ces manifestations font peser de nouveau un danger pour les forces de l'ordre et les biens publics, alors le gouvernement prendra ses responsabilités. »

Le premier ministre avait laissé entendre cette semaine que l'exécutif pourrait interdire des manifestations après les violences qui ont émaillé celle de mardi à Paris contre le projet de loi. Insinuations

Manuel Valls prend la défense des forces de l'ordre face aux accusations de violence policière des opposants au texte et dément fermement qu'elles aient reçu pour consigne de laisser les casseurs agir. « Jamais nos forces de l'ordre n'ont eu à faire face à autant de situations difficiles en même temps. »

« Alors que deux policiers viennent d'être sauvagement assassinés [lundi à Magnanville], je supporte encore moins les insinuations concernant notre police républicaine sur des prétendues consignes de laisser-faire pour discréditer le mouvement ou sur les soi-disant violences policières. »

Il fait valoir que ceux qui discréditent les mouvements sociaux sont « ceux qui ne condamnent pas les violences, voire y participent ».

Manuel Valls se défend également de toute « posture » dans la bataille autour du projet de loi qui l'oppose à la Confédération générale du travail (CGT) et à son secrétaire général Philippe Martinez. « Je crois au compromis dans l'entreprise et dans la nécessité de faire confiance aux acteurs de terrain. »

« Nous sommes dans un moment de clarification syndicale mais aussi de clarification politique au sein de la gauche. Si nous céditions à la rue, si nous retirions le texte, si nous remettions en cause sa philosophie, ce serait une régression pour les salariés, un coup porté à l'autorité de l'État, cela voudrait dire qu'on ne pourrait plus réformer sauf par la brutalité. » LeMonde.fr 19.06

Etat policier. Parodie de justice, justice arbitraire, à charge, pour l'exemple...

- Manifestation du 14 juin : « J'ai été arrêtée parce que je m'habille en noir » - lemonde.fr

Une « métalleuse » en larmes, un fiché « S » qui veut devenir avocat et un étudiant en philo suréquipé : le défilé des prévenus jugés en comparution immédiate, jeudi 16 juin, deux jours après la manifestation parisienne contre la loi travail marquée par de violents affrontements, n'aura pas beaucoup éclairé sur le profil des « casseurs ».

Dix-huit personnes étaient jugées en comparution immédiate, jeudi, devant le tribunal correctionnel de Paris pour « violences sur personne dépositaire de l'autorité publique ». Lors de la journée d'action, 58 hommes et femmes avaient été appréhendés à Paris et 44 d'entre eux placés en garde à vue. Le préfet de police, Michel Cadot, a estimé à 800 le nombre de « casseurs » qui participaient au défilé. Et accusé certains militants de la CGT d'avoir pris part aux violences, déclenchant une vive polémique entre le syndicat et le gouvernement.

Jeudi, le seul syndicaliste CGT à comparaître, accompagné d'un comité de soutien, obtient le renvoi de son procès. Elu local et employé municipal, il est accusé de violences lors de son interpellation. Placé sous contrôle judiciaire, il échappe au mandat de dépôt.

« Ne laissez pas mourir son chat ! »

Marine B. est la seule femme sur le banc des accusés. « Ne laissez pas mourir son chat ! » Me Adrien Mamère, son avocat est mi-énervé mi-ironique quand il demande la relaxe de sa cliente. Cette assistante d'éducation de 29 ans est en larmes à la barre. Son chat est seul dans son appartement à Amiens depuis mardi. Elle a peur. Mais elle s'inquiète aussi pour elle. « Je travaille pour l'Etat, si j'ai un casier judiciaire, je vais perdre mon travail », articule-t-elle entre les sanglots.

Marine B. est venue mardi avec un bus de Force ouvrière (FO). Un coup de tête pour la jeune femme qui n'est pas syndicalisée. Dès le début de la manifestation, elle s'éloigne du groupe FO avec une amie. Elle veut défiler « en tant que citoyenne libre ». D'autres habitants d'Amiens sont en début de cortège, elle tente de les rejoindre. Mais la jeune femme se retrouve à côté d'un

groupe vêtu de noir, qui jette des projectiles sur les CRS. Ces derniers chargent à ce moment-là. La jeune femme est interpellée vers 14 h 30 avant d'être conduite à l'hôpital. Trois points de suture le crâne, trois jours d'arrêt de travail. « Je me suis juste mis en boule après avoir reçu un coup à la tête, lâche-t-elle. J'ai été arrêté parce que je m'habille en noir, j'ai un look de métalleuse. » Après avoir répété sans relâche qu'elle était « au mauvais endroit, au mauvais moment », la jeune femme fond de nouveau en larmes. Le procureur requiert six mois de sursis et d'interdiction de se rendre à Paris. Elle est relaxée.

Masque de carnaval

D'après les forces de l'ordre, à 17 h 30 mardi, Faisal A. jetait des pierres sur l'esplanade des Invalides. Ou plutôt voulait le faire. Le jeune homme assure qu'il s'était baissé pour refaire son lacet, et non pour ramasser des cailloux. A 27 ans, cet étudiant parisien vient d'obtenir son master en droit des affaires. Il veut passer l'examen du barreau en septembre. Surprise, Faisal A. fait l'objet d'une fiche « S ». « Je l'apprends », assure-t-il. « C'est à cause de mes engagements de militant antiraciste et anti-islamophobie. » Son dossier évoque plutôt un port d'arme prohibé, des violences aggravées envers une personne dépositaire de l'ordre public et la présence dans un groupe armé. Tous les soupçons remontent, ou sont antérieurs à 2007. Son casier judiciaire est vierge.

Mais Faisal A. portait mardi deux masques empêchant de l'identifier pendant la manifestation. Un masque de carnaval, vénitien, doublé d'un autre, chirurgical, juste en dessous. « Le chirurgical, pour les gaz lacrymogènes, et le vénitien, pour réaliser de belles photos », explique-t-il avec aisance. Le procureur est ferme. A aucun moment il n'est fait mention de gaz lacrymogènes sur le site, qui justifierait le port d'une quelconque protection. Le jeune homme est condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis, une amende de 300 euros et une interdiction d'aller dans divers lieux propices au rassemblement de la capitale.

Un masque de plongée, une casquette coquée, des protège-tibias, un protège-sexe et un K-Way noir : c'est l'équipement de Quentin G., un étudiant en philosophie de Poitiers, pour la manifestation parisienne. Le jeune homme de 22 ans se défend : « En voyant les images des CRS et manifestants blessés à la télé, j'ai voulu prendre mes précautions. » Il est interpellé en fin d'après-midi, vers 17 h 30, alors qu'il se trouve près d'un groupe d'une cinquantaine d'individus. Des casseurs.

L'un des agents des forces de l'ordre le remarque, l'interpelle. Le jeune homme lui jetait des projectiles, selon l'agent, qui s'est porté partie civile. L'avocate de l'accusé plaide une méprise de la part du policier. Son client n'a pas réalisé, il n'a pas eu le temps de s'éloigner des casseurs. Son profil – il est décrit comme un élève brillant par ses professeurs – ne colle pas du tout avec celui d'un casseur. La présidente lit alors un passage de la déposition de Quentin G. : « Si je devais me préparer à l'affrontement, je prendrais un marteau et une kalachnikov. » De l'ironie, selon son avocate. La présidente laisse échapper une grimace. « Pensez-vous que dans le contexte actuel, il soit judicieux d'utiliser ces termes pendant une garde à vue ? » Quentin G. est finalement condamné à six mois de prison avec sursis et 200 euros d'amende pour préjudice moral contre le policier. lemonde.fr 17.06

Les jeunes qui vont manifester ignorent que tout ce qu'ils diront par la suite en cas d'arrestation sera retenu contre eux, ou qu'ils devront le justifier en prenant le risque de s'emmêler dans leurs explications. Le contexte se prête à se laisser aller à tenir un discours qui sera retenu contre eux, le procureur interprétant abusivement chaque parole en acte ou menace...

Nous exigeons l'annulation de ces peines et la libération immédiate de ces jeunes ou travailleurs. A suivre

[Le suicide annoncé, acte I.](#)

- François Hollande prend le risque d'une primaire pour se relégitimer - AFP

Fait inédit dans la Ve République pour un président sortant: François Hollande passera, selon toute vraisemblance, par une primaire s'il veut se représenter en 2017, après la décision du Conseil national du PS d'organiser une telle consultation les 22 et 29 janvier.

À moins d'un an de la présidentielle, le parlement des socialistes a approuvé samedi "à l'unanimité" une résolution affirmant que, "faute de soutien des Verts et du PCF à une primaire de toute la gauche, le Parti socialiste décide d'organiser une primaire ouverte aux acteurs de la Belle Alliance populaire et (à) tous ceux qui soutiendraient la démarche".

Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, avait mis fin vendredi soir à un long suspens, en annonçant son intention de proposer au Conseil national l'organisation de cette primaire ouverte à tous les citoyens, mais resserrée sur le périmètre politique de la Belle Alliance populaire (PS, PRG, écologistes pro gouvernement).

Il a redit samedi qu'il "souhaitait" la participation du président de la République.

"Je crois que le président de la République a hâte d'expliquer quels ont été ses choix (...) et de souligner devant l'ensemble des Français comment il a réussi et comment les résultats, que ce soit de la croissance ou de l'emploi, sont bons aujourd'hui et comment tous les indicateurs sont au vert", a ajouté M. Cambadélis sur TF1.

Lors d'une conférence de presse après le conseil national, le patron du PS a affirmé avoir "prévenu hier François Hollande de (sa) décision". "Il m'a simplement dit que c'était celle du parti socialiste et que cela ne l'étonnait pas".

"Si je ne suis pas en mesure de remporter la primaire, comment pourrais-je espérer remporter la présidentielle?", a confié à des visiteurs le chef de l'État, élu en 2012 après avoir remporté la primaire de son parti, mais actuellement en position très défavorable pour 2017 dans les sondages.

Le calendrier proposé apparaît sur mesure pour le président de la République, qui doit annoncer en décembre sa décision sur une éventuelle candidature pour un second mandat. Le texte propose d'organiser ces "primaires de l'unité les 22 et 29 janvier". La date d'ouverture des candidatures est fixée au 1er décembre, la clôture au 15 décembre.

- 'Dernier clou sur le cercueil' -

Primaire de "relégitimation" pour certains, aveu de faiblesse pour d'autres: l'organisation de la primaire est la preuve qu'il n'y a "plus de candidat naturel" du PS à la présidentielle, selon le député et ancien ministre Benoît Hamon (aile gauche du PS).

Sentiment partagé dans l'opposition: "C'est un peu le dernier clou sur le cercueil électoral du Parti socialiste que d'imposer à un sortant (...) de passer par une primaire", a ironisé sur BFMTV Thierry Solère (LR), président du comité d'organisation de la primaire de droite.

Proche du Premier ministre Manuel Valls -un des participants de la primaire 2011-, le sénateur Luc Carvounas a préféré insister sur la "modernité" d'une telle démarche, M. Cambadélis en soulignant le "panache".

Y a-t-il un risque pour le président de la République ? "Evidemment, c'est un risque", a répondu le premier secrétaire.

"Est-ce que c'est un risque pour Benoît Hamon? Vraisemblablement. Est-ce que c'est un risque pour Arnaud Montebourg? Assurément. Est-ce que c'est un risque pour Marie-Noëlle Lienemann? Certainement. Est-ce que c'est un risque pour Gérard Filoche? Je le pense. Donc tous ceux qui se lancent dans cette campagne, c'est un risque pour eux évidemment", a-t-il glissé, pointant ironiquement la multiplicité des candidatures potentielles sur le flan gauche de M. Hollande.

Dans le camp des partisans de la primaire, les réactions étaient contrastées samedi.

Chef de file des frondeurs, Christian Paul a jugé "acceptable" le texte adopté.

Porte-parole de l'ancien ministre de l'Economie Arnaud Montebourg, François Kalfon aurait souhaité voir écrit que les modalités 2017 seraient les mêmes que celles de 2011.

Il n'a eu que partiellement gain de cause, la direction du PS ajoutant au texte initial une phrase selon laquelle "les modalités de vote et de débat", qui ne seront fixées définitivement que le 2 octobre, "s'inspireront des primaires citoyennes de 2011".

"Je voudrais dire à l'ensemble des courants de ne pas avoir d'inquiétude", a affirmé M. Cambadélis.

Mais, a-t-il avoué, vu l'organisation "dans l'urgence", il n'y aura "pas autant de votants que la dernière fois", où la participation avait avoisiné les 2,8 millions. AFP 18.06

Voilà le scénario qu'ils ont mis au point.

Le courant ou la coalition de courants qui détient la majorité au sein du PS et qui gouvernent a décidé d'imposer au PS et à ce qu'ils osent appeler la gauche, la candidature de Hollande à l'élection présidentielle de 2017, dès lors il lui est impossible de présenter un autre candidat contre Hollande, Valls par exemple. Et comme à côté les candidatures des autres courants se bousculent, Hollande est sûr de l'emporter.

Par conséquent, la dislocation du PS va s'accélérer, et face à M. Le Pen et Juppé, Hollande est sûr d'être éliminé au premier tour, même si le nombre de candidats dits de gauche ou d'extrême gauche étaient réduits au minimum, pour un peu il pourrait même finir en quatrième position.

Nous appelons au boycott des élections présidentielles et législatives de 2017.

[La dictature en marche en France.](#)

- Fan zone Nice: Estrosi (LR) s'insurge contre un vigile qui a fait une prière musulmane - AFP

Christian Estrosi (LR), 1er adjoint de Nice, s'est insurgé samedi contre la présence dans la fan zone de sa ville d'un vigile privé qui a fait vendredi après-midi une prière musulmane dans cet espace et qui appartiendrait selon lui à "une mouvance radicale".

"Nous avons demandé à la police nationale d'intervenir immédiatement et d'exfiltrer cet individu. Après un simple contrôle d'identité, aucune poursuite n'a été engagée", précise M. Estrosi. AFP 18.06

Commentaires d'internautes.

1- "Estrosi qui fête kippa sur la tête Hannoucha peut évidemment donner des leçons (vidéo sur internet). Les politiques ne sont jamais à un paradoxe près ! Quoique, électoralement sa stratégie est payante..."

2- "Le 10 décembre 1948, les 58 États Membres qui constituaient alors l'Assemblée générale ont adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme à Paris au Palais de Chaillot .

L'article 18 de cette Déclaration dit :

"Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.""

Mon pauvre monsieur, ils bombardent ou occupent militairement des pays en violant les traités qu'ils ont rédigés et signés, alors imaginez l'idée qu'ils se font de votre Déclaration universelle des droits de l'homme qui n'a pourtant rien de révolutionnaire, ils l'ignorent allègrement.

- A Nice, une Franco-tunisienne condamnée à 3 ans de prison pour apologie du terrorisme - LeMonde.fr

Une Franco-tunisienne de 28 ans, en possession à son domicile d'une impressionnante bibliothèque d'ouvrages fondamentalistes et de vidéos d'exécutions du groupe Etat islamique, a été condamnée vendredi à trois ans de prison ferme, a confirmé le parquet de Nice, samedi 18 juin. La jeune femme, qui transmettait aussi à d'autres ses vidéos et photos de décapitations, a été condamnée pour apologie publique d'un acte de terrorisme et recel de documents faisant l'apologie du terrorisme. La jeune femme du Cannet (Alpes-Maritimes), fichée S (pour « sûreté de l'Etat », revenait d'un voyage en Tunisie, lorsque les douaniers ont contrôlé mercredi ses bagages à l'aéroport, selon Nice-Matin. LeMonde.fr 19.06

- Elle possédait des centaines de photos et vidéos de décapitation: 3 ans ferme pour apologie de terrorisme - nicematin.com

Je reproduis cet article, parce que l'accusation retenue par le parquet d'apologie du terrorisme ne reposait sur aucune preuve. Mieux, le procureur n'a pas été en mesure de prouver que la personne interpellée aurait eu des relations avec des barbares de Daesh, et quant à la diffusion de documents à certaines personnes, livres, articles ou vidéos portant sur les crimes commis par Daesh, rien ne permet d'établir qu'elle leur aurait adressés dans le but de les convertir à l'idéologie de ces barbares, elle aurait très bien pu leur envoyer à titre d'information, je n'en sais rien et le procureur non plus, sauf que lui il a le pouvoir de l'accuser et de la condamner sur uniquement la base de soupçons. Autrement dit, non seulement le principe de présomption d'innocence a été bafoué, aussi ou plus grave encore, ce cas constitue une violation des libertés individuelles les plus élémentaires ou la traduction directe de la mise sous surveillance généralisée de la population.

Dans une autre dictature plus avancée, l'Ukraine, c'est la possession de documents relatifs au communisme qui peut constituer un délit et vous envoyer en prison, sous prétexte qu'ils seraient des instruments au service d'une propagande illégale. Le juge a envoyé cette jeune femme du Cannet en prison sous prétexte qu'elle aurait fait l'apologie du terrorisme sans être en mesure de le prouver, c'est ce que nous retiendrons, l'Etat de droit ou de la défense en France n'existe plus.

Certains estiment qu'en présence de millions de données provenant de différents moyens ou canaux de communication (téléphone, Internet, SMS, etc.) les services de renseignement ne seraient pas en mesure de les exploiter pour cibler une population donnée. Cet article prouve le contraire.

Nice Matin - Ancienne chef de rang dans un restaurant, une habitante du Cannet, Franco-Tunisienne de 28 ans, fichée S, a été contrôlée à l'aéroport de Nice, de retour de Tunisie, avec de la propagande de Daesh.

Son téléphone et sa tablette étaient bourrés de propagande de Daesh. 80 vidéos, 221 photos de meurtres et de décapitations, des livres prônant un islam radical ont été trouvés lors de la perquisition.

Le mot de passe de sa tablette est évocateur: "Djihad 11/09/2001". Référence aux attentats de New York. Elle l'utilise depuis deux ans. Marouah Labidi, Franco-Tunisienne de 28 ans, vêtue du hijab, visage austère, apparaît comme particulièrement inquiétante.

Mercredi, les douaniers ont contrôlé ses bagages à l'arrivée d'un vol en provenance de Tunis. Cette habitante du Cannet, fichée "S", venait de passer un mois au Maghreb. Son téléphone et sa tablette numérique sont bourrés de propagande de Daesh.

Elle a été chef de rang dans un restaurant pendant des années, mais vit depuis avril 2014 du RSA. Elle a été jugée, vendredi, en comparution immédiate à Nice pour apologie du terrorisme.

Elle venait de rendre visite, dit-elle, à sa grand-mère malade. "Vous avez encore des sentiments humains donc...", observe Bernadette Riviere-Caston, la présidente du tribunal correctionnel qui brandit quelques photos des exactions de Daesh. "Qu'est-ce qui vous a amené à lâcher votre métier pour vous passionner pour les meurtres et les décapitations?", poursuit la présidente.

"A titre informatif", répond-elle sans convaincre le tribunal.

"Embrigadement"

À force d'être questionnée, la prévenue finit par lâcher le mot "embrigadement", évoque ensuite "une humeur dépressive".

- "Votre livre de chevet n'est pas le Coran mais des films de meurtres. Vous trouvez ça normal?"

- Non."

Lors des perquisitions à son domicile au Cannet, les policiers de la PJ de Nice ont découvert une cinquantaine de livres religieux, pour certains fondamentalistes. "Cela semble être votre unique centre d'intérêt", remarque la présidente.

Dès l'entame de son réquisitoire musclé, le procureur Sylvie Canova évoque la policière de 36 ans égorgée cette semaine dans les Yvelines par un fanatique. Elle demande la condamnation pour apologie du terrorisme de la jeune femme et requiert trois ans ferme contre une prévenue qui encourt sept ans d'emprisonnement.

"Dissimulatrice"

"80 vidéos, 221 photos que vous regardez à longueur de temps, depuis deux ans, ce qui fait frémir, ce qui fait pleurer. Un choix de mauvais goût? Une erreur? De la naïveté dites-vous? Moi, je ne serai pas naïve."

Le procureur se pose des questions sur l'utilisation de ses deux passeports? Est-ce pour cacher sa présence à Sousse au moment des attentats? "Vous avez affaire à une dissimulatrice", prévient le magistrat.

"Je suis abasourdi par la peine requise", plaide pour la défense Me Nadir Icherqaouine. "L'expertise le dit: il n'existe aucune preuve formelle de transmission à des tiers d'images faisant l'apologie du terrorisme. Son entourage est non musulman. Et quatre livres sur 50 prônent un islam radical".

L'avocat rappelle que sa cliente n'a pas de casier judiciaire: "Son environnement familial est sain, sa mère et ses sœurs sont vêtues à l'occidental." (Me Nadir Icherqaouine, le procureur se fout éperdument de vos arguments, puisqu'il avait décidé de la culpabilité de votre cliente avant même le début de cette parodie de procès. - LVOG)

Des arguments qui ne suffisent pas à rassurer le tribunal. Cette inquiétante Azurienne est condamnée à trois ans d'incarcération à exécuter sur le champ. nicematin.com 18.06

[Mystification.](#)

Pendant qu'il cautionne le traitement infâme dont font l'objet les peuples en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient notamment, de la part des mêmes Etats, sans parler du sort qu'ils réservent à leur propre population.

- Ban Ki-moon en Grèce pour enjoindre le monde à mieux traiter les migrants - AFP

La Grèce dirigée par un gouvernement aux ordres de la troïka...

[La Turquie islamiste du parrain de Daesh.](#)

- Turquie: la police disperse une manifestation à Istanbul - AFP

La police a dispersé samedi soir plusieurs centaines de manifestants qui protestaient dans le centre d'Istanbul après une attaque menée la veille par des islamistes contre des fans de Radiohead réunis pour écouter le dernier disque du groupe de rock, en plein ramadan.

La police a fait usage de canons à eau et à tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes, dispersant quelque 500 manifestants dans le quartier de Cihangir, au coeur de la plus grande ville de Turquie, a rapporté un photographe de l'AFP.

Les manifestants, qui s'étaient retrouvés en début de soirée, ont crié des slogans tels "tous ensemble contre le fascisme" ou qualifiant le président turc Recep Tayyip Erdogan de "voleur" et de "meurtrier".

Vendredi soir, une vingtaine d'islamistes avaient fait irruption dans la petite boutique d'un disquaire où s'étaient réunis autour d'un verre des amateurs de musique pour écouter le dernier album du groupe de rock britannique Radiohead.

Une vingtaine de personnes en colère, criant "Qu'est-ce que vous faites ici pendant le ramadan, sortez!", étaient entrées au Velvet IndieGround situé dans le quartier branché de Tophane où des fans écoutaient l'album "A Moon Shaped Pool" ("Une piscine en forme de lune").

Les islamistes, qui dénonçaient la consommation d'alcool lors du mois de jeûne musulman, ont dégradé du matériel et poussé les gens à l'extérieur du magasin en les insultant et en les frappant, selon une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux.

"Nous vous tuons, espèces de bâtards", a lancé l'un des assaillants.

Le groupe Radiohead a dénoncé l'attaque dans un communiqué sur internet. AFP 19.06

[Haut de page ↗](#)

Le 20 juin 2016

CAUSERIE

Un portail, un courant politique qui aide à réfléchir, qui ne se borne pas à des constats ou des lieux communs, qui propose des analyses, une stratégie, une issue politique, qui mène la guerre de classe sur tous les fronts sans a priori ou tabous, qui se plante parfois et rectifie, qui se mouille, qui ne craint pas la polémique, indépendant de l'Etat...

Je m'étais demandé dans une précédente causerie si le POID continuait de dire dehors Hollande et c'est bien le cas. Entre nous, j'aurais envie de dire que c'est trop tard et inutile, bien des mois après qu'il fut tombé à un taux de popularité misérable selon les instituts de sondages, mais bon, on se fait plaisir comme on peut.

Les médias n'informent plus, ils communiquent. Ils relaient la propagande officielle quand ils ne la précèdent pas.

Une expérience vaut d'être vécue, uniquement si on est en mesure d'en tirer des enseignements.

[Un constat et une analyse.](#)

- L'OTAN ne peut pas aller trop loin - Arrêt sur Info

Les Etats-Unis font feu de tout bois en ce moment. (...) Toujours est-il qu'en Europe de l'est, l'OTAN prend un ton offensif et multiplie les provocations à l'égard de Moscou sous couvert, bien entendu, de lutter contre « l'agression russe » (défense de rire).

A tel point que cela a entraîné – fait extrêmement rare – une cinglante critique du ministre allemand des Affaires étrangères contre l'organisation militaire dont il fait pourtant partie. Frank-Walter Steinmeier s'est lâché contre le « bellicisme » de l'alliance atlantique :

« A l'heure actuelle, on ne doit pas aggraver la situation par le cliquetis des armes et une rhétorique guerrière. Celui qui pense que les parades militaires symboliques de chars à la frontière Est de l'OTAN favorisent le climat de sécurité, se trompe » .

Paroles de simple bon sens mais qui mettent au jour de profondes fractures au sein du bras armé US entre les hystériques balto-polonais soutenus par les Anglo-saxons et la « vieille Europe » un peu plus réticente à servir de chair à canon.

Ces déclarations font suite à l'étonnante réaction du Premier ministre bulgare le 16 juin. Boyko Borissov est pourtant un bon petit soldat du système impérial, formé aux Etats-Unis, ayant torpillé le South Stream sur demande US et contre les intérêts de son pays. Mais jeudi dernier, il s'est opposé tout net à la création d'une flotte otanienne de la Mer noire et a exclu la participation de Sofia. Arrêt sur Info 19.06

- La folie collective du Département d'Etat des Etats-Unis (Consortium News) - Par Robert Parry - legrandsoir.info 19.06

(Robert Parry, né le 24 juin 1949, est un journaliste d'investigation, principalement connu pour la divulgation et le suivi de l'Affaire Iran-Contra pour l'Associated Press et Newsweek. <https://consortiumnews.com/>)

Plus de 50 « diplomates » du Département d'Etat des Etats-Unis [Ministère des Affaires Etrangères – NdT] ont envoyé un rapport « dissident » exhortant le président Obama à lancer des frappes militaires contre l'armée syrienne, un signe de plus que ce Ministère a disjoncté de façon collective.

Au cours des dernières décennies, le département d'Etat des Etats-Unis qui était jadis une maison raisonnablement professionnelle et réaliste en matière de diplomatie est devenu un repaire de bureaucrates guerriers possédés par des obsessions impériales, un phénomène dangereux souligné par la récente « dissidence » de masse en faveur de nouvelles tueries en Syrie.

51 « diplomates » du Département d'Etat ont signé une note de service distribuée par un « canal de la dissidence » officiel, demandant des frappes militaires contre le gouvernement syrien de Bachar al-Assad dont les forces ont mené la contre-offensive contre les extrémistes islamistes qui cherchent à contrôler cette importante nation du Moyen-Orient .

Le fait qu'un si grand nombre de fonctionnaires du Département d'Etat plaident en faveur d'un élargissement de la guerre d'agression en accord avec l'agenda néoconservateur, qui a placé la Syrie sur une liste noire il y a vingt ans, est révélateur du degré de folie qui s'est emparé du Département d'Etat.

Le Département d'Etat semble être devenu un mélange de néoconservateurs pur jus, de libéraux interventionnistes et de quelques arrivistes qui ont compris qu'il était dans leur intérêt de se comporter comme des proconsuls globaux qui imposent leurs solutions ou recherchent un « changement de régime » plutôt que de se comporter en diplomates respectueux à la recherche de véritables compromis.

Même certains fonctionnaires du Département d'Etat, que je connais personnellement et qui ne sont pas vraiment néoconservateurs ou libéraux-faucons, agissent comme s'ils avaient avalé la pilule et toute la boîte avec. Ils parlent comme des durs et se comportent avec arrogance envers les populations des pays sous leur contrôle. Les étrangers sont traités comme des objets stupides tout juste bons à être soumis ou soudoyés.

Il n'est donc pas tout à fait surprenant que plusieurs dizaines de « diplomates » étasuniens s'en prennent à la position plus modérée du président Barack Obama sur la Syrie tout en se positionnant en prévision de l'élection d'Hillary Clinton, qui devrait autoriser une invasion illégale de la Syrie - sous couvert d'établir des « zones d'exclusion aérienne » et des « zones de sécurité » - ce qui signifie en clair, tuer d'avantage de jeunes soldats syriens. Les « diplomates » demandent l'utilisation d' « armes à longue portée et aériennes ».

Ces faucons sont si avides guerres que le risque d'un conflit direct avec la Russie ne les dérange pas. D'un léger revers de la main, ils balaient la possibilité d'un conflit avec une puissance nucléaire en affirmant qu'ils ne préconisent pas « d'emprunter une pente glissante qui se terminerait dans une confrontation militaire avec Russie. »

Dis comme-ça, ça rassure.

Risquer une victoire Djihadiste

Il y a aussi le risque qu'une intervention militaire directe des Etats-Unis pourrait faire s'effondrer l'armée syrienne et ouvrir la voie à une victoire du Front Al-Nusra/Al-Qaïda ou de l'Etat Islamique. La note ne précise pas comment ils comptent réaliser la délicate opération d'infliger suffisamment de dégâts à l'armée syrienne tout en évitant une victoire pure et simple des djihadistes et une confrontation avec la Russie.

On peut supposer que, quels que soient les dégâts infligés, ce sera à l'armée US de nettoyer après, en supposant que l'abattage d'avions militaires russes et la mort de militaires russes ne dégènera pas en une conflagration thermonucléaire à

grande échelle.

En bref, il semble que le Département d'Etat est devenu un asile de fous dont les malades auraient pris le contrôle.

Mais cette folie n'est pas une aberration temporaire qui pourrait être facilement corrigée. C'est quelque chose qui vient de loin et il faudrait un nettoyage de fond en comble du « corps diplomatique » actuel pour rétablir le Département d'Etat dans son rôle traditionnel qui est censé être celui d'éviter les guerres plutôt que de les provoquer.

Bien qu'il y ait toujours eu des cinglés au sein du Département d'Etat – généralement placés aux échelons les plus élevés - le phénomène d'aliénation mentale institutionnelle n'est apparue qu'au cours des dernières décennies. Et j'ai vu le changement.

J'ai couvert la politique étrangère des Etats-Unis depuis la fin des années 1970 quand il y avait nettement plus de gens sains d'esprit au sein du corps diplomatique. Il y avait des gens comme Robert White et Patricia Derian (tous deux décédés) qui défendaient la justice et les droits de l'homme, et tout ce qu'il y avait de meilleur aux Etats-Unis. Mais la déchéance du Département d'Etat des Etats-Unis devenu un repaire de petits voyous bien habillés, beauxparleurs et serviteurs zélés de l'hégémonie US, a commencé sous l'administration Reagan. Le Président Ronald Reagan et son équipe avaient une haine pathologique des mouvements sociaux d'Amérique centrale qui cherchaient à se libérer des oligarchies oppressives et leurs forces de sécurité brutales.

Pendant les années 1980, les diplomates US dotés d'intégrité ont été systématiquement marginalisés, harcelés ou écartés. (Derian, qui était Coordinatrice des Droits Humains, a quitté ses fonctions à la fin de l'administration Carter et a été remplacée par le néoconservateur Elliott Abrams. Blanc fut congédié comme ambassadeur US en El Salvador, en expliquant : « Le Secrétaire d'Etat, Alexander M. Haig Jr. , m'a demandé de recourir aux canaux officiels pour couvrir la responsabilité de l'armée salvadorienne pour les meurtres de quatre soeurs religieuses américaines. J'ai refusé »)

La montée des néoconservateurs

Au fur et à mesure des départs des professionnels de la vieille garde, une nouvelle génération de néoconservateurs agressifs prenaient leur place, des gens tels que Paul Wolfowitz, Robert McFarlane, Robert Kagan et Abrams. Après huit années de Reagan et quatre années de George H.W. Bush, le Département d'Etat avait été remodelé en un foyer de néo-conservateurs, mais quelques poches de professionnalisme avaient résisté aux assauts.

Alors que l'on aurait pu s'attendre à ce que l'administration Démocrate de Clinton inverse la tendance, ce ne fut pas le cas. Au lieu de cela, la « triangulation » de Bill Clinton fut appliquée aussi bien en politique extérieure qu'en politique intérieure. Il était toujours à la recherche de ce « juste milieu » confortable. Vers fin des années 90, la décimation des experts en politique étrangère de la trempe de White et Derian n'a laissé que quelques survivants du côté Démocrate avec le courage ou les compétences pour défier les néoconservateurs profondément enracinés. De nombreux démocrates de l'ère Clinton se sont acclimatés à la domination des néoconservateurs en se réinventant comme « progressistes interventionnistes », en partageant l'amour des néoconservateurs pour la force militaire mais justifiant les tueries par des raisons « humanitaires ».

Cette approche était une façon pour les « progressistes » de se protéger des accusations de « faiblesse » lancées par la droite, une accusation qui avait profondément marqué les Démocrates pendant les années Reagan / Bush. Mais cette posture de « Démocratique dur » n'a fait qu'isoler un peu plus les diplomates sérieux favorables à une politique de donnant/donnant avec les dirigeants étrangers et leurs peuples.

Il y avait donc des Démocrates comme l'Ambassadrice auprès des Nations Unies (et plus tard secrétaire d'Etat) Madeleine Albright qui justifiait les sanctions brutales de Bill Clinton envers l'Irak, sanctions qui selon l'ONU ont provoqué la mort de 500.000 enfants irakiens, comme « un choix très difficile, mais le prix - nous pensons que cela en valait le prix ».

Les huit années de la politique du « juste milieu » de Bill Clinton, qui comprenait la guerre aérienne brutale contre la Serbie, ont été suivies par huit années de George W. Bush, qui a renforcé encore plus l'influence des conservateurs sur la politique étrangère des Etats-Unis.

A ce stade, ce qui restait des anciens Républicains « réalistes » tels que Henry Kissinger et Brent Scowcroft, vieillissait ou était tellement compromis que les néo-conservateurs n'avaient plus d'opposition significative dans les cercles républicains. De plus, la politique étrangère officielle des Démocrates était presque impossible à distinguer de celle des néoconservateurs, à l'exception de leur recours à des arguments « humanitaires » pour justifier les guerres d'agression.

La capitulation des médias.

Avant l'invasion de l'Irak par George W. Bush, une grande partie de l'élite des médias « progressistes » - du New York Times au New Yorker – s'est alignée derrière la guerre, et n'a posé que quelques rares questions gênantes sans offrir de véritable

résistance. Etre favorable à la guerre devint un plan de carrière « sage ».

Mais un mouvement anti-guerre surgit des rangs démocrates, propulsant Barack Obama, un Démocrate opposé à la guerre en Irak, à la nomination du parti pour l'élection présidentielle de 2008 au détriment de la va-t-en-guerre Hillary Clinton. Mais les sentiments pacifistes de la « base » du parti Démocrate n'ont pas eu grand effet chez les ténors Démocrates en matière de politique étrangère.

Lorsque Barack Obama est entré à la Maison Blanche, il a du faire face à un défi difficile. Le Département d'Etat avait besoin d'une purge complète des néoconservateurs et des faucons/libéraux, mais les experts en politique étrangère qui n'avaient pas vendu leur âme aux néoconservateurs étaient devenus rares. Une génération entière de décideurs politiques démocrates avait été élevée dans un monde dominé par des conférences, des réunions, des éditoriaux et des think tanks néoconservateurs, où un discours musclé passait bien et où un discours diplomatique plus traditionnel vous faisait passer pour un mou.

En revanche, de plus en plus de gens au sein de l'armée US et même de la CIA étaient favorables à des approches moins agressives, en partie parce qu'ils avaient effectivement combattu dans la « guerre mondiale contre le terrorisme » sans espoir de Bush. Mais le haut commandement, soigneusement désignée par Bush et aux penchants néo-conservateurs - comme le général David Petraeus - sont restés en place et ont favorisé l'extension des guerres en Irak et en Afghanistan.

Obama a ensuite pris l'une des décisions les plus fatidiques de son mandat. Au lieu de nettoyer le Département d'Etat et le Pentagone, il a prêté l'oreille à certains conseillers qui ont brandi la notion, astucieuse sur le plan de la communication, d' « Equipe de Rivaux » - une référence au premier cabinet d'Abraham Lincoln pendant de guerre civile [des Etats-Unis] - et a maintenu à leurs postes la direction militaire de Bush, y compris Robert Gates comme secrétaire à la Défense, et a tendu la main au sénatrice belliciste Hillary Clinton en lui proposant le poste de secrétaire d'État.

En d'autres termes, non seulement Obama n'a pas pris le contrôle de l'appareil de politique étrangère, il a renforcé le pouvoir des néo-conservateurs et des faucons libéraux. Il laissa alors ce puissant bloc Clinton-Gates-Petraeus l'entraîner dans une contre-insurrection téméraire en Afghanistan dont le seul bilan fut la mort de 1.000 soldats US supplémentaires ainsi que de nombreux autres Afghans.

Obama a également laissé Clinton saboter sa tentative de rapprochement avec l'Iran en 2010 sur la question de son programme nucléaire et il a succombé à sa pression en 2011 pour envahir la Libye sous le faux prétexte d'établir une « zone d'exclusion aérienne » pour protéger les civils, et qui se transforma en une catastrophique « changement de régime » qu'Obama a désigné comme sa plus grande erreur de politique étrangère.

Le conflit syrien

Obama a résisté aux appels du Secrétaire Clinton pour une autre intervention militaire en Syrie tout en autorisant un certain soutien militaire limité aux rebelles prétendument « modérés » et a permis à l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie de faire beaucoup plus pour soutenir les djihadistes liés à Al-Qaïda et même à l'État islamique.

Sous Hillary Clinton, le bloc néoconservateur / libéral-faucon a consolidé son emprise sur le corps diplomatique du département d'Etat. Sous la domination néo-conservatrice, le Département d'Etat est passée d'une « pensée collective » à une autre. N'ayant rien appris de la guerre en Irak, la pensée unique continua sa lancée en Libye, en Syrie, en Afghanistan, en Ukraine, en Russie, en Chine, au Venezuela, etc.

Partout, l'objectif était le même : imposer l'hégémonie des Etats-Unis, forcer les populations à se plier aux diktats US, les orienter vers des solutions néo-libérales et de « marché libre » qui étaient souvent assimilées à la « démocratie », même si la plupart des gens concernées n'étaient pas d'accord.

Le double-discours et la double-pensée prirent la place d'une pensée politique axée sur des réalités. Le terme « Communications stratégiques », à savoir l'utilisation agressive de la propagande pour faire avancer les intérêts étasuniens, devint un mot d'ordre. Un autre fut « Smart Power » [« pouvoir intelligent » – NdT], à savoir l'application de sanctions financières, de menaces d'arrestations, des frappes militaires limitées et d'autres formes d'intimidation.

Chaque occasion de propagande, comme l'attaque au gaz sarin en Syrie en 2013 ou l'abattage du vol 17 de Malaysia Airlines dans l'est de l'Ukraine, fut exploitée au maximum pour pousser les adversaires sur la défensive, même si les analystes du renseignement US doutent que les éléments présentés constituent des preuves.

Le mensonge au plus haut niveau du gouvernement des Etats-Unis - mais surtout chez les hauts fonctionnaires du Département d'Etat – devint une épidémie. Peut-être pire encore, le « diplomates » étasuniens semblaient croire à leur propre propagande.

Pendant ce temps, les médias traditionnels étasuniens ont connu une dérive similaire pour finir dans l'orbite de domination

des néoconservateurs et du carriérisme professionnel, ce qui exclut les principaux organes de presse que tout type de contrôle sur des mensonges officiels.

Les nouvelles têtes d'affiche

La nouvelle star du Département d'Etat – qu'on attend à être nommée à un poste important par la Présidente Clinton - est la néoconservatrice et Secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires européennes, Victoria Nuland, qui a orchestré le putsch de 2014 en Ukraine qui a renversé un président élu, pro-russe pour le remplacer par un régime nationaliste ukrainien dur qui a ensuite lancé des attaques militaires dans l'est du pays contre les Russes ethniques qui résistaient aux putschistes.

Quand la Russie est venue en aide à ces citoyens ukrainiens retranchés, y compris en acceptant la demande de la Crimée de rejoindre la Russie, les médias du Département d'Etat et des États-Unis ont parlé d'une seule voix pour dénoncer une « invasion russe » et soutenir les manœuvres militaires de l'OTAN sur les frontières de la Russie pour dissuader toute « agression russe. »

Toute personne qui ose remettre en question cette dernière « pensée de groupe » - qui plonge le monde dans une dangereuse nouvelle guerre froide - est accusé d'être un « apologiste du Kremlin » ou un « larbin de Moscou », tout comme les sceptiques de la guerre en Irak ont été raillés comme des « apologistes de Saddam. » Pratiquement tous ceux qui comptent dans les milieux officiels à Washington sont sur le sentier de la guerre. (Victoria Nuland est mariée à Robert Kagan, ce qui fait d'eux l'un des principaux couples de pouvoir à Washington.)

Voilà le contexte de la dernière rébellion du Département d'Etat contre la politique plus tempérée d'Obama en Syrie. En prévision d'une probable élection d'Hillary Clinton, ces 51 « diplomates » ont paraphé une déclaration « dissidente » qui préconise le bombardement de l'armée syrienne pour protéger les rebelles syriens « modérés » qui – en admettant qu'ils existent - se battent pour la plupart sous les couleurs du front Al-Nusra, une filiale d'al- Qaïda, et son proche allié, Ahrar al Sham.

La pensée confuse dans cette « dissidence » affirme qu'en bombardant l'armée syrienne, le gouvernement US pourra accroître l'influence des rebelles et forcer Assad à négocier son retrait. Mais il n'y a aucune raison de penser que ce plan pourrait marcher.

Au début de 2014, lorsque les rebelles occupaient une position relativement forte, les pourparlers de paix initiés par les Etats-Unis se sont transformés en une conférence dominée par les rebelles et posait comme condition préalable le départ d'Assad, tout en excluant les alliés iraniens de la Syrie. Sans surprise, le représentant d'Assad est rentré chez lui et les négociations ont échoué.

Désormais, avec Assad dans une position relativement forte, soutenue par la puissance aérienne russe et les forces terrestres iraniennes, les diplomates étasuniens « dissidents » disent que la paix est impossible parce que les rebelles ne sont pas en mesure de contraindre Assad de partir. Ainsi, les « dissidents » recommandent que les États-Unis étendent leur rôle dans la guerre pour donner un nouveau coup de main aux rebelles, ce qui entraînera de nouvelles exigences maximalistes de leur part.

Risques graves

Ce projet de guerre élargie présente de très graves risques, dont celui d'un effondrement de l'armée syrienne, ce qui ouvrirait les portes de Damas au front al-Nusra/Al-Qaïda (et ses alliés) ou à l'État islamique - un scénario qui, comme le souligne le New York Times, « n'est pas abordé dans le memo »

À l'heure actuelle, l'État islamique et - dans une moindre mesure - le Front Al-Nusra sont sur la défensive, pourchassés par l'armée syrienne avec le soutien de l'aviation russe et par certaines forces kurdes avec le soutien des Etats-Unis. Mais ces avancées pourraient facilement être renversées. Il y a aussi le risque de déclenchement d'une guerre plus large avec l'Iran et / ou la Russie.

Mais faire des étincelles près d'un baril de poudre n'a jamais fait peur aux néo-conservateurs et aux faucons libéraux. Ils ont toujours concocté des plans qui peuvent paraître séduisants lors d'une conférence ou dans un éditorial, mais échouent face à la réalité du terrain où les des soldats étasuniens sont censés réparer les dégâts.

Nous avons vu comment cette pensée magique a mal tourné en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Ukraine et même en Syrie où, après l'accord d'Obama de fournir des armes et une formation aux soi-disant « licornes » - ces rebelles « modérés » difficiles à observer – on a vu les combattants rejoindre avec armes et bagages les rangs d'Al-Qaïda ou de l'État islamique.

Pourtant, les néo-conservateurs et faucons libéraux qui contrôlent le Département d'Etat - et qui attendent avec impatience l'élection d'Hillary Clinton - ne cesseront jamais de sortir de nouvelles idées folles de leurs chapeaux tant qu'un effort concerté ne sera pas entrepris pour évaluer leurs responsabilités dans tous les échecs subis par la politique étrangère des États-Unis.

Tant qu'il n'y aura pas de responsables - tant que le président des Etats-Unis ne freinera pas ces bellicistes - cette folie ne fera que s'amplifier et deviendra de plus en plus dangereuse. legrandsoir.info 19.06

Inquiétant, n'est-ce pas ? Apparemment plus rien ni personne ne semble en mesure de s'opposer efficacement aux partisans de la guerre aux Etats-Unis. Cela dit ce genre d'articles comporte une grave lacune.

Ce n'est pas Hillary Clinton qui décidera quoi que ce soit si elle était élue, mais le cercle le plus puissant de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui a investi les institutions américaines ou les contrôle.

Le plus puissant ne veut pas dire qu'il serait majoritaire ou pourrait faire tout ce qu'il veut quand il veut, sinon les Etats-Unis auraient déjà bombardé Damas par exemple.

De la même manière, que tous les cercles de pouvoir constituent un consensus c'est une chose, cela ne signifie pas pour autant que la majorité du peuple y adhérerait aveuglément.

Pour y parvenir ou le neutraliser ils recourent à des expédients, genre attentats terroristes ou massacres aveugles de civils innocents qu'ils programment et/ou instrumentalisent afin de justifier de nouvelles guerres ou l'adoption de nouvelles lois liberticides, discréditer ceux qui sont opposés à leur politique antisociale ou impérialiste présentés comme des traîtres ou des complices de ces actes barbares.

L'oligarchie donne les ordres, leurs officines ou leurs agents les exécutent, le gouvernement les couvrent et les médias les relaient en procédant à une falsification des faits en recourant au non-dit à moins que ce ne soit l'inverse parfois, le tout à l'insu du peuple, qui en ignorant la connivence qui existe entre eux ou leur degré de complicité dans la réalisation de ces actes criminels est finalement victime de ce qu'il faut bien appeler un complot, d'où l'hystérie de leurs porte-parole contre tous ceux qui révèlent l'incohérence de la version officielle qui ne peut souffrir aucune critique, pas même soulever des questions.

Leur acharnement à obtenir le soutien du peuple à leur politique pour pouvoir l'appliquer tranquillement est une partie seulement de l'explication. Au-delà il leur faut absolument éviter que le peuple se détourne et rejette ceux qui incarnent le régime en place, car cela pourrait l'inciter à chercher la voie politique pour l'affronter, le conduire à s'organiser pour le vaincre.

D'où l'extrême importance d'informer correctement les travailleurs et de démonter leurs machinations destinées à les duper.

En France, le gouvernement prétend que la loi Travail serait destinée à lutter contre le chômage, alors qu'en réalité elle est destinée notamment à faciliter les licenciements, dans ces conditions tous les travailleurs qui en ont entendu parler ne seront pas dupes et la rejettent en bloc. Là les choses sont faciles à comprendre.

Mais par exemple dans le cas de l'engagement de la France (ou des Etats-Unis) en Syrie, au premier abord cela peut paraître plus compliqué. Cependant il suffit de se rappeler les propos tenus par Fabius pour que les choses deviennent beaucoup plus claires, à savoir qu'Al-Nosra qui est la branche syrienne d'Al-Qaïda en Syrie "fait du bon boulot", Al-Qaïda qui est accusé par les Etats-Unis d'avoir perpétré les attentats du 11 septembre 2001 et qui figure sur leur liste d'organisations terroristes à abattre reçoit ainsi les félicitations du gouvernement français, dès lors on comprend immédiatement que le discours du gouvernement consistant à faire croire qu'il combattrait le terrorisme en Syrie est un grossier mensonge, une pure imposture.

Il est donc très facile de démonter la propagande officielle, pour peu qu'on en est réellement la volonté et qu'on ait compris l'importance de la combattre, pour que les travailleurs prennent leur distance ou rompent avec le gouvernement, ses partis, les institutions, le régime. Pourquoi ? Parce que si les travailleurs n'ont plus confiance dans les institutions et leurs représentants, la question va se poser de savoir par quoi et par qui les remplacer, en réalité une multitude de questions va jaillir une fois ce processus de prise de conscience enclenché, d'où la nécessité de l'alimenter et de proposer une issue politique aux travailleurs.

Je ne sais plus qui a dit que la critique était facile mais l'art difficile, et bien c'est la même chose en politique. Cela ne sert à rien de dénoncer les machinations, manipulations, falsifications, mensonges, impostures des représentants du régime, si on n'explique pas pourquoi ils recourent à ces moyens malhonnêtes et si on ne propose pas une perspective politique aux travailleurs comme réponse à la crise du capitalisme.

On dit aussi que la politique a horreur du vide, de la même manière que toute question appelle une réponse, n'importe laquelle, ne serait-ce que pour pas passer pour un ignorant ou un idiot, alors on adoptera celle qu'on a sous la main, qu'on nous sert sur un plateau, et si on l'entend répéter en boucle du matin au soir pendant des jours ou des semaines, voire des années (Syrie) par les médias, c'est que c'est forcément la bonne réponse, jusqu'au jour où un grain de sable vient enrayer cette belle mécanique à propagande, par exemple quand le ministre des Affaires étrangères rend publiquement hommage à Al-Nosra ou Al-Qaïda, et patatras nos convictions se fissurent, volent en éclats et on réalise enfin qu'on a été trompé, il faut donc reposer notre question et chercher une autre réponse qui ne pourra plus venir du gouvernement.

Au lieu de perdre notre temps en tenant de longs discours, on ferait mieux d'aller à l'essentiel, dans neuf cas sur dix cela sera suffisant pour ébranler les idées fausses que les travailleurs peuvent avoir adoptées et les aider à réfléchir au-delà. On peut aussi leur conseiller de se détourner des médias institutionnels en les informant de l'existence d'autres sources d'information, qui certes sont loin d'être parfaits, mais peuvent nourrir leur réflexion. A suivre.

[Un président, un gouvernement, des élus et des institutions, une Constitution, ultra minoritaires et illégitimes.](#)

- La droite remporte deux départementales partielles dans les Deux-Sèvres - lemonde.fr

Canton de Niort-1 : Le binôme constitué de Romain Dupeyrou et Rose-Marie Nieto (divers droite), a remporté cette élection avec 53,41 % des voix, devant Hermann Cadiou (PS) et Monique Johnson (EELV) à 46,59 %. Les candidats du Front national avaient été éliminés au premier tour avec seulement 6,3 %.

Canton de Niort-3 : Le tandem centre-droit Agnès Jarry-Guillaume Juin a remporté plus facilement ce second tour avec 59,19 % des suffrages exprimés, battant le binôme socialiste Désirée Roua et Nicolas Videau, crédité de 40,80 % des suffrages. Le binôme FN avait obtenu 8,72%.

Les Niortais se sont un peu plus mobilisés pour ce deuxième tour marqué toutefois par une faible participation de 22,53 %. Le premier tour avait battu des records d'abstention avec seulement 20,35 % des électeurs inscrits, en moyenne sur les deux cantons, qui étaient allés voter. lemonde.fr 19.06

Le score obtenu par les supplétifs du parti de l'ordre PS-EELV Cadiou-Johnson et celui Roua-Videau représente respectivement 10,49% et 9,19% des électeurs inscrits...

[Il ne leur reste plus que le coup de force. Question : Qui est à l'origine de la violence, qui sont les casseurs ?](#)

- Loi travail : pour Valls, "il n'y aura ni retrait, ni modification, ni réécriture" - BFM Business

- Loi El Khomri : Manuel Valls demande l'annulation de la prochaine manifestation - Francetv info

Fermer ce chapitre d'intense contestation sociale. Le Premier ministre, Manuel Valls a exprimé clairement ses intentions concernant la loi Travail dans un entretien au Journal du Dimanche publié ce dimanche. «Maintenant, il faut aller vite et faire adopter ce texte», a-t-il insisté sans répondre sur un nouvel usage du 49-3.

Prié de dire si ce souci de vitesse signifie un deuxième recours à l'arme constitutionnelle du 49-3 pour faire adopter le texte sans vote à l'Assemblée, Manuel Valls se borne à répondre: «Je prends les étapes les unes après les autres».

Manuel Valls a appelé dimanche 19 juin à annuler les prochaines manifestations contre la loi El Khomri.

"Les syndicats devraient eux-mêmes annuler les rassemblements, c'est du bon sens !", a-t-il déclaré. Philippe Martinez, lui, a répondu ce matin, il maintient les défilés prévus jeudi prochain. "C'est au gouvernement de montrer des signes de sortie de crise, ça fait quatre mois que le gouvernement s'oppose à toute discussion".

Invité dimanche du « Grand Jury » de RTL, LCI et Le Figaro, le sénateur Les Républicains (LR) et ancien ministre Jean-Pierre Raffarin a appelé le gouvernement à interdire les manifestations contre la « loi travail » pour se concentrer sur « l'ennemi extérieur », le terrorisme.

M. Raffarin a également dit que la CGT avait « fait une faute » en maintenant son appel à manifester pour les 23 et 28 juin. « Quand une manifestation dérive, les organisateurs de cette manifestation ne sont pas innocents de ces dérives. »

Philippe Martinez a réaffirmé, dimanche 19 juin, qu'il « maintient les journées d'action » des 23 et 28 mai contre la « loi travail ». Le secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT) était l'invité du « Grand Rendez-vous » d'Europe 1, Le Monde et iTélé.

A propos des violences en marge des manifestations, Philippe Martinez s'est interrogé sur les « ordres donnés » aux forces de l'ordre. « Oui, il y a un problème avec la violence, les policiers font du bon travail, ont beaucoup de travail, le problème qu'on dénonce ce sont les ordres qui leur sont donnés de non-intervention vis-à-vis des casseurs. On veut faire porter au mouvement social les problèmes en dehors des manifestations », a-t-il dit. « Pourquoi ces casseurs continuent à casser ? », s'est-il interrogé.

« Les hooligans à Marseille [en marge de l'Euro], on les a arrêtés en moins de quarante-huit heures. Pourquoi les casseurs qui sont identifiés à toutes les manifestations, on les laisse sévir, comme ce qui s'est passé à Necker ? » invité du « Grand Rendez-vous » d'Europe 1, Le Monde et iTélé.

« Toutes les violences se font en dehors des cortèges syndicaux. La question que nous posons c'est pourquoi ça continue ? Qui donne des ordres ? Ca ne peut se passer qu'au niveau du préfet ou du ministre de l'Intérieur », a-t-il insisté, en rappelant que la protection de la sécurité à l'extérieur des cortèges relevait de la police et que les manifestations étaient autorisées par les préfetures de police. Francetv info, lemonde.fr et 20minutes.fr 19.06

Gavage. Vous aussi ?

- Réseaux sociaux : les politiques en raffolent - Francetv info

Échanges en direct avec les électeurs, vlogs, vidéos : même les plus réfractaires s'y sont mis.

Alain Juppé dispose d'une équipe web d'une cinquantaine de bénévoles en France. Cela leur permet de communiquer, mais aussi de scruter les attaques dont il est victime. Francetv info 19.06

C'est ce genre "d'équipes" qui postent des commentaires réactionnaires à la suite des articles publiés sur le Net. Ils ne sont pas les seuls évidemment.

Jugé coupable sur la base de convictions et non de preuves matérielles.

- Bruno Le Maire réclame une "justice d'exception" Reuters 19.06

Bruno Le Maire, candidat à la primaire de la droite en vue de l'élection présidentielle de 2017, a plaidé dimanche pour l'instauration d'une "justice d'exception" applicable aux personnes convaincues de terrorisme. Reuters

Il faut avoir en mémoire que pour Le Maire et ses semblables le refus de partager la version officielle d'un acte terroriste, suffit à vous qualifier de complice des terroristes qui l'ont commis ou de terroriste tout court.

Les masques tombent.

Avant, "une jeune avocat".

- Municipales en Italie: une jeune avocate à l'assaut de Rome - AFP

... après, une "populiste".

- La populiste Virginia Raggi s'empare de la mairie de Rome - AFP

Virginia Raggi, la candidate populiste du Mouvement 5 Etoiles, a été triomphalement élue dimanche maire de Rome --une première pour une femme-- en infligeant un véritable camouflet au Parti démocrate (PD) du chef du gouvernement Matteo Renzi.

Les résultats partiels, après dépouillement dans 80% des bureaux de vote, accordent à cette avocate de 37 ans environ 67% des voix, loin devant Roberto Giachetti, le candidat du PD (centre-gauche).

A Turin (nord-ouest), une autre novice du MS5, Chiara Appendino, 31 ans, a détrôné avec environ 54% l'expérimenté maire sortant Piero Fassino, une figure du PD, qui a dénoncé l'appel de la Ligue du Nord de Matteo Salvini, allié du Front national français, à voter pour les deux candidates du M5S afin de battre M. Renzi.

"Nous avons fait l'histoire", s'est réjouie Mme Appendino sur son compte Twitter.

En revanche à Milan (nord), la capitale économique du pays, le candidat du PD Giuseppe Sala, ancien commissaire de l'Exposition universelle, l'a emporté avec plus de 51% des voix selon des résultats quasi définitifs.

Le parti de M. Renzi se maintenait aussi à Bologne (centre), un fief historique de la gauche, mais n'était même pas au second tour à Naples (sud-ouest), où le maire sortant Luigi De Magistris, homme de gauche atypique et ennemi juré de M. Renzi, a été largement réélu.

Pour ces élections partielles, qui concernaient près de 9 millions d'électeurs dans un peu plus d'une centaine de villes, la participation, déjà en berne au premier tour, a accusé un nouveau coup, à Rome comme ailleurs, dépassant à peine les 50% selon le ministère de l'Intérieur. AFP 19.06

Vous aurez apprécié le mépris de l'Agence Française de la Propagande officielle envers "cette avocate de 37 ans" et "candidature populiste".

S'agissant d'élections municipales, on peut donc en déduire que la décomposition politique du régime est encore plus profonde en Italie qu'en France.

Généralement l'abstention est moins prononcée aux municipales, parce que c'est davantage une élection de proximité ou dont les acteurs sont directement en contact avec la population et les enjeux plus palpables.

Quant à l'élection présidentielle, dans la tête des électeurs, elle est censée porter au pouvoir celui qui incarne une certaine idée et orientation du pays y compris dans le monde, il incarne leur destin ou leur avenir, ils s'identifient à lui jusqu'à un certain point en le chargeant de leurs illusions sans forcément être dupes, aussi estiment-ils indispensable de se prononcer ou d'y participer, de crainte qu'un candidat pire que celui pour lequel ils vont voter ne soit élu.

Rares sont les électeurs qui vont voter sur la base des promesses des candidats auxquelles ils ne croient pas, à part les niais ou ceux qui espèrent y trouver leurs intérêts, ceux sur lesquels malheureusement les partis ouvriers s'appuient ou qu'ils flattent démagogiquement.

[Haut de page ↗](#)

Le 22 juin 2016

CAUSERIE

J'ai un énorme problème à régler en urgence de fosse septique et d'évacuation des eaux usées dans un réservoir séparé en béton, les deux sont pleins, alors que j'ai fait vider la fosse septique il y a deux semaines seulement.

Je fais les trois quart des travaux moi-même par mesure d'économie, mais je ne n'ai plus 20 ans ! Je dois péter à la barre à mine une partie de la dalle en ciment du garage et creuser pour accéder aux canalisations.

Du coup, je vais ralentir le rythme d'actualisation du site. Je sais que c'est une manière d'évacuer mon stress, mais là j'ai vraiment plus urgent à évacuer si vous voyez ce que je veux dire. Non ce n'est pas dégueulasse, on vit dans un monde franchement dégueulasse et il est difficile de rester là sans réagir.

Sur ce, je vais bosser, après je dois encore cuisiner, je n'arrête pas une minute...

[Suite de notre causerie sur le 11 septembre 2001.](#)

Je reviendrai plus tard sur le 11 septembre 2001 et le Pentagone. J'ai échangé à ce sujet une correspondance avec Thierry Meyssan qui m'a transmis des documents, dont son livre Pentagate au format pdf.

Provisoirement on s'en tiendra à sa version du fait que le FBI et le Pentagone ont confisqué les 85 films des caméras vidéos de surveillance qui auraient permis d'établir la preuve formelle qu'un avion s'était encastré dans le bâtiment du Pentagone, s'ils n'ont pas tenu à les divulguer, c'est qu'il devait s'agir d'autre chose qu'un avion ou en tout cas pas un Boeing 757-200.

De plus, le Département de la Défense ayant refusé de recenser le seul morceau de tôle à peu près présentable figurant sur une photo comme ayant appartenu au vol 77 de l'American Airlines qui se serait écrasé sur le Pentagone, alors qu'il aurait pu s'en servir pour étayer sa version des faits et faire taire définitivement la polémique sur ce point, on ne va pas être plus royaliste que le roi et on dira que, soit ce morceau de tôle provenait d'un autre appareil, soit qu'il a été ajouté sur la photo puisque de nombreux témoins ayant parcouru cette zone ne l'avait pas remarqué.

J'ai noté également que les photos présentées avaient toutes été prises par des militaires, où, quand ? Questions qui n'effleurera pas ceux qui utilisent à tort et à travers ces photos. Quant aux témoignages visuelles ils sont contradictoires, certains ont même donné plusieurs versions à quelques heures d'intervalle dont un pompier ou se sont rétractés. De plus, effectivement on peut

se demander ce que voie réellement passer une personne entre une fraction de secondes et une ou deux secondes quand un engin se déplace à une vitesse entre 500 et 800 kms/h. Quand on observe attentivement la façade du bâtiment qui a été frappée par un appareil, on s'aperçoit que les piliers situés de part et d'autre à 15 mètres du trou n'ont pas été cisailés par les ailes d'un avion, ils ont été endommagés, ils ont été en partie soufflés par l'explosion ou ont partiellement fondu avant de s'effondrer. En réalité les trente mètres de la façade ont été ravagés de l'intérieur, et ce n'est pas trente mètres ou l'équivalent approximatif de la voilure d'un Boeing 757 (38 mètres) qui seront si gravement endommagés qu'il faudra les détruire, mais cent mètres qui seront voués à la démolition. Le cockpit ou le nez d'un Boeing est en carbone, donc très léger, fragile, il n'a donc pas pu provoquer un trou parfaitement rond après avoir traversé 6 murs, c'est matériellement impossible, il aurait été désintégré avant. 6 murs, car trois bâtiments séparés par un large couloir ont été transpercés, chaque bâtiment comportant évidemment un mur de chaque côté.

Autre élément, la température suite à l'explosion intervenue une fraction de secondes après le choc s'élèvera à environ 3000°C, de quoi liquéfier tout ce qui se trouvait aux alentours ou au centre du foyer de l'incendie monstrueux qu'il déclenchera, où se serait trouvé l'épave de l'avion, mais des petits malins relèveront les empreintes digitales de quelques passagers. Quant au chauffeur de taxi qui avait prétendu qu'un lampadaire était venu s'encastrer dans le pare-brise de son véhicule, il a été prouvé photo à l'appui qu'il n'avait pas pu se trouver à l'endroit qu'il avait indiqué, en réalité il s'était fait casser sa bagnole et il avait semble-t-il des problèmes avec sa compagnie d'assurance.

Bref, il semblerait que plutôt qu'un missile, un drone transformé en missile ou chargé d'une bombe à uranium appauvri et peint aux couleurs de l'American Airlines ait fait l'affaire, d'où peut-être, je dis bien peut-être la présence de ce qui ressemblait à un morceau de train d'atterrissage sur un cliché, s'il a vraiment été pris à l'intérieur du Pentagone. A suivre.

Oui, je sais, c'est très con de perdre son temps avec ce genre d'histoires, mais on ne se refait pas. Je ne fais pas partie de ceux à qui on peut faire avaler des couleuvres ou qui se contentent de la première explication venue et qui ensuite la colporte, j'espère que vous apprécierez ma détermination ou ma persévérance, il en faut.

Qu'un travailleur profondément arriéré soit prêt à croire n'importe quoi, on peut l'admettre, c'est normal, mais que des travailleurs évolués en soient encore à croire Bush, le Pentagone, le FBI, la CIA, etc. c'est inquiétant, comme quoi ils ne sont pas aussi évolués qu'on le croie ou qu'ils le pensent eux-mêmes. Sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante on est facilement manipulable.

Il faut rappeler que tous les partis dits ouvriers ont adopté en chœur la version des militaires américains. J'aurais tendance à dire que s'ils font confiance aux militaires américains sachant à qui devait profiter le crime, c'est qu'ils ne sont pas dignes de notre confiance.

Pour ceux que cela intéresse :

- 11 septembre, 8 pages comprenant 580 articles

<http://www.voltairenet.org/mot37.html?lang=fr>

Je les ai pour ainsi dire tous lus et parfois relus évidemment, plus les vidéos que j'ai visionnées.

Tenez, la dernière couleuvre que nous n'avalons pas pour cause d'indigestion ou la fosse septique est pleine !

[La pétition que nous ne signerons pas et nous expliquons pourquoi.](#)

J'ai pris connaissance de l'existence d'une "*Pétition Appel pour le respect des libertés démocratiques et du droit de manifester*" dont les destinataires semblent être "*Pour : Président de la République, gouvernements, parlementaires*", (j'ai laissé la faute d'orthographe à gouvernements).

Tiennent-ils tant que cela à les légitimer ?

Elle a été signée par quelques dizaines de représentants ou dirigeants de différents syndicats (CGT, FO, FSU) ou partis (POID, PCF, Parti de gauche, PARDEM) parfois présentés sous leur statut professionnel ou social (historien, philosophe, etc.) ainsi que quelques élus. Depuis quelques centaines de personnes l'ont signée.

Question : D'un côté, comment le POID peut-il déclarer : dehors Hollande et son gouvernement en insistant sur le fait qu'ils sont ultra minoritaires dans le pays et illégitimes pour légiférer, et d'un autre s'adresser à eux pour que finalement ils appliquent une autre politique ?

Est-ce possible ? L'essentiel c'est de le faire croire.

De deux choses l'une, soit Hollande et son gouvernement sont ultra minoritaires et illégitimes et il y a lieu de rien en attendre et le mot d'ordre dehors se justifie, soit on estime qu'ils peuvent incarner la démocratie, autrement dit qu'ils peuvent entendre la majorité des masses laborieuses qui exigent le retrait de la loi Travail et leur donner satisfaction en les laissant manifester librement et ce mot d'ordre ne se justifie pas.

On ne peut pas prétendre à la fois qu'on n'attendrait rien d'un président de la République et de son gouvernement et appeler à les chasser, tout en s'adressant à eux comme s'ils disposaient d'une quelconque légitimité à gouverner ou pour légiférer ce qui supposent qu'ils devraient rester en place.

Comment s'appelle ce procédé ? Le double langage habituel des opportunistes qui ont pourri le mouvement ouvrier.

Ils ont fait croire (une fois de plus) aux militants et aux travailleurs que Hollande et son gouvernement pourraient "reculer" et retirer leur loi Travail, tout en sachant pertinemment que dans le contexte actuel la mobilisation pour exiger le retrait de cette loi n'atteindrait jamais le niveau indispensable pour atteindre cet objectif.

La loi Travail n'est pas une loi comme les autres.

Au-delà de la régression sociale généralisée à laquelle elle conduirait si elle était adoptée, elle présente la particularité d'être structurée sur un axe précis : le dialogue social, la collaboration de classes ou le corporatisme qu'il s'agirait d'instituer dans les rapports entre les classes, entre les exploités et les exploités, entre les patrons et les travailleurs, modifiant qualitativement la nature des rapports sociaux établis entre les classes, de sorte que les travailleurs deviendraient les agents de leur propre exploitation ou se soumettraient aux besoins de l'entreprise qui les emploie au détriment des leurs.

La loi Travail implique donc la capitulation de la classe ouvrière, la négation pure et simple de ses droits sociaux, pire de la lutte des classes.

Donc la question qui est posée ici n'est pas celle du gouvernement, mais bien celle du régime capitaliste en crise qui exigent pour assurer sa survie que les travailleurs renoncent à leurs droits sociaux et soient totalement soumis aux lois du marché, au capital.

La loi Travail pose la question de savoir si oui ou non le régime capitaliste est compatible avec la satisfaction des besoins ou aspirations légitimes des travailleurs.

On répondra par oui si on estime qu'il suffirait que le gouvernement fasse preuve de bonne volonté de gré ou de force pour entendre les revendications des travailleurs ou qu'un simple changement de gouvernement permettrait d'atteindre cet objectif, auquel cas on s'adressera à lui, on fera pression sur lui, etc.

On répondra par non, si on estime qu'aucun gouvernement sous la Ve République ne légifèrera en faveur des travailleurs, auquel cas on ne s'adressera pas à lui, on situera ouvertement notre combat politique dans la perspective du renversement du régime et des institutions, de l'établissement d'une République sociale sur ses cendres.

En répondant par oui on fera naître ou on nourrira des illusions dans le gouvernement et le régime, en revanche, en répondant non, on indiquera clairement aux travailleurs les conditions à remplir pour entrevoir sérieusement la possibilité de satisfaire nos besoins.

Mettre en avant dehors Hollande et son gouvernement sert ainsi à masquer le refus des signataires de cette pétition d'affronter le régime. Cette pétition s'inscrit donc dans une démarche réformiste, qui est le pire ennemi du socialisme au sein du mouvement ouvrier, en ne proposant aux travailleurs aucune issue politique au-delà du capitalisme, alors que des pans entiers de la classe ouvrière sont prêts à rompre avec le régime.

On pourrait ajouter qu'en admettant l'idée hypothétique que la loi Travail pourrait être retirée et qu'un gouvernement succéderait à celui en place aujourd'hui, cela ne changerait absolument rien aux conditions épouvantables que vivent des millions de travailleurs depuis des décennies, toutes les lois anti-ouvrières adoptées depuis plus de 30 ans continueraient de s'appliquer et d'une manière ou d'une autre la condition ouvrière ne cesserait de se dégrader.

Il ne pouvait pas en être autrement hier, il ne peut pas en être autrement aujourd'hui comme il ne pourra pas en être autrement demain en s'y prenant de cette manière-là. Ceux qui se sont gargarisés du retrait du CPE, pendant que plus de 20 types de contrats de travail précaires continuaient d'exister, à croire qu'ils n'étaient pas vraiment concernés ou s'en accommodaient. Le retrait du CPE a changé quoi ? Absolument rien. C'est avec cette politique opportuniste qu'il faut en finir.

Autrefois, jadis devrait-on dire de nos jours, les militants ouvriers social-démocrates ou communistes participaient à la lutte de classe quotidienne au côté des travailleurs drapeaux de la révolution déployés, un tract dans une main, leur programme révolutionnaire dans l'autre, ils ne sortaient pas masqués, eux, leur programme n'était pas remis au fond d'un tiroir, ils étaient fiers de leur drapeau...

C'est avec cette tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier qu'il faut impérativement renouer s'il ne veut pas être broyé, quand sous l'impulsion du socialisme scientifique ou du marxisme il combattait pour renverser l'ordre établi et non pour quelques miettes afin que le prolétariat supporte mieux le sort que le capitalisme lui avait réservé.

On est en présence de deux conceptions antinomiques de la lutte de classe qui poursuivent des objectifs différents, l'un consistant à (certaines couches privilégiées de) mieux vivre en régime capitaliste, l'autre à le renverser ou à changer la société.

De tous temps, à toutes les époques, quel que soit le contexte, des millions de travailleurs ont dû subir des conditions d'exploitations pires que celles réservées aux couches supérieures corrompues par le capitalisme, les portant à haïr le capitalisme, à rompre avec lui sans qu'on ait vraiment besoin de les y pousser, leur sort misérable leur interdisait de donner un sens à leur existence, sans espoir, livrés à eux-mêmes, abrutis par le travail, en proie à mille difficultés ou souffrances injustes, alors qu'aujourd'hui ils ont tous été scolarisés ou sont plus évolués ou développés que leurs ancêtres, comment imaginer un seul instant qu'ils rejetteraient notre discours, pour peu qu'on sache adapter notre discours à leur état d'esprit, peut-être ou sûrement plus qu'à leurs besoins puisqu'ils savent quelque part qu'ils ne seront jamais satisfaits aussi longtemps que l'ordre établi n'aura pas été renversé, on pourrait ajouter, contrairement à tous ces militants qui en vain voudraient leur faire croire le contraire ou qui n'ont pas compris grand chose à la condition ouvrière, qu'ils ne perçoivent qu'à travers le petit trou de la lorgnette de leur propre condition très souvent relativement confortable.

Les nantis parmi nous se souviennent soudain de l'existence de ces couches défavorisées de la classe ouvrière, lorsqu'ils risquent d'y basculer quand le gouvernement s'attaque à leurs privilèges, ils n'y sont pas préparés, il s'y prennent forcément maladroitement et ils ne parviennent pas à les entraîner dans leur mouvement pour les avoir négligées pendant des décennies et des décennies, toujours ou presque.

Jadis, quand on évoquait les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, on parlait de masses arriérées, profondément arriérées, illettrées, en proie à toutes sortes de croyances ou superstitions, donc difficile à atteindre, généralement elles étaient destinées rester arriérées (c'est ce que je suis en train d'observer en Inde), mais ce n'est plus le cas de nos jours, elles sont instruites, elles ont acquis des instruments pour réfléchir, donc pour progresser rapidement en tirant les leçons de leurs expériences, dans ces conditions, dans les couches les plus pauvres il existe forcément des millions de travailleurs plus avancés que les autres dans toutes les générations, pour en faire partie j'en suis le témoin et il serait inconcevable que je sois un cas isolé.

De la même manière, il est étrange que parmi les intellectuels ou les travailleurs les plus évolués, il y en ait si peu qui soient capables de davantage de discernement ou d'adopter le matérialisme dialectique, sachant qu'eux aussi sont en proie à de multiples déconvenues et difficultés au cours de leur existence. Si la société leur offre des compensations, ils sont pris dans le même engrenage que les autres travailleurs et ils ne tirent qu'une satisfaction superficielle et ponctuelle de leur statut social supérieur à laquelle se mêlent bien des sacrifices et souffrances. Je dirais même que leur situation est peu enviable car particulièrement inconfortable, ne pouvant justifier leurs privilèges qu'en recourant à la démagogie ou au mépris, à défaut d'avoir conscience du rôle qu'ils remplissent dans la société ou pour le régime.

En conclusion, au lieu de s'adresser à Hollande et son gouvernement dont il n'y a rien à attendre, on ferait mieux sans renier nos principes d'adapter notre discours à ces différentes couches de travailleurs pour les organiser et construire le parti dans l'unique perspective de la prise du pouvoir politique.

L'article suivant confirme à sa manière ce qui vient d'être dit.

Entre nous, c'est mieux que reproduire une citation des oeuvres des marxistes pour justifier une analyse ou une position ou dire : voyez comme j'ai raison, je suis un vrai marxiste, faites-moi confiance, n'est-ce pas ?

[Survivre ou "le nouveau rêve américain". A bas le capitalisme !](#)

The socialism, yes we can ! If they told themselves, we can believe it.

- Pourquoi les jeunes américains sont en train d'abandonner le capitalisme - slate.fr

Une tribune de l'anthropologue et journaliste Sarah Kendzior dans le magazine Foreign Policy, intitulée «Pourquoi les jeunes Américains sont en train d'abandonner le capitalisme». Extrait.

Ce cri de détresse, ou plutôt de désabusement, intervient après la publication d'un sondage réalisé par l'université d'Harvard et publiée en avril 2016. Celui-ci indique que 51% des 18-29 ans rejettent le modèle capitaliste alors que 42% le soutiennent. 33% déclarent par ailleurs pencher pour le socialisme.

«La façon dont le capitalisme est appliqué aujourd'hui, dans l'esprit des jeunes générations, voilà ce qu'ils rejettent», précise John Della Volpe, à la tête de cette étude. Les promesses d'Obama n'ont pas été tenues selon elle. Pire, la réalité d'un marché du travail ultra précaire serait déguisée sous un taux de chômage très bas (4,7%, soit le niveau des années 2006-2007). Les contrats courts, les piges et les mini salaires sont ainsi comptabilisés dans la population active.

«C'est à cela que ressemble l'emploi aujourd'hui ici. On est loin de l'épanouissement personnel ou du plan d'avenir. Survivre est le nouveau rêve américain». Les espoirs nés du mouvement Occupy Wall Street, ou plus récemment des manifestations «Fight for \$15» pour un salaire minimum de base, n'ont pas convaincu. Trop peu de réformes concrètes et radicales.

Plus globalement, c'est le sens que les jeunes accordent aux termes «capitalisme» et «socialisme» qui interpelle les chercheurs américains.

«Le mot "capitalisme" ne signifie plus ce qu'il avait l'habitude de signifier, décrypte le professeur d'Harvard Zach Lustbader, dans le Washington Post. Pour ceux qui ont grandi durant la Guerre froide, le capitalisme signifiait la liberté contre l'Union soviétique et les autres régimes totalitaires. Pour les générations plus récentes, cela renvoie à une crise financière que l'économie globale ne parvient toujours pas à digérer.»

De quoi expliquer le succès du candidat à la primaire démocrate Bernie Sanders, notamment chez les plus jeunes, lui qui a remis le mot socialisme au goût du jour.

«Les conditions de travail sont devenues tellement pourries et la course à la stabilité classique si insurmontable, que les ambitions modestes –un salaire qui couvre vos factures, la capacité d'acheter une maison ou d'aller au lycée sans s'endetter énormément– sont devenues un luxe, une fantaisie.»

Il ne faut pour autant développer une réflexion binaire, ce que se garde bien de faire la journaliste. 47% des sondés estiment qu'avoir de quoi manger et dormir sous un toit sont des droits que le gouvernement doit pouvoir fournir aux plus nécessiteux. Cela n'en fait pas nécessairement des socialistes. Seulement des citoyens qui tentent de réhabiliter le principe d'égalité au «pays de la liberté». slate.fr 21.06

Comme quoi "l'égalité" n'a jamais existé en dehors du principe pour ceux qui voulaient bien y croire... La liberté uniquement pour les 6 millions de millionnaires américains...

L'égalité est un principe démagogique, une imposture, dès lors le mouvement ouvrier américain a le choix entre combattre pour plus d'égalité et reproduire indéfiniment les erreurs du passé, ou combattre pour renverser le régime et les institutions.

Encore un élément tout frais d'avant-hier qui confirme notre analyse. Entre nous, qui fabule, qui est mégalomane, qui est à côté de la plaque ?

Hollande, "un bon président" pour une minorité de nantis.

- Cotes de popularité au plus bas pour François Hollande et Manuel Valls - LeMonde.fr

En pleine contestation de la loi travail, la cote de popularité de François Hollande et de Manuel Valls continue de baisser en juin tandis qu'Alain Juppé et Emmanuel Macron enregistrent une chute, selon un sondage Odoxa publié mardi 21 juin.

Seules 16 % des personnes interrogées considèrent François Hollande comme « un bon président », contre 84 % d'un avis contraire. Il enregistre ainsi une baisse d'un point de popularité en un mois. Manuel Valls poursuit quant à lui sa chute amorcée depuis novembre, en perdant encore 2 points, avec 24 % des Français qui le considèrent comme « un bon premier ministre », contre 75 % (+2 points). Les deux têtes de l'exécutif se retrouvent ainsi à leur plus bas niveau depuis leur entrée en fonction, dans ce baromètre réalisé pour la presse régionale, L'Express et France Inter. LeMonde.fr 20.06

En famille.

- Hollande rend hommage à Chirac, créateur du Musée du Quai Branly - AFP

François Hollande a rendu un vibrant hommage à Jacques Chirac, créateur du musée du Quai Branly à Paris, consacré aux Arts premiers, qui portera également le nom de l'ancien président à partir de mardi. AFP 20.06

- Entre Sarkozy et Hidalgo, c'est l'entente cordiale - L'Express.fr

Loi Travail. Le PS était en réalité un parti anti-ouvrier et on vous l'avait caché pendant 70 ans.

Demandez-vous pourquoi...

- Bernard Cazeneuve ne veut pas de défilé anti-loi Travail à Paris - Reuters

L'exécutif, qui souhaite limiter la mobilisation de jeudi contre la réforme du travail à un simple rassemblement statique à Paris, et les syndicats, hostiles à cette idée, se sont renvoyé la balle lundi sans trouver de solution de compromis.

Dans une lettre au numéro un de la CGT, Philippe Martinez, le ministre de l'Intérieur lui demande de "prendre en considération" la proposition du préfet de police d'organiser un rassemblement statique place de la Nation et menace en termes à peine voilés d'interdire toute autre forme de manifestation.

Les syndicats opposés au projet de loi Travail ont dénoncé en réponse "une remise en cause d'un droit fondamental" et demandent à Bernard Cazeneuve de "faire une nouvelle proposition de manifestation garantissant la sécurité de tous".

Un défilé comme celui du 14 juin à Paris, marqué par des violences et des dégradations, "n'apparaît pas envisageable", explique dans sa lettre le ministre de l'Intérieur, soulignant la mobilisation des forces de l'ordre contre la menace terroriste et pour la sécurité de l'Euro de football.

La place de la Nation est le point d'arrivée envisagé par les sept syndicats organisateurs, dont la CGT et Force ouvrière (FO), pour le cortège de jeudi.

"Je vous demande de prendre en considération cette proposition qui, aujourd'hui, apparaît comme la seule voie responsable de l'expression des revendications que vous portez", écrit Bernard Cazeneuve.

Dans leur réponse à Bernard Cazeneuve, les syndicats réunis autour de la CGT et de FO réfutent une nouvelle fois les accusations de l'exécutif, en particulier celle selon laquelle des militants auraient agressé des policiers.

La CGT, FO et les cinq autres membres de l'intersyndicale (FSU, Solidaires, Unef, Unl, Fidl) ont renouvelé, à plusieurs reprises au cours de la journée, leur appel à deux nouvelles journées de mobilisation, jeudi et le 28 juin.

Ces organisations ont déposé auprès de la préfecture de police de Paris, pour jeudi, un projet de parcours entre les places de la Bastille et de la Nation.

Pascal Joly, numéro un de la CGT Ile-de-France, a expliqué à Reuters le choix de cet itinéraire, plus court que celui de la semaine dernière, par des impératifs de sécurité.

"Je ne vois pas ce qui pourrait nous inciter à renoncer à notre droit constitutionnel de manifester", a-t-il ajouté. Il a cependant précisé que la décision serait prise in fine à sept : "Ça sera une réponse unitaire."

Son homologue de FO à Paris, Gabriel Gaudy, a pour sa part jugé inacceptable la proposition du ministère de l'Intérieur.

"A chaque rassemblement place de la Nation on s'est fait 'canarder' des deux côtés, par les forces de l'ordre et par les casseurs", a-t-il expliqué à Reuters. "Jamais on n'ira dans une telle souricière."

"Le Premier ministre prendra ses responsabilités. Nous, nous maintenons la manifestation telle que nous l'avons prévue" avait-il auparavant déclaré. Reuters 20.06

Commentaire d'un internaute membre des forces de l'ordre établi.

- *"Manifestation du 9 avril à Paris vécue par des collègues de terrain.*

- *Les autorités ont laissé partir la manif de République malgré la présence de groupuscules violents anarchistes cagoulés. Aucune action n'a été menée pour empêcher la progression vers Bastille puis vers Nation de ce groupe de casseurs.*

À Bastille, un officier CRS a reçu un tir de mortier feu d'artifice tiré par ce groupe dans une jambe : plaies saignantes et profondes.

Où sont les moyens de la DOSTL ? Tels que des barres ponts et les lanceurs d'eau, qui auraient pu éviter aux malheureux collègues des compagnies d'intervention de se faire bombarder pendant plus d'une heure. Plusieurs blessés parmi les collègues des compagnies d'intervention, qui auraient pu être évités si des moyens de protections existants avaient été utilisés. Merci à la

haute hiérarchie, bien au chaud dans des bureaux, de se soucier du sort des fonctionnaires de police sur le terrain...

- Tout a été fait pour ne pas inquiéter ces casseurs du début jusqu'à la fin de la manifestation et ce ne sont pas les 140 grenades mp7 lancées place de la Nation qui ont eu le moindre effet pour les contrer efficacement et permettre à la manifestation de se dérouler sereinement.

- Vers 22h45, la station directrice parisienne l'avise qu'un groupe de 200 à 300 anarchistes arrivant de la gare du Nord justement par le boulevard Magenta pour rejoindre la place de la République.

Ordre lui est donné de se déplacer à l'opposé de son emplacement et de stationner boulevard Voltaire.... Encore une fois la hiérarchie préfère éviter toutes confrontations.

- Enfin, au lieu de les pourchasser et de les interpeler, pour disperser ce groupuscule ultra violent, la compagnie de CRS a été libérée sur le champ et sommée de quitter les lieux....

Ces individus ont ainsi pu quitter l'avenue de la République et l'avenue Parmentier pour rejoindre la rue Keller, lieu de résidence du premier ministre. Sur le chemin, ils ont au passage saccagé le commissariat du 11e et de nombreux commerces.

Enfin, des mesures ont été prises pour défendre le domicile du premier ministre !

- La CGT-Police constate qu'une fois de plus les forces de l'ordre ont servi à protéger les intérêts particuliers de certains. En effet, les policiers n'ont pas été autorisés (et on ne leur a pas donné les moyens) à intervenir pour protéger les manifestants pacifiques, les commerçants, les collègues, des biens, un commissariat... Par contre, pour protéger le domicile du premier ministre, là, tout a été fait.

- Pour quel bénéfice ?

Les conséquences d'avoir laissé le champ libre aux casseurs :

- Décrédibiliser les manifestations contre le projet de Loi EL KHOMRI et le mouvement « Nuit Debout »;

- Décrédibiliser les forces de police et creuser encore plus le fossé entre police/population ;

- Faciliter des cas de « violences policières », en choisissant de rétablir l'ordre par la force, plutôt que d'écarter au plus vite les éléments perturbateurs ;

- Laisser les personnes user de violences en toute impunité,

La tactique semble claire « diviser pour mieux régner » et éviter le débat de fond sur les choix de société, en mettant en avant des « faits divers ».

- Les attentats de 2015 ont rapproché la police de la population, ce qui semble intolérable pour le gouvernement en place.

Le gouvernement a peut-être peur que l'on suive l'exemple des policiers italiens, qui ont retiré leur casque antiémeute, lundi 9 décembre 2015 à Turin, en signe de solidarité avec les « forconi » (« fourches »), ces manifestants venus de tous les horizons pour dénoncer la politique d'austérité.

Nos collègues italiens ont été acclamés par la population, un exemple à suivre par nous, homologues du pays des Droits de l'Homme. "

Qui a dit à bas la police ? Quelle connerie ! A bas le ministre de l'Intérieur, Valls, Hollande, c'est déjà plus à propos...

- Loi travail : le sort de la manifestation parisienne en suspens - AFP

Le gouvernement va-t-il interdire le défilé parisien contre la loi travail jeudi ? Après 24 heures de négociations, le sort de la manifestation restait en suspens mardi, les syndicats ayant persisté dans leur refus d'un "rassemblement statique".

Mardi en fin de matinée, une réunion à la préfecture de police a débouché sur un "constat de désaccord", selon les syndicats d'Ile-de-France qui ont "catégoriquement refusé" un rassemblement place de la Nation.

Ils ont précisé avoir fait des "propositions alternatives de parcours": Bastille-Place d'Italie, ou Denfert-Rochereau-Place d'Italie. "Les discussions se poursuivent et à ce stade aucune décision n'a été prise", affirmait-on à la préfecture de police en fin d'après-midi.

Les sept syndicats contestataires (CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL et Fidl) souhaitaient initialement défiler entre la place de la Bastille et la place de la Nation jeudi à 14 heures, dans le cadre d'une journée de mobilisation contre le projet de loi travail dans toute la France. Un trajet court pour "tenir compte", selon eux, des conditions de sécurité.

Mais les autorités insistent depuis lundi pour qu'ils choisissent une manifestation statique plutôt qu'un défilé, en invoquant des raisons de sécurité, après les violences qui ont émaillé la manifestation nationale du 14 juin dans la capitale. Faute de quoi, elles prévenant, la manifestation sera interdite - une mesure exceptionnelle. AFP 21.06

- Manifestation du 23 juin : les autorités affichent leur fermeté - LeMonde.fr

Le préfet de police a refusé le parcours des syndicats, lundi 20 juin, expliquant qu'il donnerait seulement son autorisation pour un rassemblement, place de la Nation. LeMonde.fr 21.06

En complément.

Travailler plus pour gagner autant : le Sénat adopte les accords offensifs pour l'emploi - Public Sénat

Travailler plus pour gagner autant. Ce sera possible en cas d'accord offensif pour l'emploi. Ce point de la loi travail a été adopté par le Sénat. L'exécutif prévoit qu'un accord ne peut pas diminuer la rémunération mais en cas de refus de l'accord, un salarié pourra être licencié... Public Sénat 21.06

- Les pilotes d'Air France lèvent leur préavis de grève - Reuters

- Le site FranceTV Info en grève à partir du 28 juin contre le projet de chaîne d'information publique - LeMonde.fr

Les journalistes s'inquiètent d'un partage de la production de l'information numérique avec France info qui pourrait leur être défavorable. LeMonde.fr

La loi Travail ou la loi du silence.

- Malaise sur beIN Sports: une supportrice de l'euro donne un carton rouge à la loi Travail - slate.fr

Un journaliste fait tranquillement son interview après le match avec des supporters maquillés, avant que la femme interrogée (l'intermittente Sophie Tissier, qui s'était déjà fait remarquer dans Touche Pas à Mon Poste et la campagne «On Vaut Mieux Que Ça», comme l'ont remarqué plusieurs personnes sur Twitter et Facebook) ne finisse par sortir un prospectus «Carton Rouge à la Loi Travail», et n'évoque «les choses qui se passent en ce moment dans ce pays».

Sur Twitter, quelques heures après cette interview, Sophie Tissier nous explique qu'elle est bien «mobilisée contre la loi Travail» et que tout ceci était «une action revendiquée par Paris Debout - Nuit Debout».

Lorsqu'il voit le carton rouge, le journaliste de Beln est alors plutôt embarrassé et essaie de faire comme il peut pour la faire taire, expliquant qu'il «n'est pas là pour faire leur publicité», qu'on «va parler de football», et de la pousser hors du champ de la caméra, sous le regard vide des deux autres supporters à côté. Suivent de longues secondes de malaise, avant que le journaliste en plateau, Darren Tulett ne reprenne la main.

Pour beIN Sports, pas de politique quand on parle de foot.

C'est devenu l'un des jeux préférés des chaînes d'info en continu et des chaînes de sport. Après chaque match de l'Euro, des journalistes présents autour du stade et dans les fan-zones interrogent des supporters de différents pays pour recueillir leur réaction après la victoire, défaite, qualification ou élimination de leur équipe.

Si parfois cela donne des images très sympas et parfois très drôles quand ces supporters décident de rendre la vie impossible aux journalistes, cela se retourne aussi parfois contre les chaînes quand les personnes interrogées décident d'aborder des sujets qui n'étaient visiblement pas prévus au programme.

On en a eu l'exemple ce dimanche sur Beln Sports. Un journaliste fait tranquillement son interview après le match avec des supporters maquillés, avant que la femme interrogée (l'intermittente Sophie Tissier, qui s'était déjà fait remarquer dans Touche Pas

à Mon Poste et la campagne «On Vaut Mieux Que Ça», comme l'ont remarqué plusieurs personnes sur Twitter et Facebook) ne finisse par sortir un prospectus «Carton Rouge à la Loi Travail», et n'évoque «les choses qui se passent en ce moment dans ce pays».

Sur Twitter, quelques heures après cette interview, Sophie Tissier nous explique qu'elle est bien «mobilisée contre la loi Travail» et que tout ceci était «une action revendiquée par Paris Debout - Nuit Debout».

Lorsqu'il voit le carton rouge, le journaliste de Beln est alors plutôt embarrassé et essaie de faire comme il peut pour la faire taire, expliquant qu'il «n'est pas là pour faire leur publicité», qu'on «va parler de football», et de la pousser hors du champ de la caméra, sous le regard vide des deux autres supporters à côté. Suivent de longues secondes de malaise, avant que le journaliste en plateau, Darren Tulett ne reprenne la main.

C'est loin d'être la première polémique autour du fait qu'il ne faut pas parler de politique lors de cet Euro.

Le ministère de l'Intérieur avait déjà demandé aux supporters de ne pas évoquer le sujet. Dans un guide publié le 9 juin, veille du début de l'Euro, la place Beauvau demandait de ne pas «tenir de propos politiques, idéologiques, injurieux, racistes ou xénophobes» aux abords des stades.

Devant la polémique, le ministère de l'Intérieur avait fini par se justifier en indiquant que les consignes venaient de l'Uefa (même si ce n'est pas tout à fait le cas) et reculer deux jours plus tard. Pour bien se comporter, il ne faut désormais «pas exprimer ou diffuser des messages injurieux, racistes, xénophobes, sexistes ou religieux». La supportrice anti-loi Travail pourra toujours dire qu'elle a bien respecté tout ça. slate.fr 20.06

Tu regardes la baballe et tu fermes ta gueule, compris ?

[La réaction se déchaîne.](#)

- Après les attentats, un Français sur cinq se dit prêt à pratiquer la torture - LeFigaro.fr
- Lyon: Des néo-nazis ukrainiens dans les tribunes de l'Euro - arretsurinfo.ch
- Guaino : « Le syndicalisme est en train de détruire l'objectivité et l'impartialité de la magistrature » - Public Sénat

Invité de Preuves par 3, Henri Guaino s'en est pris au syndicat de la magistrature « qu'il faudrait interdire ». Public Sénat 21.06

[La justice version OTAN](#)

- Non-lieu validé pour le naufrage du Bugaled Breizh - Reuters

La Cour de cassation a validé mardi le non-lieu prononcé dans le dossier du naufrage du chalutier breton Bugaled Breizh au large des côtes britanniques, qui avait fait cinq morts en janvier 2004. Elle a suivi les réquisitions du ministère public... Reuters 21.06

[Xénophobie et propagande de guerre.](#)

Russie

- Athlétisme: le drapeau russe interdit de JO - arretsurinfo.ch
- Euro 2016 : le Pays de Galles humilie la Russie - LeMonde.fr
- Ukraine: la pilote Savtchenko dénonce à Strasbourg la "traîtrise" de Moscou - AFP

La pilote militaire et députée ukrainienne Nadia Savtchenko, libérée en mai après deux ans de détention en Russie, a dénoncé lundi, devant ses homologues parlementaires du Conseil de l'Europe réunis à Strasbourg, la "traîtrise" de Moscou dans le conflit ukrainien. AFP

-«C'est qui ce joueur?» : en Russie, les naturalisations font débat - Slate.fr

-Être supporter de foot en Russie, une certaine idée de l'enfer - Slate.fr

Quand la police anti-émeutes, le racisme, le manque de moyens et les cocktails Molotov sont monnaie courante à chaque match, est-il si étonnant que le comportement des hooligans russes en France soit si violent? Il existe un mot particulier, en russe, pour désigner cette odeur d'alcool qu'exhale... Slate.fr 21.06

- L'utilisation d'armes à sous-munitions en Syrie trahie par la télévision russe - LeMonde.fr

Venezuela

- L'opposition vénézuélienne mobilise contre Nicolas Maduro - Reuters

- Le Venezuela au bord de la faillite et de la pénurie - Francetv info

Le Venezuela, qui abrite les premières réserves de pétrole de la planète, est le théâtre depuis plusieurs semaines d'émeutes de la faim avec des files d'attentes qui s'allongent. Francetv info

Leur vieux monde hideux, cruel, monstrueux

- Plus de 65 millions de personnes ont été déplacées en 2015, un nouveau record mondial - Francetv info

Depuis 2011, le nombre de personnes ayant fui leur pays en raison des guerres et des persécutions augmente chaque année.

Par rapport à 2014, la hausse est de 9,7%. Et depuis 2011, date du début du conflit syrien, ce chiffre ne cesse d'augmenter, selon ce dernier rapport statistique annuel. Parmi les 65,3 millions de déracinés dans le monde, 21,3 millions sont des réfugiés ayant quitté leur pays et 40,8 millions – un chiffre record – sont des "déplacés internes" qui sont partis de leur foyer sans quitter le pays. Les 3,2 millions restants sont des demandeurs d'asile dans les pays industrialisés. Francetv info 20.06

J'hésite à demander l'asile à la France, non, c'est une blague, on me le refuserait !

Bienvenue en oligarchie.

- L'Europe se tire des balles dans le pied, les Européens y croient encore

Malgré l'ampleur et l'évidence des défauts de l'Union européenne, je continue de croire à une Europe plus forte. Et je ne suis pas le seul. Europhile... Slate.fr

- Pourquoi Donald Trump attire tant de fans violemment antisémites - Slate.fr

- Voici l'explication la plus drôle que vous verrez sur les conséquences du Brexit

Elle est signée de l'humoriste anglais John Oliver. Il compare notamment l'Union européenne à Gérard Depardieu. Slate.fr

- MSF lance une websérie satirique pour dénoncer la politique migratoire de l'Europe

À l'occasion de la journée des réfugiés, l'ONG Médecins sans frontières a lancé lundi 20 juin une campagne sur son site afin de dénoncer la politique migratoire européenne mais aussi pour sensibiliser l'opinion publique sur sort des migrants. LeFigaro.fr

- Réfugiés : et si on cohabitait ?

Nous publions ce reportage d'une étudiante en journalisme, primé par le prix HCR- « Le Monde » 2016. LeMonde.fr

- L'expo sur les migrants qui passionne les jeunes

Une cinquantaine de photos de réfugiés en pied, le regard direct : l'exposition « I AM with them », à l'Institut du monde arabe, fait le buzz chez les moins de 25 ans. Au point d'être prolongée jusqu'au 24 juillet. LeMonde.fr

- Bac : « Le ramadan est un challenge supplémentaire »

Les écrits du bac tombent en même temps que le mois de jeûne du ramadan. Des candidats qui ont fait le choix de vivre leurs traditions tout en passant les épreuves témoignent. LeMonde.fr

- Une majorité d'articles sont partagés sur les réseaux sociaux sans même être lus

«Les gens se forment une opinion basée sur un résumé, ou un résumé de résumés». Ils sont 46.000 à n'avoir rien vu venir... Slate.fr

- Oubliez le yoga et la méditation, le must, c'est le câlineur professionnel

Ses expériences tactiles consensuelles se développent depuis une dizaine d'années aux États-Unis. Les câlineurs professionnels ont la côte. The New York Times consacre un article à ces nouveaux praticiens qui gagnent leur vie en faisant des câlins et des chatouilles. Slate.fr

- Paris montre à Orlando comment survivre à la tragédie - Slate.fr

- « Chez moi » : le très beau texte d'un journaliste sur la nuit gay

Nous avons lu et aimé ce texte publié sur Medium de Philippe Corbé, correspondant aux États-Unis pour RTL, qui a tourné tout le week-end sur les réseaux sociaux. Nous l'avons aimé car il dit très simplement l'essence profonde des lieux auxquels s'est attaqué l'État islamique dans la nuit du 11 au 12 juin Rue89

- Une lettre ouverte accuse Twitter « d'inaction » face aux messages homophobes

Jean-Luc Romero-Michel, président de l'association Elus locaux contre le sida, et Jérôme Beaugé, président de l'Inter-LGBT, fustigent le « silence » de la direction du réseau social. LeMonde.fr

- Comprendre les sondages sur le harcèlement et les violences sexuelles

Selon une étude, 87 % de femmes ont déjà été victimes de harcèlement dans les transports publics. Mais la méthodologie de l'enquête pose question. LeMonde.fr

- On sait (enfin) pourquoi les règles peuvent être si douloureuses

Derrière les inflammations aiguës, la protéine C réactive. La revue Journal of Women's Health vient de publier les résultats d'une recherche qui ne manquera pas d'intéresser toutes les personnes dont le PMS (syndrome prémenstruel en français) est infiniment douloureux. Slate.fr

- Les parents ne doivent surtout pas commenter le poids de leur fille

C'est de là que viennent les complexes. «T'as pas un peu grossi?», «Tu es sûre de vouloir reprendre du dessert?», «Tu devrais faire attention, non?»... Slate.fr

- L'épisode le plus violent de «Game of Thrones» était aussi le plus beau

L'épisode 9 de la saison 6 a un dénouement facile, mais il réinvente la façon de filmer une guerre médiévale. Slate.fr

- Comment les acteurs et les actrices de «Game of Thrones» apprennent la mort de leur personnage

C'est tout un rituel. Attention, cet article est rempli de spoilers, y compris sur l'épisode 9 de la saison 6. C'était un épisode que tout le monde attendait. «La bataille des bâtards» a offert au public de Game of Thrones le moment qu'il attendait depuis plus de deux mois... Slate.fr

- Avec Netflix, laissez-vous initier au Manzai, cet art humoristique japonais

La plateforme de SVOD a mis en ligne l'ambitieuse série «Hibana: Spark». Une parfaite introduction à un certain type d'humour verbal codifié à l'extrême qu'a longtemps pratiqué Takeshi Kitano. Slate.fr

- Pour économiser la batterie de votre ordinateur, vous devriez utiliser ce navigateur

Selon un test de Microsoft, Microsoft Edge est le meilleur. Slate.fr

- À São Paulo, la pizza au feu de bois est décriée: elle pollue beaucoup trop

Même s'ils polluent bien moins que les voitures, les fours à bois sont une source d'émission de particules fines à ne pas négliger dans la plus grande ville du Brésil. Slate.fr

- «C'est qui ce joueur?» : en Russie, les naturalisations font débat - Slate.fr

- Être supporter de foot en Russie, une certaine idée de l'enfer

Quand la police anti-émeutes, le racisme, le manque de moyens et les cocktails Molotov sont monnaie courante à chaque match, est-il si étonnant que le comportement des hooligans russes en France soit si violent? Il existe un mot particulier, en russe, pour désigner cette odeur d'alcool qu'exhale... Slate.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[- L'UE étale ses divisions sur les sanctions contre Moscou - Reuters](#)

L'Union européenne a affiché lundi ses divisions sur la manière de mettre fin à son bras de fer avec la Russie sur la crise en Ukraine, la Grande-Bretagne appelant les pays membres à maintenir une position dure vis-à-vis de Moscou tandis que la Slovaquie jugeait intenable l'actuelle politique de sanctions.

A la veille du renouvellement pour six mois, jusqu'à la fin de l'année, des sanctions contre Moscou, la France a réaffirmé la position selon laquelle il ne pourra y avoir de changement dans le régime des sanctions contre Moscou tant que la Russie ne cessera pas de soutenir les séparatistes du Donbass, même si Paris souhaite également que les dirigeants de l'UE cherchent à se rapprocher du Kremlin.

La Slovaquie, qui s'apprête à prendre la présidence tournante de l'UE, a estimé que les Vingt-Huit ne pouvaient ignorer les pressions politiques auxquelles doivent faire face certains pays membres en faveur d'un assouplissement des relations avec la Russie, principal fournisseur de gaz de l'Europe. L'Italie, la Bulgarie et la Grèce ne cachent pas leur souhait de voir levées une partie des sanctions.

Le ministre slovaque des Affaires étrangères Miroslav Lajcak, dont le pays présidera l'UE de juillet à décembre, a évoqué "une demande croissante pour une discussion politique" sur les sanctions.

Une telle "discussion" masque simplement un allègement des mesures de rétorsion imposées depuis juillet 2014 à Moscou en réaction à l'annexion de la Crimée par la Russie, indique-t-on de sources diplomatiques.

Dimanche, dans une interview, le chef de la diplomatie allemande Frank-Walter Steinmeier a estimé que l'UE devrait lever progressivement les sanctions si des progrès importants sont enregistrés dans l'application des accords de paix de Minsk.

Mais la chancelière Angela Merkel a réaffirmé sa position selon laquelle les sanctions européennes envers la Russie ne pourront être levées que si les accords de Minsk sont pleinement respectés, a déclaré son porte-parole.

"Les sanctions seront levées une fois que la Russie aura rempli ses obligations", a déclaré le porte-parole Steffen Seibert lors d'une conférence de presse du gouvernement.

Cette annonce confirme la position prise par les pays du G7 le mois dernier.

Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, partage également ce point de vue. "Je pense qu'il ne faut pas lever les sanctions économiques tant que la Russie n'aura pas changé de comportement. Je crois qu'il y a un consensus sur la question dans l'Union européenne", a-t-il déclaré à Reuters lundi. Reuters 21.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Percée du M5S aux municipales en Italie, revers pour Renzi - Reuters

Quelque 8,6 millions de personnes, soit un cinquième de l'électorat, étaient concernées par ce second tour qui se déroulait dans les 126 communes où aucun candidat n'avait remporté plus de 50% des voix au premier tour, le 5 juin.

Le taux de participation est tombé à 50,5%. Il était d'environ 60% il y a deux semaines. Reuters 20.06

2- Turquie

2.1- Ahmet Ogras, tête de pont d'Ankara dans l'islam français - Liberation.fr

Discret, l'islam turc pèse d'un vrai poids en France. Dès 2017, ce proche de l'AKP pourrait devenir le président du Conseil français du culte musulman. Liberation.fr

2.2- A Istanbul, les journalistes s'inquiètent des atteintes à la liberté d'expression - lefigaro.fr

Les arrestations de personnalités qui luttent pour des médias libres se multiplient en Turquie. La répression est rude à l'encontre de toute voix critique à l'égard du président Recep Tayyip Erdogan. lefigaro.fr 21.06

2.3- Turquie : ces enfants syriens au travail, plutôt qu'à l'école - Francetv info

En Turquie, les ateliers clandestins grouillent d'enfants syriens privés d'éducation, obligés de subvenir aux besoins de leur famille. Francetv info

3- Afrique du Sud

- Afrique du Sud : violentes manifestations à Pretoria avant les municipales - LeMonde.fr

Des incidents ont éclaté dans la capitale sud-africaine, Pretoria, lundi 20 et mardi 21 juin après l'annonce de la nomination d'un candidat à la mairie pour les municipales d'août. Une vingtaine de véhicules ont été incendiés et des routes bloquées par des pierres et des pneus en feu.

Des habitants de Tshwane, la municipalité qui englobe Pretoria, sont descendus dans la rue pour dénoncer la décision du parti au pouvoir, le Congrès national africain (ANC), de parachuter Thoko Didiza comme candidate à la mairie, au lieu de reconduire l'édile sortant, Kgosietsso Ramokgopa.

Dix-neuf bus ont été incendiés lundi soir à Mamelodi, le plus grand township de Tshwane, selon le ministère des transports. Mardi, au moins un bus et un camion ont été également brûlés dans le township d'Atteridgeville.

Lors d'une conférence de presse, la ministre de la défense, Nosiviwe Mapisa-Nqakula, a dénoncé, dans des termes forts, ces actes de violence. « Il s'agit de la capitale et nous n'allons pas laisser des anarchistes, des hooligans et des gangsters (...) la transformer en zone d'anarchie », a-t-elle déclaré, ajoutant que pour l'heure l'armée n'avait pas été déployée. La police a toutefois procédé à « plusieurs arrestations » et des suspects seront déférés « peut-être dès mercredi » devant la justice, a-t-elle précisé.

L'ANC contrôle la vie politique sud-africaine depuis la chute officielle du régime ségrégationniste d'apartheid en 1994. Mais le parti de Nelson Mandela pourrait connaître des déconvenues lors des municipales, alors que le président Jacob Zuma, leader de l'ANC, accumule les déboires.

Selon un sondage réalisé la semaine dernière par Ipsos South Africa, les élections seront particulièrement serrées dans plusieurs grandes métropoles du pays. Dans cette étude d'opinion, le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique, qui détient déjà la ville du Cap, devance l'ANC à Port Elizabeth (sud-est) et à Pretoria, et talonne le parti au pouvoir à Johannesburg. LeMonde.fr 21.06

4- Israël

4.1- Assassinat ordinaire

- Un Palestinien tué dans un incident lié aux lanceurs de pierres - euronews.com

Un adolescent palestinien de 15 ans a été tué par balle par des soldats israéliens qui semblent l'avoir confondu avec un lanceur de pierres et d'engins incendiaires. L'incident a eu mardi à l'aube et quatre autres adolescents, dont deux frères de la victime décédée, ont également été blessés. euronews.com

4.2- Ils l'assument. Mossad et SS, même combat.

- Comment le protégé de Hitler a commencé à travailler pour le Mossad - lepoint.fr

La revue "Sang-froid" raconte l'incroyable histoire d'Otto Skorzeny, ancien militaire SS devenu agent des services de renseignements israéliens...

Après l'armistice, l'homme trouve refuge dans l'Espagne de Franco et devient un indispensable relais pour les nazis en fuite. Ses activités le conduisent à voyager un peu partout dans le monde, mais surtout en Égypte, où il conseille plusieurs dignitaires du régime du roi Farouk. Il y fait la connaissance de scientifiques allemands qui se sont mis au service de l'armée égyptienne et qui participent à un programme militaire top secret. L'information n'échappe pas au Mossad qui va répondre à la menace par des assassinats ciblés. En 1960, Otto Skorzeny, qui joue les entremetteurs des puissances arabes, est placé en tête de la liste des personnes à abattre. Il le restera jusqu'à l'été 1961.

Cette année-là, le Mossad change d'avis et se met en tête... de le recruter. Lui, l'ancien nazi, va devenir un agent secret à la botte d'Israël. Un soir, alors qu'Otto Skorzeny boit des verres avec son épouse, un couple les séduit. Elle, Anke, terriblement attirante, lui, Yosef, beau parleur. Les deux sont en réalité des espions. Otto et sa femme se laissent approcher et convient le couple à leur domicile pour une soirée libertine. Arrivé à son appartement, l'ancien militaire SS met en joue Yosef, lui indiquant qu'il l'avait démasqué. Les discussions commencent entre les deux hommes. Skorzeny affirme qu'il collaborera en échange d'une seule chose : que son nom soit rayé de la liste des criminels de guerre. « Je ne suis pas un criminel de guerre, dit-il, selon des propos rapportés par Sang-froid. [...] J'étais un simple soldat. »

S'ensuivra une rencontre avec l'état-major du Mossad, une visite du Yad Vashem (le mémorial dédié à la mémoire des millions de juifs victimes de l'Holocauste), et une longue et fructueuse collaboration. lepoint.fr 20.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

5- Mexique

- Mexique : une manifestation d'enseignants dégénère en heurts meurtriers - euronews.com

Six morts et plus d'une centaine de blessés, c'est le bilan de violents affrontements dans la ville Asunción Nochixtlán. Ils ont éclaté dimanche lors d'une manifestation de syndicats d'enseignants dans cette ville de l'État d'Oaxaca, dans le sud du Mexique. Ces derniers protestaient depuis plusieurs jours contre une réforme de l'éducation. Ils bloquaient une des principales routes de cette localité quand des centaines de policiers sont intervenues pour les déloger.

Selon la police fédérale, des individus armés se sont glissés parmi les manifestants et sont à l'origine des débordements. Ils auraient ouvert le feu à la fois contre les civils et les policiers. Mais les versions divergent, certains accusent la police d'avoir aussi tiré à balles réelles. Une cinquantaine de membres des forces de l'ordre ont été blessés, et autant de civils. 21 personnes ont été arrêtées. euronews.com 20.06

ECONOMIE

1- Concentration du capital (fusions-acquisitions).

- «En 2015, une forte reconfiguration de la structure capitaliste des multinationales» - libération.fr

Les investissements directs étrangers ont augmenté de 38% l'an dernier dans le monde, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

A en croire la Conférence des nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), l'optimisation fiscale se porte à merveille. Certes, les fusions-acquisitions ont battu un record en 2015 atteignant 721 milliards de dollars, contre 432 milliards en 2014, indique le rapport de la Cnuced sur l'investissement dans le monde. Mais cette envolée, qui explique un net rebond des IDE (Investissements directs étrangers) dans le monde en 2015, répond également à des logiques d'optimisation fiscale, visant à réduire le montant des impôts en localisant le siège dans un pays à fiscalité réduite. Entretien avec Astrit Soulstarova, l'un des rédacteurs du rapport rendu public ce mardi par l'antenne onusienne.

Que ce soit la Banque mondiale, le FMI ou encore l'OCDE, tout le monde révisé à la baisse la croissance économique mondiale. Mais à la Cnuced vous mettez en évidence une forte hausse des investissements directs étrangers au niveau mondiale en 2015. Comment expliquez-vous cette distorsion?

Le rapport 2016 sur les investissements directs étrangers présente en effet ce qui peut ressembler, a priori à une bizarrerie puisque le niveau des investissements directs étrangers est sans relation apparente avec l'état de la conjoncture économique mondiale. Nous montrons dans notre dernier rapport que les investissements directs étrangers se sont élevés à quelque 1 800 milliards de dollars en 2015 (1 590 milliards d'euros). Comparée à l'année précédente, les IDE ont donc progressé de 38% en 2015. Mais il faut nuancer la portée d'une telle croissance. Le mariage entre les géants du ciment, le français Lafarge et le suisse Holcim ou encore l'union des deux chimistes américains DuPont et DoxChemical... Les fusions acquisitions ont battu un record en 2015. En fait, nous avons assisté, en 2015, à une forte reconfiguration de la structure capitalistique des multinationales. Ce sont ces opérations capitalistiques qui expliquent en grande partie cette envolée apparente des IDE.

De quoi s'agit-il?

Nous avons vu, par exemple, de nombreuses multinationales américaines acquérir des entreprises en Irlande dans un premier temps. Elles achètent pour ensuite adopter un schéma de plus en plus classique. En clair, ces entreprises américaines ou encore européennes, domicilient ensuite leur maison mère en Irlande, alors qu'elles étaient localisées jusqu'ici aux Etats-Unis. Nous voyons que des circuits d'optimisation fiscale passent de plus en plus par l'Europe. D'ailleurs, les Pays-Bas ou encore le Luxembourg sont eux aussi, à l'instar de l'Irlande des havres de paix pour de nouvelles sociétés holding. Mais tout le monde a compris que ces mêmes multinationales n'ont pas délocalisé leur production. Il suffit ensuite de faire remonter les profits par des opérations intragroupe des filiales de production aux sociétés holding. Ce mouvement s'est fortement accéléré en 2015 par rapport à 2014. Sur les 1 800 milliards de dollars d'IDE qui ont circulé à travers le monde en 2015, près de 300 milliards s'expliquent par ces opérations d'acquisitions d'entreprises à l'étranger ou encore de créations de nouvelles sociétés holding dont le seul but est de faire de l'optimisation fiscale.

Et ce sont les pays développés qui en ont profité le plus ?

Oui. Mais en réalité, les IDE productifs ne se sont pas élevés à 1800 milliards mais plutôt à 1300 milliards de dollars (1 155 milliards d'euros). La progression mondiale des IDE est donc de 15% en 2015 par rapport à 2014. Qu'en est-il des pays émergents?

Hongkong, la Chine, Singapour, l'Inde et la plupart des autres pays de l'Asie émergente ont continué à connaître une forte progression des entrées d'IDE. Par contre, les pays d'Amérique latine enregistrent un recul. Ainsi, le Brésil qui est confronté à une grave crise économique et politique, n'a attiré que 65 milliards de dollars d'IDE en 2015 contre 73 en 2014. Mais il faut noter que 10 pays émergents figurent désormais dans les 20 premiers pays qui attirent le plus d'investissements étrangers au niveau mondial. Plus globalement, la part des pays en développement dans le total des IDE est de 45%, ce qui marque un recul par rapport aux années précédentes. Le reste, soit 55% va du côté des pays industrialisés. Mais encore une fois, cette répartition s'explique par une intensification de la recomposition capitalistique des multinationales. La seule raison d'être de ces flux à destination des pays industrialisés à faible fiscalité est de payer le moins d'impôts possible.

Comment ces investissements ont-ils affecté les pays producteurs de matières premières?

On parle ici des pays qui sont dans la catégorie des pays en développement ou encore des pays les moins avancés. Dans un contexte de croissance économique mondiale atone, ces pays ont tous souffert des programmes de réduction des investissements de firmes multinationales qui travaillent à l'extraction de leurs matières premières. Pour donner un ordre de grandeur, le poids de ces entreprises qui travaillent dans le secteur du pétrole, du gaz, des minerais et autres matières premières ne représente qu'à peine plus de 10% du total des investissements productifs dans les pays industrialisés. Par contre, la part des investissements de ces mêmes entreprises dans la plupart des pays riches en matières premières, notamment l'Afrique, est sensiblement supérieure. Et ce sont justement ces pays qui ont besoin de ces investissements source de croissance, de rentrées fiscales et donc de dépenses publiques. liberation.fr 21.06

2- Chine

- Les Chinois font un grand bond en avant dans les fusions-acquisitions - latribune.fr

Selon des données publiées ce lundi 20 juin par Thomson Reuters, les entreprises et investisseurs chinois ont acquis pour

111,6 milliards de dollars de sociétés étrangères, depuis le 1er janvier. Un montant qui correspond à celui réalisé sur... l'ensemble de l'année 2015.

C'est un euphémisme de dire que les Chinois sont des interlocuteurs avec lesquels le monde des fusions-acquisitions doit désormais compter. Selon des données publiées ce lundi 20 juin par Thomson Reuters, les entreprises et investisseurs chinois ont acquis pour 111,6 milliards de dollars (98,5 milliards d'euros) de sociétés étrangères, depuis le 1er janvier. Un montant qui correspond à celui réalisé sur... l'ensemble de l'année 2015. Il faut dire que la mainmise de ChemChina sur Syngenta a pesé lourd dans cette performance du premier semestre 2016 : l'entreprise publique chinoise a déboursé 43 milliards de dollars afin de s'emparer du groupe suisse, numéro un mondial des pesticides. Jamais un acquéreur chinois n'avait aligné une telle somme pour remporter une entreprise étrangère.

Mais l'importance de cette transaction ne doit pas masquer une dynamique à l'œuvre dans bien d'autres secteurs d'activité, depuis le début de l'année. A commencer par l'hôtellerie, avec la montée régulière de Jin Jiang au capital d'AccorHotels : passé d'un peu plus de 5% du capital au mois de janvier à plus de 15% aujourd'hui, le poids lourd chinois de l'hôtellerie est ainsi devenu ni plus ni moins que le premier actionnaire du groupe français. A quoi s'ajoutent les infrastructures, le port du Pirée étant devenu la propriété du transporteur maritime chinois Cosco, mais également le prêt-à-porter, avec le passage des marques Sandro, Maje et Claudie Pierlot dans le giron du groupe de textile Shandong Ruyi Technology Group, ou encore le football, l'Inter de Milan étant récemment passé sous la coupe du distributeur de produits électroniques Suning.

Volonté de diversification face à une économie domestique qui ralentit

Autant de cibles qui montrent un intérêt particulier de la Chine pour le Vieux Continent. De fait, entre le 1er janvier et le 7 juin, les acquéreurs asiatiques, et principalement les Chinois, ont dépensé un total de 79 milliards d'euros en acquisitions de sociétés européennes, un montant en hausse de 65% par rapport à la même période de l'an dernier, d'après des chiffres de BNP Paribas. Certes, leurs rachats d'entreprises américaines ont doublé dans le même intervalle, mais pour atteindre 49 milliards d'euros "seulement".

« Les investissements chinois en Europe sont l'une des grandes tendances du moment, sur le marché des fusions-acquisitions. Les investisseurs chinois veulent diversifier leurs placements, face à une économie domestique qui ralentit [la croissance chinoise est tombée en 2015 à son plus bas niveau des 25 dernières années, à 6,9% ; Ndlr], et importer des savoir-faire technologiques », a expliqué Sophie Javary, responsable de l'activité de « corporate finance » pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient chez BNP Paribas, lors d'une conférence de presse, le 7 juin.

La banque conseille d'ailleurs la compagnie aérienne Air-France KLM dans le cadre de la cession de sa filiale de restauration Servair, valorisée 475 millions d'euros, au conglomérat chinois HNA. Pour Sophie Javary, pas de doute, cette propension des acquéreurs chinois à faire leurs emplettes en Europe "est là pour durer". "Ils font montre d'une professionnalisation croissante et d'une grande capacité à financer les deals, à tel point qu'il sont souvent les mieux-disants", explicite la responsable du "corporate finance" Europe chez BNP Paribas. Sans oublier l'importance des synergies de revenus que peut représenter l'ouverture du marché chinois pour un groupe européen.

Un appétit qui inquiète jusqu'au plus haut niveau des Etats

Mais cet appétit des acquéreurs chinois pour les entreprises du Vieux Continent n'est pas sans susciter des inquiétudes au plus haut niveau. Surtout quand l'ombre de l'Etat chinois plane derrière les prétendants en provenance de l'Empire du Milieu, comme c'est le cas avec Jin Jiang, contrôlé par la mairie de Shanghai. « Accor a des actionnaires chinois car son développement se fait également en Asie. Mais je suis très attentif à ce que le capital de ce grand groupe à taille mondiale reste diversifié », a ainsi déclaré le président de la République, François Hollande, dans les colonnes de La Voix du Nord, le 7 juin.

Trois jours plus tard, c'est Sigmar Gabriel, ministre allemand de l'économie et vice-chancelier du gouvernement d'Angela Merkel, qui s'est ému du projet de rachat de Kuka, l'un des fleurons de la robotique allemande, par le géant chinois de l'électroménager Midea. Dans une tribune publiée par l'hebdomadaire Wirtschaftswoche du 10 juin, Sigmar Gabriel invite ses homologues européens à envisager l'instauration de barrages à des rachats d'entreprises européennes par des acteurs non européens, lorsque les cibles appartiennent à des industries "portant les germes de la prospérité et de la création de valeur de demain".

Au-delà de cette levée de boucliers, une autre raison pourrait diminuer l'appétit des Chinois pour les entreprises étrangères au cours des prochains mois. A savoir la volonté de Pékin de freiner l'érosion des réserves de change du pays, lesquelles ont chuté de près de 513 milliards de dollars l'an dernier. Ces sorties de capitaux mettent en effet le yuan sous pression. China International Capital Corp, la plus importante banque d'affaires de Chine, s'attend donc à ce que les rachats d'entreprises étrangères par des acquéreurs chinois n'excèdent pas 150 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année 2016. Ce qui représenterait tout de même un bond de 34,5% par rapport à 2015. latribune.fr 20.06

Haut de page ↗

Le 23 juin 2016

CAUSERIE

« Segui il tuo corso, e lascia dir le genti ! » - (Poursuis ton chemin, et laisse dire les gens !)

Karl Marx, Préface de la première édition du Capital, 25 juillet 1867.

Capitulation en rase campagne.

Brexit. La gauche n'était qu'une posture... réactionnaire

Le réalisateur Ken Loach, récemment couronné de la Palme d'Or à Cannes, s'est résolu à voter pour mais sans grand enthousiasme. "L'Union européenne actuelle est un projet néolibéral. Mais si nous sortons, alors nous serons confrontés à un gouvernement très à droite. Donc, ma position comme celle de nombreuses personnes de gauche, est que nous allons voter pour rester mais en ayant une attitude très critique vis-à-vis de l'UE." Huffington Post 22.06

Ken Loach est la coqueluche du NPA...

La situation qui s'est développée ces dernières années est cruelle et doit être un véritable cauchemar pour des centaines de milliers de militants ou davantage encore qui se disaient de gauche ou d'extrême gauche et qui réalisent qu'ils ont été manipulés ou se sont laissés manipuler, parce qu'ils ignoraient ce que signifiait réellement être de gauche au point de ménager ou soutenir le PS. Au même titre que les adhérents du PS ils pourraient se voir traiter de réactionnaires, ce qui n'est pas franchement agréable ou enviable, disons que cela fait réfléchir... en principe.

Mais ce n'est pas certain, car ils pourront toujours justifier leur attitude ou se donner bonne conscience, s'ils ne réalisent pas que le PS n'avait jamais changé au cours du siècle écoulé. Dans ce domaine, il y a tout lieu de ne pas tirer de conclusions hâtives sous peine de se faire des illusions. Leur ignorance ne concernait pas seulement le rôle et la nature du PS, elle s'appliquait au processus historique dans lequel s'inscrivaient le développement du capitalisme et la crise qui le rongait auxquels ils n'ont manifestement rien compris ou pas grand chose, un simple constat. Cette ignorance devait déteindre sur l'interprétation qu'ils faisaient de leur condition en fonction de leur statut social et les satisfactions qu'ils en tiraient, aussi leur est-il difficile de se passer de l'un sans se séparer de l'autre.

En gros, la critique de la société actuelle et particulièrement de ses méfaits ou tares ne vaut pas grand chose ou n'avance à rien, si on ne remonte pas à leurs origines. C'est ce processus qui constitue le meilleur enseignement, dès lors qu'on se débarrasse de tout a priori ou qu'on fait abstraction de sa condition, cependant il est extrêmement rare que des militants parviennent à le conduire jusqu'au bout. Comme disait Marx dans la préface du Capital, cela suppose qu'on veuille "*apprendre quelque chose de neuf et par conséquent aussi penser par eux-mêmes*". (Hier soir on a subi une longue coupure de courant, et comme Selvi ma compagne regardait un film tamoul dans l'autre pièce, pour économiser les batteries j'ai éteint l'ordinateur et j'ai fait un peu de lecture avant d'aller me coucher, j'ai relu le passage sur la force de travail et la formation de la plus-value, voilà, vous savez tout !)

C'est « catégorique » : Pas question d'aller à l'affrontement avec les représentants du régime.

POID - Les syndicats d'Ile-de-France ont réaffirmé leur refus « catégorique » de substituer au défilé un « rassemblement statique »... 21.06

- le ministère de l'Intérieur a proposé un parcours quasi-statique autour de la place de la Bastille, que les syndicats ont accepté. (huffingtonpost.fr 22.06)

LO - Après avoir tenté de forcer les directions syndicales à annuler leur appel à manifester, après avoir proclamé qu'il ne tolérerait pas la manifestation syndicale appelée le 23 juin à Paris, le gouvernement a dû finir par l'autoriser, bien que sur un parcours réduit. Nathalie Arthaud 22.06

PCF - ... le gouvernement vient d'autoriser celle-ci sur un parcours négocié avec les organisations syndicales.

C'est une victoire de la mobilisation et de la détermination des démocrates à faire respecter les libertés publiques fondamentales. 22.06

Sans rire, Mailly qui ne craint pas le ridicule a osé déclarer que c'était une "victoire pour les syndicats et la démocratie", pourquoi

pas pour le socialisme pendant qu'il y était ! Et ce ne sont pas les vendus de gauche et d'extrême gauche qui le contrediront.

Au pas.

Certains chroniqueurs évoquent en ironisant un parcours "hermétisé", "semi-statique", "quasi-statique", et qui sera pour le coup quasiment statique si la surface prévue s'avèrerait trop restreinte pour contenir la totalité des manifestants qui seraient condamnés à faire du sur-place, à moins que pour se dégourdir un peu les jambes ils fassent au pas ou à la queue leu leu le tour du bassin de l'Arsenal en dansant la farandole.

Je ne me moque des manifestants en général, uniquement de ceux qui ménageront Martinez et Mailly

- Manifestation du 23 juin contre la loi travail : un parcours de moins de deux kilomètres - lemonde.fr

Interdite, la manifestation contre la loi travail prévue jeudi 23 juin à l'appel des syndicats se tiendra finalement dans un espace des plus réduits.

Après une matinée de tensions, un accord a été trouvé in extremis, qui permet à chacun de « sauver la face » : les syndicats refusaient en effet l'idée d'un « rassemblement statique » (c'est-à-dire sans parcours) proposé par la préfecture. Ils auront donc la possibilité de défiler dans un parcours très réduit, 1,8 km au total, consistant en une boucle autour du bassin de l'Arsenal qui jouxte la place de la Bastille, dans le 11e arrondissement de Paris.

Un marcheur isolé met, selon Google, une vingtaine de minutes à effectuer ce tour, dont on peut se demander, vu sa taille, s'il ne présente pas de risques en cas d'afflux important de manifestants.

On peut calculer approximativement la surface attribuée à ce parcours : environ 32 500 m² pour la place de la Bastille, environ 20 000 pour le boulevard éponyme, et la même chose pour le boulevard Bourdon de l'autre côté du Bassin. Au total, 72 000 m² environ.

Si l'on s'en tient aux chiffres policiers, 75 000 manifestants ont défilé à Paris le 14 juin. Or, leur parcours faisait environ 300 000 m², soit une surface quatre fois plus importante ! Si les images montrent un cortège où l'on circulait sans problème, il paraît difficile d'envisager que le même nombre de manifestants ne soit pas « tassé » à raison de moins de 1 m² par personne. lemonde.fr 22.06

- Volte-face du gouvernement: la manifestation interdite puis autorisée à Paris - AFP

Le gouvernement a fait volte-face mercredi en autorisant finalement, juste après l'avoir interdite, une manifestation organisée par les syndicats opposés à la loi travail, jeudi à Paris, sur un parcours court qui fera l'objet de mesures de sécurité renforcées.

La manifestation se déroulera "sur un parcours proposé par le ministre de l'Intérieur", une boucle de 1,6 km autour du bassin de l'Arsenal, près de la place de la Bastille, a annoncé mercredi l'intersyndicale (CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL et Fidl).

La décision a été qualifiée de "victoire pour les syndicats et la démocratie" par les secrétaires généraux de la CGT, Philippe Martinez, et de FO, Jean-Claude Mailly, qui s'étaient entretenus dans la matinée avec le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve.

Elle a suscité un tweet ironique du cofondateur du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon: "La manif officiellement interdite est officiellement autorisée à tourner en rond de façon statique. Valls obtus et confus."

Jeudi, plus de 2.000 policiers seront mobilisés sur la manifestation, pour laquelle des mesures d'"interdiction de paraître" ont été prises contre une centaine de personnes. Un "pré-filtrage" sera mis en place pour éviter notamment que des projectiles soient introduits.

"On va tout faire pour que les choses se passent bien", a déclaré Jean-Claude Mailly mercredi soir sur BFM, indiquant que "FO renforce demain à nouveau son service d'ordre" et "la CGT aussi".

Si les secrétaires généraux de la CGT, Philippe Martinez, et de FO, Jean-Claude Mailly ont qualifié la décision de "victoire pour les syndicats et la démocratie", le parcours suscite néanmoins l'ironie de nombreux observateurs.

Lors de la conférence de presse donné par les syndicats à la veille du 23 juin, Jean-Claude Mailly a montré un étrange sens de la répartie. Face à une journaliste jugeant que le tracé (très court) du parcours prouve qu'il s'agit d'une manifestation statique, le secrétaire général de Force Ouvrière a rétorqué "Ah bon? Demandez à un unijambiste, vous verrez si c'est statique!"

"Nous poursuivrons ce texte (...) et nous le ferons adopter parce qu'il en va de l'intérêt du pays", a assuré le chef du gouvernement lors d'une séance de questions à l'Assemblée. AFP, Reuters, huffingtonpost.fr 22.06

- Manifestation contre la loi travail : les dessous d'un cafouillage gouvernemental - lepoint.fr

Bernard Cazeneuve avait trouvé la solution d'un compromis dès mardi soir. Mais Valls ne voulait pas en entendre parler. Et Hollande a laissé flotter...

Manuel Valls ne décolère pas. L'interdiction de la manif parisienne, c'était son idée. Il a été une nouvelle fois désavoué par François Hollande... En fait, Bernard Cazeneuve avait, quant à lui, trouvé une solution dès mardi soir avec la CGT et FO : un tracé de 500 mètres décidé par ses services de manière à assurer un maximum de protection aux biens et aux personnes et à mettre la manifestation contre la loi travail à l'abri des casseurs. Mais les leaders syndicaux s'arc-boutent encore sur un défilé de République à Bastille.

Le Premier ministre prend donc sur lui l'interdiction de la manifestation puisque ni la CGT ni FO n'acceptent la manifestation statique. Prévenu mardi soir, François Hollande se tient à distance et laisse faire le gouvernement. Il campe sur une position ambivalente : si la protection des biens et des personnes ne peut être assurée, alors l'interdiction de manifester se justifie. En somme, il donne alors le sentiment de soutenir son Premier ministre mais à condition qu'il soit démontré qu'on ne peut assurer l'ordre public autrement que par l'interdiction. On ne se méfie jamais assez des "petites clauses" de réserve du président.

En tout cas, Valls croit tenir une position ferme. C'est mal connaître le jésuitisme présidentiel. Quand, ce matin, le ministre de l'Intérieur annonce l'interdiction, c'est la bronca ! Et voilà que la CFDT se mêle au concert des critiques. La réunification du front syndical devient rapidement très problématique. Cazeneuve ressort sa solution de la veille : une manif sur un mini-parcours contrôlé. Hollande donne son feu vert. Le ministre de l'Intérieur reçoit dans la matinée Philippe Martinez de la CGT et Jean-Claude Mailly, le leader de FO, lequel, à la sortie du rendez-vous, laisse filtrer son sentiment : "Nous ne sommes ni optimistes, ni pessimistes. On est zen, j'aimerais qu'à Matignon ils le soient autant." Ils viennent d'accepter la solution du ministre de l'Intérieur.

Ce qui est terrifiant dans cette volte-face, c'est que le pouvoir ne semble pas apprendre de ses nombreuses erreurs passées du même acabit. Un "stop and go" quasiment permanent qui donne l'impression qu'il n'y a pas de pilote dans l'avion. On annonce une décision qu'on retire deux heures plus tard. La France qui attend de l'ordre ne s'y retrouve pas ; la France qui manifeste est confortée dans l'idée qu'une décision s'arrache sous la pression... Et, au passage, dégât collatéral : le Premier ministre est discrédité comme il le fut à l'époque de la déchéance de la nationalité, qu'il a soutenue sans mesure, comme sur la première version de la loi travail avant que Hollande et la CFDT s'accordent sur un compromis...

"Le tandem Hollande-Valls est à bout de souffle, constate, navré, un député PS. Le Premier ministre est tendu comme un arc. Il prend toutes les questions que nous lui posons en réunion de groupe comme un attentat terroriste. Il serait temps qu'il parte et qu'à Matignon, Hollande nous mette un Cazeneuve, plus rond, plus calme." Voilà qui ne devrait pas arranger l'humeur du Premier ministre... lepoint.fr 22.06

Mimétisme.

- Philadelphie, première grande ville américaine à taxer les sodas - yahoo.fr 17.06

- Des députés veulent surtaxer les sodas - AFP 22.06

Des députés ont proposé mercredi de surtaxer les boissons sucrées pour compenser la suppression d'autres petites taxes sur les produits agroalimentaires, au nom de la "simplification" de la fiscalité mais aussi pour des raisons de santé publique. AFP 22.06

Inculture politique. Et dire qu'il ne le savait pas...

- PSplusjamais.fr : « Le but de ce site, c'est qu'on n'oublie pas » - rue89.nouvelobs.com

Au téléphone, le trentenaire « clairement militant associatif » ne décolère pas. Lundi, il a lancé le site internet « PS : plus jamais ! », où il invite les électeurs de gauche déçus à expliquer pourquoi ils ne voteront plus pour le Parti socialiste « aux premiers, comme aux seconds tours ».

Ce site est « une réaction d'ulcération, d'exaspération après des mois d'incompréhension », nous explique son créateur, ingénieur en informatique, qui nous a demandé pour l'occasion de le prénommer « Pierre-Sacha ».

Lui se décrit comme un militant passé par le Nouveau Parti Anti-capitaliste, puis par le Front de gauche.

« Mais je ne suis plus encarté depuis 2012 et je ne suis pas syndiqué. »

Il explique néanmoins avoir « toujours voté PS, par réalisme, au second tour ». rue89.nouvelobs.com 22.06

On sait ce qu'il advient de tous ces petits bourgeois, ulcérés, exaspérés, indignés, etc. qui ne vont jamais au bout de leurs analyses, c'est bien pourquoi Le Nouveles Obs lui offre gracieusement cette tribune...

Vous penserez peut-être qu'il peut encore évoluer... On ne va pas attendre qu'ils évoluent tandis que des millions de travailleurs ont déjà réalisés ce constat depuis belle lurette ou que le PS était un parti pourri de droite, c'est vers eux qu'il faut se tourner.

[A vau-l'eau ou la réaction sur toute la ligne.](#)

- Le Conseil de l'Europe renonce à sanctionner Ankara - Reuters

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a dénoncé mercredi les violations des droits de l'Homme et de l'Etat de droit en Turquie, jugées contraires aux principes de l'organisation, tout en renonçant à sanctionner Ankara. Reuters 22.06

- La justice américaine invalide la réglementation de la fracturation hydraulique édictée par Obama
- LeMonde.fr

Un juge fédéral du Wyoming a invalidé, mercredi 22 juin, la série de mesures édictées il y a un peu plus d'un an par l'administration Obama pour réguler la fracturation hydraulique sur les terrains publics. Cette technique de forage notamment utilisée dans l'extraction du gaz et du pétrole de schiste, fait l'objet de vives critiques de la part des organisations de protection de l'environnement.

Le juge considère que « le Congrès n'a pas délégué au département de l'intérieur [l'administration qui gère les ressources naturelles] l'autorité pour réguler la fracturation hydraulique », ajoutant que l'initiative du Bureau of Land Management (BLM), l'agence en chargée des terrains appartenant à l'Etat, s'apparente à « un abus d'autorité » et est « contraire à la loi ».

La fracturation hydraulique, qui consiste à fissurer la roche en injectant à très forte pression de l'eau, du sable et des produits chimiques pour y récupérer le pétrole et le gaz difficiles à extraire, suscite de plus en plus d'opposition aux Etats-Unis. « Il y a beaucoup de crainte et d'inquiétude de la part du public, particulièrement à propos de la sécurité de l'eau souterraine et de l'impact de ces opérations », avait affirmé Sally Jewell, la secrétaire à l'intérieur, en mars 2015, lorsque les mesures avaient été annoncées. Le BLM avait reçu auparavant plus de un million et demi de contributions de la part de particuliers et d'associations favorables à ces nouvelles règles.

Protection des secrets industriels

Celles-ci consistent à obliger les groupes pétroliers et gaziers à renforcer l'étanchéité de leurs puits et à tester systématiquement la qualité des parois en ciment censées empêcher la contamination des nappes phréatiques. Il est également demandé aux sociétés de fournir davantage d'informations concernant le stockage des fluides toxiques utilisés. Il est aussi question de sécuriser les eaux usées dans des réservoirs couverts, au lieu de les évacuer, comme c'est parfois le cas, dans des fosses creusées à même le sol. Enfin, les compagnies pétrolières étaient censées publier dans un délai de 30 jours quels produits chimiques elles injectent dans le sol pour permettre l'extraction.

Une question sensible pour les compagnies pétrolières, qui sont très jalouses de leurs secrets industriels. Ainsi, en 2015, en Caroline du Nord, Halliburton a fait un intense lobbying pour faire passer une loi, qui condamne toute personne qui divulguerait la liste des produits chimiques utilisés pour la fracturation hydraulique.

La remise en cause de ces mesures a été accueillie favorablement par le lobby pétrolier, qui avait porté plainte, bien que leur coût pour les compagnies reste relativement modeste. Le gouvernement l'avait évalué à 32 millions de dollars (29,5 millions d'euros) par an, soit à peine 1 % du coût d'exploitation moyen d'un puits. « La décision démontre que les Etats sont – et l'ont été pendant plus de 60 ans – les mieux placés pour réguler de façon sécurisée la fracturation hydraulique », estime Neal Kirby, un responsable de l'Independent Petroleum Association of America.

De son côté, Cynthia Lummis, la représentante républicaine du Wyoming, qui avait également porté plainte aux côtés de l'Utah et du Colorado, estime que c'est une victoire pour les droits des Etats fédérés : « Ces mesures savaient la régulation prudente et efficace que les Etats ont mis en place à propos de la fracturation hydraulique, comme c'est le cas au Wyoming. » Les mesures étaient censées concerner 11 % du gaz et 5 % du pétrole consommés aux Etats-Unis. L'immense majorité de l'extraction est effectuée en effet sur des espaces privés ou appartenant aux Etats fédérés, qui restent libres d'appliquer leurs propres règles.

Si le gouvernement peut encore faire appel de cette décision, il s'agit d'un nouveau revers pour Barack Obama, qui a tenté de prendre plusieurs initiatives en faveur de l'environnement, mais qui ont été remises en cause par les tribunaux. C'est notamment le cas d'une décision de l'Environmental Protection Agency qui veut mettre sous la protection fédérale plus de plans d'eau et de zones humides. Une initiative bloquée par une cour d'appel fédérale en octobre 2015. Par ailleurs, en février 2016, la Cour suprême a mis son veto temporaire à la limitation des émissions de CO2 générées par les centrales thermiques. LeMonde.fr 22.06

Leur modèle de société.

- SDF et affamés : une étude pointe la précarité de 50 000 étudiants californiens - LeMonde.fr

Sans domicile fixe et souvent affamés : c'est le misérable quotidien de près de 50 000 étudiants californiens effectuant leur cursus au sein du réseau universitaire public Cal State, le plus vaste et l'un des plus abordables des Etats-Unis. « Quand on voit ces chiffres, on a le souffle coupé », a reconnu le chancelier Timothy White, pour qui le problème serait national, et largement sous-estimé.

Selon l'enquête, entre 8,7 % et 12 % des 460 000 étudiants sur les 23 campus du réseau Cal State n'ont pas de logement fixe, et entre 21 % et 24 % n'ont pas d'accès régulier à la nourriture.

Les étudiants qui ont répondu ne pas avoir de logement fixe passent en majorité d'un logement à l'autre, chez des amis ou de la famille. Les autres dorment dans des voitures, tentes, stations de train ou de bus, parkings, motels, campings ou refuges. L'étude note que les étudiants qui n'ont pas assez accès à la nourriture et sont SDF sont « invisibles et il y a très peu de recherches sur cette population ».

Cal State, qui se définit comme « le plus vaste réseau d'universités du pays, le plus divers et l'un des plus abordables », propose des frais de scolarité d'environ 5 000 dollars par an, soit bien inférieurs à ceux du prestigieux réseau d'universités publiques University of California (UC) – plus de 12 000 dollars l'année – lui-même bien moins cher qu'une université privée. LeMonde.fr 22.06

Ils ne pensent qu'à cela.

- Pour s'enrichir, mieux vaut miser sur les voitures que sur l'immobilier - bfmbusiness.bfmtv.com

Un rendement de 467% sur 10 ans: voilà ce qu'ont rapporté aux investisseurs avisés les voitures de collections depuis le milieu des années 2000. Difficile de faire mieux.

Oubliez l'or, la bourse, l'immobilier et même les hedge funds. Depuis 10 ans, le meilleur placement possible c'est l'automobile et de loin. Évidemment il ne s'agit pas d'investir dans une Clio, une Golf ou une Fiesta. Les automobiles qui prennent de la valeur avec le temps sont celles que les constructeurs vendent cher et produisent en petite quantité. Les Porsche et les Ferrari de collection ont ainsi toutes les chances de prendre une sacrée cote. Selon une étude de Knight Frank Luxury Investment, les chanceux qui ont les moyens d'investir dans des modèles de collection ont bénéficié de rendement hors du commun. De 161% sur 5 ans et même de 467% sur 10 ans. Autrement dit, avec un investissement initial de 50.000 euros en 2006, votre capital serait aujourd'hui de 283.500 euros.

Aucun autre type de placement ne peut soutenir la comparaison. Si vous aviez placé la même somme à la Bourse de Londres (l'étude est britannique), votre capital n'aurait pas pris un penny. Et si vous l'aviez confié à un fonds d'investissement, il aurait pris 7,83% si l'on juge les données de Prequin. Même l'immobilier et l'or n'ont pas autant rapporté sur la décennie passée. Pour un investissement dans le centre de Londres, la plus-value se serait limitée à 100% (les prix ont doublé...). Et l'once d'or qui a beaucoup fait le yo-yo depuis dix ans a généré, elle, un rendement de 250%.

Les voitures de collection peuvent atteindre des prix hallucinants aux enchères. En février, cette Ferrari 335 Sport Scaglietti de 1957 a ainsi été adjugée pour 32 millions d'euros. Un record pour une voiture. Il s'agit certes d'un modèle très rare produit à l'époque à une poignée d'exemplaires. Et il n'y a pas que les Ferrari. Une Jaguar a par exemple atteint la somme de 7,25 millions d'euros en mai dernier lors d'une vente à Monaco. Jamais une automobile de la marque anglaise n'avait atteint un tel prix.

La star du moment c'est la Ferrari Dino. Selon le site suisse Bilan, la voiture de sport des années 60 qui porte le nom du fils du créateur de la marque valait 35.000 euros il y a 5 ans. Elle en vaut aujourd'hui 10 fois plus! De quoi aiguïser l'appétit des investisseurs.

Sauf que les bonnes affaires, c'est peut-être fini. Avec la flambée des prix, le ticket d'entrée est aujourd'hui inaccessible. Et la possibilité de faire la culbute limitée. "Si vous voulez acheter une Ferrari en espérant que sa valeur double ou triple d'ici quelques années, ce n'est pas la meilleure chose à faire, explique dans le Financial Times Fritz Kaiser, collectionneur et gestionnaire de fortune basé au Liechtenstein. Mais si vous êtes déjà un collectionneur, c'est le bon plan pour vous."

Quand la Chine s'éveillera à la voiture de collection

Comme pour l'art et les grands vins, la spéculation atteint des niveaux tels qu'il devient de plus en plus difficiles de trouver de petites pépites à fort potentiel. Certaines marques comme Ferrari sont désormais intouchables. "La spéculation sur les Ferrari a commencé à la suite du décès de son fondateur en 1988, explique Christian Rochet, un collectionneur dans Bilan. Il y a eu des rumeurs sur le fait que la construction de ces voitures allait s'arrêter. Certains modèles se sont dès lors revendus trois fois le prix une année seulement après leur sortie." Mieux vaut selon lui miser sur d'autres marques comme Porsche, Mercedes ou Aston Martin.

Mais il faut bien être un expert, écumer les garages et se tenir au courant des enchères pour espérer dénicher un modèle à fort potentiel. Et surtout avoir de la chance. Flairant le bon plan, certains fonds d'investissements se sont spécialisés dans ce secteur. Comme IGA Automobile lancé en 2011 par un groupe de passionnés parmi lesquels on retrouve Nick Mason, le batteur de Pink Floyd. Un fonds réservé aux personnes fortunées avec un droit d'entrée fixé à 390.000 euros. Mais pour l'heure le succès semble mitigé. La cote a trop grimpé pour attirer les spéculateurs et les succès sont trop aléatoires. Mais la donne pourrait changer avec l'arrivée des Chinois sur ce marché. "Il n'y a actuellement pas d'acheteurs en Chine, car il est impossible d'y importer des voitures anciennes, explique dans GQ Pierre Novikoff de la maison de vente Artcurial. Le jour où ça changera, le marché pourrait exploser." bfmbusiness.bfmtv.com 22.06

Bienvenue en oligarchie

- En 1992, un pays disait «non» à l'Europe puis «oui» à l'Euro

Le scénario qu'a vécu le Danemark en 1992 fait rêver les supporters de l'Angleterre favorables au Brexit. Un pays dit «non» à l'Europe, puis «oui» à l'Euro juste après. Slate.fr

- Tests Pisa: en France, les maths creusent les inégalités sociales

Un nouveau rapport de l'OCDE souligne l'élitisme du système scolaire français. Slate.fr

- Saurez-vous reconnaître le vrai sens de ces emojis?

Méfiez-vous, les apparences sont parfois trompeuses. C'est officiel, la baguette de pain, si chère dans le cœur des Français, est officiellement devenu un emoji. Le Consortium Unicode, organisme qui décide des caractères universels sur nos outils électroniques, a publié la version 9.0 du standard... Slate.fr

- En Syrie, une centaine de petits Hezbollahs

En Syrie, dans les régions contrôlées par Assad, le groupe libanais se fait des amis, influence des milices et développe un nouveau modèle de guerre asymétrique. Sayyida Zeinab (Syrie) Cette banlieue du sud de Damas croule sous les morts. Chaque jour amène son lot de nouveaux martyrs. Slate.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 24 juin 2016

CAUSERIE

Cessez de gaspiller, de consommer à outrance, d'acheter n'importe quoi parce que vous en avez les moyens, car en agissant de la sorte vous ne faites que participer à la reproduction du cycle du capital au cours duquel la plus-value est produite et qui sert à renforcer le pouvoir ou la puissance des capitalistes ou de l'oligarchie financière.

Cette réflexion m'est venue à l'esprit en lisant ce matin un article consacré à la situation économique des Etats-Unis publié par le Réseau Voltaire (notamment) - L'économie US ne parvient pas à sortir de l'ornière, dans lequel on pouvait lire que la récession qui menacerait les Etats-Unis et l'économie mondiale traduirait une "crise de la productivité" qui serait liée à "l'absence d'innovation".

Effectivement il existe un rapport direct de cause à effet entre les deux facteurs que l'on connaissait déjà, puisqu'il figure au premier plan des contradictions du capitalisme, et constitue un des éléments concourant à la formation et à l'accélération de la crise du capitalisme en se traduisant par la baisse du taux de profit.

Je ne me suis pas arrêté à ce constat, qui pour ainsi dire n'est pas de notre ressort ou sur lequel nous ne pouvons pas agir à moins d'être un capitaliste. Le cerveau fonctionnant aussi par association d'idées, cette "absence d'innovation" m'a fait penser à un autre facteur déterminant pour la réalisation du cycle du capital, à savoir que toute marchandise produite devait trouver un acquéreur, ce qui évidemment est rendu plus compliqué ou peut être compromis quand les salaires baissent ou stagnent, en présence d'un chômage de masse, etc. Mais ce n'est pas le seul aspect de cette question, il faut aller plus loin et se demander ce que recouvre le facteur marchandise.

La population en fonction du développement économique du pays et de ses revenus va acquérir un certain nombre de marchandises qui correspondent à des besoins qu'elle satisfait de la sorte. Qu'il s'agisse de marchandises correspondant à des besoins quotidiens, alimentaires ou élémentaires ou des marchandises correspondant à des biens durables ou d'équipement, le capitalisme s'emploie à créer sans cesse de nouvelles marchandises qui correspondent aux besoins que nous venons d'évoquer ou à de nouveaux besoins qu'il a créés pour que la population consomme toujours davantage de marchandises.

C'est ainsi que le capitalisme a besoin en permanence d'innover pour proposer de nouveaux produits aux consommateurs potentiels qui couvriront ses besoins courants ou dont l'usage s'étend sur une période plus ou moins longue. Il faut donc imaginer que le capitalisme pourrait tomber en panne d'imagination ou ne serait plus en mesure d'innover non pas en terme de marchandises mais de besoins, car l'homme ne peut pas s'inventer des besoins à l'infini surtout quand son existence en est déjà pleine, trop même, on a envie de dire n'en jeter plus, la cour est pleine !

Ils ont déjà inventé des milliers de produits si inutiles que peu de gens les acquièrent, par exemple une montre connectée à Internet. En fait la plupart de leurs "innovations" consistent en l'amélioration d'un produit déjà existant et dont la plupart des gens sont déjà équipés. A partir de là, il faut les inciter à en changer, même lorsque la limite de la durée de vie de leurs biens d'équipements est loin d'être atteinte ou qu'ils pourraient encore les utiliser pendant de nombreuses années, par exemple un réfrigérateur, une télévision, une machine à laver, une voiture, etc.

On a envie de dire : dépenser autrement le produit de la vente de votre force de travail, au lieu de contribuer à faire marcher la machine du capitalisme et ainsi assurer sa pérennité.

Rassurez-vous, je ne vous demanderai pas de me faire un don, car si mon revenu ou mon niveau de vie n'a cessé de baisser au cours des dernières années, environ de 70% tout de même, j'avais déjà anticipé cette situation en réduisant mes besoins au strict nécessaire ou presque, de manière à pouvoir continuer de vivre sans dépendre de personne dans l'avenir.

Donc je me suis fait la réflexion que "l'absence d'innovation" ne devait pas seulement concerner la productivité, mais aussi les besoins que les capitalistes créent à destination de la population, besoins qui font partie de ce que les économistes appellent la croissance économique ce dont vous avez tous entendu parler. Et évidemment ce n'est pas un hasard s'ils insistent tant sur ce facteur puisqu'il est déterminant pour la survie du capitalisme.

En réfléchissant à cette question, je me suis penché sur mon propre comportement passé, qui a évolué davantage en fonction de mes revenus plutôt que l'évolution de ma conscience politique je dois avouer jusqu'à une date relativement récente.

Je me souviens dans les années 80, quand mes revenus étaient confortables et que je vivais avec ma première épouse, avoir fait du shopping les samedi et dimanche après-midi en guise de passe-temps, et pour conserver un souvenir impérissable de ces sorties mémorables, généralement il nous fallait dépenser de l'argent dans des choses dont l'utilité était fort discutable. Autrement dit, si on avait disposé d'un revenu plus élevé, nous aurions dépensé davantage et ainsi de suite jusqu'à en avoir la nausée.

Cela dit, nous n'étions pas complètement stupide au point de dépenser tout notre revenu ou de nous endetter, au contraire, nous économisions à l'époque des dizaines de milliers de francs et nous nous comportions en parfaits petits bourgeois qui ne se souciaient guère du reste de la société, en quelque sorte, après avoir cessé de militer, nous avons trouvé une compensation aussi futile qu'illusoire qui aujourd'hui me fait horreur. Voilà ce qui arrive quand on aime aveuglément ou qu'on se leurre sur soi-même, mais là n'est pas notre sujet.

On pourrait se dire encore que lorsque les gens disposent de tous les biens d'équipement correspondant à leurs besoins et qu'ils sont endettés, ils vont cesser de dépenser leur salaire dans ces marchandises, ce qui n'est pas malheureusement pas le cas.

Et puis il y a les services qui sont également des besoins, et dans ce domaine depuis la révolution électronique ou de l'informatique les capitalistes ont mis le paquet pour en créer une multitude, sans parler que sous forme d'applications ou programmes elle a enrichi l'usage de la plupart des biens d'équipement rendant complètement obsolètes ou archaïques ceux d'autrefois tout juste bons à la ferraille.

L'usage des services est devenu frénétique au point de changer de téléphone portable tous les ans ou plusieurs fois par an par exemple. Cela s'explique du fait que la population étant entièrement équipée en biens d'équipement renouvelables en principe au bout d'un certain nombre d'années, il fallait trouver un autre moyen pour la forcer à continuer de consommer, de préférence toujours plus, mieux encore, qu'elle ne puisse plus s'en passer.

Cela dit, il arrive bien forcément un jour où la limite des besoins que l'homme pouvait imaginer est atteinte dans un contexte économique donné, ce qui ne signifie évidemment pas que les besoins de tous les hommes seraient satisfaits, loin s'en faut, mais était-il besoin de le préciser.

Le plus fort dans tout cela, c'est qu'on ne s'est même pas demandé ce que recouvrait cette notion de besoin, qui en partie est naturel, et pour le reste le résultat d'un processus historique lié au développement des forces productives. Ce qui prouve qu'elle est largement encore inconsciente, et il en sera ainsi aussi longtemps que l'immense masse de la population n'aura pas pris son destin en mains.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous ne faisons pas une priorité de cette prise de conscience ou que nous portons aucun jugement sur le comportement des masses contrairement à la gauche et l'extrême gauche dégénérées.

Alors pourquoi aborder ce sujet ? Parce qu'on ne peut pas prétendre parler au nom des travailleurs, du socialisme, avoir acquis un certain niveau de conscience et se comporter n'importe comment dans la vie quotidienne ou participer à la survie du capitalisme quand il est possible ou facile de faire autrement, sans que cela ne nous coûte aucun effort, c'est juste une question de cohérence entre les idées que l'on défend et la manière dont on les met en oeuvre au quotidien.

Si notre comportement est dicté par le capitalisme quand on peut facilement agir autrement, il y a lieu de penser qu'on n'est pas si pressé que cela de s'en débarrasser, ou que les avantages qu'on en retire influent à la fois sur notre comportement et l'interprétation qu'on en fait, ainsi que de la situation ou de la société.

La question est de savoir jusqu'à quel point nous subissons l'influence du capitalisme et de son idéologie, ensuite et ensuite seulement on pourra déterminer notre degré d'indépendance vis-à-vis du capitalisme, sachant qu'on ne pourra pas vivre en dehors du capitalisme tant qu'il existera.

On était parti de la "crise de la productivité" qui proviendrait de "l'absence d'innovation" du capitalisme, autrement dit, on était parti de la réalité, on n'a pas rêvassé à la manière d'un philosophe ou d'un sociologue, on a mis à profit notre expérience et notre imagination pour essayer de mieux comprendre un aspect du capitalisme en relation avec le combat que nous menons pour l'abattre, toujours avec l'obsession de progresser, ensemble de préférence, sinon à quoi bon.

[S'informer pour comprendre et agir.](#)

Investig'Action : Ni pub ni subside, seulement vous! (appel de Michel Collon)

<https://www.youtube.com/watch?v=5bFLV-8h15g>

[Dehors l'ignoble imposteur !](#)

- Hollande: "nous irons jusqu'au bout" sur la loi travail - AFP

Le président François Hollande a réaffirmé jeudi sa volonté d'aller "jusqu'au bout" sur la loi travail, alors que les opposants défilent à nouveau dans l'après-midi pour manifester leur désaccord.

"Sur ce projet de loi, nous irons jusqu'au bout, parce que c'est essentiel de pouvoir (...) permettre aux entreprises de pouvoir embaucher davantage, permettre que nous ayons davantage de formation pour ceux qui sont les plus éloignés de l'emploi, davantage d'embauches avec des contrats à durée indéterminée, et davantage pour ce que nous pouvons faire en matière d'insertion", a affirmé M. Hollande, à l'occasion de l'inauguration d'un centre social rénové dans le XIII^e arrondissement de Paris.

Le président de la République a inscrit son action dans le prolongement de la "règle d'or" sociale proposée lors de l'élection présidentielle de 2012, "faire en sorte qu'il y ait une possibilité d'éducation pour tous".

Il a défendu dans son discours son action en faveur de la lutte contre la pauvreté depuis le début du quinquennat.

"Voilà pourquoi il faut se battre (...) Il faut se battre jour après jour pour que nous puissions faire avancer les droits, pour que nous puissions améliorer la situation des plus modestes, et l'ambition que je porte depuis quatre ans, c'est de réduire les inégalités (...) C'est long de réduire les inégalités", a-t-il dit devant le personnel et les résidents de la Cité du refuge, un centre social de l'Armée du Salut conçu par Le Corbusier et Pierre Jeanneret en 1933.

"Quand on parle des plus pauvres, parfois on a l'impression de déranger les autres. Quand on parle des plus pauvres, on a parfois

le sentiment qu'on viendrait prodiguer un assistanat, une sorte de détournement de fonds publics pour celles et ceux qui ne voudraient pas travailler, qui seraient trop fragiles. Eh bien non, dans la France d'aujourd'hui -ce sera je l'espère toujours le cas-, les plus fragiles, les plus démunis, les plus modestes ont droit de cité. Et leur cité n'est pas simplement un refuge, leur cité est la République française", a-t-il dit. AFP 23.06

Quelle audace, quel cynisme ! Hallucinant, stupéfiant comme discours, provocateur, non ? C'est la première réaction qu'on peut avoir en le découvrant, et généralement la réflexion du militant n'ira pas plus loin, celle de ses dirigeants non plus. Et pour cause, les "plus pauvres" ils s'en tous détournés, ils les ignorent, alors Hollande a le beau rôle.

Hollande est le produit ou le point d'orgue de 70 ans d'opportunisme des dirigeants du mouvement ouvrier tous courants confondus. La CGT a appelé à voter pour lui, la direction de la CGT a été reconduite à son dernier congrès, les militants n'ont que ce qu'ils ont mérité avec Hollande-Valls-Macron-Cazeneuve.

Chut, ils "négocient en secret" le passage de la loi Travail.

- Loi travail : pendant la manif, on négocie en secret - lepoint.fr

L'article 2 de la loi travail qui heurte FO et la CGT fait l'objet de tractations secrètes. Puisque François Hollande et Manuel Valls se montrent inflexibles, certains parlementaires socialistes – avec les encouragements du patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis – ont pris les choses en main en attendant que la loi travail revienne en seconde lecture à l'Assemblée nationale. Des discussions ont lieu en marge des manifs. Jean-Claude Mailly, le leader de FO, se montre moins fermé. L'inversion de la hiérarchie des normes serait maintenue, mais un rôle serait dévolu à la branche sur l'accord d'entreprise. FO militait jusqu'ici pour un droit de regard ex ante de la branche sur l'accord d'entreprise. « Il semble que sa position évolue, souffle un proche de la négociation. FO a compris son intérêt à sortir au plus vite du conflit, car c'est la CGT qui a ramassé la mise. »

Pour autant, si FO évolue, il faut en même temps s'assurer que la CFDT, qui soutient l'article 2 tel quel, n'en soit pas froissée. Ce fut l'objet des discussions au début de la semaine. Alléluia ! Laurent Berger a donné son accord à une évolution qui ne déséquilibre pas le texte. C'est d'ailleurs à lui que reviendrait la mission de convaincre François Hollande que la nouvelle écriture de l'article 2 serait une bonne chose. Le monde à l'envers en somme : c'est à la CFDT de convaincre le chef de l'État qu'un compromis est possible entre la majorité des forces syndicales et qu'il ne sert plus à rien de camper sur une position fermée...

Scénariser la sortie du conflit

En somme, la nouvelle écriture de l'article 2 permettrait à chacun de sauver la face : la CFDT proclamerait que l'essentiel, à savoir la primauté de l'accord d'entreprise, est préservé et que cette primauté est à l'origine de la nouvelle rédaction ; FO pourrait dire qu'elle a obtenu la réhabilitation de la branche. Et la CGT pourrait râler en disant que c'est insuffisant, mais ranger les pancartes et retourner au travail... « Plus que l'article 2 en soi, on cherche désormais à scénariser la sortie du conflit », explique notre source.

Mais si l'article 2 doit être amendé, il ne faut plus tarder. Le dépôt des amendements doit se faire au plus tard le 29 juin, à 17 heures. Tout l'enjeu des jours à venir consiste donc à convaincre Hollande de ne pas utiliser l'article 49.3 lors du retour de la loi travail à l'Assemblée nationale. Pour l'instant, Manuel Valls ne bouge pas : il compte bien dégainer le 49.3 sans discussion générale. Mais des attitudes jusqu'au-boutistes de ce gouvernement, nous savons désormais ce qu'il faut penser... lepoint.fr 23.06

Trois petits tours et puis s'en vont...

- Bastille et le bassin de l'Arsenal sécurisés façon fan zone - Le Huffington Post

Pour faire face aux casseurs, un syndicat de police avait réclamé que les manifestations contre la loi Travail soient bouclées comme des fan zones. Son vœu est en partie exaucé. Le Huffington Post 23.06

- Notre reportage dans la manifestation "circulaire" - Le Huffington Post

Rapidement, la tête de cortège a rattrapé la queue du défilé, certains manifestants décidant alors de se lancer dans un deuxième tour tandis que d'autres faisaient demi-tour. Un surprenant va-et-vient. Le Huffington Post 23.06

- Loi travail : la manifestation parisienne, un petit «manège» très sécurisé - LeFigaro.fr

À Paris, les autorités ont déployé les grands moyens pour prévenir tout débordement. La manifestation de jeudi, très courte et complètement verrouillée, a parfois pris des airs de procession. LeFigaro.fr 23.06

- La drôle de manifestation contre le projet de loi travail à Paris - LeMonde.fr

Avec son parcours atypique autour du bassin de l'Arsenal, l'aller-retour du défilé contre la loi El Khomri a pris des airs de balade dans Paris.

« La manifestation la plus courte que j'ai jamais faite. » Jessica n'en revient pas. Le rassemblement contre le projet de loi travail porté par Myriam El Khomri s'est transformé en balade dans Paris pour la bénévoles de « Street Medic », l'équipe de sauveteurs en tête du cortège. « J'ai vu le côté gauche de la place, puis le côté droit. » Soit 1,6 kilomètre en 46 minutes.

Comme elle, ils sont nombreux à déplorer ce parcours proposé par le gouvernement, et accepté par les syndicats : un aller-retour place de la Bastille, en faisant le tour du bassin de l'Arsenal. « C'est une nasse, j'ai l'impression qu'on n'a pas eu le droit de manifester et qu'ils ont réussi leur coup », s'emporte Jérôme M., 41 ans, face à ce défilé qui n'en est pas vraiment un. LeMonde.fr 23.06

- Loi travail : «On voulait une manif, pas un tour de manège» - Liberation.fr

«Nasse party», «zoo», «cage à hamster» : les participants au cortège parisien contre la loi travail, jeudi, ne manquaient pas d'ironie pour qualifier cette dixième manifestation organisée dans la capitale depuis le début du mouvement.

Foulards et masques prohibés, double fouille des sacs, parcours circulaire réduit à 1,6 kilomètre, zone du cortège entièrement entourée par la police et des grilles de protection, le dispositif sécuritaire (lire ci-contre) a provoqué l'amertume de plus d'un participant. «J'ai failli ne pas venir, explique François, la cinquantaine, qui se dit non encarté. Les syndicats n'auraient jamais dû accepter d'être enfermés comme ça, c'est une honte.» Sa voisine opine : «Moi aussi, j'ai hésité. C'est vraiment pas normal, on est où là ?».

Le trajet est si court que, trente minutes plus tard, le cortège entame le retour, de l'autre côté du bassin. «On voulait faire une vraie manif, pas un tour de manège», s'agace Grégory, militant de la CGT Santé de Clermont, dans l'Oise. Avec ses deux comparses, Carole et Valérie, il sont déçus de s'être déplacés «pour ça». «On a l'impression qu'on veut nous donner un os à ronger, s'énerve Carole. Mais on ne compte pas s'en contenter.» Tous trois songent à des actions plus longues, sur plusieurs jours, en participant notamment à des blocages. «On tourne en rond, comme si on nous avait mis dans une bergerie», se désole également Alex, street medic, alors que la tête de cortège se déverse maintenant place de la Bastille. Liberation.fr 23.06

[Quand les agents du régime légitiment Hollande.](#)

- Les opposants à la loi Travail en appellent à François Hollande - Reuters

La CGT et Force ouvrière, les deux fers de lance de l'opposition au projet de loi Travail, en ont appelé une nouvelle fois jeudi à l'intervention de François Hollande pour débloquer la situation en mettant en cause l'intransigeance supposée de son Premier ministre, Manuel Valls 23.06

- Loi Travail: pour Philippe Martinez, "Manuel Valls met de l'huile sur le feu" - Reuters

Sur Europe 1 jeudi, le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly a constaté que, "sur ce dossier, c'est Manuel Valls qui bloque l'ouverture d'un dialogue". "Du coup, les manifestations continuent", observe-t-il, alors que "quand il y a un vrai dialogue comme mercredi avec le ministre de l'Intérieur, quand vous avez un interlocuteur qui accepte de dialoguer, on trouve une solution".

Jean-Claude Mailly a opposé pour sa part le dialogue mené avec le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, qui a permis un compromis sur la tenue de la manifestation parisienne de ce jeudi, et l'attitude du chef du gouvernement.

"Quand vous avez un interlocuteur qui accepte de dialoguer on finit par trouver une solution. Ça a été le cas hier. J'aimerais bien que le Premier ministre il sache dialoguer également", a-t-il indiqué.

"S'il acceptait de discuter des points clés, qu'il soit pas raide comme il l'est depuis plusieurs semaines, ce conflit serait terminé depuis longtemps", a ajouté le secrétaire général de FO.

"Si Manuel Valls n'avait pas fait ses déclarations intempestives publiques, il n'y aurait pas eu de manifestation aujourd'hui", a souligné le leader de FO Jean-Claude Mailly. (Vous avez bien lu ! Plus question de retrait. - LVOG)

Le secrétaire général de FO demande à être reçu directement par François Hollande. "Les conflits importants, comme le CPE en 2006, à un moment donné, c'est au niveau de l'Élysée que ça s'est réglé. C'est à lui [le président de la République] à un moment de prendre une responsabilité. Est-ce que c'est stop ou encore?"

Le président de la République "peut aller jusqu'au bout en passant en force, en utilisant le 49-3, mais il peut aussi aller jusqu'au bout en discutant et en faisant des changements", a commenté M. Mailly. (Vous avez bien lu ! Plus question de retrait. - LVOG)

Même tonalité chez Philippe Martinez, son alter ego de la CGT. "A chaque fois qu'on essaye d'apaiser les choses, le Premier ministre met de l'huile sur le feu", dénonce-t-il sur RMC et BFMTV. "Il est dans une posture qui va au-delà de la loi Travail", croit savoir le secrétaire général de la confédération syndicale qui ne lui a pas parlé depuis samedi directement.

"Nous avons une oreille de plus en plus attentive [du gouvernement sur la loi Travail, pas forcément de monsieur Valls", ajoute celui qui qualifie de "signe intéressant" la rencontre de vendredi avec Myriam El-Khomri. "Dimanche, il [Valls] remet de l'huile sur le feu", regrette Philippe Martinez en référence à l'interview du Premier ministre dans le Journal du dimanche dans laquelle il menaçait d'interdire les manifestations.

Le secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, a laissé entendre que le chef de l'Etat ne prévoyait pas de les recevoir pour le moment.

"Je ne pense pas que, aujourd'hui, les choses soient prévues comme cela", a-t-il dit sur RTL avant une nouvelle journée de mobilisation contre le texte de la ministre du Travail, Myriam El Khomri.

"Il faut qu'il prenne les affaires en main", a déclaré le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, à propos de François Hollande, en soulignant que la CGT n'avait reçu à ce jour aucune réponse à un courrier adressé le 20 mai à l'Elysée. Reuters et LExpress.fr 23.06

A quoi bon manifester, puisque c'est à Hollande de prendre "les affaires en main" ?

En complément : la voix du patronat.

- Berger (CFDT): il serait "inacceptable" de céder sur les accords d'entreprise - AFP

Le numéro un de la CFDT, Laurent Berger, a prévenu jeudi qu'il serait "inacceptable" que le gouvernement cède aux anti-loi travail sur la primauté des accords d'entreprise, son syndicat ayant par ailleurs fait de nouvelles "propositions d'amélioration" du texte au parlement. AFP 23.06

Enfin pour rien.

- Bayonne : un altermondialiste basque passé à tabac par la police - liberation.fr

Figure de la cause altermondialiste et non violente dont nous avons dressé le portrait en 2014, Txetx Etcheverry a été «passé à tabac» jeudi matin lors d'une action à la sous-préfecture de Bayonne pour «dénoncer la loi travail et les tentatives du gouvernement d'interdire les manifestations syndicales», comme le rapporte Bizi, l'organisation dont il est l'un des principaux animateurs.

«La police avait clos les entrées de la sous-préfecture pour empêcher une occupation du bâtiment. Mais cinq militants de Bizi ont réussi à pénétrer dedans et ont arboré des panneaux anti-Loi Travail pendant près d'un quart d'heure à l'intérieur. La police est intervenue pour les arrêter et les a traînés sur le sol sans qu'il n'y ait d'incident à déplorer, raconte Bizi, photos à l'appui. Par contre, une fois à l'abri du regard des journalistes, dans un couloir de la sous-préfecture, la police a couché, ventre et visage face au sol, un des cinq militants, Txetx Etcheverry».

Et de détailler les faits : «Il a alors subi un passage à tabac en règle de la part d'un des policiers (que Txetx ne connaît pas) qui s'en prenait personnellement à lui, en l'appelant Txetx et en lui disant «tu nous emmerdes, on en a marre de toi etc.». Le policier a donné de nombreux coups de matraque sur le dos et les jambes de Txetx, et alors que ce dernier était menotté dans le dos et toujours couché face au sol lui a infligé deux violents coups de rangers dans le visage. Puis il a serré de tout son poids la tête de Txetx sur le sol, de profil, le cou tordu. Txetx a protesté en avertissant que cela lui causait une tension insupportable au niveau des vertèbres cervicales, et qu'il risquait le «coup du lapin». Malgré cela le policier a continué, aggravant sa pression».

Placé en garde à vue avec les quatre autres militants -ils en sont sortis à 13H30-, Txetx y a été examiné par un médecin, «qui a établi un certificat constatant plusieurs lésions et hématomes sur les jambes, les bras, le dos et le visage», précise Bizi.

«Je me sens comme un petit vieux tout courbaturé», confie l'intéressé à Libération, stoïque. «C'est un cas parmi beaucoup d'autres, il y en a partout en ce moment, entre les flics à bout et ce climat délétère, ça dégénère. Mais là, ce qui est choquant, c'est que le policier m'a frappé de sang-froid, gratuitement, alors que tout était calme». liberation.fr 23.06

Une capitulation qui en appelle d'autres.

- La CGT va permettre aux accords de la SNCF d'entrer en vigueur - Reuters

La CGT-cheminots a annoncé jeudi qu'elle n'exercerait pas son droit d'opposition contre les accords d'entreprise et de branche sur un nouveau cadre social pour la SNCF et le secteur ferroviaire, qui pourront donc entrer en vigueur.

La CGT-cheminots et Sud-Rail avaient fait des négociations sur ces accords un élément de leur bras de fer avec le gouvernement contre le projet de loi Travail.

Ces deux organisations ont refusé de signer ces accords conclus par les deux autres syndicats de la SNCF, l'Unsa et la CFDT. Mais seul Sud-Rail a décidé de s'y opposer, ce qui ne suffit pas à empêcher leur mise en oeuvre.

S'opposer à la convention collective nationale de branche et à l'accord d'entreprise serait prendre le risque de pénaliser les cheminots et de "remettre en cause le fruit de (leur) mobilisation", explique la CGT-cheminots dans un communiqué.

"La fédération CGT des cheminots a donc de nouveau consulté ses instances et celles-ci ont décidé de ne pas exercer leur droit d'opposition", ajoute-t-elle, précisant que la "stratégie de la terre brûlée" n'est pas sa "conception du syndicalisme". Reuters 23.06

- Travail le dimanche: une décision favorable aux Galeries Lafayette - AFP

Les Galeries Lafayette vont pouvoir ouvrir le dimanche leur grand magasin parisien à partir de l'an prochain, à la suite d'une décision de justice invalidant de fait le droit d'opposition exercé par trois syndicats contre l'accord sur le travail dominical, a-t-on appris jeudi de source proche de l'enseigne.

L'enseigne avait signé le 20 mai un accord sur le travail dominical avec la CFE-CGC et la CFTC au sein de son navire amiral du boulevard Haussmann, mais trois syndicats représentant plus de 50% du personnel - la CGT, le SCID et FO - avaient décidé d'exercer leur droit d'opposition, l'invalidant de fait.

Mais la représentativité du SCID est contestée par la direction et par la CFDT depuis qu'il s'est désaffilié de la centrale au début de l'année. Le SCID avait de son côté saisi la justice pour contester le mandat d'un délégué syndical nommé par la CFDT pour représenter les salariés du syndicat, qui avaient participé aux dernières élections professionnelles sous l'étiquette de la centrale.

Or, selon une source proche du dossier qui confirme une information du Figaro et des Echos, le tribunal d'instance du IXe arrondissement de Paris a légitimé mardi le mandat du délégué CFDT, invalidant de fait le droit d'opposition contre l'accord contre le travail dominical, les trois syndicats n'atteignant plus le seuil requis de 50%. Cela ouvre selon cette source la voie à une ouverture du magasin du boulevard Haussmann le dimanche, à partir du début 2017, une fois notamment les recrutements nécessaires effectués.

Interrogé par l'AFP, le SCID a d'ores et déjà indiqué qu'il allait se pourvoir en cassation. Selon le syndicaliste Alexandre Torgomian, le tribunal a "annulé le mandat pour un problème de forme" et non sur le fond.

"On se sert du jugement pour parler de la représentativité du SCID, mais c'est faux, le jugement n'a pas été rendu sur ça. C'est une interprétation de la direction des Galeries Lafayette. Les raccourcis vont vite, le magasin ne va pas du tout ouvrir le dimanche", a-t-il affirmé, ajoutant qu'un jugement sur la représentativité de son syndicat était attendu le 22 septembre. AFP 23.06

Avec leur justice de classe, tout est une question d'interprétation.

En théorie ou sur le papier il existe une loi, mais en pratique il en existe une autre puisqu'ils peuvent l'interpréter arbitrairement ou en fonction de la situation, de leurs besoins... Les faits importent peu ou pas du tout s'ils sont discutables ou peuvent porter à controverse, dès lors c'est leur interprétation qui primera sur la vôtre et vous n'aurez aucun recours possible.

Mon épouse qui est en butte à l'arbitraire de la Caf en fait l'expérience.

Depuis 10 ans qu'elle a obtenu le statut d'handicapée (à 80%) elle a rencontré une multitude d'agents de la Caf et d'assistantes sociales, elle a reçu une dizaine de courriers, jamais personne ne lui a stipulé quelles étaient les conditions à remplir pour percevoir l'allocation adulte handicapé et l'allocation logement, on avait donc déduit qu'elle pouvait s'absenter de France pendant environ la moitié de l'année en interprétant ce que j'avais trouvé sur le portail de la Caf, à savoir qu'elle devait résider en France, ce qui est son cas, sans plus de détails.

Or il se trouve qu'un article du code de la Sécu que personne ne connaît et que personne n'a porté à sa connaissance ni oralement

ni par écrit que j'ai découvert par hasard il y a quelques semaines, stipule que pour percevoir ces allocations l'assuré social ne doit pas quitter la France plus de 3 mois par an et non 6 comme je le croyais. Aussi la Caf lui réclame-t-elle le remboursement de 21.000 euros amende comprises.

Les agents de la Caf ont commis une faute professionnelle en ne l'informant pas pendant 10 ans, ils ne se sont pas assurés que mon épouse connaissait ses droits et ils l'ont maintenue dans l'ignorance durant toute cette longue période. Du coup, ils lui retiennent chaque mois une partie de ses allocations ne lui laissant pour vivre que 691 euros.

On a contacté deux avocats qui apparemment ne veulent pas s'occuper de cette affaire qui demanderait un trop grand investissement de leur part pour un profit aléatoire, car il s'agit de faire ressortir l'interprétation abusive ou arbitraire d'une information incomplète ou défectueuse délivrée par la Caf, donc de démontrer la mauvaise foi ou le parti pris de la Caf au profit d'une pauvre femme sans défense qui ne comprend pas ce qui lui arrive, ce qui réclame un certain courage.

Bien entendu on dispose de preuves matérielles pour prouver la bonne foi de mon épouse, puisque nulle part dans aucun courrier que la Caf lui a adressé à ce jour ne figure une référence à cet article du code de la Sécu, elle est donc censé toujours l'ignorer, c'est moi par téléphone qui as informé mon épouse de son existence, on pourrait même en arriver à la conclusion que les agents de la Caf l'ont maintenue dans l'ignorance de ce code de la Sécu délibérément. Et puis il existe tous les courriels que j'ai adressés à la Caf qui prouvent sincèrement que nous avons été induits en erreur par la Caf elle-même. Ne me demandez pas ce que je pense des agents de la Caf... A suivre.

[Quand le travail devient "votre plus grand ennemi".](#)

- Que faire pour ne pas mourir au travail - sputniknews.com

Vous travaillez sans relâche, vous sautez des repas, vous voyez le soleil se lever au bureau et le mot "vacances" ne fait pas partie de votre vocabulaire? Prenez garde, il semble que le travail soit désormais votre plus grand ennemi bien que vous puissiez penser différemment...

Le phénomène de bourreau de travail pénètre de plus en plus la vie quotidienne tant de professionnels expérimentés que de jeunes. Ce sont les habitants des mégapoles qui sont le plus susceptibles de travailler jusqu'à perdre conscience. Et ces travailleurs acharnés sont à leur tour vulnérables à des maladies psychiques, à l'angoisse, à la dépression, à l'agressivité irrationnelle, et même aux suicides, précise l'une des récentes études de l'université de Bergen.

Plus généralement, ils s'approprient le syndrome de l'épuisement émotionnel, une maladie tristement populaire au 21e siècle.

Au Japon, par exemple, ce fléau prend souvent une ampleur exagérée. Le péché le plus grave pour les Japonais est de ne pas être productif, d'économiser ses forces et d'être paresseux en général. Ce qui entraîne l'apparition d'un héros national, véritable bourreau de travail, et à la fois du terme "karosi" qui a déjà traversé les frontières du pays signifiant mort par surcharge de travail.

Certains Japonais y trouvent une issue: ils font semblant de s'agiter sans pour autant faire quelque chose d'important. Mais quoi faire si l'on n'est pas si ingénieux ou si l'on ne peut pas se permettre de fainéanter?

La Russie, par exemple, n'a pas été épargnée par ce problème avec de plus en plus de personnes atteintes de syndrome de la fatigue chronique. Et l'âge des personnes touchées ne cesse de s'abaisser: maintenant un jeune homme de 25 ans souffrant de fatigue chronique ou d'épuisement émotionnel n'est qu'une triste réalité.

Le remède? Ne rien faire, peu importe si cela est difficile. Bien que la tendance générale soit de condamner la paresse, elle se révèle être l'unique moyen de combattre ce fléau. Et ce que rappellent à l'unanimité les médecins: les idées géniales arrivent le plus souvent quand le cerveau fonctionne en mode passive, pas quand on s'acharne à les chercher. sputniknews.com 23.06

[Syrie. Combattre la désinformation.](#)

- L'armée syrienne recule face aux armes chimiques - voltairenet.org/fr

Dans la province de Rakka, alors que l'armée arabe syrienne avançait et libérait des villages tenus par Daesh et ses alliés, ceux-ci ont fait usage de gaz sarin, ou plus précisément de sa version la plus dangereuse, le gaz VX.

L'armée syrienne a été contrainte de se replier.

Pour protéger les soutiens qataris, saoudiens et turcs des jihadistes, la propagande atlantiste assure que les forces syriennes

sont exténuées par des années de guerre. voltage.net.org/fr 23.06

Bienvenue en oligarchie.

Ils ne savent plus quoi inventer...

- Le Brexit peut-il compromettre le tournage de «Game of Thrones»?

Une grande partie de la série est tournée en Irlande du Nord... et bénéficie de fonds européens à la création. Et si c'était le seul argument de nature à faire basculer le referendum sur la sortie de la Grande Bretagne de l'Union européenne? Slate.fr

Le stade de l'hystérie est dépassé...

- Brexit: le nain Gimli du «Seigneur des Anneaux» ne peut pas voter (et ça le met en colère)

Dans le référendum crucial qui doit décider du maintien ou de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, les Britanniques possèdent des règles de vote très particulières. Comme à son habitude, il est grincheux... Slate.fr

Cela relève de la psychiatrie...

- Un animateur de chez Cauet «déguisé» en «Fatoumata» (revoilà le blackface #souples)

Loris Giuliano, «coordinateur et assistant de production» de l'émission «C'Cauet» sur la radio NRJ, est apparu grimé en femme noire. Slate.fr

Il sera lobotomisé avant...

- Votre enfant ne sera jamais à la hauteur de vos rêves

Dans votre tête, votre futur bébé est beau, brillant (oui dès la naissance), drôle, il ne pleure pas. Et puis ensuite arrive le bébé réel. Quand vous êtes enceinte, vous ne comprenez pas pourquoi les lois de l'évolution biologique ont maintenu un temps de gestation de neuf mois. Slate.fr

Ce sera au plus dégénéré que moi tu meurs...

- Nous pourrions un jour tous regarder nos séries préférées en accéléré

Le nombre de séries a augmenté de manière exponentielle en quelques années. Un journaliste a trouvé la solution pour ne pas les manquer: les visionner en accéléré. Et il adore ça. «J'ai une habitude qui terrifie la plupart des gens. Je regarde la télévision et les films en accéléré.» Slate.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 25 juin 2016

CAUSERIE

Pondichéry 14h40

J'ai finalement terminé l'actualisation du portail, que ceux qui s'étaient connectés ce matin trouveront plus loin. L'article qui suit a été publié tôt ce matin, tôt chez vous en France.

Je vous propose une analyse à chaud des résultats du référendum britannique sur le Brexit.

Comme j'ai passé la matinée à la rédiger et à télécharger les articles de presse de la veille pour préparer les infos en bref, je n'aurai peut-être pas le temps d'actualiser cette rubrique aujourd'hui.

J'ai ajouté le communiqué du POID dont je partage l'essentiel du contenu.

Quelle est la proportion d'intox, d'hypocrisie, de désinformation, de propos intéressés ou dogmatiques, idéologiques dans toutes les déclarations qu'on a pu entendre ou lire depuis l'annonce des résultats du référendum britannique ou Brexit ?

C'est peut-être la première question qu'on devrait se poser avant d'aborder ce sujet, non ? Mais apparemment même cette question élémentaire est devenue tabou ou prête à caution. Pourquoi ? Mais parce qu'elle soulève une multitude de questions que les uns et les autres ne tiennent pas à poser.

Voyons d'abord les chiffres.

Quelque 46 millions d'électeurs britanniques étaient invités à se prononcer sur le Brexit.

Environ 72% ont participé à ce référendum, donc un peu plus de 33 millions d'électeurs sont allés voter le 23 juin. Le vote en faveur de la sortie de l'UE a obtenu 51,89%, donc le 1,89% d'électeurs ou l'écart qui sépare le oui du non représente seulement 623.700 voix, ce qui est extrêmement faible, sur la totalité des électeurs inscrits cela représente 1,36% et si on ajoute les quelques millions qui n'étaient pas inscrits cet écart doit tomber autour de 1%.

Donc tout ce ramdam ou toutes ces déclarations tonitruantes et autres analyses alambiquées censés interpréter les résultats de ce référendum et leur portée ou leurs conséquences reposent sur ce 1% qu'il s'agit évidemment d'occulter, disons pour le moment, car gageons que rapidement il fera l'objet de spéculations de la part de ceux qui souhaitent le maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE pour contester les résultats de ce référendum, tandis que ses adversaires s'en abstiendront pour faire valoir que les faits leur avaient donné raison, histoire de justifier leur ligne politique teintée d'opportunisme qu'ils soient d'extrême droite ou d'extrême gauche.

Poursuivons par le contenu de ce vote. Rappelons au passage que l'un des principaux quotidiens britanniques, le Sun, du milliardaire Rupert Murdoch, avait fait campagne en faveur de la sortie de l'UE.

Il est clair que les électeurs britanniques ne se sont pas prononcés en fonction des mêmes critères (sociaux, économiques, nationalistes, souverainistes, racistes, xénophobes, etc.) qu'ils aient voté "in" ou "out", ce que nos chroniqueurs à la petite semaine du mouvement ouvrier se passeront bien d'analyser pour les mêmes raisons que celles évoquées précédemment.

Pourquoi ? Parce que ce sont des institutionnalistes ou des légitimistes, soumis à l'ordre établi ou bien disciplinés, davantage habitués à penser en comptable qu'en dialecticien, toute analyse un peu fouillée qui viendrait à mettre à mal leur interprétation de la situation en faisant ressortir certaines contradictions est à bannir, et ceux osent qui s'y livrent sont voués à l'excommunication, doivent être censurés ou il faut les faire taire.

Ils hurlent victoire et ils ont déjà échafaudés toute une théorie ou confirmés leur stratégie dans la foulée, qui parce qu'elle ne tient pas compte des facteurs que nous venons d'énoncer ou tout simplement de la réalité, s'avère aussi foireuse que les précédentes et débouchera comme précédemment sur un néant politique. Et s'ils s'en moquent éperdument, c'est parce que les résultats de ce référendum correspondaient à la position adoptée par leurs partis et leurs militants, ils renforcent ainsi leurs dirigeants qui peuvent ainsi continuer de surfer tranquillement sur la vague des illusions qu'ils n'ont eu de cesse d'insuffler à leurs troupes ou le venin de l'opportunisme qui ronge le mouvement ouvrier ou son avant-garde.

Nous avons pu observer l'année dernière qu'ils n'avaient tiré aucun enseignement de l'expérience grecque, à savoir que la question prioritaire qui était posée à tous les peuples n'était pas de demeurer ou sortir de l'UE, mais bien de rompre avec les institutions nationales et le capitalisme dans chacun des pays concernés, ce qui du même coup rendraient caducs tous les traités signés antérieurement avec des Etats ou des institutions internationales de capital, et permettrait d'envisager sérieusement la mise en oeuvre d'une politique conforme aux besoins des travailleurs, ce que la sortie de l'UE ne signifie nullement ou ne garantit en rien.

Depuis Maastricht ou 1992, ils n'ont eu de cesse de balader les travailleurs et les militants à Bruxelles, alors que l'ennemi de la classe ouvrière se trouvait dans son propre pays, à Paris, Londres, Berlin, Rome, Madrid, Athènes, etc. Pour quel résultat politique ? Le néant politique accompagné d'une régression sociale généralisée sans fin que rien ni personne ne semble pouvoir stopper...

Cela dit, on peut se féliciter des résultats de ce référendum, à condition de ne pas les instrumentaliser ou de garder les pieds sur terre, car ils ne règlent absolument aucun des problèmes auxquels la classe ouvrière est confronté comme nous venons de le souligner.

On va nous dire que c'est une étape dans la bonne voie, on voudrait bien le croire, cependant il faut avoir à l'esprit ce que nous relevions au début de notre analyse. On nous dit que c'est une victoire de la classe ouvrière, on peut le concevoir sur le plan

de l'agitation politique, mais au-delà on ne peut pas occulter le fait que ce sont aussi des travailleurs à pratiquement égalité qui ont voté pour rester dans l'UE, sans parler de ceux qui ont été réceptifs aux discours xénophobes entre autres, sinon on se raconte des histoires ou on part d'une interprétation faussée de la réalité.

Nous prenons acte des faits et nous nous en tiendrons là.

Je ne sais pas si on peut s'en servir en France comme levier pour avancer dehors la Ve République comme le fait le POID, puisqu'on est en présence d'un scénario inverse de celui qu'il aurait fallu réaliser. Mais pourquoi pas à destination des millions de travailleurs qui peuvent s'identifier à leurs collègues britanniques et qui rejettent la loi Travail ou n'en peuvent plus de la politique ultra réactionnaire appliquée par le gouvernement Hollande-Valls et dictée par l'UE pour le compte des capitalistes, travailleurs qui de plus en plus s'abstiennent à chaque élection ou qui rejettent les institutions de la Ve République.

Finalement, en réalisant ce lien qui légitime leurs droits, on peut aider au mûrissement de la conscience de classe des travailleurs, encourager leur combativité et leur radicalisation en leur indiquant dans quelle direction ils doivent orienter leur combat, contre les institutions de la Ve République qu'il faut abattre pour instaurer une République sociale, composante de la Fédération des Républiques sociales d'Europe débarrassées du capitalisme.

Aussi je pense qu'on peut soutenir le communiqué ou la démarche du POID qui montre la voix à suivre sans forcément partager l'ensemble de ses mots d'ordre ou de ses positions.

● Le communiqué du POID

La suite de ce matin

[Qu'est-ce que le Comité Orwell ? Pour qui rame-t-il ?](#)

Une association de journalistes pleins de bonnes intentions, en apparence seulement comme nous allons le voir, qui prétend "faire entendre une voix différente dans un paysage médiatique trop uniforme" et dont la "responsabilité (serait) de défendre la liberté d'expression et le pluralisme des idées", ce qui n'est pas fait pour nous rassurer puisque tous les médias entonnent ce refrain en boucle depuis janvier 2014. Poursuivons.

Il dénonce l'"*idéologie dominante « libérale-libertaire », qui fait du libre-échange mondialisé un horizon indépassable et du primat de l'individu sur tout projet commun la condition de l'émancipation, l'association entend défendre notre héritage social et politique fondé sur la souveraineté populaire.*", reste à savoir ce qu'il entend par "*projet commun*" et qui cela concerne, sans prendre trop de risques cela nous fait penser à l'intérêt général cher à tous les partis institutionnels ou au Medef. Quant à l'"*héritage social et politique fondé sur la souveraineté populaire*", il semblerait qu'il ait davantage profiter à la classe qui détient le pouvoir, aussi il serait étonnant qu'il s'y attaque. Vérifions-le.

Dans la présentation de leur association, ils citent abondamment George Orwell (1984) duquel se seraient largement inspirés les idéologues du néolibéralisme pour instaurer leur dictature mondiale, mais si les similitudes sont nombreuses et indiscutables, pour autant "Si la mondialisation est un fait, la globalisation" n'est pas une idéologie comme on peut le lire dans un de leurs articles, globalisation qu'il faut traduire ici par mondialisme et qui correspond à l'étape à laquelle est parvenu l'impérialisme rendu au stade de la putréfaction par l'entremise d'instruments financiers mafieux ou l'ultime effort déployé par les sommets de l'oligarchie financière pour perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, ou substituer au système économique capitalisme mauribond un modèle de société basé uniquement sur un règlement de type policier ou despotique, de sorte que l'hégémonie de classe des capitalistes soit assurée pour l'éternité en s'émancipant des contradictions économiques inhérentes aux fondements et aux lois de fonctionnement du capitalisme qui en découlent, et qui menacent son existence en alimentant la lutte des classes qu'il s'agit de mettre hors la loi ou de neutraliser, conditions indispensables pour parvenir à leur fin.

En caractérisant d'idéologie la "globalisation" ou le mondialisme, l'étape actuelle de l'impérialisme, il s'agit une nouvelle fois de faire croire que le capitalisme pourrait emprunter une autre voie, ce qui revient à nier le développement historique dont l'impérialisme est le produit, ce qui revient à légitimer l'existence du capitalisme qui pour ces journalistes est indépassable à défaut d'adopter le socialisme.

Quant à leur dénonciation du "contrôle de l'information et à la marginalisation de toutes pensées alternatives" et l'émergence d'"*un monde uniforme et post-national* ou encore du "consumérisme", il semble être le fait de journalistes mis au rencart de nombreux médias pour avoir tenu un discours qui ne respectait pas les critères idéologiques dominants ou le partage des rôles que se sont distribués les différents acteurs qui interviennent sur la scène politique de sorte qu'ils les mettaient en porte-à-faux, ce qu'ils détestent.

On aurait pu commencer par dire que la journaliste Natacha Polony qualifiée de *néoréac* par Arrêt sur image (Wikipédia), était

à l'origine de ce think tank, mais mon article n'aurait plus eu aucun intérêt !

Un citation de George Orwell reproduite par Natacha Polony : « Parler de liberté n'a de sens qu'à condition que ce soit la liberté de dire aux gens ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre ».

Or c'est justement la conception de la liberté du porte-parole du capital Sarkozy, qui déclarait qu'il faudrait travailler plus pour gagner moins, on ne peut pas dire que ce soit vraiment ce que les gens avaient envie d'entendre.

Non madame, la liberté, c'est de dire aux gens ce que les médias leur cachent pour les maintenir dans l'ignorance et pouvoir les manipuler, afin qu'ils ne prennent pas conscience de leur condition et ne se révoltent pour en changer ou changer la société.

[L'Etat sioniste soutient officiellement Daesh](#)

- Le chef du renseignement militaire israélien affirme qu'Israël s'oppose à la défaite de l'Etat Islamique - arretsurinfo.ch

Alors qu'Israël a déclaré dans le passé qu'elle préfère Daesh, aussi connu comme ISIS / État islamique, plutôt que le gouvernement syrien d'Assad, le chef du renseignement militaire israélien le Major général Herzi Halevy a poussé cette affirmation plus loin, en affirmant lors de la Conférence Herzliya cette semaine qu'Israël ne veut pas voir le groupe fondamentaliste être vaincu.

Halevy a dit à la conférence que les trois derniers mois ont été les «plus difficiles» pour Daesh depuis qu'ils ont déclaré leur Califat, et il a été cité par des sources d'information israéliennes affirmant que: «Israël ne veut pas que la situation en Syrie se finisse par la défaite de [Daesh] « .

Le général israélien a déclaré que, «le Retrait des superpuissances de la région et le fait de laisser Israël seul en face du Hezbollah et de l'Iran qui possèdent de bonnes capacités mettra « Israël » dans une position difficile. Par conséquent, nous devons faire tout notre possible pour de ne pas nous retrouver dans une telle situation ». arretsurinfo.ch 24.06

Attention, toute référence aux propos de ce général israélien pourra être qualifiée d'antisémitisme ! A diffuser largement.

[Les médiemensonges se lamentent](#)

Il fallait oser le dire après leur campagne hystérique des médias en faveur du maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE.

- "Les médias portent leur part de responsabilité" dans le vote pour le Brexit - L'Express.fr

Vraiment, on ne le dirait pas !

- Hollande: le Brexit "met gravement l'Europe à l'épreuve" - AFP

- Brexit : « C'est un suicide du Royaume-Uni » - Public Sénat

- Brexit: Un leader pro-Brexit admet qu'un argument clé des partisans du «Leave» était faux - 20minutes.fr

- Brexit : réveil difficile pour les Londoniens - Francetv info

- Brexit : les Britanniques souffriront-ils de la sortie de l'UE ? - Francetv info

- Brexit : l'appréhension règne à la Gare du Nord - Francetv info

- L'Ile-de-France fait sa pub auprès des naufragés du Brexit - Liberation.fr

- En Dordogne, les électeurs anglais sont déçus du Brexit - Francetv info

- Brexit : «Tout cela va avoir de sales conséquences» - Liberation.fr

- "Où va-t-on maintenant ?" Après le Brexit, les Anglais s'interrogent sur leur avenir - Francetv info

- Brexit: les citoyens européens du Royaume-Uni inquiets - AFP
- Brexit : un réveil difficile pour les retraités installés en France - LePoint.fr
- Ces Britanniques qui ont voté «Leave» et qui le regrettent déjà - Slate.fr
- Brexit: la réaction identitaire percutera aussi la France - Slate.fr
- «Passez moi le vin»: sur Twitter, les jeunes britanniques sont bouleversés et sonnés - Slate.fr
- Brexit, le clash des générations - Slate.fr

En complément. Ils vont en profiter pour en rajouter une couche

- Brexit: Sarkozy demande un "nouveau traité" européen - AFP
- Brexit: VGE plaide pour une Europe plus concentrée - AFP

Brexit, ce n'est pas encore fait.

Qui sait, c'est déjà un paradis fiscal !

- Menacé à court terme, le Royaume-Uni pourrait devenir à long terme un pays prospère basé sur la finance, à l'image de Singapour. Francetv info 23.06

D'autant plus que...

Concernée en premier chef par les répercussions du référendum, la Banque d'Angleterre (BoE) a indiqué qu'elle était prête à injecter 250 milliards de livres (326 milliards d'euros) de fonds additionnels. Dans la foulée, la Banque centrale européenne (BCE) s'est dite également "prête à fournir des liquidités supplémentaires".

La Réserve fédérale américaine s'est aussi montrée disposée à fournir des liquidités en dollars aux autres banques centrales pour faire face aux "pressions". AFP 24.06

Tous les prétextes sont bons pour que les faux monnayeurs fassent tourner à plein régime la planche à billets...

Et puis, on ne s'inquiète pas pour les banquiers, ils ont dû parier autant sur le oui que sur le non...

La Banque du Japon (BoJ) a fait des déclarations similaires... AFP 24.06

Les réactions.

- Les Britanniques tournent le dos à l'UE, séisme mondial - AFP
- Brexit : le Royaume-Uni choisit la sortie de l'UE - Francetv info

Les électeurs britanniques ont voté en faveur du retrait définitif de leur pays de l'Union européenne à hauteur de 51,9%, ce jeudi 23 juin. Francetv info 24.06

- Brexit : David Cameron, première victime de la sortie du Royaume-Uni de l'UE - Francetv info

La démission de David Cameron est la première conséquence visible du Brexit. Le Premier ministre quittera son poste d'ici quelques mois. Francetv info 24.06

- Brexit : les capitales européennes en état de choc - Francetv info

- Bruxelles n'a pas fermé l'œil. La capitale belge a passé la nuit à éplucher les résultats - Francetv info Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, fait grise mine face à une situation sans précédent.

"L'Europe ne doit pas se perdre en procédures"

Les réunions entre dirigeants de l'Union européenne se multiplient, signe que l'Europe est bien en état d'urgence. Les piliers de l'UE réagissent tour à tour. François Hollande appelle à prendre en compte le message de défiance envoyé par les Britanniques et souhaite que l'UE se réinvente. "L'Europe ne doit pas se perdre en procédures. Elle doit être comprise et contrôlée par les citoyens." De son côté Angela Merkel lance un appel au calme. Lundi 27 juin, les ministres des Affaires étrangères des six membres fondateurs de l'UE se réuniront d'urgence à Berlin. Francetv info 24.06

Commentaire d'un internaute

- "C'est dire le fossé qui existe entre les politiques et la populationils sont tous étonnés ? de voir que le petit peuple qui souffre de leurs décisions débilés se révolte."

Ils ont de la suite dans les idées...

- Brexit : plus de 300 000 Britanniques signent une pétition pour réclamer un second vote - Francetv info

Les partisans du "Remain" ne veulent pas en rester là. Plus de 300 000 Britanniques ont signé

Une pétition réclamant la tenue d'un second référendum, vendredi 24 juin, au lendemain de la victoire de pro-Brexit. Sur un site mis en place par Parlement britannique, pour que les citoyens puissent leur soumettre des pétitions, le document demande qu'en cas "de victoire du Brexit à moins de 60 % des voix, un autre vote soit organisé".

Au delà de 100 000 signatures, le texte doit être soumis à un débat au Parlement, explique le quotidien. Un porte-parole de la Chambre des communes a déjà fait savoir que le comité se réunirait le 28 juin pour examiner cette pétition, indique le Monde. Francetv info 24.06

- Et si le Royaume-Uni revenait sur sa décision ? - Reuters

Officiellement, la France demande à Londres et aux Européens de tirer rapidement les conséquences du vote britannique en faveur d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Mais en privé, des diplomates français n'excluent pas que le Royaume-Uni, prenant conscience du coût énorme d'un Brexit, finisse par y renoncer dans les mois ou les années à venir.

Le Premier ministre britannique, David Cameron, grand perdant du référendum de jeudi, et son rival conservateur, Boris Johnson, qui a fait campagne pour le Brexit, ont d'ailleurs montré qu'ils entendaient prendre leur temps.

David Cameron a repoussé à l'automne sa démission et laissé à son successeur le soin d'invoquer l'article 50 du traité de Lisbonne, première étape de la procédure, jusqu'ici sans précédent, de sortie de l'UE d'un pays membre.

"Il est vital de souligner qu'il n'y actuellement nul besoin de se hâter et en effet (...) rien ne changera à court terme", a pour sa part déclaré Boris Johnson. "Il n'y a aucune raison de se précipiter pour invoquer l'article 50."

François Hollande a au contraire souhaité que les procédures prévues par les traités européens soient "rapidement appliquées" pour couper court à toute période d'incertitude.

Le chef de l'Etat français demande "que l'application des règles pour la sortie se fasse dans les délais les plus courts car (...) il faut que les choses soient claires", a expliqué le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll.

"Il faut que (...) l'ensemble des acteurs économiques puissent savoir où nous allons et comment nous y allons", a-t-il ajouté, à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire.

Le calendrier est semé d'embûches et les Britanniques en détiennent la clef dès lors qu'ils peuvent choisir le moment de notifier à Bruxelles leur demande officielle de sortie.

Des diplomates français ont une autre perception de la situation et n'excluent pas un futur revirement britannique.

L'histoire de l'Union européenne est jalonnée de nouveaux votes après un référendum perdu, comme en France, au Danemark et

en Irlande, fait valoir l'un. "C'est un sujet, on en discute", disait-il quelques jours avant le référendum britannique.

Un autre mise sur une prise de conscience des Britanniques quand ils mesureront le coût économique et politique du Brexit. Pour eux aussi, c'est un "saut dans l'inconnu", fait-il valoir.

La succession de David Cameron sera tout sauf facile. Et le parti conservateur est si déchiré entre pro- et anti-Brexit que trouver une majorité aux Communes ne sera pas aisé.

Si l'Ecosse et l'Irlande du Nord, qui ont voté massivement pour le maintien dans l'UE, menacent de quitter le Royaume-Uni, cela peut aussi faire réfléchir l'opinion publique.

"Rien ne doit être exclu, y compris parce qu'on risque d'avoir une crise politique", souligne ce diplomate.

Dans ce cas de figure, comme dans celui d'un Brexit consommé et assumé, le chemin est en tout cas étroit.

Une partie du gouvernement français paraît tenté par une "fermeté absolue" à l'égard des Britanniques, selon la formule d'un ministre favorable à cette ligne.

Pour le ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, il importe au contraire d'éviter tout esprit de revanche, qui reviendrait non seulement à "punir" collectivement les électeurs britanniques qui ont "mal voté", mais également la masse de ceux qui ont voté en faveur du maintien dans l'UE. Reuters 24.06

Commentaires d'internautes

1- "Et voilà, quelques heures après, on commence à dire qu'on se tamponne du vote démocratique et qu'on va trouver une solution pour ne pas en tenir compte; Cela s'appelle une dictature."

2- "Un coup d'état comme en 2005."

3- "Le mieux et surtout le plus honnête serait de supprimer carrément le recours à la démocratie directe qu'est le referendum. On ne demanderait plus son avis au peuple, mais à ses représentants."

Et dire qu'il y en a encore dans nos rangs pour participer aux différentes élections. En fait ils n'ont tiré aucune leçon de 2005...

- Le Brexit en trompe l'oeil ? Pourquoi le Royaume-Uni ne risque pas de sentir de si tôt les effets recherchés de sa sortie de l'Union européenne - Atlantico.fr

Le "premier jour" ne serait pas celui du référendum, mais celui où le gouvernement britannique transmettrait sa décision de lancer la procédure dite de l'article 50 (qui est l'article du traité sur l'UE qui prévoit la possibilité de sortir de l'Union européenne). Cet article prévoit une négociation pour régler les conditions du divorce.

Pendant cette négociation, qui durerait au minimum 2 ans, et probablement davantage, le Royaume-Uni resterait membre plein de l'UE, en gardant son plein accès au marché intérieur et le bénéfice des accords commerciaux que l'UE a conclus avec des pays tiers.

C'est seulement à l'issue de ces 2 ou 3 ans, lorsque l'accord " de retrait " aurait été conclu, que le Royaume-Uni deviendrait un pays tiers. Atlantico.fr 24.06

La finance s'emballe, sans plus...

- Brexit : panique sur les marchés financiers - Francetv info

- L'annonce de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne ce jeudi 23 juin a fait plonger les bourses mondiales. - Francetv info

Dans une salle de marché parisienne, l'effet gueule de bois s'estompe. "C'est négatif, mais on n'a pas des enchainements de mouvements de panique", explique Christian Parisot, économiste Aurel BGC.

Toute la matinée, c'est la dégringolade. La bourse de Paris chute de 10%. Celle de Francfort, de 8,3%. Celle de Tokyo de 8%. Dans l'après-midi, celle de Wall Street ouvre en baisse. Les banques centrales ne tentent alors de rassurer, et pour l'instant, il n'y a aucun signe du krach boursier tant redouté. Francetv info 24.06

- A la suite du référendum britannique, la Bourse de Paris termine en très forte baisse de 8,04 % - LeMonde.fr

Les Bourses ont fortement reculé, vendredi 24 juin à travers le monde, à la suite du choc provoqué par le vote des Britanniques en faveur de leur sortie de l'Union européenne, qui a fait dévisser la livre sterling et secoue l'ensemble des marchés mondiaux. La Bourse de Londres termine la journée à - 2,76 %, celle de Francfort chute de 6,82 %, Paris de 8,04 %, Madrid de 12,35 % et Milan de 12,48 %.

Pour Olivier Raingeard, chef économiste chez Neuflyze OBC, « la réaction des marchés aujourd'hui est à la mesure de la surprise des investisseurs qui avaient, au cours de ces derniers jours, largement anticipé le scénario inverse ». « La volatilité est clairement de retour et devrait se prolonger dans les prochaines jours et semaines », selon lui.

La saignée a été générale en Europe, tous les secteurs étant affectés, en premier lieu les banques, dont l'indice sectoriel Stoxx a plongé de 14,28 %. A l'inverse, les investisseurs se sont rués sur les valeurs refuges, comme les obligations d'Etat allemandes, le yen, le franc suisse ou l'or. Le choc est tel qu'il pourrait contraindre la Banque centrale européenne (BCE) à assouplir de nouveau sa politique monétaire dans les mois à venir, et la Réserve fédérale américaine (Fed) à renoncer à ses projets de hausse des taux pour cette année. Les banques britanniques les plus affectées

A Londres, l'indice FTSE 100 des principales valeurs a reculé de 175,13 points par rapport à la clôture de la veille, à 6 162,97 points. Paradoxalement, l'indice londonien a moins souffert que ses équivalents du continent, car il compte nombre de multinationales dont certaines ont peu d'activité en Europe.

Les valeurs les plus affectées ont été les titres des promoteurs immobiliers et des banques. Les banques britanniques ont enregistré des plonges de 17,7 % pour Barclays, 21 % pour Lloyds et 18,04 % pour la Royal Bank of Scotland. Plus tôt dans la journée, en constatant que les marchés financiers décrochaient, la Banque d'Angleterre s'était dite prête « à injecter 250 milliards de livres » pour éteindre la fièvre sur les marchés.

La Bourse de Paris

Le CAC 40 a terminé en baisse de 8,04 %. L'indice CAC 40 a perdu 359,17 points, à 4 106,73 points, dans un volume d'échanges exceptionnellement élevé de 11,7 milliards d'euros. En début de séance, le marché parisien s'est effondré brièvement de plus de 10 %. Il s'est toutefois maintenu au-dessus de ses plus bas annuels, autour de 3 900 points.

Le secteur financier, qui avait progressé ces derniers jours, a été particulièrement touché. Parmi les valeurs bancaires, la BNP Paribas a chuté de 17,40 %, à 39,40 euros ; le Crédit agricole, de 14,00 %, à 7,65 euros ; et la Société générale, de 20,57 %, à 28,80 euros.

« Le marché avait repris de la hauteur depuis le début de semaine », tablant sur un maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, donc « le fait qu'il y ait effectivement Brexit c'est la surprise et la douche froide », souligne Renaud Murail, un gérant de Barclays Bourse. L'indice parisien avait fortement progressé ces derniers jours, les investisseurs anticipant, à tort, le maintien du Royaume-Uni dans l'UE.

Francfort

Le DAX a terminé la séance de ce « vendredi noir » par une lourde dégringolade, l'indice lâchant presque 7 %. En une séance, le DAX a effacé tous les gains engrangés depuis le début de la semaine. Finalement, il a reculé de 0,77 % par rapport à vendredi dernier. Balayé par un vent de panique au tout début de la séance avec une chute de presque 10 %, l'indice a en fait abandonné 6,82 %, à 9 557,16 points. Le MDAX des valeurs moyennes a lui un peu limité la casse, avec une chute de 4,54 %, à 19 828,60 points.

Pour le principal indice de la place francfortoise, il s'agit du plus important recul au cours d'une séance depuis l'automne 2008, quand la crise financière prenait toute son ampleur en Europe. Cela reste tout de même loin de la baisse historique de presque 13 % en octobre 1989, ou de celle de 8,49 % le 11 septembre 2001.

Au rang des principaux perdants du DAX figurent les valeurs bancaires. La Deutsche Bank, dont le patron britannique John Cryan voit les conséquences négatives du Brexit « de tous les côtés », a été la plus touchée. Avec une perte de 14,13 %, à 13,37 euros, c'est la plus forte baisse d'un DAX entièrement repeint de rouge. Commerzbank a lâché 12,99 %, à 6,20 euros.

Milan

Plombé par les valeurs bancaires, le FTSE MIB a clôturé en forte baisse de 12,48 %, l'indice atteignant 15 723 points. Selon

l'agence d'informations économiques RadioCor, jamais Milan n'avait clôturé en si forte baisse en trente ans, une séance pire que celle du 11 septembre 2001 (- 7,57 %) ou à l'occasion de la chute de la banque Lehmann Brothers (- 8,24 % le 6 octobre 2008).

Ce sont les banques qui ont le plus souffert de l'annonce du vote britannique en faveur de la sortie du Brexit. Ainsi, la Banca popolare dell'Emilia Romagna a perdu 24,61 %, à 3,492 euros ; la Banca popolare di Milano, 24,08 %, à 0,380 1 euro ; Unicredit, 23,79 %, à 2,076 euros ; la Banco popolare, 23,30 %, à 2,324 euros ; et Intesa San Paolo, 22,94 %, à 1,74 euro.

Madrid

L'indice vedette de la Bourse de Madrid a essuyé la plus forte baisse de son histoire, de 12,35 %, à 7 787,70 points, après la victoire du oui au Brexit. Le secteur bancaire a été le plus affecté : la Banco Santander, très présente au Royaume-Uni, a décroché de 19,89 %, à 3,38 euros, Bankia de 20,78 %, à 0,57 euro ; et la Banco Sabadell, de 19,29 %, à 1,21 euro.

Athènes

La Bourse d'Athènes a clôturé en chute de 13,42 %, l'indice des banques ayant subi d'importantes pertes de 29,68 % à la suite du référendum britannique. L'indice général (Athex) cédait 13,42 %, à 534,78 points, à la fin de la séance à 16 h 20 (heure de Paris), et celui des banques perdait 29,68 %. Dès son ouverture, à 9 h 55 (heure de Paris), l'indice général chutait 13,99 %, à 531,28 points. Pendant la journée, il a creusé ses pertes à plus de 15 % avant de les limiter à la clôture.

Les principales victimes de cet effondrement sont les quatre grandes banques du pays, déjà fragiles en raison de la récession et des créances douteuses. Alfa a cédé 29,66 % ; la Banque nationale de Grèce, 29,45 % ; la Banque du Pirée, 29,6 % ; et Eurobank, 30 %. Wall Street baisse mais évite la panique

Wall Street n'a pas été épargnée par les turbulences, vendredi. Alors que la baisse s'était accélérée, vendredi à la mi-séance, le Dow Jones a finalement clôturé à -3,39 %.

Le recul, qui a frappé quasiment tous les secteurs, a entraîné la Bourse de New York dans sa deuxième semaine de baisse d'affilée. L'indice Dow Jones et le S&P accusent un repli hebdomadaire de 1,6 %, et le Nasdaq de 1,9 %. En effet, ce dernier, à dominante technologique, a lui perdu 4,12 points vendredi soir, par rapport à son niveau d'ouverture.

Le vote britannique « fait planer un énorme nuage d'incertitudes », explique Peter Cardillo, chez First Standard Financial. Selon lui, « la baisse n'est pas près de s'arrêter, car personne ne sait ce qui va se passer », ce qui conduit les investisseurs à chercher des valeurs refuges. LeMonde.fr 24.06

La Fed et la BCE viennent de les rassurer, ouf !

Commentaires d'internautes.

1- Que l'on ne vienne pas nous dire que ce n'est pas la spéculation qui motive les grands acteurs économiques. Pas la production, pas le travail, pas les richesses matérielles. Juste des lignes comptables. Que la City aille au diable.

2- Et le palais Brongniart ? Qu'il aille au diable aussi ?

C'est tout ce qu'on retiendra.

- Brexit : un terrible désaveu pour l'Europe - Francetv info

Populisme. Annonce sans lendemain.

- L'Union européenne est morte - Pierre Levy - legrandsoir.info 24.06

[85%. Sont-ils sûrs à l'Agence Française de propagande qu'elle soit si "nette" ?](#)

- Présidentielle: une nette majorité contre une candidature de Hollande - AFP

Une nette majorité de Français (85%), mais aussi des seuls sympathisants de gauche (68%), ne souhaite pas que François Hollande soit candidat à l'élection présidentielle en 2017, selon un sondage Odoxa diffusé vendredi. AFP 24.06

[Les "fruits" de la colère qui gronde...](#)

- Le chômage repart à la hausse en mai (+0,3%) - Libération.fr

La hausse est plus prononcée encore lorsque l'on prend en compte les chômeurs en activité réduite: le nombre total de demandeurs d'emploi en A, B et C progresse ainsi de 31 300 (+0,6%), pour un nombre total d'inscrits de 5,43 millions (5,72 millions avec les Dom).

«Les divers événements du mois de mai ont pu impacter l'activité», explique le ministère, en allusion aux grèves et aux blocages liés au mouvement contre la loi travail.

«Mais les perspectives de croissance et de créations d'emploi pour 2016 sont positives», veut rassurer Myriam El Khomri. Et de vanter, à nouveau, les mesures du gouvernement, qui «portent leurs fruits»: l'aide Embauche PME, qui «concerne déjà 440 000 bénéficiaires», l'apprentissage qui «a augmenté de 5 % sur la dernière année», et le plan «500 000 formations supplémentaires pour les demandeurs d'emploi [qui] se déploie sur tout le territoire». (Qui ne sont pas comptés comme chômeurs. - LVOG)

Autre ombre au tableau: le chômage des jeunes repart lui aussi à la hausse, avec +4 400 inscrits en mai, en progression de +0,9 % par rapport à avril. Même si, là encore, la rue de Grenelle relève une «tendance [qui] demeure favorable», avec -9 500 inscrits sur les trois derniers mois et -41 700 depuis un an. Nouvelle embellie, en revanche, pour les seniors, dont le nombre de chômeurs recule pour le troisième mois consécutif (-900 inscrits, soit -0,1 %). (Ils doivent être morts ! - LVOG) Libération.fr 24.06

[La revanche des féodaux](#)

La région Languedoc-Roussillon/Midi-Pyrénées devient Occitanie - Reuters 24.06

[Big Brother ne désarme pas.](#)

- Venezuela: l'opposition dit avoir validé assez de signatures pour un référendum anti-Maduro - AFP

L'opposition vénézuélienne a annoncé vendredi avoir obtenu la validation des signatures nécessaires pour demander la convocation d'un référendum révocatoire contre le président Nicolas Maduro. AFP 24.06

[Soyez Charlie avec Erdogan !](#)

- Turquie : comparer Erdogan à Gollum = un an de prison avec sursis - Atlantico.fr

L'homme ayant comparé le président turc au personnage du "Seigneur des Anneaux" sur Facebook en 2014 écope d'une peine de prison, rapportent les media turcs le 23 juin. Atlantico.fr 24.06

[Haut de page ↗](#)

Le 26 juin 2016

CAUSERIE

Brexit. Pour les uns ce serait un accident malheureux, pour les autres une heureuse nouvelle. En réalité, il semblerait que ce ne soit ni l'un ni l'autre.

Souvenez-vous que dans une précédente causerie j'avais affirmé que Cameron avait pris le risque d'organiser ce référendum en sachant pertinemment que le Brexit risquait de l'emporter et qu'il le souhaitait. Je ne pense pas qu'un seul dirigeant vous ait tenu ce discours. N'hésitez pas à réagir à cet article.

[Lobotomie générale. Quelle misérable et grandiose mascarade ou imposture !](#)

Le Brexit serait une abomination pour les représentants du capitalisme, alors qu'ils pouvaient très facilement passer outre ou le contourner sans prendre le moindre risque politique, tout d'abord parce que ce référendum n'avait pas une valeur coercitive sur le plan constitutionnel, ensuite rien ne les empêchait d'organiser un second référendum (comme en Irlande), et pour finir ils pouvaient s'en remettre au Parlement qui aurait rejeté le Brexit (comme en France) et le tour était joué.

Au lieu de cela, ils se précipitent, il y aurait urgence à organiser la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, ils ont même déjà nommé un "médiateur" pour la préparer, avec évidemment l'accord des Américains, qui par la voix d'Obama a confié hier à Cameron qu'il était confiant dans une sortie "sans heurts" de l'UE (AFP 25.06), alors de là à penser qu'ils la souhaitent il n'y a qu'un pas, sans qu'on sache précisément à ce stade à quelle fin. On a tout de même une petite idée : faire en sorte que la Grande-Bretagne ne soit pas tenue par le traité transatlantique de libre-échange EU-UE, qu'elle ne soit pas concernée non plus par l'offensive américaine en cours contre les banques européennes qui devrait se poursuivre ou s'amplifier, libérer la City qui bénéficie déjà d'un régime privilégié de la menace du carcan de la BCE...

Et puis il faut avoir en mémoire que la Banque d'Angleterre a servi de modèle à la fondation de la Fed en 1913, et que c'est la Grande-Bretagne qui a en grande partie peuplé et développé les Etats-Unis au détriment des autres Européens qui en ont été chassés. C'est aussi en Grande-Bretagne que le néolibéralisme a été implanté en premier en Europe, puis poussé le plus loin, alors que l'UE peine à l'imposer dans les 27 autres pays qui la constituent. Ce sont également les pays de l'UE et limitrophes qui sont en première ligne dans la confrontation avec la Russie orchestrée par les Américains et les Britanniques avec le risque de guerre que cela implique, tandis que la Grande-Bretagne pourrait être relativement épargnée du fait de son isolement géographique.

Bref, quelle que soit la politique que mèneront les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à brève échéance, il est clair que ce sont les Européens qui en feront les frais pour les soumettre à leur diktat ou les contraindre à accepter leur hégémonie.

Il faut également inscrire le Brexit dans la perspective de l'élection d'H. Clinton, qui incarne le camp des démocrates et des républicains les plus extrémistes ou favorables au bombardement de la Syrie, à une guerre avec la Russie et l'Iran notamment, bref à mettre le monde et en premier lieu l'Europe à feu et à sang.

L'ensemble de cette politique est dictée par la crise du capitalisme et le refus des peuples d'en supporter plus longtemps les conséquences.

Il leur faut orchestrer des événements qui soient susceptibles de leur permettre de franchir une nouvelle étape dans la mise en oeuvre de leur plan ou pouvoir l'imposer à tous les peuples par n'importe quel moyen, en instrumentalisant leurs réactions pour les orienter dans une direction qui soit favorable au renforcement de leur puissance financière et de leur pouvoir politique.

Pour que leur liberté d'action ne connaisse pas d'entrave, ils ont minutieusement semé la confusion et le chaos dans les principaux pays de l'UE, tout en s'octroyant la soumission de tous les partis institutionnels de droite ou de la pseudo-gauche, de sorte que quelle que soit la réaction des peuples ils savent qu'en l'état actuel ils ne pourront pas s'opposer à leur pouvoir ou à leur politique.

Cela dit, les tensions entre les classes qui en découlent, parce que la classe des exploités résiste malgré tout, fragilise les acteurs et les institutions qui sont chargés d'appliquer leur politique néolibérale impériale, et la plus grande menace qui pèse sur eux serait que les peuples en profitent pour renouer avec l'espoir qu'il serait possible de mettre en oeuvre une autre politique ou cherchent et trouvent une issue politique à la crise du capitalisme, donc qu'ils manifestent la volonté de changer la société en renouant à terme avec le socialisme.

On nous rétorquera qu'on n'en est pas encore rendu là ou qu'on extrapole, pour un peu on prendrait nos désirs pour la réalité. Certes, nous avons bien conscience que nous n'en sommes pas encore rendu là, mais l'oligarchie ne se contente pas de penser à court terme, elle suit une stratégie qui a été élaborée de longue date pour atteindre un objectif politique final ou à long terme, et c'est bien dans cette perspective que s'inscrit l'ensemble de sa politique...

Aussi, non seulement nous aurions tort de ne pas nous y attarder pour en comprendre les ressorts, et de ne pas l'imiter en ne situant pas notre action dans une perspective ou un objectif opposés, à savoir le renversement de l'ordre établi et la prise du pouvoir politique par les masses exploitées afin d'éradiquer le capitalisme de la surface de la planète.

Si maintenant on continue de se raconter des histoires ou on s'avère incapable, pire, on refuse de démasquer leurs impostures, en fait, si on se fie à leur interprétation de la situation, du Brexit ou de tout événement qui survient et on les reproduit, il est vrai qu'on n'a aucune chance de nous en sortir ou de les vaincre.

Les passages entre guillemets proviennent de différents articles de sources diverses, agences de presse, médias institutionnels ou ceux dits alternatifs.

C'est à croire que le Brexit était programmé.

- *"le Brexit aurait pu être évité si les dirigeants européens avaient agi autrement. David Cameron avait adressé un certain nombre de demandes, plutôt modestes, à ses collègues européens."*

Cameron a pris l'initiative de ce référendum sachant et souhaitant que le Brexit l'emporte, ce qui était parfaitement prévisible de longue date. Je l'ai écrit il y a quelques semaines dans une causerie en précisant qu'il était impensable, impossible que ce soit Cameron qui ait pris cette décision, elle avait forcément été dictée par le sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne dont Cameron était Premier ministre et le porte-parole.

Cameron aurait joué à la roulette russe ou il se serait fié à la boule de cristal des instituts de sondages.

- *" Il convient, en réalité, de comprendre comment l'Union européenne a pu être rejetée par le pays qui, sans doute, était déjà le moins intégré en son sein."*

Au contraire, elle a parfaitement fonctionné.

- *"Cette démarche a finalement joué contre elle-même."*

Niaiseries.

On nous dit que ce sont les masses ignorantes qui ont voté pour le Brexit, et en même temps on leur prête un niveau de conscience politique qu'elles n'ont pas.

- *"Ils ont vu, sur le continent, les pressions sur le parlement chypriote, le refus du choix des Grecs en 2015, le déni des référendums français et néerlandais de 2005, le renversement par l'UE des gouvernements italien et grec en 2011..."*

Ben voyons ! Comme si les travailleurs britanniques avaient cela à l'esprit, quelle sornette!

Il faudrait davantage rechercher l'explication du vote ouvrier de ce côté-là.

- *"La politique économique de l'UE a été si peu éloignée de celle que mènent les Conservateurs britanniques depuis six ans dans la destruction des services publics, la libéralisation des marchés du travail, la réduction du droit des travailleurs, que l'argument d'un « socle » protecteur lié à l'UE n'a pas convaincu."*

... ou encore

- *"Une campagne nauséabonde où le discours dominant de responsables conservateurs et du parti xénophobe UKIP a dominé le camp du « leave »."*

- *"Mais le problème est que justement, en Grande Bretagne, ce n'est pas le rejet de l'austérité et des politiques patronales qui a majoritairement orienté ce vote..." (NPA)*

N'avaient cru dans l'irréversibilité de l'appartenance à l'UE que ceux qui voulaient bien le croire ou des crétins d'intellectuels.

- *"Cette décision fait clairement changer de nature l'Union européenne. Jusqu'ici, l'UE était conçue comme un processus irréversible."*

La Grande-Bretagne n'existait déjà plus, elle s'était dissoute avant l'heure dans le mondialisme

- *"La fuite en avant pratiquée par des gouvernements successifs (...) vers une immigration illimitée, a radicalement changé la société britannique. Londres n'est plus une ville anglaise depuis longtemps car, selon les chiffres officiels du dernier recensement, les Britanniques blancs y sont minoritaires. Avec son économie performante et son marché du travail souple, le Royaume-Uni aspire des immigrants du monde entier. Mais l'arrivée depuis 2004 de plus de 2 millions de Polonais et d'autres Européens de l'Est a été non pas la goutte qui a fait débordé le vase, mais une vague qui risquait de noyer le peuple britannique."*

L'analyse qui fera le plus illusion, la plus trompeuse de toute.

- *"Certes, une partie de la bourgeoisie anglaise a soutenu le choix de sortir le Royaume-Uni de l'Union européenne. Il n'en reste pas moins que le clivage est saisissant : d'un côté, les élites institutionnelles et politiques (et syndicales, à quelques louables exceptions près), la City, les banques, les patrons des grandes entreprises (1300 d'entre eux avaient lancé un ultime appel deux jours avant le scrutin) – et les milieux urbains huppés ; de l'autre, les quartiers populaires, les villes ouvrières et les banlieues délaissées, les régions entières désindustrialisées et à l'abandon."*

Pourquoi se livrer à une nouvelle forfaiture puisqu'ils ont obtenu le résultat qu'ils recherchaient ou dont ils avaient besoin.

- *"Certes, cette volonté de récupérer sa liberté politique collective – le terme juridique est « souveraineté », un concept souvent caricaturé, alors qu'il s'agit du cadre même de la démocratie réelle – relève plus souvent de l'aspiration collective que d'une motivation explicite de chaque citoyen. Reste que les électeurs britanniques n'ont sans doute pas oublié comment fut bafoué le Non français au TCE, de même que la manière humiliante dont furent traités les Irlandais lorsqu'on leur demanda – par deux fois – de recommencer leur vote parce qu'ils n'avaient pas donné la bonne réponse du premier coup..."*

Une telle forfaiture ne sera pas possible avec les Anglais. Ceux-ci viennent de délivrer un message simple : on peut s'en aller. "

Beatles : You say yes, I say no, you say no, I say yes... You say goodbye, I say hello, hello, hello...

Il y aurait urgence

- L'UE veut aller vite *"pour ne pas donner une nouvelle fois l'image d'une Europe paralysée, impuissante, et ensuite pour que d'autres pays, sous la pression de leur opinion publique, ne s'engouffrent pas dans cette tentation du référendum"* commente Etienne Leenhardt sur le plateau du 20 Heures. Francetv info 26.06

Jean-Christophe Cambadélis a assuré que la Grande-Bretagne n'était plus en position de *"fixer l'agenda de l'Europe"* manifestement pressé de voir Londres quitter le giron de l'Union européenne.

L'UDI, Jean-Christophe Lagarde, a lui aussi plaidé pour une sortie du Royaume-Uni *"la plus rapide possible"*.

M. Ayrault avait ironisé à Berlin au sujet des propositions de ses adversaires politiques: *"Il y en a qui, parce qu'ils sont dans le désarroi, ne savent pas quoi proposer. Ils disent "traité, traité", d'autres disent "constituante", "référendum". "C'est plutôt des messages d'impuissance. Il faut proposer des choses concrètes, acceptables par les 27", avait-il préconisé.*

- *"...samedi matin le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a appelé à une sortie "en bon ordre" de la Grande-Bretagne de l'UE."*

Bref, il l'a déjà acté, comme Obama et tous les chefs d'Etat des pays occidentaux. Quel empressement... à s'aligner sur Washington !

Un bienfait ou un renforcement du pouvoir de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Le genre de conneries qu'on peut lire depuis hier :

- *"Ce sera donc un Brexit. Déjouant la plupart des instituts de sondages et autres bookmakers auxquels les marchés financiers ont cru aveuglément."*

Vraiment ? La preuve du contraire.

- *"Le dollar américain est en train de gagner face à toutes les monnaies*

Pertes mais limitées à 2,54% sur le Dow Jones à la mi-journée et de 2.63% sur le S&P 500...

...la livre est en train de perdre près de 8.58% par rapport au dollar. Mais est-ce une mauvaise chose?

Force est de constater qu'en quelques heures, la Banque d'Angleterre a atteint à zéro frais les objectifs recherchés par la BNS (Banque nationale suisse) qui ont coûté des centaines de milliards...

Avec -4,37% les pertes sur le FTSE sont nettement plus limitées... Les prévisionnistes mainstream annonçaient l'apocalypse pour la Grande Bretagne."

Les faits leur donnent tort.

Et puis au casino, il y a des perdants et des gagnants, une réflexion élémentaire qui échappe à la plupart des commentateurs épris de sensationnel ou plus prompts à manipuler les masses à partir des émotions que déclenche un événement.

Il ne faut pas oublier non plus que les traders des banques ont misé à la fois sur le maintien et la sortie de l'UE, donc peu

importait pour eux le résultat de ce référendum, dans tous les cas de figure ils s'y retrouveraient.

Par contre, ils peuvent sciemment faire perdre des sommes importantes ou colossales à leurs clients et en faire gagner aux oligarques, sachant que le Brexit avait toutes les chances de l'emporter et sans tenir compte des sondages, qui pour le coup étaient destinés à semer la confusion dans les esprits de la population.

Qu'ont-ils en tête ?

Situation qui peut préfigurer un scénario catastrophe entièrement orchestré, à la manière de chaque dépression ou précédant chaque guerre présentée comme une épouvantable fatalité, un pur hasard, un accident imprévisible, l'avenir ne tardera pas à le dire.

- *"Nous pouvons dire aujourd'hui, que la zone euro pourrait risquer la faillite. Une faillite systémique grandeur nature qui relèguerait les crises de 2008 ou de 2011 à des épiphénomènes..."*

C'est ce qu'il faut faire croire au peuple ignorant pour les manipuler.

- *"Souvent dans l'histoire, les grands tournants ont lieu par accident."*

Par accident, vraiment ? Ce qui ne risque pas d'être un "accident", c'est leur manière d'interpréter l'histoire, surtout celle de la lutte des classes.

Comme par exemple l'ascension ou l'accession d'Hitler au pouvoir et le financement de son régime pendant la guerre par l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste, un accident fortuit sans doute... Il a été révélé que les banquiers occidentaux et américains avaient financé les deux camps en présence pendant la Seconde Guerre mondiale pour tirer profit des deux côtés à la fois, les malheureux n'avaient plus toute leur tête et ce fut un malencontreux accident, ben voyons, l'histoire en est pleine, de la première à la dernière page des manuels scolaires.

Les opportunistes et charlatans en tous genre se lâchent.

- *«L'effondrement de l'Union européenne est désormais inévitable»*

- *"L'Union européenne est morte"*

- *"Le Brexit : une défaite de l'UE telle qu'elle est"*

- *"Le Brexit mènera à l'effondrement de l'Union européenne, comme la chute du mur de Berlin a mené à l'effondrement du Pacte de Varsovie..."*

- *"Le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'UE est un événement d'une portée historique majeure..."*

Tout cela pour quoi ? Hors ou dans l'UE, cela change quoi, cela résoud quoi ? Absolument rien.

- *"... et demain, le dirigeant conservateur qui succédera à Cameron sera tout autant réactionnaire et austéritaire que son prédécesseur (...) ce qui est à l'ordre du jour, c'est une réelle unité des exploités et des opprimés contre les politiques capitaliste d'austérité, hors ou dans l'UE." (NPA)*

Nous voilà bien avancés, effectivement "hors ou dans l'UE" cela ne change rien ou les exploités sont logés exactement à la même enseigne, aussi le combat politique devrait se réduire à quémander un morceau de beurre pour agrémenter notre plat de lentilles, politique contre-révolutionnaire, antisocialiste qui a pourri le mouvement ouvrier et son avant-garde.

Non tous les peuples exploités et opprimés d'Europe doivent lutter pour l'amélioration de leur sort ou la défense de leurs droits sociaux en inscrivant leur combat politique dans la perspective du renversement des institutions nationales et de la rupture avec le capitalisme dans chaque pays pour établir une République sociale, une Fédération des Républiques sociales d'Europe.

[Haut de page ↗](#)

Le 27 juin 2016

CAUSERIE

J'ai décidé de m'associer à l'appel initié par le POID et 1000 signataires "*Pour la rupture avec l'Union européenne et la Ve République*", le lien figure ci-dessous pour le télécharger. Je voulais le mettre en ligne depuis plusieurs jours et je n'en avais pas trouvé le temps ou j'avais oublié. Je vais le signer, s'ils acceptent ma signature.

J'en profite pour signaler aux dirigeants du POID qu'il y a comme une anomalie dans la page que consacre Wikipédia à leur parti, dans les liens externes figure un lien en direction du portail que j'anime.

Il doit s'agir d'une méprise ou d'une mauvaise plaisanterie commise par une personne mal intentionnée à leur égard, car je n'ose pas imaginer un seul instant qu'ils en soient à l'origine, sauf erreur de ma part, en tout cas je n'y suis pour rien. Et pour cause, si j'avais voulu faire une telle plaisanterie à quelqu'un, c'est dans la page du POI que j'aurais inséré ce lien !

● APPEL : "**POUR LA RUPTURE AVEC L'UNION EUROPÉENNE ET LA Ve RÉPUBLIQUE**"

[Brexit. La stratégie du chaos ou du consentement.](#)

Ce référendum était une farce institutionnelle qui jusqu'à présent à relativement bien fonctionnée, puisque le Brexit a pour résultat de rajouter du chaos à celui déjà régnant en Europe et au-delà.

Des petits malins expliquent que la Grande-Bretagne n'était jamais réellement entrée dans l'UE, tandis que d'autres estiment qu'elle n'en sortira jamais vraiment. Et de fait, sans prendre de risques les deux ont en partie raison, puisque la Grande-Bretagne bénéficiait (déjà) d'un statut d'exception au sein de l'UE, et les économies des pays de l'UE ne pourront pas se passer de l'une des plus importantes places financières de la planète, ainsi que d'un allié militaire aussi précieux que belliqueux en tant que relais de la politique impériale des Etats-Unis engagés sur tous les champs de bataille, pas forcément officiellement il faut préciser.

Le Brexit, s'il devait être le produit de la lutte des classes, force est de constater qu'il n'intervient pas à l'initiative du prolétariat britannique.

Ainsi avons-nous essayé d'éviter les rumeurs et les états d'âme qui ont le don de rendre la situation encore plus confuse.

Il a été révélé hier que la pétition qui aurait déjà recueilli plus de 3 millions de signatures pour exiger un nouveau référendum était en réalité une escroquerie. Parmi les signataires 39.000 disent vivre au Vatican, alors que la cité Etat ne compte que 800 habitants. De même, plus de 23.700 signataires viennent prétendument de Corée du Nord. Or, ce pays ne dispose d'aucun accès à Internet - et les Nord-Coréens ont certainement d'autres préoccupations que le Brexit. (Source : Atlantico.fr 26.06)

Que la Grande-Bretagne sorte de l'UE au bout d'un processus qui prendra des années nous dit-on après avoir scellé avec l'UE ou confirmé des rapports qui existaient déjà ou qu'elle y reste ne changerait rien, sinon qu'elle ne serait pas tenue de supporter les conséquences de la politique de l'UE que seuls les Etats la composant subiraient, on ne voit pas trop en quoi cela nous concernerait.

Quant à l'instrumentalisation du Brexit par l'extrême droite dans d'autres pays de l'UE, c'est du domaine du populisme de la gauche avariée, car dans aucun pays l'extrême droite n'est en mesure de développer une politique indépendante de l'oligarchie et jamais elle ne parviendra au pouvoir, sauf évidemment si l'oligarchie décidait de recourir à ses services comme ce fut le cas en Ukraine par exemple. Reste que pour sortir de l'UE en respectant les clauses de l'article 50 du traité de Lisbonne, les conditions sont si draconiennes que cela semble quasiment impossible. Outre que la Grande-Bretagne et l'UE devraient réexaminer et négocier 80.000 pages de lois qui les lient, l'accord doit être approuvé par les pays membres, le Parlement européen et le Parlement britannique. Chacun des 27 pays peut faire jouer son veto (...), note le Guardian. (source Slate.fr 24.06) Et certains dirigeants européens disent que cela pourrait encore prendre cinq ans. (id)

On n'épiloguera pas sur la crise qui secoue le parti conservateur et le Labour. Y trouveront un intérêt les adeptes des jeux institutionnels stériles qui se prosternent devant le régime et ses institutions et qui ont du temps à perdre.

- La livre plonge, le moral des expats coule à pic - LeParisien.fr

- Erasmus dans le brouillard anglais - LeParisien.fr

- Brexit : les viticulteurs français s'inquiètent - Francetv info

[L'autre scénario ou il est urgent de ne pas précipiter les choses.](#)

- Pour consommer la rupture entre le Royaume-Uni et l'UE, le Premier ministre britannique doit notifier la demande de son pays au président du Conseil européen, Donald Tusk. Or David Cameron a laissé entendre que cette procédure devait être entreprise en octobre par son successeur, qui sera issu du camp du Brexit. Il ne devrait pas le faire dès le sommet de mardi. Sur la même ligne, Angela Merkel appelle carrément au « calme ». Son bras droit Peter Altmaier a eu cette drôle de phrase : « La classe politique londonienne devrait pouvoir réfléchir une nouvelle fois aux conséquences d'un retrait. »

Pour l'Allemagne, la situation est suffisamment grave. Un ultimatum n'apporte rien. "Il ne faut pas tirer des conclusions hâtives et définitives de ce référendum britannique", a de son côté lancé Angela Merkel. L'intérêt pour Berlin est de préserver la Grande-Bretagne, son grand allié libéral en Europe et l'un de ses principaux partenaires commerciaux. Francetv info 26.06

- Brexit: Et si Londres ne déclençait jamais sa sortie de l'UE? 20minutes.fr

Un diplomate européen «n'exclut pas» que la Grande-Bretagne ne déclenche pas l'article 50 qui engagerait son retrait... 20minutes.fr 26.06

- Retarder le « Brexit » : l'habile manœuvre de David Cameron ? - lemonde.fr

Pendant la campagne, le premier ministre britannique avait affirmé à plusieurs reprises que l'article 50 des traités, qui déclenche la procédure de sortie de l'Union européenne, devait être utilisé immédiatement en cas de victoire du « Leave ».

Cet article permet à un pays membre de l'Union européenne de lancer un processus de retrait. Bruxelles ne peut pas imposer son rythme : l'« activation » de l'article 50 ne peut être faite qu'à l'initiative du pays membre. Une période de négociation avec l'UE d'un accord fixant les modalités concrètes de cette sortie est censée s'ouvrir dans la foulée. Ces négociations, qui pourraient prendre des années, seront complexes et périlleuses. Sans parler de celles qui seront nécessaires, dans un second temps, pour construire de nouvelles relations – juridiques, commerciales, réglementaires... – entre le Royaume-Uni et l'UE.

Le camp du « Leave » a peut-être gagné le référendum, écrit ainsi le Guardian, « mais ils ne peuvent utiliser le mandat qui leur a été confié, car s'ils le font, ils condamneront à dessein le Royaume-Uni à la récession, la rupture et des années douloureuses ». Celui qui obtiendra la tête du parti conservateur, à l'issue de sa convention d'octobre, et donc les clés du 10 Downing Street après le départ de David Cameron, devra gérer une situation intenable, entre des leaders européens qui pressent le Royaume-Uni vers une sortie rapide et une voie de sortie plus que chaotique et donc coûteuse politiquement. lemonde.fr 26.06

[Et ceux qui s'en tiennent aux résultats du référendum du 23 juin.](#)

- La Banque des règlements internationaux (BRI) entérine le Brexit.

La BRI est l'organe international de coordination des grandes banques centrales, c'est pour ainsi dire la banque centrale des banques centrales contrôlée par le sommet de l'oligarchie financière mondiale, autrement dit ses souhaits sont des ordres.

"Il est probable qu'une période d'incertitude et d'ajustement nous attend. Le Royaume-Uni est étroitement intégré à l'économie mondiale, et il héberge l'une des premières places financières au monde. Une bonne coopération à l'échelle mondiale permettra, j'en suis sûr, de limiter les incertitudes et de procéder aux nécessaires ajustements aussi bien que possible" a dit son directeur général, Jaime Caruana. Reuters 26.06

- Brexit: le Royaume-Uni en pleine tourmente, l'UE s'impatiente - AFP

A l'extérieur, l'Union européenne, encore sous le choc, commence à s'impatienter et voudrait que la procédure de divorce s'engage rapidement, mais Londres compte prendre son temps.

Martin Schulz, le président du Parlement européen, a exhorté dimanche M. Cameron à entamer la procédure de sortie de l'UE dès mardi à Bruxelles, où démarre un sommet des chefs d'Etat et de gouvernements européen de deux jours, une source officielle européenne a déclaré que ce ne serait pas le cas.

"Nous nous attendons à ce que Cameron présente les résultats du référendum", mais "nous ne nous attendons pas, à ce stade, à ce que Cameron déclenche l'article 50", la clause du traité de Lisbonne qui enclenchera la sortie du Royaume-Uni de l'UE, a déclaré cette source.

Samedi, les ministres des Affaires étrangères des six pays fondateurs de l'UE avaient pressé Londres de démarrer le processus de sortie "dès que possible".

Et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a exprimé l'impatience de Bruxelles. "Je ne comprends

pas pourquoi le gouvernement britannique a besoin d'attendre jusqu'au mois d'octobre pour décider si oui ou non il envoie la lettre de divorce à Bruxelles. J'aimerais l'avoir immédiatement", a-t-il dit.

C'est dans ce contexte délicat que le secrétaire d'Etat américain John Kerry se rend lundi à Londres. M. Kerry a déclaré dimanche que les Etats-Unis auraient souhaité voir le Royaume-Uni "prendre une autre direction". AFP 26.06

- Le Brexit est irréversible, déclare François Hollande - Reuters

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, impensable jusqu'au référendum britannique jeudi dernier, est "devenu irréversible", a déclaré dimanche François Hollande lors d'un déplacement dans la Nièvre.

"Ce qui était impensable il y a quelques années est devenu irréversible par le vote d'une majorité du peuple britannique", a ajouté François Hollande, qui recevra lundi le président du Conseil européen, Donald Tusk, avant d'aller à Berlin.

La France souhaite officiellement que la procédure de sortie de l'Union européenne soit engagée sans tarder, alors que l'Allemagne paraît plutôt soucieuse de ne pas précipiter les choses. Les deux pays doivent également s'accorder sur l'étape suivante pour l'Union européenne. Reuters 26.06

- UE: grandes manoeuvres diplomatiques pour accélérer le divorce du Royaume-Uni - AFP "Nous ne nous attendons pas, à ce stade, à ce que Cameron déclenche (lors du sommet) l'article 50" du traité de Lisbonne, qui doit engager officiellement la sortie du Royaume-Uni de l'UE, a affirmé dimanche un officiel européen, sous couvert d'anonymat.

- Un procédure de divorce que les dirigeants européens veulent pourtant acter "au plus vite".

"Nous disons ici, ensemble, que ce processus doit commencer aussi vite que possible pour qu'on ne se retrouve pas embourbé", a plaidé samedi à Berlin le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, entouré de ses homologues des pays fondateurs de l'UE (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas).

Au Berlaymont, le siège de la Commission européenne, l'heure n'est pas non plus aux atermoiements.

"Ce n'est pas un divorce à l'amiable", a tranché le président de la Commission Jean-Claude Juncker. "Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement britannique a besoin d'attendre jusqu'au mois d'octobre pour décider si oui ou non il envoie la lettre de divorce à Bruxelles. J'aimerais l'avoir immédiatement".

Du côté du Parlement européen, qui se réunira mardi en session extraordinaire, on presse aussi David Cameron de "tenir ses promesses dès maintenant" et de notifier la "clause de retrait" (l'article 50).

Pour le président du Parlement, Martin Schulz, le sommet de mardi à Bruxelles serait "le bon moment".

D'outre-Atlantique, le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est invité dans la "polycrise" européenne, selon l'expression de M. Juncker.

Bouleversant son agenda, M. Kerry se rend lundi à Bruxelles pour des entretiens avec la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini, avant de s'envoler pour Londres.

En visite dimanche à Rome, il a reconnu que les Etats-Unis auraient préféré que les Britanniques prennent une "autre direction". Washington redoute particulièrement l'impact du Brexit sur la croissance mondiale et des secousses sur les marchés financiers.

Le président Barack Obama avait éloquemment plaidé en faveur du maintien de Londres dans l'UE. Mais il a promis que rien n'avait changé dans "la relation spéciale entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni". AFP 26.06

On n'attachera pas d'importance aux regrets exprimés par Kerry qui ne servent qu'à reconforter ses vassaux européens, après que la veille Obama ait acté les résultats de ce référendum en se disant confiant dans une sortie "sans heurts" de l'UE (AFP 24.06).

La palme de l'intox.

- Le Brexit, une punition que la démocratie s'inflige à elle-même - Slate.fr

Le vote des Britanniques nous oblige à interroger et à critiquer son fonctionnement actuel afin qu'offre et demande politique

se rencontrent véritablement. Le Brexit est la punition que la démocratie vient de s'infliger à elle-même. Slate.fr 26.06

Et dans la poubelle des idéologues du néolibéralisme

- BHL. Etrange défaite à Londres - Le Monde

[Le réveil est cruel.](#)

Commentaire d'un lecteur du portail Le Grand Soir :

- "J'ai personnellement voté PS à de nombreuses élections pensant être un électeur de gauche parce que c'était l'option la plus à gauche qui restait disponible.

Je découvre grâce à Hollande et Valls, qu'en fait, j'étais un électeur de droite.

Le seul mérite de Hollande et Valls, c'est permettre de découvrir l'électeur de droite qui sommeillait dans chaque électeur du PS."

Pas sûr du tout qu'ils vont vraiment en prendre conscience.

Cela dit, ils savaient à quoi s'en tenir depuis des lustres avec le PS.

Et la réponse d'un internaute :

- "...je suis étonné qu'on puisse être étonné que ce gouvernement ne soit pas de gauche, car personne ne se faisait d'illusion sur la position droitière de celui-ci et du parti se disant socialiste depuis (très) longtemps.

Hollande a été élu en 2012 pour faire partir Sarkozy et sa clique, mais l'accentuation des mesures néolibérales ne faisait pas de doute, son appartenance à la droite non plus."

Mais le problème, c'est que jusqu'à présent personne n'osait le dire à haute voix, et rien ne dit que ceux qui osent l'affirmer en tireront les enseignements politiques qui s'imposent, la nécessité de rompre avec le PS et ses satellites, ainsi que les dirigeants syndicaux liés au PS.

Un autre internaute en rajoute :

- "Pour le reste, y a longtemps que le PS n'est plus de gauche - donc, arrêtons de le nommer comme tel et ça éclairera déjà quelque peu le débat - et fait le lit des fachos... mais là, pour ceux qui ont un peu de mémoire, rien de nouveau...!"

Bref, pour un peu tout le monde savait que le PS était un parti fondamentalement réactionnaire mais personne n'en a tenu compte, alors pourquoi voudriez-vous que cela change ? Comment peut-on imaginer un instant, que ceux qui ont marché dans cette combine pourrie pendant de longues décennies ou ont fait preuve d'une malhonnêteté intellectuelle sans fond parce qu'ils y trouvaient leurs intérêts, pourraient changer et être dignes de notre confiance ? Les discours et la sémantique sont une chose, les actes en sont une autre et eux seuls nous importent.

Un troisième enfonce le clou en citant Marx :

"Seule la défaite convainc le prolétariat que la plus infime amélioration de sa situation reste une utopie au sein de la République bourgeoise"... (Pas de quoi être nostalgique de cette République ou de réclamer le retour à cette République, encore moins l'inscrire sur son logo. Mais bon, n'est pas socialiste ou communiste qui veut. - LVOG)

"... l'asservissement général qu'implique le régime du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ce effets (...).

Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur : "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable, ils doivent inscrire sur leurs drapeaux le mot d'ordre révolutionnaire : Abolition du salariat". K.Marx.

Marx était un penseur et un militant révolutionnaire, pas un vulgaire réformiste ou "conservateur", c'est peu flatteur pour nos dirigeants.

Allez dire aux opportunistes que se contenter de lutter "contre les effets et non contre les causes de ce effets" revient à s'adapter au capitalisme, que c'est tourner le dos au marxisme, au socialisme.

A force de s'abaisser toujours plus ou de renier les enseignements du marxisme, on en est arrivé au point de se convaincre soi-même qu'inscrire ce mot d'ordre sur notre drapeau était ridicule ou grotesque, tout simplement parce qu'on a cessé de croire dans le socialisme ou dans la capacité des masses exploitées à s'emparer du pouvoir politique.

Ils nous rétorqueront que nous sommes injuste, parce que ce mot d'ordre serait décalé par rapport à la situation, entre nous, il devait l'être davantage encore à l'époque de Marx, mais bon, Marx était un farfelu, un gauchiste, il n'y connaissait rien à la classe ouvrière...

En guise de partage équitable, il y en a qui en inventant l'altermondialisme ont inventé l'ouvrier alter ego du capitaliste, une illusion fatale...

Rappel. Qui a dit ?

- "Je veux un nouveau modèle social où les syndicats, au lieu d'être une force de conservation, seront une force de transformation sociale, mais où la négociation collective descendra jusque dans l'entreprise, où il sera possible, avec l'accord de tous, de déroger aux règles générales quand le carnet de commandes de l'entreprise l'exigera."

Réponse : Hollande, non Sarkozy à l'occasion du 1er mai 2012.

Ce qui est pratique avec ce régime, c'est que les technocrates qui rédigent les dossiers des présidents de la République qui se succèdent sortent des même écoles, du coup quand ils doivent déménager ils n'emportent que leurs effets personnels et laissent leurs dossiers pour leurs successeurs et ainsi de suite. Et dire qu'il y en avait qui l'ignoraient... parmi nous.

Le Grand Soir - Yann Fievet :

- "... il ne s'agira plus de seulement trahir des promesses mais de piétiner des droits et des principes auxquels la Gauche était jusqu'ici attachée."

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient, des naïfs ou des ignorants. Et croire que la gauche aurait été "jusqu'ici attachée" aux droits et aux principes qui caractérisaient la nature de la gauche, c'est lui prêter des intentions qu'elle n'a jamais eu ou manifester son ignorance de ces principes ou encore qu'on ne les partageait pas.

- "M. Valls, avez-vous perdu la raison ? L'Histoire de notre pays vous présentera demain comme celui qui manqua du jugement nécessaire à l'homme d'Etat. Elle vous juge déjà."

C'est là faire un procès d'intention bien mal à propos à Valls. Car, qu'est-ce qu'un "homme d'Etat" qui fait preuve de "jugement" sous la Ve République, sinon celui qui sert les intérêts de la classe des capitalistes, ce que fait minutieusement Valls.

Le Grand Soir - Bernard Gensane :

- "Si Obama, Wall Street et la Cité de Londres n'ont pas réellement paniqué, c'est que rien n'est acquis de par ce référendum car de nombreuses stratégies ont été mises en œuvre pour contourner le vote du 23 juin. Cameron a montré l'exemple quelques heures après sa défaite en proposant un calendrier dilatoire permettant toutes sortes de manœuvres secrètes entre Bruxelles, Merkel (accessoirement Hollande) et le Royaume-Uni. Il faut à tout prix que l'oligarchie mondiale (ceux que le discours dominant appelle « les élites ») garde la main, empêche l'enrayement d'une intégration européenne au service de ses intérêts..."

Encore une fois, tout référendum présente un grand risque : celui qui le propose risque d'être battu. Mais il y a pire : l'électorat peut se l'approprier, peut en discuter les tenants et les aboutissants, peut lui donner un autre sens. Bref, cet électorat peut devenir intelligent, sachant. "

Cela peut aussi signifier exactement le contraire sans qu'Obama s'en vante évidemment.

Répétons-le, cela faisait des décennies que les Britanniques manifestaient leur euroscepticisme, chacun en est témoin, et voilà que tout d'un coup Cameron aurait perdu la tête ou serait devenu amnésique, cela ne tient pas debout. Quant au Brexit, sachant que les électeurs qui ont voté en sa faveur avaient à l'esprit des facteurs aussi divers qu'opposés, personne ne pourra en tirer profit, et c'est peut-être cela le fin mot de cette histoire, les seuls qui en tireront avantage seront ceux qui ont voté contre ou plus précisément les commanditaires de ce référendum.

Commentaire d'un internaute :

- "La Grande Bretagne est la grande taupe des USA installée en Europe. Avec le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande et l'entité sioniste , elle fait partie des territoires d'Outre-Mer US à telle enseigne qu'on les considère comme des étoiles non visibles à ajouter sur la bannière étoilée américaine. "

En quelque sorte...

Un regard de la gauche "ordinaire" américaine.

Encore des gens qui ont tout compris... de travers !

- Ce qui manque en Europe, ce sont des partis de gauche qui prennent au sérieux la nostalgie romantique du nationalisme - opposé à la mondialisation qui broie tout - et la fusionne avec une politique socialiste. Les sociaux-démocrates jouaient ce rôle autrefois, mais sous Blair, Schroeder et Hollande, ils ont dérivé dans la sphère de la mondialisation antinationaliste et néo-libérale. Le nationalisme est devenu, pour eux, un vilain mot. Cela, au moment même où le nationalisme jouit d'une nouvelle popularité en devenant l'ancre des gens ordinaires perdu dans la mer du néo-libéralisme arbitraire.

L'espace qu'ils ont laissé vide sera rempli par le fascisme.

Moon of Alabama - publié par legrandssoir.info 26.06

J'ai souri en lisant ce passage, car "autrefois" les sociaux-démocrates n'étaient déjà plus socialistes, pour trouver des socialistes chez les sociaux-démocrates il aurait fallu remonter à jadis, il y a un siècle en arrière ou plus, et quand on ajoute leur plaidoirie en faveur du nationalisme, cela donne l'association nationale socialiste qui spontanément nous fait penser à l'extrême droite ou au fascisme, qui selon eux pourrait remplir le vide laissé par les sociaux-démocrates, ce qui reviendrait pour ainsi dire à admettre qu'il existerait un lien entre eux ou qu'ils se partageraient les rôles, selon une sorte de droit de succession qui serait dicté par les aléas de la crise du capitalisme.

ACTUALITÉ DU JOUR

Numéro de prestidigitation qui ne convaincra personne.

- Tafta: "il ne peut pas y avoir d'accord de traité transatlantique", assure Valls - L'Express.fr

Le Premier ministre a estimé ce dimanche que l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis "ne va pas dans le bons sens". L'Express.fr 26.06

Ils sont ballots à L'Express, c'est un accord de libre-échange entre les États-Unis et l'Union européenne qui irait "dans le bons sens" !

Ah ces casseurs de la CGT !

- Le siège de la CGT à Montreuil «vandalisé» dans la nuit - Libération.fr

Le siège de la CGT à Montreuil a été «vandalisé» dans la nuit de vendredi à samedi par des individus cagoulés qui ont cassé plusieurs portes et vitres, a déclaré ce samedi Philippe Martinez, secrétaire général de la confédération, confirmant une information du Parisien.

Selon le Parisien, des membres de la direction de la CGT dont le secrétaire général Philippe Martinez font l'objet de menaces, et certains ont reçu des lettres anonymes accompagnées de photos de cercueils, des menaces jugées «sérieuses». Libération.fr 25.06

Le tour de passe-passe du référendum sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

- Notre-Dame-des-Landes : pourquoi le «oui» est favori malgré le peu de sondages - LeFigaro.fr

Devinez ?

Grille de lecture.

- Ils ont fait voter 500.000 électeurs situés dans des communes éloignées du futur aéroport qui majoritairement ont voté en faveur de ce projet, tandis que les électeurs des communes directement concernés ont voté contre majoritairement (jusqu'à 73,57%).

- Notre-Dame-des-Landes : large victoire du oui à l'aéroport - Liberation.fr

- Référendum sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes - Francetv info

La Loire-Atlantique dit "oui" à 55,17% à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes : et maintenant ?

Les électeurs de Loire-Atlantique se sont nettement prononcés en faveur de la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes.

Les électeurs de Loire-Atlantique se sont rendus aux urnes, dimanche 26 juin, pour se prononcer sur le projet très contesté d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Les 957 000 électeurs de Loire-Atlantique étaient appelés aux urnes, dimanche, pour se prononcer sur le transfert de l'aéroport.

Avec 487 518 votes exprimés, le taux de participation dans le département s'est élevé à 51,08%. Et c'est un oui massif (55,17% des voix) que les électeurs ont décidé d'adresser au projet.

Les communes qui ont le plus massivement voté en faveur du projet sont situées dans le nord-est du département. Le "oui" a, par exemple, atteint des records dans les communes de Ruffigné, de Lusanger et de Noyal-sur-Brutz avec plus de 80% des votes exprimés. A l'inverse, les communes situées aux alentours de la zone dans laquelle l'aéroport sera construit ont sans surprise voté contre le projet. C'est le cas dans la commune de Notre-Dame-des-Landes (73,57% de "non", soit le plus gros score enregistré dans le département), dans la commune de Vigneux-de-Bretagne (69,42 % de "non") et dans celle de Grandchamps-des-Fontaines (66,57 %). Francetv info 26.06

[Espagne. "Retour à la case départ et aux mêmes blocages."](#)

- Espagne : Mariano Rajoy net vainqueur des élections, amère déception pour Podemos - La Tribune

Les premiers sondages s'étaient entièrement trompés : le PP de Mariano Rajoy a progressé nettement lors des élections générales espagnoles, gagnant 13 sièges de plus. Unidos Podemos ne dépasse pas les Socialistes, toujours deuxième. Mais la crise politique est loin d'être réglée.

Les sondages sortis des urnes - et ceux publiés jusqu'à ce jour de vote en Espagne - s'étaient lourdement trompés. Finalement, Unidos Podemos (UP), l'alliance de Podemos, d'Izquierda Unida, formée des Communistes et des Ecologistes, n'a pas réussi à dépasser le parti socialiste, le PSOE, qui reste la deuxième force politique du pays derrière le Parti Populaire (PP) conservateur de Mariano Rajoy. Les vrais perdants de ce scrutin seront donc les instituts de sondage qui ne se sont révélés guère plus efficaces que leurs confrères britanniques qui n'avaient pas vu la victoire du Brexit le 23 juin.

Le PP, grand vainqueur

Quant au grand vainqueur, ce sera le PP qui, sur 95 % des bulletins dépouillés, a obtenu 32,9 % des voix et 137 sièges contre 28,7 % et 123 sièges le 20 décembre. Le président du gouvernement sortant Mariano Rajoy peut s'estimer satisfait de ce résultat. Il apparaît qu'il a bénéficié, comme le PSOE, mais dans une plus grande ampleur, d'un réflexe de retour aux partis traditionnels. Réflexe certes limité, puisque le PP avait obtenu 45 % des voix et la majorité absolue en 2011, mais la progression de près de quatre points est nette et elle donne clairement à l'équipe sortante la légitimité pour tenter de former un gouvernement. Le président du gouvernement pourra prétendre avoir gagné ces élections du 26 juin et effacé en partie les lourdes pertes subies entre 2011 et 2015. Sans doute faut-il y voir un effet de crainte face à la crise politique que traverse le pays et la volonté, en conséquence, de renforcer le gouvernement sortant.

Les Socialistes en progrès.

Mais la vraie surprise de ces élections, c'est la progression des Socialistes du PSOE que l'on donnait pour moribond.

Avec 22,8 % des voix contre 22 % le 20 décembre, il perd 5 sièges à 85 sièges contre 90 voici six mois. Le secrétaire général du PSOE Pedro Sánchez a fait mentir tous les pronostics et est parvenu à conserver largement la deuxième place dans l'échiquier politique espagnol en se renforçant. Il peut désormais espérer imposer sa candidature alternative à celle de Mariano Rajoy pour la présidence du Congrès qui avait échoué le 2 mars dernier en jouant cette fois sur l'affaiblissement d'Unidos

Podemos. (Dans un autre article, il était précisé que le PSOE avait perdu 100.000 voix par rapport au scrutin précédent, bref il est en "progression". Le PP en aurait gagné 500.000. - LVOG)

Défaite pour Unidos Podemos

Car la sensation de cette soirée électorale, c'est que l'alliance menée par Pablo Iglesias n'a pas convaincu l'électorat espagnol de gauche. L'addition de IU et de Podemos avait obtenu 71 sièges et 24,4 % des voix le 20 décembre. Cette fois, la coalition ne recueille que 21,2 %, soit un recul de 3,4 points, mais préserve ses 71 députés. Plusieurs éléments peuvent expliquer cette défaite : l'effet « Brexit » qui a peut-être effrayé une partie de l'électorat qui a préféré se rallier aux partis « connus », l'alliance avec les « Communistes » d'IU qui a pu là aussi inquiéter une partie de l'électorat de Podemos et les projets de référendum en Catalogne qui ont peut-être provoqué un retour vers les partis « unionistes ». L'abstention, en hausse de 3,5 points à 30,3 %, a sans doute aussi joué négativement. En tout cas, toute la stratégie de Pablo Iglesias, basée sur le « sorpasso » et donc sur une alliance « proposée » au PSOE s'effondre. Podemos va devoir réfléchir à ses choix en vue de la formation de la prochaine coalition gouvernementale.

Recul pour Ciudadanos

Reste qu'il n'est pas le seul perdant de la soirée. Le parti libéral Ciudadanos a obtenu 12,9 % des voix et 32 députés, contre 13,9 % et 40 députés le 20 décembre. La défaite de son président, Albert Rivera, est claire. Ce dernier se présentait pourtant comme un politique pragmatique, seul capable, affirmait-il, s'il était renforcé, de construire autour de lui un gouvernement. Les électeurs ne l'ont pas réellement cru et l'ont même sanctionné. Il est vrai qu'il était difficile de savoir avec qui Ciudadanos, qui avait passé un pacte avec le PSOE en février, mais qui regardait également du côté du PP, voulait gouverner. En tout cas, cette défaite réduit la perspective d'un grand parti du centre après la disparition dans les années 1980 du CDS d'Adolfo Suárez, le "parti de la transition".

Mariano Rajoy renforcé

Que va-t-il se passer à présent ? Le scrutin n'offre pas de majorité claire, mais il change la donne. Mariano Rajoy en sort renforcé et il sera plus difficile de demander sa démission pour gouverner avec le PP. Mais en a-t-il les moyens ? Sa victoire n'est pas suffisante pour construire une majorité gouvernementale et, à part Ciudadanos, il ne dispose pas de partenaires possibles à part le PSOE. Mariano Rajoy va sans doute demeurer ferme sur sa volonté d'établir une « grande coalition » avec le PSOE, mais Pedro Sánchez sort également renforcé du scrutin puisqu'il a réussi à empêcher le « sorpasso » par Unidos Podemos et à maintenir ses positions. Il pourra faire taire ses opposants en interne et imposer davantage ses conditions à ses éventuels partenaires de coalition. Autrement dit, lui aussi va retenter de devenir président du gouvernement.

Les conditions d'une alliance à gauche

Le scrutin apparaît donc comme un statu quo par rapport au 20 décembre, malgré la progression du PP. L'addition des partis de centre-droit est nettement supérieure à celle de la gauche et se creuse (169 contre 157 contre 163 à 160 auparavant). Mais les deux partis de droite ne disposent guère de réserve de voix au Congrès et sans majorité absolue (fixée à 176 sièges), ils auront du mal à obtenir le feu vert du parlement. Reste alors trois solutions, comme auparavant : une « grande coalition », un pacte à trois entre Ciudadanos, le PSOE et Podemos qu'avait proposé en mars Pedro Sánchez et une alliance de gauche avec l'appui des nationalistes catalans ou basques. Les trois cas demeurent toujours aussi peu probables qu'avant le scrutin.

Changement de position sur la Catalogne chez Unidos Podemos ?

Le changement pourrait venir de la déception d'Unidos Podemos. Si Pablo Iglesias et les siens considèrent qu'ils ont payé leur position dure face au PSOE et leur engagement trop fort pour le référendum catalan, ils pourraient décider de se montrer plus ouvert face à Pedro Sánchez. Mais la difficulté sera de faire accepter leurs alliés catalans, basques et galiciens un abandon de cette idée de référendum. Ce serait renforcer en Catalogne les Indépendantistes. Un gouvernement minoritaire de droite ?

En cas de blocage persistant, le PSOE pourrait finalement accepter la victoire du PP et tolérer un gouvernement PP/Ciudadanos qu'il pourrait renverser quand il le désirera. Mais un tel gouvernement n'est pas certain de voir le jour (Ciudadanos acceptera-t-il un pacte avec le PP après une telle défaite ?) et il serait très fragile. Ces élections du 26 juin n'ont donc pas réglé la crise politique espagnole. Tout se passe comme s'il s'agissait d'un retour à la case départ et aux mêmes blocages qu'avant le scrutin. La Tribune 26.06

Présidentielle en Islande "sans étiquette".

- Présidentielle en Islande : Gudni Johannesson revendique la victoire - AFP

L'universitaire Gudni Johannesson a revendiqué dans la nuit de samedi à dimanche la victoire à l'élection présidentielle de l'Islande, cet homme de consensus arrivant en tête après un scrutin quelque peu éclipsé par l'attente d'un match de football historique.

"Tous les suffrages n'ont pas été comptés, mais je pense que nous avons gagné", a déclaré à son QG de campagne ce candidat sans étiquette, qui fête ses 48 ans dimanche.

Il se fondait sur le dépouillement de près d'un tiers des votes, qui d'après la chaîne de télévision publique RUV le plaçait en tête avec 37,8%.

Il devançait Halla Tomasdottir, femme d'affaires et également sans étiquette, qui obtenait 29,8% des voix.

Hostile à une adhésion de l'île à l'Union européenne, M. Johannesson était aussi en phase avec l'euroscpticisme de la majorité des Islandais. La plupart n'ont pas vu d'un mauvais oeil la victoire du "Brexit" au Royaume-Uni à l'issue du référendum de jeudi.

Le divorce entre la Grande-Bretagne et l'UE "change beaucoup de choses dans le bon sens pour les Islandais", disait vendredi soir M. Johannesson. AFP 26.06

[Le prix de la déchéance.](#)

- Clinton à la Gay Pride de New York, marquée par le massacre d'Orlando - AFP

La candidate démocrate à la Maison Blanche Hillary Clinton a défilé dimanche à New York pour la Gay Pride... AFP 26.06

[Haut de page ↗](#)

Le 28 juin 2016

CAUSERIE

A ma connaissance personne à ce jour n'a émis l'hypothèse qu'ils n'avaient pas organisé un référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'UE, mais plutôt le Brexit. (Depuis que j'ai rédigé ces lignes hier soir, j'ai découvert un article ce matin qui allait dans le même sens, peut-être que d'autres suivront.)

Hypothèse que j'ai soutenue dans une causerie il y a quelques semaines je précise.

Quand Cameron a annoncé il y a 4 ans qu'il allait soumettre cette question par référendum aux électeurs britanniques, à l'époque personne ne l'a cru, tout le monde pensait que c'était une fanfaronade électoraliste et que les élections passées il n'y penserait plus et plus personne non plus.

Sauf que voilà, les faits viennent de démontrer le contraire, ce qui au minimum mérite une explication.

Si personne n'a voulu y croire il y a 4 ans, c'est parce que tout le monde connaissait par avance le résultat probable d'un tel référendum qui se traduirait par le Brexit, on est bien d'accord, n'est-ce pas ? Et c'est bien pour cette raison que personne ne voulait y croire, le pari était trop risqué, inutile, ridicule pensait-on dans le camp du maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE.

Il l'a brandi comme une menace, et je crois que bien peu l'ont prise au sérieux et encore moins en ont compris la réelle signification, pour ainsi dire aucun y compris à ce jour, sauf peut-être en observant la température monter dans les différentes bourses européennes, tout particulièrement celle des valeurs bancaires ou spéculatives qui plongeait brusquement.

Avant de poursuivre, il faut se souvenir que c'est la Grande-Bretagne qui en Europe a été le fer de lance du néolibéralisme avec Thatcher, que c'est elle ensuite avec Blair qui s'est alignée systématiquement et avec zèle sur la politique impériale américaine, bref, que ce soit sur les plans économique, financier, social, politique, militaire elle a toujours été le meilleur allié des Etats-Unis, et c'est encore elle qui depuis 2011 est aux avant-postes de la guerre contre la Syrie.

Tout laisse à penser que cette opération a été montée de toutes pièces comme un moyen de chantage ou de pression extrême destiné aux chefs d'Etat des pays de l'UE, pour qu'ils cessent de tergiverser ou de traîner les pieds face au diktat américain relayé par la troïka, la Banque mondiale, l'OCDE, etc. qui exigent qu'ils procèdent à des réformes structurelles du marché du travail, des organismes sociaux, de l'éducation, de la santé, etc. sans se soucier des conséquences politiques qui en découleraient et les moyens auxquels ils devraient recourir pour assurer la stabilité de leur régime, y compris par la force si nécessaire, puisque c'est leur rôle de les assumer. On pourrait ajouter que les différents attentats qui ont eu lieu en France et

en Belgique depuis l'annonce de ce référendum, devaient servir d'avertissement ou leur donner un avant-goût de ce qui les attendait s'ils n'obtempéraient pas sur le champ, car le temps presse, la Fed vient pour une énième fois de reporter la hausse de ses taux directeurs et la récession menace aux Etats-Unis.

Maintenant, si les chefs d'Etat de l'UE ne voulaient pas se plier aux exigences formulées par Washington, après ce dernier avertissement qui résonne comme un coup de semonce, ils doivent savoir que la prochaine fois ce ne sera pas une crise politique qu'ils auront à gérer, mais une guerre avec la Russie qui ravagerait l'Europe, car plus personne ne pourrait plus retenir les extrémistes démocrates et républicains qui brandissent aujourd'hui cette option.

Ce qui m'a fait pencher pour cette hypothèse, c'est l'annonce de l'irréversibilité du Brexit par Londres et Washington, et même le Vatican ! alors qu'ils auraient très bien pu l'enterrer au soulagement général de leur camp. S'ils y ont renoncé aussi rapidement et avec une telle fermeté, c'est qu'ils sont déterminés à aller jusqu'au bout de leur plan, quoi qu'il en coûte à l'Europe et à ses peuples, en fait à ceux du monde entier puisque ce sont leurs seuls ennemis.

On se demande si ces chefs d'Etat en ont réellement conscience, cela pourrait expliquer l'empressement de Hollande, mais rien n'est moins sûr, tandis que la désinvolture affichée par Merkel s'accorde assez bien avec le militarisme germanique et le réarmement en cours de l'Allemagne, pays qui vient justement d'accueillir la réunion annuelle du groupe Bilderberg.

On peut se demander également jusqu'à quel point les chefs d'Etat de l'UE sont informés des opérations programmées par l'oligarchie anglo-saxonne, ils ne le sont pas tous au même niveau de toutes évidences, et tout laisse à penser qu'ils n'en sont informés qu'au dernier moment ou lorsqu'ils sont mis devant le fait accompli, hormis les cas où leur collaboration est indispensable à leur réalisation.

Revenons sur le Brexit, car il y a encore des points à éclaircir.

En principe, selon la procédure (article 50 du traité de Lisbonne) que devrait suivre ce processus pour parvenir à son terme, il va falloir plusieurs années avant que la Grande-Bretagne ne fasse plus partie de l'UE, puisqu'apparemment ils ont décidé qu'il devrait en être ainsi, aussi, s'ils ont décidé de laisser traîner les choses en longueur ce n'est certainement pas non plus par hasard, c'est qu'ils ont forcé une idée derrière la tête, ils peuvent avoir envisagé d'exploiter cette longue période pour exercer un chantage permanent sur chacun des pays membres de l'UE, ce qui écarterait temporairement l'option militaire qui cependant demeurerait suspendue au-dessus de leur tête comme une épée de Damocles, ce qui pourrait les dissuader de s'écarter du chemin tracé par Washington ou de s'opposer au traité transatlantique de libre échange, qui constitue une véritable bombe à retardement dans les relations entre les Etats-Unis et l'UE, ce qui pourrait à lui seul expliquer le coup tordu du Brexit, faire en sorte que tous les chefs d'Etat de l'UE s'exécutent sans condition.

Autrement dit ce traité verrait le jour par la voie pacifique, et si pour une raison ou une autre ils s'avéraient en être incapables ou que cela soit impossible, l'option militaire serait activée, l'oncle Sam volant au secours de l'Europe ravagée une nouvelle fois par la guerre, avec en récompense la signature de ce traité accouché dans le sang des peuples d'Europe et de la Russie, la reconstruction étant assurée par les banquiers et les multinationales américaines dorénavant toutes puissantes ou sans concurrence (des Etats étant ruinés et croulant sous les dettes, réduits à l'impuissance, dépossédés de tout pouvoir, à l'exception de la Grande-Bretagne déjà placée sous leur tutelle), selon les critères définis par ce traité et la boucle serait bouclée, ils auraient atteint leur objectif.

Bien entendu un tel scénario n'est pas sans risque et il pourrait se retourner contre eux, encore faudrait-il que les masses laborieuses soient correctement informées de ce qui se passe ou qu'elles en prennent conscience, pour réagir et orienter leur combat dans la bonne direction, or aujourd'hui on en est loin.

Vous aurez remarqué que dans notre camp personne n'a analysé sérieusement le Brexit, on nous a plutôt gratifié de lieux communs en guise de commentaires sans aucun intérêt, déconnectés du reste de l'actualité politique internationale ou sans évoquer l'échéance de ce traité.

On arrêtera là pour aujourd'hui. On va continuer de réfléchir à la situation en fonction des prochains développements.

Ce qui est intéressant aussi à observer, c'est la réaction des patrons des médias et des intellectuels dont certains figurent parmi les initiés à différents niveaux de l'oligarchie, qui parce qu'ils ne possèdent pas la totalité du scénario, sont obligés d'imaginer les séquences manquantes et de s'écarter du scénario original au point de se contredire sans s'en apercevoir, révélant que leurs analyses sont de la pure propagande et rien d'autre.

Tous les médias ont fait campagne contre le Brexit en croyant savoir pourquoi, mais rares sont ceux qui le savent vraiment, ils se comptent sur les doigts d'une main, ceux dont les patrons sont des oligarques, et encore peut-être pas tous. Ce qui fait que la plupart brodent, spéculent et se répètent sans fin tel un disque rayé en se contentant de relayer la propagande officielle en guise d'information.

Pour interpréter un événement dans un sens ou dans un autre quand on se destine de l'instrumentaliser pour bernier les peuples, c'est extrêmement facile.

Il suffit de sur ou de sous-estimer sciemment les rapports qui existent entre les différents facteurs qui composent la situation, de déformer ou d'amplifier certains faits ou au contraire de les occulter jusqu'à rendre méconnaissables la réalité, pour que l'interprétation fabriquée ou falsifiée à destination des masses, qui seront vivement encouragées à l'adopter, se substitue à la réalité et soit prête à l'emploi.

C'est pour ainsi dire du sur-mesure, de sorte qu'il sera impossible de démonter cette machination sans avoir connaissance des faits réels, dont l'accès sera rendu difficile ou leurs sources discréditées, de manière à ce que l'imposture parvienne à la connaissance des peuples le plus tard possible, de préférence quand cette machination a déjà atteint son objectif ou quand elle a permis de modifier l'orientation de la situation de telle sorte que tout retour en arrière s'avère impossible ou très compliqué à réaliser. Ensuite, selon les conditions dans lesquelles cette machination sera éventée, leurs auteurs pourront toujours continuer de le nier ou au contraire se livrer à des aveux, ce qui sans rien leur coûter aura pour vertu de les exonérer de mauvaises intentions histoire de bernier à nouveau les peuples en prévision de leurs prochains coups tordus.

On aura compris qu'à tous les niveaux l'information ou la connaissance des faits est capitale pour interpréter correctement un événement ou la situation.

Dénoncer une machination est stérile ou insuffisant pour conquérir la confiance des masses ou pour qu'elles nous prennent au sérieux, faut-il encore pouvoir la démonter de manière cohérente, ce qui implique qu'on soit parvenu à déterminer ses tenants et ses aboutissants à partir des faits.

A cet égard l'expérience libyenne a été un modèle du genre, dont apparemment on n'a toujours pas su tirer les enseignements malheureusement, ce qui est navrant après celle de l'Irak ou du 11 septembre 2001, et bien d'autres, au profit d'un discours qui relève purement de la propagande ou plus précisément qui se réduit à la propagande, ce qui est dommage car son orientation est juste mais les masses ne pourront pas y adhérer ou la reprendre à leur compte, puisqu'elle présente la faiblesse de reposer davantage sur des principes plutôt que sur des faits, qui très souvent se suffisent à eux-mêmes pour dévoiler les réelles intentions de leurs auteurs ou la manière dont ils les ont manipulés ou falsifiés.

C'est extraordinaire qu'on ne parvienne pas à comprendre que la référence à des faits objectifs est un moyen plus efficace pour aider les travailleurs à comprendre la situation, plutôt que s'en remettre à des facteurs subjectifs qui peuvent prêter à divison, à polémique ou inspirer la méfiance. Ce n'est certainement pas le meilleur moyen pour faire passer notre politique auprès des masses exploitées et les aider à progresser ou construire le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui.

[Le Brexit a été décidé à la sortie d'une réunion de l'Otan.](#)

Le Financial Times a publié un article de George Parker et Alex Barker dans lequel les deux journalistes affirment que ce serait le 21 mai 2012 dans une pizzeria de l'aéroport O'Hare de Chicago, que la décision d'organiser un référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne aurait été scellée, à l'issue d'une discussion qui aurait eu lieu entre David Cameron et l'ancien ministre des Affaires étrangères William Hague, alors qu'ils attendaient le vol qui les ramènerait en Angleterre après la conférence de l'Otan à laquelle ils venaient de participer.

Il semblerait que ces deux journalistes aient repris les informations figurant initialement dans un article signé Anthony Seldon et paru dans dans le Daily Mail en août 2015 dans lequel il écrivait :

«Mais au printemps 2012, la pression qui pèse sur Cameron pour organiser un référendum est quasiment impossible à contenir. D'abord réticent, Osborne finit par céder. Et le 21 mai, dans le cadre improbable d'une pizzeria de l'aéroport O'Hare de Chicago, l'affaire est conclue. Cameron s'attable avec William Hague et ils conviennent ensemble de proposer un référendum avant la fin 2017. Osborne a encore quelques réserves. Mais Cameron ne peut attendre plus longtemps et le référendum est officiellement annoncé.» (Source : Slate.fr 27.06)

A Slate qui ne digère pas le Brexit, ils ont failli en faire une indigestion.

On retiendra que c'est à peine sortie d'une réunion de l'Otan que Cameron a pris cette décision.

On se disait bien qu'il n'avait pas pu prendre seul une décision d'une portée aussi considérable, sans en connaître les détails, on en connaît au moins l'origine.

Quelques rappels.

Causerie du 4 décembre 2014.

Le ministre des Finances britannique George Osborne n'a pas participé à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2007 pour rien.

Causerie du 26 septembre 2013.

- Londres conteste en justice la limitation des bonus des banquiers - Reuters

Le Trésor a saisi la Cour européenne de justice, plus haute juridiction de l'UE, au sujet de cette mesure qui visera principalement, dans les faits, des banquiers en poste à la City de Londres, le premier centre financier de l'UE.

La limitation des bonus, entérinée en avril par le Parlement européen, doit prendre effet à partir des sommes allouées au titre de 2014. Elle prévoit que les primes versées aux banquiers ne pourront dépasser le montant de leur salaire, ce seuil pouvant être doublé si une majorité d'actionnaires y est favorable.

Le ministre britannique des Finances, George Osborne, s'était opposé à la mesure dès le début en estimant que Bruxelles allait trop loin dans les réformes censées empêcher une répétition de la crise financière.

Londres a pris les devants en allongeant le versement des bonus sur plusieurs années, mais ne veut pas entendre parler de plafonnement.

Le Royaume-Uni, qui se prépare à un référendum sur l'Europe en 2017, a de plus en plus recours à la Cour européenne de justice pour combattre des décisions qui ne lui sont pas favorables. Il conteste par exemple le projet de taxe sur les transactions financières, à laquelle il ne sera pourtant pas assujéti, en estimant qu'elle aura un impact sur certains marchés à Londres. Reuters 25.09.13

Causerie du 21 janvier 2013.

- Le ministre britannique des Finances, George Osborne, a estimé que l'Union européenne devait changer si elle voulait que la Grande-Bretagne en reste membre, dans un entretien aujourd'hui au quotidien allemand Die Welt.

"J'espère vraiment que la Grande-Bretagne restera un membre de l'Union européenne. Mais pour que nous restions dans l'UE, l'UE doit changer", a-t-il affirmé au journal conservateur qui lui demandait si Londres en serait encore membre dans 10 ans. AFP 11.01.13

Causerie du 16 octobre 2012.

Londres soutient le projet d'union bancaire dans la mesure où une telle structure aura le mérite de placer les dix-sept pays utilisant l'euro devant leurs responsabilités pour s'occuper de leurs banques et de mieux coordonner l'aide aux pays en difficulté.

Mais le ministre britannique des Finances George Osborne craint que la BCE profite de son autorité pour imposer une régulation à l'échelle européenne favorisant les pays de la zone euro au détriment de Londres.

"Il semble improbable que la BCE piétine les avis de la BoE mais c'est ce qui inquiète le Trésor britannique", a déclaré l'un des responsables européens. "Ils veulent des garanties pour être sûrs que cela n'arrive pas".

La Grande-Bretagne et les autres pays membres de l'Union européenne doivent donner leur feu vert à une union bancaire pour que le projet puisse avancer.

Londres souhaite notamment une modification du système de vote qui intervient lorsque les régulateurs de toute l'Europe doivent s'accorder sur une législation. La Grande-Bretagne aimerait un double vote - les pays de l'union bancaire d'un côté, et les pays hors zone euro de l'autre - avant toute décision finale sur une régulation européenne.

Certains estiment cependant que cela reviendrait à donner un droit de veto à la Grande-Bretagne. Reuters 15.10.12

Causerie du 27 novembre 2012.

- Un ancien de Goldman Sachs à la tête de la Banque d'Angleterre - Lemonde.fr 26.11.12

Quant à la Grande-Bretagne, dont les critiques ont redoublé ces derniers jours, elle a purement et simplement demandé que le

dossier soit définitivement archivé.

"Je suggérerais que nous enterrions cette idée selon laquelle il y aura une taxe sur les transactions financières", a dit à ses homologues le ministre britannique des Finances, George Osborne. Reuters 08.11.12

Causerie du 9 novembre 2011.

Quant à la Grande-Bretagne, dont les critiques ont redoublé ces derniers jours, elle a purement et simplement demandé que le dossier soit définitivement archivé.

"Je suggérerais que nous enterrions cette idée selon laquelle il y aura une taxe sur les transactions financières", a dit à ses homologues le ministre britannique des Finances, George Osborne. Reuters 08.11.11

Causerie du 19 mai 2010.

Environ 80% des fonds spéculatifs européens sont basés en Grande-Bretagne, qui plaide pour donner aux fonds étrangers le droit automatique d'opérer dans n'importe quel pays de l'UE une fois qu'il était autorisé dans un Etat-membre.

Le nouveau chancelier de l'Echiquier britannique, George Osborne, n'a pas voulu reconnaître dans la position des Vingt-Sept une défaite totale pour le nouveau gouvernement conservateur, estimant qu'il restait encore de la marge lors des négociations avec le Parlement européen. Il a dit s'inquiéter que les nouvelles règles ne soient pas "entièrement compatibles avec le marché unique". Les hedge funds doivent "avoir accès au marché européen tout entier", a-t-il plaidé.

Les règles proposées ne donnent pas aux fonds le droit d'opérer dans l'ensemble de l'Union. Le secrétaire américain au Trésor Tim Geithner avait déjà déploré une initiative qualifiée de "protectionniste" qui pourrait fermer aux fonds américains les portes de l'UE. AP 18.05.10

Bill Gates prend acte du Brexit.

Le Parisien - Etes-vous inquiet des conséquences du Brexit ?

Bill Gates - Je ne m'y attendais pas du tout et cela ouvre une période de fortes incertitudes qui m'inquiète. La Grande-Bretagne est un grand partenaire en matière de développement et j'espère que cela va continuer. L'Union européenne est un partenaire fantastique dans le domaine de la recherche, notamment sur les vaccins, la distribution de médicaments. Je veux croire que cette période de turbulences sera de courte durée. LeParisien.fr 28.06

En ligne de mire : L'adoption du TTIP

Ils continuent de "négocier" comme si le Brexit n'existait pas... ou les arrangeait, ce qu'ils ne pourront pas avouer.

- Washington veut toujours conclure le TTIP d'ici fin 2016, malgré le Brexit - AFP

Les Etats-Unis ont réaffirmé lundi leur souhait de conclure d'ici à la fin de l'année les pourparlers avec l'Union européenne (UE) sur l'accord de libre-échange transatlantique, dit TTIP ou Tafta, malgré le Brexit et l'opposition croissante de la France.

La commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, doit elle-même quitter mardi Bruxelles pour Washington "afin de faire avancer ces négociations", a-t-elle indiqué dans un communiqué.

"Notre objectif reste de continuer à travailler avec l'UE pour conclure un accord ambitieux, complet et de très haute qualité cette année", a déclaré le représentant spécial au commerce extérieur américain (USTR), Michael Froman.

Le responsable a toutefois reconnu la nécessité "d'évaluer" l'impact de la sortie du Royaume-Uni de l'UE sur ces négociations commerciales controversées, lancées en 2013 et visant à créer une vaste zone de libre-échange de part et d'autre de l'Atlantique.

"La raison d'être économique et stratégique du TTIP reste forte", a redit M. Froman, qui chapeaute les négociations côté américain.

En dépit de la "situation sans précédent" provoquée par le Brexit, "nos négociations avec nos partenaires vont continuer", a assuré son alter ego à Bruxelles, la commissaire européenne Cecilia Malmström. Cette dernière s'est dite "déterminée à faire le plus de progrès possibles dans les mois à venir" sur le front du TTIP.

Le vote britannique jeudi en faveur du "Brexit" semble avoir toutefois renforcé le scepticisme sur ce traité, déjà accusé d'être négocié dans le secret et de promouvoir une déréglementation généralisée.

Dimanche, trois jours après le référendum sur le Brexit, le Premier ministre français Manuel Valls a ainsi assuré que cet accord n'allait "pas dans le bon sens" et ne pourrait pas être conclu.

Sans faire directement référence aux déclarations françaises, M. Froman a reconnu la difficulté pour les gouvernements européens de mener à bien ces négociations.

"Les Européens ont beaucoup de pain sur la planche - le vote sur le Brexit, la crise des migrants, la montée du scepticisme vis-à-vis de Bruxelles et d'autres questions difficiles," a énuméré le responsable américain qui s'exprimait lors d'une conférence à Washington.

"Nous compatissons et nous espérons qu'ils sauront réunir l'attention et la volonté politique nécessaires pour parvenir" à un accord, a-t-il ajouté. AFP 27.06

Si besoin vous les y aiderez par la ruse, le chantage ou toute autre forme de pression...

Brexit. Kerry confiant

Kerry s'est surpassé, il a été excellent, bravo !

- Brexit : John Kerry appelle les Européens à "ne pas perdre la tête" - AFP

Le chef de la diplomatie américaine John Kerry a exhorté lundi les dirigeants européens à "ne pas perdre la tête" et à défendre les "valeurs et intérêts qui nous ont rapprochés" lorsqu'ils négocieront la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

"Il est absolument essentiel qu'on reste concentrés, dans cette période de transition, pour que personne ne perde la tête, n'agisse inconsidérément (...) mais que nous regardions comment on peut maintenir les intérêts et les valeurs qui nous ont réunis depuis le début", a-t-il déclaré lors d'un point de presse à Bruxelles. (Traduction : Ne prenez aucune initiative sans notre consentement. - LVOG)

John Kerry a appelé les dirigeants européens à éviter d'agir "de manière confuse ou revancharde", avant de se rendre à Londres où il a rencontré le Premier ministre britannique David Cameron et son ministre des Affaires étrangères Philip Hammond.

"Les intérêts et les valeurs qui nous ont unis pour une période aussi longue n'ont pas changé le jour du vote", le 23 juin, de près de 52% des électeurs britanniques en faveur d'une sortie de leur pays de l'Union, a souligné M. Kerry aux côtés de Mme Mogherini. (Personne n'en doute. - LVOG)

"Les Etats-Unis veulent une UE forte", a-t-il lancé, rappelant sans ambages : "le vote n'a pas donné le résultat que nous souhaitions". (Vraiment ? Qu'il nous soit permis d'en douter fortement, car en réalité les Etats-Unis ont tout fait pour affaiblir l'UE et y semer le chaos. - LVOG)

"Depuis la Seconde Guerre mondiale, nous avons tous travaillé à développer ensemble une structure pour rendre nos pays plus forts et offrir une bonne vie à nos concitoyens", a insisté M. Kerry. (Pour un peu il avouerait que ce sont les Américains qui sont à l'origine de l'UE. - LVOG)

"Il n'y a pas un seul sujet aujourd'hui, que ce soit le changement climatique, la lutte contre le terrorisme, l'immigration, et tant d'autres, où nous ne travaillons pas ensemble", a-t-il rappelé. (Tu parles, les Américains en sont à l'origine ! - LVOG)

"Oui, la relation entre l'UE et le Royaume va changer", a-t-il déclaré à Londres lors d'une conférence de presse conjointe avec M. Hammond. "Mais ce qui ne changera jamais, c'est que nous sommes plus forts lorsque nous sommes ensemble en tant que communauté transatlantique et trouvons un terrain commun ancré dans nos valeurs communes de liberté, libre marché, égalité et tolérance", a-t-il ajouté. (Au moins c'est explicite. Tout un programme, le programme de l'oligarchie financière anglo-saxonne dans lequel s'inscrit le Brexit. - LVOG)

L'administration américaine, le président Barack Obama en tête, s'était nettement engagée au cours des derniers mois en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE, craignant notamment des retombées négatives d'un "Brexit". (C'est l'interprétation de l'Agence Française de propagande qui n'engage qu'elle. - LVOG)

"Je regrette personnellement le fait que le Royaume-Uni ne sera plus à la table des discussions quand il y aura un dialogue Etat-Unis/UE", a dit M. Kerry, aux côtés de M. Hammond. AFP 27.06 (Il pouvait difficilement dire le contraire. - LVOG)

Pure mensonge, son discours en est truffé !

Brexit. Turbulences sous contrôle

- Brexit: Londres n'activera l'article 50 qu'une fois prêt - AFP

Brexit: Le Royaume-Uni est prêt à faire face aux turbulences, promet George Osborne

Le Royaume-Uni ne semble pas presser d'acter son divorce avec l'Union européenne.

Le ministre britannique des Finances, George Osborne, a prévenu lundi que le pays n'activera l'article 50 pour quitter l'UE qu'au moment opportun, assurant que l'économie britannique était prête à affronter les turbulences provoquées par la décision de quitter le bloc des Vingt-Huit.

Donner « du temps » au pays

« Le Royaume-Uni seul peut activer l'article 50. De mon point de vue, nous ne devrions le faire que lorsque nous aurons une vision claire des nouveaux arrangements recherchés avec nos voisins européens », a expliqué George Osborne lors d'un court discours au Trésor, sa première intervention télévisée depuis la décision des Britanniques de quitter l'UE lors du référendum du 23 juin.

Prêt « à affronter ce que l'avenir nous réserve »

Il a ajouté que l'économie britannique était « prête à affronter ce que l'avenir nous réserve », au moment où les marchés financiers s'inquiétaient des conséquences du Brexit.

Après six ans de politique conservatrice, George Osborne a jugé que l'économie était en bien meilleure situation, avec une croissance robuste, des banques bien capitalisées et un déficit budgétaire réduit.

« Résultat, notre économie est plus robuste pour affronter les défis auxquels notre pays fait face », a-t-il souligné.

Les Bourses s'affolent

Il a aussi insisté sur la « coordination » constante entre son gouvernement, la banque centrale britannique et les autorités des autres pays du club des pays riches du G7, de façon à limiter la volatilité sur les marchés.

La livre et les marchés boursiers continuaient de baisser lundi après avoir lourdement chuté vendredi, réagissant au choc du résultat de la victoire des partisans du Brexit au référendum. Les financiers s'attendaient à de nouveaux mouvements brutaux lundi. 20minutes.fr 27.06

Tout se met en place.

- GB: Création d'un département spécial pour s'occuper du Brexit - AFP

Un département spécial va être créé au sein du gouvernement britannique, pour s'occuper du Brexit, annonce lundi le Premier ministre. AFP 27.06

Brexit. Au sein de l'UE c'est l'Allemagne qui mène la danse.

- Brexit : l'Allemagne, l'Italie et la France tentent de s'accorder - Francetv info

L'Italie, l'Allemagne et la France étaient réunies ce lundi 27 juin à Berlin (Allemagne).

Face à la fermeté et l'empressement du président français, la chancelière allemande a quant à elle obtenu gain de cause. La France et l'Italie ont accepté de laisser le temps aux Britanniques de lancer la procédure de sortie quand ils seront prêts. Mardi à Bruxelles, l'Union européenne recevra pour la dernière fois David Cameron en tant que Premier ministre pour un dîner

d'explications, mais dès mercredi, le Conseil de l'Europe se réunira à 27. Francetv info 27.06

Brexit. Comment entretenir la confusion et rassurer les troupes en faveur du "remain" qui vont trinquer.

- « Brexit » : faut-il douter des 3,9 millions de soutiens à la pétition pour un nouveau scrutin ? - LeMonde.fr

Sur le forum 4chan, certains assurent avoir faussé le compteur des signatures des partisans d'un nouveau vote, mais contrairement à ce qu'ils affirment, la plupart ont été enregistrées au Royaume-Uni. LeMonde.fr 27.06

- Brexit: 3 sondages en faveur d'un retour du Royaume-Uni dans l'UE - L'Express.fr 27.06

[La Bourse ou la vie. Les grandes manoeuvres. Qui va trinquer, devinez ?](#)

- Le Brexit continue à faire boire la tasse aux marchés - AFP

Le poids des nombreuses incertitudes entourant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne continuait à faire boire la tasse aux marchés lundi, les valeurs bancaires et la livre sterling payant le prix le plus élevé.

Le bref répit observé en Asie et à l'ouverture en Europe s'est rapidement dissipé lundi. Les Bourses européennes se sont enfoncées au fil de la matinée et Wall Street leur a emboîté le pas lundi après-midi, avec des pertes toutefois moins spectaculaires que vendredi.

"Les indices européens boivent de nouveau la tasse et se rapprochent des points bas testés vendredi matin en séance. Ils sont entraînés par le secteur bancaire, qui ne sait plus à quoi se raccrocher tant l'incertitude est considérable", résume le courtier Aurel BGC.

"La décision du peuple britannique plonge les marchés mondiaux dans une zone d'incertitudes majeures. Nous entrons maintenant en territoire inconnu", soulignent également les économistes de Groupama AM.

Vers 15H30 (13H30), alors que le Dow Jones perdait 0,90% et le Nasdaq 0,93%, Londres reculait de 1,90%, Francfort de 1,72% et Paris de 2,15%, puis plus de 3% quelques minutes plus tard. Milan lâchait 3% et Madrid 1,01%, après un bond de plus de 3% à l'ouverture, au lendemain de la victoire des conservateurs, qui n'ont toutefois pas de majorité, aux législatives de dimanche.

Les titres exposés au Royaume-Uni souffrait comme Eurotunnel qui plongeait de plus de 10% à Paris. Et les valeurs bancaires, surtout britanniques se faisaient laminées par les incertitudes sur le sort de la City, Barclays chutant par exemple de près de 25%.

"Les banques ont tout à perdre du Brexit en terme de sentiment de marché", analyse Aurel BGC.

"Le Brexit en lui-même est traumatisant car il remet en cause le projet européen et affecte les perspectives économiques de la région. Mais surtout, il remet en cause la place de Londres dans la finance mondiale" et "les banques européennes, toutes plus ou moins présentes à Londres, ne seront pas en mesure d'échapper à un stress financier certain", estime-t-il.

Sur le marché des changes, la livre sterling était sous pression et dégringolait à un nouveau plus bas depuis 1985 à 1,3152 dollar pour une livre.

En Asie, Tokyo a réussi à monter de 2,39% grâce à des espoirs d'intervention des autorités sur le marché des changes.

Dans cet environnement incertain, les investisseurs cherchaient à anticiper les conséquences du Brexit, en guettant les réactions des responsables britanniques et européens. Mais les déclarations des uns et des autres ne permettent pas de dissiper l'incertitude, ce que les marchés détestent le plus.

"Quatre jours après le choc du référendum, la seule chose qui soit sûre c'est que le Royaume-Uni est au milieu d'une sacrée crise politique", notent les analystes de Daiwa Capital Markets.

Le Royaume-Uni doit gérer les demandes pressantes des dirigeants et responsables de l'Union européenne d'accélérer un divorce. En début d'après-midi le parti conservateur a annoncé que le successeur du Premier ministre David Cameron serait nommé d'ici le 2 septembre.

Pour discuter des conséquences du Brexit et préparer ce rendez-vous, la chancelière allemande Angela Merkel reçoit dans la journée à Berlin le président du Conseil européen Donald Tusk, puis le président français François Hollande et le chef

du gouvernement italien Matteo Renzi.

Mme Merkel a dit lundi comprendre que le gouvernement britannique ait besoin de temps pour formaliser sa demande de sortie.

De son côté le secrétaire américain au Trésor Jack Lew s'est voulu rassurant en estimant que ce vent contraire supplémentaire pour l'économie pourrait être surmonté.

Les investisseurs cherchaient néanmoins refuge du côté des valeurs les plus sûres, à l'image des obligations allemandes, le taux d'emprunt à 10 ans du pays reculant en territoire négatif. De même, le taux à 10 ans britannique touchait un nouveau plus bas historique sous 1%.

Comme l'onze d'or, le yen, privilégié en cas de tempête sur le marché, demeurait à des niveaux élevés.

Malgré cette accalmie sur les marchés, "il est important de garder à l'esprit qu'on n'en a pas fini avec les retombées du Brexit", a commenté Stephen Innes, courtier chez Oanda Asia Pacific. "Nous allons probablement ressentir les secousses pour les semaines, voire les mois, à venir, mais il est difficile d'anticiper leur fréquence et leur amplitude". AFP 27.06

Un peu plus tard en fin de journée.

- Le Brexit continue de faire tanguer les Bourses mondiales - AFP

Inquiets d'un long et douloureux divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, les marchés financiers ont de nouveau décroché lundi, les banques britanniques et la livre sterling payant le prix le plus fort.

En dépit d'un bref répit sur les places asiatiques, les Bourses européennes n'ont eu de cesse de s'enfoncer au fil de la journée entraînant Wall Street dans leur sillage, tandis que les agences de notation ont commencé à sanctionner le Royaume-Uni.

"Pour le moment tout ce qu'on sait, c'est que le Brexit a des implications négatives pour les marchés mondiaux, et tant qu'on ne comprend pas complètement comment il va se dérouler, les marchés évitent la prise de risque", a précisé David Levy chez Republic Wealth Advisors.

Selon cet analyste, l'état d'esprit des investisseurs peut se résumer en une formule: "Vends d'abord, pose des questions après".

Résultat: Wall Street a fini en nette baisse de 1,50%, limitant légèrement la casse par rapport à Paris (-2,97%), Londres (-2,55%), Francfort (-3,02%). Milan a lâché 3,94% et Madrid 1,93%, après un bond de plus de 3% à l'ouverture, au lendemain de la victoire des conservateurs, qui n'ont toutefois pas de majorité, aux législatives de dimanche.

Les titres exposés au Royaume-Uni ont beaucoup souffert, à l'instar de Eurotunnel qui a plongé de 17% à Paris.

Et les banques britanniques ont vécu un lundi noir, écrasées par les incertitudes sur le sort de la City et sur leur accès au grand marché européen: Barclays a chuté de 17,35%, RBS de 15,10%, Lloyds de 10,26%.

Leurs homologues américaines, présentes en masse à la City, ont elles aussi passé un mauvais moment: Bank of America a cédé 6,34%, JPMorgan Chase 3,34% et Goldman Sachs 1,66%.

"Les banques ont tout à perdre du Brexit, en terme de sentiment de marché", a analysé le courtier Aurel BGC.

Car comme le souligne Crédit Mutuel CIC, les investisseurs ont en tête que "l'effet du Brexit sera durable" car ce vote "remet en cause de nombreux équilibres". Les échéances politiques à l'horizon, tant au Royaume-Uni que dans le reste de l'Europe ou aux Etats-Unis "vont compliquer la donne". AFP 227.06

Rien de tel que le chaos pour imposer des mesures impossibles à faire passer autrement...

D'autres infos en titres

- Brexit: L'UE appelle David Cameron à entamer le divorce au plus vite 20minutes.fr

- Standard & Poor's prive la Grande-Bretagne de son triple A - Reuters

La stratégie de la peur.

- La livre plonge, le moral des expats coule à pic - LeParisien.fr
- L'Italie veut aider ses banques face aux retombées du Brexit - Reuters Brexit : la jeunesse londonienne s'inquiète Francetv info
- Brexit : l'inquiétude des expatriés polonais - Francetv info
- Brexit: "peur et dégoût" devant la xénophobie outre-Manche - AFP
- Brexit : les entreprises britanniques disent déjà souffrir - LeParisien.fr

En complément. Ce n'était que le hors d'oeuvre.

- Pacte de stabilité : Bruxelles envisage de sanctionner Madrid et Lisbonne - LeMonde.fr

L'Espagne n'a pas respecté les engagements du pacte de stabilité européen en 2015, affichant un déficit de 5,1 % du PIB. LeMonde.fr 26.06

[L'heure est au réarmement de l'Allemagne.](#)

- Merkel annonce un réarmement militaire massif - Arrêt sur Info

L'Allemagne prépare un renforcement militaire sans précédent. Cela ressort clairement du discours de la chancelière Angela Merkel à la « Journée de l'économie » du CDU, mardi soir, à Berlin. « Nous sommes confrontés à des conflits asymétriques d'une ampleur jusque-là inconnue, » a dit Merkel en s'adressant aux principaux représentants de l'industrie allemande. « Les capacités de défense de l'Union européenne, » n'étaient cependant pas « adaptées à garantir seules la sécurité de notre région. »

La chancelière en a conclu: « Il faut qu'entre un pays comme l'Allemagne qui dépense actuellement 1,2 pour cent de son produit intérieur brut pour la défense et un pays comme les Etats-Unis qui déboursent 3,4 pour cent du produit intérieur brut pour la défense, il y ait un rapprochement. » Ce ne se « passera pas bien pas à la longue si on dit simplement qu'on espère et qu'on attend que d'autres se chargent du fardeau de la défense, » a-t-elle dit.

... un nouveau jalon dans le retour du militarisme allemand après l'annonce du revirement dans la politique étrangère faite par le président Joachim Gauck, le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier et la ministre de la Défense Ursula von der Leyen à la conférence sur la sécurité de Munich, début 2014.

Jeudi, le journal économique Handelsblatt proclamait en grands caractères « L'Allemagne se remet à niveau », qualifiant la déclaration de Merkel de « tournant historique ». Au cours des 25 dernières années, écrit le journal, « Les gouvernements fédéraux, toutes tendances confondues, ont engrangé avec reconnaissance les bénéfices de la paix » et la part des dépenses de défense du PIB avait baissé de 3,4 pour cent au milieu des années 1980 pour n'atteindre que 1,2 pour cent. Merkel signalait à présent « qu'elle [était] prête à s'y mettre. »

L'annonce de Merkel comme quoi l'Allemagne cherchait à « se rapprocher » des dépenses militaires américaines afin « de garantir sa propre région », montre que l'élite allemande est de nouveau prête à préserver si nécessaire ses propres intérêts économiques et géostratégiques face à ses anciens alliés d'après-guerre.

Dans un autre récent article paru dans Foreign Affairs sous le titre « Le nouveau rôle mondial de l'Allemagne, » le ministre allemand des Affaires étrangères Steinmeier s'est distancié des Etats-Unis et a souligné la nouvelle revendication de l'Allemagne à être une superpuissance. Il a carrément déclaré que l'Allemagne était une « importante puissance européenne, » obligée de « réinterpréter les principes qui guident sa politique étrangère depuis plus d'un demi-siècle. »

L'actuel rapport militaire du gouvernement énumère « plus de 20 projets totalisant un budget de 60 milliards d'euros ». Sur la liste, divers modèles de chars, des hélicoptères d'appui « Tigres », un avion de transport A400M, « des Eurofighter », des missiles « Iris-T » et des navires « Meteor » (dont des frégates, des corvettes et le navire de combat multi-mission 180) ainsi qu'un système de défense aérienne tactique. Arrêt sur Info 26.06

[Loi travail en famille et nouvelle journée d'action.](#)

- Une nouvelle manifestation anti-loi Travail autorisée à Paris - Reuters

La préfecture de police de Paris a annoncé lundi qu'elle autorisait la manifestation de mardi dans la capitale contre la loi Travail, sur un parcours proposé par sept organisations syndicales et de jeunesse, dont la CGT et Force ouvrière.

Le défilé se déroulera de la place de la Bastille à la place d'Italie, a précisé à Reuters un porte-parole de la préfecture. Reuters 26.06

Vite sortez les ballons !

- Loi travail : quand la droite sénatoriale salue « le courage et les compétences » de Myriam El Khomri - Public Sénat

- Valls et El Khomri vont recevoir syndicats et patronat - Reuters

Manuel Valls et Myriam El Khomri feront le point sur le projet de loi Travail mercredi et jeudi avec les partenaires sociaux, mais il n'est pas question de rouvrir des négociations, ont annoncé les services du Premier ministre. Reuters 26.06

En complément

- Manifestation contre la loi travail : le ras-le-bol des policiers - LeFigaro.fr

Sortez vos mouchoirs, non, c'est interdit !

[Collaboration de classes. Eux non plus ils n'aiment pas les travailleurs pauvres.](#)

- Pas d'augmentation des allocations chômage au 1er juillet - Reuters

Il n'y aura pas d'augmentation des allocations chômage au 1er juillet, a annoncé lundi l'Unedic, organisme gestionnaire de l'assurance chômage, lui-même géré par les partenaires sociaux. Les propositions de revalorisation soumises au vote du conseil d'administration de l'Unedic n'ont pas recueilli le nombre de voix nécessaires, précise l'Unedic dans un communiqué.

"Par conséquent, il n'y a pas de revalorisation des allocations à compter du 1er juillet 2016."

Moins de deux semaines après l'échec des négociations sur l'assurance chômage, imputé par les syndicats au Medef, la CGT accuse le patronat, qui assure la présidence tournante de l'Unedic, d'avoir bloqué la hausse des allocations des chômeurs.

La CGT avait demandé une revalorisation de 5% pour compenser une hausse de prix non compensée de plus de 5% selon elle depuis 2011, avant de se rallier à la proposition beaucoup plus modeste (+0,5%) de Force ouvrière, la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC. (0,5%, messeigneurs syndicaux sont décidément trop généreux. - LVOG)

"A vote égal entre représentants patronaux et salariés (...) la majorité n'a pas été atteinte", écrit ce syndicat dans un communiqué, qui dénonce un "insupportable veto du Medef" et des autres organisations patronales. Reuters 26.06

Un "veto" sur 0,5%, c'est de l'acharnement.

[Flagrant délit. Notre-Dame-des-Landes. Référendum truqué grossièrement et impossible à camoufler malgré les manipulations médiatiques.](#)

- Notre-Dame-des-Landes : les riverains disent "oui" à l'aéroport - Francetv info

Le "oui" l'a emporté ce dimanche 26 juin au référendum local sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes avec plus de 55% des voix. Les opposants subissent un revers... Francetv info 27.06

Dans un autre article.

- Notre-Dame-des-Landes : les communes les plus proches du futur aéroport ont voté non au projet - Francetv info

C'est d'ailleurs à Notre-Dame-des-Landes que l'opposition est la plus forte, avec 73,57% de "non". Francetv info 27.06

D'autres sources prennent le relais.

- Référendum sur Notre-Dame-des-Landes : le non l'emporte essentiellement autour du futur aéroport - LeMonde.fr

Le résultat de la consultation en Loire-Atlantique a placé le oui en tête pour le transfert de l'aéroport de Nantes (55,17 %). La zone autour de Notre-Dame-des-Landes a plus volontiers voté pour le « non ». LeMonde.fr 27.06

- Les zadistes font fi du «oui» - liberation.fr

A leurs yeux, le périmètre retenu par le gouvernement pour la consultation (le seul département de Loire-Atlantique, alors que l'Etat et deux régions doivent participer au financement du projet) a été choisi pour assurer la victoire du oui. «Ceux qui portent le projet sont les mêmes que ceux qui organisaient le vote. On ne luttait pas à armes égales», regrette «Camille 1», un jeune homme d'une vingtaine d'années... liberation.fr 27.06

[Le calme avant la tempête ?](#)

- Raid de 2010: Israël va verser 20 millions de dollars d'indemnisation à la Turquie - 20minutes.fr

Les deux pays ont officialisé la normalisation de leurs relations six ans après un assaut israélien sur un navire turc... 20minutes.fr 27.06

- Avion de chasse abattu: Erdogan s'excuse auprès de Poutine - AFP

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est excusé auprès de Vladimir Poutine pour l'avion militaire russe abattu par la Turquie en novembre 2015 et a appelé à "restaurer les relations entre la Turquie et la Russie", a annoncé le Kremlin lundi. AFP 27.06

[La désinformation en temps réel démasquée.](#)

- En Espagne, horizon plus dégagé pour un nouveau gouvernement de Rajoy - AFP 27.06

Vraiment ?

- Le Psoe et Ciudadanos ne soutiendront pas Mariano Rajoy - Reuters

Le Parti socialiste ouvrier espagnol (Psoe), qui s'est classé deuxième lors des législatives de dimanche, et le mouvement centriste Ciudadanos ont annoncé l'un et l'autre lundi qu'ils ne soutiendraient pas un gouvernement dirigé le conservateur Mariano Rajoy.

"Nous ne soutiendrons pas Rajoy comme président du gouvernement, et ne nous abstiendrons pas non plus", a déclaré le porte-parole des socialistes, Antonio Hernando.

Les socialistes pourraient théoriquement permettre la formation d'un gouvernement minoritaire constitué par le Parti populaire (droite), en s'abstenant lors d'un vote de confiance au parlement.

De son côté, le chef de file de Ciudadanos, Albert Rivera, a lui aussi dit lundi qu'il ne soutiendrait pas un gouvernement que dirigerait Mariano Rajoy. Reuters 27.06

[A l'heure du TTIP](#)

- Pepsi réintroduit l'aspartame dans ses boissons aux Etats-Unis - AFP

PepsiCo a décidé de réintroduire l'aspartame dans ses sodas aux Etats-Unis, après l'échec commercial de nouveaux édulcorants artificiels, a indiqué lundi à l'AFP une porte-parole.

Le géant des boissons non-alcoolisées et des snacks avait décidé en avril 2015 de remplacer cet édulcorant phare par la sucralose, commercialisée en France sous le nom Canderel, après que des études eurent accusé l'aspartame d'être cancérigène.

Mais les ventes n'ont pas suivi car les consommateurs américains continuent à se détourner des sodas produits avec des édulcorants artificiels. AFP 27.06

[Stratégie du chaos ou coup d'Etat de Big Brother](#)

- Venezuela : l'opposition marque des points contre le pouvoir chaviste - LeFigaro.fr

Le gouvernement de Nicolas Maduro n'est pas parvenu à empêcher la présentation d'un rapport accablant du secrétaire général de l'OEA sur la démocratie au Venezuela. LeFigaro.fr 27.06

Bienvenue en oligarchie

- Votre chien peut-il vous dévorer vivant comme dans «Game of Thrones»?

Oui, méfiez-vous... Slate.fr

- Le Ritz du XXIe siècle, un joyau magnifiquement préservé - Slate.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 29 juin 2016

CAUSERIE

Observez attentivement ce qui est en train de se passer, Brexit ou non dans quelques mois ou quelques années ou jamais, en trompe-l'oeil, peu importe, l'essentiel c'est que le mécanisme qui devait s'enclencher dès le 24 juin soit sur les rails. C'est peut-être cela le mot de la fin, non ? Histoire de justifier les mesures toujours plus antisociales, politiques toujours plus réactionnaires qu'ils ne tarderont pas à annoncer. Certains pays comme l'Italie ont déjà annoncé qu'ils allaient refinancer les banques et ce n'est qu'un début.

Brexit. Poker menteur.

Les partis officiels de l'ordre et leurs supplétifs de la pseudo-gauche font l'objet dans toute l'Europe d'un rejet de la majorité de la population laborieuse qui n'a cessé de s'amplifier au cours des dernières années, au point qu'une partie grandissante des électeurs se tournent vers les partis d'extrême droite ou de la pseudo-gauche radicale ou encore s'abstiennent massivement lors de chaque élection.

Ces partis tiennent un discours populiste anti-UE ou critique envers l'UE, de sorte que les porte-parole de l'UE et ses partisans ainsi que leurs relais médiatiques procèdent à un amalgame entre les partis d'extrême droite ou de la pseudo-gauche radicale.

Partant de là, les accuser d'être responsables du Brexit était dans l'ordre des choses, mais pas seulement, des conséquences du Brexit que les tenants de l'UE feront payer au prolétariat et à la classe moyenne britannique notamment. Un prétexte tout trouvé pour en faire du jour au lendemain les boucs émissaires de la crise du capitalisme ou ses conséquences dont seule l'oligarchie et ses représentants dans les institutions nationales, européennes et internationales portent la responsabilité.

Si l'oligarchie est tenté à un moment donné de jouer la carte de l'extrême droite, elle sait pertinemment qu'elle ne peut pas y recourir indéfiniment ou qu'elle ne peut pas à terme constituer une alternative fiable aux partis officiels de l'ordre de droite ou de la pseudo-gauche. Elle peut l'utiliser pour mater la résistance du mouvement ouvrier afin d'imposer au prolétariat les aspects les plus régressifs et violents de sa politique antisociale, tout en sachant qu'il arrivera un moment où les effets de cette politique se retourneront contre leurs auteurs, aussi est-il indispensable de préserver la crédibilité des partis de l'ordre, qui le moment venu seront amenés à gouverner à nouveau pour son compte sans remettre en cause les avantages que le gouvernement d'extrême droite lui avait accordés.

Lorsque l'oligarchie décide de jouer la carte de l'extrême droite, ce n'est pas forcément pour la porter au pouvoir, tout dépend du degré atteint par la crise économique et politique, elle peut très bien agiter cette menace afin de faire pression sur le gouvernement en place pour qu'il applique à la lettre sa politique et qu'il l'assume par n'importe quel moyen, la panoplie de ces moyens étant beaucoup plus diversifiée et étendue lorsque c'est le supplétif du parti officiel de l'ordre qui gouverne comme on a pu le constater en France depuis 2012, ce qui présente également comme avantage de semer davantage la confusion dans les esprits sachant qu'ils contribueront à faire le jeu de l'extrême droite, et de favoriser ainsi le retour du parti officiel de l'ordre au pouvoir.

Elle porte l'extrême droite au pouvoir lorsque la crise politique se traduit par la paralysie des institutions, quand le parti officiel de l'ordre se retrouve dans l'opposition parlementaire et lorsque son supplétif au pouvoir ne dispose pas ou plus du soutien populaire pour appliquer la politique dictée par les besoins du capitalisme, l'extrême droite est alors chargée d'appliquer cette

politique en recourant à des moyens inconstitutionnels, après avoir suspendu la Constitution et décrété hors la loi le mouvement ouvrier. Cela est rendu possible quand le mouvement ouvrier est divisé, désorganisé, ou dirigé, contrôlé par des dirigeants et des partis traîtres ou qui sont acquis au capitalisme, l'ayant conduit à la paralysie de sorte qu'il soit incapable de réagir à un coup d'Etat d'extrême droite, car l'extrême droite ne peut pas parvenir au pouvoir autrement, et si on émettait l'hypothèse qu'il pourrait y parvenir par la voie légale ou législative, c'est ce processus qui mériterait d'être qualifié de coup d'Etat.

Donc une des conditions à remplir pour que l'extrême droite parvienne au pouvoir, réside dans l'affaiblissement du mouvement ouvrier ou que la majorité des travailleurs s'en détournent, qu'il soit dans l'incapacité de mobiliser le prolétariat. Les travailleurs en arrivent à tourner le dos aux partis dits ouvriers ou de gauche quand parvenus au pouvoir ils adoptent une politique de droite. N'ayant jamais eu l'intention d'affronter les capitalistes ou de rompre avec le capitalisme, ils en viennent forcément et très rapidement à renier leurs promesses électorales, y compris leurs programmes politiques se coupant ainsi des masses exploitées.

Dès lors ils offrent l'opportunité au camp officiel de la réaction de leur tomber dessus, et si sa voie ne porte pas ou si elle est inaudible pour avoir précédemment appliqué la même politique antisociale quand elle était au pouvoir, c'est l'extrême droite qui est appelée à monter au créneau et qui raffle provisoirement la mise en reprenant à son compte la partie du programme des partis social-démocrate et stalinien qu'ils ont reniée, ce qui lui permet d'apparaître trompeusement comme une alternative politique pour les travailleurs tout en développant sa propagande xénophobe ou raciste pour les détourner des véritables responsables de leur condition ou du régime qu'il faut préserver à tout prix.

Si l'extrême droite est lié au capital ou en est issue, par sa nature et sa composition elle constitue le complément naturel des partis sociaux-démocrates dégénérés ou tels qu'ils sont devenus après avoir renié le socialisme il y a un plus d'un siècle, composée essentiellement de membres appartenant à la petite bourgeoisie, aux classes moyennes, l'extrême droite n'est pas plus que le PS en mesure de définir une politique indépendante du capital, ce qui explique pourquoi l'un et l'autre adopteront des positions contradictoires en fonction du contexte économique ou politique ou des besoins spécifiques du capital, c'est ainsi que le PS de parti colonial a pu en arriver à adopter une position anticoloniale sans pour autant cesser d'être pro impérialiste, tandis qu'en 1988 FN affichait son soutien à l'UE comme rempart contre la menace de "l'impérialisme soviétique", 4 ans plus tard donc après l'imposition de l'URSS, il fera campagne contre le traité de Maastricht, et ainsi de suite.

Ce ne sont pas pas là des contradictions que l'on retrouve également chez Mélenchon votant oui en 1992 au traité de Maastricht et votant non au TCE en 2005, mais aussi au PCF adepte de l'Algérie française avant de basculer dans le camp de l'indépendance une fois la position de l'impérialisme français devenue insoutenable, c'est uniquement la traduction de leur soumission au régime qui exprime leur incapacité à incarner une politique indépendante qui serait en rupture avec les besoins du capitalisme. Dit autrement, n'ayant jamais eu l'intention d'incarner l'indépendance de classe du prolétariat et ses besoins, selon les circonstances ils s'adaptent aux besoins du capitalisme, en négociant leur soutien pour le compte de la petite bourgeoisie et des classes moyennes en ce qui concerne le PS et le FN.

Je ne sais pas si vous l'avez observé, mais vous pouvez le vérifier vous-même, au cours du XXe siècle et jusqu'à de nos jours, chaque fois que s'est produit un coup d'Etat militaire ou de l'extrême droite il y avait un parti de la IIe Internationale au pouvoir ou sur le point d'arriver au pouvoir ou encore un parti présentant des caractéristiques similaires, faussement populaire ou progressiste, préservant les intérêts de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes, mais en aucun cas ceux de la classe ouvrière, petite bourgeoisie ou classes moyennes dont des pans entiers sont les plus prompts à rejoindre l'extrême droite.

Une des conclusions que l'on peut tirer du Brexit au regard du déchaînement de haine débridé qu'il a déclenché, il préfigure une nouvelle offensive de l'UE contre les peuples qu'elle a soumis à son talon de fer.

Ils diabolisent les opposants au Brexit sans hésiter à recourir à des amalgames orduriers, et instrumentalisent par avance ses conséquences pour le compte des deux parties de l'ordre, le PS et LR, en vain sans doute, mais ils n'avaient pas le choix, ils sont aux abois face à la crise sociale et politique qui ne peut que s'amplifier.

Les médias-oligarques sont désormais prisonniers de la rhétorique qu'ils ont adoptée, quite à apparaître un peu plus comme les propagandistes officiels du régime et prendre le risque de se couper un peu plus de la population, ce qui n'est pas pour nous déplaire évidemment.

Leur comportement est intéressant, non seulement parce qu'ils ont fait campagne contre le Brexit, mais aussi parce qu'ils constatent qu'apparemment aucun retour en arrière n'est envisagé par les partisans de l'UE, ce qui doit être incompréhensible pour la plupart d'entre eux, on se demandera d'ailleurs des deux facteurs quel est celui qui les rend le plus hystérique, les deux sans doute.

Jouent-ils la comédie ou dans quelle mesure certains ont-ils compris ce qui se tramait, ont-ils été initiés ou réalisent-ils qu'ils ont été mis devant le fait accompli, c'est qu'on essaiera de voir une autre fois si j'en trouve le temps, en observant attentivement comment va évoluer leur discours de sorte qu'ils pourraient lâcher certains indices qui pourraient confirmer l'hypothèse que j'ai retenue, bien qu'à ce stade on puisse s'en passer puisque le cours des choses et les informations que l'on a recueillies l'ont en quelque sorte déjà confirmée. A suivre.

Qui a dit ?

"C'était la chose à faire", à propos du référendum britannique du 23 juin ou du Brexit si vous préférez ?

Réponse : David Cameron mardi soir à Bruxelles.

Qui l'Agence Française de Propagande a-t-elle traité hier de "vétérinaire gauchiste" ?

Réponse : Le dirigeant du Labour, Jeremy Corbyn, qui est accusé d'être responsable en grande partie du Brexit pour n'avoir pas suffisamment milité en faveur du maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE.

Dans le genre délation ou amalgame pourri l'AFP en connaît un rayon, car un dirigeant d'un parti de droite qui est qualifié de gauchiste, cela donne un dirigeant d'extrême droite, à l'instar de Nigel Farage de l'UKIP qui avait appelé au Brexit.

Dit autrement, indirectement quand l'extrême droite se voit caractériser de gauchisme, c'est qu'il y a quelque chose qui décidément ne tourne pas rond, quoi, mais le fait de soutenir que le Labour serait un parti de gauche.

Parole d'internaute.

- "Comme je le pensais, le Brexit semble être une belle supercherie. Il semble même de plus en plus clair qu'au final, les dirigeants britanniques ne demanderont jamais l'activation de l'article 50 du Traité européen et la sortie de leur pays de l'Union européenne.

J'ai de plus en plus l'impression que le vote a été manipulé pour que le "OUI" à la sortie de l'UE sorte gagnant pour ensuite montrer (à tort et avec mauvaise foi) qu'une telle sortie est impossible en effrayant les gens comme les politiques et les médias sont en train de le faire actuellement avec bien entendu en point de mire une énorme crise financière qui réduirait encore plus notre pouvoir d'achat.

Si tel devait être le cas, les partisans britanniques de la sortie de l'Europe mais aussi tous les autres Europhobes dont je fais partie sortiraient ridiculisés et anéantis de ce scénario intelligemment préparé. Après l'échec du Brexit britannique, qui oserait encore exiger une sortie de son pays de l'Union européenne ? Celui qui oserait encore défendre cette thèse recevrait à chaque fois en pleine face l'échec britannique... Très pratique ! Notez d'ailleurs avec quel empressement les responsables politiques européens réclament maintenant que la Grande-Bretagne demande l'activation de l'article 50. Personne ne fait rien pour retenir ce pays, au contraire, on le pousse vers la sortie, un peu comme si on savait que de toute façon la sortie n'aurait pas lieu... (A moins qu'elle ait été délibérément orchestrée. - LVOG)

Cette théorie que je développe semble surréaliste mais quand on connaît l'identité de ceux qui siègent au Bilderberg, le gouvernement mondial caché, on se dit qu'ils sont assez tordus pour avoir inventé un tel scénario pour lutter contre tous les mouvements qui se battent actuellement pour la sortie de leur pays de l'Union européenne et qui disposent bien souvent d'un large soutien au sein de la population. Je le dis depuis longtemps : ceux qui nous dirigent sont des fous, des tordus de 1ère catégorie. Si le Brexit devait ne pas avoir lieu, cela ne ferait que confirmer mes dires !

Saugrenue cette théorie ? Vu le rôle de la Grande-Bretagne dans le Nouvel ordre mondial, il ne serait nullement surréaliste de penser que Cameron ait pu joué le jeu avec l'aide de la Reine d'Angleterre. D'abord totalement désavoué, Cameron pourrait ainsi revenir rapidement sur le devant de la scène en se présentant comme le sauveur qui éviterait aux Britanniques et à tous les Européens une grave crise économique que ses amis de Goldman Sachs prendraient plaisir à organiser en 2 temps 3 mouvements..."

La faillite de Lehman Brothers est intervenue à cause de la défection d'un de ses principaux créanciers, la Deutsche Bank, alors que des dizaines de banques possédaient la surface financière suffisante pour prendre le relais, mais aucune n'a souhaité jouer ce rôle, vous connaissez la suite.

On nous a présenté la chute de Lehman Brothers comme inéluctable, mais ce qui est étrange, c'est que d'autres banques qui étaient dans une situation similaire ou pire encore n'ont pas subi le même traitement. Et cela n'a interpellé personne ou presque, tout le monde a gobé la version officielle une fois de plus.

Conditionnement, manipulation des masses. Comment fabriquer "le doute".

Brexit : et si le divorce n'avait pas lieu ? - Francetv info

À Londres (Royaume-Uni), des voix s'élèvent. Parlementaires, intellectuels, pétitions ou rassemblements, nombreux sont ceux qui militent pour renoncer au

Brexit. Même s'il y a de l'embarras, tourner le dos aux résultats du vote est-ce vraiment une hypothèse plausible ? "Ce soir, ils sont assez nombreux à vouloir le croire. Des centaines de personnes sont rassemblées en ce moment à Trafalgar Square. Un rassemblement qui pourtant avait été interdit cet après-midi par la mairie de Londres et les organisateurs", explique Clément Le Goff, en direct sur place. Le doute

"Tous contestent les résultats de ce référendum pourtant démocratique. Et il faut bien le dire, ici, à Londres, une petite musique commence à se faire entendre : et si ce fameux Brexit n'avait pas lieu ?", poursuit le journaliste de France 2. Des pétitions avec des millions de signatures, une classe politique plus divisée que jamais... autant de raisons qui permettent ce mardi soir de commencer à en douter. Francetv info 28.06

Commentaires d'internautes

1- Hum..... quelques centaines de personne pour une ville de 12 millions d'habitants....N'en faites pas trop, vous les journalistes aux ordres.

2- Le peuple a voté, c'est tout ! Ne pas respecter cela, cela s'appelle une dictature....

3- Les journalistes sont manifestement contre la démocratie ...de manière très insidieuse . Et c'est ainsi à longueur d'années .

4- Le référendum est définitif, les pétitions sont truquées et seuls les Londoniens aisés manifestent.

5- Le succès de la pétition anti-Brexit est dû à une manipulation massive par 4chan.

L'écart n'était pas si grand vendredi dernier lors du référendum au Royaume-Uni et le récit d'un frémissement du camp pro-Union européenne plutôt séduisant. Ce week-end, une pétition en ligne déposée sur le site du gouvernement anglais a fait le tour du net et des grands médias. Elle demandait l'instauration d'un deuxième référendum en cas de participation trop faible au premier, celui qui a demandé aux Britanniques si le Royaume-Uni devait ou non rester dans l'Union Européenne.

La pétition à l'origine mise en place par un pro-Brexit a explosé les compteurs après l'annonce des résultats pour atteindre ce dimanche les 3 millions de signatures (seules 10 000 suffisent pour obtenir une réponse officielle des pouvoirs publics). Il s'agit encore maintenant de la pétition avec le plus de signataires sur le site du gouvernement.

Sauf que tout ça ne tient pas comme le révèle le site Heat Street qui reproche à la BBC d'avoir relayé l'information sans la vérifier. La plupart des signataires de cette pétition trop populaire pour être honnête sont en réalité des bots mis en place par des utilisateurs de 4chan qui moquent l'absence quasi totale de vérification de l'origine des signatures.

Déplorant le manque de rigueur journalistique de la chaîne publique anglaise qui aurait pu découvrir le pot aux roses d'une simple recherche sur 4chan, le site publie des extraits de messages sur lesquels les « anons » s'amusent de la provenance supposée des signataires.

« Presque cinquante mille signatures provenant du Vatican. »

« Ils vont regarder les IP et se demander comment diable les gens de Corée du Nord et du Vatican sont en train de voter. »

« Combien de temps avant qu'ils ne rejettent la faute sur les hackers de Poutine ? »

Heat Street s'agace de voir la BBC ne pas changer son positionnement concernant cette pétition, d'autres grands médias ont quant à eux timidement revu leur copie en parlant d'une pétition qui « pourrait être manipulée ».

Ce n'est pourtant pas la première fois que 4chan s'amuse à influencer les résultats d'une consultation en ligne. En 2009, le site Techcrunch rapportait la manipulation du classement des 100 personnalités de l'année d'après les lecteurs opérée par les utilisateurs de l'imageboard. En prenant la première lettre de chaque occurrence du classement, il était ainsi possible de lire « Marblecake also The Game ». On ne vous conseille pas de vous renseigner sur le « Marblecake », quant à « The Game » c'est un même aussi vieux qu'internet.

Les sites comme Change.org ne mettent pas forcément plus de moyens que ça pour vérifier l'authenticité des personnes qui signent leurs pétitions. Après tout, si cela fait gonfler les chiffres, c'est même presque dans leur intérêt de laisser faire. Cependant, quand il s'agit d'un site du gouvernement, c'est bien plus problématique, surtout si cela peut aboutir à de nouvelles décisions politiques. Sans nouvelles mesures prises par ces sites de pétitions en ligne, leur force de persuasion risque bien de s'éroder à terme.

27/06/16 Journal du Geek

[Brexit. Avec les compliments de l'oligarchie financière](#)

- Bourses européennes : du vendredi noir au mardi rose - Liberation.fr

- La Bourse de Paris se relance après son plongeon lié au Brexit - LeFigaro.fr

La Bourse de Paris a terminé en forte hausse mardi (+2,61%), reprenant des forces après avoir lourdement chuté depuis le Brexit, qui suscite toujours beaucoup d'incertitudes sur les marchés.

L'indice CAC 40 a pris 104,13 points à 4.088,85 points, dans un volume d'échanges étoffé de 4,9 milliards d'euros. La veille, il avait perdu 2,97% après une chute de 8% vendredi, au lendemain du scrutin britannique.

Parmi les autres marchés européens, Francfort a gagné 1,93% et Londres 2,64%. Par ailleurs, l'Eurostoxx 50 a pris 2,27%.

Le marché parisien a ouvert en hausse, puis n'a cessé de gagner du terrain, encouragé dans l'après-midi par un début de séance positif de Wall Street.

Les investisseurs ont profité du plongeon des marchés pour racheter des valeurs dont les cours ont fondu.

«Hier, la pression vendeuse, d'abord concentrée sur les valeurs les plus directement exposées au Royaume-Uni, s'est propagée à l'ensemble de la cote», mais aujourd'hui, «techniquement, les soldes ont commencé et il y a des bonnes affaires sur les plus belles valeurs», remarquent les gérants chez Barclays Bourse. LeFigaro.fr 28.06

Brexit. Pour quelques milliards... de plus.

- Le Brexit plombe les milliardaires - LePoint.fr

Au cours des deux jours suivants le Brexit, la perte totale serait de 196,2 milliards de dollars. "Bloomberg" a détaillé les pertes enregistrées selon les régions du monde. Ainsi, en Europe, 92 milliardaires ont perdu 81,7 milliards de dollars. Amancio Ortega, l'homme le plus riche d'Europe, le propriétaire d'Inditex (Zara Massimo Dutti, Pull and Bear, etc) a perdu 6 milliards de dollars en une seule journée.

La française Liliane Bettencourt a vu sa fortune fondre de 2,2 milliards dans le même temps.

Quant aux 26 milliardaires chinois, ils ont perdu 1 milliard de dollars.

Aux Etats-Unis et au Canada 150 milliardaires affichent une perte de 26,7 milliards soit un total de 62,5 milliards de dollars sur deux journées. Parmi eux, Bill Gates enregistre également une importante baisse de plus de 2 milliards. Jeff Bezos, fondateur et actuel PDG d'Amazon, a, lui, perdu 1,6 milliard. Au Royaume-Uni, la plus grande fortune du pays - le duc de Westminster Gerald Cavendish Grosvenor - enregistre une perte d'1 milliard de dollars. LePoint.fr 28.06

C'est tout ce qu'ils ont perdu ? Mais alors, qui a perdu le reste, une somme colossale ?

- Brexit: Le Royaume-Uni va quitter l'UE... 2.000 milliards de dollars envolés sur les marchés financiers... - 20minutes.fr

Au total, ce sont 2.000 milliards (2 «trillions» pour les Anglo-saxons) de dollars de capitalisation qui se sont envolés en moins de 24 heures partout dans le monde. 20minutes.fr 24.06

Apparemment ce n'est pas du côté des Soros, Buffett, Gates, Rockefeller ou Rothschilds qu'il faut chercher les pigeons.

[Brexit. Ça urge !](#)

- A Bruxelles, Hollande estime qu'il faut "engager le plus vite possible la procédure" du Brexit - Francetv info Le président de la République a assisté, mardi 28 juin, au Conseil européen, à Bruxelles, consacré à la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Francetv info 28.06

- Brexit: Alain Juppé demande à ce que le processus de sortie "soit bref" - AFP

- Pourquoi la France et l'UE poussent le Royaume-Uni vers la sortie- huffingtonpost.fr

Pas question de laisser la plaie britannique à vif sans réaction. A défaut de pouvoir présenter un projet susceptible de relancer la construction européenne après le coup d'arrêt du Brexit, la France et ses partenaires ont multiplié les pressions ce mardi pour pousser le Royaume-Uni à tirer toutes les conséquences du référendum de la semaine dernière.

De François Hollande à Jean-Claude Juncker, de l'Assemblée nationale jusqu'au Parlement européen, tous les responsables politiques européens ont appelé Londres à enclencher le plus vite possible la procédure de divorce de l'article 50 du traité de Lisbonne. Leur objectif: éviter que les hésitations des dirigeants britanniques, qui ne semblent pas pressés de traduire en actes la victoire empoisonnée du "Leave", empêchent l'Europe des 27 de rapidement tourner la page.

"La responsabilité, c'est de ne pas perdre de temps pour traiter convenablement la question du départ du Royaume-Uni" et "pour traiter la question de la nouvelle impulsion que nous devons donner à l'Union européenne à 27", avait déclaré la veille François Hollande depuis Berlin. "Je n'imagine pas un gouvernement britannique, quel qu'il soit, ne pas respecter le choix de son propre peuple", a déclaré ce mardi le chef de l'Etat français aux journalistes, répétant qu'"il n'y a pas de temps à perdre" pour mettre en oeuvre le Brexit.

Ce mardi, les autorités européennes lui ont emboîté le pas. "L'Europe est prête à commencer la procédure de divorce même dès aujourd'hui", a promis le président du Conseil européen Donald Tusk.

"Nous ne pouvons pas nous installer dans une incertitude prolongée (...) Je voudrais que le Royaume-Uni clarifie sa position, pas aujourd'hui, pas demain matin, mais rapidement", a insisté de son côté le président de la Commission Jean-Claude Juncker devant le Parlement européen réuni en session extraordinaire. La veille, l'ancien dirigeant luxembourgeois s'était montré bien moins diplomate: "Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement britannique a besoin d'attendre jusqu'au mois d'octobre pour décider si oui ou non il envoie la lettre de divorce à Bruxelles. J'aimerais l'avoir immédiatement".

A Paris, où le Parlement a procédé à un débat sans vote pour tirer les leçons du Brexit, chacun juge qu'une sortie rapide du Royaume-Uni est la meilleure chance d'endiguer le risque politique et économique que fait peser David Cameron en renvoyant la responsabilité du divorce à son successeur, qui sera désigné en septembre prochain. A la tribune de l'Assemblée nationale, Manuel Valls a mis en garde contre "l'incertitude préjudiciable" des ambiguïtés de la position britannique. Alors que les bourses européennes ont chuté dans le sillage du référendum, "nous avons besoin de stabilité, pas seulement pour les marchés financiers", a plaidé le premier ministre.

Paris redoute en effet que Londres, en laissant traîner la question de départ, cherche à négocier au meilleur prix les conditions de son retrait, offrant ainsi un dangereux précédent aux partis nationalistes européens qui exigent à leur tour un référendum national pour une sortie de l'UE. Surtout, tant que l'article 50 n'a pas été enclenché, difficile pour les dirigeants européens de tirer toutes les leçons du Brexit pour y apporter une réponse collective censée insuffler une nouvelle dynamique au projet européen.

Pris en étau entre le suffrage du peuple britannique, l'effondrement de la livre sterling et la crise politique qui secoue ses deux principaux partis, le Royaume-Uni cherche avant tout à temporiser. David Cameron, dont le successeur sera désigné par le parti conservateur le 9 septembre prochain, a tenté de dédramatiser le retrait britannique. "Même si nous sommes en train de quitter l'UE, nous ne tournons pas le dos à l'Europe", a-t-il insisté, faisant valoir que les 27 autres Etats membres du bloc restaient "des voisins, des amis, des alliés, des partenaires".

Si David Cameron promet une procédure de divorce "aussi constructive que possible", ses partenaires n'ont toutefois aucun moyen de le contraindre à accélérer le tempo du Brexit. Seul l'Etat membre démissionnaire peut activer l'article 50 qui lancera officiellement les négociations sur un traité de sortie. huffingtonpost.fr 28.06

[Depuis 5 ans il n'a jamais condamné le moindre attentat commis en Syrie par les barbares soutenus par la Turquie... et la France.](#)

- Attentat à Istanbul: Hollande "condamne fermement" un "acte abominable" - BFMTV

"Je veux condamner fermement cette attaque", a déclaré le chef de l'Etat français après le meurtrier attentat d'Istanbul. BFMTV 28.06

En complément

- "Biens mal acquis": Rifaat al-Assad, oncle du président syrien, mis en examen à Paris - AFP

La loi Travail, c'est pas la santé.

- Loi Travail : Après quatre mois de lutte, les manifestants continuent de croire à un retrait du texte
- 20minutes.fr

Le cortège parisien a rassemblé "plus de 55.000 personnes", selon la CGT et Force ouvrière pour une 11ème journée de mobilisation. La préfecture de police en dénombrait entre 14.000 et 15.000. La manifestation de jeudi dernier dans la capitale avait rassemblé de 19.000 à 20.000 personnes, selon la police, et 60.000 d'après les organisateurs.

Pour l'ensemble de la France, le ministère de l'Intérieur a dénombré près de 65.000 manifestants, contre 70.000 jeudi dernier, tandis que la CGT en revendique 200.000; 81 personnes ont été interpellées sur tout le territoire, a-t-il précisé.

En province, les cortèges étaient tous très maigres, au point que les manifestants de Toulouse ont renoncé à se compter. A Marseille, les manifestants étaient 38.000 selon la CGT, 3.000 d'après la police, une affluence légèrement en baisse par rapport à jeudi dernier. De 1.650 personnes, selon la préfecture à 7.000, selon les syndicats, ont défilé à Bordeaux.

La CGT a remis mardi matin à l'Elysée les 704.129 bulletins de sa votation citoyenne, avec une expression de 91,99% pour le retrait du projet de loi Travail.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, qui soutient le projet de loi adopté en première lecture par les députés, comme la CFTC et l'Unsa, exhorte Manuel Valls à tenir bon, en particulier sur l'article 2.

Malgré leur persévérance, certains manifestants s'interrogent sur l'efficacité de leur mode de protestation.

«On peut imaginer des actions sur les réseaux sociaux ou sur les plages pour nourrir la contestation », se réjouit Vincent G., représentant de la CGT en Essonne.

Représentant de Force Ouvrière dans le Val d'Oise, Vincent Vilpateur continue de défiler tout en estimant que « les meilleurs moyens de lutter [contre la loi El Khomri] restent les grèves, les blocages. On n'était pas loin de réussir quelque chose avec les blocages des raffineries et les grèves à la SNCF, mais on n'a pas été assez suivis », précisant que « si la protestation prend la forme de manifestations, c'est que la précarité des travailleurs et leur peur de perdre leur emploi les empêchent aussi de s'engager [dans des mouvements de grèves à long terme]. » Frédéric, responsable autoroutier, ajoute, en outre, que « toutes les entreprises n'ont pas de représentation syndicale suffisante pour faire le nombre et s'ajouter à un mouvement de grève global. »

Mais pour certains, un retrait de la loi travail pourrait venir du Parlement. « On a bon espoir de voir une éventuelle motion de censure de gauche à l'initiative des frondeurs, recueillir cette fois-ci une majorité de voix », lance Mathieu.

Vincent.G. refuse de parler du recours parlementaire comme d'un « dernier espoir », et n'est pas le seul. « Il ne faut pas oublier que 2017 approche et que même si on admet que la loi passera en deuxième lecture à l'Assemblée en juillet, le chemin pour qu'elle soit mise en application reste long », martèle Elise, 23 ans, et étudiante en droit. Bref, dans les rangs de la manif'contre la loi El Khomri, on joue la montre dans l'espoir de voir arriver le but salvateur dans les arrêts de jeu. « J'étais déjà là en 2005, pour protester contre le CPE », sourit Frédéric. « La loi avait été adoptée, et Dominique de Villepin avait fini par revenir sur ses pas face à l'ampleur de la protestation. Le schéma peut se reproduire. » 20minutes.fr et Reuters 28.06

- Une nouvelle manifestation anti-loi travail le 5 juillet (et ce n'est peut-être pas fini) - L'Opinion

Philippe Martinez a annoncé ce mardi qu'une nouvelle manifestation anti-loi travail était d'ores et déjà programmée le 5 juillet. D'autres pourraient encore avoir lieu selon le leader de la CGT. L'Opinion 28.06

- Le Sénat a adopté une loi Travail encore plus libérale que le texte d'origine

Le Sénat a adopté mardi 28 juin le projet de loi travail par 185 voix contre 156, après l'avoir rendu nettement plus libéral lors de ses travaux.

Le Sénat a notamment adopté le très controversé article 2 qui instaure la primauté des accords d'entreprises sur les accords de branches. Mais il a en outre fait sauter le verrou des 35 heures en donnant la possibilité aux entreprises de revenir à 39 heures même sans accord.

Le Sénat a aussi relevé, contre l'avis du gouvernement, le niveau des seuils sociaux dans les entreprises, faisant passer de 11 à 20 salariés l'obligation de faire élire des délégués du personnel, et de 50 à 100 salariés la création d'un comité d'entreprise (CE) et d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Le seuil minimum de 24 heures pour le temps partiel a

lui été supprimé.

Les sénateurs ont également réinscrit l'instauration d'un plafonnement des indemnités octroyées par le juge en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse. Une disposition qui figurait dans la version initiale de la loi mais abandonnée par l'exécutif en échange du soutien de la CFDT. Dans le même esprit, les élus LR ont assoupli encore davantage le licenciement économique en restreignant le périmètre des difficultés de l'entreprise au niveau national. De fait, si un groupe réalise des bénéfices à l'étranger mais pas en France, il pourra plus facilement se séparer de ses salariés.

Quant au volet droits des salariés, les sénateurs ont décidé d'assouplir le compte personnel d'activité et de supprimer la généralisation de la garantie jeunes, deux concessions offertes par l'exécutif pour calmer la fronde des syndicats de travailleurs et étudiants.

Cette version devrait toutefois être détricotée par les députés lors d'une nouvelle lecture à partir du 5 juillet, pendant laquelle le gouvernement n'exclut pas de recourir à nouveau à l'article 49-3 pour faire adopter sa version sans vote. Le Huffington Post 28.06

- Sept Français sur 10 contre le 49-3 sur la loi Travail - Reuters

Plus de sept français sur dix sont opposés à ce que le gouvernement engage de nouveau sa responsabilité à l'Assemblée nationale pour faire adopter définitivement le projet de loi Travail, selon un sondage Odoxa pour Le Parisien et France Info. Reuters 28.06

- Avec le texte ultra-libéral voté au Sénat, les anti-loi Travail ont une double raison de manifester - Le Huffington Post

Pendant qu'ils y sont

- Le droit de grève ? Bien sûr qu'il faut le réglementer ! - LePoint.fr

En France, le droit de grève est dévoyé depuis trop longtemps à cause de syndicats irresponsables, de tribunaux laxistes et de politiciens sans courage. LePoint.fr 28.06

[Venezuela](#)

- Venezuela : le gouvernement veut dissoudre le Parlement - AFP

Le gouvernement vénézuélien envisage de demander au Tribunal suprême de justice (TSJ) de dissoudre le Parlement, actuellement contrôlé par l'opposition, pour usurpation des fonctions gouvernementales, a annoncé mardi le porte-parole de la coalition au pouvoir, Didalco Bolivar.

Gouvernement et Assemblée sont engagés dans un bras de fer depuis plusieurs mois, l'opposition cherchant à obtenir le départ anticipé de Nicolas Maduro, élu en 2013 jusqu'en 2019, via un référendum révocatoire.

Outre l'accusation d'usurpation, la coalition gouvernementale envisage d'inclure, dans sa requête adressée au TSJ, les charges de trahison à la patrie, violation de la Constitution et d'abus d'autorité en matière de politique extérieure.

"Nous demandons que la dissolution (du Parlement) soit accompagnée de l'appel à des élections législatives pour que ce soit le peuple qui dise si cette Assemblée qui fait de l'obstruction et viole la Constitution doit se maintenir" ou non, a indiqué Didalco Bolivar.

Les discussions sur cette possible saisine du TSJ ont débuté mardi et une décision sera annoncée la semaine prochaine, a-t-il précisé. AFP 28.06

[Bienvenue en oligarchie](#)

- Facebook suggère en amis... certaines personnes que vous croisez

Du moins, si la géolocalisation est activée sur votre smartphone. Vous vous êtes peut-être déjà demandé comment une personne que vous aviez croisé se retrouvait soudain suggérée en ami sur Facebook. Ce, alors que vous ne lui aviez pas donné d'informations de votre compte. Slate.fr

Un agent du FBI, du MI6, de la DGSE, du Mossad ?

- Les chats aussi se préoccupent de leur équilibre alimentaire

À long terme, ils ne se laissent pas aller à un abus hédoniste de pâtée au bon goût de poisson. Les chats veulent bien manger. En plus de l'odeur et du goût, ils se soucient, en effet, de l'équilibre nutritionnel de leur nourriture, selon une étude publiée dans la revue Royal ... Slate.fr

Les chats valent mieux que les pauvres qui sont assez cons pour bouffer et picoler n'importe quoi et qui puent...

[Haut de page ↗](#)

Le 30 juin 2016

CAUSERIE

Quelques réflexions après le poker menteur du Brexit.

1- Nos dirigeants ont été encore une fois bien inspirés en hurlant victoire suite au Brexit !

Bref, ils se sont ridiculés une fois de plus, montrant que décidément ils avaient des difficultés avec la réalité, ce qui ne les empêchera pas de donner des leçons à ceux qui ne partagent pas leur interprétation de la situation en les accusant d'être coupés de la réalité, très sérieusement s'il vous plaît. Cela devrait les inciter à faire preuve de davantage de modestie et à revoir d'urgence leur copie, si on peut se permettre de leur donner un conseil.

2- Bien qu'on ignore toujours précisément pourquoi ils ont joué cette partie de poker menteur, les derniers développements semblent confirmer cette hypothèse.

Vous admettez qu'il avait fallu faire preuve d'une certaine audace pour avancer cette hypothèse bien avant ce référendum. Ce serait exagéré d'affirmer que j'aurais fait preuve de perspicacité ou de discernement, puisque je n'avais fait que m'en remettre aux faits dont j'avais eu connaissance en les reliant entre eux, faits que tout le monde possédait, je n'ai donc aucun mérite.

Habitué à étudier toutes sortes de théories, y compris les moins recommandables, à tenir compte de l'ensemble des acteurs ou institutions qui concourent à l'orientation de la situation mondiale, y compris celles qui agissent dans l'ombre, je n'avais absolument aucun a priori en abordant la question des tenants et aboutissants de ce référendum, aussi je n'avais aucun raison de favoriser tel ou tel scénario pour tenter par la suite d'en tirer profit pour justifier je ne sais quelle théorie.

Ainsi libéré de toute entrave, je m'en suis remis aux faits sans chercher à les interpréter. C'était inutile, car il suffisait d'avoir à l'esprit que les Britanniques étaient réputés euroseptiques depuis de longues années, et que les conditions sociales de la majorité d'entre eux n'avaient cessé de se dégrader au cours des dernières décennies, pour en déduire logiquement que le Brexit avait toute les chances de l'emporter, sauf incident de dernières minutes. Ce qui a bien failli se produire avec le meurtre de la députée travailliste pro-UE, Jo Cox qui a entraîné la suspension de la campagne électorale, procurant à Cameron une occasion rêvée pour annuler purement et simplement ce référendum, par exemple au profit d'un vote au Parlement, alors que le Brexit était donné gagnant par tous les sondages, comme quoi ils y tenaient au Brexit pour pouvoir ensuite l'instrumentaliser à leur guise.

Bien qu'on ne fasse qu'aligner des faits, certains estimeront que la théorie du poker menteur relève de la théorie du complot, on n'y échappera pas de la part de ceux qui justement ont quelques problèmes avec la réalité quand il s'agit de la prendre dans sa totalité. On les ignorera.

Tenez, puisqu'on évoque la théorie du complot qu'ils agitent à l'instar des représentants du régime, profitons-en pour leur livrer une information qui témoigne de quel côté il faut chercher ceux qui complotent contre les peuples.

Mohammed Abrini est un informateur des Britanniques - voltairenet.org 28.06

Selon la presse londonienne, Mohammed Abrini, est un informateur des services de sécurité britanniques [1].

Seule personne impliquée à la fois dans les attentats de Paris (13 novembre 2015) et de Bruxelles (22 mars 2016), Mohammed Abrini dit « l'homme au chapeau » est actuellement détenu en Belgique. Le procureur du roi se serait opposé à son extradition vers la France au motif de ses liens avec les services britanniques.

La presse britannique ne précise pas s'il travaillait pour la police ou les services de Renseignement, s'il avait été retourné ou infiltré. Cette information fait également surgir une question sur son frère, officiellement mort au Levant, mais qui pourrait en réalité avoir été exfiltré. voltage.net 28.06

[1] "First Isis supergrass helps UK terror police", Tom Harper, The Times, June 26th, 2016. « Terror suspect dubbed 'the man in the hat' after Paris and Brussels attacks becomes British police's first ISIS Supergrass », Anthony Joseph, Daily Mail, June 26th, 2016.

Il est clair que lorsqu'on ne veut pas tenir compte de certains faits, on aura forcément une perception déformée de la réalité, partant de là on sera amené à définir une politique qui s'avèrera erronée.

L'intérêt que je porte au mondialisme et à ses institutions dont les médias ne parlent jamais ou presque, imités en cela par l'ensemble des partis dits ouvriers, ne relève pas d'une quelconque obsession qui dénoterait une orientation malsaine, je n'attache pas davantage d'intérêt à ce facteur plutôt qu'à d'autres, je le prend tel qu'il est, c'est tout, et s'il se trouve qu'il joue un rôle déterminant dans la marche du monde, je n'y suis pour rien.

Quand par exemple un agent ou ex-agent du FBI ou de la CIA déclare qu'au moins 90% des attentats qui se produisent aux Etats-Unis ou dans le monde sont le fait d'Etats et de leurs services secrets ou de renseignement, je prend acte, c'est tout.

Dans le cas de l'assassin d'extrême droite de la député travailliste Jo Cox. Il n'était certainement pas un agent du MI6, de la CIA ou de je ne sais quel service secret, cela dit, les opposants au Brexit ont mené une campagne si hystérique, violente et provocatrice qu'elle devait provoquer la radicalisation de certains opposants au maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE, dont ceux d'extrême droite parmi lesquels certains étaient prêts à tout jusqu'à péter un plomb, ce qui se produisit et était donc prévisible sans forcément en arriver à commettre un meurtre, tout cela pour dire que le recours à un agent du MI6 par exemple était parfaitement inutile et trop dangereux, et que pour arriver à leur fin ou produire le même effet ils pouvaient très bien s'en passer. Et dans les jours qui suivirent, les sondages annoncèrent que les deux camps étaient au coude-à-coude, donnant une légère avance à celui du maintien dans l'UE, comme quoi cet assassinat avait servi le camp des opposants au Brexit, qui cependant ne l'exploitèrent pas à fond puisque le référendum fut maintenu par Cameron.

Cameron aurait très bien pu décréter qu'il annulait le référendum parce qu'il constituait un facteur de troubles graves à l'ordre public, annonçant dans la foulée que le Parlement était légitime pour trancher la question posée aux électeurs, puisque c'étaient eux qui l'avaient démocratiquement élu et le tour était joué. Reste qu'il était peut-être un peu tard pour recourir à ce scénario.

Vous connaissez la suite, comme prévu ils exprimèrent leur profonde (et hypocrite) déception à l'annonce de la victoire du Brexit en annonçant sur la champ qu'il était irrévocable, et quant aux Bourses, elles plongèrent pour cinq jours plus tard et pas un de plus essuyer leurs pertes et revenir au même niveau que le 23 juin, comme si elles étaient satisfaites de la situation et qu'elles avaient saisi la nature de cette opération.

[Brexit. Intox et désinformation. Bienvenue chez les faussaires.](#)

Les médias-oligarques ont interprété les résultats du référendum du 23 juin en Grande-Bretagne comme le produit d'une guerre entre générations, accusant les vieux d'avoir favorisé le Brexit, tandis que les jeunes s'y seraient opposés.

Or, il s'avère selon un sondage réalisé par Sky News et mis en ligne le 25 juin, que 83% des électeurs de la tranche d'âge supérieure à 65 ans se sont abstenus, 81% des 55-64 ans et 75% des 45-54 ans, tandis que dans la tranche d'âge de 18-24 ans seulement 36% se sont abstenus, et 58% des 25-34 ans (Source : Arrêt sur Info 28.06).

Donc ce sont les tranches d'âge les plus jeunes qui ont voté en faveur du Brexit, ce qui se comprend puisque leur avenir est sacrifié, tandis qu'il est derrière les plus vieux.

On comprend qu'il soit plus aisé ou moins risqué de s'attaquer lâchement à des vieux las ou usés qui n'attendent plus rien de la vie et de leur société pourrie, plutôt qu'à des jeunes toujours prêts à s'enflammer à la moindre étincelle et qui naturellement aspirent à davantage de justice et à une vie meilleure.

A la différence des jeunes, les vieux ont vécu dans et en dehors de l'UE et ils ont pu se rendre compte qu'aucun des problèmes auxquels ils avaient été confrontés n'avaient été réglés en entrant dans l'UE, bien au contraire, ce qui explique peut-être pourquoi ils se sont abstenus massivement, histoire de dire qu'ils n'attendaient rien du pouvoir en place dans ou en dehors de l'UE et que dans tous les cas de figure ils le rejetaient.

Dès lors on comprend pourquoi les médias-oligarques s'en sont pris violemment à eux jusqu'à les insulter, il valait mieux parler du vote des jeunes en le falsifiant au passage.

Brexit. Voici un modèle du genre en terme d'aveuglement ou de confusion.

Quelle cruauté la réalité impose à ces intellectuels qui manquent singulièrement de discernement ou de logique! Leur cerveau gavé jusqu'à la gueule s'essouffle, étouffe et finit par se scléroser pour ne plus produire à longueur de temps que des fadaises dont ils se repaissent et sont les seuls à tirer satisfaction.

Leur faconde cache mal leur absence d'idée ou d'imagination qui s'est tarie à force d'interpréter la réalité à travers le prisme déformant de l'idéologie de la classe dominante.

L'insignifiance de leurs analyses qui en résulte et que la réalité se charge ironiquement de mettre en lumière ne les émeut pas plus que cela, au contraire, tel l'idiot du village ils trouvent encore le moyen d'en tirer satisfaction. Si vous pensiez qu'ils auraient honte que leur crasse ignorance soit ainsi dévoilée, vous vous trompez ou c'est bien mal les connaître, car c'est une émotion ou un sentiment qu'ils ignorent tant ils sont imbus de leur modeste personne, ils trouveront toujours le moyen de retourner la situation en leur faveur, quitte à se contredire à nouveau en ne s'embarrassant pas de scrupules inutiles qui à les entendre leur font horreur chez les autres, l'essentiel demeurant qu'ils soient satisfaits d'eux-mêmes et le fassent savoir.

Ils sont censés avoir acquis des connaissances dans certains domaines et avoir développé un niveau de conscience supérieur à la moyenne de la population, qui les autorise estiment-ils à parler en son nom, alors qu'en réalité ils n'ont jamais joué qu'un rôle subalterne dans le développement de la civilisation humaine pour n'avoir produit que des idées qui n'ont jamais nourri un homme.

Pour être étrangers à tous les centres de production, ils se sont développés tels des parasites se repaissant des victimes que la société devait sacrifier pour se développer et qui devaient figurer parmi les plus faibles et non parmi les puissants qui dominaient, les maîtres qu'ils servent docilement.

Quand un de ces intellectuels nous livre ses états d'âme, cela donne ce que nous allons lire maintenant.

Le premier passage consiste en une sorte de mea culpa, très bref, après qu'il eut expliqué qu'il s'était laissé berné par les derniers sondages qui donnait le camp du "reman" vainqueur. S'il témoigne sa surprise du résultat de ce référendum, c'est aussitôt pour se perdre dans des divagations délirantes, ce qui était inévitable puisqu'il n'a toujours pas encore compris que cette opération s'apparentait à une partie de poker menteur.

Dans le second passage, il va le confirmer de manière magistrale en nous proposant une alliance contre nature qui révèle à quelle source il puise son inspiration, qui s'inscrit en contradiction avec le processus historique à l'oeuvre dans le développement du capitalisme auquel manifestement il n'a rien compris.

Cet article a été publié le 28 juin par le portail suisse Arrêt sur Info.

- J'avoue que malgré toute ma vie consciente passée à évaluer les infos de guerre, moi aussi je me suis laissé égarer. Au lieu de voir les pronostics pour ce qu'ils étaient, concrètement, des efforts effrontés pour persuader l'opinion, ou des désirs pris pour des réalités, j'y ai presque cru. Le pessimisme m'avait gagné, sur le mode « tout est parfaitement ficelé d'avance, dans les chambres noires des puissants ». Les nouvelles de ce vendredi 24 juin au matin m'en ont paru d'autant plus douces. Félicitations, les Anglais : vous avez vaincu la peur et le découragement, vous avez refusé d'accepter la défaite. Vous êtes les vrais fils de ceux qui ont livré la Bataille d'Angleterre au lieu d'accepter le sort décidé pour vous par Berlin et Bruxelles. Vous avez porté un coup au nouveau Reich, et nous avez redonné espoir à tous.

- Le Brexit, c'est un événement qui change les règles du jeu. Nous discernons une force puissante qui agit contre le gang global des banksters. Il est probable que cette force est rattachée aux industrialistes, les gens de l'économie réelle, qui n'en finissent pas de souffrir sous le régime néolibéral des économies aux mains des banquiers. Les ouvriers peuvent les soutenir, et apparemment ils le font, parce que les banquiers veulent la destruction du monde. Le pouvoir montant que l'on ressent derrière Trump et le Brexit, c'est une alliance entre les travailleurs et les véritables entrepreneurs, en opposition avec ceux qui causent et qui posent, et avec les financiers.

Quel programme, quel délire !

Notre ennemi, ce n'est pas l'oligarchie financière, les banquier, le néolibéralisme : C'est le capitalisme et ses institutions qu'il faut abattre.

Brexit. Quelques rappels.

Causerie du 3 juin 2016

- Grande-Bretagne : le Brexit annoncé par les sondages - euronews.com

Les sondages révèlent un tournant marquant, puisque désormais 52% des électeurs disent oui au divorce, contre 48% qui veulent rester dans l'UE. euronews.com 02.06

Causerie du 7 juin 2016

- Le camp du Brexit creuse l'écart au Royaume-Uni

Trois nouveaux sondages placent lundi le camp du Brexit devant le camp des partisans du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, avec deux à cinq points d'avance, en vue du référendum du 23 juin. Reuters 06.06

Causerie du 11 juin 2016

- Un sondage donne le camp du Brexit gagnant avec 55% des voix - Reuters 10.06

Causerie du 15 juin 2016

Brexit. Les dés sont pipés.

Grille de lecture.

- Devinez pourquoi nous n'avons pas utilisé cet argument. C'est le milliardaire Rupert Murdoch qui vous fournit la réponse.

- Je m'étais contenté de dire que si c'était Cameron, le représentant de l'oligarchie au pouvoir, qui avait pris cette initiative d'un référendum, c'était qu'il y avait anguille sous roche et qu'en aucun cas il avait pris cette décision seul, c'était totalement impensable, elle lui avait été forcément dictée par l'oligarchie qui souhaitait que la Grande-Bretagne rompt avec l'UE, reste à savoir exactement pourquoi ou qu'est-ce que cela présage dans un proche avenir, rien de bon...

Reuters - A neuf jours du référendum du 23 juin, quatre nouveaux sondages donnent mardi jusqu'à sept points d'avance aux partisans d'un divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne...

Dans un communiqué commun publié mardi, de hauts responsables travaillistes ont mis en garde contre les conséquences d'une éventuelle sortie de l'UE, qui pourrait coûter selon eux 525.000 emplois dans le secteur public.

"Si nous quittons (l'UE), le choc ressenti par notre économie pourrait se traduire par un trou noir de 40 milliards de livres dans nos finances publiques", écrivent-ils, alors que la livre sterling était sous pression sur les marchés des changes. Reuters 14.06

Rien de bon, juste des mauvais coups supplémentaires, il manquait juste un prétexte pour les justifier ou selon eux les rendre légitimes, c'est fait grâce au Brexit, et pour que ce soit le plus indolore possible sur le plan politique, ils vont faire en sorte que ce soit l'UE qui présente la facture au peuple britannique pour que les partisans du Brexit se tournent contre elle et non contre le gouvernement, tandis que les partisans du remain accuseront un certain nombre d'acteurs sociaux d'être responsables de la situation, dont évidemment ceux qui étaient favorables au Brexit, favorisant ainsi un climat de guerre civile ou débouchant sur une résignation générale précipitant la déchéance de la société.

[Brexit. Poker menteur. Même pas peur !](#)

Brexit: Obama confiant dans la stabilité du système financier - AFP

Le président des Etats-Unis Barack Obama a exprimé mercredi 29 juin à Ottawa sa confiance dans la capacité du système financier mondial à surmonter le vote des Britanniques en faveur du Brexit. AFP 29.06

La Bourse de Londres efface les pertes accumulées après le référendum sur le Brexit - LeMonde.fr

L'indice FTSE-100 des principales valeurs est passé en séance au-dessus du niveau de la clôture de jeudi 23 juin, veille du résultat du référendum.

Cinq jours après le séisme de la victoire du « Brexit », la Bourse de Londres a effacé mercredi 29 juin les pertes qu'elle avait subies.

L'indice FTSE-100 des principales valeurs est passé en séance au-dessus du niveau des 6 338,1 points, celui de la clôture de jeudi 23 juin, avant que le résultat du scrutin ne soit connu et n'entraîne les marchés en forte baisse. LeMonde.fr 29.06

Marché: les investisseurs reprennent leurs esprits. - Cercle Finance

Les indices actions européens alignent une deuxième séance consécutive de rebond, à l'image du FTSE de Londres (+2,5%), les investisseurs reprenant leurs esprits après le choc provoqué par le vote du Brexit la semaine dernière.

A Francfort où le DAX gagne 1,4%.

Le CAC40 monte de 2,2%

L'AEX d'Amsterdam s'adjuge 2,7%

A Bruxelles où le Bel20 progresse de 2,4%

L'indice PSI de Lisbonne avance enfin de 1,9%. CercleFinance.com 29.06

- Wall Street ouvre en hausse, le Brexit fait moins peur - AFP

- La Bourse de Paris garde la forme - AFP

- Brexit : les adieux de David Cameron à l'Union européenne - Francetv info

- Devant les Français de Londres, Nicolas Sarkozy s'explique sur le référendum. Figaro.fr

Sarkozy : «Il y a eu 74% de participation et 17 millions d'électeurs», a-t-il lancé. «Ils ont choisi de quitter l'Europe. On ne peut pas revenir en arrière!» Figaro.fr 29.06

[L'UE de Monsanto, en sortir d'urgence une nécessité de salut public !](#)

- Roundup: l'UE prolonge temporairement l'autorisation de vente - La Tribune

[Loi Travail](#)

- Loi travail: Mailly (FO) a obtenu "des garanties" sur le rôle des branches - AFP

Jean-Claude Mailly (FO) a obtenu la "garantie" du gouvernement que les branches professionnelles continueront de primer dans une série de domaines, dont les salaires, mais n'a rien obtenu sur la question des heures supplémentaires, où l'accord d'entreprise primera.

"Ce n'est pas la fin du mouvement", a-t-il déclaré à l'issue de la réunion à Matignon, en déplorant "le blocage du Premier ministre" notamment sur l'article 2 qui cristallise le mécontentement des opposants au texte.

Principal soutien syndical de la réforme de la loi Travail, le CFDT se dit "satisfaite" des amendements présentés par le gouvernement, a déclaré Laurent Berger. "Le cœur du texte n'est pas touché, donc la CFDT est satisfaite", a assuré le secrétaire général du syndicat à sa sortie de Matignon. (Et pour cause, la négociation d'entreprise permettra de déroger aux dispositions sur le temps de travail, notamment, et Mailly s'en fout aussi. - LVOG)

"C'est bien à l'échelle de chaque entreprise que doit se discuter l'organisation du travail", a renchéri en fin de journée Manuel Valls.

"Il n'y a aucune incertitude. La loi sera votée et promulguée dans les délais prévus. Je souhaite qu'une majorité puisse être trouvée. A défaut, il sera de nouveau recouru à l'article 49-3", prévient pour sa part le chef de l'Etat François Hollande dans une interview à paraître jeudi dans Les Echos. AFP et Reuters 29.06

Mailly s'est empressé d'annoncer sans avoir consulté les instances de son syndicat que FO ne participerait pas à la "journée d'action" prévue mardi 5 juillet, un soulagement pour Hollande et le gouvernement du Medef.

[L'âge de ses artères n'est pas forcément celui de la raison.](#)

- La retraite, le plus bel âge de la vie pour les seniors - LeFigaro.fr

Plus des trois quarts des personnes âgées de 65 ans et plus vivent bien leur âge et estiment que la vie reste une source de plaisir, selon le baromètre européen de l'Institut du Bien Vieillir Korian. LeFigaro.fr

Mais à 35 ans ce n'est pas mal non plus, je parle pour moi et je peux en témoigner !

Hollande plus illégitime que jamais : Dehors !

- Popularité : Hollande touche le fond. - Francetv info

Jusqu'à où descendra-t-il ? Seulement 12% des Français font encore confiance à François Hollande, selon un sondage

TNS Sofres-Onepoint pour Le Figaro Magazine publié mercredi 29 juin. Francetv info

En famille. Hollande n'est légitime que pour les patrons

- Hollande annonce une batterie de mesures en faveur des entreprises - BFM Business

- PME: la prime à l'embauche prolongée

La prime à l'embauche pour les PME de moins de 250 salariés sera prolongée en 2017, de même que "le mécanisme du suramortissement des investissements", indique le président français.

"Nous allons franchir dans quelques jours le seuil des 500.000 embauches dans le cadre de ce dispositif. C'est un succès au bénéfice de l'emploi et des entreprises et j'ai donc décidé de le prolonger sur l'ensemble de l'année 2017, comme d'ailleurs le mécanisme du suramortissement des investissements", déclare le chef de l'Etat.

- La C3S pas supprimée, mais le CICE augmenté

La contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) ne sera finalement pas totalement supprimée en 2017, au profit notamment d'un "relèvement" du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE).

Cette possibilité, qui n'avait pas encore été arbitrée pour l'année prochaine, prévoit que 5 milliards d'euros du Pacte de responsabilité seront finalement consacrés "au relèvement du CICE - qui sera porté à au moins 7% de la masse salariale (6% aujourd'hui, ndlr) - et à la baisse de l'impôt sur les sociétés pour les PME", explique le chef de l'Etat.

- De nouveaux avantages fiscaux pour la place financière de Paris

"Le Royaume-Uni redevenant un pays tiers, le passeport financier européen devra disparaître, de même que ce sera la fin du passeport commercial et du passeport européen tout court", a rappelé François Hollande, évoquant le Brexit. "Nous devons adapter nos règles, y compris fiscales, pour rendre la place financière de Paris plus attractive". BFM Business 29.06

Il y a de quoi avoir des sueurs froides

- Stéphane Le Foll, le VRP chahuté - LeFigaro.fr

Pris à parti par des opposants à l'action gouvernementale, le ministre de l'Agriculture a dû écourter une réunion publique à Bordeaux.

Après une courte réunion publique très houleuse, il s'est échappé chemise trempée et mine déconfite en laissant les militants abasourdis. Et surtout, sans débattre et répondre aux questions du public comme annoncé sur l'affiche.

Ce qui devait être un exercice de pédagogie s'est donc transformé en une grande farce, un simulacre de démocratie dont les véritables militants sortent les plus meurtris. Touché au dos, l'homme qui brandissait un panneau «Valls démission» face au ministre sur le départ, jeté violemment à terre par trois membres du service d'ordre. Touchés au cœur, ceux qui étaient réellement venus pour comprendre ou se rassurer. «C'est une honte, enrage un spectateur. Ils ont les mêmes méthodes que Sarkozy, en pire». «Il a été courageux de venir, il faut le dire, se désole Philippe, un autre sympathisant. Des gens sont venus manifester pour se faire un ministre. Il part avec le paquet plein, que va-t-il en faire? C'est ça la question. Dorénavant, aucun élu ne sortira indemne, il n'y aura plus que des meetings comme ça, jusqu'à l'explosion du PS». LeFigaro.fr 29.06

Violence policière encouragée par le PS

- « Contrôles au faciès » : l'Assemblée rejette le récépissé - LeMonde.fr

[La justice d'un paradis fiscale ou le TTIP avant l'heure.](#)

- Procès "LuxLeaks" : deux lanceurs d'alerte condamnés à des peines de prison avec sursis, le journaliste acquitté - Francetv info

Les deux lanceurs d'alerte qui ont permis de révéler un tentaculaire scandale d'évasion fiscale via le Luxembourg ont été condamnés à de la prison avec sursis, mercredi 29 juin, par la justice du Grand-Duché. Antoine Deltour, employé de la firme d'audit PricewaterhouseCoopers a été condamné à 12 mois de prison, avec sursis. Son collègue, Raphaël Halet a été condamné à 9 mois avec sursis.

Les deux lanceurs d'alertes étaient accusés d'avoir fait fuiter 22 000 pages éclairant les pratiques fiscales de grandes multinationales établies dans le pays. Ils encouraient jusqu'à 10 ans d'emprisonnement. Le journaliste Edouard Perrin, à qui ils avaient transmis des documents dans le cadre d'une enquête de "Cash Investigation" a été acquitté.

L'affaire, surnommée "LuxLeaks" par la presse, avait révélé les pratiques de 340 entreprises entre 2012 et 2014. Le manque à gagner représente des centaines de milliards d'euros pour les États des entreprises citées. Francetv info 29.06

[Le Crif rejoint officiellement le Kalifat.](#)

- Francis Kalifat, un homme de l'ombre et de droite à la tête du Crif - liberation.fr

Elu président, le 29 mai, sans concurrent face à lui, Francis Kalifat se situe dans le sillage de son prédécesseur, le très intransigeant Roger Cukierman. «La priorité sera de lutter contre l'antisémitisme sous toutes ses formes, que ce soit sur Internet ou à travers les discours antisémites des Soral et Dieudonné», a annoncé Francis Kalifat, dès son élection. Quant à la défense d'Israël, elle restera, elle aussi, une priorité de l'institution. Francis Kalifat a promis de «s'attaquer à la dimension de l'antisémitisme cachée derrière l'antisionisme et véhiculée notamment par le mouvement BDS [Boycott, désinvestissement et sanctions, ndlr]».

Son arrivée à la tête du Crif est l'aboutissement d'un parcours dans l'ombre de Roger Cukierman. Depuis une quinzaine d'années, Kalifat est l'un des hommes qui comptent dans son entourage. D'abord trésorier du Crif, il est devenu vice-président de l'institution en 2013.

Militant sioniste dès sa jeunesse (il est passé par le Betar, un mouvement qui n'était pas à l'époque aussi extrémiste qu'aujourd'hui), Kalifat, lecteur assidu d'Albert Camus et d'Elie Wiesel, se situe politiquement à droite. Fils d'un inspecteur de police, né à Oran, il est le deuxième président du Crif d'origine séfarade. Self-made-man, il a créé et a fait prospérer, en une vingtaine d'années, une entreprise de chaussures haut de gamme. liberation.fr 29.06

[Comment ils rackettent les classes moyennes des pays émergents.](#)

- L'assurance accélère sa croissance dans le monde - La Tribune

Le chiffre d'affaires des assureurs a crû l'an dernier de près de 10% (+9,8% exactement, en volume) dans les pays émergents, alors que la croissance des économies émergentes n'a atteint que 3,5%. L'assurance vie a progressé de 12%, contre +7,8% pour les autres branches du secteur.

La Chine, qui suscitait bien des inquiétudes à l'été 2015, affiche la plus forte croissance: +20% en assurance vie! Au total, l'Asie émergente progresse de 16% en assurance vie -contre +9,1% l'année précédente- alors que l'Amérique latine, en crise, fait évidemment moins bien. Hors assurance vie, la croissance du marché asiatique atteint 15%.

L'activité va bien, mais les profits? Le ROE (Return on equity, rendement des fonds propres) était de 12% en moyenne l'an dernier en assurance vie, soit un niveau inférieur à celui d'avant la crise, relève Swiss Re. Mais il n'a rien d'alarmant.

Les fonds propres des assureurs n'ont jamais été aussi importants, souligne Swiss Re, avec un ratio de solvabilité record de 130%. La Tribune 29.06

A part pour le scooter, comme 90% des Indiens je n'ai souscrit aucune autre assurance.

[Bienvenue en oligarchie](#)

- Mon fils s'en foutait du foot (puis l'Euro est arrivé)

Mon fils qui termine son CP s'est transformé en quelques jours en véritable tifoso à qui il faut montrer les buts de la veille au petit-déjeuner. Où et comment cela est-il arrivé? Le foot est-il aussi sexué qu'à l'époque de mon enfance? Aimer le foot, est-ce bon pour mon enfant? ... Slate.fr

- Zombies, dragons, vaisseaux spatiaux... Pourquoi la série « Call of Duty » part dans tous les sens

La franchise de jeux vidéo multimillionnaire a progressivement délaissé la seconde guerre mondiale pour la science-fiction, les zombies et maintenant l'heroic-fantasy. LeMonde.fr

- Le sexe sans lendemain, tellement banal, si peu connu

Site participatif, le casual sex project tente d'avoir une approche qualitative inédite d'un sujet qui fait l'objet de nombreux clichés. Les histoires d'un soir sont souvent regardées comme des expériences négatives, moralement condamnable parce qu'elles risquent de blesser l'autre... Slate.fr

- Pourquoi y a-t-il beaucoup plus d'épidémies depuis ces dernières décennies ?

-Le nombre d'épidémies a cru de près de 400% depuis les années 1980. Atlantico.fr

À cause de l'embargo, les jeunes Russes sont en manque de fromage - Slate.fr

Question : Ont-ils les moyens d'en acheter ? Lesquels ?

[Haut de page ↗](#)